

**ANGERS AU XIII<sup>e</sup> SIECLE  
DEVELOPPEMENT URBAIN, STRUCTURES  
ECONOMIQUES ET SOCIALES**

**Thèse de Doctorat  
PhD-értekezés**

**Présentée et soutenue publiquement  
par: László Gálffy**

**Készítette: Gálffy László**

**Directeurs de thèse: Prof. Noël-Yves Tonnerre (Université d'Angers)  
Témavezetők: Prof. Kristó Gyula (Szegedi Tudományegyetem)**

**Szeged  
Angers**

**2004**



B 4080



## Table des matières

<b>Table des matières .....</b>	<b>2</b>
<b>Avant-propos .....</b>	<b>6</b>
<b>Sigles et abréviations .....</b>	<b>9</b>
<b>Introduction. Présentation des sources. Instruments et méthodes .....</b>	<b>10</b>
<b>I. Première partie. Une ville abandonnée par ces princes .....</b>	<b>23</b>
<b>1. Le développement urbain jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>24</b>
-La situation géographique.....	24
-L'occupation du terrain.....	26
-Les débuts du christianisme à Angers.....	27
-Temps d'épreuves .....	30
-Angers sous les comtes Ingelgériens .....	33
-Angers sous le règne des Plantagenêt .....	39
<b>2. Les événements historiques du XIII<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>45</b>
-La mainmise du pouvoir capétien .....	45
-Bilan de la conquête capétienne.....	53
-Les comtes apanagés.....	57
-A mi-chemin vers la Couronne française. Le règne de Charles de Valois .....	64
<b>II. Deuxième partie. La concurrence des pouvoirs dans l'espace urbain .....</b>	<b>67</b>
<b>1. Le pouvoir du comte.....</b>	<b>68</b>
-Le domaine urbain du comte.....	69
-La part de la ville dans les recettes du comte.....	70
-Les revenus casuels .....	77
Le symbole du pouvoir royal. La construction de l'enceinte et du château .....	78

-Le château .....	78
-L'enceinte urbaine.....	80
Les contacts personnels des princes avec la ville .....	88
Le comte et ses bourgeois.....	90
2. L'évêque d'Angers .....	93
Les positions de l'évêque .....	93
Le symbole du pouvoir de l'évêque: la cathédrale.....	99
3. Le rôle de divers établissements ecclésiastiques.....	103
-Les chapitres.....	104
-Les monastères .....	107
-Le rôle des institutions nouvelles.....	109
Bilan de l'équilibre des pouvoirs.....	113
 <b>III. Troisième partie. Les fonctions économiques .....</b>	<b>117</b>
1. Le monde de la production. L'artisanat et les métiers .....	118
-Les aspects topographiques.....	118
-Les témoignages des artisans .....	121
-La formation des métiers.....	126
2. Les moulins .....	131
3. Le marché angevin .....	138
-Topographie des marchés et du commerce .....	138
-La création des Halles .....	141
-Les foires.....	143
4. Les produits échangés .....	149
-Les conditions de l'approvisionnement urbain .....	149
-Les problèmes du ravitaillement urbain.....	155
-Les prix des produits agraires .....	157
5. La monnaie .....	160
6. Les marchands .....	166
-Marchands étrangers à Angers.....	166
-Les hommes d'affaire-le monde de l'argent .....	170



-La présence des juifs .....	176
-Les juifs pendant le règne des comtes apanagistes .....	180
 <b>IV. Quatrième partie. La société angevine</b> .....	186
La population urbaine.....	187
Les mouvements migratoires.....	188
1. Les élites urbaines.....	190
Les ecclésiastiques.....	190
-Les évêques .....	190
-les chapîtres et les communautés des chanoines.....	192
-Les moines .....	197
-La présence des ecclésiastiques étrangers.....	198
-Les mœurs du clergé .....	199
Le monde des instruits. L'Université en formation.....	203
-Le rayonnement intellectuel d'Angers avant le XIIIe siècle.....	203
-Les écoles et les instruits au XIIIe siècle .....	205
-La richesse des maîtres .....	214
-L'enseignement.....	218
-Les angevins dans d'autres villes universitaires .....	219
3. La société laïque.....	221
A. La présence de la noblesse .....	221
B. Les bourgeois d'Angers.....	229
-Approches de la terminologie .....	229
Les fortunes bourgeoises .....	231
-Les investissements périurbaines .....	235
-Les possessions immobilières dans l'espace urbain .....	236
-Témoignages de l'aisance .....	239
-Signes des problèmes financiers des bourgeois .....	244
Les formes de la solidarité urbaine.....	248

<b>V. Cinquième partie. La grandeur et la misère de la vie quotidienne.....</b>	<b>251</b>
La charité et l'assistance à Angers au XIIIe siècle.....	252
Les cadres traditionnels de l'assistance à Angers .....	252
-L'intervention des évêques .....	252
-Le rôle des monastères et des chapitres .....	254
-La charité des particuliers .....	259
Les léproseries.....	261
Un cas spécial: La Haye aux Bonhommes d'Avrillé .....	266
L'insertion urbaine de l'hôpital Saint-Jean .....	271
-L'hôpital Saint-Jean et les comtes d'Anjou .....	271
-Les rapports avec l'abbaye de Notre-Dame de la Charité (Ronceray) .....	273
-« L'affaire »des hospitaliers.....	277
-Les relations avec les évêques d'Angers.....	281
-La protection pontificale .....	281
-Les rapports de l'hôpital Saint-Jean avec d'autres établissements ecclésiastiques à Angers.....	284
Les possessions urbaines de l'hôpital.....	287
Les fonctions de l' l'hôpital Saint-Jean.....	292
-Cura animarum.....	296
-La vie communautaire des assistants .....	299
-La gestion de l'hôpital.....	300
D'autres institutions d'assistance à Angers .....	304
 <b>Conclusion générale .....</b>	 <b>309</b>
 <b>Sources et bibliographie.....</b>	 <b>315</b>
<b>Les annexes.....</b>	<b>340</b>
Liste des évêques et des comtes .....	341
Documents .....	342
Liste des gradués .....	361
Plans .....	366



## Avant-propos

Cette étude porte sur une ville importante du val de la Loire. Angers connaît une historiographie importante mais jusqu'ici il n'existe aucun ouvrage qui fasse une analyse sur le développement urbain pendant un siècle du Moyen Age. Le choix chronologique a permis de traiter d'une période qui a vu des changements politiques importants pour la première fois dans l'histoire du comté. En même temps la ville a connu un développement considérable qui s'avère déterminant pour les siècles postérieurs.

L'analyse que j'ai envisagé à faire nécessitait une recherche approfondie dans les archives et les bibliothèques, principalement à Angers et à Paris. J'ai réalisé ce travail entre 1997 et 2000. J'ai pu faire un dernier mise au point au mois de mars en 2003. Une bourse du gouvernement français attribuée par le Service Culturel de l'Ambassade de France en Hongrie assurait le fond financier de cette entreprise.

Lors de mes recherches j'ai essayé de rassembler systématiquement tous les actes et documents qui concernent d'une manière ou d'un autre l'histoire urbaine entre 1199 et 1328. L'handicap de l'éloignement exigeait une méthode bien réfléchie et une démarche pré-organisée. Je suis conscient que mon étude peut refléter les imperfections éventuelles de la méthode. Tout de même, je désire croire que le résultat des recherches rendra utilisable ce travail pour des collègues français et hongrois et tout spécialement pour mes confrères angevins dont la confiance et la gratitude aimable m'ont touché tout au long de mon travail.

## Remerciements

Au terme de mon travail, il me reste l'agréable devoir d'exprimer ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont aidé à le mener à bonne fin.

En premier temps je tiens à remercier Monsieur Noël-Yves Tonnerre, professeur de l'Université d'Angers, mon directeur de recherche, pour tous les encouragements et

soutiens ainsi que les corrections et les observations très utiles qui ont largement contribué à la réalisation de mon travail. Sa confiance et son appui m'ont permis de lever beaucoup d'obstacles, souvent imprévus.

Durant mes années de recherche les collègues angevins m'ont réservé un accueil très chaleureux. Ces contacts quotidiens m'ont assuré une ambiance favorable à mes recherches tout en permettant la découverte minutieuse du patrimoine de la ville, du département et la douceur d'un paysage saisissant. Je suis très reconnaissant à Monsieur Jacques-Guy Petit, professeur le de l'Université d'Angers, directeur du laboratoire de recherche HIREs pour tout le soutien que j'ai eu de sa part.

Monsieur Jean-Michel Matz maître de conférence de l'Université d'Angers, Monsieur François Comte archéologue de la ville d'Angers et Monsieur Jacques Mallet m'ont aidé par des suggestions et des remarques très utiles. Je suis très fier d'avoir leur confiance. Je tiens, ensuite, à remercier les cartes d'Angers tout spécialement à Monsieur François Comte.

Je voudrais également exprimer mes reconnaissances au personnel des Archives Départementales de Maine-et-Loire et tout spécialement à Madame Elisabeth Verry, directrice des Archives Départementales de Maine-et-Loire et à Mademoiselle Valérie Poinssotte, archiviste et maître de conférence de l'Université d'Angers pour leurs conseils très pratiques.

Je tiens à exprimer ma gratitude à mes professeurs hongrois qui m'ont donné une base de connaissance et beaucoup d'encouragement à la poursuite de mes recherches. Monsieur Gyula Kristó, membre de l'Académie hongroise et professeur de l'Université de Szeged dont je suis fier d'avoir été l'étudiant m'a beaucoup aidé par son soutien ainsi que par ses conseils et remarques méthodologiques. Sa mort prématurée m'empêche de lui faire connaître les derniers résultats de mon travail et exprimer mes gratitudes au terme de mon travail. Là, j'ai une dette immense.

Monsieur Ferenc Makk, directeur de l'école doctorale médiévisite et professeur de l'Université de Szeged, m'a apporté beaucoup d'appui lors de la phase finissante du travail qui est toujours la plus difficile.



Monsieur Pál Engel, membre de l'Académie hongroise m'a accordé beaucoup d'attention. Il m'a communiqué des conseils très précieux lors de mes recherches. Malheureusement sa mort m'empêche d'exprimer personnellement ma gratitude.

Monsieur István Zimonyi, maître de conférence et directeur du département d'histoire médiévale universelle, m'a permis le retour dans l'enseignement à l'Université de Szeged.

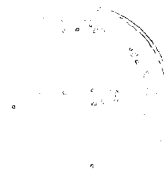
Le soutien de Monsieur Sándor Csernus, directeur de l'Institut Hongrois à Paris a levé beaucoup d'obstacles lors de mon travail. Malgré ses occupations il était toujours prêt à m'accorder une attention particulière.

Je tiens à remercier à Monsieur Zoltán Kordé, maître assistant à l'Université de Szeged, son appui a été important pour que je puisse commencer mes années de recherche en France.

L'aide apportée par mon collègue, Gábor Thorockay, lors de la révision des textes en latin, m'a permis de compléter les annexes des transcriptions. Les conseils pratiques de mes collègues et surtout ceux de Messieurs Ferenc Tóth directeur de l'institut français à l'Université de Szombathely et de Géza Szász, maître de conférence à l'Université de Szeged qui ont parcouru avec succès le chemin des thésards en co-tutelle m'ont permis de sélectionner les problèmes quotidiens et de me concentrer dans la réalisation de mon travail.

Je dois beaucoup à toute ma famille qui m'a soutenu sur ce long chemin avec beaucoup d'amour et de patience. Je veux exprimer, enfin, ma gratitude tout spécialement envers mon père, Sándor Gálffy, qui, il y a juste vingt cinq ans, prit la charge souvent fatigante de m'enseigner le français et de m'introduire dans la culture française.

Que tous soient très sincèrement remerciés de leur aide.



## Sigles et abréviations

ADML: Archives départementales de Maine et Loire

AN: Archives Nationales de France

BMA: Bibliothèque Municipale d'Angers

BNF: Bibliothèque Nationale de France

BNF coll. TA: Bibliothèque Nationale de France collection Touraine-Anjou  
(Collection Dom Housseau)

*AA: Archives d'Anjou*

*AB: Annales de Bretagne*

*AESC: Annales Economies. Sociétés. Civilisations*

*BEC: Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*

*CCM: Cahiers de Civilisation médiévale*

*CHSJ: Cartulaire de l'hôpital Saint-Jean*

*CN: Cartulaire Noir de la cathédrale Saint-Maurice*

*CNG: Comptes de recettes et de dépenses de Nicolas Gellent*

*CR: Cartulaire de l'abbaye de Ronceray*

*CSA: Cartulaire de l'abbaye Saint-Aubin*

*CSS: Cartulaire de l'abbaye Saint-Serge*

*DRAC: Direction régionale des affaires culturelles*

*HFS: Historiae Francorum Scriptores*

*Layettes: Layettes du Trésor des Chartes*

*LGLM: Livre de Guillaume le Maire*

*MA: Le moyen âge*

*ORF: Ordonnances des rois de France de la troisième race*

*PL: Patrologia latina*

*RA: Revue de l'Anjou*

*RAPHA: Recueil des actes de Philippe Auguste*

*RH: Revue historique*

*RHF: Recueil des Historiens des Gaules et de la France*



## **Introduction**

### **Présentation des sources. Instruments et méthodes**

## **Présentation des sources. Instruments et méthodes.**

### **I. Les sources manuscrites**

Si c'est une tâche honorable de faire une analyse, quel que soit le but, sur une ville française du XIII<sup>e</sup> siècle, aucun chercheur n'est protégé vis-à-vis des inconvénients que représentent, la pénurie des informations, et la répartition très inégale des sources.

Nous ne sommes pas non plus dispensés de faire face à ces difficultés. Sans trop reprendre les lieux de communs des historiens, force est de constater que cela exige de la part du chercheur des méthodes complexes et variées afin de répertorier le maximum de sources qui feront le base d'une analyse ultérieure. Notre époque et le comté de l'Anjou représentent ensuite de traits particuliers qui en font un chantier propre et spécifique. Voici quelques faits que l'on est obligé d'affronter et qui limitent, certes d'une manière variable, les résultats d'une éventuelle analyse.

- Nos sources sont issues, dans une majorité écrasante, des ateliers d'écritures ecclésiastiques et dans leur contenu aussi sont liées très souvent aux établissements ecclésiastiques. Malgré la puissance incontestable de ces établissements, la disparité peut entraîner de graves asymétries dans les analyses et les conclusions.
- Les sources narratives (chroniques, annales récits de voyages etc.) sont très rares pendant notre époque, ainsi nous sommes privés de nombreuses descriptions et de moyens de précisions chronologiques ou topographiques.
- Les recueils constitués au Moyen Age comme les cartulaires s'arrêtent presque tous au début de notre époque. Ils représentent pour les chercheurs une richesse difficilement surévaluable du fait de l'abondance des sources et d'une certaine

homogénéité du corpus.<sup>1</sup> Celui qui traite du XIII<sup>e</sup> siècle est renvoyé aux cartons et aux liasses des archives, où la disparité et les pertes sont beaucoup plus frappantes.

- Enfin, la diversification typologique et l'accroissement numérique de nos sources n'est pas un phénomène particulièrement attestable au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. Si nous devons constater une évolution indiscutable, la progression est très lente, elle est souvent interrompue. Une explosion dans le domaine de la documentation est attestable à partir de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

### Les sources narratives

Comme nous venons de signaler, à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle nous devons nous contenter d'un nombre bien réduit de sources écrites narratives. C'est d'autant plus gênant que le XII<sup>e</sup> siècle et plus particulièrement l'époque Plantagenêt nous fournissent une série de sources de ce type. Citons, les nombreux textes, issus des ateliers différents, qui composent les Chroniques des comtes d'Anjou, les Chroniques et les Histoires rédigées en Normandie ou Outre-Manche.

La série annalistique<sup>2</sup> écrite dans des établissements ecclésiastiques angevins qui se complète par des chroniques d'histoires<sup>3</sup> et quelques sources hagiographiques contemporaine comme la vie de saint Girard<sup>4</sup> représentent une richesse particulière.

Nous ne voyons pourtant rien d'étonnant dans le fait que l'Anjou figure rarement dans les récits historiques ou biographiques du XIII<sup>e</sup> siècle. Nous devons accepter qu'à notre époque l'historiographie narrative s'attache encore particulièrement aux cours des princes et à leurs déplacements. L'absence d'une cour princière à Angers durant tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle, et le fait que les rois de France et les comtes

---

<sup>1</sup> Rien qu'à Angers il existe sept établissements ecclésiastiques qui disposent d'un cartulaire : La cathédrale, les abbayes Saint-Aubin, Saint-Serge, Saint-Nicolas, de Toussaint, de Ronceray, et le chapitre Saint-Laud. Ils rassemblent des actes jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Ces œuvres annalistiques s'intitulent souvent des chroniques. Cinq établissements ecclésiastiques d'Angers et un de Saumur nous ont légué leurs annales : L'abbaye Saint-Aubin, Saint-Serge, Saint-Florent de Saumur ensuite le monastère angevin de Trinité de Vendôme et la Cathédrale Saint-Maurice. Les textes sont publiés dans : Marchegay et Mabilley, *Chroniques*...op. cit. ; Halphen, *Recueil*...op. cit.

<sup>3</sup> *Historia monasterii Sancti Florentii Glonnensis seu Salmurensis ; Fragmentum veteris historiae Sancti Florentii.*

<sup>4</sup> *Vita beati Girardi monachi sancti Albini Andegavensis*

d'Anjou apparaissent rarement dans le comté sont des causes majeures du silence des textes historiques.

Nous devons ainsi nous contenter de quelques récits brefs des grands chroniqueurs contemporains, comme celui de Guillaume le Breton, de Joinville ou de Matthieu Paris. Les compilations historiographiques de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle et plus encore celles du XIV<sup>e</sup> siècle n'ont pas vraiment une valeur informative importante. Rappelons que le concours de deux circonstances politiques majeures, le détachement de l'Anjou de la Couronne en 1246 et l'éloignement de Charles d'Anjou, n'ont fait qu'approfondir cet isolement historiographique.

En ce qui concerne les textes historiques rédigés dans les ateliers locaux, leurs récits s'interrompent au début de l'époque capétienne. Certes ils fournissent encore des informations précieuses sur la période des conflits entre les Plantagenêt et les Capétiens (1199-1214) qui touchent plus sensiblement le comté d'Anjou. On aurait tort cependant d'exiger trop de ces textes. Les événements ayant un impact sérieux sur la vie urbaine font souvent défaut dans l'un ou dans l'autre texte. Suite à une rédaction discontinuée, il n'est pas prudent de se confier entièrement aux dates de ces annales. Mis à part le style pascal qui représente un obstacle, d'habitude, facilement surmontable, il arrive parfois que certaines annales livrent de dates entièrement erronées.

### Les sources de l'administration

Dans ce domaine nous sommes livrés à une disparité étonnante des sources. L'époque royale (1214-1246) fournit des actes et des ordonnances de Philippe Auguste qui concernent en grande partie la gestion des domaines royaux, l'administration du comté, ou la personne du sénéchal mais ils ne portent que très indirectement sur la vie urbaine.

Si le comté se détache du domaine royal en 1246, les Enquêtes royales de 1247 concernent l'Anjou.<sup>5</sup> Pourtant, on s'attendrait en vain à avoir une « radiographie » du comté entier. L'enquête fait connaître, avant tout, les zones au nord de l'Anjou et en principe un milieu rural. Angers fait entièrement défaut.

---

<sup>5</sup> RHGF y. XXIV p. 73-74.



Nous sommes encore moins pourvus pendant les premières années du règne de Charles d'Anjou. L'administration laïque disparaît de nos yeux. Le peu d'informations que nous avons proviennent des archives ecclésiastiques. Cependant à partir de la fin des années 1250 mais surtout dès le milieu de la décennie suivante, les documents administratifs (lettres, ordonnances, mandements etc) qui nous parviennent sont abondants. C'est d'autant plus appréciable que la destruction des archives angevines de Naples en 1943, fit des pertes douloureuses. C'est grâce aux archivistes italiens et français tels que Del Guidice, Fillangieri, Durrieu, et De Boüard que nombre de registres, résumés et transcriptions de textes entiers sont à notre disposition.

A partir du début des années 1280, nous devons à nouveau faire face à une baisse du nombre des sources administratives. L'époque de Charles de Valois ne représente pas une amélioration sensible. Les archives de Charles de Valois furent intégrées à partir du règne de Philippe VI dans le trésor des Chartres<sup>6</sup>. Les registres en tant que « livres inutiles » furent détruits par des mains peu averties.<sup>7</sup> Par conséquent nous sommes à nouveau livrés aux informations des sources ecclésiastiques qui deviennent, certes, plus nombreuses.

### Sources comptables

Les documents comptables du pouvoir laïc concernant l'Anjou et notre ville nous parviennent à partir du règne de Louis IX. La part de l'Anjou dans le budget royal nous échappe ainsi jusqu'en 1234. A cette date nous avons des chiffres fournis par bailli lors d'une remise des comptes d'un seul terme de l'année. En 1238 nous en avons un autre mais ensuite l'Anjou disparaît des documents du budget royal.<sup>8</sup> Ajoutons qu'aucun censier, rôle de taille, livre de comptes partiels ne nous parvient de cette époque de la part des représentants du pouvoir royal. Nous aimerons avoir des registres ou des rôles sur les droits perçus aux passages des portes de la ville, du pont ou des marchés comme les Halles, mais les faiblesses de cette documentation tout au long de notre période nous prive de connaissances précises sur la tarification. Du coup les conclusions économiques et sociales sont difficiles.

---

<sup>6</sup> AN JJ 268

<sup>7</sup> Petit, *Charles de Valois*..op. cit. p. 352.

<sup>8</sup> Quelques mentions des comptes royaux concernent Angers et l'Anjou en général, à partir de 1299.

Nous ne sommes pas mieux pourvus lors de l'époque des comtes apanagés. Si nous avons quelques chiffres issus des ordres et mandements du comte, le premier registre comptable ne date que de 1288. L'importance de ce document est considérable malgré tous ses défauts. Le règne de Charles de Valois ne change pratiquement rien à cette pénurie. Les archives de la Chambre des Comptes de Charles III furent incorporées parmi les documents de la Chambre des Comptes des premiers Valois. Un incendie de 1737 les détruisit entièrement.<sup>9</sup>

La création de la Chambre des Comtes d'Anjou n'est pas antérieure aux années 1350-1360.<sup>10</sup>

Concernant les établissements ecclésiastiques nous avons plus de chance.

Les archives de l'hôpital Saint-Jean nous fournissent plusieurs censiers et registres à partir du milieu du XIIIe siècle. Cependant les vrais livres de comptes qui nous livrent des chiffres précis sur la gestion font défaut jusqu'au dernier tiers du XIVe siècle.

Le premier censier de la cathédrale Saint-Maurice date de la fin du XIIIe siècle. Il est plus important que la comptabilité de l'évêque d'Angers et est connu pour une période de six ans. Du à la conservation des comptes de Nicolas Gellent entre 1284 et 1290, nous avons une idée précise des revenus et des dépenses, y compris des aumônes, de l'évêque d'Angers.

### Textes de droit

Le XIIIe siècle représente un développement incontestable dans le domaine des textes normatifs. La législation royale se développe grâce à la prolifération des ordonnances, très spectaculaire à partir du milieu du XIIIe siècle. Evidemment cela ne concerne que très indirectement l'Anjou. De notre point de vue, il est beaucoup plus important de voir l'importance de la codification coutumière dont le résultat est bien visible en Anjou à notre époque. L'entreprise est due aux initiatives du pouvoir royal. Les deux textes : *Compilatio de usibus contitutionibus Andegavie* et *Coustumes d'Anyou et dou Maigne*, comprenant chacun plus d'une centaine d'articles (le second

<sup>9</sup> Petit, *Charles de Valois*...op. cit. p. 352. Joseph Petit publia dans cet ouvrage à titre indicatif l'inventaire (ou plutôt la liste) des liasses disparues. *Ibid.* p. 355.

<sup>10</sup> Le Mené, « La Chambre des Comptes d'Anjou... » op; cit. p. 43.

même 177 articles ), sont des éléments de base des recueils coutumiers de l'époque. La valeur informative de la législation coutumière de l'époque est pourtant limitée. Elles permettent connaître seulement un morceau de la tradition coutumière. La partie majeure n'a jamais été mise par écrit.

L'évolution de la législation ecclésiastique est tout aussi percevable à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle. Elle se développe, comme partout ailleurs dans l'Occident, sous l'impulsion de la Papauté et des grands conciles œcuméniques. Les statuts synodaux constituent une base normative solide pour le gouvernement des métropolitains de Tours et des évêques d'Angers.

Notons ensuite la renaissance du droit romain à partir de son enseignement jusqu'à son adaptation dans la pratique juridique. La réapparition des testaments en est un signe incontestable. Du début des années 1260 jusqu'à 1328 nous en avons une bonne vingtaine qui concerne la ville d'Angers. Malheureusement ces testaments nous parviennent souvent dans un état fragmentaire et non dans leur forme et contenu intégral.

Les actes des procédures judiciaires qui concernent les habitants de la ville ou les biens urbains nous parviennent presque exclusivement des fonds ecclésiastiques. Cela nous empêche évidemment d'avoir une vue complète sur le fonctionnement de la justice à Angers. Nous avons cependant des informations précieuses issues de la multiplication spectaculaire de ces textes à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle dans les archives de l'évêché à partir de l'épiscopat de Guillaume le Maire.

### Les actes de la pratique

Les documents que nous rangeons dans cette catégorie se distinguent avant tout par leur caractère concret du fait de l'application des normes dans les divers domaines de la vie quotidienne. Notre documentation reste pourtant sèche dans le sens où elle contient en majorité écrasante les différents types de contrats d'immobiliers. Il s'agit avant tout de contrats de ventes, de donation, de location simple, de baux à rentes à titre perpétuel (contrats emphytéotiques) et de constitutions de rente. Au total, les actes représentant les opérations immobilières à Angers dépassent 300 actes.

Si ce fonds représente une quantité importante de documents, l'ampleur réelle des opérations immobilières nous échappe. Ces actes étaient conservés exclusivement par des établissements ecclésiastiques mais là aussi nous devons constater des pertes graves.

Cependant, nous devons constater une certaine évolution au sein de cette documentation. Ainsi, les conditions juridiques des contrats, les descriptions des biens immobiliers et de leur situation topographique deviennent plus précises d'une manière sensible à partir du dernier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle.

### Les textes de concernant la vie religieuse

Du fait de leur nature, ce groupe de documents s'attache aux établissements ecclésiastiques. Les bibliothèques des abbayes et les textes liturgiques proprement dits apportent évidemment moins d'information à notre sujet.

Au contraire, nous pouvons nous servir des inventaires des trésors et des mobiliers de l'Eglise. Ils concernent uniquement la cathédrale (mis à part quelques mentions fragmentaires d'autres églises angevines) mais là nous disposons de trois inventaires rédigés au cours de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

Les actes des fondations religieuses sont très précieux. Ils se répandent justement à notre époque et nous permettent d'avoir une vue plus complète sur les pratiques de dévotion des bourgeois. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle les églises angevines se dotent de plusieurs chapelles issues de fondations. Les fondations de messes d'anniversaires qui représentent une qui sont nombreuses se mettent de plus en plus par écrit sous forme d'un contrat.

D'autres genres comme les obituaires et listes de fondations des anniversaires, dans un sens plus vague les documents nécrologiques peuvent éventuellement fournir des informations à une étude de la société. Soulignons que ces documents ont le trait commun d'être très simples dans leur contenu. Par conséquent, nos exigences doivent être très mesurées. C'est d'autant plus valable que dans le cas de la majorité des établissements ecclésiastiques, ces sources n'ont pas été conservées. Nous en disposons pour les cordeliers et les jacobins, la cathédrale et l'hôpital Saint-Jean.

### La répartition des sources au sein des établissements

Nous trouvons nécessaire d'indiquer en bref quelques caractéristique de la répartition de nos sources dans des archives ecclésiastiques locales. On évoque souvent la domination absolue des sources ecclésiastiques durant notre époque mais nous devons ajouter un autre inconvénient qui vient des disparités de conservation.

Les documents de l'évêché sont les plus diversifiés dans leur genre. Certes la grande partie concerne le gouvernement de l'évêque. Le recueil des actes et des lettres qui s'intitule *Livre de Guillaume le Maire* contient une documentation riche sur la fin du XIIIe et le début du XIVe siècle.

En dehors de l'évêché nous devons signaler la quantité impressionnante des archives de l'hôpital Saint-Jean. Chronologiquement, elles nous parviennent dans une proportion croissante sans avoir de ruptures importantes. Leur importance consiste dans le fait que ces documents proviennent d'un milieu où les témoignages écrits ne sont pas encore abondants. L'aumônerie nous offre ainsi un accès aux groupes sociaux plus humbles.

Cette abondance n'est pas toujours attestable dans le cas des abbayes angevines. Le fonds le plus important de notre point de vue est lié à l'abbaye Saint-Aubin. Le volume des archives des abbayes Saint-Serge et Saint-Nicolas est beaucoup plus faible. La situation est encore pire dans le cas du Ronceray. Cette abbaye de femmes qui avait une influence particulière dans un secteur dominé par des habitations d'artisans et de commerçants, ne nous a légué pratiquement rien de ses archives de XIIIe siècle.<sup>11</sup>

En ce qui concerne les communautés canoniales le bilan est un peu plus équilibré. Si l'abbaye de Toussaint est le seul établissement qui dispose d'un cartulaire comprenant des actes du XIIIe siècle<sup>12</sup>, ils ne concernent la ville que dans une partie très faible. Les chapitres réguliers disposent d'une quantité moyenne mais non négligeable d'archives concernant la ville. Notons que la grande partie de ces documents, comme c'est d'ailleurs le cas des abbayes aussi, se compose des contrats immobiliers.

---

<sup>11</sup> Ce fait est le résultat d'un incendie. L'existence du cartulaire du Ronceray et la survie d'une grande partie des documents à partir de la fin du XIVe siècle ne nous récompensent que d'une manière très partielle.

<sup>12</sup> La rédaction du cartulaire de Toussaint remonte aux alentours de 1330 donc elle est plus tardive que les autres cartulaires angevins composés au cours du XIIe siècle. Comte, *Le cartulaire de l'abbaye de Toussaint...* op. cit. p. 80.

Si les églises anciennes disposent d'archives, dans une répartition inégale certes, nous avons beaucoup plus de problèmes avec les établissements installés au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. Dans ce cas les archives sont quasi inexistantes, mis à part quelques documents des cordeliers d'Angers. Cette pénurie des sources est également valable pour les ordres religieux-militaires (Les Templiers et les Hospitaliers) qui sont apparus à Angers peu avant le début du XIII<sup>e</sup> siècle.

En dehors de la production du pouvoir comtal, les sources produites dans un milieu laïc sont très rares. La majorité écrasante des aveux ne remontent pas au-delà du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>13</sup>

Il est bien connu que la noblesse recourt souvent à des ateliers ecclésiastiques lors de la rédaction des actes de donation. Si la pratique de l'émission et d'authentification des actes n'est pas étrangère au sein de la noblesse du pays dès le début XIII<sup>e</sup> siècle, cette évolution ne concerne que marginalement les affaires de la ville et moins encore la société urbaine.

Il est également important de voir que nous ne pouvons nous confier à des sources de la municipalité. A défaut d'une autonomie et d'une commune les seuls documents que nous avons sont les concessions et privilèges de la part du comte au profit de la ville.

## II. L'héritage des érudits de l'époque moderne

Une partie importante des sources nous parviennent par l'intermédiaire des personnages se consacrant au rassemblement et à la conservation des témoignages des temps antérieurs. Nous devons séparer toutefois deux éléments essentiels de ces contributions précieuses. Désignons d'abord ceux qui thésaurisent les originaux, font des copies et des transcriptions puis ceux, d'habitude des érudits locaux, qui nous livrent les premières analyses et descriptions du patrimoine historique.

La contribution des mauristes du XVII<sup>e</sup> siècle a été déterminante pour de nombreux médiévistes français. Ce fait est particulièrement valable pour l'Anjou.



L'ardeur impressionnante que les érudits mauristes consacrerent à leur travail permit de conserver une grande quantité des témoignages écrits relatifs à l'Anjou. Les 33 gros volumes de la collection Dom Housseau représentent des recueils manuscrits de transcriptions et de notes concernant le Moyen Age de l'Anjou et de la Touraine.<sup>14</sup> Les notices, registres et les transcriptions souvent partielles des actes sont parfois complétées par des dessins sur l'héraldique. Ces volumes sont évidemment l'œuvre d'une équipe anonyme autour de Dom Housseau.<sup>15</sup> L'étude attentive des ces notices et des transcriptions est indispensable pour les médiévistes quel que soit la période étudiée.

D'autres collections manuscrites de la Bibliothèque Nationale comme celle d'Etienne Baluze, fondateur et administrateur de la bibliothèque de Colbert, contiennent également nombre de transcriptions de documents précieux pour l'histoire médiévale de l'Anjou. Notons également la collection de Pierre Clairambault dont l'importance reste toutefois de beaucoup inférieure aux deux premières.<sup>16</sup>

Nous devons mentionner en dernier point l'apport certes limité mais spécifique de la collection de Roger Gaignière.<sup>17</sup> Mis à part les textes thésaurisés en vue d'une encyclopédie, Gaignière et ses compagnons firent à la fin du XVIIe siècle, lors de plusieurs voyages; de nombreux desseins sur les monuments historiques (ainsi sur la cathédrale d'Angers) et sur des tombeaux qui se trouvaient dans des églises angevines.

Les produits historiographique des érudits locaux apparaissent tôt à l'époque moderne. Durant la première moitié du XVIe siècle, Jean de Bourdigné un ecclésiastique, chanoine de la cathédrale, est à la recherche des origines légendaires de L'Anjou. Il fit paraître en 1529 son grand ouvrage qui s'intitule *Hystoire agrégative des Annalles et croniques Daniou*.

---

<sup>13</sup> Les tout premiers aveux de la noblesse angevine datent du début du XIVe siècle plus précisément à partir de 1311. AN P 329.

<sup>14</sup> Ils se trouvent parmi les collections de la Bibliothèque National de France sous le nom « collection Touraine-Anjou ».

<sup>15</sup> L'analyse simple des écritures confirme ce fait. Il paraît que le travail était divisé parmi les copistes selon les provinces.

<sup>16</sup> Cette collection constituée durant la première moitié du XVIIIe siècle contenait un corpus généalogique extraordinaire. Malheureusement en 1792, 3500 boîtes de cette collection (deux tiers) étaient livrées au feu à la place Vendôme.

<sup>17</sup> Les textes ne font pas aujourd'hui une collection à part mais ils sont inventoriées sous diverses cotes parmi les manuscrits français. Les cotes concernant l'Anjou: BNF ms. fr. 22449-22450. Elles contiennent des extraits des archives, cartulaires et nécrologues et obituaires des églises de l'Anjou

Les premières sources figurées, des desseins et des plans concernant Angers apparaissent dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Les plans graphiques du hollandais Adam Vandelant sont imprimés en 1576 à Paris.

Après une brève rupture, les publications des érudits se multipliaient à partir du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Citons d'abord les descriptions de Claude Ménard ensuite les œuvres historiques d'un ecclésiastique angevin, Joseph Grandet. Ce dernier compte parmi les historiens les plus féconds de l'Anjou. A la fin du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle il introduit la publication conséquente des sources dans l'historiographie locale. Une étude chronologique et la recherche des origines légendaires dominent dans ces récits mais il y ajoutait déjà une annexe des sources.

Les descriptions de Thorode et de Péan de la Tuillerie consacrées à Angers fournissent des informations précieuses sur la ville du XVIII<sup>e</sup> siècle et sur ses vestiges anciens dont nombreux sont aujourd'hui déjà disparus.

Notons enfin la contribution très importante des érudits angevins du XIX<sup>e</sup> siècle. L'historiographie locale connut un essor notable grâce à la fondation de nombreux revues et mémoires.<sup>18</sup> A partir de la fin des années 1830, on est témoin d'une évolution formidable dans la conservation et l'administration des sources du Moyen Age. Cette évolution suit deux files qui se croisent souvent. L'archivistique et l'archéologie.

En ce qui concerne le premier, l'activité d'Albert Lemarchand, de Paul Marchegay et surtout le travail immense de Célestin Port font la base de toute recherche historique jusqu'à nos jours. Ils se chargeaient d'une mission souvent ingrate de la classification, l'inventorisation, tout en éprouvent un intérêt à la publication des sources archivistiques ou des manuels.

### L'apport de l'archéologie et de l'art

Notre époque, le XIII<sup>e</sup> siècle, concerne une période où les interventions architecturales sont fort nombreuses à Angers. Si nous sommes renvoyés moins aux sources archéologiques que dans une étude portant sur le Haut Moyen Age, nous sommes loin de pouvoir nous passer des résultats des fouilles.

---

<sup>18</sup> Revue de l'Anjou ; Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers ;

Les premières interventions archéologiques dans la ville datent des années 1840. L'activité de Victor Godard-Faultrier en est déterminante. La création du revu *Nouvelles archéologiques* (1847), celle du *Répertoire archéologique de l'Anjou* (1858) faisait connaître de nombreux vestiges anciens de l'Anjou. Des campagnes intensives menées par chanoine Pinier à l'actuelle place Kennedy, par Louis de Farcy auprès de la cathédrale ouvraient une nouvelle mine de trésor pour les archéologues et historiens d'Angers au tournant du XIXe et XXe siècle. Durant les années 1950, les fouilles de M Forsyth à l'église Saint-Martin constituent un autre moment important des investigations archéologiques. De nos jours les interventions se multiplient dans un rythme impressionnant. A partir des fouilles menées lors de la réaménagement de la place de Ralliement au début des années 1970, les archéologues ont fait une série d'interventions. Parmi les plus importants qui concernent notre époque aussi, citons les fouilles de l'hôpital Saint-Jean, de la gare Saint-Laud, ou tout récemment les interventions archéologiques au Musée des Beaux-Arts et dans le Château.<sup>19</sup> Les fouilles de François Comte Place Mendès France il y a quelques années, fournissent de nombreuses informations précieuses sur l'enceinte urbaine du XIIIe siècle.

Enfin, nous avons à indiquer l'apport de l'histoire de l'art à notre sujet. Dès les années 1830, on observe la naissance des premières institutions de la conservation des monuments avec la participation active de Prosper Mérimée. A partir de ce moment, l'Anjou connaît de nombreuses publications qui inventorient et analysent ses monuments.

La contribution de notre époque à cette richesse du patrimoine est très importante. En ce qui concerne Angers, en dehors du château, de nombreuses églises sont en partie ou entièrement reconstruites. Il est encore plus important que ces travaux résultent un style très particulier dit souvent « gothique Plantagenêt » ou « gothique angevin », qui se distingue nettement des produits des ateliers de l'Ile de France. Ce patrimoine médiéval était étudié à fond par André Mussat et plus particulièrement par Jacques Mallet. Leurs études et les conversations avec M. Jacques Mallet nous ont introduit dans ce monde rigoureux, taillé de pierre et rempli de l'âme.

---

<sup>19</sup> Nous signalons à titre indicatif qu'à partir de 1971 il y avait 135 opérations de sauvetage archéologique dans la zone urbaine d'Angers. Chevet et Comte, *Aux racines d'Angers...* op. cit. p. 57-58.

## **Première partie**

### **Une ville abandonnée par son prince**

## **La Présentation de la ville d'Angers. Développement urbain jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle**

### **La situation géographique**

Angers se trouve à la marge du Massif armoricain et du Bassin parisien. On pourrait qualifier sa situation comme la rencontre de « l'Anjou noir » et de « l'Anjou blanc ». Le premier est caractérisé par un socle de schiste recouvert d'un sol argileux, l'autre par des terrains sédimentaires.<sup>20</sup> Dominée par un climat tendre et très modéré, Angers est en principe à l'écart des excès climatiques. C'est à partir du poète angevin, Joachim Du Bellay, que la notion de « douceur angevine » s'attache au pays malgré une série de nuances et parfois de contradictions.

Les communications fluviales de la ville sont très favorables. La Mayenne, La Sarthe, et le Loir sont navigables. Ces rivières permettent un contact facile avec les plaines qui se trouvent au nord et nord-est de la ville. A partir de ces cours d'eau, Angers est lié par voie navigable aussi bien à des villes importantes du comté comme Château-Gontier, Durtal, La Flèche qu'à des villes du Maine comme plus loin à Laval. Les trois rivières qui se réunissent au nord-est d'Angers forment la Maine qui relie ensuite la ville à la Loire. L'importance économique des campagnes traversées par la Maine dépasse largement les facilités de communication. Les prairies inondables permettent d'installer une agriculture particulière. Les aménagements hydrauliques de la Maine assurant un réseau de meuneries au service de la population. Comme les moulins, les écluses, les pêcheries et les péages étaient dans la main les établissements religieux angevins, ce sont avant tout eux qui en tiraient du profit.

---

<sup>20</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*..op.cit. p. 56.

La fluctuation du débit de la Maine provoquait pourtant des problèmes parfois sérieux pour les Angevins. Raoul de Diceto, archidiacre de Londres nous informe de ce problème au milieu du XIIe siècle, dans son bref récit sur Angers.<sup>21</sup>

A partir d'un accès facile à la Loire Angers était en contact fluvial avec Nantes et la côte atlantique aussi bien qu'avec Tours et Orléans. La remonte de la Loire assurait ensuite des liaisons avec les régions centrales du royaume. L'accès à Lyon et au bassin rhodanien nécessitait cependant un déchargement et l'utilisation d'une voie terrestre difficile dans une distance sur une centaine de kilomètres. Ajoutons ensuite que la navigation sur la Loire n'était pas toujours préférable aux voies terrestres à cause du courant parfois très fort et de la fluctuation considérable du débit du fleuve.<sup>22</sup>

En ce qui concerne le réseau des voies de terre, les bases sont jetées lors de l'époque romaine. Nous avons à souligner l'existence d'un axe ouest-est, très important, qui longeait en principe la rive sud de la Loire. Un autre chemin plus important qui reliait Angers à Tours traversait comme de nos jours Mazé et Bourgueil gardant une certaine distance par rapport au fleuve. Ce choix fut complété sur l'initiative de Henri II Plantagenêt par l'aménagement d'une route menant sur la nouvelle digue de la Loire. Ces interventions du comte d'Anjou avaient des buts variés : protéger les terres inondables des excès du fleuve et assurer une voie de communication pratique le long du fleuve. Ces aménagements attiraient ensuite une population qui s'installait auprès de la Loire occupant ainsi les levés. Les travaux se prolongèrent cependant tout au long du XIIIe siècle.

Les routes provenant de Tours et de la Loire conduisaient aux portes Saint-Aubin de l'enceinte du XIIIe siècle ou à la porte Vielle Chartre de la Cité.

Une autre route importante, qui existait depuis l'époque gallo-romaine, assurait la circulation par Durtal et La Flèche vers Le Mans et ensuite vers Paris. Cette route sortait par la porte Angevine puis par la porte Saint-Michel de l'enceinte du XIIIe siècle.

Pour continuer vers la Bretagne, on était obligé de traverser l'unique passage de la Maine. Après avoir passé la Doutre Angers était relié à Nantes par Ancenis.

<sup>21</sup> « *Inter medium montium...nobilis fluvius influit Meduana, qui cum intumuerit instar maris in hieme, sub aestate rarescit arenosis angustatus in alveis.* »Extrait concernant Angers de l'*Ymagines Historiarum* dans: Rangeard, *Histoire de l'Université*..op. cit. n° 19 p. 175-176.

<sup>22</sup> Chevalier, *La ville de Tours*..op. cit. p. 46 et 53.

Concernant les axes nord-sud, les voies sont moins précoces. Pourtant elles existaient dès le Haut Moyen Age. Leur importance augmenta à partir de l'époque Plantagenêt. Le rôle des voies de communication entre La Normandie et l'Aquitaine fut réévalué. Une route en passant par Doué et par Montreuil conduisait à Poitiers. Pour gagner la Bretagne ou la Normandie en passant par Rennes ou Laval le voyageur devait suivre la route de Lion d'Angers pour changer ensuite vers Craon ou Château-Gontier en fonction de la destination.

### L'occupation du terrain.

Jusqu'aux interventions archéologiques toutes récentes, il était admis que le premier site d'occupation à Angers était lié à l'époque romaine. Or les fouilles menées récemment dans le château ont mis à jours des traces d'un oppidum gaulois.<sup>23</sup> Evidemment, cela ne contredit pas la thèse selon laquelle les cadres urbains de la première ville sur le promontoire au-dessus de la Maine furent jetés à l'époque romaine. La ville qui s'appelait à cette époque *Juliomagus*<sup>24</sup> s'étendait sur un terrain large comprenant d'un côté la place du Ralliement de l'autre le quartier de l'actuelle gare Saint-Laud. Cela représente une distance de plus de 2000 mètres. Tout ce que nous savons pourtant de la cité gallo-romaine est connu à partir des résultats des interventions archéologiques. Cela suggère que chaque nouvelle campagne de fouilles a été capable de modifier sensiblement nos connaissances sur la cité antique. Si le système *cardo/decumanus* fut repéré déjà précocement et si Michel Provost<sup>25</sup> pu consacrer un livre à la ville à l'époque gallo-romaine les chercheurs continuaient à avoir des incertitudes sur l'emplacement du forum par exemple. Les nouveaux résultats archéologiques le situent dans le secteur de la Cité plutôt que dans la zone de l'actuelle place du Ralliement comme l'a suggéré encore Michel Provost. La structure de la voirie est également à repenser à la lumière des nos informations nouvelles. Les

<sup>23</sup> L'archéologue (62) 2002 p. 50. Le nom de la ville dérive d'ailleurs, comme souvent en France du Nord, de la dénomination romaine de la population gauloise vivant dans la région. Cette population d'origine celte est d'habitude intitulée *Andecavi*, *Andes* dans les sources romaines.

<sup>24</sup> La ville n'a changé de nom que vers le IV<sup>e</sup> siècle comme c'était l'usage en Gaule du Nord.

<sup>25</sup> Provoste, *Angers gallo-romaine...* op. cit.

fouilles archéologiques ont repéré les traces d'un pont tout près de l'actuel pont de Verdun.<sup>26</sup>

En dehors des structures de base d'un tissu urbain l'époque gallo-romaine vit l'érection de la première enceinte urbaine. Construite vers 275, ces murailles continuèrent de protéger la Cité jusqu'à l'époque moderne. L'enceinte flanquée à l'origine par des tourelles rectangulaires fut d'ailleurs longtemps le seul refuge fortifié de la population citadine.<sup>27</sup>

### Les débuts du christianisme à Angers

Lors des siècles qui suivirent l'époque gallo-romaine, le christianisme s'avéra le principal organisateur de l'espace urbain. Les premiers évangélisateurs arrivèrent au III<sup>e</sup> siècle de la direction de Tours. Durant la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle, l'influence de saint Martin de Tours fut observable sur le plan spirituel et dans le processus de l'organisation de l'évêché. Le premier évêque d'Angers, curieusement un adversaire de saint Martin, apparaît sous le nom de *Defensor*. Il s'agit vraisemblablement d'un surnom provenant de la fonction de *defensor civitatis*.<sup>28</sup> Son épiscopat se situe dans la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle.

Le premier lieu de culte fut sans doute l'église Saint-Pierre et nous avons eu ensuite un autre sanctuaire dans la Cité. Malgré la rivalité entre Saint-Pierre et Saint-Maurille, il semble que la première cathédrale a été construite à l'intérieurs des murs.

L'installation des Francs en Gaule du nord entraîna une période instable. Angers qui se trouve à un moment au cœur des luttes armées fut incendiée en 471 par les guerriers de Childéric. Au début du VI<sup>e</sup> siècle une partie des opérations contre les Wisigoths concernent le voisinage de l'Anjou. Si la domination des Francs se renforça dans la région après la victoire de Vouillé (Poitou) les tensions militaires ne cessèrent pas. Selon le témoignage de Grégoire de Tours, Angers connu, durant le siècle, plusieurs fois le passage des troupes franques. Sa situation prédestinait la ville à jouer

<sup>26</sup> Je tiens à remercier des informations très utiles concernant les nouveaux résultats des fouilles à M. François Comte, archéologue de la ville d'Angers.

<sup>27</sup> Pinier, « La première enceinte.. » op. cit. ; « Deuxième note.. » op. cit.

<sup>28</sup> Houdebine, *Histoire religieuse*..op. cit. p. 8.



un rôle important dans les luttes contre les Bretons.<sup>29</sup> C'est également l'évêque tourangeau qui mentionne pour la première fois l'existence d'un pont à Angers qui est l'unique passage de la Maine.<sup>30</sup>

Les incertitudes politiques n'empêchèrent pas la ville de voir la naissance et la prolifération de lieux de cultes. La plus ancienne abbaye de l'Anjou est établie vers 530 par saint Germain, évêque de Paris. Elle se situe en dehors des remparts de la Cité. Après la translation du corps de saint Aubin quelques années après sa mort (550) l'abbaye se trouve sous le patronage du saint évêque d'Angers. Elle était desservie par une communauté de chanoines réguliers dont le nombre est fixé à 50 au début de l'époque carolingienne.

D'autres églises et chapelles sont érigés au cours des VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècle en dehors des murailles antiques. Elles sont souvent liées aux évêques d'Angers de l'époque. L'église Saint-Maurille qui abritait le tombeau de l'évêque, est attestée à partir du VI<sup>e</sup> siècle. L'église qui fut placée sous le patronage de saint Maimbeuf a été originellement dédiée à saint Saturnin évêque de Toulouse. Elle fut fondée par saint Maimbeuf au cours du VI<sup>e</sup> siècle. Un oratoire est également signalé dans la proximité à partir du VII<sup>e</sup> siècle. Sa création est liée à l'évêque saint Loup. Les restes de cet oratoire ont retrouvés grâce à une intervention archéologique au cours des années 1950.<sup>31</sup>

A partir du VII<sup>e</sup> siècle nous avons connaissance d'une autre abbaye, Saint-Serge et Saint-Bach, qui est plus éloignée des remparts de la Cité. Les conditions de sa fondation ainsi que le motif précis du choix des saints patrons sont demeurés obscures jusqu'à nos jours.<sup>32</sup> L'abbaye acquit un prestige solide au cours des premiers siècles de son histoire. A la fin du VIII<sup>e</sup> siècle le gouvernement de l'établissement fut confié par Charlemagne à son chapelain, Witbold<sup>33</sup>.

Les alentours de l'église Saint-Pierre représentent donc une forte densité de lieux de culte. Cette partie de la ville se dota en plus, dès l'époque mérovingienne du

<sup>29</sup> Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*..op. cit. t. I. 106-107, 290.

<sup>30</sup> Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*..op. cit. t. I. 273.

<sup>31</sup> Forsyth, op. cit.

<sup>32</sup> Concernant la tradition de sa fondation légendaire voir le résumé fait par Yves Chauvin.: CSS, introduction, p. I-II. Note 1.

cimetière le plus important de la ville. Ce fait paraît être d'autant plus important qu'il signale une rupture nette avec les coutumes antiques qui avaient développé une nécropole plus lointaine dans l'actuel quartier de la gare. Pourtant, nous trouvons important d'insister sur le fait que malgré ces installations suburbaines (dans le sens où elles se trouvaient hors de l'enceinte), il ne s'agit que de futurs pôles urbains, car à l'époque mérovingienne ces sites restent encore sans un nombre considérable de résidents. En effet la ville ne retrouva ses dimensions antiques qu'à partir du XI<sup>e</sup> siècle. Certes, à ce moment là, elle les a vite dépassées par l'acquis de terrains sur l'autre rive de la Maine, moyennant une population plus dense et plus nombreuse.

La constitution d'un réseau de lieux de culte autour de la cité antique a une importance particulière. Une partie importante des établissements religieux à Angers s'appuie sur ces antécédents à partir du XI<sup>e</sup> siècle. Ils deviennent ensuite de noyaux de bourgs. Il ne faut cependant pas exagérer leur importance au haut Moyen Age.

Nous avons à ajouter un élément qui influença le développement urbain dans un sens indirect. Il s'agit de la vénération aux saints évêques d'Angers qui contribua largement à transformer l'agglomération en une ville sainte. Le phénomène n'a rien de particulier dans le sens où de nombreuses villes de l'Occident ont eu un parcours comparable. En ce qui concerne notre ville, elle devint un point de gravitation du *pagus Andegavensis*. Citons dans ce processus un élément aussi important que la vénération des évêques anciens comme saint Maurille, saint René, saint Aubin, saint Lézin, saint Maimbeuf et saint Loup.<sup>34</sup>

Angers commença à s'intégrer par l'intermédiaire de ses premiers évêques dans un grand réseau ecclésiastique et de pouvoirs, qui dépassait déjà largement le cadre régional. Nous pouvons évoquer ici quelques exemples révélateurs: saint Maurille, appelé au siège épiscopal d'Angers, à la fin du premier quart du V<sup>e</sup> siècle était d'origine milanaise. Un siècle plus tard c'est l'évêque de Paris, saint Germain qui fonda le monastère dédié à Saint Germain d'Auxerrois, la future abbaye Saint Aubin.

Les évêques d'Angers participèrent également d'une manière régulière et active à l'activité conciliaire de l'Eglise mérovingienne. Dès le tout début du VII<sup>e</sup> siècle, on a

---

<sup>33</sup> Ce chapelain accomplit au tournant du siècle des tâches diplomatiques importantes qui visaient le rapprochement des deux empires de la chrétienté. Il fut chargé des négociations du mariage de la fille de Charlemagne auprès de la cour de Constantinople.

des témoignages d'un contact de l'évêché avec le Saint Siècle sous la forme d'une lettre, envoyée par Grégoire le Grand à l'évêque d'Angers (saint Lézin) au sujet du voyage du futur archevêque de Cantorbéry, Augustin qui prévoyait de passer par Angers avec ses compagnons.

Nous rappelons enfin que la ville devint un important centre religieux à travers ses évêques, et ses monastères antérieurement à la formation d'un centre au sens politique du terme.

L'acquisition des reliques précieuses des saints des pays voisins était susceptible d'attirer des pèlerins dans un rayon plus large. Ce fait nous amène déjà à la période mouvementée du IX<sup>e</sup> siècle.

### Temps d'épreuves

Sur le plan politique, le déclin de l'empire carolingien annonça des décennies difficiles pour Angers, qui mettent au jour la vulnérabilité de la ville qui constitue, certes, à la fois un avantage aussi : Angers devint une ville plus tard même une capitale marche-frontière.

A partir des années 830, Angers est touchée par de multiples influences. Nous pensons aux ambitions de Pépin I<sup>er</sup> d'Aquitaine, à la menace d'une guerre des princes carolingiens et à la pression bretonne qui commence à s'affirmer. Ces faits ne font qu'annoncer une longue période d'instabilité. Au milieu du IX<sup>e</sup> siècle, les marges orientales de la Bretagne.

Les raids scandinaves représentaient une menace véritable. Pourtant, il est difficile d'évaluer l'impact réel de ces incursions. Au cours de la deuxième moitié du IX<sup>e</sup> siècle elles bouleversèrent certainement la vie urbaine. En 872, les scandinaves s'emparèrent de la ville où ils demeurèrent pendant plus d'un an. Ils n'en furent pas chassés que par les efforts communs de Charles le Chauve et de Salomon, roi de Bretagne qui entreprirent un long siège.

---

<sup>34</sup> Levron, *Les saints du pays de l'Anjou*..op. cit.

Cette époque vit la formation des principautés territoriales qui déterminèrent ensuite longtemps l'histoire de l'Anjou. L'importance stratégique des territoires entre la Loire et la Seine est essentielle puisqu'ils permettent d'arrêter l'expansion des Bretons et surtout les attaques scandinaves. Les tentatives de Charles le Chauve de restaurer la domination franque pleine et entière des francs échouèrent. Il était désormais nécessaire de confier ces territoires et surtout le commandement militaire à un homme fidèle, expérimenté et ambitieux. Ce fut Robert le Fort qui prit en charge la défense de l'Ouest. Triomphant dans de nombreux combats, il trouva la mort en 866 tout près d'Angers à Brissarthe lors d'une intervention militaire qui se solda par une défaite des Francs face aux Normands.<sup>35</sup> Au moment de sa mort le pouvoir de ces descendants était tout de même déjà assuré. Les territoires confiés à Robert formèrent par la suite le *ducatus inter Ligerim et Sequanam*. Peu avant sa mort, Robert avait mit la main sur l'abbaye Saint-Martin de Tours dont l'importance symbolique était déjà considérable.

Le statut de l'Anjou reflétait encore vers le milieu du IX<sup>e</sup> siècle des incertitudes fortes. Au cours des années 840, on retrouve le titre du comte d'Anjou avec un ressort en constante variation. Quatre décennies plus tard, nous avons la première information d'un vicomte à Angers. Le fondateur de la première Maison d'Anjou, Foulque le Roux apparaît pour la première fois à la fin du IX<sup>e</sup> siècle comme un vassal bien placé des Robertiens. Vraisemblablement originaire de l'est de la *Francia occidentalis*, il renforça sa position par une voie collatérale à l'aide d'un mariage. Suivant l'intitulation figurant dans nos sources Foulque acquit le comté progressivement et ne porta le titre de comte d'Anjou d'une manière consécutive qu'à partir de 929. Il est reconnu officiellement pour la première fois dans une charte de 942.<sup>36</sup>

Une principauté territoriale est en formation. La dynastie des Ingelgériens (nommé à partir du père du comte Foulque I<sup>er</sup>) qui s'installe donc au début du Xe siècle aura bientôt des ambitions plus fortes.

<sup>35</sup> Sur le combat de Brissarthe voir. Lot, ...MA 1902, p. 393-438.

<sup>36</sup> Foulque le Roux s'intitula comte d'Anjou pour la première fois en 909. Marchegay et Salmon, *Chroniques des comtes d'Anjou*...op. cit. PJ n° IV. Il semble tout de même délaissé ce titre et ne le reprend qu'à partir de 924. La bibliographie qui traite de l'histoire de la première Maison de l'Anjou est très vaste. Nous nous bornons à signaler les ouvrages les plus importants. Marchegay et Salmon, « Introduction aux chroniques des comtes d'Anjou » in : *Chroniques* ...op. cit. p. LIII-LXXVII. ; Werner, *Untersuhungen*...op. cit.; Werner, « Les premiers Robertiens... » op. cit. ; Guillot, *Le comte d'Anjou et son entourage*...op. cit. p. 129-138.

Parallèlement, nous sommes témoin d'une dégradation économique et même morale des institutions religieuses. Dans plusieurs abbayes, (comme Saint-Serge, Saint-Aubin ou Saint Jean-Baptiste) on préfère désormais la vie canoniale, qui permet de conserver les biens personnels tout en échappant aux règles plus rigoureuses des moines réguliers. Pendant ce temps, certains établissements ecclésiastiques, surtout l'évêché, commençaient à accumuler les privilèges d'immunité et les donations royales.<sup>37</sup>

Paradoxalement, malgré le déclin déjà évoqué sur le plan spirituel, c'est juste à partir de ces années d'instabilité que l'administration épiscopale est perfectionnée par la création des archidiaconés puis certes plus tard (XIe-XII<sup>e</sup> siècle) par leur subdivision en archiprêtres. Angers devint un centre régional du culte des saints grâce au transfert de plusieurs reliques des territoires principalement menacés par les Normands. C'est ainsi que l'abbaye Saint-Serge abrita les reliques de saint Brieuc. Celles de saint Laud (évêque de Coutances au VI<sup>e</sup> siècle) ont été transportées au château d'Angers dans la chapelle toute neuve dédié à Sainte Geneviève. Les restes de Gohard évêque de Nantes, assassiné par les Vikings furent déposés à Saint Pierre d'Angers. Angers a accueilli également les reliques de saint Clair, comme un peu plus loin en amont sur la Loire, Cunault servit de refuge aux reliques de Saint Philibert.

Cela représente bien le double effet de cette période instable. Menacé elle-même par des invasions, Angers devint une ville refuge pour les habitants de l'agglomération.<sup>38</sup>

Concernant les modifications dans le tissu urbain, quelques changements révélateurs sont à noter. Un acte du *Cartulaire Noir* de la cathédrale (851) nous renseigne sur un échange de terrains entre l'évêque et le comte d'Anjou.<sup>39</sup>

L'évêque céda l'emplacement actuel du château, en échange le comte lui donna un terrain près de la cathédrale. L'évêché se trouva désormais entièrement à l'intérieur des remparts gallo-romains et le comte disposa d'un terrain favorable pour les fortifications.

---

<sup>37</sup> CN n° 2, 4, 5, 10 13.

<sup>38</sup> Halphen, *Le comté*..op. cit. p. 152.

<sup>39</sup> CN n°9.

Nous avons à rajouter que les confirmations archéologiques de cet échange nous manquent toujours. Il ne reste pratiquement rien du premier château comtal.<sup>40</sup> Nous avons cependant quelques repères pour imaginer le château au cours des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles. Il s'agit certainement d'un complexe plus ouvert que le château du XIII<sup>e</sup> siècle. Une *Aula* du comte est signalée à partir du milieu du X<sup>e</sup> siècle. Les fouilles récentes ont montré que les murs de l'*Aula* du XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles datent de 950 (environ). La population résidente est desservie par l'église Sainte-Geneviève érigée au cours du IX<sup>e</sup> siècle.

Les positions topographiques du comte et de l'évêque sont déterminées définitivement dès le milieu du IX<sup>e</sup> siècle. Le pouvoir du comte est marqué avant le millénaire par l'existence d'un palais à un point bien apparent de la ville.

### Angers sous les comtes Ingelgériens

Concernant l'époque de la première maison d'Anjou, nous avons à séparer deux choses. D'abord les conditions politiques favorables conjuguées avec l'ambition politique des comtes, et le développement urbain qui représente souvent un contexte moins large.

A partir de la fin du X<sup>e</sup> siècle, les comtes d'Anjou se trouvèrent au premier plan des événements politiques de la France. Geoffroy Grisegonelle vassal fidèle, équilibre habilement ses relations entre ses deux seigneurs, l'un le roi carolingien, l'autre, Hugues Capet, descendant de Robert le Fort. Au moment de la prise du pouvoir du premier capétien (987), il se mit au service de son seigneur. Suite au siège fatigant d'un château (Marçon) appartenant au duc Hugues et révolté contre lui, il tomba malade et décéda peu après. Durant la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle, les premiers capétiens peuvent en général compter sur leur vassal angevin contre des adversaires communs comme le comte de Blois ou le duc de Normandie. Les comtes d'Anjou font partie d'un jeu d'équilibre. Pourtant, si Foulques Nerra reste fidèle au roi capétien, il ne considère plus son comté comme un *honor* tenu du roi. Les ambitions du comte d'Anjou dépassent largement le comté. L'expansion est observable dans toutes les directions.

---

<sup>40</sup> Pourtant une théorie longtemps adoptée par les historiens d'Angers et d'Anjou, celle de la « seconde enceinte » n'est plus tenable. Donc, malgré les nombreuses incursions du 9<sup>e</sup> et même 10<sup>e</sup> siècle, la ville ne

Au début du XI<sup>e</sup> siècle, Foulques Nerra tenta d'élargir sa domination vers le comté de Nantes. La prise de Saumur en 1026, l'expansion au sud de la Loire ou vers les Mauges sont des signes d'une politique déterminée du comte. Son influence dans le Maine et dans le Vendômois cache éventuellement la tentative d'une mainmise sur des provinces plus éloignées. Ajoutons que l'exemple de Foulques Nerra illustre bien une mobilité particulière des comtes d'Anjou. Il se fait connaître dans des pays plus lointains, ainsi à partir de ses trois pèlerinages en Terre Sainte.<sup>41</sup>

Le développement de la ville est, en grande partie, indépendant des résultats de cette expansion.

Nous devons envisager une croissance de la population bien avant le premier millénaire. L'apparition de nouveaux noyaux urbains traduit bien cette progression. Si sa localisation pose encore des problèmes, un bourg d'Angers est attesté en 924 pour la première fois.<sup>42</sup>

La croissance urbaine est plus spectaculaire à partir du début du XI<sup>e</sup> siècle. Ajoutons que les fondations comtales, nous connaissons trois créations d'abbayes dans l'espace d'un demi-siècle, contribuent sensiblement à la formation de noyaux urbains. Angers s'enrichit d'une manière spectaculaire de nouveaux lieux de culte au cours de la période de 150 ans qui précède l'époque Plantagenêt.

Dans un premiers temps nous devons remarquer la fondation de deux monastères bénédictins sur la rive droite de la Maine : Saint-Nicolas et le Ronceray

A partir de ces fondations les terrains de la Doutre sont revalorisés. Sur l'initiative de Foulques Nerra et de sa femme Hildegarde, des moniales s'installèrent à partir de 1028 dans le premier monastère de femmes dans le diocèse sous le vocable Notre-Dame de la Charité (Ronceray). Grâce aux abondantes donations comtales et au soutien de l'évêque Hubert de Vendôme, l'établissement se dotait d'un domaine étendu et d'une paroisse assurant sa domination temporelle et spirituelle dans la Doutre.<sup>43</sup> La

---

fut dotée d'une nouvelle enceinte que lors du 13<sup>e</sup> siècle. v. J. Mallet, « Les enceintes médiévales d'Angers », *Annales de Bretagne*, t. 72, p. 237-262.

<sup>41</sup> Pour la politique des comtes du XI<sup>e</sup> siècle nous renvoyons à l'œuvre d'Olivier Guillot: Guillot, *Le comte d'Anjou*..op. cit.

<sup>42</sup> Louis Halphen parlait d'une expansion urbaine qui précède largement l'époque de Foulque Nerra. Il supposait l'existence des bourgs autour de nombre d'églises qui étaient ruinées à cause des attaques périodiques. Halphen, *Le comté*..op. cit. p. 95-96. Faute de preuve des sources une telle abondance des bourgs nous paraît un peu exagérée.

<sup>43</sup> CR n° 1, 2, 3, 4.

communauté des moniales se dota bientôt d'une église abbatiale romane richement décorée. L'analyse de l'historien de l'art propose une quarantaine d'années de construction entre 1070 et 1110.<sup>44</sup> En 1119, la consécration de l'église nouvelle par le pape Calixte II représente brillamment le prestige du monastère.

Une église paroissiale s'attache à l'abbaye de Ronceray à partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle sous le vocable de la Trinité.

Plus loin de la Maine en direction du nord, Angers vit la fondation d'un monastère antérieur à celui de Ronceray. Il s'agit de l'abbaye Saint-Nicolas fondée, elle aussi, par Foulques Nerra en 1010.<sup>45</sup> Si l'abbaye attira par son emplacement moins d'habitants à proximité son importance est incontestable dans la zone périurbaine. L'église abbatiale fut construite vers le milieu du XI<sup>e</sup> siècle suivant les résultats des fouilles de 1959.<sup>46</sup> Le pape Urbain II, en passant par Angers consacra cette église en 1096.

Le fait que durant la première moitié du XII<sup>e</sup> siècle, l'évêque érigea une autre église paroissiale montre bien la croissance du quartier. Il s'agit de l'église Saint-Jacques qui partageait désormais avec l'église de la Trinité le service de cure des âmes.

Il est important de voir que la Doutre ne s'enrichit pas uniquement grâce à ces fondations précieuses et à une population qui s'installa en priorité aux alentours du Ronceray, la voie d'accès à ce secteur fut entièrement reconstruite sous le règne de Foulques Nerra. Le pont sur la Maine avait un intérêt stratégique dans la circulation vers la Bretagne ou la Normandie. Initialement ce pont et ses revenus appartenaient au comte d'Anjou. Mais la reconstruction du pont en pierre coûta cher au comte. Des revenus et des terrains sur le pont furent concédés à des établissements ecclésiastiques. L'évêque d'Angers bénéficia d'une partie du tonlieu à partir de l'an 1000<sup>47</sup>, l'abbaye de Ronceray et ensuite le chapitre Saint-Martin détinrent de fiefs<sup>48</sup> sur le pont. Au cours

---

<sup>44</sup> Mallet, *L'art roman en Anjou...* p. 56-71.

<sup>45</sup> La tradition manuscrite attribue la création et le choix du patron du monastère à un vœu de Foulques III, faite à saint Nicolas, au moment d'une tempête violente sur mer lors de son retour de la Terre Sainte. Marchegay et Mabilley, *Chronique des comtes d'Anjou...* p.

<sup>46</sup> Mallet, *L'art roman en Anjou...* p. 51-53.

<sup>47</sup> CN n°22.

<sup>48</sup> CR n° 1. ; CHSJ n° 35.



du XIIe siècle on voit également des nobles recevoir en fief une partie des revenus du passage.<sup>49</sup>

On voit donc que le comte perdit progressivement le contrôle du passage au-dessus de la Maine. Un changement radical se produisit ensuite à la fin du XIIe siècle avec l'insertion de l'hôpital Saint-Jean parmi les grands feudataires du secteur.

Sur la rive gauche de la Maine, les changements de la topographie religieuse furent également importants durant le XIe et au début du XIIe siècle.

Au milieu du XIe siècle Geoffroy Martel dont les ambitions en Vendômois sont bien connus, proposa un refuge aux moines de la Trinité de Vendôme en face du château dans le quartier riverain de l'Evière. L'établissement devint un prieuré important de la Trinité de Vendôme. Malheureusement son développement fut arrêté en 1132 par un incendie dévastant une grande partie de la ville.<sup>50</sup>

L'autre prieuré angevin d'un monastère prestigieux fut Saint-Gilles du Verger qui se trouvait à une faible distance des remparts sud de la Cité. Dans ce cas c'est l'abbaye de Marmoutier qui était l'église mère de l'établissement angevin. Mis à part du prieuré de Saint-Gilles nous avons à signaler la forte influence de Marmoutier à Angers et plus précisément partout en Anjou au cours du XIe siècle. Des abbayes angevines comme le Ronceray, Saint-Nicolas et Saint-Serge ont toutes connu de périodes où elles furent sous l'influence de l'abbaye tourangelle.<sup>51</sup>

Un autre établissement religieux fut fondé peu avant le milieu du XIe siècle près des murs de la Cité. Il s'agit de l'abbaye de Toussaint qui eut une vocation charitable dans un milieu urbain. Le réseau important de ses dépendances permit à l'abbaye de devenir au cours du siècle suivant une institution canoniale très importante en Anjou.<sup>52</sup>

En ce qui concerne les deux grandes abbayes de la rive gauche de la Maine, leur importance ne cessa d'augmenter au cours du XIe siècle grâce à une dynamique réformatrice. Les comtes de la première maison d'Anjou s'appuyèrent sur le prestige de Saint-Aubin et jouirent de droits patrimoniaux sur l'abbaye. Par conséquent les comtes

<sup>49</sup> Avant 1187 une partie du pontonnage (*passagium*) appartenait à Hugue viconte de Chateaudun. Ces revenus furent cédés par le vicomte en fief à Etienne Marçais sénéchal d'Anjou CHSJ n° 8.

<sup>50</sup> « *Hoc anno combustum est monasterium Sancte Trinitatis Andegavis cum omnibus edificiis et tota substantia totoque burgo de Aquaria necnon plurima parte civitatis* » Halphen, *Recueil*...p. 69. Voir aussi les annales de Saint-Serge : ibid. p. 96. La description de l'église du XIe siècle voir: Mallet, *L'art roman en Anjou*... p. 54-55.

<sup>51</sup> Guillot, *Le comte d'Anjou*...op. cit. p. 175-181.

d'Anjou s'intitulaient abbé de Saint-Aubin. Il s'agit en effet de l'abbatiate laïc (l'institution de l'*abba-comes*) dont l'exemple est bien connu dans le pays de la Loire à partir de l'abbaye Saint-Martin de Tours. Ces prérogatives ne furent pas abandonnées qu'avec la réforme géorgienne.<sup>53</sup> Dans un autre sens nous devons ajouter que l'abbaye représentait un foyer intellectuel très important au tournant du XIe et XIIe siècles.

L'abbaye Saint-Serge connut également un processus de réformes qui visait à rétablir l'observance bénédictine. Au milieu du XIe siècle une église abbatiale reconstruite accueillait les moines. L'abbaye continua cependant à être sous la tutelle de l'évêque d'Angers dont le patronage remonte à la fin du IXe siècle.<sup>54</sup>

Il faut souligner que la puissance des abbayes angevines s'accrut considérablement à partir du XIe siècle par la formation d'un large réseau de prieurés et de dépendances. A travers leurs temporel, les abbayes d'Angers devinrent de véritables puissances économiques en Anjou.

D'autres établissements religieux vécurent des réformes importantes pendant la période qui va jusqu'au milieu du XIIe siècle. Des lieux de cultes très anciens comme l'église Saint-Martin, l'église Saint-Maimbeuf se transformèrent en collégiales qui allèrent jouer un rôle important au cours des siècles suivants. Ces deux chapitres ainsi que les chapitres Saint-Maurille et Saint-Pierre furent dotés d'un nouvel édifice de culte aux XIe et XIIe siècles.

La prolifération des lieux de culte était s'accompagna de la constitution d'un réseau paroissial comprenant également des églises de faible importance. Ce réseau qui se compléta jusqu'à la fin du XIIIe siècle par des modifications légères persista jusqu'à la Révolution de 1789.

La Cité est répartie en trois paroisses, celles de Saint-Aignan, de Saint-Evrault et de Saint-Maurice. Cette dernière disposait d'une église paroissiale accolée à la cathédrale à partir de la fin du XIIIe siècle. L'église Sainte-Croix dirigeait une paroisse aux pieds des remparts antiques. Certaines collégiales avaient également une paroisse au moins dès le XIIe siècle. Saint-Martin, Saint-Maimbeuf, Saint-Pierre et Saint-Jean

---

<sup>52</sup> Comte, *L'abbaye de Toussaint...* op. cit.

<sup>53</sup> Guillot, *Le comte d'Anjou...* op. cit. p. 161.

Baptiste encadraient un large espace entourant la Cité. La paroisse la plus importante appartenait à Saint-Pierre grâce à son ancienneté. Elle s'étendait des rives de la Maine jusqu'au tracé des murailles de l'enceinte du XIII<sup>e</sup> siècle. Elle comprenait une zone extra urbaine, détachée entièrement de la ville.

L'Evière eut une unique église paroissiale celles de Saint-Germain pendant les trois derniers siècles du Moyen Age.

Les abbayes bénédictines confiaient cependant les paroisses à des dépendances. Ainsi Saint-Aubin avait Saint-Michel la Palud comme église paroissiale. L'abbaye Saint-Serge en avait deux, Saint-Michel du Tertre et Saint-Samson. La première qui avait une large paroisse sera entourée par l'enceinte de XIII<sup>e</sup> siècle tandis que la paroisse de Saint-Samson resta en dehors des murailles.

L'abbaye de Ronceray, comme nous l'avons déjà signalé, disposait d'une église paroissiale dépendante, celle de la Trinité.

Le nombre des paroisses à Angers s'éleva à treize à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Ajoutons qu'il est impossible de dessiner avec précision leurs limites durant le Moyen Age. L'importance de ce réseau est tout de même considérable. Il représente désormais des noyaux de fixation pour les bourgeois dont les pratiques religieuses, du baptême jusqu'à l'enterrement, se déroulent dans ces cadres.

Les noyaux urbains constituant en général le *suburbium* se formèrent essentiellement autour des abbayes et des églises collégiales. Nous pouvons donc fixer une population plus dense dans le secteur entre l'abbaye Toussaint et les chapitres séculiers. Louis Halphen supposa une densité élevée de constructions autour des remparts de la Cité, côté extérieur. Le fait que l'incendie de 1032 se propagea très rapidement de la cathédrale Saint-Maurice au-delà de l'abbaye Saint-Aubin confirme cette affirmation.<sup>54</sup>

Le bourg de Saint-Serge représente un îlot peuplé au milieu d'une vaste zone rurale.<sup>56</sup>

---

<sup>54</sup> C'est Alain le Grand duc de Bretagne qui céda l'abbaye à l'évêque d'Angers entre 897 et 900. Guillot, *Le comte d'Anjou...* op. cit. p. 179.

<sup>55</sup> Halphen, *Le comté...* op. cit. p. 96.

<sup>56</sup> Comte, *Evaluation ...* p. 37.

Au nord-est des remparts de la Cité, on peut observer le bourg le plus important longeant la Maine et s'étalant jusqu'à la porte Girard. Une communauté importante d'artisans et de marchands poursuivait ses activités dans ce secteur.

L'autre côté de la Maine (Doutre) constitue une direction alternative de l'expansion urbaine à partir du début du XI<sup>e</sup> siècle. La présence considérable d'artisans s'explique par la proximité du fleuve ainsi que par de vastes terrains libres.

On voit donc qu'Angers est sur la voie d'un développement polynucléaire. Le site principal comprenant le siège du pouvoir laïc et celui de l'évêque est le seul qui se protège par des remparts. Les bourgs qui se formèrent dès le Xe siècle représentent des noyaux urbains en partie isolée. Leur intégration définitive tardait jusqu'aux XIII<sup>e</sup> siècle. Certains bourgs, comme celui qui longeait la Maine sur la rive gauche, disposaient d'une protection légère mais nous ne pouvons pas parler d'une fortification importante. La soi-disant deuxième enceinte n'existait pas en réalité.<sup>57</sup>

#### Angers sous le règne des Plantagenêts

Au cours du XII<sup>e</sup> siècle, le prestige des comtes d'Anjou connut un essor remarquable. Les maîtres du comté devinrent de véritables princes européens, pour la première fois dans l'histoire de l'Anjou. Ajoutons rapidement que cela ne veut pas dire évidemment une stabilité incontestable de leur pouvoir, surtout à la fin du XI<sup>e</sup> et au début du XII<sup>e</sup> siècles. A partir de 1060, le processus du morcellement féodal et la prolifération des seigneuries châtelaines entraîna, comme partout ailleurs, l'indépendance ou pire encore, la révolte de certains vassaux. Cela obligea les comtes à investir une part importante de leur énergie dans des conflits visant la consolidation de leur pouvoir. Ces conflits et un affaiblissement de l'autorité détournèrent l'attention du comte des relations extérieures. A partir des années 1060 jusqu'à la fin du siècle ces contacts devinrent épisodiques.<sup>58</sup> La consolidation de l'autorité des comtes d'Anjou ne s'est produite que progressivement au long de la première moitié du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>59</sup>

C'est dans ce contexte que nous avons à apprécier le redressement du pouvoir comtal au cours du XII<sup>e</sup> siècle. Nous insistons sur le fait que les signes de la reprise

<sup>57</sup> Mallet, *Les enceintes...* op. cit.

<sup>58</sup> Guillot, *Le comte d'Anjou...* op. cit. p. 325-352, 431.

<sup>59</sup> Chartrou, *L'Anjou de 1109-1151...* op. cit.

apparaissent d'abord dans la politique extérieure du comte. Foulques V (1109-1129) s'efforça de se lier au royaume d'Angleterre en mariant ses enfants.<sup>60</sup> Il quitta ensuite en 1129 l'Anjou pour la Terre Sainte. Il fut bientôt couronné roi de Jérusalem grâce à son mariage avec Mélisende de Jérusalem.<sup>61</sup> Le règne de Geoffroy Plantagenêt (1129-1150) ouvrait donc une période nouvelle dans l'histoire de l'Anjou. Le comté se trouva associé à la Normandie. Son fils Henri II Plantagenêt, héritier de la couronne d'Angleterre, devint maître de ce royaume en 1154. Son mariage avec Aliénor d'Aquitaine en 1152 lui assurait une domination des frontières de l'Ecosse jusqu'aux Pyrénées, c'est à dire toute la moitié Ouest de la France.<sup>62</sup>

La constitution de « l'empire Plantagenêt » modifia sensiblement les relations de la ville avec le comte. Désormais le roi-comte ne séjournait qu'épisodiquement dans son château d'Angers. Les Angevins avaient davantage de contacts avec le personnel de l'administration qui devenait professionnel. Le roi est représenté par le sénéchal à partir de la fin du règne de Geoffroy Plantagenêt.<sup>63</sup> Il était aidé par des agents inférieurs avant tout par le prévôt d'Angers.

Si Henri II et son fils eurent un règne mouvementé avec de constants déplacements, incités souvent par le but de réprimer des révoltes, l'Anjou en général resta fidèle. Si au début de son règne Henri II put avoir quelques problèmes en Anjou, les barons angevins demeurèrent fidèles, contrairement à ceux du Poitou ou de Normandie, même lors des secousses politiques du début des années 1170. En ce qui concerne les rapports des Plantagenêt avec les évêques d'Angers, il est indéniable que

---

<sup>60</sup> Foulques V fiança sa fille Mathilde à Guillaume fils unique de Henry Ier roi d'Angleterre. Du fait de la tragédie de la Blanche nef (novembre 1120) le projet d'alliance échoua. L'unique héritière de la couronne anglaise devint Mathilde fille de Henry Ier et femme de Henry V empereur germanique. La mort de Henry V (1125) représenta un coup de chance pour la reprise d'un projet de mariage entre cette fois Geoffroy fils de Foulque et l'impératrice Mathilde devenue veuve. Le fond de la succession des futurs Plantagenêt est jeté. Chartrou, *L'Anjou de 1109-1151*...op. cit.

<sup>61</sup> Le prestige de ce titre tentait même au cours du XVe siècle roi René, duc d'Anjou, qui s'intitula parmi d'autres roi de Jérusalem.

<sup>62</sup> En dehors de la Normandie du Maine et de l'Anjou le Plantagenêt contrôlait également la Bretagne. La mainmise sur la Bretagne fut tout de même un processus plus long et connu des conflits parfois graves avec l'aristocratie locale. Chédeville et Tonnerre, *La Bretagne féodale*...op. cit. p. 86-98. Nantes constitue un cas à part: en 1158 Henri II acheta Nantes à Conan IV comte de Rennes moyennant 3000 livres en monnaie angevine. La domination de l'embouchure de la Loire fut ainsi assurée pour Henri II. La conquête de Tours et d'une partie de la Touraine élargit ensuite la domination du Plantagenêt dans la vallée de la Loire. Boussard, *Le comté d'Anjou*...op. cit. p. 73-74.

<sup>63</sup> L'Anjou connut quatre sénéchaux à l'époque Plantagenêt. Ils sont en grande partie originaires de la Touraine (Joscelin de Tours, Etienne Marçais et Païan de Rochefort) sauf le dernier Robert de Turneham qui est le premier anglais (et ajoutons, le dernier) à la tête de l'administration angevine. Le fait de confier le dapéféat à un anglais représente pourtant un niveau élevé de la confiance et de l'autorité du Richard de Cœur de Lion. Boussard, *Le comté d'Anjou*...op. cit. p. 113-118.

le comte intervenait pour consacrer des prélats dévoués à sa personne. Pourtant les évêques ne devenaient pas de simples instruments dans la politique des Plantagenêts, comme l'a démontré Joseph Avril.<sup>64</sup> Le comté échappa également aux conflits armés entre le Plantagenêt et le Capétien qui ont eu ailleurs des conséquences parfois graves. Nous signalons que c'est dans le cadre de ces conflits que Tours fut incendiée en 1167.<sup>65</sup>

En ce qui concerne Angers, la ville ne porta aucune atteinte au pouvoir du comte. Les conditions paisibles d'une croissance sont assurées jusqu'au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Au milieu du XII<sup>e</sup> siècle un ecclésiastique anglais Raoul de Diceto (*Radulphus de Diceto*) donne de la ville une image flatteuse pour angevins.<sup>66</sup> L'auteur est fasciné par les remparts de la Cité qu'il qualifie d'inexpugnables et par l'abondance des maisons religieuses dans la ville.<sup>67</sup> L'archidiacre de Londres remarqua également les vignes qui entouraient la ville ainsi que les heureux habitants des faubourgs (plus précisément de la Doutre) ayant plus d'espace que ceux qui habitaient la Cité.<sup>68</sup> Concernant les activités urbaines Raoul de Diceto mentionne surtout le pont. Dans son récit il décrit, avec un certain enthousiasme, les maisons construites sur lui comme une rue des commerçants.<sup>69</sup>

L'image que décrit Raoul de Diceto paraît tout à fait réelle. Pourtant le tableau se complète par l'adhésion de quelques détails importants. Insistons d'abord sur les nombreux travaux de reconstruction d'églises qui étaient entamées au cours du XII<sup>e</sup> siècle.

<sup>64</sup> Avril, *Le gouvernement...* op. cit. p. 246-247.

<sup>65</sup> Boussard, *Le comté d'Anjou...* op. cit. p. 76.

<sup>66</sup> Extrait concernant Angers de l'*Ymagines Historiarum* dans: Rangeard, *Histoire de l'Université...* op. cit. n° 19 p. 175-176. L'importance de cette description consiste dans le fait qu'il s'agit du premier récit d'un voyageur étranger sur la ville.

<sup>67</sup> « *Civitas Andegavensium, antiquorum industria, montis in edito collocata consistit. In moenibus vetustissimis gloriam fundatorum, recens in quadris lapidibus modernorum parvitatem accusans... Natura loci pars inexpugnabilis rescipit ad occasum.... nec adeo facile quoquam reperies tot domos religiosas, et piis deputatas collegiis, et principum liberalitate ditatas, et in regularibus disciplinis informatas attente.* » Ibid.

<sup>68</sup> « *Rursus ut civitas multo capacior millia hominum concurrentia sub una confederatione concluderet, montem positum in vicino populis ad habitandum exposuit; quorum si fortunam attendimus, felicius incolunt suburbana quam urbem.* » Ibid.

<sup>69</sup> « *Ut autem liberum civibus commeatum offeret, terra, lignis, lapidibus comportatis, construi super aquas in habitaculis ergasteria toleravit sic ex opposito respondentia, sic fere sub aqua contignatione disposita, quod pontem medium, ex maxima parte ligneum, quasi solidam redigant in plateam, transeuntibus quidem assidue patefactam, sed phoebo non perviam, in qua quid usus desideret, quid luxus deponat, abunde reperies. Transitus per eam compendiosus.* » Ibid.

L'église de la Trinité est entièrement refaite entre 1140 et 1180. Située au cœur d'un milieu populaire, l'église paroissiale représente un art bien développé. Les riches décorations de la nef rappellent une bourgeoise ouverte à la somptuosité. La taille de la nef unique (11 mètres larges et 23 mètres de haut) suggère une grande capacité d'accueil et par conséquent une population numériquement forte.<sup>70</sup>

D'autres travaux de reconstruction sont achevés avant la fin du dernier quart du XIIe siècle à l'abbaye Saint-Aubin et à la collégiale Saint-Martin. Cependant la plus grande entreprise c'est la reconstruction de la cathédrale Saint-Maurice. Ces travaux commencent à la fin de l'épiscopat d'Ulger donc avant le milieu du XIIe siècle et ils ne prennent fin que 130 ans plus tard. Les résultats de cette campagne architecturale vont influencer largement l'art dit « angevin ». <sup>71</sup>

Si les remaniements des églises anciennes sont à l'ordre du jour, nous avons beaucoup moins d'informations sur l'apparition de nouveaux édifices. L'église du tertre Saint-Laurent dans la Doutre fut construite vraisemblablement dans la seconde moitié du XIIe siècle. Nous avons encore moins de certitudes concernant l'apparition des ordres religieux-militaires. Si l'évêque Ulger<sup>72</sup> favorisa l'installation de l'ordre du Temple en Anjou, nous ne savons pratiquement rien de sa présence à Angers avant le début du XIIIe siècle.<sup>73</sup> La situation est comparable dans le cas des Hospitaliers qui se font connaître au plus tôt en 1200 dans un contentieux avec le Ronceray relatif à la possession de l'hôpital Saint-Jean.<sup>74</sup>

Mis à part l'abondance frappant les lieux de cultes et les maisons religieuses, un des pôles commerciaux de la ville se dessine nettement aux yeux des étrangers. Le pont qui était le cadre des foires angevines avait déjà une ambiance particulière au milieu du XIIe siècle. Ajoutons l'autre rue qui jouait un rôle important dans le commerce urbain. Il s'agit de la rue Baudrière, un axe principale de la ville qui conduisit directement au

<sup>70</sup> Mallet, *L'art roman...* op. cit. 266-273. L'auteur a attiré notre attention sur la disproportion entre les tailles du chœur et de la nef. L'église était notamment construite avec une nef spatiale et un chœur de dimensions médiocres. Cela pourrait suggérer, selon l'explication de Jacques Mallet, une précaution de la part de l'abbaye de Ronceray pour empêcher la célébration des grandes fêtes religieuses dans l'église. Nous tenons à remercier de toutes les explications de l'histoire de l'art à M. Jacques Mallet.

<sup>71</sup> Nous allons traiter de l'œuvre dans un prochain chapitre comme elle concerne au moins en partie notre époque.

<sup>72</sup> RA 1878 p. 334, n. 1.

<sup>73</sup> Un acte du cartulaire de Toussaint nous renseigne sur la maison et le grenier (*guernaria*) des Templiers en 1213. Comte, *L'abbaye de Toussaint...* op. cit. n° 29. Les templiers sont présents au cours du XIIIe siècle devant le château dans la paroisse de Saint-Germain.

<sup>74</sup> Voir plus bas.

passage de la Maine. Le nom de la rue évoque des artisans travaillant le cuir mais d'autres activités sont également attestées dans ce secteur.

Si le tissu de nombreux bourgs n'est pas encore continu, la ville devint plus sensible face aux excès de la nature. Les incendies deviennent plus destructeurs au cours du XII<sup>e</sup> siècle. Les chroniques rédigées dans des établissements ecclésiastiques angevins mentionnent le grand incendie de 1132 qui anéantit la Cité et l'Evière.<sup>75</sup>

La famine de 1161 et la grande mortalité qui l'accompagna laissèrent des traces dans les annales de plusieurs abbayes angevines. Les aumônes extraordinaires des ecclésiastiques étaient bienvenues parmi les pauvres de la ville.<sup>76</sup>

Le pont avec ses constructions au-dessus, devint de plus en plus vulnérable. En 1145<sup>77</sup>, 1147<sup>78</sup> et en 1177<sup>79</sup> il fut en partie au moins détruit par un incendie. En 1175 les grandes inondations qui rompirent de nombreux ponts, firent de dégâts importants dans le pont d'Angers provoquant l'écroulement des nombreuses maisons.<sup>80</sup> Il arrive aussi que les intempéries et des vents forts emportent des tours d'églises comme cela arriva fin novembre 1177 et en 1183 avant les Rameaux.<sup>81</sup>

La croissance démographique traduite par la multiplication des bourgs nécessitait plus de préoccupation des pauvres. La création de deux léproseries au cours du XII<sup>e</sup> siècle, ensuite l'apparition de l'hôpital Saint-Jean vers 1175 confirmèrent que les autorités aussi bien que la communauté des habitants étaient conscients des nouveaux enjeux sociaux.

Pour conclure, les deux siècles qui précèdent notre époque produisirent une suprématie particulière des établissements ecclésiastiques à Angers. Comte tenu d'une certaine régression du pouvoir du comte, et du fait de l'absence de franchises bourgeoises ou d'une noblesse urbaine qui serait en nombre, l'influence des

<sup>75</sup> Halphen, *Recueil*...p. 69 et 96.

<sup>76</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques*..., p. 39, Les chroniques de la Trinité de l'Evière récitent qu'après une éclipse de lune en 1162 « *Tanta autem postea fames exorta est ut matres projicerent infantulos ad portas monasterii. Tunc abbas Girardus instituit ut quotidie, a principio quadragesimae usque ad festivitatem sancti Johannis, darentur pauperibus tria sextaria annonae, praeter cosuetum beneficium. Pauperibus jacentibus in vicis et plateis portabatur panis et caseus vel legumen usque ad eandem festivitatem.* » Ibid. p. 174.

<sup>77</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques*..., p. 35 et 146.

<sup>78</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques*..., p. 149.

<sup>79</sup> Halphen, *Recueil*...p. 105.

<sup>80</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques*..., p. 150.

<sup>81</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques*..., p. 44.



établissements ecclésiastiques augmenta considérablement. Soulignons ensuite que les signes d'un développement urbain sont déjà bien visibles au cours du XII<sup>e</sup> siècle. Il se traduit à travers la multiplication des noyaux urbains autour de la Cité, de l'apparition des secteurs économiquement bien identifiables. La renaissance architecturale de nombre d'églises angevines était voie d'épanouissement à la fin du siècle. L'essor démographique et économique annonce de nouveaux problèmes sociaux à affronter. Malgré ces défis, les conditions politiques sont encore stables et au moins ne gênent pas le développement de la ville. L'absence d'une cour du roi-comte est en partie contrebalancée par l'administration efficace. Les conflits militaires entre le Capétien et le Plantagenêt ont entièrement épargné l'Anjou et sa capitale. Cependant, l'histoire événementielle prend un tournant à l'extrême fin du XII<sup>e</sup> siècle.

## Les évènements du XIII<sup>e</sup> siècle

### La mainmise du pouvoir capétien

La mort de Richard de Cœur de Lion à fin du XII<sup>e</sup> siècle annonce des conflits militaires et politiques inconnus en Anjou depuis des siècles. Les protagonistes jusque là liés à la politique Plantagenêt donnent par leur attitude l'avantage à Philippe Auguste. Les barons des provinces ligériennes, ceux de l'Anjou et de la Touraine écartent le choix d'Aliénor d'Aquitaine et refusent le nouveau roi Jean. Ils soutiennent désormais le jeune Arthur, duc de Bretagne, petit-fils d'Henri II Plantagenêt. Philippe Auguste approuve vivement ce choix des angevins, cherchant à soutenir, selon sa politique traditionnelle, un héritier dans le dos du souverain Plantagenêt.

Arthur qui s'intitule désormais comte d'Anjou apparaît au printemps 1199 dans le comté. Il passe les fêtes de Pâques à Angers en compagnie de sa mère Constance.<sup>82</sup> L'accueil des Angevins et surtout le soutien de la noblesse angevine, qui avait Guillaume des Roches à sa tête assurèrent au jeune duc de Bretagne la preuve de la légitimité. Pour récompenser le soutien de la noblesse Arthur confia la sénéchaussée à titre héréditaire à Guillaume des Roches. Si le roi Jean n'arriva pas à venger l'infidélité de l'Anjou, comme il le fit pour Le Mans<sup>83</sup>, les cartes seront bientôt brouillées. Arthur quittant l'Anjou se dirigea vers Le Mans s'exposant ainsi aux représailles de Jean. En automne 1199 Guillaume de Roches changea de camps abandonna Philippe Auguste pour faire hommage à Jean.<sup>84</sup> La voie était libre pour Jean, il apparût à Angers selon les chroniques de Saint-Aubin le 17 juin 1200.<sup>85</sup> Cependant, dans nos sources, nous

---

<sup>82</sup> « *Die vero Paschae postea, receptus fuit Arthurus apud andegavim a burgensibus ejusdem civitatis* » Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ..op. cit. p. 50. Jean était préoccupé à ce moment là par la préparation de son couronnement à Rouen et à Londres.

<sup>83</sup> Une partie des murailles du Mans sont détruites et ses habitants emmenés comme prisonniers en 1199 selon le récit de Hoveden. Cite: Beaumont-Beaupré, *Notice*..op. cit. p. 8.

<sup>84</sup> Si le coup de motivation de Guillaume est très concret, notamment la destruction de Ballon par Philippe Auguste qui négligea par ce fait l'avis du sénéchal d'Anjou le choix peut cacher une réflexion préméditée. L'alliance avec le roi Jean laissait plus grande indépendance au sénéchal. Philippe Auguste s'avérait certainement plus fort qu'un roi en constant déplacement et dont les capacités ont une renommée médiocre.

<sup>85</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ..op. cit. p. 51.

n'avons pas de trace d'une dévastation antérieure de la ville par les troupes de Jean contrairement à ce que M. Beautemps-Beaupré a avancé.<sup>86</sup>

Angers et le comté ne tiennent pas tête au roi Jean et à son administration selon nos faibles informations. Lors du conflit entre le Ronceray et les Hospitaliers, l'abbesse de Ronceray s'adressa en 1200 directement au roi pour demander justice. Jean confia la poursuite de l'affaire à son sénéchal Guillaume des Roches.<sup>87</sup> L'élection de nouvel évêque provoqua pourtant de débats au sein du chapitre de la cathédrale. Une partie des chanoines refusa notamment le protégé du Plantagenêt, Guillaume de Beaumont. Par conséquent le siège épiscopal resta vacant pendant plus d'un an entre 1201 et 1203.

Une période brève de tranquillité fut de nouveau interrompu par la reprise des luttes entre Jean et Philippe Auguste en 1202. La politique obligeait Jean de se défendre après la confiscation des ses terres en avril 1202. Il commit pourtant une erreur fondamentale quant il laissa son sénéchal d'Anjou sans récompense après la prise de Mirebeau. En plus le jeune Arthur était désormais prisonnier du roi d'Angleterre et le roi ne se montra pas, malgré ses paroles, favorable à la libération du prince.

Par conséquent, Guillaume des Roches changea de camp et les barons ligériens le suivirent comme ils l'avaient fait auparavant. Cette fois, Angers ne pouvait pas écarter la vengeance du roi Jean. Un fidèle du Plantagenêt, Robert de Turnham pilla et détruisit le *suburbium* avec ses troupes en fin janvier 1203. Une partie d'Angers y compris le pont fut incendiée<sup>88</sup>

La mort tragique d'Arthur en avril 1203 opposa directement les deux souverains et leurs partisans.

La scène des combats se trouvait à partir de 1203 en Anjou et dans son voisinage. Le sénéchal d'Anjou se trouva de nouveau à Angers, entama des travaux de

<sup>86</sup> Beautemps-Beaupré, *Notice*..op. cit. p. 15. L'auteur fonda cette hypothèse sur une information tirée de Hoveden.

<sup>87</sup> Marchegay, *Trois lettres*...op. cit. n° 8 p. 57-60.

<sup>88</sup> « *die autem mercurii ante Purificationem beatae Mariae, accessit Robertus de Turnham ad eadem civitatem, et ea miserabiliter depradata et in parte combusta secessit.* » Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ..op. cit. p. 52. La note n°2 indique une autre version des manuscrits des Chroniques de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers : « *accesserunt gentes regis Angliae latenter ad suburbium civitatis sub causa religionis ; quod deprædarunt et partem pontis combusserunt et eodem die recesserunt.* » *Ibid.* Le texte suggère que la Cité ne reste pas sans garde. Les destructions concernent plutôt les faubourgs. Même pour y accéder les soldats de Robert Turnham avaient besoin d'agir avec ruse.

fortification de la ville avant la Toussaint.<sup>89</sup> Les villes de la vallée de la Loire, ainsi Saumur, Chinon, Loches se trouvaient dans l'axe des opérations militaires. Cela entraîna la misère du pays dont les chroniques de Saint-Aubin font également mention.<sup>90</sup>

En 1206 Philippe Auguste arrive pour la première fois à Angers. Se dirigeant vers Nantes le roi de France est reçu le 10 mai par la multitude des clercs et des bourgeois de la ville. Les clés de la ville sont offertes au roi symbolisant le dévouement et la soumission de la communauté des habitants.<sup>91</sup>

La même année, au mois de septembre, le roi Jean provenant de La Rochelle atteignit la Loire. Il prend Angers et la clé du trafic la Loire, le château de Pont de Cé, construit récemment par Guillaume des Roches. Les événements qui suivent n'ont pas laissé de bons souvenirs dans nos sources ecclésiastiques. Les églises angevines se plaignèrent d'avoir subi des agressions et des pillages commis par les troupes du roi d'Angleterre. Lors de son séjour à Angers le roi Jean fit dévaster les terres autour de la ville et en même temps il commença des travaux de fortification dans la ville.<sup>92</sup> Ces détails nous laissent penser qu'il s'apprêtait à un siège plus long de la ville. Nous ne savons pas si c'est à cause de l'insuffisance des fortifications ou tout simplement à la suite d'un coup de panique mais Jean délaissa la ville rapidement à l'annonce de l'approche des troupes de Philippe Auguste. Les derniers groupes armés, en train de quitter la ville incendièrent le pont d'Angers.<sup>93</sup>

<sup>89</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ..op. cit. p. 51. La date des chroniques de Saint-Aubin est 1202 mais il est très peu probable que la ville ait été occupée à cette date par Guillaume des Roches. Beaumonts-Beaupré qui a comparé cette information avec des autres tirées de diverses chroniques (Guillaume le Breton, Aubri de Trois-Fontaines) et récits contemporains aboutit à la date de 1203. Sa démarche nous paraît tout à fait convaincante. Beaumonts-Beaupré, *Notice*..op. cit. p. 34.n. 1.

<sup>90</sup> « *Deinde de die in diem multiplicata est miseria in regionibus Cenomanniae, Pictaviae et Andegaviae et Britanniae ita ut villis et castris et oppidis depraeditis et combustis, nulli aetati aut conditioni parceretur.* » Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ..op. cit. p. 52.

<sup>91</sup> « *Crastino igitur ascensionis die Andegavim veniens, cum summo honore ab episcopis, abbatibus, clero et populo suscipitur, et ibi pernoctans Nannetum expetit. In cujus adventu cives congratulati claves civitatis obtulerunt et sese ejus dominio subdiderunt.* » Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ..op. cit. p. 54.

<sup>92</sup> « *Die tertia ante nativitatem beatae Mariae, quae fuit mercurii, ceperunt civitatem Andegavim, fregerunt ecclesias et violenter quae in ecclesiis invenerunt rapuerunt. Nec post multos dies reddita est regi Angliae domus de Ponte Seeii fortissima, quam eodem anno Willelmus de Rupibus construxerat. Rex autem Angliae, quamdiu Andegavis fuit, Andegavensem terram circumquaque admodum vastavit et coepit firmare civitatem.* » Halphen, *Recueil*...op. cit. p. 32.

<sup>93</sup> « *Audiens autem rex Francorum Philippus quod rex Angliae ita civitatem Andegavis expugnaverat, ira motus, cum omni festinatione congregavit exercitus suos et quantocius venit apud Chinonum. Rex vero Angliae, audiens adventum regis Franciae, recessit a civitate per Pontem Seeii trans Ligerim relinquens Savaricum de Malo Leone apud Andegavim cum ..militibus...Nec post multos dies postquam audivit regem Francorum approximantem, ipse Savaricus cum suis... recessit a civitate, ponte Andegavis incendio prius tradito.* » Halphen, *Recueil*...op. cit. p. 32. L'autre version du texte se même moins dans les détails. Elle

Au plus tard au début d'octobre 1206 Philippe Auguste reprit donc la ville qui ne cessa d'être aux mains du Plantagenêt. L'abandon d'Angers par le roi d'Angleterre représentait pour les deux parties la fin d'une période belliqueuse. Moins de quinze jours plus tard, Philippe Auguste et Jean sans Terre conclurent une trêve d'une durée de deux ans au nord du Poitou à Thouars. Elle stabilisa les conquêtes de Philippe en établissant des garanties contre la désertion des partisans de chaque souverain. L'alliance de Guillaume des Roches portait donc ses fruits. Les barons angevins soutenaient collectivement le roi de France et ils ne donnèrent pas de soucis lors de la consolidation de son pouvoir.<sup>94</sup> Les conquêtes au nord de la Loire étaient par conséquent en sécurité. Cependant, Philippe n'eut pas une chance comparable avec le Poitou. La maison de Thouars qui entretenait des relations amicales avec le roi de France en 1203 se rendit compte rapidement qu'il était préférable de se rallier au Plantagenêt.<sup>95</sup>

Les conquêtes au sud de la Loire et surtout en Poitou donnèrent alors beaucoup de soucis au roi de France. Une première expédition capétienne après avoir repris le contrôle d'Angers traversa la Loire et mit le siège devant Thouars, mais voyant le Poitou presque entièrement soulevé en faveur de Jean Sans Terre, Philippe Auguste préféra temporiser. Il signa le 26 octobre 1206 une trêve de deux ans. Trêve dans laquelle Jean reconnaît implicitement la conquête par Philippe du Maine, de la Touraine et de l'Anjou.

En fait la trêve dura six mois. Le siège de Thouars et les attaques de Philippe sont reprises en Poitou contre les partisans du Plantagenêt dès 1207 mais mis à part une brève intervention royale elles sont confiées à Guillaume des Roches. L'aristocratie ligérienne ou plus précisément angevine jouit d'une autonomie enviable dans le contrôle des territoires récemment acquis par le Capétien. A partir de ces années l'attention du roi de France est partagée par de nombreuses campagnes militaires et diplomatiques. L'expansion en Auvergne et surtout la croisade albigeoise exigent des investissements sérieux de la part du pouvoir royal. De même au Nord, face au comte

---

nous renseigne que Jean avec ses troupes « *Andegaviam miserrime depraedavit, et eam possedit quousque adventum domini regis Franciae audivit, videlicet in festo beati Michaelis; et inde recedens, pontem civitatis cum domibus adjacentibus igne devastavit et in Pictaviam recessit.* » Marchegay et Mabilley, *Chroniques*. op. cit. p. 55.

<sup>94</sup> Dans quelque cas nous avons même le texte du serment de fidélité prêté à Philippe Auguste par des barons angevins. Ainsi dans le cas de Maurice de Craon (en 1206): *Layettes* t. I. n° 805.

<sup>95</sup> Baldwin, *Philippe Auguste*. op. cit. p. 254-255.

de Boulongne, et en Flandre dont la succession était victime de la Croisade qui finit à Constantinople. Ajoutons enfin que la politique d'alliance de Philippe Auguste avec les princes germaniques, prévoit une scène d'un combat décisif avec le Plantagenêt au nord et non dans les territoires ligériens ou méridionaux.

Le fait que Guillaume des Roches participe à la Croisade albigeoise en 1209 témoigne non seulement d'un esprit guerrier du sénéchal mais d'une conviction que les territoires qu'il délaisse pour une certaine période ne sont plus en danger. Ajoutons que dès le début de nombreux angevins participèrent à la croisade certes à de dates variées.<sup>96</sup>

La domination du roi est mise en danger, en 1214, année où les combats entre le Plantagenêt et le Capétien reprennent une dernière fois sur plusieurs scènes sur le continent. L'accès protégé du Plantagenêt sur le continent par la côte atlantique ainsi que l'instabilité des provinces acquitaines comme le Poitou représentent une menace constante dans le dos du roi qui s'apprête à s'affronter avec la coalition de ses adversaires. Le roi Jean qui débarque en février 1214 à La Rochelle avance en direction de l'Anjou avec une armée importante. Philippe Auguste, engagé en Flandre, après un bref déplacement en Poitou, confie à son fils, le prince Louis, la tâche d'arrêter l'expédition de Jean provenant de sud-ouest. Lorsque le prince Louis prit ses positions à Chinon en avril 1214, les troupes de Jean pénétrèrent en profondeur et atteignirent Angers. Le roi Jean entra à Angers une dernière fois à la mi-juin.<sup>97</sup> Ces préoccupations principales visaient la fortification de la ville et la prise de La Roche aux moines<sup>98</sup> qui représentait un danger dans son dos lors d'une éventuelle attaque du prince capétien.

Les deux parties avaient des effectifs considérables. Un combat réel ne s'est pas pourtant produit car les troupes de Jean abandonnèrent le siège de La Roche aux moines à l'approche des troupes du prince Louis.<sup>99</sup> La rentrée du Plantagenêt en Anjou était donc écartée à la veille de Bouvines. Ensuite la trêve de Parthenay (au nord du Poitou) et la victoire de Bouvines représentèrent définitivement la fin d'une période très agitée pour les Angevins. Le pouvoir du Capétien s'imposa par l'intermédiaire des

<sup>96</sup> BNF coll. TA t. VI n° 2318, 2324, 2338. Voir aussi les mentions de la *Chanson de la croisade albigoise*.

<sup>97</sup> Selon les Chroniques de l'abbaye Saint-Serge : « *in crastino Sancti Cirici et Julitae, venit rex Angliae ultimo apud Andegavim* » *Chroniques*..op. cit. p. 152. L'entrée de Jean à Angers est également mentionné dans les *Chroniques de Tours*. Cite: Beautemps-Beaupré, Notice..op. cit. p. 48.

<sup>98</sup> Contrefort sur la Loire à l'ouest d'Angers, renforcé par Guillaume des Roches. Le fief appartenait à l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers à partir du XIIe siècle d'où son nom.

<sup>99</sup> Sivéry, *Louis VIII*..op. cit. p. 121-123.

vassaux angevins. Quant aux fortifications construites par Jean elles furent détruites. Angers resta pour quelques temps une ville ouverte.

Après La Roche-aux-Moines faute de sources suffisantes nous avons peu de choses sur les événements amis la pacification du pays était en bonne voie. Les barons angevins et le sénéchal d'Anjou Guillaume des Roches pour la seconde fois en 1219 partirent pour le Midi pour participer à la croisade albigeoise.<sup>100</sup>

De nouveau problèmes par lesquels l'Anjou et sa capitale sont touchés suivant la mort de Louis VIII (1226). Ils ont un caractère plus politique que militaire pour le comté. Les racines des fils conducteurs des événements sont multiples. D'abord, à partir de la constitution de l'apanage de l'Anjou au profit du prince Jean, Louis VIII engagea l'Anjou vers une nouvelle histoire.

En second temps, nous devons signaler l'agitation de barons mécontents dans le royaume, ce qui risquait de constituer une ligue puissant. Le sacre de Louis IX en 1226 annonçait déjà des conflits entre les barons et le pouvoir royal. Plusieurs, parmi d'eux Pierre Mauclerc comte de Bretagne, étaient absents, d'autres comme le comte de Champagne étaient explicitement exclus. Les années de la régence qui suivirent le sacre de Louis IX virent une révolte féodale contre Blanche de Castille. L'un des plus menaçants dans l'Ouest fut le comte de Bretagne qui lui-même capétien, avait été jusque là fidèle à Philippe Auguste et à Louis VIII. Pour le ramener dans l'alliance française Blanche de Castille joua la carte d'Anjou en lui proposant un mariage entre le prince Jean et Yolande sa fille. La minorité des deux fiancés rendait possible une solution anticipée c'est à dire de confier la garde d'Angers et des villes angevines directement au comte de Bretagne.<sup>101</sup> Le jeu de bascule de Pierre Mauclerc fit échouer cette tentative de réconciliation.

En troisième point, il est important de voir que le roi d'Angleterre, désormais Henri III était encore loin d'abandonner tout projet de récupération des domaines de ses ancêtres. Son soutien personnel présentait un appui solide pour les barons en voie de révolte contre la régente.

<sup>100</sup> Beutemps-Beaupré, *Notice*..op. cit. p. 52-53.

<sup>101</sup> Il s'agit du traité de Vendôme en mars 1227. *Layettes* t. II. N° 1922. Pierre Mauclerc reçut Angers, Baugé et Beaufort. Saumur, Loudun ainsi que les forêts de la Vallée continuèrent de dépendre directement du roi. Malgré ces informations nous ne savons rien de sa présence à Angers.

En 1229 Pierre fit hommage à Henri III, roi d'Angleterre, décida de ne pas accomplir ses obligations auprès de la cour royale capétienne. Par conséquent, au début de 1230, l'Anjou connut de nouveau l'incursion des troupes royales. Louis IX prit la tête de l'ost en plein hiver, en janvier 1230, et reprit au comte de Bretagne les principales villes royales d'Anjou, Angers, Baugé et Beaufort. Le départ d'Henri III pour la Bretagne ne tarda pas mais en suivant le trajet de Saint-Malo à Nantes, il s'enfermait finalement dans la ville bretonne où il résidait ne montrant pas une activité particulière. Le roi de France arriva de nouveau à Angers pour une seconde campagne en mai 1230. Les opérations militaires portaient déjà plus à l'ouest le long de la Loire. L'armée de Louis IX reprit Ancenis ville à la limite de l'Anjou et de la Bretagne. Au sud de la Loire Clisson fut également prise par l'armée du roi. Evidemment, les destructions n'épargnaient pas le pays. Les troupes françaises elles aussi font de dégâts importants dans les terres et les vignes environnant les villes assiégées.<sup>102</sup>

En été 1231 l'armée royale réapparut une troisième fois en Anjou dès le début du conflit. Pénétrant en Bretagne, le roi contraignit Pierre Mauclerc à conclure une trêve de trois ans qui immobilisa également les ambitions d'Henri III.<sup>103</sup>

Les hostilités reprirent en juin 1234. Avant cette date le soutien du roi d'Angleterre permit au comte de Bretagne de poursuivre des incursions rapides contre quelques villes d'Anjou. Les pillages visaient le domaine de la maison de Craon, une ancienne ennemie de Pierre Mauclerc. Château-Gontier et Châteauneuf-sur-Sarthe en sont les premières victimes. Le roi de France apparut de nouveau à Angers qui servait de base de rassemblement pour ses troupes. Cependant, en 1234, le comte de Bretagne espéra en vain l'assistance du Plantagenêt. En novembre 1234 il est déjà dans une situation désespérée et doit se soumettre enfin à Louis IX. La menace du retour du Plantagenêt ou d'une expansion du comte de Bretagne, était éliminée. Certes, Henri III n'abandonna pas définitivement ses droits sur l'Anjou, mais il n'eut plus les moyens de reprendre la guerre. La paix devait se faire finalement au traité de Paris en 1259.

Si les Angevins avaient connu des empêchements ou des exactions hors communs pendant ce dernier conflit, les dégâts furent plus faibles que lors de la période de la conquête quelques décennies plus tôt. N'oublions pas ensuite qu'ils ont connu un roi certes jeune mais plein de dynamisme qui apparut plusieurs fois en Anjou et à

---

<sup>102</sup> Il nous en informe Guillaume de Nangis. *RHGF* t. XX. P. 168.



Angers en compagnie de son ost. La présence du duc de Bourgogne, du comte de la Marche, du comte de Macon, du comte de Saint-Paul contribuèrent donner au roi une autorité et des ambitions sérieuses.<sup>104</sup>

Ces dernières sont d'ailleurs représentées par la décision de la fortification d'Angers qui était certainement envisagé déjà auparavant par Jean sans Terre mais dont l'exécution est entièrement dû à la volonté de Louis IX. Le château comtal entièrement reconstruit et l'enceinte urbaine firent d'Angers une place militaire de premier ordre face à la Bretagne. Heureusement les Angevins purent se passer de se défendre par ces fortifications pendant plus de cent ans jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle.

Si les conflits militaires évitèrent après 1234 l'Anjou d'autre plus au sud en Poitou ou en Saintonge exigeaient la participation pas toujours volontaire des Angevins. Les enquêtes de 1247 mentionnent des doléances des bourgeois d'Angers ou d'autres habitants du comté du fait des exactions des officiers du roi lors de la campagne de 1242.<sup>105</sup>

Cependant ce ne sont plus uniquement les campagnes militaires qui rappellent la présence royale en Anjou. L'été de 1241 le roi de France en compagnie de sa cour de ses vassaux et de nombreux étrangers arriva à Saumur pour l'adoubement de son frère Alphonse de Poitiers. La cérémonie qui se déroula dans les Halles de Saumur représentait également l'attribution de l'apanage poitevin à Alphonse. Elle laissa un souvenir profond en le jeune Joinville.<sup>106</sup>

L'adoubement de l'héritier de l'Anjou tarda encore six ans. En 1246, près de Paris, Charles, frère de Louis IX, est investi dans son apanage<sup>107</sup> qui était à l'origine attribué à son frère Jean mais dont la mort prématurée (1231) changea la volonté de

<sup>103</sup> Il s'agit de la trêve signée à Saint-Aubin-du-Cormier. Richard, *Saint Louis*..op. cit. p. 111.

<sup>104</sup> Layettes t. II. N° 2304-2307.

<sup>105</sup> « *Philippus de Congriers et Eudo de Armallé conqueritur quod, cum Gaufridus Pagani, sub poena corporum et terrarum praecipisset eis conducere machinas regis ab Andegavis in Pictaviam sub certis stipendiis* » Ils leurs manquait cinq livres de la rémunération de ce travail. *RGHF* t. XXIV. P. 84. « *Fulco Quatrebarbes de Andegavis cepit de vino ejus apud andegavim quattuor modios ad opus regis, ut dicebat, valoris duodecim librarum de quo nichil solutum est.* » D'autres comme *Andreas et P. de Andegavis* se plaignent d'avoir été endommagés par la prise des bœufs qui n'étaient pas payé entièrement. *RGHF* t. XXIV. P. 83.

<sup>106</sup> Joinville, 93-99.

<sup>107</sup> Louis IX concéda à son frère « *fratri suo Carolo, comiti Provincia Andegaviam et Cenomanniam cum pertinentiis jure hereditario possidendas assignat, salvis tamen donis, feudis et elemosynis usque in praesens factis, necnon et regalibus episcopaliū sedim et abbatia Fontis Ebraudi ipsi regi et successoribus ejus reservatis.* » Layettes t. V. n° 482.

Louis VIII. A partir de cette date l'histoire de l'Anjou se rattache à un prince ambitieux et s'éloigne au moins pour un certain temps de celle du Royaume.<sup>108</sup>

### Le bilan de la conquête capétienne

La conquête de l'Anjou (dans le sens du XIIe siècle où le « Grand Anjou » comprenait la Maine et une bonne partie de la Touraine aussi) représente une importance particulière pour le roi capétien. Après avoir gagné une ouverture sur la mer par la Normandie, Philippe Auguste s'assura le contrôle de la Loire et un accès vers la Bretagne et vers les côtes Atlantiques. Les routes qui conduisent vers le sud étaient également maîtrisées par le Capétien.

Dès le début, la mainmise du pouvoir capétien a ses propres particularités en Anjou. Les causes se cachent avant tout dans le rôle du sénéchal d'Anjou. Tandis qu'en Bretagne ou en Poitou c'est la parenté Plantagenêt qui domina l'administration au cours de la seconde moitié du XIIe siècle, en Anjou le sénéchal n'avait pas de concurrents semblables. Guillaume des Roches ne fit qu'affirmer son office de sénéchalat qui devint un *dapéférat* héréditaire à partir du début du règne d'Arthur.<sup>109</sup>

En deuxième point nous devons rappeler que les barons angevins, ainsi les Craon, les sires de Mayenne et de Laval, suivaient unanimement le jeu de bascule du sénéchal. Le fait que Guillaume des Roches en compagnie des barons de l'Anjou quitte définitivement le camp du roi Jean en 1202, donc avant les victoires décisives de Philippe Auguste, le rendait indispensable dans la politique d'expansion du Capétien. Le résultat est que contrairement à la Normandie, l'Anjou ne devint pas durablement un champ de bataille et les opérations militaires ne firent que confirmer le rôle essentiel de la noblesse angevine.

---

<sup>108</sup> La constitution des apanages par Louis VIII représentait un certain risque pour l'intégrité de la monarchie française. C'est la première fois dans l'histoire du royaume que les domaines royaux ne passent pas dans l'intégrité à l'héritier de la couronne. Louis VIII dans son testament confia à ses trois fils cadets des territoires de dimensions variables, en principe issus des nouvelles acquisitions. Ils se trouvaient tous à la marge du domaine capétien. Robert reçut l'Artois, Alphonse obtint le Poitou et l'Auvergne, ensuite l'Anjou et le Maine furent attribués à Jean. Le prestige et l'autorité de Louis IX écartait en réalité le danger éventuel d'une révolte. Peut-être conscient de ce fait, Saint Louis attribua des apanages moins riches à ses enfants. Le démembrement aussi discret que soit des domaines royaux continua pourtant tout au long du Moyen Âge. En ce qui concerne notre époque (XIIIe siècle) il n'a jamais représenté un danger sérieux pour la cohésion du royaume. Guillot et Rigaudière et Sassier, *Pouvoirs et institutions*....op. cit. p. 130-132.

<sup>109</sup> Baldwin, *Philippe Auguste*...op. cit. p. 302.

La fidélité unanime de la noblesse et des villes au moins à partir de 1202 conduisit au fait que l'Anjou ne connut pas une vague de confiscation et de représailles comparable à ce que les villes du Midi ont connu lors de l'avancée royale.<sup>110</sup> Enfin la stabilité du pouvoir du sénéchal entraîna l'absence totale de révoltes contre le pouvoir royal après la conquête. Ce fait distingue bien l'Anjou du Poitou où le pouvoir royal tarda longtemps à s'imposer entièrement.

En réalité dès le début du siècle, Philippe Auguste n'eut pas de choix et s'appuya entièrement sur Guillaume des Roches<sup>111</sup> et ses alliés. En contrepartie le roi accepta l'hérédité du dapiférat tout en régularisant les conditions de service.

En août 1204 le roi confirma le sénéchalat héréditaire de l'Anjou, du Maine et de la Touraine à Guillaume des Roches sous la réserve que l'hérédité ne se transmettait que par la voie des enfants directs. Le sénéchal avait le droit de toucher un marc d'argent sur 50 livres des revenus de la prévôté (1,3 %) et un tiers des revenus de justice (*forisfacta et expleta*). Cependant tous les autres revenus domaniaux, tailles et autres exactions concernent le roi et le sénéchal est obligé d'en rendre compte régulièrement par écrit. La garde des châteaux royaux ne relevait pas de fief ni de coutume mais fut confiée au sénéchal par une procédure distincte c'est à dire par des lettres patentes à un terme indéterminé sous la réserve de les restituer à la demande simple du roi.<sup>112</sup>

Un nouvel arrangement entre le roi et Guillaume des Roches eut lieu à Nantes en mai 1206. Philippe Auguste confia à son sénéchal la garde des villes

<sup>110</sup> Ajoutons que selon la coutume la confiscation de terres fut inconnue en Anjou et en Touraine. Viollet, *Les établissements*...op. cit. t. I. p. 107.

<sup>111</sup> Sur le carrière de Guillaume des Roches deux analyses ont été publiés au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Ils servent toujours de référence : Dubois, « Recherches... »op. cit. ; Beaupré, *Notice*...op. cit.

<sup>112</sup> « *Ego nichil capiam in dominicis redditibus domini Regis Francie in senescalcia Andegavie, Cenomanie et Turonie. Sed ego habebō de prepositis et preposituris de singulis quinquaginta libris unam marcham argenti ad pondus Turonense quas prepositi persolvent pro preposituris. Si dominus Rex vendiderit nemora sua, nichil de venditione nemorum habebō. Et si dominus Rex fecerit demandam vel talliam in Christianis vel Judeis de senescalcia Andegavie, Cenomanie et Turonie, illa demanda vel tallia per manum meam ad opus domini regis per legitimum compotum et scriptum ; sed ego de demanda vel tallia illa nichil habebō. De omnibus aliis tam forisfactis quam expletis et serviciis que michi fient habebit dominus Rex Francie duas partes et ego terciam. Preterea sciendum est quod ego neque per feodum, neque per consuetudinem possum querere custodiam castellorum vel fortericiarum domini Regis. Et si dominus Rex michi forte aliquod castellum vel fortericiam ad custodiendum tradiderit, vel aliquis ex parte ipsius Regis, ego reddam predicto Regi vel heredibus suis vel ipsius certo nuncio cui credi debeat, et qui litteras domini Regis patentes super hoc afferat, castella et fortericias integre quotienscumque requisitus fuero a dicto Rege.* » Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t. 2/ IV Preuves n° 8. p. 10-11.

d'Anjou(Angers, Loudun, Saumur, Brissac, Beaufort, Baugé). Cela modifia évidemment les conditions de rémunération. En récompense des charges supplémentaires de la garde le roi attribua à Guillaume ses revenus domaniaux et la totalité des profits de justice.<sup>113</sup>

En janvier 1207, le roi régla une troisième fois les compétences de Guillaume des Roches. Le sénéchalat de Touraine lui fut enlevé définitivement. Philippe Auguste rappela ensuite qu'il avait l'intention de garder Chinon, Bourgueil, Loudun et Saumur.<sup>114</sup> Là nous devons souligner la répartition. Seul le dernier château se trouve en effet en Anjou mais on voit bien que le roi range désormais Saumur parmi les châteaux qui se trouvent sous son contrôle direct. L'importance de ces villes se distingue nettement comme c'était le cas pendant le règne des derniers Plantagenêt. Elles ont un accès plus facile pour le roi et sont en plus au carrefour de voies de communications très importantes. La position un peu écartée de la ville d'Angers semble être évidente.

Après 1214, le personnage clé de l'administration capétienne resta Guillaume des Roches. Sa fonction qui était semblable à celle du bailli de Touraine était renforcée par une indépendance financière, par le commandement militaire et par l'hérédité du sénéchalat.<sup>115</sup>

En ce qui concerne les offices dépendant du sénéchal, nous en savons très peu. Hamelin de Roorta est cité à partir de 1201 comme bailli du sénéchal.<sup>116</sup> En septembre

---

<sup>113</sup> *Layettes* t. I. n° 808. Dans le seul cas où le roi Jean apparaît en Poitou le sénéchal pouvait aussitôt espérer une contribution supplémentaire du roi: « *Si idem senescallus in custodiendis predictis plus expenderit quam valeant redditus et expleta predictorum, volumus quod ipse teneat hec predicta donec per rationabilem compotum de expletis et redditibus terre quam ei tradimus, habeat quod ultra expenderit et in hiis custodiendis non teneremur alias expensas facere preterquam de redditibus et expletis terre nisi rex Anglie in propria persona in Pictaviam venerit.* » *Ibid.*

<sup>114</sup> *RAPHA* t. III. N° 960.

<sup>115</sup> Baldwin, *Philippe Auguste*.op. cit. p. 306. Mis à part la gestion du domaine et les fonctions très importantes dans la justice en tant que représentant du roi le sénéchal est responsable des enquêtes auprès des droits qui concernent le souverain. Il est d'ailleurs tout à fait normal à chaque mutation de procéder dans un but de mieux connaître les compétences des droits hérités d'un autre seigneur. Le fait que nous avons très peu de sources relatives à des enquêtes semblables s'explique selon notre avis par la présence d'un angevin à la tête de l'administration royale. Nous avons cependant un témoignage de la préoccupation du roi de connaître les conditions du rachat dans la coutume d'Anjou. Guillaume des Roches en rapporta en 1213 dans une lettre à son souverain. *Layettes* t. I. n° 1062. Nous savons que ses paragraphes ne sont mis en écrit qu'au cours des années 1240 peu avant la l'attribution de l'apanage à Charles d'Anjou. Pipon, « Quand l'Anjou écrit ses coutumes »...op. cit.

<sup>116</sup> *RGHF* t. XXIV p. 157. Il est dans la même fonction en 1216. Beutemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t.2/ IV. Preuves n° 11. P. 13-14.

1204 Philippe Auguste autorisa officiellement son sénéchal à avoir des baillis pour accomplir son service.<sup>117</sup>

Si l'office du prévôt d'Angers ne disparaît pas nous n'avons qu'un seul nom, cité avant 1209 dans un acte de l'hôpital Saint-Jean. Il s'agit de Richard de *Ligerius* dont les compétences précises nous échappent.

La mort de Guillaume des Roches (1222) entraîna à la fois le passage du titre de sénéchal dans la maison de Craon et la transformation de son importance. Guillaume des Roches seigneur de Sablé n'avait pas de fils mais uniquement une fille qui transféra le dapiférat à son mari Amaury de Craon. Avec la mort de celui-ci en 1226 le titre retourna à sa femme, Jeanne des Roches. Si le roi accepta l'hommage de la fille<sup>118</sup> de Guillaume, la mise en place d'une administration «alternative» devint urgente au plus tard pendant le conflit avec Pierre Mauclerc. A partir de 1230 on est en face d'une situation unique et assez curieuse. Nous avons un sénéchal d'Anjou voire même un bailli du sénéchal d'Anjou et en même temps un bailli d'Anjou nommé par le roi<sup>119</sup>. En vérité, le roi prit en main le contrôle de l'administration et désormais c'est toujours le bailli du roi, ensuite celui du comte apanagé qui hérite des anciennes fonctions administratives du sénéchal, sans être inféodé.

La maison de Craon gardait le dapiférat héréditaire qui perdit progressivement une grande partie de ses compétences initiales ou telles qu'elles sont rapportées dans l'arrangement de 1204 avec Philippe Auguste.<sup>120</sup> En 1230 on voit le bailli du roi, et celui du sénéchal rendre justice ensemble dans une affaire concernant la possession de la forêt de l'Île Saint-Aubin.<sup>121</sup> Les cas comparables sont rares au cours des décennies qui suivent. Cependant, nous aurions tort de croire que la disparition du sénéchal d'Anjou dans nos sources administratives, peu nombreuses d'ailleurs, reflète la perte entière des revenus ou la décroissance de son prestige. Au contraire, la maison de

<sup>117</sup> « *senescallus debet capere et sicut carta nostra testatur quam habet de senescallia sua, ponendo baillivos et omnia faciendo quae ad senescalliam pertinent.* » Beutemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t.2/IV. Preuves n° 9. P. 11-12

<sup>118</sup> Beutemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t.2/IV. Preuves n° 13. P. 15-16.

<sup>119</sup> Le premier bailli du roi nous apparait en 1230. Il s'agit de Guillaume de Fougère qui malgré son nom avait des possessions (fiefs) à Angers. *CHSJ* n°92. Le roi choisit donc premièrement une personne qui avait des liens avec la capitale angevine.

<sup>120</sup> C'est ce que nous suggère le contrat de vente des droits du sénéchal de Touraine en 1323. Le contrat porte un vidimus des lettres de Philippe Auguste. Brousillon, *La maison de Craon*....op. cit. n° 470 p. 289.

<sup>121</sup> Beutemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t. 2/IV. Preuves n° 16. P. 17-18.

Craon jouait désormais un rôle important dans la cour royale<sup>122</sup> et profitait des revenus importants issus de la Justice. Les Craon gardaient le dapiférat jusqu'à 1330 quand ils le vendurent au roi Philippe IV. A ce moment là Amaury III Craon concéda au roi le tiers des amandes et des revenus de justice et les profits du commandement militaire. Cela représentait une somme considérable si l'on compare avec le montant versé par le roi. Le sénéchal d'Anjou et du Maine reçut 1500 livres de rente en Saintonge et 10000 (!) livres payé comptant.<sup>123</sup>

Concernant le bailli du roi, nous avons peu d'informations de sur son travail et en général sur sa personne durant cette époque.<sup>124</sup> Les premiers documents comptables nous parviennent dès l'année 1234 mais ils sont très occasionnels. L'office fut transmis au bailli du comte à partir de 1246.

### Les comtes apanagés

A partir de 1246, l'histoire de l'Anjou prit un second tournant. Le comté en compagnie du Maine fut confié au frère de Louis IX. Les ambitions et le destin politique de Charles d'Anjou éloignèrent le prince aussitôt de son héritage paternel. Le mariage de Charles avec Béatrice, héritière de la Provence et de Forcalquier (1246), a ouvert d'un seul coup le chemin vers la Méditerranée. Les premières années lui donnèrent plus de soucis qu'un prestige réel en tant que comte de Provence. Les déplacements de Charles devinrent très fréquents, d'abord dans un but d'assurer sa domination en Provence, puis en 1248 il quitta le continent pour rejoindre son frère lors de sa première croisade. Malgré son retour anticipé en 1251 il semble être débordé par ses nombreuses préoccupations. La pacification des barons et des villes provençales dura en effet jusqu'au début des années 1260. Entretemps la mort de Blanche de Castille (1252) l'obligea de rentrer à Paris et participer au gouvernement du royaume en

<sup>122</sup> La famille entretenait des relations excellentes non seulement avec les roi de France mais avec les roi d'Angleterre aussi. Les Craon profitaient des dons des rois anglais et ils leur accomplissaient de nombreux services diplomatiques. Brousillon, *La maison de Craon*...op. cit. n° 294, 309, 311, 321, 325, 328, 354. Lors de la consécration de l'évêque Guillaume le Maire, le jeune Amaury de Craon est obligé malgré son âge de 11 ans et la protestation de l'évêque de remplacer son père (Maurice V de Craon) qui est en train d'accomplir de service diplomatique pour Philippe le Bel auprès le roi d'Angleterre. *LGLM* t. I p. 65.

<sup>123</sup> Brousillon, *La maison de Craon*...op. cit. n° 491 p. 299.

<sup>124</sup> Jusqu'à 1246 nous avons quatre personnes qui s'intitulent bailli du roi en Anjou. Leurs occurrences sont très occasionnelles. Guillaume de Fougères en 1230, ensuite Pierre *Ber* (Baron) en 1234 et en 1238, Geoffroy Payen en avril 1240, BNF coll. TA t. VII n° 2876, et enfin *Joscius de Bones* en octobre 1240. Beutemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t. 2/I. P. 360-363.

l'absence de son frère. En 1253-54 il est occupé par des interventions en Flandre et par la prise temporaire du comté de Hainaut.

Le retour de son frère d'Orient, ensuite un pas décisif dans la pacification de la Provence en 1257, lui permirent avant la fin de la décennie d'élargir son influence en direction des villes de l'Italie du Nord. Charles pensait déjà à la couronne de Naples.<sup>125</sup>

Il n'est pas étonnant dans ce contexte que le prince vienne très rarement en Anjou. D'après les *acta* des chartes du comte il séjourna brièvement en Anjou, plus précisément à Saumur en 1251<sup>126</sup> et en août 1261<sup>127</sup>.

Les années 1260 représentèrent pour Charles d'Anjou les plus grands succès de son expansion. Marseille et la Provence étaient pacifiées définitivement en 1262. Sa présence italienne, ses alliances avec le Saint-Siège et les opportunités diplomatiques lui livrèrent la couronne de Naples-Sicile en 1265. Charles dut encore faire face à des épreuves importantes. Cela est valable aussi bien par rapport à des habitants de son nouveau royaume que contre les prétendants Hohenstaufen. Si les succès de Charles dans ce domaine tardèrent encore, il n'arrêta pas de songer à de nouveaux projets d'expansion, vers Constantinople.

La chute de l'empire Latin (1261) ne représenta pas aussitôt l'élimination définitive des princes occidentaux à Byzance. La situation géopolitique des domaines de Charles d'Anjou ainsi que ses ambitions rendaient possible pour lui la «reprise» de la clé de la Méditerranée. Parallèlement à l'expansion militaire en Grèce il noua en 1269 des liaisons matrimoniales importantes avec la maison des Arpàd en Hongrie afin d'assurer sa politique d'expansion.<sup>128</sup>

Au cours des années 1270 Charles continua de poursuivre ses ambitions politiques. Il s'intitula désormais roi de Jérusalem, il s'assura des positions importantes dans les Balkans de l'Albanie jusqu'à la péninsule de Péloponèse. La dépendance de Tunis est plus qu'une formalité. L'influence italienne de Charles d'Anjou dépassait

---

<sup>125</sup> Léonard, *Les angevins*...op. cit.

<sup>126</sup> BNF ms. Fr. 10988 f. 192.

<sup>127</sup> BNF coll. TA n° 3147, 3148.

<sup>128</sup> Il s'agit des liens matrimoniaux importants. Le fils aîné du roi de Naples, le futur Charles II épousa Marie fille d'Étienne V roi de Hongrie (1270-1272). L'héritier de la couronne hongroise Ladislas IV (1272-1290) épousa la fille de Charles d'Anjou, Isabelle. Ce double mariage permit à l'Anjou d'avoir comme comtesse une princesse hongroise et aux descendants de Charles Ier d'Anjou d'accéder au royaume de Hongrie après l'extinction de la maison des Arpàd en 1301. Kristo, *L'histoire de la Hongrie médiévale. Le temps des Arpàd*. ...op. cit.

largement les frontières du royaume de Naples. Charles se présente comme l'un des plus importants souverains de l'Occident.

On voit donc bien que l'Anjou et le Maine faisaient partie d'une constellation politique axée sur la Méditerranée. Leur situation géographique déterminait un destin différent de la Provence ou du royaume de Naples. Par rapport à la Provence qui représentait un appui important dans de nombreuses domaines, l'Anjou et le Maine étaient avant tout d'importantes sources de revenus du comte. Charles qui s'adressa plusieurs fois à son frère Louis IX ensuite à son neveu Philippe III pour des aides financières, accumula des dettes importantes auprès de la cour royale de France. Les revenus des deux comtés servirent souvent à rembourser ces emprunts. Les revenus des années 1269, 1270 et 1272 furent bloqués pour rembourser le trésor royal. Ils représentaient une valeur de 30 000 livres en but des remboursements. Jusqu'en 1275 d'autres revenus de l'Anjou et du Maine furent également convertis en paiement des dettes.<sup>129</sup>

Malgré son absence constante, Charles introduisit une administration professionnelle dans les comtés de son apanage. Force est d'ajouter ensuite que le roi-comte prit beaucoup de soin à contrôler cette administration et à donner des mandements spéciaux qui concernaient souvent des affaires très pointues. Dans ce sens, l'administration de Charles ne différa pas considérablement de celle de son frère, Alphonse de Poitiers. La mise en place d'un appareil administratif compétent et fidèle permit de gouverner de loin sans séjourner sur place.<sup>130</sup>

Il semble que les offices clés de l'appareil administratif ne changèrent pas beaucoup. Les comtés de l'Anjou et du Maine sont gouvernés à partir d'Angers. La capitale angevine prit donc une position plus importante dans l'administration.

Il est plus embarrassant que nous sachions pratiquement rien de la période antérieure aux années 1260.

Il est sûr que le bailli continua d'être le personnage clé de l'administration. Le premier dont nous connaissons le nom est Guillaume de Rezay. Il apparaît en 1261 pour la première fois comme bailli du comte.<sup>131</sup> A partir de ce moment, il faut attendre

<sup>129</sup> Léonard, *Les angevins*..op. cit. p. 76-77. Pour l'année 1270 De Boüard, *Actes*....op. cit. n° 178.

<sup>130</sup> La comparaison est valable surtout dans les rapports d'Alphonse de Poitiers et de Toulouse.

<sup>131</sup> Beutemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t. 2/IV. Preuves n° 21. P. 22-23.



une vingtaine d'années pour que nous ayons des information sur l'appareil administratif des Angevins de Naples.

En ce qui concerne les baillis d'Anjou ils sont les représentants du comte avec des mandats relativement brefs.<sup>132</sup> Quant à leurs fonctions nous n'avons qu'à reprendre les descriptions de Beautemps-Beaupré et Hubert Landais. Ils sont les administrateurs principaux des domaines du comte, y compris la surveillance des forêts. Le baillis recevait et gérait les redevances féodales et les produits du domaine. Il est chargé de la justice du comte. Par conséquent il préside les assises d'Angers et de Saumur.<sup>133</sup> Le bailli est également responsable de l'ost, de la garde des villes et des affaires militaires qui concernent les deux comtés.<sup>134</sup>

Ce sont les baillis qui reçoivent les hommages dûs au comte d'Anjou et font observer les obligations des vassaux.<sup>135</sup>

De notre coté nous voulons souligner que les mandats et l'influence du bailli d'Anjou dépassait largement les frontières du comté de l'Anjou et du Maine. Il est en principe l' administrateurs principal de tous les affaires du comte qui concernent le royaume de France.<sup>136</sup> C'est le bailli qui est chargé des paiements des créanciers ou des serviteurs du comte; il est chargé des achats à Paris<sup>137</sup>. Les baillis de Tonnerre (une acquisition nouvelle de Charles Ier d'Anjou due à son second mariage) doivent faire des remises des comptes deux fois par an au bailli d'Anjou. Cette reddition de comptes devait avoir lieu au parlement de Paris. Avant de prendre des décisions importantes, Charles leur prescrit de consulter le bailli d'Anjou.<sup>138</sup>

<sup>132</sup> Robert Sans Avoir apparaît dans nos sources comme bailli d'Anjou en 1267 et il est sur cette poste jusqu'au mois d'août 1269. De Boüard, *Actes*....op. cit. n° 55 et 154. A partir de 1269 c'est Hugues de Alunna qui le remplace. Ensuite nous connaissons Guillaume Maurier, bailli d'Anjou qui accomplit cette fonction jusqu'au mois de juillet 1275, sans savoir quand est-ce que Charles lui confia la poste. Joubert, *Les archives*....op. cit. p. 160. A partir de juillet 1275 jusqu'à janvier 1280 c'est Geoffroy Bresi qui est le bailli d'Anjou. Il est remplacé par le maître Jean de Villemaroy jusqu'à un terme inconnu. De Boüard, *Actes*....op. cit. n° 1111. En 1284 nous avons déjà une autre personne nommé baili d'Anjou : Guillaume de Gonasse. Dans certaines cas ces fonctions sont interrompues par la nomination d'un autre bailli à un terme visiblement très court. Nous ne savons pas s'il s'agit là de remplaçants avec une autorité complète. En 1279, un acte mentionne par exemple Jean Molet bailli d'Anjou. Pour des détails de la succession des baillis nous renvoyons aux études de C. Beautemps-Beaupré et de Hubert Landais.

<sup>133</sup> Les assises sont tenues régulièrement à Angers, Saumur, Baugé, au Mans à partir du XIIIe siècle. Beautemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t. 2/II. 2-3.

<sup>134</sup> Beautemps-Beaupré, *Coutumes* .op. cit. t. 2/I. 378-400. Landais, *Le comté d'Anjou*....op. cit.

<sup>135</sup> De Boüard, *Actes*....op. cit. n°965.

<sup>136</sup> Charles Ier leur adressa une série de mandements pour payer les dettes du comte-roi, ou pour rembourser ou récompenser des services accomplis par des nobles ou des clercs.

<sup>137</sup> De Boüard, *Actes*....op. cit. n°1050.

<sup>138</sup> « Baillivi ...in comitatu Tonoarre..et apud Alluye..computent et reddant rationem de proventibus terre nostre ipsorum commisse custodie in parlamentis apud Parisius, bis in anno, baillivo videlicet Andegavie et

Quant au recrutement des baillis, ils sont originaires en principe de la petite noblesse du pays.<sup>139</sup> Ajoutons que les officiers principaux du comte représentent un cercle assez restreint. Souvent les mêmes noms reviennent à des postes différents.

La rémunération de base des baillis nommée *stipendium* est plafonnée en 1275 à une livre par jour. Le versement de cette somme relevait de l'administrateur des droits du comte.<sup>140</sup>

Là, nous devons souligner l'existence d'un office très important, c'est celui qui est chargé de l'administration des droits (*administratio jurium*) du comte. Dans la plupart des cas les lettres du comte sont adressées simultanément au bailli et aux administrateurs des droits du comte. Leur responsabilité particulière lors de l'exécution des mandements est évidente. Les personnes qui sont nommés à ce poste sont tous des hommes instruits jouissant de la confiance particulière du comte. Entre 1264<sup>141</sup> et 1280 nous en connaissons trois: Guillaume chantre, plus tard doyen du chapitre Saint-Martin, ensuite à partir de 1275 maître Raoul de *Vermacio* qui replit cette fonction pendant un an et enfin Jean Villemaroy qui resta à ce poste jusqu'en juillet 1280 quand il fut nommé bailli d'Anjou.<sup>142</sup>

En ce qui concerne les sous-officiers du bailli nous avons moins d'informations. Le prévôt demeurait le responsable de la police et de la basse justice dans les villes. L'appareil administratif était complété comme partout ailleurs par l'emploi des sergents auprès des baillis et des prévôts. Pourtant à ce niveau de l'administration nos informations sont déjà très rares.

Nous devons cependant mentionner la présence de clercs auprès du bailli. Ils s'intitulaient souvent clerc du comte d'Anjou ou plus tard du roi de Sicile. Ils sont recrutés au sein des chapitres séculiers d'Angers.<sup>143</sup> La préoccupation de Charles

*magistro Johanni de Villameray....Super preficiendo aliquo, ut scripsistis, ad quem de negotiis nostris possitis habere recursum et eum consulere, volumus quod requiratis ballivum Andegavie..* » De Boüard, *Actes....op. cit.* n° 914.

<sup>139</sup> Landais, *Le comté d'Anjou...op. cit.* p. 171-174.

<sup>140</sup> De Boüard, *Actes....op. cit.* n°859.

<sup>141</sup> La première mention émanant des archives angevines de Naples date du mois d'octobre 1266. De Boüard, *Actes...op. cit.* n° 9. Les Archives du Maine-et-Loire conserve cependant des document de 1264 (donc avant l'acquisition de la couronne de Naples) où Guillaume, chantre de Saint-Martin est déjà nommé clerc du comte d'Anjou. ADML G 677. f. 12.

<sup>142</sup> Joubert, « Les archives... » *op. cit.* p. 155-156, 161 ; De Boüard, *Actes....op. cit.* n°863. Il arrive que Jean de Villemaroy s'intitule trésorier de comte. De Boüard, *Actes....op. cit.* n°1061 (1277). Cela semble confirmer son rôle dans l'administration des finances.

<sup>143</sup> Guillaume chantres du chapitre Saint-Jean apparait en 1263 comme clerc du comte d'Anjou. Marchegay, « Chartes angevines... » *op. cit.* n° 7 p. 253-254. Nous avons déjà mentionné, le rôle du doyen du chapitre de

d'employer des gens qui avaient une connaissance solide du droit est attestable en Anjou aussi.

Charles Ier prit grand soin de la garde de ses villes et de ses châteaux. Dans nos sources, Angers et Les Ponts de Cé ont une importance particulière. Les gardiens de ces châteaux sont nommés directement par le souverain. La rotation et la durée courte du mandat sont un trait caractéristique. Hugues de Mesnil-Renard fut chargé au moins deux fois de cet office.<sup>144</sup> Hugues d'*Alumpna*, ancien bailli d'Anjou fut nommé gardien du château d'Angers en novembre 1274. Sa rémunération était assurée par le bailli s'éleva à une valeur de 10 sous par jour.<sup>145</sup> Cela représentait donc environ 180 livres par an, c'est à dire la moitié des revenus du bailli d'Anjou.

L'importance du château des Ponts de Cé sur la Loire fut souligné par les événements du début du siècle. Il assurait en effet le contrôle de la circulation sur la Loire et un passage principal des routes conduisant du sud vers le nord. Nous connaissons plusieurs mandements spéciaux de Charles d'Anjou qui mentionnent le gardien du château des Ponts de Cé.<sup>146</sup>

Si nous sommes attardé un peu plus longuement sur l'administration de Charles Ier d'Anjou, c'était pour montrer que malgré l'absence du prince et ses ambitions politiques très lointaines, l'Anjou n'était pas moins important aux yeux du souverain. Les innombrables mandements et lettres de Charles d'Anjou témoignent que le souverain était lui-même l'âme de cet appareil d'administratif.

Enfin, nous aimerions poser la question de la circulation des hommes au moins au sein de l'administration, entre les provinces de Charles Ier. Malheureusement, nous avons beaucoup de difficultés pour accéder à une connaissance aussi précise. La présence des provençaux en Anjou reste encore à démontrer. La famille de Mesnil-Renard que nous connaissons à partir du gardien du château d'Angers était vraisemblablement originaire de la Provence. Plusieurs Angevins figurent parmi les

---

Saint-Martin auprès de l'administration. Jean de Boulay chantre de Saint-Laud, professeur de droit, apparaît dans nos sources à la fin de 1276. De Boüard, *Actes*....op. cit. n°1016, 1022.

<sup>144</sup> Pour la première fois entre juin 1269 et octobre 1269 ensuite à partir de juin 1270. De Boüard, *Actes*....op. cit. n°124, 244. Il était gardien du château en novembre 1274 aussi. Joubert, *Les archives*... op. cit. p. 155. En 1277 le nom d'un autre capitaine du château (*castellanus*) Hugue Gallonus nous parvient. De Boüard, *Actes*....op. cit. n°1032.

<sup>145</sup> De Boüard, *Actes*....op. cit. n°159.

<sup>146</sup> Le gardien s'intitulait capitaine. A partir du décembre 1269 pendant cinq mois c'était Richard Maderio Joubert, *Les archives*... op. cit. p. 161, ensuite à partir d'avril 1270, Théobald de Pinu remplit ces fonctions. De Boüard, *Actes*....op. cit. n°218. Lambert de Salvaneto est nommé custos des Ponts de Cé en mars 1276. *Ibid.* n° 910.

officiers provençaux de Charles Ier.<sup>147</sup> Gilles de *Camera* et sa femme, qui étaient gardiens des Halles d'Angers à partir de 1270, arrivaient de la Provence.<sup>148</sup>

Nous ne savons pas que parmi les Angevins qui accompagnaient Charles Ier en 1254 en Provence combien étaient ceux qui arrivaient de la ville d'Angers.<sup>149</sup> En ce qui concerne les Angevins à la cour de Naples, nous avons également des mentions.<sup>150</sup> A notre avis nous ne prenons pas trop de risques en disant que les témoignages précis des échanges des officiers ne représentent qu'une partie faible de la quantité réelle de ces échanges.

Grâce à sa situation géographique, l'Anjou ne fut pas trop secoué par les troubles politiques que Charles d'Anjou connut à partir du début des années 1280. Les problèmes du roi de Naples étaient pourtant graves. Le royaume d'Aragon bouleversa profondément l'équilibre de la partie occidentale de la Méditerranée. Les hostilités entre le roi angevin et l'Aragon se déroulèrent loin de notre comté et eurent, selon nos sources, peu de conséquences en Anjou.<sup>151</sup> En ce qui concerne la rançon des princes angevins pris en otage en 1285 nous aimerions bien avoir des informations dans les sources angevines mais il en existe très peu. Il s'avère pourtant que certaines barons angevins contribuèrent au versement de la somme demandée.<sup>152</sup> Ce service fut récompensé par Charles II.

<sup>147</sup> De Boüard, *Actes*....op. cit. n° 123, 129, 253..

<sup>148</sup> De Boüard, *Actes*....op. cit. n° 184, 188.

<sup>149</sup> *RHGF* t. XXII. p. 192.

<sup>150</sup> Il est connu que Paul Durrieu dressa une liste, aussi exhaustive que possible, des français présents à la cour de Naples durant le XIIIe siècle. Durrieu, op. cit. t. II. Les noms qui rappellent expressément une origine angevine sont: Pierre de *Andegavia*, valet de l'Hotel en 1274 ; Jehannot d'Anjo domestique de l'Hotel en 1278 ; Henri de *Andegavia*, homme d'arme en 1272; *Benedictus de Andegavia*, homme d'arme en 1280 ; Radulphe d'Angiers, homme d'arme entre 1276 et 1279; et peut être Macé *Agevinus*, domestique de l'Hotel entre 1276-1279. *Ibid.* t. II. P. 272. Durrieu mentionne ensuite le trésorier de Charles Ier un certain Pierre Bodin qui était d'origine angevine. *Ibid* t. I. p. 106. Henri Coutin originaire d'Angers était un valet dans la cour de Naples Fillangieri, *I regisri*...op. cit. t. XIX p. 267. Nous connaissons également un maitre cuisinier à la cour de Naples: Pierre Coupechol. De Boüard, *Actes*....op. cit. n° 631. L'entreprise de Durrieu resta pourtant inachevée dans le sens où l'auteur voulait publier dans une deuxième partie les noms de ceux qui accompagnèrent Charles lors de la prise de la couronne au milieu des années 1260. André Joubert publia quelques suppléments à cette liste dans le *Revue de l'Anjou* toujours au XIXe siècle.

<sup>151</sup> Une participation des angevins dans la guerre contre l'Aragon est pourtant attestable. Dans certain cas, l'évêque d'Angers contribua à leurs dépenses. *CNG* art. 212, 216.

<sup>152</sup> Maurice V de Craon figure dans une obligation contracté par Edouard Ier roi d'Angleterre envers Alphonse d'Aragon pour obtenir la liberté de Charles II d'Anjou. Le baron angevin faisait partie des quatre otages qui devaient être fournis si le roi d'Angleterre traversait la mer. Brousillon, *La maison de Craon*....op. cit. n° 340 p. 225. Un autre document appartenant aux Archives de la maison de Craon, nous indique que Maurice prêta 2000 marcs d'argent pour la rançon de Charles II. *Ibid.* n° 341. P. 225.

Si le règne de Charles II commence en Anjou en 1279 quand il y apparut pour la première fois et émit des ordonnances au nom de son père, ses séjours ne furent pas plus fréquents. La cause principale en est évidemment son règne court en tant que comte d'Anjou et les années immobilisées par sa détention en Aragon.

En 1290, Charles II abandonna ses possessions de l'Anjou et du Maine. Les deux comtés faisaient partie de la dot de sa fille Marguerite qui épousa Charles de Valois le frère du roi Philippe le Bel. Pour les Angevins de Naples cela représentait l'occasion de concentrer leur politique dans la Méditerranée, même au prix de l'abandon des territoires qui servaient d'un appui financier.<sup>153</sup> La mainmise sur l'Anjou représentait pour Charles de Valois une ressource considérable qui allait accroître considérablement ses revenus.

Enfin pour l'Anjou et le Maine ce passage représentait, à notre avis un état intermédiaire sur le chemin qui le ramenait à la couronne française.

A mi-chemin vers la Couronne française. Le règne de Charles III de Valois.

L'Anjou connut en 1290 un nouveau comte, issu, lui aussi, de la prestigieuse famille des Capétiens.<sup>154</sup> Contrairement à ce que l'on a vu dans le cas des Angevins de Naples, l'Anjou et le Maine représentaient une pièce très importante dans les domaines de Charles de Valois. Le comte d'Anjou s'enrichissait ensuite au début des années 1290 des comté d'Alençon et de Chartres.

Le frère de Philippe le Bel disposait d'un avantage appréciable: il avait de très bonnes positions à la cour du roi. Nous devons souligner cependant que le comté n'était plus considéré comme une entité entièrement séparée de la Couronne française. Charles, du fait de ses relations avec son frère reçut certes les mêmes droits que

---

<sup>153</sup> Nous pouvons percevoir l'importance de l'année 1290, et surtout les préférences de la cour de Naples à travers les héritages désignés aux enfants de Charles II d'Anjou. Comme nous venons de l'indiquer, Marguerite reçut l'Anjou. Aussi, le comté sortait de « l'empire » des angevins de Naples. Quelques années plus tard, en mars 1294, Charles II offrit à son gendre, Charles de Valois toutes ses maisons à Paris. « *quicquid iuris, proprietatis, et usus habebamus in domibus nostris de parisiis cum pertinentiis earundem* ». AN J 377/A f. 1. Cela prouve également que Charles II voulait se débarrasser de ses possessions dans le royaume de France. Dans d'autre sens, à partir de 1290 (l'année de la mort de Ladislas IV gendre de Charles Ier d'Anjou), la cour de Naples commença à revendiquer la couronne du royaume de la Hongrie pour Charles Martel, fils aîné de Charles II. Kristo, op. cit. *L'histoire de la Hongrie médiévale. Le temps des Arpád*. ...op. cit.

<sup>154</sup> En 1290 le principe de la réversibilité des apanages à la couronne était encore assez souple. Ce n'est qu'à partir de 1314 que les apanages retournèrent à la monarchie française dans le cas où l'apanagiste mourrait sans héritier direct mâle. Guillot et Rigaudière et Sassier, *Pouvoirs et institutions*...op. cit. p. 133.

jouissaient les Angevins de Naples mais dans certaines cas cela nécessitait une concession royale. Les droit d'amortissement de ses domaines lui furent reconnu par son frère en 1291.<sup>155</sup> En 1293 il obtenait le droit de garde de toutes les églises de son domaine sauf les cathédrales d'Angers et du Mans. En 1297 il était qualifié pair de France par le roi Philippe le Bel.<sup>156</sup>

Charles de Valois ne fut pas un comte moins ambitieux que ses prédécesseurs. Défendant l'héritage de sa mère Isabelle d'Aragon il songea longtemps à la Couronne aragonaise. Il y renonça définitivement en 1301 seulement. Le début du XIV<sup>e</sup> siècle représenta pour Charles l'ouverture des grands projets politiques. En 1301 il partit en Italie pour faire la guerre aux côtés des Angevins et du pape. Ses interventions dans les villes italiennes ainsi à Florence ne lui assurèrent pas une grande popularité dans la péninsule.<sup>157</sup>

Le second mariage de Charles, en 1301, avec Catherine Courtenay ouvrit une autre dimension à ses projets. Il est intéressant de voir que Charles est le deuxième comte d'Anjou dans l'espace de moins de cinquante ans qui songea à la Couronne impériale de Constantinople. Si les moyens et les situations des deux comtes étaient différents, le résultat ne différa pas pour autant.

Pendant ces années, Charles de Valois fut également occupé par son service auprès de son frère dans les guerres de Flandre. Cela montra ses qualités excellentes en tant que chef de l'armée.

Si les aventures lointaines de Charles de Valois ne concernaient pas l'Anjou, les interventions du comte dans les guerres de Flandre entraînèrent la participation active des vassaux angevins.<sup>158</sup>

Les notables et le haut clergé du comté ont désormais accès aux affaires politiques du royaume. Au moins c'est ce que nous suggère l'affaire des Templiers et la participation de l'évêque et des barons à des assemblées appelées plus tard Etats Généraux.

---

<sup>155</sup> Ce droit représentait un part important des revenus du comte après les années 1270. L'administration de Charles d'Anjou, certes un peu tard, traitait parfois des affaires qui remontaient à une vingtaine d'année pour acquérir des droits d'amortissement. Petit, Charles de Valois...op. cit. p. 269-272.

<sup>156</sup> AN P 1334 /1 f. 1. A partir de 1275 le comte d'Anjou figurait en compagnie du comte de Bretagne, comte de la Marche , comte de Nevers parmi les «*comites Majores post Pares*», donc à un niveau inférieur aux pairs (comte de Flandre, comte de Champagne, comte de Toulouse...) mais supérieur aux comtes en général (comte de Blois, comte de Saint-Paul, comte de Clairemont) ORF t. I. p. 305.

<sup>157</sup> Favier, *Philippe le Bel*...op. cit. p. 311-312.

<sup>158</sup> Marchegay, *Choix des documents inédits*..op. cit. n°24 p. 36-38

Quant à notre comté la paix ne fut pas interrompue par des menaces venues de l'extérieur. Cependant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle annonçait des troubles politiques intérieurs. L'opposition de la noblesse et des villes face à Charles de Valois est bien attestable dans le domaine des contributions financières exigées par le comte. Les relations de l'évêque d'Angers et du comte sont devenues également tendues. Les Angevins cherchaient à contrebalancer ces conflits avec un recours plus accentué au pouvoir royal. Cependant, l'interposition du roi dans ses relations n'eut qu'un succès limité. Si Charles de Valois assumait visiblement ses préférences politiques à la cour (voir par exemple ses interventions contre les légistes et tout spécialement contre Enguerrand de Marigny), il n'intervint pas directement dans les affaires du gouvernement royal même après le mort de son frère, Philippe le Bel.

Les relations administratives de Charles de Valois avec le comté d'Anjou étaient tout de même régulières. L'administration dont il hérita des Angevins de Naples fonctionnait d'une manière efficace sans avoir subi de changements radicaux.<sup>159</sup>

Si la mort de sa première épouse en 1301 éloigna un peu Charles de l'Anjou, c'est justement le fils né de ce mariage, Philippe de Valois qui hérita du comté en 1325 après le décès de son père. La succession ne posait aucun problème et en trois années, suite à l'élévation de Philippe sur le trône des Capétiens, la réunification de l'Anjou avec la couronne était achevée.

---

<sup>159</sup> Pour la liste des officiers du comte Charles de Valois nous renvoyons à l'œuvre de Joseph Petit. Petit, *Charles de Valois...* op. cit. p. 347-348. Il est à noter cependant que pendant son règne nous pouvons attester l'apparition de sous-baillis, dont les prérogatives et circonscriptions ressemblent bien à celles des anciens prévôts. Les relations entre ces deux offices ne sont pas toujours claires.

## **Deuxième partie**

### **La concurrence des pouvoirs dans l'espace urbain**



## **La concurrence des pouvoirs**

Dans ce chapitre nous voulons présenter la concurrence des divers détenteurs du pouvoir à l'intérieur de la ville. Cela doit comprendre évidemment un bilan des positions et des changements intervenus au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. Nous devons dire que les résultats d'une étude semblable sont limités par les déficits de nos sources. Rien qu'un tableau de la possession du sol urbain se heurte parfois des obstacles insurmontables. L'espace urbain qui ressemble à une mosaïque de seigneuries connaît un morcellement féodal impressionnant. Pour en donner un exemple concret, il arrive qu'une seule maison se trouve à moitié sur le fief de l'hôpital Saint-Jean et à l'autre moitié sur le fief de l'abbaye Saint-Aubin.<sup>160</sup>

Mis à part le bilan foncier nous voulons indiquer l'importance de divers établissements à travers quelques événements ou faits notables. Enfin nous tenons à signaler l'apparition de nouveaux établissements et les conséquences de leur installation.

### **Le pouvoir du comte**

Angers figure parmi les rares villes de l'Anjou qui appartenaient directement au comte d'Anjou. Si le sol urbain était partagé, parfois, à l'image d'une mosaïque des fiefs, le comte (ou le roi) gardait un contrôle incontestable sur l'ensemble de la ville. Nous voulons parcourir ces structures foncières.

---

<sup>160</sup> ADML 1 Hs B 24 f. 23.

En ce qui concerne le domaine propre du comte dans la ville nos informations sont souvent déficitaires. La cause principale en est l'absence totale de censiers qui auraient traité des habitants et des immeubles du domaine du comte. Nos connaissances sont affaiblies d'une part par le fait que la majorité écrasante de nos actes sont issue des archives ecclésiastiques où le domaine du comte apparaît très rarement et dans un contexte secondaire. Nous renvoyons ici à un exemple révélateur: les actes des archives de l'hôpital Saint-Jean n'indiquent que trois fois le domaine du comte dans les opérations immobilières et ne dénomment que la Folie, le pont, et l'aire devant le château où le comte aurait été seigneur (parmi d'autres) du terrain urbain.<sup>161</sup> En contrepartie le censier de l'hôpital Saint-Jean rédigé vers 1240 indique une série d'immeuble où l'aumônerie paye un cens au roi en reconnaissance de ces droits.<sup>162</sup> Malheureusement la situation des immeubles en question n'est pas précisée.

Nous savons également à partir des rares mentions des contrats immobiliers que le comte avait des possessions à la porte Angevine et dans une marge étroite le long de la Cité.<sup>163</sup> Le comte avait également un domaine au port Annonez.<sup>164</sup> Les revenus de cens indiqués dans un document comptable daté de 1288 nous amènent à découvrir des fractions de domaine dans la rue Baudrière.<sup>165</sup> Si autrement les signes directs sont rares, l'absence des mentions de fiefs ecclésiastiques dans plusieurs secteurs de la ville nous conduit à voir le comte comme un seigneur direct non négligeable malgré le fait que les établissements ecclésiastiques avaient une position favorable due à une série de donations lors des siècles antérieurs.

Nous voulons indiquer enfin, qu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle (1312) le comte acheta des rentes sur plusieurs maisons dans la rue Baudrière.<sup>166</sup> C'est la première fois que nous voyons le comte acquérir des rentes dans la ville. En 1325, Charles de Valois acheta des rentes d'une valeur de 45 livres (rente de quatre livres par an) dans la Doutre.<sup>167</sup> Dans tous les deux cas il s'agit d'un secteur économiquement important.

<sup>161</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 25; ADML 1 Hs B 23 f. 2; ADML 1 Hs B 24 f. 8.

<sup>162</sup> ADML 1 Hs B 188 f. 34 v°.

<sup>163</sup> ADML 1 Hs B 48 f. 1; Comte, *L'abbaye Toussaint...* op. cit. n° 10.

<sup>164</sup> CHSJ n°35.

<sup>165</sup> BMA ms. 977 f. 4.

<sup>166</sup> AN J 178 n°81.

<sup>167</sup> AN J 178 n°99.

Nous ne pouvons pas écarter entièrement l'idée que le comte agit par là dans un but d'acquérir des positions plus fortes dans la ville.<sup>168</sup>

Le morcellement de la justice est encore plus complexe. Le démembrement du pouvoir justicier du comte s'est opéré d'une manière différente de l'inféodation. Si l'étude des chartes concernant les campagnes confirme souvent la fameuse règle de « fief et justice n'ont rien de commun »<sup>169</sup> nous devons être prudents dans l'espace urbain. A première vue, le morcellement des droits de justice suit le partage des fiefs. C'est ce que confirment les nombreux actes de transactions immobilières où la *vicaria* est réservé au seigneur du terrain. Ce serait pourtant une entreprise impossible de mener une enquête afin de dépister les limites des droits de juridiction.

Nous avons cependant des doutes sérieux concernant la possession de la haute justice par chaque seigneur. Dans certains cas où elle est mentionnée expressément nous avons plus de certitude. En 1258 Charles d'Anjou concéda une charte au profit du chapitre Saint-Maurice qui mentionne expressément que les chanoines avaient la basse et la haute justice dans les maisons cédées par le comte.<sup>170</sup> En dehors de ces maisons la justice est très morcelée. Si les chanoines avaient des droits de justice concernant leur « *familia* », le droit de poursuivre des criminels ainsi que les cas de meurtres, de rapt et de l'incendie appartenaient au comte. Nous avons d'ailleurs d'autres exemples où les officiers du comte intervenaient lors des délits. L'intrusion violente des agents du prévôt dans le couvent des frères prêcheurs en 1305 visait également l'arrestation de criminels présumés.<sup>171</sup> Nos indices laissent croire que la justice de la voirie appartenait au comte, même dans la Cité.

#### La part de la ville dans les recettes du comte.

Suite à l'inexistence des livres rentiers ou des censiers de la part du comte, nous n'avons pas une idée précise de ses revenus concernant les rentes et les diverses tenures

<sup>168</sup> Ce n'est pas la première preuve de voir Charles de Valois reprendre des positions „stratégiques” en Anjou. Nous pensons notamment à l'échange faite avec l'abbaye de Fontevraud qui lui permit de mettre la main sur un carrefour très important de la Loire, les Ponts de Cé.

<sup>169</sup> D'Espinay, *Le droit de l'Anjou*..op cit. p. 10.

<sup>170</sup> „cum omnia justicia alta et bassa super onio delicto in dictis domibus” AN J 178 f. 27.

urbaines. Nous pouvons cependant imaginer qu'à l'exemple de l'hôpital Saint-Jean, plusieurs établissements ecclésiastiques tenaient des biens immobiliers dans le domaine du comte en contrepartie d'un cens dérisoire. Cela suppose que les revenus directs du comte provenant de la transmission des biens immobiliers sont inférieurs à la proportion réelle de son domaine urbain.

A notre avis, l'essentiel des revenus du comte doit donc être cherché ailleurs. D'abord nous proposons de nous orienter vers des prélèvements d'origines seigneuriales.

Un impôt direct qui devait frapper une bonne partie de la population fut la taille (*tallia*). Nous avons bien dit une partie seulement car nombre de personnes étaient exonérées. Un exemple brillant vient de nouveau des archives de l'hôpital Saint-Jean. L'aumônerie prépara en effet une liste des personnes exemptées de la taille lors du règne de Charles d'Anjou.<sup>172</sup>

En ce qui concerne la taille, à l'origine, il s'agit d'un prélèvement seigneurial, une marque de sujétion assignée à des personnes et non à des biens. Par conséquent elle représentait une certaine dépendance, non seulement dans les villages mais à Angers aussi. Il est tout de même intéressant de voir que nos sources ne mentionnent pas la taille avant le règne de Charles d'Anjou bien qu'elle devait exister auparavant. Nos informations datent donc d'une époque où la taille est déjà en voie de disparition aussi bien à Angers que dans des lieux et des régions voisines<sup>173</sup>. Le montant de la taille est ensuite inconnu jusqu'à la fin du XIIIe siècle. Suivant le témoignage d'un document de 1258 le montant de la taille fut réparti en plusieurs catégories. Le chapitre Saint-Martin avait le droit de choisir un percepteur de banvin parmi les bourgeois d'Angers qui payaient moins de 50 sous de taille.<sup>174</sup> Le versement bi-annuel d'un montant fixe de 1000 livres est racheté ensuite par les Angevins. En 1295, ils payèrent 6000 livres pour la remise.<sup>175</sup>

---

<sup>171</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*..op. cit. p. 189-190.

<sup>172</sup> ADML 1 Hs B 28.

<sup>173</sup> A Chartres le comte exigeait la taille jusqu'à la fin du XIIIe siècle (1297). Chédeville, *Chartres*...op. cit. 298, 496-497. Dans les villes de Bretagne la taille disparut également vers la fin du XIIIe siècle. Leguay, *Les villes bretonnes*..op. cit. p. 131-132. En ce qui concerne l'Anjou à Châteauneuf-sur-Sarthe (domaine de la maison de Craon) la taille disparue en 1284 contre une rente annuelle de 60 livres. Marchegay, *Choix des documents inédits*..op. cit. p. 46-47.

<sup>174</sup> AN J 178 n° 27.

<sup>175</sup> BNF coll. TA n°3405.

Deux choses se voient clairement. Déjà avant 1295, nous ignorons d'ailleurs quand, la taille avait perdu son caractère arbitraire et devint en effet un abonnement.

Deuxièmement, nous pouvons préciser le moment de la disparition de la taille, qui comme on l'a vu correspond parfaitement à l'arrêt de pareilles exactions à Chartres. Nous ajoutons rapidement que les deux villes appartenaient à ce moment là à Charles de Valois. La politique du comte se laisse observer dans un sens plus large. Charles de Valois se servit des sommes de rachat de la taille pour accumuler une réserve de liquide très important. La différence entre Chartres et Angers ne doit pourtant pas être passée sous silence. Si Chartres a dû verser 400 livres de taille par an, la ville racheta cette somme deux fois plus chère c'est à dire à 12000 livres tandis qu'Angers ne versa que 6000 livres pour l'équivalent de 500 livres de taille par an.<sup>176</sup> La solution fut donc nettement plus avantageuse pour les Angevins.

Les revenus issus de l'exercice de justice doivent être importants vu que le comte détenait la haute justice dans une partie importante de la ville.

Au niveau de certaines redevances ou taxes de caractère banal le comte n'avait point de revenus à Angers. Le banvin fut supprimé déjà en 1135.<sup>177</sup> Les moulins n'apportaient rien à notre connaissance.

Le montant précis des revenus annuels du comte et leur répartition, nous échappe encore en général à l'exception de quelques années. Ce fait nous prive évidemment de dresser une courbe qui serait capable de représenter le développement des revenus comtaux sur la ville. Au cours de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle nous n'avons que deux années, 1234 et 1238 qui fournissent certains détails. Le *compotus ballivorum et praepositorum regni Franciae* contient pour l'année 1234 les comptes de Pierre Baron bailli d'Anjou et du Maine.<sup>178</sup> Il faut avancer que ce document fut rédigé pour une période de six mois seulement et les sommes qui sont indiquées dans le registre du compte concernent tout l'Anjou, ainsi la part de la ville reste pratiquement indéchiffrable. Nous avons pourtant à indiquer quelques signes intéressants. Ainsi la prévôté d'Angers qui fut vraisemblablement affermé comme le montant des recettes (700 livres), fournit une somme arrondie regroupant des redevances seigneuriales ainsi qu'une bonne partie des revenus de la justice. Par rapport aux 700 livres indiqués à

<sup>176</sup> Cf. Chédeville, *Chartres...* op. cit. p. 496-497.

<sup>177</sup> *ORF* t. IV. p. 632-634.

<sup>178</sup> *RHGF* t. XXII p. 576.

propos de la prévôté d'Angers, la somme de 82 livres et quelques deniers qui marque directement les revenus de la justice (*expleta*) du comté entier paraît très mince. C'est d'autant plus valable que nous avons un instrument de contrôle de 1288<sup>179</sup> où les produits de la prévôté d'Angers furent considérablement inférieurs, voire la moitié, mais le total des *expleta* qui concerne uniquement Angers cette fois représentait six fois de plus (497 livres). Ce fait suggère donc que durant la période apanagiste les revenus de la justice étaient retirés du contrôle du prévôt au profit du bailli d'Anjou. Grâce à cette démarche nous avons une idée plus précise des produits de la justice au moins à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

Rajoutons qu'une information importante nous est parvenue sur l'étude des comptes de 1234. Il s'avère que le budget était chargé considérablement par les dépenses de la construction de l'enceinte et du château. Le bilan est négatif et se solde avec une dette importante de 2425 livres qui dépasse légèrement le total des recettes. Plus grave encore, plus de 90% des dépenses (4422 livres sur 4833) fut versé aux travaux de fortification d'Angers.<sup>180</sup> Aussi, pouvons-nous considérer cette année exceptionnelle.

Concernant les recettes ou les dépenses urbaines nous avons encore moins d'information des comptes d'un terme de l'année 1238 (Ascension-le 13 mai).<sup>181</sup> Les comptes du bailli Pierre Baron y sont moins riches en détails. La comptabilité reprend cette fois aussi une période d'environ six mois dont les recettes se soldent avec 1360 livres dont 625 concerne la prévôté d'Angers.

Malgré la pénurie des rendements des comptes et des informations des recettes urbaines du roi ou du comte à Angers nous avons un document très important qui date de l'époque de Charles II et qui, à notre connaissance, n'a pas été jusqu'ici exploité par les historiens angevins. Nous proposons de nous y attarder un peu plus longuement.

Il s'agit d'une source comptable représentant les revenus et les dépenses du bailli d'Anjou en l'année 1287-1288, plus précisément entre les termes de l'octave des

---

<sup>179</sup> BMA ms. 977 f. 4.

<sup>180</sup> RHGF t. XXII p. 576.

<sup>181</sup> RHGF t. XXI.

Toussaint 1287 (et le 8 novembre) et la fête de Saint-Jean Baptiste (le 24 juin) 1288.<sup>182</sup> La période représente donc un intervalle de sept mois et demi. L'importance de ce document est incontestable à plusieurs égards. Premièrement, à travers son existence nous avons une idée relativement claire des structures et des valeurs des recettes du comte ainsi que de ses dépenses à un moment qui précède le changement politique à la tête de l'Anjou. Autrement dit, nous avons la chance de voir la valeur de l'héritage de Charles de Valois sur le plan fiscal. Il est d'autant plus intéressant que nombre d'historiens ont souligné l'importance de l'Anjou dans les soutiens financiers de Charles de Valois tout en ignorant la situation initiale.<sup>183</sup>

Rajoutons deuxièmement que la répartition des comptes permet de voir plus près, pour la première fois au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, les revenus du comte qui peuvent être liés directement à la ville.

Voyons d'abord la subdivision des comptes et les soldes indiqués. Il est important de savoir que le document ne contient pas toutes les recettes du comte en Anjou, celles de la prévôté de Baugé font défaut. Le total des recettes représente ainsi 3610 livres 1 sou et 9 deniers.<sup>184</sup> Le classement suit une logique géographique qui permet de séparer les revenus à partir des chefs lieux de prévôtés. Pour Angers le document indique 1982 livres 9 sous c'est à dire 55% du total. A comparer les revenus qui concernent Saumur ne font que 928 livres 8 sous et 4 deniers qui représentent 25 % du total.

Cependant, il faut bien voir qu'Angers représente là, non seulement une ville mais un chef lieu d'administration. Une part non négligeable des recettes concerne la circonscription entière. Parmi ces articles, les recettes de la prévôté sont indiquées d'abord. Cela fait 333 livres 6 sous et 8 deniers. Il doit comprendre les produits de certains prélèvements seigneuriaux, les rentes et les cens urbains (faute d'indication ultérieure), et une partie des droits de justice. La somme précise suggère la conclusion que la prévôté n'était pas affermée à ce moment là et la somme correspond aux produits réels de l'office.

<sup>182</sup> BMA ms. 977 f. 4. Nous avons fait une analyse lors du conférence des jeunes médiévistes en mai 2003 à Szeged. La version publié figure dans le tome: *Kozepkortortenei tanulmanyok*, sous la dir. de B. Weisz, p. 23-32.

<sup>183</sup> Petit, *Charles de Valois*..op. cit.

<sup>184</sup> Acomparer avec les chiffres ce que l'on a au des années 1234 et 1238, le montant est visiblement plus élevé.

Nous avons une idée précise des revenus de sceaux perçus à Angers. Toutefois le registre les sépare en deux. L'article des bénéfices « *de sigillo* » indique 56 livres et 10 sous pour une période de six mois c'est à dire entre le terme de Toussaint 1277 et l'Ascension-le 6 mai en 1288. La rédaction des actes, « *scriptura litterarum* » rapporta encore 15 livres pendant la même période. Une comparaison avec Saumur y est toujours valable. A propos de la seconde ville angevine le document signale une somme de beaucoup inférieure, 24 livres pour les droits de sceau sans indiquer d'autre catégorie. Si l'importance de ces revenus reste légère par rapport au total, la prépondérance d'Angers y apparaît clairement.

Quant aux prélèvements de caractère économique les comptes fournissent des détails précieux. Le comte avait un revenu considérable issu des foires angevines. Pendant la période indiquée, deux foires avaient lieu à Angers (foire de 6 décembre et de mi-carême). Elles rapportaient l'une, 200 livres l'autre 214 livres 7 sous. Ces sommes stables nous conduisent à estimer à un montant comparable la troisième foire, cette fois non-indiquée. Les trois foires angevines présument donc un revenu de plus de 600 livres. Nous avons à indiquer ensuite un article distinct mais qui se rattache quand même aux revenus de foire. Il s'agit des droits d'étalage (*stallagium*) dont le rapport est tout de même insignifiant. Quatre livres et demi était encaissées pendant les deux foires indiquées dans notre source.

Il s'avère que le comte gardait le contrôle des poids et des mesures qui lui rapportaient 60 livres d'après les comptes ce qui équivaut à un revenue annuel de 120 livres environ.

Des droits perçus à la porte de la poissonnerie appartenaient également au comte. Cela représente une somme identique c'est à dire 120 livres par an.

Des prélèvements concernent également le travail sur la peau. L'écorcherie (*escorcheria*) d'Angers dont nous ne connaissons pas l'emplacement mais son existence seulement à travers notre document, rapporta 24 livres pour l'année entière.

Certaines taxes indiquées dans le registre nous laissent dans l'incertitude. Le *buffetagiū* qui doit être une taxe sur la vente de vinaigre est énumérée parmi les droits de sceaux. Le montant est d'ailleurs peu important c'est à dire 8 livres et 12 sous. Le *butagiū* qui rapportait la somme modique de 38 sous doit couvrir l'impôt sur la vente



de vin en fût.<sup>185</sup> Nous ne savons pas dans quelle mesure elle était assignée sur la population urbaine alors que les habitants d'Angers avaient déjà obtenu des exemptions sur le commerce de vin durant la première moitié du XIIe siècle.

Nous pouvons enfin conclure que les revenus du comte issus de l'activité commerciale dans la ville ne sont pas négligeables à la fin du XIIIe siècle. Sur l'échelle d'un an, elles sont proches de 900 livres. Rajoutons qu'à Saumur aussi le comte avait des ressources importantes liées à l'activité commerciale même si le total est visiblement inférieur.<sup>186</sup>

Nous avons à indiquer ensuite l'importance des revenus judiciaires qui apparaissent sous le terme « *expleta* ». Cela représente 495 livres seuls pour la circonscription d'Angers. L'augmentation de la somme est frappante par rapport à ce que l'on a eu un demi-siècle auparavant.

Les revenus féodaux ainsi les services du par les vassaux qui se lient à la circonscription d'Angers sont tout à fait négligeables dans notre document.

Pour finir nous avons à indiquer une somme plus importante, l'impôt des juifs d'Anjou qui fit 333 livres sans compter la contribution des juifs de Baugé.

Les trois documents comptables cités en haut semblent confirmer que les positions du comte se sont considérablement améliorées au cours du XIIIe siècle dans le domaine de la justice et du commerce. En ce qui concerne une estimation des revenus annuels du comte nous ne risquons qu'une timide tentative d'évaluation pour la fin du XIIIe siècle. Nous sommes obligés d'être prudent car une démarche qui multiplie tout simplement par deux la somme reçue des comptes de 1288 serait complètement erronée. Le rédacteur du document indique plusieurs fois que le montant cité n'a qu'un seul terme annuel. Nous devons présumer que suivant cette logique certains droits et chiffres nous échappent également. La taille n'est pas indiquée non plus dans le registre bien que nous sachions bien qu'elle existe encore mais elle n'était assignée que tous les deux ans. Cela nous amène à présumer des sommes muables qui doivent tout de même dépasser 3000 livres pour Angers et la prévôté d'Angers.

---

<sup>185</sup> Interprétation basée sur celle du dictionnaire Niermeyer.

<sup>186</sup> Le comte avait des revenus du commerce de poissons de la viande et du pain. La foire de Saint Florent lui rapportait plus de 220 livres. Nombre de maison auprès des halles appartenaient également au comte d'Anjou. BMA ms. 977 f. 4.

Ces recettes ne sont pas négligeables et constituent un arrière fond financier pour les princes angevins. Les revenus du comté et ceux d'Angers sont assignés plusieurs fois pendant le règne des princes apanagistes.

Nous connaissons également qu'en 1301 Charles de Valois a assigné 1000 livres sur la recette d'Angers à Eude le Brun de Verneuil.<sup>187</sup>

### Les revenus casuels

Des revenus exceptionnels du comte sont également visibles dans nos sources. Ils émergent durant les années 1230 et sont liés expressément au financement des travaux de construction de l'enceinte. Les comptes du bailli Pierre Baron signalent en 1234 une contribution de 500 livres de la part des habitants d'Angers.<sup>188</sup> Il n'est pas trop hasardeux de présumer que ce ne fut pas le seul moment où les Angevins durent payer un impôt occasionnel. Nous sommes au courant d'autres impôts parfois indirects durant cette période. Le roi de France exigea à partir de 1230<sup>189</sup> une contribution d'un sou par arpent de vigne ou de près et de six deniers par arpent de terre arable. Chaque opération commerciale fut chargée d'un impôt de quatre deniers par livre répartis équitablement entre le vendeur et l'acheteur. Chaque échange d'un muid de blé fut chargé du paiement d'un sou et les transactions de sel entraînaient le versement de six deniers par muid. Ces ordres concernaient pendant deux ans tous les habitants de la quinte d'Angers y compris les hommes des fiefs ecclésiastiques.

Nous voyons donc bien que les Angevins devaient participer activement au financement des travaux de construction de l'enceinte.

Après une période de silence, l'époque apanagiste nous fournit de nouveau quelques informations sur des impositions non-régulières sous forme de l'aide. En 1272, Charles d'Anjou exigea l'aide des habitants du comté entier.<sup>190</sup>

Un conflit grave éclata cependant à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle quand Charles de Valois voulut imposer lui aussi une aide aux habitants d'Angers. Si cette contribution fut finalement admise par les angevins sous forme de fouage, nous devons signaler un débat long qui ne prit fin qu'en 1310. Les habitants d'Angers acceptèrent alors le

<sup>187</sup> Petit, *Charles de Valois*, op. cit. p. 316.

<sup>188</sup> *RGHF* t. XXII p. 576.

<sup>189</sup> BMA ms. 683 f. 240.

payement de quatre sous par feu exceptés les pauvres. Il s'agit d'une imposition unique.<sup>191</sup>

Si les informations sur les impôts extraordinaires nous parviennent de temps en temps nous n'avons pas de trace des emprunts forcés concernant la ville. Nous savons pourtant que dans d'autres provinces Charles d'Anjou s'appuya souvent sur les prêts des communautés urbaines. Nous sommes également informés que la noblesse angevine consentait régulièrement des crédits à Charles Ier d'Anjou. En absence de conflits de nature financière, les nombreux ordres de payement du comte adressés au bailli d'Anjou ne confirment pas explicitement la réputation de Charles d'être toujours en dette envers ces créanciers.<sup>192</sup> Au contraire le comte s'avère plutôt soucieux de rembourser. Si l'Anjou était une importante base financière de Charles vu les crédits, la part de la ville y est sans doute négligeable. Ajoutons que Charles préférait à s'adresser à des établissements ecclésiastiques d'angers pour fournir de crédits.<sup>193</sup>

### Le symbole du pouvoir royal. La construction de l'enceinte et du château

Après avoir vu les bases financières du comte d'Anjou dans la ville nous proposons de jeter un coup d'œil sur l'œuvre majeur du pouvoir royal qui symbolise bien l'essor d'une dynastie nouvelle. Les travaux de la première moitié du XIIIe siècle déterminèrent ensuite les cadres de la vie urbaine pendant des siècles. Nous devons cependant séparer en deux les interventions architecturales.

#### Le château

L'ancien château des comtes d'Anjou reçut une forme complètement nouvelle au cours des années 1230. Nous ne prétendons pas donner ici une description

---

<sup>190</sup> BNF ms. fr. 14538 f. 113 v°

<sup>191</sup> (Le comte) "*habeat unica vice in ville et civitate andegavense foagium videlicet a quolibet foco quatuor solidos menete predicta unica vice solvendos*" AN J 179 f. 90.

<sup>192</sup> Charles avait l'habitude d'emprunter de sommes considérables à des villes du royaume de France. Souvent, elles n'étaient que partiellement remboursées. Sivéry, *Saint Louis*....op. cit. p. 569-571, 574.

<sup>193</sup> L'abbaye de Ronceray fut créancier du comte au début de son règne. Voir infra. L'abbaye Saint-Aubin consentit un crédit de 1000 livres que le comte remboursa en février 1277. De Boüard, *Actes*...op. cit. 1032.

exhaustive comme d'excellents historiens et archéologues angevins l'on déjà fait.<sup>194</sup> Nous nous bornerons plutôt dans nos observations à souligner l'importance des travaux et à présenter ses conséquences urbaines.

La première exigence que le nouvel édifice devait satisfaire était de nature militaire. La nouvelle situation politique que nous avons indiqué en haut mit l'Anjou et sa capitale dans une position défensive aux confins du royaume. Face à une éventuelle menace arrivant de l'Ouest le château avait davantage de fonction militaire que résidentielle. Le résultat fut impressionnant. Angers s'enorgueillit désormais d'avoir l'un des plus grands châteaux urbains de la France médiévale. Sa superficie représentait à 25000 mètres carrés. Dessinant un pentagone irrégulier, son périmètre de presque 1000 mètres fut flanqué de 17 tours robustes. Le château s'éleva à plus de 50 mètres au-dessus de la Maine, s'appuyant sur une falaise. Les deux entrées étaient fortifiées et constituaient des portes impressionnantes à double tours. L'une s'ouvrait toujours sur la Cité, l'autre, la porte des Champs donnait sur la partie extra-muros assurant ainsi une indépendance vis-à-vis de la ville. Le château était protégé par des fossés sur les cinq côtés du pentagone. Nous ne savons cependant rien sur une éventuelle protection complémentaire des portes à l'époque.<sup>195</sup>

L'espace intérieur fut complètement transformé suivant les aspects militaires. Ce réaménagement concerna le chapitre Saint-Laud qui fut par conséquent délogé du château malgré ses fonctions auprès du comte.<sup>196</sup> Nous rappelons cependant qu'à nos jours il y a peu de trace qui subsiste de ces constructions mis à part les murailles du château, transformées elles aussi au cours du XVI<sup>e</sup> siècle. Les interventions archéologiques témoignent pourtant une simplicité frappant de l'espace intérieur au cours XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>197</sup> Ajoutons que les grands travaux d'aménagement de l'intérieur du château datent de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne les matériaux de construction, les bâtisseurs se servirent en grande majorité de schiste ardoisier, qui fut complété par l'emploi de blocs de calcaire. Ce dernier est visible avant tout sur la porte des Champs construite en grande partie en

<sup>194</sup> Les travaux plus récents: Mallet, "La construction au château"..op. cit. ; Mallet, *Angers.Le château..op. cit.*

<sup>195</sup> Nous pensons notamment aux défenses avancées des barbicanes qui furent réaménagés ultérieurement aux exigences de l'artillerie. Ils figurent sur les dessins à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Mallet, *Angers.Le château..op. cit.*p. 33 et 38.

<sup>196</sup> Jacques Mallet y voit une preuve indubitable de la méfiance des capétiens à l'égard des chanoines. Mallet, *Angers.Le château..op. cit.*p. 16.

calcaire et sur les tours où il se laisse voir à intervalles réguliers. Nous soulignons cette dualité des matériaux de construction car leur emploi simultané n'est pas tout à fait évident. Tandis que le schiste ardoisier se trouvait pratiquement sur place, les carrières de calcaire se situaient beaucoup plus loin d'Angers. Pour les exploiter, il fallait remonter la Loire largement au-delà de Saumur en direction de Tours.<sup>198</sup> Cela nécessitait un déplacement de plus de 60 kilomètres.

L'emploi mixte de calcaire et de schiste permit introduire des aspects décoratifs dans la construction. Cet usage nécessitait pourtant une maçonnerie et mode de construction mixte comme l'a démontré récemment Jacques Mallet.<sup>199</sup> Cela nous amène déjà à la question de la durée des travaux. A la base d'une argumentation qui souligne la complexité des méthodes, Jacques Mallet a écarté la théorie de construction en dix ans. Nous ne pouvons rien apporter à ce débat à partir de nos documents. Nous devons cependant signaler la faiblesse d'une hypothèse qui détermine la durée des travaux en une décennie. Elle est basée sur le fait que la plupart des lettres de remboursement du roi datent de la période entre 1232 et 1242.<sup>200</sup> Ces textes pourtant ne font aucune mention de l'état des travaux. D'autre part l'écrasante majorité ne concerne que les années 1232 et 1234. En plus nous avons quelques actes semblables qui sont au contraire postérieurs et datent de 1259 et de 1262. Par conséquent nous penchons pour une solution qui prévoit une ouverture plus longue du chantier. Les années 1230 et 1240 durent être profondément concernées.

### L'enceinte urbaine

La construction d'une nouvelle enceinte urbaine fût l'autre entreprise impressionnante du pouvoir royal à partir de 1230.<sup>201</sup> Il s'agit pratiquement des travaux simultanés, qui devaient durer aussi longtemps que la reconstruction du château. Malheureusement dans ce cas aussi nous sommes livrés à la pénurie des sources. Il est étonnant que le siècle de la construction n'ait légué que des informations secondaires.

---

<sup>197</sup> DRAC 1996 p. 32.

<sup>198</sup> Cf. Le plan qui figure dans: Mallet, *Angers. Le château*..op. cit.p. 8.

<sup>199</sup> Mallet, "La construction au château" ..op. cit p. 113-114.

<sup>200</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit.

<sup>201</sup> Selon notre hypothèse, la décision royale date du début de 1230. Nous savons qu'en janvier Louis IX se trouva à Angers. Après des négociations avec l'évêque d'Angers il émit à son retour à Paris, en février 1230,

Pour avoir une idée plus claire du tracé de l'enceinte ainsi que des constructions défensives complémentaires nous avons à attendre la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Ensuite, la démolition des murailles à l'époque moderne nous a privé des vestiges monumentaux. Le tracé n'est représenté actuellement que par les boulevards.

Malgré ces faits, nous connaissons certains paramètres. L'enceinte avait un pourtour considérable. Elle parcourait les deux côtés de la Maine formant ainsi un cercle qui était percé par le courant du fleuve. Sur le côté gauche de la Maine, l'enceinte avait 2200 mètres de long sur le côté Doure elle n'en avait que 1600 mètres. La longueur totale fait 3800 mètres. L'enceinte était flanquée par des tours à un intervalle régulier, ce qui représente une vingtaine de tours sur la rive gauche et une douzaine dans la Doure. Sur ce côté elle avait deux ouvertures: la porte Lionnaise faisait entrer les arrivants de la direction de Chateaubriant; la porte Saint-Nicolas s'ouvrait sur la route de Nantes. Côté gauche de la Maine les portes étaient plus nombreuses. Renforcé par deux tours demi-circulaire la porte Toussaint s'ouvrait vers la route de Frémur, la porte Saint-Aubin et Saint-Julien communiquait avec Bressigny et avec le secteur des arènes, tandis que la porte Saint-Michel faisait entrer les arrivants de la route du Mans directement dans le secteur des Halles.<sup>202</sup> Le point vulnérable de l'enceinte le pont des Treilles fut coupé d'une communication avec la rive droite par la transformation de l'île Boisnet.

Concernant les matériaux de construction, la domination du schiste ardoisier en petit appareil est évidente. Les interventions archéologiques dirigées par François Comte sur l'actuelle place Mendès France montrent bien que le schiste était exploité sur place et le socle schisteux représente à la fois le fondement des murs. Cette méthode se laisse observer dans le cas du château aussi. L'excavation donc d'un fossé longeant les murailles côté extérieur permit d'acquérir des matériaux sans frais de transport supplémentaire. Grâce à cette méthode, il arrive parfois que la profondeur du fossé atteint sept mètres.<sup>203</sup>

Nous avons à signaler cependant que le sol réservait partout à Angers des stocks de schiste importants pour des travaux de construction. Des carrières sont signalées à la

---

l'ordonnance qui concerne les habitants de la quinte d'Angers. L'acquittement d'un impôt pendant deux ans fut exigé par le roi en vu de financer les travaux de construction. BMA ms. 683 f. 240. v. Les annexes.

<sup>202</sup> Mallet, „Les enceintes médiévales d'Angers”..op. cit. p. 251.

fin du XIII<sup>e</sup> siècle tout près de l'abbaye Saint-Serge.<sup>204</sup> Les interventions archéologiques ont également signalé des lieux d'extraction appartenant à l'abbaye Sanit-Aubin à l'intérieur de l'enceinte du XIII<sup>e</sup> siècle, à l'emplacement du futur logis Barrault.<sup>205</sup> Un peu plus loin de la ville, le domaine de l'abbaye Saint-Nicolas était également très riches en carrières. Les officiers n'étaient pas obligés d'aller chercher ces matériaux à Trélazé (une dizaine de kilomètres au sud d'Angers). Ce n'était pas tout à fait le cas, comme on va le voir bientôt, des aménagements de charpenterie.

La présence de matériaux sur place rendait les conditions beaucoup plus favorables. Avant tout elle réduisait les dépenses et la durée des travaux, ce qui explique en partie l'absence de mentions durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. En effet presque tous nos informations sur l'organisation du travail datent des années 1230.

Nous devons avancer qu'à Angers les travaux de fortifications sont entièrement aux mains du pouvoir royal. Les attestations de remboursements des expropriations témoignent que les ingénieurs du roi se souciaient peu de l'existence des fiefs ecclésiastiques, le tracé de l'enceinte ne répond qu'aux exigences techniques. Le résultat est que l'enceinte engloba sur les deux rives de la Maine les importants noyaux urbains. Les murailles se situent partout à la tête d'une élévation du terrain de telle manière que toute la ville intra-muros se trouva sur une légère pente descendant vers le fleuve. Par conséquent la ville entière fut contrôlable du haut des remparts. Cette conception répond à des exigences traditionnelles des fortifications urbaines.

Les dépenses royales furent malgré tout considérables. La seule année où nous avons des informations précises est de 1234 comme nous l'avons indiqué plus haut. Rien qu'une période de six mois absorbait plus de 4400 livres.<sup>206</sup> Ces dépenses lourdes furent vraisemblablement régulières pendant plusieurs années. Nous avons à signaler ensuite les dédommagements versés aux établissements ecclésiastiques sinistrés par les travaux de construction. Presque tous les établissements sur la tracée furent concernés. La somme la plus grande fut réclamée par l'évêque d'Angers. Il était lésé avant tout par

---

<sup>203</sup> DRAC 1999 p. 36-37. Nous signalons que la seule partie toujours visible de l'enceinte du XIII<sup>e</sup> siècle (à l'emplacement de l'ancien Hôtel de Ville) a des mesures impressionnantes. Les murs qui reposent sur un socle rocheux s'élèvent parfois à 8 mètres.

<sup>204</sup> Ils appartiennent à un manoir qui appartenait auparavant à l'évêque de Nantes. Le manoir est arrenté de nouveau par l'abbaye Saint-Serge „exceptis letis in quibus sunt effosse seu aperte lapicide”. ADML H 831 s.n. (1291)

<sup>205</sup> DRAC 1999 p. 34.

les conséquences de la construction du château. Plusieurs maisons de l'évêque ainsi que deux églises dans la Cité furent démolies. Leur destruction fut nécessaire pour l'excavation du fossé du château. Des matériaux de construction entassés pour la reconstruction de la cathédrale furent pris pour la construction de l'enceinte. L'évêque reçut du roi en 1232 neuf cents livres au lieu des 1500 livres réclamés.<sup>207</sup>

Nos sources rapportent que les officiers du roi n'hésitaient pas à saisir aussi les matériaux d'autres établissements ecclésiastiques pour réduire les coûts de l'entreprise. L'abbaye Saint-Aubin se plaignit d'avoir subi un préjudice du fait de l'abattage de bois dans ces forêts avant tout à Pouillé (près des Ponts de Cé) à *Guinesartum* et à l'Île Saint-Aubin (tout près d'Angers au confluent de la Maine et de la Sarthe). Les chars et les chalands de l'abbaye étaient également accaparés pour le transport des matériaux. L'abbé s'exprimait aussi contre la destruction d'une partie des murs de l'enclos de l'abbaye, des maisons, des vignes et d'un cimetière appartenant à l'abbaye. La somme réclamée s'éleva à 1600 livres mais le roi n'en versa cette fois que 600.<sup>208</sup>

Le chapitre Saint-Laud constitue un cas à part. La communauté des chanoines perdit ses maisons et deux chapelles qui se trouvaient au château d'Angers. Le déménagement et la construction d'un nouvel enclos leur imposèrent des frais importants. Toutefois, le roi ne tarda pas à dédommager les chanoines. En 1232<sup>209</sup> ils reçurent 28 livres une première fois et peu de temps après 300 livres avec des maisons et des vignes pour financer leur redémarrage. En 1242<sup>210</sup> le chapitre reçut de nouveau 200 livres toujours au nom d'un dédommagement à cause des pertes subies. Il est intéressant de voir les chanoines de Saint-Laud s'adresser encore une fois en 1262 au roi Louis IX dans le même but afin d'avoir une aide pour la fabrique de la nouvelle église.<sup>211</sup>

---

<sup>206</sup> RHGF t. XXII p. 576.

<sup>207</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t. II. p. 245-247.

<sup>208</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t. II. p. 249. Un passage du texte permet aussi de voir l'aménagement intérieur de l'enclos de l'abbaye: "*propter clausuram Andegavis, magnam partem vinearumstrarum et cimeterii nostri occupasset in fossatis que facta fuerant in dictis vineis et cimeterio; et propter dictam clausuram essent plures de domibus nostris dirute et muri qui claudebant abbatiam nostra et vineas nostras diruti et destructi et expensi in opere fortelicie domini regis...*" Ibid.

<sup>209</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 247.

<sup>210</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 248.

<sup>211</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 247.



Des destructions d'immeubles sont signalées ensuite par le chapitre Saint-Martin qui reçut 40 livres; par le prieuré de Saint-Gilles du Verger, celui-ci reçut 20 livres et par les moniales de Hanelou qui furent dotées de 100 livres par le roi.<sup>212</sup>

Demeurant toujours sur la rive gauche de la Maine, l'abbaye Saint-Serge bénéficia d'un dédommagement de 150 livres.<sup>213</sup>

Les officiers du roi causèrent des dommages importants de l'autre côté de la Maine à l'abbaye Saint-Nicolas. D'après le texte qui nous est parvenu, ils se procuraient des arbres dans les bois appartenant à l'abbaye et abîmaient des maisons, des terres et des vignes. En contrepartie de ces dégâts et de la perte de nombreuses coutumes et redevances, tels que le *forestagium*, *segreagium*, et le *pasnagium* l'abbé de Saint-Nicolas reçut 300 livres de dédommagement.<sup>214</sup>

Il est intéressant de voir que les travaux causèrent visiblement beaucoup moins de problèmes à l'abbaye de Ronceray qui ne bénéficia que d'un versement de 50 livres pour les dégâts causé essentiellement sur des maisons et des terres.<sup>215</sup> Une somme comparable, soixante livres, fut versée à l'hôpital Saint-Jean sans détailler davantage les pertes.<sup>216</sup>

Il est probable que les dégâts causés à l'abbaye de Saint-Georges-sur-Loire dont la valeur est pourtant insignifiante suivant le montant versé par le roi (trois livres), dérivent-eux aussi de la prise des matériaux pour la construction.<sup>217</sup>

Les informations détaillées plus haut nous permettent plusieurs conclusions. Il s'avère d'abord que le roi versa une somme importante pour indemniser les institutions ecclésiastiques. A la vue de nos sources, cela fait au total 2751 livres. Les paiements s'effectuèrent rapidement puisque presque tous les actes datent de 1232. Cela présume un démarrage très intense des travaux et les réactions rapides du pouvoir royal sans vouloir faire traîner les affaires des doléances.

Les plaintes concernant la prise des matériaux de construction et surtout du bois, nous apprennent que les officiers royaux se préoccupaient très peu de la géographie féodale, mais ils ont choisi des solutions rapides pour acquérir ce qui était nécessaire pour les travaux. Des forêts importantes qui appartenaient au roi se trouvaient

<sup>212</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 250-253.

<sup>213</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 251.

<sup>214</sup> Marchegay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 250.

<sup>215</sup> Marcheguay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 251.

<sup>216</sup> Marcheguay, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 252.

notamment aux alentours d'Angers à l'intérieur de la quinte et un peu plus loin dans la vallée de la Loire.

Nous avons beaucoup moins de renseignement sur les éventuels excès des officiers du roi contre des particuliers. Nous avons de bonnes raisons de présumer des exactions vis à vis des bourgeois. Les enquêtes de 1247 contiennent plusieurs plaintes des habitants de Durtal qui mentionnent des empêchements et des prêts forcés (pour une valeur de quelques livres) au profit des agents du bailli lors de la construction du château.<sup>218</sup> Cela signifie à la fois deux choses. Des habitants des villes plus lointaines aussi (Durtal se trouve à une trentaine kilomètres d'Angers) étaient sollicités de participer de quelque manière aux travaux. Deuxièmement, nous n'avons pas tort de présumer que les Angevins subirent des exactions semblables mais malheureusement les enquêtes ne concernaient plus Angers aussi les interventions des officiers du roi n'ont pas laissé de trace.

Quant à la réparation, nous avons deux cas où nous connaissons la somme réclamée. Ni l'évêque ni l'abbaye Saint-Aubin ne reçut qu'une part de ce montant, pourtant ils ne tenaient pas à s'opposer d'avantage mais ils acceptèrent la décision royale.

Nous pouvons observer qu'une partie importante des dédommagements fut versé à des établissements qui se trouvent en dehors de la nouvelle enceinte, très probablement à la suite de la prise des matériaux et des empêchements causés par l'étendu du chantier. A moins c'est ce que nous tentons d'affirmer dans l'étude des cas de l'abbaye Saint-Nicolas, de Saint-Serge ou bien des plaintes de l'abbaye Saint-Aubin. En seconde temps étaient concernés évidemment les établissements en voie du tracé de l'enceinte. Enfin les églises intra-muros sont pratiquement épargnées à l'exception de l'évêché.

Il est important de voir qu'à la suite de ces travaux, Angers devint une ville fortifiée en laquelle le roi pouvait désormais avoir une forte confiance. Elle est mise sur la voie de devenir une bonne ville du royaume.

Nous devons préciser que la ville et le comté changèrent de dynastie à un moment où la France de Philippe Auguste vit un élan de fortification urbaine. Angers

---

<sup>217</sup> Marcheguy, *Les archives*..op. cit. t.II. p. 251.

en profita au dernier moment sous une menace éphémère. Si nous avons souligné la participation des Angevins dans les frais des constructions, nous avons à constater que les finances dépendaient en grande partie du pouvoir royal. L'absence d'une autonomie de la communauté ainsi que le morcellement féodal de la ville permettaient au roi d'intervenir rapidement et de tenir fermement dans ses mains la réalisation. Le résultat est impressionnant et réserve plusieurs avantages pour la ville.

Si nous jetons un coup d'œil sur les villes importantes de la vallée de la Loire, ni Orléans ni Tours n'ont eu de fortifications comparables. Orléans fut une ville ouverte jusqu'aux début du XIV<sup>e</sup> siècle, Tours ne disposait à l'époque que de noyaux fortifiés.<sup>219</sup> Nantes connut, certes, une période de construction de l'enceinte au début du XIII<sup>e</sup> siècle, sous Guy de Thouars mais l'élan s'est étouffé rapidement.<sup>220</sup> Les conséquences étaient graves dans ces villes à l'époque de la guerre de Cent ans où les problèmes financiers traînent les travaux sous une menace pendulaire.<sup>221</sup>

Il faut souligner pourtant qu'Angers n'était pas la seule ville dans la région qui se soit doté d'une enceinte importante. Au sud de la Loire Poitiers vit se construire à la fin du XII<sup>e</sup> et au début du XIII<sup>e</sup> siècle une enceinte encore plus vaste ayant un périmètre de 6,5 kilomètres.<sup>222</sup>

En ce qui concerne notre ville, le bilan est complexe. Les ingénieurs du roi ne se risquèrent pas à incorporer trop de promontoires ou de zones marécageuses dans la ville protégée par les murailles. Il resta ainsi des bourgs et des noyaux urbains qui se trouvaient à l'extérieur de l'enceinte, comme le bourg Saint-Jacques et le bourg Saint-Nicolas dans la Doutre ainsi que l'Evière, Bressigny, et les alentours de l'abbaye Saint-Serge sur la rive gauche de la Maine. Nombre de secteurs, issus de la croissance urbaine des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècle se trouvèrent cependant *intra muros*. Nous ne devons pas cependant parler d'un espace trop dense sans terrains « libres ». La création de l'enceinte désignait également des zones à urbaniser de préférence.

Nous rappelons ensuite que l'enceinte du XIII<sup>e</sup> siècle fut la dernière entreprise pour assurer une protection à la ville. Les noyaux qui se trouvaient en dehors des

---

<sup>218</sup> RHGF t. XXI p. 78.

<sup>219</sup> Salamagne, *Les villes fortes* ..op. cit. p. 36.

<sup>220</sup> Bois, *Histoire de Nantes*..op. cit. p. 71.

<sup>221</sup> Ajoutons que le tableau des fortifications urbaines en France n'est pas du tout homogène. Les fortifications „tardives” du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle ont d'habitude exigées davantage de participation des habitants, souvent au prix des impôts très lourds. Rigaudière, „Le financement”....op. cit. dans: Rigaudière, *Gouverner la ville*...op. cit. p. 417-493.

murailles, ne sont plus intégrés par un élargissement. Il n'est pas nécessaire de trop insister sur le fait que les lignes de base du développement urbain furent jetées là pour plusieurs siècles.

La rapidité des travaux fut impressionnante.<sup>223</sup> A nos yeux la part décisive des travaux c'est à dire la désignation du tracé ainsi que l'érection d'une partie des murailles se déroulèrent au cours des années 1230, voir même durant la première moitié de la décennie. Nous ne savons cependant rien de l'avancé géographique des travaux, supposant qu'ils n'étaient pas effectués partout et toujours dans le même rythme. Le processus d'achèvement et des aménagements ultérieurs devaient prolonger ces travaux dans un rythme irrégulier au long des décennies. Il est signifiant qu'au début des années 1260 Charles d'Anjou dans un acte concernait la défense de la Cité ne parle point de l'enceinte ni des zones incorporées par elle sinon en les désignant *suburbium*.<sup>224</sup>

En ce qui concerne l'organisation de la défense nous sommes renseignés en particulier sur la Cité. Sa défense était organisée et surveillée par le comte. Le service avait un caractère féodal, c'est à dire il était acquitté par les principaux vassaux du comte. Les nobles étaient obligés de monter la garde à divers points bien définis de la muraille pendant 40 jours.<sup>225</sup> Les points les plus importants sont la zone de l'église Saint-Evrout et la proximité de la Porte de Toussaint ensuite la zone de la porte de Viele-Chartre et le secteur du couvent des frères prêcheurs; la porte Angevine; le puits Boulet donc la sortie vers le rive de la Maine et enfin la façade rocheuse donnant sur la Maine. Le fait que les portes de la Cité se ferment à clé nous conduit à y voir un enclos dont la surveillance entière était très important pour le comte d'Anjou. Même le contrôle de la porte voisinant le palais épiscopal (porte Angevine) n'était pas cédé à l'évêque.<sup>226</sup> Nous sommes au courant que cela posait parfois des problèmes. Guillaume le Maire au début de son épiscopat, lors d'un conflit entre le chapitre et le bailli du

---

<sup>222</sup> Favreau, *La ville de Poitiers*..op. cit. p. 53.

<sup>223</sup> Au cours du XIIIe siècle, Angers n'est pas pourtant le seul exemple où la construction de l'enceinte s'avère particulièrement rapide. Mis à part Paris au sud du royaume Carcassonne ou Aigues Mortes en sont des exemples excellents. Esquieu, *La ville au Moyen Age*...op. cit. p. 35.

<sup>224</sup> Marchegay, *Les archives*...op. cit. t.II.p. 253-254.

<sup>225</sup> Marchegay, *Les archives*...op. cit. t.II.p. 253-254., ADML G 340 f. 14.

comte n'arrivait pas à entrer dans son palais ni par la porte Angevine ni par d'autres car elles étaient fermées à clé par le bailli. L'évêque devait par la suite se servir d'une ruelle très étroite, délaissant probablement son cheval pour accéder à sa résidence.<sup>227</sup>

Le seul problème c'est que nos documents du XIII<sup>e</sup> siècle ne font allusion qu'à la garde de la Cité sans indiquer davantage l'enceinte urbaine. Nous pouvons imaginer par conséquent que la défense des portes de l'enceinte était partagé entre les hommes des établissements ecclésiastiques et les bourgeois mais nous n'y pouvons apporter aucune précision.

Nous avons à signaler enfin un dernier espace clos contrôlé par le comte. Il s'agit des Halles créés vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Les portes des Halles se fermaient également à clé et elles étaient gardés par les agents du comte.

#### Les contacts personnels des princes avec la ville

En dernier point du chapitre, nous ne trouvons pas inutile d'indiquer les contacts directs entre les princes et la ville. Comme nous l'avons déjà indiqué, Angers n'a pas vu souvent ses princes aux cours du XIII<sup>e</sup> siècle. L'absence durable du comte ne date pas pourtant pas du changement de la dynastie. Les Angevins s'y sont habitués au plus tard à partir du règne de Henri II, donc un demi-siècle auparavant. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, les princes n'apparaissent que sporadiquement lors des campagnes militaires. Nous devons noter ainsi les séjours de Louis IX en compagnie de nombre de vassaux à Angers en 1230 et en 1234.<sup>228</sup> Après cette période agitée la ville ne vit plus le roi.<sup>229</sup> Les présences du premier comte apanagiste ne sont pas plus nombreuses. S'il vint en Anjou il préfère Saumur à Angers. Nous ne connaissons pas un acte de Charles I<sup>er</sup> qui soit daté à Angers. Cela ne dit pas automatiquement qu'il ne visita pas la capitale de son comté mais nous n'en avons pas de preuve. Son fils Charles II se trouve à Angers

<sup>226</sup> L'évêque participait cependant aux charges de la garde. Les comptes de Nicolas Gellant mentionnent plusieurs fois une dépense de 10 sous pour les gardiens (*custos, banerius*) de la ville. *CNG* art. 947, 1064.

<sup>227</sup> „*Primo anno creacionis nostre in episcopum Andegavensem, orta quadam contentione inter capitulum et ballivum Andegavensem, idem ballivus portas civitatis Andegave firmari fecit, adeo quod ad dictam urbem non patebat aditus vel egressus, nisi per quoddam parvum guichetum, per quod pedites vis transibant, equi autem et quadrigae ibidem transire non poterant*” *LGLM* p. 141-142.

<sup>228</sup> *RHGF* t. XXI. p. 409-410.

<sup>229</sup> Les Itinéraires du roi mentionnent pourtant que Louis IX fit un voyage en Anjou en 1239 mais dans nos sources nous n'avons pas de trace d'un séjour à Angers. *RHGF* t. XXII. p. 594.

en 1279 et il intervient pour régulariser certains métiers angevins.<sup>230</sup> Durant son règne court comme comte d'Anjou entre 1285-1290 nous ne le retrouvons plus à Angers. Son successeur qui était aussi son gendre, Charles de Valois n'a laissé aucune trace susceptible de témoigner des séjours à Angers. Il apparut cependant en 1323 en compagnie du roi de France pour un séjour bref.<sup>231</sup>

Mis à part ces quelques mentions, Angers n'a pas eu un contact direct avec ses princes au XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle. L'absence du comte d'Anjou entraîna évidemment l'inexistence d'une cour princière à Angers. Il est intéressant de voir que le château nouvellement reconstruit au cours de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle resta privé de cour princière jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

Si les comtes d'Anjou vivaient loin d'Angers cela ne dit pas qu'ils n'entretenaient pas des liens particuliers avec la ville, personnellement ou à partir de leur administration locale. Dans un premier temps, ce furent les institutions ecclésiastiques qui y furent concernés. A son entrée en fonction l'évêque d'Angers était obligé d'aller auprès du roi prêter serment de fidélité à partir de 1223.<sup>232</sup>

Parmi les chapitres angevins, celui de Saint-Laud et celui de Saint-Martin attiraient une attention plus particulière des princes.

Charles de Valois fonda en 1301 une chapelle dans la collégiale Saint-Martin.<sup>233</sup> Il paraît que sa femme Marguerite avait voulu faire cette fondation durant sa vie mais sa mort y empêchait. Le chapitre bénéficia d'une rente annuelle de 30 livres sur les revenus de la prévôté de Baugé. A partir des notes de Dom Housseau nous savons que Charles fit le même jour dans sa résidence de Pontoise deux autres fondations à 20 livres chacune, l'une sous l'invocation de Saint-Jean Baptiste, une autre sous l'invocation de la Trinité.<sup>234</sup>

Concernant l'apparition des nouveaux établissements nous sommes déjà loin des comtes d'Anjou du XI<sup>e</sup> siècle qui étaient encore intéressés par des fondations propres. Nous ne pouvons évoquer non plus l'époque des Plantagenêt où une aumônerie

<sup>230</sup> Rangard, *Histoire de l'Université...* op. cit.

<sup>231</sup> *RHGF* t. XXI, p. 410.

<sup>232</sup> BMA ms. 707 f. 5.

<sup>233</sup> BNF coll. TA n° 3418.

<sup>234</sup> Ces deux dernières prébendes furent réunies en 1508. Ibid.

importante naquit grâce à l'initiative du comte-roi. Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, nous ne pouvons lier aucune fondation aux comtes d'Anjou.

Quant aux pratiques funéraires, aucun prince de l'époque ne fut enterré à Angers.<sup>235</sup> La seule personne, dont les restes, plus précisément le cœur, furent inhumés à Angers, ce fut Marguerite comtesse d'Anjou, femme en première noce de Charles de Valois.<sup>236</sup>

### Le comte et ses bourgeois

Concernant les relations du comte et des bourgeois de la ville, nous devons constater que les interventions en faveur des habitants d'Angers furent rares. Nous ne pouvons pas parler par conséquent d'une ville de franchises comme dans le cas d'autres villes de France à cet époque.

Les Angevins profitaient cependant d'un privilège ancien qui concernait le commerce du vin. La première concession date de 1135 et fut accordée par Geoffroy Plantagenêt. Le contenu de ces lettres provient d'un texte de 1366 qui confirme, une seconde fois après Charles I<sup>er</sup> d'Anjou, les libertés des Angevins. Suite à ces privilèges les Angevins étaient exemptés du banvin et ils avaient le droit du commerce libre du vin. Le privilège exclusif du commerce de vin concernait les Angevins entre Angers et Ingrande (ville au bord de la Loire qui se trouve à la marge de l'Anjou et de la Bretagne). Dans un autre contexte les positions commerciales d'Angers, comme point de distribution, furent davantage confirmées.<sup>237</sup>

Ces privilèges furent confirmés par Charles d'Anjou en avril 1253. Le comte y ajouta des mesures qui protégeaient les produits et par conséquent les producteurs à

<sup>235</sup> Il faut cependant souligner que cette pratique n'est pas une nouveauté introduite au XIII<sup>e</sup> siècle. Geoffroy Plantagenêt fut inhumé dans la cathédrale du Mans, Henri II et son fils Richard de Couer de Lion à Fontevraud Charles d'Anjou comme son frère fut enterré à Saint-Denis tandis que Charles de Valois à Paris dans l'église des Jacobins. Farcy, *Monographie de la cathédrale...* op. cit. t. II. p. 276.

<sup>236</sup> Il s'agit de la mère de Philippe de Valois (roi de France à partir de 1328). Le reliquaire contenant le cœur de la comtesse fut retrouvé en 1902 par Louis de Farcy dans la cathédrale Saint-Maurice. Farcy, *Monographie de la cathédrale...* op. cit. t. II. p. 276.

<sup>237</sup> „Concessit preterea idem comes, quod nunquam faciet aut fieri permittet Andegavie bannu, nisi de vino suarum proprietarum vinearum. Insuper stabilivit quod nemo ab Ingrandis usque Andegaviam nisi solummodo Andegavensis thalanum aut navem vino venali onerare queat aut portum facere presumat. Quicumque (sic!) autem voluerit, vinum Andegavie adducat, ibique non cum patella, sed lagunculis illud vendat, comitique suam costumam rectam, scilicet de singulis modis quinque denarios reddat. Vinum vero Andegavie emptum a mercatoribus quocumque voluerit ducatur.” ORF t. IV. p. 633. Ajoutons que quelques années plus tard, en

l'intérieur de la quinte d'Angers (cinq lieues). Cela montre que les conditions du négoce auprès des tavernes angevines étaient rendues difficiles avec les vins venant hors de la quinte.<sup>238</sup>

Les Angevins de Naples eurent également d'autres contacts directs avec la communauté urbaine. Charles d'Anjou et son fils intervinrent au cours des années 1270 pour régulariser l'activité des métiers d'Angers à la demande des bourgeois et des étudiants de la ville.<sup>239</sup>

La première controverse entre le comte et les habitants dont nous avons connaissance pendant notre période, date du début du XIV<sup>e</sup> siècle. Il s'agit là du problème de l'aide exigée par Charles de Valois. Le fond du débat consista dans le fait que le comte s'adressa en 1297 aux églises et aux seigneurs de ses domaines pour payer une aide<sup>240</sup> à l'occasion du mariage de sa fille Isabelle avec le duc de Bretagne.<sup>241</sup> Il est intéressant de voir que Chartres et le comté de Valois ne s'opposèrent pas à la demande mais les sujets d'Anjou et du Maine refusèrent catégoriquement cette réclamation.<sup>242</sup> L'affaire entraîna une opposition de la part des bourgeois d'Angers qui nécessita une réaction ferme de Charles de Valois. Les Angevins cependant ne contestaient pas la légitimité de l'aide mais ils disaient qu'ils avaient déjà racheté l'*aide*.

Un procès fut engagé en 1301 pour trancher le débat.<sup>243</sup> L'argumentation des juristes du comte nous paraît tout à fait logique quant ils ripostèrent que ce n'était pas l'aide mais la taille que les angevins avaient racheté quelques années auparavant. Si sur le fond juridique les Angevins avaient visiblement tort, nous pouvons comprendre

1138, les habitants de Saumur obtinrent une privilège comparable. Landais, *Saumur...* op. cit. p. 72. En Anjou, les profits du commerce du vin était donc partagés entre Saumur et Angers.

<sup>238</sup> „statuimus quod si vinum de extra Quintam Andegavie apud Andegaviam venerit in thalamo ad terram minime descendatur et venale positum in taberna non cum patella sed cum lagunculis vendatur. Ita quod thalamus semper fluctuet in aqua, minime tangens portum. Si vero vinum venerit in quadriga, vendatur cum lagunculis, non cum patella ita quod timones quadrigae nullatenus tangeant terram, quamdiu ipsam vinum venale fuerit in taberna.” ORF t. IV. p. 634.

<sup>239</sup> V. *Infra*

<sup>240</sup> Les échéances d'une aide due aux seigneur féodal par ses vassaux n'ont pas une particularité régionale en Anjou. Voilà les cinq cas où cette aide pouvait être exigé selon le texte du procès contre les appelants d'Anjou. „La coustume général est tel es conteez d'Anjou et du Maine que quant noble homme ou gentilhomme est fet chevalier. Et quant son filz ainzné est fait chevalier. Et quant il a marié sa fille ainznée. Et pour la raacon de son corps. Et quant il achate terre une fois en sa vie.” Verry, „Charles de Valois.” op. cit. dans: *Les princes Angevins...* op. cit. p. 34.

<sup>241</sup> Nous indiquons que ce n'était pas la première fois que les habitants du comté étaient obligés de fournir une somme (aide) sous prétexte du mariage de la fille du comte. En 1272, Charles d'Anjou s'adressa également aux angevins dans une affaire semblable. BNF ms fr. 14538 f. 113 v°.

<sup>242</sup> Pour les détails de la controverse entre la noblesse angevine et Charles de Valois nous renvoyons à l'article d'Elisabeth Verry: Verry, „Charles de Valois.” op. cit. dans: *Princes Angevins...* op. cit.



cependant leur indignation. Deux ans auparavant ils avaient versé une somme élevée pour le rachat de la taille.<sup>1297</sup> aurait été normalement la prochaine échéance de la taille.<sup>244</sup> Les Angevins qui se croyaient déjà libérés de la contrainte du paiement régulier étaient de nouveau s'affrontés à une autre exigence, cette fois sous une autre forme.

L'affaire traîna jusqu'à 1310. Elle porte de traits qui sont importants à souligner. Tout d'abord, on voit pour la première fois une opposition organisée de la ville face au comte. Les Angevins durent désigner des procureurs transmettant leurs avis et mener un procès où ils n'avaient aucune expérience préalable. C'est également lors de ce procès que les bourgeois dressèrent pour la première fois une liste des notables de la ville.<sup>245</sup> La solution du problème fut également très intéressante. Les bourgeois acceptèrent de payer un fouage exceptionnel<sup>246</sup> à la place de l'aide. Cela représentait une charge de quatre sous par feux à l'exception des pauvres et des privilégiés dont nous ne connaissons pas les noms. Cet engagement n'était pourtant pas gratuit. Les bourgeois tinrent notamment à recevoir avant tout des lettres de Charles et du roi Philippe le Bel qui confirmèrent leurs privilèges.<sup>247</sup> \*Certes nous ne connaissons pas le contenu de ces lettres, mais à partir d'un document de 1366<sup>248</sup> qui est une confirmation des privilèges de la ville d'Angers nous devons penser avant tout aux anciennes concessions concernant le commerce de vin.

Quelques années plus tard, en 1321, les Angevins profitaient de la concession de Charles III concernant le droit de la chasse à l'intérieur de la quinte.<sup>249</sup> Sous prétexte de la prolifération des animaux sauvages aux alentours d'Angers, le comte d'Anjou permit

<sup>243</sup> Beauteemps-Beaupré, *Les coutumes et institutions de l'Anjou*..op. cit. t.IV. p. 27-38. Le texte original: AN J 178 f. 61.

<sup>244</sup> La thèse du paiement annuel de la taille est une interprétation fautive, elle s'est répandue à partir de J. Petit: Petit, Charles de Valois..op. cit. p. 289.

<sup>245</sup> Marcheguy, *Les archives*..op. cit. t. II. p. 91-98.

<sup>246</sup> Et non régulier comme le prétendait J. Petit. Petit, *Charles de Valois*..op. cit. p. 291.

<sup>247</sup> „idem comes per compositionem, conventionem predictarum franchisias, libertates ac consuetudines quaslibet dicte ville eisdem civibus confirmet et...conservare et facere in futurum inviolabiliter observari ac facere et proponare ergo suos filios primogenitos quam ipsi et eorum quilibet cum auctoritate et assensu dicti partes in eisdem prescriptum competenter adimpleret...et tenendi per litteris meliores que fieri poterunt se et heredes ac successores suos obligaverat et similiter procurare que dominus rex francorum hec omnia confirmabit et dabit super hec eisdem civibus competentes magno sigillo ipsius domini regis sigillatas. Quas omnes littere supradicte idem dominus comes ad proprias ipsius expensis tenebitur fieri facere et eisdem civibus reddere sigillatas et omnia predicta totaliter adimplere antequam aliquid de dicto foagio petatur vel aliquoliter exigatur.” AN J 179 f. 90.

<sup>248</sup> ORF t. IV. p. 632-634.

à ses bourgeois d'entrer dans ses forêts. Nous rappelons que les droits seigneuriaux des forêts étaient toujours très importants aux yeux du comte. Au cours du XI<sup>e</sup> siècle la garde des forêts constituait une prérogative spécifique du comte d'Anjou.<sup>250</sup> Si nous observons la concession des droits de chasse dans n'importe quelle forêt angevine les bénéficiaires devaient d'habitude respecter une série de conditions.<sup>251</sup>

Enfin, nous devons constater que les relations entre les bourgeois d'Angers et le comte ou le roi n'étaient que très sporadiques. Jusqu'au règne de Charles de Valois les sources ne reflètent pas de conflits entre les deux parties. La situation changea à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Les bourgeois, tout comme les nobles angevins ou l'évêque Guillaume Le Maire sont prêts à s'opposer au pouvoir du comte. Pour améliorer leurs positions ils cherchent le soutien, d'ailleurs en vain, auprès du roi.

Enfin retenons que les représentants des bourgeois d'Angers ne sont pas présents pendant notre période aux Etats Généraux contrairement à la noblesse angevine et au prélats angevins. Ce n'est que sous le règne Philippe VI de Valois, en 1331, qu'ils sont invités d'y assister pour la première fois<sup>252</sup>

## Les positions de l'évêque

La puissance de l'évêque est un élément essentiel dans le jeu des pouvoirs non seulement en Anjou mais également sur une échelle urbaine. Pour voir le

---

<sup>249</sup> BNF coll. TA t. VIII. N° 3499 (1321).

<sup>250</sup> Guillot, *Le comte d'Anjou...* op. cit. p. 391-394.

<sup>251</sup> Les espèces et la quantité des animaux est d'habitude limité dans ces concessions. De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 143, 288, 387, 953.

<sup>252</sup> *RTCH* III/3. N° 7403.

développement et les positions du pouvoir épiscopal il est nécessaire d'indiquer en bref ses rapports avec les autorités laïques.

Le XIII<sup>e</sup> siècle représente un changement fondamental, dans les rapports entre le chef du diocèse et le souverain. Au cours du XI et XII<sup>e</sup> siècle, les autorités laïques qui étaient parvenues à limiter l'autonomie de l'évêque. De nombreuses traces le montrent.<sup>253</sup> Cette influence se manifeste très bien au XII<sup>e</sup> siècle. Les élections des successeurs de Normand de Doué jusqu'à celle de Guillaume de Beaumont prouvent que la nomination de l'évêque d'Angers ne reste pas en dehors de l'intérêt du souverain.<sup>254</sup> Les divers signes d'une dépendance ou d'une concurrence de pouvoir cessent d'être percevables à partir du changement de dynastie. Désormais, les capétiens n'éprouvent aucune ambition pour influencer le choix de l'évêque.

Le départ des Plantagenêts créa cependant une situation nouvelle. L'évêque d'Angers dut affronter le capétien qui est à la fois roi de France et seigneur de la ville. Les nouvelles conditions des rapports entre le l'évêque et le roi sont réglés bientôt, au plus tard au début du règne de Louis VIII. Selon nos connaissances à partir de 1223, l'évêque d'Angers prêta serment de fidélité au roi de France et ce serment fut requis de la part du roi même pendant l'époque apanagiste.<sup>255</sup> Ce fait créa un lien particulier entre l'évêque d'Angers et le roi et celui-ci ne fut pas influencé par le changement de statut du comté. En contrepartie d'un engagement de fidélité de l'évêque qui était un signe de vassalité directe, le prélat et son Eglise jouissaient de toutes les libertés qu'ils avaient acquis depuis Henri II Plantagenêt. L'évêque était également dispensé des services armés. Il est bien connu cependant que les régales c'est à dire les revenus de l'évêché vacant appartenaient désormais au roi. Si les contacts directes avec le roi furent rares à partir la constitution de l'apanage, le prélat angevin fut engagé dans les affaires du

<sup>253</sup> Pour une analyse des rapports entre le comte et l'évêque au XI<sup>e</sup> siècle nous renvoyons à l'étude d'Olivier Guillot: Guillot, *Le comté d'Anjou*..op. cit. p. 195-279.

<sup>254</sup> L'exemple de Raoul de Beaumont (1177-1199) montre cependant que le prélat n'était pas forcément soumis aux Plantagenêts, au contraire il s'opposa de nombreuse fois au souverain. Avril, *Le gouvernement*...op. cit. p. 246.

<sup>255</sup> Ces serments de fidélité se firent à chaque changement d'évêque. La restitution définitive des régales est en effet lié au serment prêté au roi à Paris. En principe l'élection de l'évêque d'Angers devait être confirmé par l'archevêque de Tour pour que les régales soit restitués. Il était pourtant prescrit que quarente jours suivant cette confirmation l'évêque devaient aller auprès du roi (s'il se trouve dans son royaume) pour prêter serment sinon les régales revenaient au roi jusqu'au jour où l'évêque comparait. Dans le cas de Guillaume le Maire ce serment eut lieu au mois de mai 1291 dans le bois de Vincennes. *LGLM* p. 56-58. Les copies des chartes antérieurs nous sont parvenus également. Pour le serment de fidélité de Michel Villoiseau (1260) voir: BMA ms. 707. f. 5.

royaume à partir du début du XIV<sup>e</sup> siècle, ainsi dans le cadre des Etats généraux.<sup>256</sup> Nous rappelons que pendant les premières décennies du XIV<sup>e</sup> siècle les représentants de la ville d'Angers ne sont pas présents à ces réunions. En dehors de ces derniers signes qui témoignent d'une confiance, si quelques exemples de conflit nous sont parvenus de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle,<sup>257</sup> leur importance reste secondaire par rapport à ce qu'on va voir dans le cas du comte apanagiste.

Les relations de l'évêque et du roi concernant la ville, se limitent à une période plus courte notamment du début du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1246. Pendant cette période nous n'avons qu'un seul signe de problèmes. Il s'agit de la construction de l'enceinte urbaine, au début des années 1230, quand les agents du roi n'hésitent pas à détruire plusieurs maisons dans la Cité appartenant à l'évêque et prendre les matériaux de construction prévus pour les travaux de la cathédrale. Les pertes et les dégâts de la cathédrale furent considérables selon l'estimation de l'évêque. Le dédommagement du roi fut rapidement versé (en 1232) mais au lieu des 1500 livres réclamés par Guillaume de Beaumont évêque d'Angers, l'église ne reçut que 900 livres. L'affaire fut pourtant réglée et il ne suscita d'autres conséquences de la part du prélat angevin.<sup>258</sup> Mis à part donc cet incident géré habilement par le pouvoir royal, les rapports entre le pouvoir laïc et l'évêque semblent être harmonieux au cours de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. L'époque apanagiste y changea beaucoup.

Le premier conflit dont la trace nous soit parvenu date de 1258. Suite à des abus commis par les agents du comte, l'évêque Michel Villoiseau menaça Charles d'Anjou d'excommunication la veille de la Toussaint 1258.<sup>259</sup> Le château d'Angers parmi d'autres résidences angevines du comte (Vieux Baugé, Saumur, Beaufort) fut par conséquent frappé d'interdit excepté les baptêmes et les obsèques.<sup>260</sup> L'intervention de l'évêque fut une réaction contre l'administration du comte qui portait atteinte aux

<sup>256</sup> LGLM p. 205-206.

<sup>257</sup> C'est l'évêque Guillaume le Maire qui protesta contre les abus de récales constatés par l'autorité diocésaine. Les officiers du roi tentaient parfois d'exploiter entièrement les biens de l'Eglise pendant la courte période de vacance. „*Custos enim regaliū forestas permaximas, vendicioni a tempore cuius non extat memoria nonquam expositas, vendicioni exposuit, carpentatores et scisores arborum undique perquiriendo, ut ante electionem posset totum extirpare...*” LGLM p. 140. Des abus relatifs à la compétence judiciaires des agents du roi sont également reprochés par l'évêque. Philippe le Bel fit des mesures rapides pour réparer les excès commis par ses officiers. LGLM p. 147-148.

<sup>258</sup> Marcheguay, *Archives angevines*..op. cit. t. II. p. 245-247.

<sup>259</sup> BNF coll. TA n° 3118. Le texte intégral: BNF coll. Baluze 38 f. 56 r°-v°.

<sup>260</sup> Dans le cas où le comte ne réparait pas ces abus jusqu'à Noël, l'évêque prévoyait frapper la ville entière par l'interdit.

privilèges des chanoines de la cathédrale. Notre texte mentionne des impôts levés à titre injuste et de divers exactions arbitraires dans des villages appartenant au chapitre.<sup>261</sup> Ces revenus supplémentaires visaient à financer des opérations militaires de Charles en Provence ou en Italie du Nord.<sup>262</sup>

Après une période calme, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les conflits devinrent plus nombreux. Il est important de signaler toutefois que les protagonistes des deux côtés ont déjà changé. C'est désormais Charles de Valois qui s'oppose à l'évêque d'Angers. Le nouveau prélat Guillaume le Maire, élu en 1291, fait beaucoup d'effort pour conserver ses droits et ses prérogatives.

Un aide-mémoire rédigé par l'administration de l'évêque au cours des années 1280 rappelle que les conflits émergeaient déjà quelques années auparavant.<sup>263</sup> La liste contient 29 articles dont la majorité concerne des excès commis par les agents de comte dans les domaines urbains de l'évêque. Parmi les abus commis à Angers, on découvre des excès de justice ayant d'habitude une importance moyenne. Les confiscations au préjudice des habitants ou l'emprisonnement des résidents (*estagarii*) des maisons appartenant à l'évêque sont reprochées par le rédacteur du mémoire.<sup>264</sup> Nous trouvons cependant très important le rôle des problèmes de la justice qui apparaissent aussi bien dans la ville que dans d'autres domaines de l'évêque. Ils sont notamment les premiers signes d'une conscience solide des compétences juridiques de l'évêque.

Les controverses se multiplient ensuite sous l'épiscopat de Guillaume Le Maire. En lisant les plaintes de l'évêque, nous avons l'impression que l'administration du comte négligea systématiquement les droits de l'évêque sur ses domaines. Les excès concernent en majorité toujours les domaines extra-urbains du prélat, ainsi ceux de Ramefort<sup>265</sup> (Cne de Blou), de Saint Alemand<sup>266</sup> (Cne de Saint-Jean des Mauvrets près de la Loire) de Villévêque et de Bauné<sup>267</sup>. Le fait que ces controverses ne soient pas des

<sup>261</sup> „*bovis aratoris, asinos et alia animalia ceperit et pecuniam et alia bona a dictis hominibus, mansionariis eorumdem decani et capituli.*” BNF coll. Baluze 38 f. 56 r<sup>o</sup>.

<sup>262</sup> Le texte copié mentionne que les impôts étaient levées „*pro deffensione comitatus andegavensis vel patrie*”. *Ibid.* Nous ne voyons cependant à cette date aucune menace réelle sur l'Anjou. On peut écarter l'affaire de Naples aussi. Les opérations diplomatiques de Charles d'Anjou pour obtenir le royaume de Naples-Sicile sont postérieures. Les initiatives de Charles vers la fin des années 1250 sont axées sur la côte ligurienne.

<sup>263</sup> BMA ms. 707.

<sup>264</sup> Voir annexe art. 1-6.

<sup>265</sup> LGLM p. 207-209, 273-277.

<sup>266</sup> LGLM p. 210.

<sup>267</sup> LGLM p. 166.

discordes momentanées mais durent pendant des décennies, illustre bien tendances conflictuelles dans les relations entre les deux parties. Le conflit qui opposait l'évêque au comte à propos des Ponts de Cé est également agité. Dans ce dernier cas il s'agit, d'après nous, d'une politique bien consciente de la part de l'administration du comte pour contrôler les principaux passages de la Loire. La détention du passage aux Ponts de Cé qui revenait dans la mouvance du comte d'Anjou en 1293 grâce à un échange<sup>268</sup> fait avec l'abbaye de Fontevraud, n'était véritablement rentable qu'en cas de l'élimination des droits l'évêque sur le bac.<sup>269</sup>

Nous avons aussi connaissance de discordes entre les deux parties qui nous ramènent à Angers. Des affaires d'incarcération et d'intervention des sergents du comte poussèrent l'évêque Guillaume le Maire à protester à plusieurs reprises contre ces excès.<sup>270</sup> Ces incidents n'ont pas épargné la Cité elle-même. En 1305, les sergents du comte entrèrent avec violence dans la maison des Jacobins.<sup>271</sup> À partir d'un accord de 1258<sup>272</sup> nous savons pourtant qu'ils avaient bien le droit d'intervenir dans la cité et poursuivre ou arrêter les malfaiteurs présumés sous la réserve du respect des maisons des chanoines et des lieux saints.

L'argumentation de l'évêque face au comte est basée sur deux principes : le respect des libertés de son Eglise et celui des droits appartenant directement au roi. On voit donc une nouvelle fois la carte de la protection royale jouée contre le comte d'Anjou.<sup>273</sup> Le roi, de son côté, ne refusait pas cette confiance de l'évêque.<sup>274</sup>

<sup>268</sup> AN J 747 f. 7.

<sup>269</sup> Ce serait d'ailleurs la cause du détachement de Fontevraud relatif à la possession des ponts. À ma connaissance, cet abandon n'a jamais été expliqué au fond dans l'historiographie angevine. Nous savons cependant que l'entretien exigeait des fortunes, et les ruptures fréquentes des ponts empêchaient d'avoir des profits convenables tandis que la circulation au bac s'avérait bien rentable à l'évêque sans avoir des charges comparables à l'entretien du pont. Le comte, en conscience de ces conditions voulait achever le processus de l'acquisition du passage. Nous avons publié les détails de cette opération ainsi que nos conclusions en hongrois. Galffy, „Egy átkelőhely a Loire-on a XIII. században. Les ponts de Cé.» in : Tanulmányok a közepkorról, Szeged, 2001, p. 55-66.

<sup>270</sup> LGLM p. 167, 283.

<sup>271</sup> Rangard, *Histoire de l'Université...* op. cit. n° 26 p. 189-190.

<sup>272</sup> AN J 178 n°27: „*Si autem extra domos predictas delictum fuerit ab aliquo qui non sit de familia nostra et delinquens aliquam de predictis domibus intraverit iusticia ad ipsum comitem pertinebit et poterit per iusticiam suam extrahi sine contradictione qualibet a domo in qua erit... Si autem aliquis laicus de familia nostra delictum aliquid extra domos predictas commiserit nisi in presenti delicto deprehensus fuit iusticia ad nos pertinebit exceptis murtro, raptu, incendio in quibus casibus ad dictum comitem pertinebit iusticia, et in dictis casibus iusticiarius suus delinquentem in domibus predictis capere poterit...*”

<sup>273</sup> „*Cum enim officialis dicti episcopi contra quosdam domini comitis Andegavie, qui res, jura, bona et homines ipsius episcopi et ecclesie sue maxime ad gardam domini regis et ejus regalia pertinentia capiebant, occupabant invadebant et perturbabant...*” LGLM p. 170.

<sup>274</sup> En 1295 Philippe le Bel demanda au bailli de Tours (personnage clé dans le triangulaire du roi, du comte et de l'évêque) d'être vigilant face aux abus commis par les agents du comte d'Anjou, Charles de Valois.

Ces exemples illustrent bien que les rapports entre l'évêque d'Angers et l'administration du comte étaient loin d'un état harmonieux au cours de l'époque apanagiste. Nous rappelons en même temps que les traces de ces controverses indiquent la consolidation du pouvoir de l'évêque face à l'administration laïque, non seulement à l'échelle du diocèse mais à Angers aussi. Cependant, on aurait tort de croire que ces conflits imposaient toujours un climat tendu entre les deux pouvoirs. Charles d'Anjou facilita l'acquisition par Nicolas Gellent du manoir d'Eventard (Cne d'Ecoufflant) au début des années 1270.<sup>275</sup> La comptabilité de Nicolas Gellent prouve que l'évêque fut le créancier du comte.<sup>276</sup>

L'affermissement du pouvoir de l'évêque est d'ailleurs un phénomène qui se laisse observer dans de nombreux domaines de l'administration épiscopale. Les travaux de Joseph Avril nous dispensent d'y tarder trop longtemps.<sup>277</sup> Nous indiquons seulement que les traces des interventions de l'évêque ne manquent pas dans la ville non plus. Il est tout aussi important de voir que durant notre époque l'autorité de l'évêque n'était affaibli ni par des controverses avec le chapitre de la cathédrale ni par de difficultés de succession qui aurait causé de vacances trop longues à la tête du diocèse.<sup>278</sup>

L'emprise foncière de l'évêque dans la ville fut tout de même restreint. Une partie de la Cité lui appartenait ainsi que quelques endroits « stratégiques » au voisinage extérieur des murailles antiques. Le puits Boulet et surtout la porte Angevine

---

*„Mandamus tibi ...quatinus ministris et servantibus karissimi germani et fidelis nostri K[aroli] comitis Andegavie inhi-beas, ne in feodis et locis, in quibus dilectus et fidelis noster Andegavensis episcopus omnimodam justiciam habere dignoscitur, cum episcopus ipse in nostra speciali garda existat, sergentare aut justiciare presumant, ipsos, si secus fecerint, adnimaversione (sic) debita puniendo” LGLM p. 157.*

<sup>275</sup> De Boüard, *Actes* ...op. cit. n° 399.

<sup>276</sup> Le comte Charles II remboursa un prêt de 350 livres en 1288. CNG art. 690.

<sup>277</sup> Nous pensons plus particulièrement à la thèse du Père Avril concernant le gouvernement des évêques entre 1148 et 1240.

<sup>278</sup> Le seul moment où on peut observer des troubles réels concernant l'élection épiscopale, est au tout début du XIIIe siècle. Il s'agit de la succession de Guillaume de Chemillé. L'installation de Guillaume de Beaumont au siège épiscopal soutenu vivement par Jean sans Terre fut refusé par une partie du chapitre de la cathédrale. L'affaire de cette élection mouvementée parvint jusqu'à la cour d'Innocent III. Le conflit fut habilement apaisé et finalement Guillaume de Beaumont, le second de la famille puissante des Beaumont fut consacré en 1203. Avril, *Le gouvernement*...op. cit. p. 483-484. Raymonde Foreville a souligné pourtant que la phénomène des troubles de succession des évêques au tournant du XIIe et du XIIIe siècle est courante sur les domaines des Plantagenêts. Rouen, Poitiers, Sées, Lisieux, Coutances, en pratique toute les sièges épiscopaux de Normandie ont connu le même problème. En arrière, on peut découvrir les ambitions du nouveau roi Plantagenêt, Jean sans Terre. Il insistait, selon les traditions de la famille, d'intervenir dans les élections épiscopales. Le roi capétien, Philippe Auguste n'approuvait pas cette politique, mais ce qui est

en sont les plus importants. A partir de ces positions l'évêque avait un certain contrôle sur le commerce urbaine. Au puits Boulet l'évêque avait des caves (*rocha*) dont une partie était allouée. La position favorable (comme l'emplacement était très proche du port) de ces bâtis permettait de les céder plus à un prix élevé<sup>279</sup> La porte Angevine où se trouvait un marché important de pain et de viande représentait tout de même des revenus modestes pour l'évêque. Nous rajoutons en plus que la proportion de cette emprise épiscopale diminua sensiblement avec la création de nouveaux pôles commerciaux dans la ville ainsi qu'avec l'élargissement de l'espace urbain par la construction de l'enceinte. Nous n'avons pas de connaissance de revenus particuliers issus des activités économiques de la ville comme l'évêque en détenait encore à la fin du XIe siècle.<sup>280</sup>

#### Symbole du pouvoir de l'évêque: la cathédrale

Nous devons tarder un peu aux travaux de reconstruction de la cathédrale aux cours du XIIIe siècle. L'entreprise qui a influencé profondément la vie urbaine tout en donnant un bel exemple du prestige de l'Eglise, fut achevée à notre époque. Nous rappelons cependant qu'il s'agit d'une œuvre qui enjamba deux siècles, et une bonne partie des travaux fut réalisée sur l'initiative des évêques du XIIe siècle. La réfection de la nef fit sous l'épiscopat d'Ulger (1125-1148) et de Normand de Doué (1149-1153).<sup>281</sup> L'achèvement de ces travaux introduit, comme André Mussat l'a constaté, le début le style gothique, plus particulièrement un style de voûtement propre à l'Anjou.<sup>282</sup> Si la façade réserve des incertitudes de datation il est certain qu'elle fut créée peu après la nef, donc vers le troisième quart du XIIe siècle.<sup>283</sup>

---

encore plus important de notre point de vue c'est que le nouveau pape Innocent III y était farouchement hostile. Angers n'était donc la seule ville à connaître ces conflits. Foreville 1990.

<sup>279</sup> Nicolas Gellent mentionne une cave (*rocha*) à Puits Boulet dont la location lui rapportait 6 livres par an. CNG art. 796.

<sup>280</sup> Nous pensons plus particulièrement au contrôle des changes et du commerce des épices. CN n° 57

<sup>281</sup> La reconstruction des voutes de la nef se déroula vraisemblablement sous l'épiscopat de Normand de Doué, donc au milieu du XIIe siècle. Voir un passage de l'Obituaire de Saint-Maurice d'Angers cité dans par Paul Marchegay et Emile Mabile dans: *Chroniques*...op. cit. p. 192. n. 1.

<sup>282</sup> Mussat, *Le style gothique de l'Ouest*...op. cit. 177. Il s'agit notamment des voutes bombés dont l'élaboration était nécessaire à cause d'une épaisseur considérable du nef unique.

<sup>283</sup> Le portail fut réalisé peu après le milieu du XIIe siècle sous la direction d'un artiste expérimenté à Chartres. Pour une analyse de l'histoire de l'art nous renvoyons à l'article de Bénédicte Fillion: Fillion, « Le portail de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers » in : 303, n° 70 (2001) p. 67-73. Le porche que l'on voit sur



Guillaume de Beaumont hérita donc au début du XIII<sup>e</sup> siècle en pleine période de troubles politiques d'un chantier impressionnant, ouvert depuis plus d'un demi siècle. Les premiers efforts du jeune évêque concernèrent le rassemblement d'un fonds considérable pour la continuation des travaux. La fabrique fut créée en 1209 avec une base de provision solide.<sup>284</sup> L'évêque s'engagea à fournir 80 livres pendant dix ans. De la part du chapitre, la prébende de la première année à chaque mutation de chanoine ainsi que les amendes dues à cause des absences furent versées dans ce fond. La préoccupation de l'évêque pour assurer la base financière des travaux ne confirme pas pour autant la continuation immédiate de l'entreprise. Au contraire, il semble que pendant au moins les deux premières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle la reconstruction tarda à avancer. Ni les fouilles archéologiques ni l'analyse des documents ne nous autorisent à affirmer le contraire. En plus, nous savons bien que l'état d'abandon du mobilier de l'église incita l'évêque à intervenir à deux reprises au cours des années 1210 afin de restaurer la splendeur liturgique.<sup>285</sup>

Si l'achèvement du conflit entre le Capétien et le Plantagenêt put assurer des conditions plus favorables à la poursuite des travaux, nous ne savons pas précisément quand ils furent repris. Nous ne sommes pas certains d'une continuation à partir des années 1210 comme André Mussat l'a affirmé.<sup>286</sup> Toutefois, les matériaux de construction, entassés au début des années 1230 et confisqués<sup>287</sup> par les officiers du roi pour la construction de l'enceinte, montrent bien un chantier en fonction. En 1236 l'évêque céda une partie de son palais au profit de la cathédrale pour assurer sa symétrie architecturale.<sup>288</sup> La mémoire de l'obituaire de la cathédrale semble confirmer qu'il s'agit d'un évêque bâtisseur quant il mentionne l'enterrement de Guillaume de

---

un dessin de la collection Gaignière de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, y fut accolé postérieurement. Godard Faultrier l'a daté de l'époque de Foulque de Mathefelon: Godard Faultrier 1866 p. 140-141.

<sup>284</sup> Le document de la création de la fabrique de Saint-Maurice se trouve dans la Bibliothèque municipale d'Amiens. Le texte dont plusieurs auteurs renvoyait, a été publié par Karine Boulanger dans l'annexe de sa thèse. Boulangers, *Les vitraux* ...op. cit. annexe XIII.

<sup>285</sup> ADML G 378 f. 64 (1215); ADML G 378 f. 66 (1218).

<sup>286</sup> Mussat, *Le style gothique de l'Ouest*..op. cit. 199.

<sup>287</sup> Marcheguy, *Archives angevines*..op. cit. t. II. p. 245-247.

<sup>288</sup> „Cum consensu capituli Andegavensis dedisse et concessisse ad opus fabrice andegavensis ecclesie tantum de herbergamento episcopatus quod in eodem herbergamento possit compleri membrum ecclesie...ita tamen quod fabrica ecclesie tenebitur facere nobis scalam et introitum sufficientem ad palatium nostrum...quod protenditur versus dictum herbergamentum, in eadem longitudine et latitudine et quantitate, quanta est aliud membrum quod protenditur versus dormitorium...” Farcy-Pinier, *La cathédrale*..op. cit. p. 64-65.

Beaumont dans le chœur de la cathédrale.<sup>289</sup> Une chose paraît donc certaine. Une bonne partie des travaux des croisillons et du chœur étaient achevés à la mort de Guillaume de Beaumont dont l'épiscopat représente ainsi une seconde campagne de construction de la cathédrale. Il paraît tout aussi clair que les années 1230 furent marquées à Angers par une activité architecturale jamais vue auparavant, caractérisée par le travail intensif de divers chantiers à de nombreuses points de la ville.

Si les travaux aboutirent à une œuvre presque complète avant la fin du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, le chantier fut réouvert trois décennies plus tard pour une dernière campagne d'agrandissement. Il s'agit là de l'achèvement du bâtiment au détriment des murailles gallo-romaines. Cette opération nécessita l'approbation du comte d'Anjou, qui fut accordée en 1274.<sup>290</sup>

En ce qui concerne la richesse de la cathédrale, nous avons des informations précises à partir de 1255. Le trésor de la cathédrale est inventorié trois fois aux cours de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>291</sup> Parmi les nombreuses reliques, les reliquaires et les objets liturgiques nous relevons une pièce de la Vraie Croix qui fut apporté par Guillaume de Beaumont, ainsi qu'un cor d'ivoire acquis par le même évêque en Orient. Ce fut utilisé dans la liturgie de la Semaine Sainte. La conservation et l'augmentation de la richesse mobilière furent visiblement une priorité à partir de l'épiscopat de Guillaume de Beaumont.

L'élaboration de certaines cultes de vénération assura un prestige particulier à la cathédrale dès le XIII<sup>e</sup> siècle. Nous rappelons la déposition des reliques de saint Maurille dans une chasse précieuse préparée directement dans ce but, en 1239. Cela fut un moment solennel qui marqua vraisemblablement la fin d'un cycle de travaux importants de la cathédrale. L'autre grande festivité religieuse du XIII<sup>e</sup> siècle, plus importante que celle de 1239, fut la translation des reliques de Saint René<sup>292</sup> en 1255.

<sup>289</sup> Mussat, *Le style gothique de l'Ouest*..op. cit. 193.

<sup>290</sup> Il s'agit en effet de la concession d'un espace vide entre la cathédrale et l'église Sainte-Croix. „*nos, inter majorem Andegavensem et Sancte Crucis ecclesias quamdam viam seu plateam vacuum habeamus ...pro vestra ecclesia amplianda, concedere vobis illam pro ampliatione ipsius majoris ecclesie dignaremur*” De Botiard, *Actes*...op. cit. , n° 725.

<sup>291</sup> Il s'agit des inventaires faites en 1255 en 1286 et en 1297. Les textes furent publiés en partie dans: Farcy, *Monographie de la cathédrale*..op. cit. t. I. p. 159-162.

<sup>292</sup> BNF coll. TA t. VII. N°3053.

La cathédrale abritait dès le XIII<sup>e</sup> siècle les tombaux des évêques. Les prélats angevins avaient été ensevelis en dehors de la ville jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle.<sup>293</sup> Le premier évêque qui fut enterré dans la cathédrale, fut Ulger mais nous avons à attendre le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle pour indiquer l'enterrement épiscopal suivant à l'intérieur de l'édifice. Guillaume de Beaumont (mort en 1240) et ses successeurs y furent déjà ensevelis pour la plupart créant ainsi une tradition qui augmentait sans doute le prestige de la cathédrale.<sup>294</sup>

Quant aux tombeaux princiers nous n'en avons pratiquement aucun jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Si Luis Farcy évoqua dans un certain sens la cathédrale comme un « Saint-Denis » des princes angevins ce n'est pas du tout valable pendant notre période.<sup>295</sup> Nous rappelons cependant que le cœur de la comtesse Marguerite (première épouse de Charles III de Valois) fut enterré dans la cathédrale<sup>296</sup> marquant ainsi un attachement de la fille de Charles II d'Anjou à la ville d'Angers.<sup>297</sup>

A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle nous sommes témoins des efforts faites pour rendre à la cathédrale le prestige d'un lieu de pèlerinage.<sup>298</sup> Le succès de ces tentatives fut quand même très moyen. La cathédrale d'Angers ne devint pas une destination particulière des pèlerins comparable à celle du Mans par exemple où le culte de saint Julien contribua de bonne heure à la formation d'un centre de pèlerinage.<sup>299</sup>

Le XIII<sup>e</sup> siècle vit donc l'achèvement de la cathédrale qui fut une entreprise architecturale impressionnante. Les travaux permirent d'élaborer un style très particulier et propre à l'Anjou ayant recours à une foule d'artistes issus des ateliers

<sup>293</sup> Louis Farcy indiquait que l'enterrement des évêques dans la cathédrale n'était pas en vogue dans la province de Tours. Ainsi les évêques d'Angers eux aussi préférèrent les collégiales ou les cimetières des chapitres pour y être enterrés. Farcy, *Monographie de la cathédrale*. op. cit. t. II. p. 120 et 132.

<sup>294</sup> Les évêques de notre période sont tous enterrés dans la cathédrale sauf Michel Villoseau dont le tombeau se trouvait dans le couvent des frères prêcheurs. Les tombaux des évêques et les plaques funéraires furent tous reproduits à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Voir Dessins Gaignières Ier série planche 21-27 et 95.

<sup>295</sup> Farcy, *Monographie de la cathédrale*. op. cit. t. II. p. 117.

<sup>296</sup> Si les documents ne laissent aucune doute sur cet enterrement (BMA ms. 653 p. 150) le reliquaire métallique ne fut retrouvé qu'en 1902 lors d'une campagne d'intervention archéologique dirigée par Louis Farcy.

<sup>297</sup> Nous avons à indiquer encore une hypothèse formulée par Pasquine Subes-Piquot concernant les enterrements princiers. Selon l'auteur la demande de terrain pour l'agrandissement de la cathédrale pouvait cacher une initiative des chanoines et de l'évêque ayant le but de créer un mausolée pour le prince apanagiste. Subes-Piquot, *Le cycle peint*. op. cit. p. 468. Cette initiative aurait pu certainement monter le prestige de la cathédrale mais nous ne voyons pas de preuves sérieuses qui pourraient appuyer cette hypothèse.

<sup>298</sup>

<sup>299</sup> Les ardents (maladie autrement nommée mal de Saint Julien –*morbus sancti Juliani* par la population locale) et lépreux sont accueillis et soignés à l'intérieur de la cathédrale lors des fêtes de Saint-Julien patron de l'église. Bouton, *Maine*. op. cit. p. 376-379.

locaux. L'œuvre resta pourtant un peu isolé derrière les murs antiques de la Cité et ne parait pas avoir suscité un soutien particulier de la population urbaine ni des princes ou de la noblesse angevine.

Nous avons à rajouter que la cathédrale ne représente pas une entité séparée puisque le palais épiscopal y est accolé. L'édifice en forme de Tau fut réaménagé au cours des années 1230 et il garda cette physionomie jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle.<sup>300</sup> Les fonctions du palais ont changé au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. L'évêque disposa désormais de plusieurs résidences hors de la ville qu'il fréquentait souvent. Ce réseau comprenant Morannes, Ramefort, Eventard, Villévêque, Saint-Alemand, Bauné (des résidences qui se trouvent dans un rayon de 25 kilomètres) s'est établi durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Le palais urbain n'est donc plus la seule demeure du prélat. Par contre, il devint un véritable centre d'administration et de représentation de fonctions multiples.<sup>301</sup> L'évêque d'Angers en avait d'autant plus besoin que les synodes diocésains deviennent réguliers. Nous savons également que le palais épiscopal était muni d'une prison, signe de pouvoir par excellence.<sup>302</sup> Bien entendu, le palais épiscopal, comme pôle de pouvoir important, abritait un personnel d'un nombre considérable. Au moins une douzaine d'officiers et une quarantaine de domestique étaient attachés au palais de Nicolas Gellent selon les estimations du chanoine Urseau.<sup>303</sup> Mis à part ce personnel abondant nous avons à compter avec l'accueil de nombreux hôtes de passage. Les nobles, les prélats en route, ainsi que les pauvres de la ville avaient un accès régulier au palais épiscopal.<sup>304</sup>

### Le rôle de divers établissements ecclésiastiques.

<sup>300</sup> Farcy-Pinier, *La cathédrale*..op. cit. p. 322.

<sup>301</sup> Nous rappelons dans ce contexte l'importance symbolique du fait que le premier horloge publique de la ville fut installé au mur du palais épiscopal en 1384. Il s'agit d'un oeuvre de Pierre Merlin horloger du roi Charles VI. Farcy, *Monographie de la cathédrale*..op. cit. t. II. p. 113. Le maître fut d'ailleurs originaire de Poitiers et travaillait sur l'horloge de la cathédrale d'Angers aussi. AMA CC 3 f. 48.

<sup>302</sup> *LGLM* p. 282.

<sup>303</sup> *CNG* introduction p. XIII-XIV.

<sup>304</sup> Les distributions de nourritures aux pauvre de la ville sont réguliers dans le palais selon les comptes de Nicolas Gellent. *CNG* art. 213, 911, 1004.

Mis à part l'importance symbolique et réelle du pouvoir de l'évêque, les autres établissements avaient parfois des positions importantes dans le jeu de pouvoir, essentiellement à partir de leurs fiefs. Leur influence était tout de même répartie très inégalement.

Quant au pouvoir temporel nous devons le séparer en deux au moins en théorie : les fiefs, la justice. Nous voulons dire qu'il serait vain d'établir les limites précises de la géographie féodale dans la ville. La situation est encore plus compliquée par le fait que les divers établissements et autorités avait cédé des biens immobiliers aux autres contre le paiement d'un cens annuel. L'exemple de l'hôpital Saint-Jean y est très significatif. A la fin des années 1230, l'aumônerie avait des biens immobiliers à censive sur des fiefs de pratiquement tous les établissements angevins.<sup>305</sup> S'il s'agit dans ce cas d'un établissement relativement neuf, nous ne voyons pas d'obstacle à généraliser ce phénomène.

Concernant la justice, la situation est plus compliquée dans la mesure où les biens tenus essentiellement dans le domaine du comte pouvaient contenir la détention d'une partie de la justice.

Nous devons signaler cependant un troisième facteur de pouvoir : l'influence spirituelle qui se manifeste à travers le service paroissial. Le cadre de ce réseau s'était constitué à partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle. Notre époque n'y a apporté que peu de changements.

### Les chapitres

La détention du sol urbain dans le cas des collégiales se limitait essentiellement aux alentours proches des établissements. En ce qui concerne le service pastoral toutes les collégiales de chapitre séculier avait une paroisse mais les limites de ces paroisses ne correspondaient pas avec les fiefs parce que ceux-ci étaient beaucoup moins étendus.

Quant aux fiefs, nous n'avons pas beaucoup de changements à signaler au cours du XIII<sup>e</sup> siècle mis à part le chapitre Saint-Laud. En général toutes les collégiales comptent parmi les propriétaires de petite ou moyenne importance dans la ville. Le

chapitre Saint-Maurice possédait de terrains et de maisons essentiellement dans la Cité. Ces biens sont loin d'être qualifiés toujours de fiefs. Leur prédominance s'imposa à partir de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle avec la transformation de la Cité en un enclos canonical. La concession des maisons et des droits de justice par Charles d'Anjou en 1258<sup>306</sup> confirma cette affirmation.

Les chapitres Saint-Maimbeuf, Saint-Jean, Saint-Pierre et Saint-Maurille avaient des fiefs dans une mesure limitée se regroupant en principe autour de la collégiale. Une partie de ces maisons et de ces terrains était arrentée mais cela représentait une valeur de beaucoup inférieure aux possessions des abbayes Saint-Aubin et Ronceray. Il est cependant intéressant de voir quelques chapitres avoir de positions favorables dans des zones économiquement importantes qui sont plus éloignés de la collégiale. Ainsi le chapitre Saint-Maimbeuf avait plusieurs maisons en fief dans la rue Baudrière.<sup>307</sup> La présence des fiefs de Saint-Maurille est signalée auprès des Halles.<sup>308</sup> Quelque signe nous amènent à supposer que les chanoines de Saint-Maurille possédaient des vignes importantes dans la zone qui se trouve entre les halles et leurs collégiale.<sup>309</sup>

La seule communauté des chanoines réguliers, l'abbaye Toussaint peut être considéré comme un perdant du XIII<sup>e</sup> siècle. L'emprise foncière des chanoines se limitait toujours à un noyau autour de l'abbaye. Le rôle charitable était cependant concurrencé fortement. par la consolidation de l'hôpital Saint-Jean. En contrepartie l'enceinte urbaine protégeait désormais l'abbaye qui se dota au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle d'une nouvelle église abbatiale.

Les deux chapitres comtaux, celui de Saint-Martin et celui de Saint-Laud avaient de rôles particuliers.<sup>310</sup> Ces deux chapitres entretenaient de liens particuliers

<sup>305</sup> C'est ce que nous permet de dire une liste de cens du aux divers établissements ecclésiastiques. ADML 1 Hs B 188 f. 20 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>.

<sup>306</sup> AN J 178 f. 27.

<sup>307</sup> ADML G 725 f. 8, 9, 11, 12, 13, 16, 19, 24.

<sup>308</sup> ADML G 1118 s. n. (1315); ADML G 1195 s. n. (1277).

<sup>309</sup> Les Cordeliers s'installent à la fin des années 1220 sur des terrains appartenant au Saint-Maurille. Thorode, *Notice...* op. cit. p. 337.

<sup>310</sup> Le chapitre Saint-Laud était exempté de la juridiction épiscopale. BNF coll. TA t. VII n° 2860 (1240). L'évêque d'Angers voulait cependant confirmer son autorité vis à vis du chapitre Saint-Laud. En 1242 Michel Villoseau rappela qu'il réservait le droit de visite et les chanoines étaient obligées d'accueillir l'évêque processionnellement à chaque fois qu'il y va avec son chapitre. BNF coll. TA t. VII n° 2886.

avec les comtes d'Anjou. Les lettres de Charles Ier témoignent d'une préoccupation particulière du comte des prébendes du chapitre Saint-Martin et Saint-Laud.<sup>311</sup>

Les fiefs du chapitre Saint-Martin sont un peu plus dispersés. Ils se concentrent à proximité de la collégiale mais on retrouve quelques maisons tenues en fief dans la rue Hanelou et beaucoup plus à Bressigny.<sup>312</sup> Les chanoines de Saint-Martin possédaient également une arche sur le pont d'Angers en plein cœur d'un noyau commercial de la ville.<sup>313</sup>

Si ces possessions sont d'une valeur modeste, l'importance du chapitre se mesure également à partir de son rôle auprès des l'administration du comte. Il est bien connu à partir de la publication des lettres de Charles Ier d'Anjou par Alain de Boüard que le comte adressait entre 1266 et 1275 la plupart de ses lettres simultanément au bailli d'Anjou et au doyen de Saint-Martin. Nous nous gardons cependant de généraliser cette information. Il s'agit visiblement d'un attachement de Charles d'Anjou à une personne concrète, s'appelant Guillaume, qui portait la dignité de chantré encore en 1266<sup>314</sup> pour devenir après doyen du chapitre. Après 1275 aucune lettre n'est adressée expressément au doyen qui devait être désormais une personne différente.

Le chapitre Saint-Laud paraît subir, parmi les établissements capitulaires, le plus grand changement au cours du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>315</sup> Délogé du château, il fut obligé de reconstituer un patrimoine en dehors de l'enceinte urbaine. Les chanoines comptèrent, comme nous l'avons vu, sur l'aide financière du roi même après la constitution de l'apanage.

Le déplacement eut une double importance. D'autre part, il mit fin à l'isolement des chanoines dans le château et ouvrit un terrain plus large aux chanoines dans la proximité du vieux marché mais pourtant plus loin que la commanderie de l'ordre du Temple, également extra-muros. Dans l'autre sens le chapitre se retrouva de nouveau

<sup>311</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 396, 717, 727, 824, 827, 828, 829, 868, 1030.

<sup>312</sup> ADML G 1031 s.n. (1303, 1313); ADML G 1041 s.n. (1292); ADML G 1047 s.n. (1264, 1272, 1274, 1289, 1292, 1294, 1301, 1305, 1306); ADML H 41 f. 2.

<sup>313</sup> *CHSJ* n° 65.

<sup>314</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 9.

<sup>315</sup> Nous signalons cependant qu'à la suite de son emplacement auprès du palais du comte, il arriva déjà auparavant que le chapitre de Saint-Laud rencontra les ambitions du comte. Foulque IV comte d'Anjou qui voulait reconstruire son écurie (*malchaaciam suam*) détruisit une maison du chapitre près de l'église Saint-Aignan. Evidemment, les chanoines reçurent une autre maison en récompense. *CSL* n° 41.

dans un isolement, du fait de son emplacement en dehors de l'enceinte urbaine. La protection d'un mur de l'enclos canonial s'avéra ainsi nécessaire.

A côté de l'emprise foncière, le prestige des chapitres était un autre facteur de leur importance. Ce prestige semble s'être renforcé à l'initiative épiscopale. La vie intérieure des chapitres Angevins fut réformée par les évêques d'Angers à la fin du XIIe et au début du XIIIe siècle. Les interventions concernaient l'obligation d'une résidence durable ainsi que le rétablissement du faste du culte liturgique. Ce mouvement de législation se répandit dans toute la province de Tours au début de notre époque.<sup>316</sup>

### Les monastères

Si les monastères angevins gardèrent une partie de leur prestige au cours du XIIIe siècle, leur rôle se limitait de plus en plus à leur importance foncière. Ils sont en effet les premiers bénéficiaires directs de la montée des prix des rentes dans la ville.

En ce qui concerne le temporel urbain, l'abbaye Saint-Aubin et l'abbaye du Ronceray se distinguent nettement. Les fiefs de Saint-Aubin ne se limitaient pas à un noyau autour de l'abbaye (rue Courte, rue Saint-Aubin, rue Saint-Jean etc) mais elle avait des possessions (fiefs) plus lointaines dans la rue *Escachboton*, dans la Baudrière à la porte Girard.<sup>317</sup> L'importance de ces fiefs est de caractère économique. Ils sont en principe au cœur de la vie commerciale de la ville. L'abbaye possédait également de fiefs dans la Cité. L'apparition des frères prêcheurs affaiblit définitivement les positions de Saint-Aubin dans ce secteur.<sup>318</sup>

Des fiefs de Saint-Aubin sont également signalés ensuite à l'Evière donc extra-muros. Le chapitre de Saint-Laud était aussi installé sur une partie des terrains qui appartenaient à Saint-Aubin.<sup>319</sup> Les positions de l'abbaye dans la Doutre sont également connues. Une fois de plus, on retrouve le fief des moines dans un secteur commercial important comme la rue Lionnaise.<sup>320</sup>

<sup>316</sup> Avril, *Le gouvernement...* op. cit. t.II. p. 526-528.

<sup>317</sup> ADML H 43 f. 1.; ADML H 43 f. 3.; ADML H 43 f. 4.; ADML H 43 f. 5.; ADML H 142 f.1.; ADML H 45 f. 6.; ADML H 48 f. 1.; ADML H 51 f. 9.

<sup>318</sup> La chapelle de Notre-Dame de Recouvrance (*Recooperta*) fut cédé déjà en 1141 à l'abbaye de Roë contre l'acquittement d'un cens de 50 sous.

<sup>319</sup> BMA ms. 757 s.n. (1234).

<sup>320</sup> ADML H 46 f. 162.; ADML H 46 f. 165.; ADML H 51f. 7.;



La gestion du temporel entier exigea une attention particulière aux finances. C'était d'autant plus nécessaire à notre époque que les anciennes abbayes avaient perdu une partie des soutiens financiers des fidèles. En ce qui concerne les prieurés et le l'espace rural, la montée des cisterciens ou des grandmontains annonçait déjà cette difficulté au cours du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>321</sup> A partir de la fin du XII<sup>e</sup> et surtout au cours du XIII<sup>e</sup> siècle le problème gagna l'espace urbain avec la concurrence de plusieurs établissements installés récemment. Nous pensons par-là tout d'abord à l'hôpital Saint-Jean et aux ordres mendiants. Ce n'est pas étonnant donc que des conflits intérieurs entre les moines et l'abbé, soient signalés déjà en 1189 à l'abbaye Saint-Aubin.<sup>322</sup> La nature de ces controverses confirme la prévision des difficultés de gestion. Il apparaît pourtant que ces conflits s'étaient apaisés puisque nos sources n'en signalent pas pareil au cours du XIII<sup>e</sup> siècle.

En dehors de la question des finances Si les comtes d'Anjou ne s'attachaient plus à l'abbaye Saint-Aubin, les cérémonies de consécration de l'évêque lui réservaient quand même un prestige particulier.<sup>323</sup>

L'emprise foncière de l'abbaye de Ronceray fut très importante de l'autre côté de la Maine. Sa prépondérance initiale dans la Doutre s'affaiblit considérablement, à la suite de la création de l'hôpital Saint-Jean. La domination d'un secteur économiquement très important était désormais partagée.

Les deux autres monastères, l'abbaye Saint-Nicolas et l'abbaye Saint-Serge gravitaient moins autour du noyau urbain. Disposant toutes les deux d'un vaste réseau de prieurés et de domaines dans le diocèse d'Angers et en dehors, elles n'avaient de fiefs qu'à la périphérie de l'espace urbain. Leurs positions sont confirmées par la construction de l'enceinte à partir des années 1230. Les bourgs formés autour de ces établissements constituaient désormais un prolongement de l'espace urbain dans une zone non-protégée.

Nous avons à séparer pourtant l'emprise foncière et le rayonnement du prestige. L'abbaye Saint-Serge qui continuait d'être à notre époque sous la tutelle de l'évêque

<sup>321</sup>Pour l'installation des grandmontains en Anjou sous le règne des Plantagenêt voir: Avril, *Le gouvernement*..op. cit. t. II p. 458-468.

<sup>322</sup> CSA t. II n° 562. indique: Avril, *Le gouvernement*..op. cit. t. II p. 438.

<sup>323</sup> „ad cosecracionem ejusdem electi prefigimus, Andegavis in monasterio Sancti Albini personaliter intersitis..” *LGLM* p. 41.

d'Angers se dota d'une abbatale en partie reconstruite. Le nouveau chœur eut la forme d'une grande salle et fut voûté au début du XIII<sup>e</sup> siècle mettant en œuvre une technique nouvelle.<sup>324</sup> Les voûtes bombées à nervures multiples ainsi que la décoration fine des clés, ou bien la légèreté surprenante des colonnes de support sont tous des traits d'une exécution brillante admirés par de nombreux voyageurs.

L'abbaye Saint-Nicolas nous fournit des informations intéressantes dans d'autres domaines. Ce monastère continuait à entretenir des liens particuliers avec la monarchie anglaise même après le départ des Plantagenêt.<sup>325</sup> Ses prieurés anglaises jouaient certainement un rôle important.

### Le rôle des institutions nouvelles

Si le XIII<sup>e</sup> siècle vit l'implantation de nombreuses communautés religieuses à Angers, nous devons avancer qu'elles ne changèrent pas d'une manière sensible l'équilibre foncier dans la ville. Leur importance se trouve ailleurs.

En ce qui concerne l'arrivée des mendiants, nous avons des incertitudes sur quelques points. Cela concerne tout d'abord les frères Prêcheurs. Joseph Avril propose l'intervalle de 1220-1225 pour l'installation des jacobins.<sup>326</sup> Le premier document qui les mentionne à Angers et qui désigne leur chapelle, c'est-à-dire Notre-Dame de Recouvrance, date de 1225.<sup>327</sup> Le rôle de l'évêque Guillaume de Beaumont est important dans le processus de leur installation dans la Cité. C'est lui qui invita les jacobins à Angers et c'est également lui qui indemnisa l'abbaye Saint-Aubin pour la perte de la rente du pour la possession de la chapelle.<sup>328</sup>

L'attachement de la personne de l'évêque aux Prêcheurs continua avec l'épiscopat de Michel Villoseau. Celui-ci fut d'ailleurs enterré dans leur couvent en 1260.<sup>329</sup> Si les détails des débuts nous échappent, on voit clairement que les frères prêcheurs bénéficiaient largement de la protection épiscopale. Aucun conflit n'est signalé concernant leur installation et leur activité dans la ville. Il est pourtant difficile

<sup>324</sup> Mussat, *Le style gothique*...op. cit. p. 223-232.

<sup>325</sup> Labande-Maillefert, *Essai de reconstitution*...op. cit. n° 337-338.

<sup>326</sup> Avril, *Le gouvernement*...op. cit. t.II. p. 821.

<sup>327</sup> ADML 91 H 1 f. 1. Il s'agit de l'acquisition par les jacobins d'un terrain et d'une maison voisinant leur maison au prix de 4 livres 10 sous versé à une certaine *Amelota*.

<sup>328</sup> ADML H 154 f. 53.

<sup>329</sup> L'Evesque, *L'ancien couvent des frères Prêcheurs*...op. cit. p. 26.

de dépister leur influence spirituelle dans la ville. Il n'est peut être pas dû au hasard que lors d'un incident en 1305 des étudiants trouvèrent refuge dans leur couvent.<sup>330</sup> Cela ne nous autorise pas pour autant à affirmer leur rôle dans l'éducation, même si cela nous paraît fort probable à la base de l'expérience que l'on a des universités dans d'autres villes de France.

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle le couvent semble jouir d'une popularité parmi les gens poursuivis par les agents du bailli. En 1312, une intrusion violente des agents du comte fit à nouveau du bruit parmi les autorités ecclésiastiques.<sup>331</sup>

La date précise de l'arrivée des frères mineurs pose les mêmes problèmes. Les historiens anciens de la ville tendaient à fixer une date trop avancée.<sup>332</sup> Nous admettons les corrections de Joseph Avril qui situe l'implantation des cordeliers à Angers entre 1225 et 1231.<sup>333</sup>

Contrairement aux Prêcheurs, les cordeliers s'installèrent dans un secteur moins dansément occupé de la ville. Il est tout de même intéressant de voir que les changements topographiques du XIII<sup>e</sup> siècle se déroulèrent au profit des franciscains, sans qu'ils les aient prévus auparavant. Alors que la Cité commençait à s'enfermer la construction de l'enceinte ouvrait des voies nouvelles à l'urbanisation. Les cordeliers qui étaient proche de la Porte Girard au moment de leur implantation. Dès la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, trouvent les Halles dans leur proximité.

Nous n'avons aucun signe qui pourrait contester l'accueil favorable des franciscains. Cette fois ce sont les chanoines de Saint-Maurille qui concédèrent des terrains pour l'installation des Mineurs. La générosité de l'évêque Guillaume de Beaumont envers le chapitre ne tarda pas, assurant ainsi une installation paisible des mendiants.<sup>334</sup>

La pénurie des sources que nous devons affronter, concernant d'ailleurs tous les ordres mendiants à Angers, nous empêche de représenter nombre de détails de leur rôle au cours du XIII<sup>e</sup> siècle.

Après l'installation de ces deux communautés à Angers, les interventions épiscopales visèrent à faire respecter les règles de l'ordre. N'étant pas propriétaires de

<sup>330</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*...op. cit. p. 189-190.

<sup>331</sup> BNF coll. TA n° 3462.

<sup>332</sup> Thorode, *Notice*...op. cit. p. 332.

<sup>333</sup> Avril, *Le gouvernement*...op. cit. t.II. p. 825.

<sup>334</sup> Thorode, *Notice*...op. cit. p. 337.

leurs terrains, les mendiants furent sommés de restituer les oblations à ceux qui en détenaient le droit. Dans le cas des franciscains c'était le chapitre Saint-Maurille.<sup>335</sup>

Il n'est pas surprenant donc que l'on entende très peu de mendiants dans le corpus de nos sources dominé par les contrats immobiliers.

Nous avons cependant quelques informations des legs pieux des fidèles au profit des mendiants. Les testaments qui prolifèrent à partir de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle mentionnent souvent les deux premiers ordres mendiants parmi les bénéficiaires.<sup>336</sup> Les sommes léguées par les testateurs ou testatrices sont en grande partie identiques. Une fois les cordeliers reçurent le double de la somme attribuée aux jacobins.<sup>337</sup> Il arrive que les cordeliers et les Jacobins, seuls dans une longue énumération de bénéficiaires, jouissent également de dons de livres.<sup>338</sup>

Le couvent des cordeliers constitue un enclos protégé par un mur à l'intérieur de l'enceinte urbaine. La construction de l'église traîna à partir de 1231<sup>339</sup> tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle. Les cordeliers acquirent à la fin du XIII<sup>e</sup> d'autres terrains aussi, dans le voisinage de leur couvent. La noble Isabelle de la Marche, dame de Craon, leur concéda une maison avec des jardins et d'autres édifices à côté de leur couvent.<sup>340</sup> Les frères mineurs n'arrêtèrent pas de s'étendre au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Il s'agit à ce moment là de l'acquisition de vignes, de jardins sur le fief du chapitre Saint-Maurille<sup>341</sup>.

Malgré l'absence des fiefs propres on voit les jacobins et les cordeliers solidement implantés dans l'espace urbain. Si le prestige des jacobins augmenta certainement à la suite de l'enterrement de Michel Villoiseau dans leur couvent, le choix des Cordeliers par la maison de Craon pour le lieu de sépulture ne représenta pas moins de prestige pour les frères Mineurs. Les membres de cette famille, qui était l'un des plus illustres d'Anjou furent ensevelis dans une chapelle de l'église des cordeliers

<sup>335</sup> Thorode, *Notice...* op. cit. p. 339-340.

<sup>336</sup> CHSJ n° 153, 154, 160,

<sup>337</sup> Au lieu de 5 livres les franciscains obtenaient 10 livres pour leur fabrique. CHSJ n°154.

<sup>338</sup> CHSJ n° 153.

<sup>339</sup> BMA ms. 1026 s.n. (1231).

<sup>340</sup> „une meson o le cortil o le vergier o les edifies et o toutes les autres appartenances laquelle meson ladite dame aveit sicomme elle diseit en la rue qui est apelee la Lasnerie d'angiers joust le chief de liglise es freres menours d'angiers" ADML 87 H 3 s. n. (1298).

<sup>341</sup> „Ortum seu virgultum qui vulgariter nuncupatur ortus seu virgultum au Bacle qui situm est iuxta seu prope ortum seu virgultum dictorum fratrum ex una parte et iuxta seu prope asinarie ex altera a parte iuxta vicum de Maulevant et ortum elemosinarie per reverendum in Christo dominum Johannem Dolensem episcopum ...fundate in feodo ecclesie nostre [Saint-Maurille] ad heredibus defuncti Gauffridi de la Godiere acquisissent .."ADML 87 H 3 s. n. (1321).

d'Angers à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>342</sup> Ajoutons ensuite la famille de Beauvau dont les membres firent la tradition de se faire enterrer chez les cordeliers d'Angers à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>343</sup>

La coutume des personnages notables de s'ensevelir dans l'église de cordeliers est observable également à Saumur. Guillaume de Rezay bailli d'Anjou et sa veuve Pétronille furent enterrés chez les cordeliers de Saumur.<sup>344</sup>

L'histoire de l'installation des carmes est encore plus obscure. Nous savons seulement qu'ils s'installèrent en 1283 près du chapitre Saint-Laud. Leur déménagement à l'île des Carmes dans la Doutre est postérieur et n'eut lieu qu'en 1363.

Le quatrième ordre mendiant, celui des augustins apparaît seulement au cours de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Nous devons cependant préciser, comme le terme augustins est générique et est employé pour plusieurs congrégations d'habit noir vivant d'après la règle de saint Augustin, qu'il s'agit là des frères Sachets qui s'installèrent dans la Doutre en 1264 au plus tard sous le nom de pénitents de Jésus Christ. Leur installation fut assurée par un noble, Geoffroy de Chateaubriand qui leurs concéda en 1264 un manoir près de la rue Lionnaise.<sup>345</sup> L'ordre figure comme bénéficiaire de legs pieux dans quelques testaments à partir de cette date.<sup>346</sup> Le décret du concile de Lyon en 1274 qui supprima l'ordre ne fut pas appliqué immédiatement à Angers. Nicolas Gellent fit encore des aumônes aux frères Sachets en 1288. Les conditions de leur disparition sont obscures. Une autre congrégation sous le nom d'augustins s'établit dans la maison des frères Sachets dans la Doutre au début du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>347</sup> mais elle laissa très peu de trace jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle.<sup>348</sup>

Pour conclure, les ordres mendiants sont représentés par quatre couvents à Angers. Selon l'enquête lancée par Jacques le Goff cela représente un niveau d'urbanisation important et une population numériquement forte. Angers est d'ailleurs la seule ville à l'ouest du royaume de France qui disposait aux cours du XIII<sup>e</sup> siècle de

<sup>342</sup> Brousillon, *La maison de Craon*..op. cit. t. I. p. 229.

<sup>343</sup> Voir le récit de Claude Ménard: BNF ms. fr. 24108 p. 50.

<sup>344</sup> *CHSJ* n°160.

<sup>345</sup> Ajoutons que l'abbaye de Ronceray ne fut pas favorable à leur installation et voulait empêcher que les frères y construisent leurs église. L'intervention de l'évêque régla la situation. BNF coll. TA t. VII n° 3166.

<sup>346</sup> *CHSJ* n° 153 (1264), 154 (1265).

<sup>347</sup> BNF coll. TA t. VIII n° 3458.

<sup>348</sup> Port, *Dictionnaire* t. I. p. 94.

quatre couvents mendiants. Même les grandes villes de la Bretagne n'en avaient que deux à notre époque.<sup>349</sup>

Leur accueil ne posait visiblement aucun problème. Nous rappelons ensuite qu'après les interventions favorables des évêques lors de leur installation, les mendiants continuèrent à recevoir du prélat des aumônes pour couvrir des frais de subsistance ou d'habillement.<sup>350</sup>

Nous avons à signaler enfin l'apparition de la communauté religieuse des Filles-Dieu. Leur présence peut être également interprétée comme un trait urbain caractéristique. Il s'agit en effet de femmes repentis formant une communauté et se mettant sous les ordres d'une prieresse. Quant à leur installation, nous n'avons aucun support pour préciser une datation. Au moins, nous savons que dès la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle elles sont présentes dans la Doutre. Elles possédaient un grand immeuble, un hébergement avec plusieurs dépendances tenues de l'hôpital Saint-Jean à 10 livres et 12 sous par an.<sup>351</sup> Cette communauté, dont une rue portait le nom déjà à notre époque, était bien intégrée dans la population urbaine. Elle figure très souvent parmi les legs pieux des testaments.<sup>352</sup> Les comptes de l'évêque Nicolas Gellent témoignent également d'une attention particulière envers les religieuses.<sup>353</sup>

Il s'avère donc que l'installation de l'hôpital Saint-Jean, vers 1175, constitua le dernier impact dans le tissu urbain. Cela nous amène à traiter de cet établissement dans un chapitre distinct. Les établissements qui s'installèrent au cours du XIII<sup>e</sup> siècle n'ont pas changé l'équilibre à l'intérieur de l'espace urbain mais ils ont enrichi considérablement les pôles religieux de la ville.

### Bilan de l'équilibre des pouvoirs

<sup>349</sup> Leguay, *Le réseau urbain*...op. cit. p. 20-21. Nantes avait deux couvents mendiants. A Rennes et à Vannes seul les cordeliers furent installés.

<sup>350</sup> CNG art. 29, 908, 909, 913, 1001, 1009, 1080.

<sup>351</sup> Le retier de l'hôpital mentionne en 1313 la communauté des Filles Dieu. „*Filie Dei pro herbergamento et domibus suis in folia 115 s. et 100 s.*” ADML 1 Hs A 4 f. 3.

<sup>352</sup> ADML 340 f. 27; CHSJ n° 153, 154, 160.

<sup>353</sup> CNG art. 15, 26, 94, 110, 473, 548, 749, 898, 1006, 1052.

Pour terminer, nous devons conclure la forte emprise du pouvoir du comte et de l'Eglise dans la ville. En ce qui concerne la population laïque la faible présence de la noblesse se fait remarquer. Comme nous allons le voir plus bas, les nobles n'avaient pas de positions fortes dans la ville. Mis à part quelques fiefs et des résidences leur rôle resta très modique dans l'équilibre des pouvoirs.

Quant aux bourgeois, ils ne disposaient pas d'une autonomie, quelque soit l'ampleur de leur patrimoine, qui pouvait constituer un élément politique important à l'intérieur de la ville. Angers constitue ainsi un exemple très intéressant du développement urbain. Capitale du comté, cité importante de l'empire Plantagenêt, elle compte parmi les rares villes qui n'aient pas obtenu de franchises. En comparaison, les villes de la Normandie acquièrent l'une après l'autre des franchises à l'exemple de Rouen ce qui leurs assurait une série de privilèges dans l'administration de la ville. Nous devons ajouter les concessions de caractère économique et juridique. Les communes de la Normandie ainsi que les franchises accordées par les Plantagenêt furent ensuite confirmées par Philippe Auguste.<sup>354</sup>

Les villes du Poitou, des pays de la Charente et de la Saintonge obtinrent des Plantagenêts des franchises comparables. Dans la zone qui se trouve au sud des marges de l'Anjou nous avons une série de villes, très souvent moins importantes qu'Angers, qui en profitèrent.<sup>355</sup>

Le mouvement communal qui s'épanouit en France à partir du début du XIIe siècle fit également des communes et des villes de franchises dans l'Ouest. Rappelons tout d'abord la première commune en France, tout à fait éphémère, qui apparaît en 1070 au Mans.<sup>356</sup> Les premières franchises de Blois datent de 1196.<sup>357</sup> Une autre ville ligérienne, Orléans reçut également à la fin du XIIe siècle des franchises, certes très modiques, qui représentent un certain niveau dans l'organisation de la communauté urbaine.<sup>358</sup> Dans ce contexte, H. Miyamatsu a soulevé la question de l'existence d'une commune au début du XIIe siècle à Angers.<sup>359</sup> Nous pensons toutefois que nos données

<sup>354</sup> Giry, *Les établissements de Rouen*...op. cit.

<sup>355</sup> Chauvin et Pon, „Les Chartres de libertés”...op. cit. dans: *Bonnes villes*...op. cit.

<sup>356</sup> Il est cependant difficile d'analyser cette apparition précoce d'une commune car nos sources sont bien postérieures. Chédeville, „Le mouvement communal”...op. cit. dans *Bonnes villes*...op. cit. p. 18.

<sup>357</sup> Soger et Trouillard, éd., *Cartulaire de la ville de Blois*...op. cit. 51-58. Plusieurs villes, ainsi Châteaudun, obtinrent du comte de Blois des franchises comparables à la fin du XIIe siècle. Ces chartes sont inspirées largement des coutumes de Lorris. Chédeville, *Chartres*...op. cit. p. 495.

<sup>358</sup> *RAPHA* t. I. n° 84.

<sup>359</sup> Miyamatsu, „A-t-il existé une commune”...op. cit.

sont insuffisants pour trancher cette question. Certes, les signes de l'agitation des bourgeois sont incontestables.<sup>360</sup>

Le XIII<sup>e</sup> siècle fut déjà moins favorable aux créations de communes. L'accord princier pour des franchises urbaines fut très rare à partir du second tiers du XIII<sup>e</sup> siècle. Notons pourtant le cas de Chartres qui reçut une charte de franchises en 1297 de Charles de Valois. Mis à part la reconnaissance officielle de la communauté urbaine, les bourgeois de Chartres bénéficièrent de franchises dans le domaine fiscal, économique et judiciaire. Ajoutons que ces concessions ne représentent pas une véritable municipalité<sup>361</sup>. Ailleurs, des émeutes urbaines causèrent des troubles importants dans la ville. C'est le cas de Tours où les bourgeois de Châteauneuf s'opposèrent très souvent d'une manière violente au pouvoir des chanoines de Saint-Martin tout au long des XII et XIII<sup>e</sup> siècles.<sup>362</sup>

En ce qui concerne notre ville, elle resta à l'écart de ces agitations urbaines. Il est important de voir que cela ne signifie pas pourtant l'absence totale des manifestations d'une responsabilité commune des habitants. Comme nous allons le voir, en 1210 les représentants des habitants d'Angers sont invités lors de la décision de l'affaire de la chaussée des Treille. En 1236, les bourgeois prirent des mesures concernant le commerce du vin.<sup>363</sup> Durant les années 1270, ils s'adressèrent au comte d'Anjou pour régulariser les conditions de travail et de commerce des métiers.<sup>364</sup>

Tout de même, le défaut des institutions municipales s'explique par de nombreux éléments. L'emprise ecclésiastique et la présence très faible de la noblesse en sont de causes importantes. Comme nous l'avons vu, le pouvoir se concentrait essentiellement dans les mains du comte et de diverses institutions ecclésiastiques. Cependant, les bourgeois commencèrent à constituer au XIII<sup>e</sup> siècle un pouvoir

<sup>360</sup> En effet, il s'agit des informations des annales de Saint-Aubin et de Saint-Serge qui mentionnent en 1116 une révolte des habitants d'Angers face au comte: „*guerra burgensium contra comitem*”; „*facta est gravis dissensio inter Fulconem comitem Juniores et burgenses Andegavenses*”. Marchegay et Mabilley, *Chroniques*...op. cit. p. 32, 143.

<sup>361</sup> Chédeville, „La charte de franchises...” op. cit.

<sup>362</sup> Selon les termes de Bertrand Chevalier, le mouvement communal dans le centre de la France a été aussi précoce que stérile. Il voit dans cette précocité et dans la violence un obstacle important au développement des institutions urbaines. Chevalier, *La ville de Tours*...op. cit. 79-80. Pour donner un exemple des luttes du XIII<sup>e</sup> siècle, en 1231 onze bourgeois firent une intrusion violente dans la maison du trésorier de Saint-Martin. Par conséquent toute la communauté de Châteauneuf en fut désignée coupable et elle dut verser au chapitre 300 livres et 300 marcs d'argent comme amende d'après la lettre patente du roi Louis IX. BNF coll. TA t. VI. n° 2711.

<sup>363</sup> BMA ms. 706 f. 176.

<sup>364</sup> V. *infra*.



économique considérable à partir de leurs fortunes. Cet importance n'était pas en accord avec leur absence quasiment complète dans l'administration urbaine.

## **Troisième partie**

### **Les fonctions économiques**

## **Le monde de la production. Les artisans et les métiers.**

### **Les aspects topographiques**

Les sources de notre période ont un intérêt indiscutable dans la représentation du monde du travail et en particulier des artisans à l'intérieur de la ville. Les documents qui en parlent sont nettement plus nombreux que ceux qui concernent les siècles antérieurs. Malgré ces meilleures conditions de recherche, il nous reste de nombreux problèmes, parfois insurmontables, lors d'une démarche de précision topographique. Les censiers qui indiquent clairement la situation professionnelle des détenteurs de tel ou tel immeuble font encore défaut. La localisation des immeubles dans les contrats de ventes ou dans les baux est faite avec une grande précision déjà à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle mais ces derniers types de source proposent une vue plus morcelée de la répartition topographique des divers groupes sociaux. L'identification des professions à partir des noms pose un autre problème sérieux. Les noms qui accompagnent les prénoms ne donnent pas forcément durant notre époque une information concernant la profession de l'individu concerné. Si au tournant des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles ces noms correspondent encore en majorité avec la profession exercée c'est d'autant moins vrai à partir de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>365</sup> Des démarches complémentaires sont nécessaires. Les informations sur le voisinage ou sur la famille ou plus encore des précisions directes sont exigées pour se prononcer avec une certitude plus ou moins stable sur les activités exercées.

La répartition des pôles des activités artisanales dans le tissu urbain, à Angers comme ailleurs, est le jeu de la concurrence de nombreux faits historiques. Elle porte avant tout les traces des conditions héritées des siècles antérieures. Cela dit, à Angers ces activités se groupèrent déjà durant le XII<sup>e</sup> siècle en deux « quartiers » aisément identifiables. C'était d'une part le côté d'outre Maine (Doutre) et d'autre part le quartier du soi disant Bourg limité par la rue Baudrière et par la Maine et ayant un axe

---

<sup>365</sup> Pierre Desportes signale ces problèmes: Desportes, *Reims...* op. cit. p. 341.

entre la porte Angevine et la porte Girard. Quelques observations semblent évidents. Les deux secteurs ont un accès facile, ils sont proches de la voie fluviale (Maine) et pourtant écartés des pôles des pouvoirs politiques. Dans ces conditions le « Bourg » pouvait profiter davantage de la proximité de la cité et des chapitres antiques de la ville. L'essor de la Doutre commença avec la construction du pont au début du XI<sup>e</sup> siècle. Les signes d'accroissement de ce côté du Maine sont pourtant dispersés jusqu'au dernier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle.

Le XIII<sup>e</sup> siècle approfondit et dans un certain sens élargit ces structures tout en marquant ses limites pour de nombreux siècles. Notre période n'a pas produit de changements radicaux dans ce domaine. Son importance reste cependant loin d'être négligeable. La construction de l'enceinte urbaine incorpora les deux quartiers artisanaux déjà nommés et laissa un vaste aire d'expansion en direction des murailles. Dans la Doutre, une éventuelle expansion au long du fleuve fut limitée par l'émergence de l'hôpital Saint-Jean. L'aumônerie formait avec l'abbaye de Notre Dame de la Charité (Ronceray) un bloc infranchissable. Aussi, l'accroissement de la population artisanale visa en particulier l'île des Carmes et le secteur de la tannerie à partir de l'église paroissiale de la Trinité jusqu'à la porte Saint Nicolas et la porte de la Tannerie. Il est donc bien visible que la partie Sud-Ouest de la Doutre fut concernée en particulier par le processus d'installation des artisans. Il est à noter d'autre part que la proximité de la rive fut un facteur de développement décisif. La plus grande concentration des artisans est attestable dans l'espace limité par le Ronceray, la Maine l'enceinte et la rue Saint-Nicolas. Les secteurs voisinant l'enceinte urbaine, mais se trouvant plus éloignés de la rive de la Maine furent nettement moins favorisés. Ils gardèrent encore au long du XIII<sup>e</sup> siècle un caractère rural à travers de la présence des vignes et des jardins. Les rares mentions des maisons dans ce coins de la Doutre sont liées en majorité au clergé ou à la noblesse. Naturellement l'axe principale de la Doutre, la rue Lionnaise et la porte Lionnaise y font exception. Ces tendances furent solides. L'analyse d'un censier du Ronceray datant de 1460 dessine un tableau révélateur à ce sujet.<sup>366</sup> L'implantation des élites dans la Doutre se réalisa justement dans ce secteur moins recherché par la petite bourgeoisie lors des siècles antérieurs.

---

<sup>366</sup> Combe, „Le quartier de la Doutre...” ...op. cit. p. 35-49 et fig. 7, 10 et 11.

De l'autre côté de la Maine près de murs antiques de la Cité, le Bourg encerclé par un système de défense rudimentaire durant le XIIe et début du XIIIe siècle resta ouvert permettant ainsi une expansion plus dynamique de ses artisans. L'enceinte urbaine du XIIIe siècle constitua là aussi une lisière mais l'espace « gagné » fut pourtant considérable. L'émergence des Halles au cours de la deuxième moitié du XIIIe siècle détermina la direction de cet accroissement du terrain marqué par une activité marchande ou artisanale. Cependant, c'était loin d'être le seul champ d'expansion topographique des bourgeois à l'intérieur de la nouvelle enceinte. Les artisans sont présents dans le voisinage des grands établissements ecclésiastiques de la ville ainsi que dans les paroisses des chapitres séculiers *intra muros* ou autour de l'abbaye Saint Aubin.

Nous ne devons pas réduire le tableau à une symétrie séduisante. L'image est beaucoup plus morcelée même si certains caractères sont indéniables. La construction de l'enceinte définit les limites d'une expansion des secteurs d'activité artisanale. Les quartiers se trouvant désormais hors de la muraille, par exemple ne représentaient beaucoup d'intérêt par les métiers pour s'y installer en plus grand nombre. Les terrains *extra muros* représentèrent plutôt des possibilités d'investissement pour les bourgeois ayant une activité artisanale. C'est important car comme on va le voir plus bas, d'autres groupes sociaux avaient de priorités différentes. Cependant il y a des cas complexes, comme celui de l'Evière. On y trouve de nombreux clercs éduqués portant le titre de *magister*, ayant des résidences. Parallèlement, il est facile de démontrer la présence des artisans dans ce quartier, l'existence de la confraternité de Saint Nicolas se lie également à l'Evière, mais le nombre des artisans ou des marchands y reste toujours inférieur à ce que l'on pourrait prévoir. Ayant suffisamment de terrains *intra muros* les bourgeois les préférèrent avec toute la sécurité que cette espace assuraient pour des activités qui prétendaient une certaine stabilité. Une exception est à noter : le faubourg Bressigny dont l'emplacement favorable avait permis un développement précoce tôt (à partir du XIIe siècle) et cet essor ne fut remis en cause par la construction de l'enceinte.

## Les témoignages des artisans

Nos informations sur les artisans d'Angers sont issues en grande partie des contrats immobiliers. Par conséquent, elles représentent une partie de la société artisanale ayant une mobilité spectaculaire. Retenons d'abord la forte présence des tanneurs et des corroyeurs auprès de la Maine, dans la Doutre.<sup>367</sup> Leur situation riveraine s'explique évidemment par la grande nécessité de l'eau dans leurs activités. En dehors du marché urbain, ils sont présents régulièrement avec leurs produits dans les halles de Saumur durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>368</sup>

Dans ce secteur et sur le pont nous avons également plusieurs mentions de tailleurs, de pelletiers dont les investissements immobiliers se trouvent dans d'autres secteurs de la ville ou dans la zone péri-urbaine.<sup>369</sup>

Si l'industrie drapière n'était pas importante à Angers, il nous parvient des informations sur quelque drapiers. Colin l'Aigle (*Aquila*), drapier, avait plusieurs possessions sur le fief de l'abbaye Saint-Nicolas.<sup>370</sup> Jouffray Le Coucheor habitait avec sa femme sur le pont. Ils avaient des investissements importants à Piquelotière (près d'Angers, sur le fief de l'abbaye Saint-Nicolas) où ils possédaient parmi d'autres 20 livres de rente par an qu'ils vendèrent en 1281 à un autre bourgeois d'Angers Hamelin l'Orphèvre.<sup>371</sup> Selon le témoignage des comptes de Nicolas Gellent, l'évêque d'Angers s'adressa aux artisans angevins pour se procurer des robes.<sup>372</sup>

Certains orfèvres d'Angers travaillent également sur les commandes de l'évêque.<sup>373</sup> Ils sont attestables dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle sur le pont d'Angers et dans la Doutre.<sup>374</sup>

<sup>367</sup> Dans nos actes, on les voit bien regroupées. Macé Franquet, clerc perçut de cens „sus une méson sise en la Corduanerie d'Angers, en laquelle maint Petit Jouffray le Corduanier entre la méson feu Salemon le Corduanier d'une partie et la méson feu Alen Langlays corduanier d'autre partie" *CHSJ* n° 167 (1289).

<sup>368</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 1011.

<sup>369</sup> Guillaume Lesage pelletier (*pelliparius*) fonda en 1223 un anniversaire dans l'hôpital Saint-Jean. Parmi les biens légués, il fit don d'une maison dans la rue Audouin à Angers. ADML 1 Hs B 21 f. 16. Sylvestre *Pelliparius* avait un arpent et demi de vigne avec une pressoire à Tiremont. *CHSJ* n°38. Herber Henaut pelletier posséda une rente dans la rue Saint-Martin à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Il en fit donation à l'hôpital Saint-Jean. Gillet Rueil et D. le Rouge pelletiers sur le pont d'Angers accumulaient une dette de huit livres issu de leurs possessions à Pruniers( 10 km à l'ouest d'Angers). ADML G 772 f. 12.

ADML 1 Hs B 21 f. 42.

<sup>370</sup> ADML H 541 f. 6.

<sup>371</sup> ADML H 541 f. 5. Il s'agit sans doute du même Hamelin l'Orphèvre qui prépara en 1287 des bagues à la commende de l'évêque Nicolas Gellent. CNG art. 717.

<sup>372</sup> CNG art. 161, 473, 903.

<sup>373</sup> CNG art. 122, 717,

Le pont reflète d'ailleurs une grande variété d'artisans aisés. Guillaume le Breton fourbisseur habitait au début du XIV<sup>e</sup> siècle sur le pont d'Angers et avait divers possessions à Cantenay (10 km au nord d'Angers).<sup>375</sup>

Nous avons beaucoup plus de mal à nous informer sur les métiers de construction. C'est d'autant plus surprenant que le XIII<sup>e</sup> siècle vit une série de grands chantiers urbains.<sup>376</sup> Ces entreprises devaient s'appuyer en grande partie sur la main-d'œuvre angevine. Mis à part la mention d'un vitrier<sup>377</sup> ce sont uniquement les charpentiers qui font exception. Leurs conditions de vie ne représentent pas une aisance particulière.<sup>378</sup>

Les métiers de l'alimentation sont le plus facilement percevables dans la ville. L'activité des bouchers se concentrait principalement en deux points de la ville. Ce sont d'une part la porte Angevine appelée porte de la viande (*porta carnificum*) à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>379</sup> et grande boucherie à partir du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>380</sup> ; de l'autre part, un endroit que nous ne pouvons pas déterminer avec précision mais qui se trouve proche de l'abbaye du Ronceray dans la Doutre et qui est nommé également boucherie Notre-Dame.<sup>381</sup> Cette symétrie reflète une équilibre appréciable concernant la fourniture de la viande à Angers.<sup>382</sup> Si nous n'avons pas d'information sur l'abattoire, ce que d'ailleurs ne nous surprend point<sup>383</sup>, un prés réservé aux bouchers de la ville est signalé au milieu

<sup>374</sup> ADML B 21 f. 54.; *CHSJ* n°149.

<sup>375</sup> ADML H 862 f. 2.

<sup>376</sup> La situation est comparable avec Chartres. Là aussi nous n'avons que très peu de connaissance sur les métiers de construction. Chédeville, *Chartres...* op. cit. p. 452. On aurait pourtant tort de croire que ce soit valable en générale. Pour citer un cas contraire, les métiers de bâtiment sont biens percevables à Laon. Saint-Denis, *Apogée d'une cité...* op. cit. p. 441.

<sup>377</sup> *CHSJ* n°45.

<sup>378</sup> Gervais Memmepeyn habitait à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle sur la paroisse de Saint-Samson. Il louait un demi arpent de terre de l'abbaye Saint-Serge près de son habitation. ADML H 830 f. 51 v-52. (1283). Richard de Aquiries habitait une maison dans la rue Escachboton. Il versait pour cet immeuble un livre de rente par an à l'abbaye Saint-Aubin. ADML H 48 f. 1. Lucas Teece est obligé en 1282 par le sacristain de Saint-Aubin de refaire les égouts (*cloacas seu cameras privatas*) de l'abbaye. ADML H 45 f. 5.

<sup>379</sup> *CNG* art. 127, 478.

<sup>380</sup> On découvre cette dénomination en 1335 pour la première fois. ADML 1 Hs B 19 s.n.

<sup>381</sup> *ORF* t. VII p. 251-256. et Dauphin, "Les anciennes corporations d'Angers..." op. cit. p. 250. La boucherie Notre Dame est situé par Péan de la Tuillerie dans la rue Finouerie. Péan de la Tuillerie, *Description de la ville d'Angers...* op. cit. p. 435.

<sup>382</sup> Il est à noter qu'une dualité des boucheries dans un espace urbain n'était pas toujours évident. Poitiers n'avait sa deuxième boucherie qu'à partir de 1421. Favreau, *La ville de Poitiers...* op. cit. t.I. p. 305.

<sup>383</sup> Cf. Leguay, *La pollution au moyen Age...*, op. cit. p.22-23.

du XIV<sup>e</sup> siècle sans précision topographique.<sup>384</sup> L'abattage des animaux était éloigné ainsi, au moins dans une certaine mesure, des noyaux urbains.

Quant à la présence des bouchers dans d'autres secteurs pendant notre période, nous avons beaucoup de peine à la confirmer avec précision. La problématique est notamment complexe et concerne en réalité tous les métiers. Si nous avons un bon nombre de mentions de tel ou tel artisan dans des contrats immobiliers ou dans des censiers, nous ne savons pas toujours s'il s'agit d'une résidence, sans ou avec un atelier-magasin ou l'acte nous renseigne tout simplement sur un investissement de la part de l'artisan en question. Nous pensons pourtant que ces données sont loin d'être de simples informations neutres parce qu'elles indiquent les opportunités et les préférences des artisans lors des acquisitions des immeubles urbains.

Pierre *Yspanus* et Pierre *Fromentes* bouchers habitent au cours des années 1270 dans la rue Cheverrie dans la Doutre.<sup>385</sup> Au Puit Boulet, près du grand pont coté gauche de la Maine un certain *Rualanus Bito* boucher possédait un immeuble avec des appartenances qu'il vendit à l'abbaye de Saint-Serge en 1255.<sup>386</sup> Henri de *Perrinus* boucher et sa femme sont signalés comme résidants auprès des Halles d'Angers en 1322.<sup>387</sup> Nous avons un cas où vraisemblablement la distance entre la domicile et le lieu de travail fut réduit par une location d'un immeuble: en 1324 Martin Péan de la Chierie qui habitait à Angers dans la paroisse de Saint-Pierre louait une autre maison sur le fief de l'hôpital Saint-Jean dans la rue Bogorge près de la petite boucherie.<sup>388</sup> Il existe des mentions surtout dans les censiers où le seul nom *carnifex* ne suffit pas d'énoncer avec une bonne conscience qu'il s'agit vraiment de bouchers.<sup>389</sup> Cette catégorie nous mettons évidemment à part.

Nous savons beaucoup moins sur les autres métiers travaillant avec la viande. Les peu d'informations n'apparaissent en plus qu'à partir du dernier quart du XIII<sup>e</sup>

---

<sup>384</sup> "Les bouchers ont de coutume que nul boucher ne peut mettre beste ou pré aux bouchers se ce n'est pour son chevaucher ou pour tuer de jour en jour" *ORF* t. VII p. 254. Les bouchers devaient se servir de cet endroit dorénavant.

<sup>385</sup> Un secteur voisinant l'enceinte dans la Doutre. ADML H 46 f. 145 et f. 146.

<sup>386</sup> ADML H 798 s.n.

<sup>387</sup> ADML G 334 f. 8.

<sup>388</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 62.

<sup>389</sup> ADML 1 Hs B 188 f. 3.: Hardouin *Carnifex* rue Sauneresse (1240); ADML 1 Hs B 188 f. 4 v°.: Guillaume *Carnifex* ayant des biens à Pruniers (1240); ADML 1 Hs B 188 f. 3.: Hubert *Carnifex* Saint-Michel du Tertre devant la porte Saint-Serge (1240); CHSJ n° 40: *Hamonus Carnifex* ayant un cellier dans la Tannerie (1207); ADML H 543 f. 113.: *Garinus Carnifex* ayant une portion de vigne dans la rue Saint-Lazare (1274);



siècle. Le domicile d'un oisel, Jean de Ville, est signalé dans la rue Saint-Jean dans le fief de l'abbaye Saint-Aubin en 1299.<sup>390</sup> Notre première information d'une séparation du commerce de volaille (l'existence de poulailler) est issue des comptes de l'évêque Nicolas Gellent sous la date de 1288.<sup>391</sup> Le travail avec la viande crue et la viande cuite (rôtisseurs) ne se distingue qu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, où les statuts des bouchers prescrit l'achat obligatoire de la viande auprès des bouchers d'Angers pour la revendre en forme cuite lors des foires d'Angers.<sup>392</sup>

Les patissiers, qui travaillent beaucoup de la viande mais qui poursuivent au début leur activité à l'instar des boulangers, semblent s'émanciper juste pendant la période de la fin du XIII<sup>e</sup> début du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>393</sup> Les archives ne nous prêtent pas de secours pour les localiser. Leur installation paraît évident dans le voisinage des boulangers et des boucher donc à la porte Angevine, dans rue Baudrière et à la Boucherie Notre-Dame. En outre, la seule fois où un patissier est mentionné c'est dans la paroisse de Saint-Michel du Tertre qui semble confirmer une installation auprès des Halles.<sup>394</sup>

En dehors des métiers qui se chargeaient de la provision en viande, nous pouvons présumer la présence de divers espèces d'animaux auprès des habitants de la ville.<sup>395</sup> Les mesures qui interdisent l'élevage du porc dans la ville sous prétexte que cela porte atteinte aux privilèges des bouchers ne datent que de la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle.<sup>396</sup>

Un autre groupe important parmi les métiers de l'alimentation était celui des boulangers. Pour un dépistage topographique de leur activité il nous faut nous servir de l'indication des fours dans la ville, en outre les mentions, d'ailleurs rares, des boulangers dans les contrats.

Evidemment, les mentions de fours dans les sources précèdent largement notre période. Il sont attestables même dans la Doutre à partir du XI<sup>e</sup> siècle.<sup>397</sup> Ces fours qui

<sup>390</sup> ADML H 46 f. 2..

<sup>391</sup> CNG art. 863. Il s'agit 'un certain Nicolas, marchand-poulailler (*mercator, pouleliarius*)

<sup>392</sup> ORF t. VII p. 253 art. 13.

<sup>393</sup> Meslay, *Les métiers...* op. cit. p. 10.

<sup>394</sup> ADML 1 Hs B 82 f. 47. (l'an 1301)

<sup>395</sup> Jean-Pierre Leguay parle des "porcs omniprésents" et de l' élevage des animaux dans la ville comme d'une phénomène quotidien de l'époque contre laquelle les autorités urbaines n'arrivent pas à lutter efficacement qu'à partir du bas Moyen Age.. Leguay, *La rue au Moyen Age...*, op. cit. p. 59-60.

<sup>396</sup> Meslay, *Les métiers...* op. cit. p. 6.

<sup>397</sup> La création d'un four par la comtesse Hildegarde suit à la fondation de l'abbaye. "*Constructa ecclesia Sancte Marie Caritatis, fecit comitissa Hildegardis furnum unum et statuit pistorum qui in eo facerent panem*

se trouvent sur le domaine de l'abbaye de Ronceray sont aussitôt lié à la présence des boulangers. Les droits seigneuriaux du Ronceray et ses privilèges sont évidents.<sup>398</sup> Le nombre des boulangers est pourtant surprenant par rapport à l'époque. Un four construit en pierre (*furnus petrinus*) appartenant à Ronceray était utilisé par seize boulangers (*pistor*) à la fin du XI<sup>e</sup> siècle.<sup>399</sup> Il nous est clair dès le début qu'en cas de mention de four nous avons à penser souvent à un complexe économique avec des habitations et des divers dépendances de fonction économique.<sup>400</sup> Il est à noter tout de même qu'une telle concentration des boulangers auprès d'un seul four est inconnu au cours de notre période.

Il ne nous paraît pas inutile d'énumérer en bref nos informations des fours au long du XII<sup>e</sup> siècle. Au début du XII<sup>e</sup> siècle en 1116, un autre four est établi dans la Folie (*Folia nova-Doutre*) par le Ronceray et par un chevalier.<sup>401</sup> Seize ans plus tard, en 1131, un autre four est signalé dans la proximité (*Capraria*) qui fut donné par un bourgeois d'Angers à l'abbaye de Marmoutier.<sup>402</sup> Si nous présumons que la plupart des établissements ecclésiastiques disposaient d'un four dans la ville, il y a pourtant peu dont nous avons de connaissance. Le prieuré Saint-Gilles du Vergers en avait certainement dans la paroisse de Saint-Etienne grace au don de l'évêque Ulger à partir du XII<sup>e</sup> siècle. La présence des boulangers y est également confirmée.<sup>403</sup> Le chapitre Saint-Maurice posséda également un four qu'il reçut de l'évêque Renaud de Martigné au XII<sup>e</sup> siècle.<sup>404</sup> Ce four existait toujours, sous le nom de four de l'évêque (*furnum episcopi*) à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle quant on le retrouve affermé par le chapitre.<sup>405</sup>

---

*ad vendendum, ne umquam Trans Meduanenses pistorum in toto burgo Sancte Marie panem venderent nisi in feriis nominatis*" CR n° 59. Le texte suggère donc la présence que cette fondation portait atteint aux préjudices du Ronceray.

<sup>398</sup> A la fin du XI<sup>e</sup> siècle un débat judiciaire se déroule devant le comte Foulque IV qui sanctionna les personnes qui ne respectaient pas les coutumes de la Doutre concernant la vente du pain. En effet dans le bourg seul les ventes des tabliers ou de panier étaient autorisées sans l'assentement de l'abbaye. „*ne aliquis homo possit vendere panem suum ita quod capiat ibi stallum nisi portando in capa sua vel aliquo modo ad collum suum*" une éventuelle transgression de ces règles entraîna la confiscation du pain. CR n° 60.

<sup>399</sup> "Amelina de Choleth...abbatissa...omnibus qui sunt in furno petrino pistoribus, quoad viverent ipsi vel eorum uxores, amplius suum unicuique locum in furno illo sine aliorum commutatione pistorum concessit, eosque XVI pares, nec plures, dum viverent in furni paragio esse disposuit. Quod paragium etiam heredibus eorum, si darent quantum et alii dare vellent, optinere permisit." CR n° 61. L'énumération des noms des boulangers bénéficiaires à la fin de l'acte donne une particularité au document.

<sup>400</sup> Il ne faut pas oublier que le fonctionnement des fours nécessitait également un grand réserve de bois qui servait au chauffage. CSS t. II. p. 657., CR n° 62.

<sup>401</sup> CR n° 62.

<sup>402</sup> „*furnus qui quendam vocatur de Capraria*" ADML G 785 f. 7.

<sup>403</sup> ADML G 785 f. 8

<sup>404</sup> CN n° 92.

<sup>405</sup> BMA ms. f. 87.

Le four de Saint-Aubin est signalé dans la rue Courte en 1265.<sup>406</sup> Un peu plus loin dans la rue de Noyer sur le fief du chapitre Saint-Martin, une maison appelée « vielle escorcherie » contient également un four qui est possédé à partir de 1292 par Girard de Compeigne et sa femme, bourgeois d'Angers.<sup>407</sup> Durant le XIII<sup>e</sup> siècle un bon nombre de boulangers devait se concentrer dans le secteur de la Porte Girard. Les fours qui s'y trouvent sont tous incorporés dans une maison d'habitation. Gervais *Medi* boulanger et sa femme prirent à rente en 1292 un hébergement avec des caves, et d'autres appendices de l'abbaye de Saint-Aubin.<sup>408</sup> La maison voisine était possédée également par un boulanger.<sup>409</sup> Joffray Pate d'Oie patissier avait également un immeuble avec un four au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>410</sup> Une troisième maison avec un four est signalé à la Porte Girard sur le fief de Saint-Aubin en 1280 possédée par un ecclésiastique, le maître Symon de Durtal.<sup>411</sup>

Les indices cités en haut font voir trois secteurs qui se caractérisent, entre autres par une présence significative des boulangers. La Tannerie et la partie proche du Ronceray dans la Doutre, la rue Baudrière et surtout la porte Girard. En dehors de ces secteurs, on trouve des maisons avec des fours à boulangers dispersés à divers points de la ville.

Les fours qui se comprennent toujours comme des entités atelier-résidence pour plusieurs artisans se trouvent presque exclusivement sur des fiefs ecclésiastiques. Les propriétaires les plus connus sont l'abbaye de Ronceray, l'abbaye de Saint-Aubin et l'évêque d'Angers. Cependant, à l'encontre des siècles antérieurs, au XIII<sup>e</sup> siècle nous ne voyons plus de contantes seigneuriales mis à part de l'acquittement de cens ou de rentes.

### La formation des métiers

À la première vue, le regroupement en métiers de la population ayant une activité artisanale ou même commerciale à Angers est relativement tardif par rapport de nombreuses autres villes de France. Il suffit de citer pour preuve *Le livre des métiers*

<sup>406</sup> ADML H 40 f. 3.

<sup>407</sup> CHSJ n°172.

<sup>408</sup> ADML H 43 f. 5.

<sup>409</sup> ADML H 43 f. 6.

<sup>410</sup> ADML H 44 f.8.

d'Etienne Boileau, prévôt de Paris, de la fin des années 1260 ou les corporations des villes drapantes de Flandre ou d'Artois à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle. Toutefois, cette comparaison pourrait être trompeuse à un double égard. D'abord, la réunion des artisans en métiers règlementés constituant ainsi un corps plus ou moins autonome était loin d'être la voie unique pendant notre période. Ensuite pour beaucoup de villes un dépistage de l'existence des corporations professionnelles et surtout de leurs statuts codifiés reste difficile.<sup>412</sup> Si à Angers, nous avons quelques informations des débuts d'une réglementation concernant certains métiers, le problème agaçant se pose plutôt que nous n'avons pas de suite pendant la fin du XIII<sup>e</sup> et durant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, où en effet on pourrait déjà s'appuyer sur une documentation plus riche.

Au cours du Moyen Age, ce sont les métiers d'alimentation, les drapiers et les associations marchandes qui sont à la tête d'un processus d'organisation corporative. Angers, n'ayant pas de société marchande de grande influence, ni de production drapière considérable, avait pourtant des métiers d'alimentation qui obtinrent une réglementation pour la première fois en 1279.<sup>413</sup> Force est de constater cependant que nous sommes loin d'une réglementation comparable aux statuts des métiers, en plus elle répond à la requête des étudiants d'Angers (et non à une demande de confirmation des gens de métiers) qui, réclamant des mesures de police des métiers d'alimentations, s'adressèrent au comte d'Anjou. Il s'agit d'un mécontentement visible qui incita l'intervention du souverain. L'allusion faite par le texte à une intervention préalable de Charles I<sup>er</sup> d'Anjou lors de son séjour en Anjou, montre que les mesures de police furent déjà à l'ordre du jour avant 1279.

En réalité les mesures de 1279, confirmées maintes fois ensuite, sont véritablement des ordres rudimentaires pour assurer les structures économiques de la

---

<sup>411</sup> ADML H 43 f. 1. Cette maison était probablement ascencée.

<sup>412</sup> Les lacunes de la documentation de Laon ne permettent que des conclusions mesurées pour le XIII<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis, *Laon...* op. cit. p. 437-445. La même observation est valable pour Tours qui ne fournit les premières informations sur ses métiers permettant une vue plus complet que vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Chevalier, *Tours...* op. cit. p. 159-168. La situation n'est plus enviable à Poitiers. Favreau, *La ville de Poitiers* ...op. cit. p. 543-548. Si Chartres laisse observer des fragments d'informations précieuses du début du XIII<sup>e</sup> siècle ou même du XII<sup>e</sup> siècle, elle reste tout de même redevable à de nombreuses égards. Chédeville, *Chartres...* op. cit. p. 452-453. A Reims à la fin du premier quart du XIV<sup>e</sup> siècle les rôles de tailles permettent de faire une analyse très précise mais pour le XIII<sup>e</sup> siècle on aurait beaucoup de mal à faire pareil. Desportes, *Reims...* op. cit. p. 341-370.

<sup>413</sup> L'original est perdu. Nous connaissons le texte d'après un vidimus de 1290. Rangeard, *Histoire de l'université d'Angers...* op. cit. n°22. Il est important de signaler qu'en 1996, une mémoire de maîtrise traitant les métiers en Angers au Moyen Age fut soutenue à l'Université d'Angers par Sylie Meslay. Le

ville. Les métiers concernés sont tous des métiers d'alimentation, les boulangers, les pâtisseries (*pestiers*), les poissonniers, les bouchers et les poulailliers, et finalement les commerçants de vin. Les mesures visent à engager les artisans pour une bonne qualité de produits en contrepartie elles sont prêtes à repousser la pratique du regrat dans la ville. Ainsi les ventes à regrat ne peuvent commencer qu'à partir de neuf heures du matin sans même avoir avant la possibilité de se procurer des marchandises destinés à la vente en détail ni à Angers ni en arrivant dans la ville. Dans le cas des boulangers les profits de leurs activités sont limités clairement (c'est le seul cas d'ailleurs) à six deniers par setier de blé transformé en produit boulanger.<sup>414</sup> Les mesures furent adressées au bailli d'Anjou, Jean de Beaumont, mais c'était le prévôt d'Angers qui fut chargé de la surveillance. Une vigilance est également requise de la communauté des habitants. A peine un mois plus tard le 10 septembre 1279 les boulangers (*pestiers*) d'Angers sont poussés par le sous-bailli d'Angers, *Guischart de Montherne*, Jean Mollet garde de sceau de Charles Ier et de divers notables de la ville, à jurer sur l'Evangile d'observer fidèlement les récentes règlements.<sup>415</sup>

Ce sont donc les premiers signes d'une réglementation des comtes d'Anjou, sans avoir connaissance d'une auto-réglementation des gens de métiers. Les deux textes de 1279 sont repris et vidimés sans modification en janvier 1290 par Charles II et en janvier 1291 par Charles de Valois.<sup>416</sup> La prochaine intervention du comte date de 1321.<sup>417</sup> Cette fois aussi, il s'agit d'une réaction à des mécontentements urbains vis à vis de certains produits boulangers. Pour assurer un contrôle plus efficace de la qualité des produits, Charles de Valois instaura une comité de surveillance continue avec autorisation de confiscation de produit si c'était nécessaire. Il s'agit de deux bourgeois d'Angers et de deux boulangers de très bon renommé qui sont désignés pour cette tâche.<sup>418</sup> Les métiers et les bourgeois avaient donc un rôle partagé dans le contrôle de la

---

travail qui porte essentiellement sur la période du Bas Moyen Age regroupe tous les sources relatif au sujet jusqu'à la fin du XVe siècle. Je remercie à l'auteur par cette voie l'autorisation de consulter son travail.

<sup>414</sup> "que tous pestiers et tous boullengiers de la ville d'Angiers fissent loyaux denrez de pain, selon le marché de bled, en icelle manière, qu'ils ne gagnassent en deulx septiers de bled que douze deniers..." Rangeard, *Histoire de l'Université*....op. cit. n°22. Les prix de la viande sont juste mentionnés en prescrivant qu'ils reflètent les prix de l'achat. "les bouchers et poulaillers deussent faire loyal marche, selon le prix qu'ils auroient la chose aschaptée" Ibid.

<sup>415</sup> Ibid.

<sup>416</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*..op. cit. n°22 et 23.

<sup>417</sup> ORF t. II p. 429-430.

<sup>418</sup> "nos commissaires...ordenassent pour ledit office et mestier estre plus seguerent et profitablement gardé et gouverné, que deux preudes hommes bourgeois et deux boulangers les plus souffisans de ladite vile seront

qualité.<sup>419</sup> La confirmation par Philippe VI roi de France de ces mesures de police et notamment la partie du texte qui fut nouvellement joint en 1329 nous donne quelques idées des abus possibles.<sup>420</sup> Le choix honnête des matières premières est requise mainte fois dans le texte. De tels abus sont interdits expressément aux chandeliers (*candelarii*) et aux marchands de sel qui mélangeait parfois le sel avec du sable, de la poussière, des petits cailloux sableux (*gravella*). Les patisseries et les tanneurs sont également sommés à respecter ces mesures de qualité.

Il est à noter donc, en premier point, que la formation des métiers à Angers est relativement tardive.<sup>421</sup> Pendant notre période nous n'avons que de règlements brefs du pouvoir comtal qui donnent de renseignements sur le fonctionnement des métiers à Angers. Les statuts des métiers élaborés par les professions, confirmés par quelque autorité font encore défaut. Le double concours de certaines tendances, à l'air opposées, C'est à dire les efforts des gens de métiers pour s'organiser en corporation face à des conditions économiques intables et les interventions de divers autorités ayant l'intention de contrôler les activités économiques de la ville, est à peine visible.

En deuxième point nous pouvons pourtant confirmer le début de ce processus durant le XIII<sup>e</sup> siècle. Le texte de 1329 confie la responsabilité à des maîtres des métiers. Il fait également allusion à des règles propres aux métiers.<sup>422</sup> A partir de ces règlements au moins les métiers nommés sont considérés comme une communauté professionnelle. Dans ces mesures de police les boulangers, les patisseries, les poissonniers, les bouchers, les poulaillers, les marchands de vins sont ainsi nommés parmi les métiers de subsistance. Un peu plus tard les marchands de sel, les tanneurs et les marchands de cuir, ainsi que les chandeliers sont également mentionnés lors de la réglementation. Il nous reste à signaler l'apparition des premiers statuts, ceux des bouchers, confirmé par le duc d'Anjou, Louis I<sup>er</sup> en 1359.<sup>423</sup> Certes cela dépasse

---

*ordenez et jurez a visiter le pain et le mestier de ladite ville, lesquels jurez visiteront le pain toutes les fois qu'il leur plaira et se il le treuvent non souffisant et desavenant il le donront pour Dieu aus povres*" Ibid.

<sup>419</sup> Ce contrôle partagé n'était pas toujours le cas. A Reims par exemple il était assuré par les autorités urbaines et non par les métiers. Desportes, *Reims*...op. cit. p. 358. Pourtant les produits des drapiers, bouchers ou poissonniers étaient soumis à un contrôle des métiers. Ibid. 361.

<sup>420</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*.... op. cit. n°30.

<sup>421</sup> Il nous paraît à la fois symbolique et révélateur que les métiers et les corporations n'ont pas laissé de trace contrairement à Chartres par exemple, sur les verrières de la cathédrale d'Angers reconstruite durant la première moitié de notre période. Mâle, *Notre-Dame de Chartres*...op. cit. p.146. A Chartres nous pouvons même préciser que quarante-quatre verrières furent offertes à la cathédrale par les corporations et les confréries locales. Chédeville, *Chartres*...op. cit. 452-453.

<sup>422</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*.... op. cit. n°30.

<sup>423</sup> *ORF* t. VII p. 251-256.



largement notre période mais son importance est révélatrice dans la mesure où nous avons là vraisemblablement le tout premier statut de métier à Angers confirmé par une autorité. Chacun sait pourtant qu'une confirmation pareille n'était qu'un point final à la terme d'une longue maturation des règles et des coutumes intérieurs d'un métier. Notre texte aussi, contient des allusions à ce processus.

En troisième point nous avons à indiquer que les sources qui nous sont parvenues n'impliquent pas une autotité ou même une responsabilité spéciale de la communauté des habitants de la ville. La confirmation des statuts, les mesures de polices, tous passent à travers le comte. Si les bourgeois d'Angers sont invités -comme on l'a vu dans le cas des patissiers- à participer dans le contrôle, en principe c'était l'administration du comte qui fut chargée de la surveillance.



## Les moulins

Du fait de la présence de la Maine, Angers avait une position favorable pour se doter d'appareils de meunerie hydraulique. Si nous supposons qu'une partie essentielle des récoltes furent transformées dans les moulins seigneuriaux de l'agglomération, l'existence des moulins à l'intérieur de la ville contribua à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de la population.<sup>424</sup> La répartition de l'équipement de meunerie urbaine changea d'une façon spectaculaire au cours de la seconde moitié du XIIe siècle. Notre période hérita donc de cette nouvelle structure.

Dans un premier phase, dès le début du XIe siècle au moins, ce fut uniquement le grand pont qui fut équipé de moulins hydrauliques. Ils appartenaient tous à l'abbaye de Notre Dame de Charité (Ronceray) et sauf une place libre pour un moulin appartenant au chapitre Saint Martin.<sup>425</sup> Nous ne savons pas combien de moulin existaient sur le pont. Durant l'été ces moulins (et même les pêcheries) étaient privés de l'apport de l'eau suffisant pour en profiter. Le Ronceray fut ainsi intéressé par un réaménagement hydraulique. L'abbaye fit construire une sorte de barrage (probablement en bois) qui assurait aussi le fonctionnement de ses moulins en période estivale aussi.<sup>426</sup>

Un changement se déroula après le milieu du XIIe siècle: Henri II Plantagenêt fit aménager la chaussée des Treilles à 200 mètres plus au nord du grand pont. La chaussée faite en pierre, entièrement aux frais du roi, fut destinée à porter des moulins. Cet établissement fut complété par une turcie, s'intitulant turcie de Boinet. Elle assurait le fonctionnement continu des moulins de la chaussée, en resserrant considérablement le courant de l'eau. La digue (environ 600 mètres de longueur) reliait la rive droite de

<sup>424</sup> La situation des moulins à eaux à l'intérieur des murailles de la ville n'est pas toujours évidente. Poitiers avait un grand nombre (beaucoup plus qu'à Angers) d'emplacement de moulins, mais tous à l'extérieur des murs de la ville. Favreau, *Poitiers*...op. cit. t. II, Carte n° 30.

<sup>425</sup> CR n°63.

<sup>426</sup> „Post donationem hanc, sub ipso ponte Meduane, per adhortationem virorum providentium utrumque et retinaculum aque defitientis molendinos in estivo tempore et piscationem, fecerunt sanctimoniales combra.” CR n°63.

la Maine avec la chaussée de Treilles n'offrant ainsi qu'une seule et étroite voie de passage pour les bateaux à côté de la chaussée.<sup>427</sup>

Nous nous demandons si après ces travaux il existait toujours des moulins sur le grand pont. Nous avons des doutes sérieux. Pendant le XIII<sup>e</sup> siècle nous n'avons aucun signe qui pourrait confirmer la survie des moulins sur le grand pont. Les nombreuses constructions de maisons, la présence des boutiques et d'une grande activité commerciale contredisent cette hypothèse. L'apparition de la chaussée des Treilles détermina profondément le développement du grand pont dans le sens où il devenait un véritable axe du commerce et un site dense de diverses constructions et de maisons. Il n'est pas abusif de croire que les moulins n'y avaient plus de fonction. La subsistance des pêcheries en nombre est également en question. Les déchets sortant des bâtiments ou issus de la commerce ont certainement influencé les conditions de pêche.

La chaussée des Treilles avec ses moulins appartient à l'hôpital Saint Jean dès sa création. A partir de ce fait, l'aumônerie devint un élément incontournable de l'économie urbaine. Pourtant, l'aumônerie ne posséda pas l'aménagement hydraulique des Treilles sans conflits. En 1210 plusieurs établissements ecclésiastiques s'opposèrent à l'hôpital Saint-Jean à cause des dégâts produits par le système de meunerie. Il s'agit des inondations causées par la retenue de l'eau afin d'augmenter l'efficacité des moulins de l'hôpital Saint-Jean. L'abbaye Saint-Aubin, l'abbaye Saint-Serge, l'abbaye de Perraye, les Hospitaliers de Jérusalem, et même l'évêque d'Angers se plaignirent de dommages importants.<sup>428</sup> Le conflit présenta un véritable problème urbain qui nécessita l'arbitrage d'un conseil composé de dignitaires ecclésiastiques. Il fut présidé par l'évêque de Saint Bieuc avec la présence de nombreux prud'hommes de la ville d'Angers.<sup>429</sup>

Le jugement de 1210 détermina les règles de fonctionnement du système hydraulique en les faisant observer par l'hôpital sous peine (*pena*) de 200 marcs d'argent. Des pieux furent installés afin de contrôler le niveau de l'eau à différents endroits. Au dessus d'un certain niveau la retenue de l'eau par l'hôpital fut par conséquent interdite. Des instruments de contrôle furent déposés dans la cathédrale,

---

<sup>427</sup> Pour les moulins et les sites hydrauliques de la ville d'Angers les travaux de Christian Cussonneau et de Hugues Courant sont des références élémentaires. Courant et Cussonneau, „Les sites de la meunerie hydraulique...”...op. cit. 7-45. Je voudrais remercier aux auteurs de toutes les informations et méthodes qu'ils m'ont communiquées lors de mes recherches.

<sup>428</sup> CHSJ n° 53, 54, 55, 56.

dans l'abbaye Saint-Aubin , à Saint-Serge et à Saint Nicolas et dans l'abbaye de Ronceray. L'église du chapitre Saint-Laud disposait également d'une mesure de contrôle pour le cas de contestation multiple. Une voie de passage devait être ouverte au milieu du chaussée.<sup>430</sup> Il s'agit là d'un barrage équipé d'une porte marinière.<sup>431</sup>

Ultérieurement, avec la construction de l'enceinte urbaine (durant les années 1230-40), la turcie de Boinet fut coupée, à partir de la rive droite de la Maine ce qui assurait un passage étroit en aval (canal de Boinet). Cette opération fut réalisée en partie pour des raisons stratégiques car la digue offrait un accès à l'intérieur de la ville fortifiée. On voit donc que la chaussée des Treilles fit partie désormais du système de fortifications de la ville. Dans un deuxième temps il s'avéra que l'ouverture d'un seul passage (réalisée après le règlement du conflit de 1210) sur la chaussée n'était pas suffisante en cas d'un hiver rude où une grande quantité de l'eau glacée s'entassait devant l'unique ouverture éventuellement étroite.<sup>432</sup>

Avec ces modifications, le système des aménagements hydrauliques ainsi que les conditions de navigation furent élaborées pour plusieurs siècles.

La position privilégiée de l'aumônerie fut de nouveau mise en cause au début des années 1230. En 1232, l'hôpital céda, parmi d'autres concessions, trois moulins des Treilles (*pons de Teison*) aux Hospitaliers de Jérusalem mettant un terme ainsi à un débat long portant sur „l'indépendance” de l'aumônerie.<sup>433</sup> L'hôpital Saint-Jean continuait pourtant posséder plusieurs moulins et en tant que seigneur féodal, la justice sur la Treille sauf qui concerne les hommes des Hospitaliers sur l'emplacement des trois moulins concédés.

Durant la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle nous n'avons pas de signe de réaménagement hydraulique. Ce qui est plus gênant c'est que même les informations des moulins sont rarissimes pendant cette période. Au début du XIV<sup>e</sup> siècle au plus

<sup>429</sup> CHSJ n° 55; *presentibus fere omnibus pobis hominibus civitatis Andegavensis*: ibid n°56

<sup>430</sup> CHSJ n° 55.

<sup>431</sup> Courant et Cussonneau, „Les Treilles...” op. cit.

<sup>432</sup> „Est à considerer que depuis ladite chaussee fut donnée a ladite meson dieu ladite turssie de Boisnet qui estoignoit ladite riviere a soy rendre a ladite chaussee fut rompue au dessus de la haulte chaîne pour en faire venir un braz devers la ville pour la fortification dicelle. Et aussi pour ce que en celuy temps ladite riviere estoit si roide que len doubtoit que elle emportast lesdits moulins” ADML 1 Hs A 4 f. 202. Nous insistons sur cette double motivation de réaménagement de la turcie de Boinet complétant ainsi les conclusions de Hugues Courrant et de Christian Cussonneau faites dans ce sujet. Courrant, Cussonneau, „Les sites de la meunerie hydraulique...” ...op. cit. p. 32.

<sup>433</sup> Nous connaissons même les noms des trois moulins. Le premier s'intitulait, moulin *Bidaut*, les deux autres se distinguaient par l'intitulation *Nova Molendina* ce qui fait penser qu'ils étaient plus récents. CHSJ n° 101.

tard, l'hôpital Saint-Jean changea le système d'exploitation de la chaussée des Treilles. Elle se retrouvait à ce moment là, au moins en partie, dans un état ruiné. Le moulin Bidault cédé en 1232 aux Hospitaliers, était à reconstruire. Il est à noter qu'à ce moment il n'est plus question de la présence des Hospitaliers sur la chaussée des Treilles qu'ils avaient certainement quittée auparavant. Par la suite, en 1303 l'hôpital bailla une partie la chaussée à un couple angevin, à Colin *de Villa* et à sa femme Johanna moyennant un cens ou pension (*pensio*) de 20 sous par an payable à Noël.<sup>434</sup> Il ne s'agit que d'un bail à vie. Donc vraisemblablement l'intérêt principal de l'hôpital fut la rénovation.

Les Treilles devaient porter au moins une demi-douzaine de moulins à la fin du premier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle. Quant à leurs structures un changement notable a été observé par Christian Cussonneau et Hugues Courant. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle il ne s'agissait que de moulins bateaux, type très ancien de meunerie hydraulique, tandis qu'à partir de la fin du premier tiers du notre siècle les textes font clairement allusion à des moulins pendants qui représentent un type plus efficace de moulins à eau.<sup>435</sup>

Hors de la chaussée des Treilles qui était à Angers un emplacement idéal pour les moulins nous avons peu d'indices relatifs à d'autres moulins. L'abbaye Saint-Nicolas devait avoir plusieurs moulins sur le ruisseau de Brionneau. Ce petit affluent de la Maine traversait les fiefs de l'abbaye Saint-Nicolas. Nous connaissons une charte datée d'environ 1040 de Geoffroy Martel, comte d'Anjou, qui autorisa les moines à construire des moulins sur le Brionneau (*torrentem Brionellum*).<sup>436</sup> Si l'existence de ces moulins semble évident lors des siècles postérieurs, nous n'en avons aucune mention pendant notre période.

Un moulin est également attesté à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle à Val de Maine (près d'Angers côté droit de la Maine) qui joint une maison appartenant au chapitre de la cathédrale. Nous savons également que cette maison était habitée avant 1294 par un certain Radulphe *Pestre Moule* dont le nom nous renvoie certainement à sa profession.<sup>437</sup>

<sup>434</sup> ADML 1 Hs B 11 f. 280-281.

<sup>435</sup> Courant et Cussonneau, „Les sites de la meunerie hydraulique...” ...op. cit. p. 32.

<sup>436</sup> ADML H 397 f. 1. L'étang Saint Nicolas rempli par le Brionneau, et créé artificiellement par Foulque Nerra comte d'Anjou fut offert à l'abbaye. L'écluse de l'eau sortant de cet étang était un emplacement idéal pour des moulins.

<sup>437</sup> BMA Le censier du chapitre de Saint-Maurice f. 90.

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle un moulin est indiqué dans la rue de Normandie, dans la Doutre *intra muros*, donc toujours sur le côté droit de la Maine. Ce moulin fut affermé (très probablement par l'hôpital Saint-Jean, puisque les maisons et les terrains avoisinants dépendaient de lui) à un certain Guillaume *de Britanis*.<sup>438</sup> Peu après, en 1314, on retrouve ce moulin, mais avec la mention d'un autre propriétaire, Robin *Lefetours*.<sup>439</sup> Le fonctionnement de ces moulins devait être assuré par une canalisation de l'eau de la Maine.

Quant aux moulins appartenant à d'autres types comme les moulins à bras ou les moulins à vent nous avons beaucoup moins de certitudes. Si les moulins à bras devaient être présents, la première mention ne date que de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle (1368).<sup>440</sup> Elle évoque un moulin au château d'Angers. La première mention de moulins à vent en Anjou date de 1269. Il s'agit d'un nom d'une localité (*molendinum ad ventum*) qui suggère l'existence préalable d'un moulin à vent. Un autre moulin à vent appartenant à un prieuré de l'abbaye Saint-Aubin près de la Loire est indiqué en 1315.<sup>441</sup> Ce sont les premiers signes des moulins à vent en Anjou, mais pendant notre période nous n'avons pas d'indication semblable à Angers et sur les collines environnantes.

L'approvisionnement en farine de la ville d'Angers dépendait également de deux autres sites hydrauliques qui se trouva dans le voisinage.

Celui de Rusebouc à la confluence de la Loire et de la Maine fut équipé de moulins à partir du XI<sup>e</sup> siècle. Ils appartenaient à l'abbaye du Ronceray et au chapitre Saint-Laud d'Angers. Malgré l'importance incontestable de Rusebouc sur le plan hydraulique, nous n'avons pas de précisions concernant le nombre des moulins à notre époque.<sup>442</sup>

A quelques kilomètres au sud d'Angers, Les Ponts de Cé étaient le site de meunerie hydraulique le plus notable autour de la capitale angevine. Si le nombre exact des moulins nous échappe, nous savons que l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers<sup>443</sup>

<sup>438</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 51.

<sup>439</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 58. A côté du moulin se trouvait une maison qui appartenait à *Theobaldus Lebufetours*, qui devait être très probablement un parrain du Robin *Lefetours*.

<sup>440</sup> Cette mention figure dans les comptes de Macé Darne, maître d'œuvre et receveur financier du Louis I<sup>er</sup> duc d'Anjou entre 1367-1376. Jacques Mallet, *Les comptes de Macé Darne...* op. cit. p. 3.

<sup>441</sup> ADML H 360 f. 11.

<sup>442</sup> Courrant et Cussonneau, „Les sites de la meunerie hydraulique...” op. cit. P. 18-19.

<sup>443</sup> Marchegay, *Archives...* op. cit. t. II. n°7.

faisait fonctionner quatre moulins et l'abbaye de Fontevraud<sup>444</sup> posséda également plusieurs.<sup>445</sup> Nous savons également que les coûts l'exploitation de ces moulins aux Ponts de Cé était parfois fort chères. Par conséquent l'abbaye de Fontevraud renonça à tous ses droits<sup>446</sup> en 1293 moyennant d'un échange avec Charles de Valois. Le comte d'Anjou saisit ainsi la totalité du site en contrepartie d'une revenue annuel de 70 livres et 300 setiers de froment.<sup>447</sup>

On voit donc, que la ville disposa de nombre de moulins, surtout si l'on ajoute, et pourquoi pas, les moulins de Rusebouc et des Ponts de Cé qui se trouvaient dans le voisinage. Si leur nombre précis nous échappe, il paraît *grosso modo* équivalant à celui de Poitiers,<sup>448</sup> donc une vingtaine. Les moulins d'Angers sont en grand partie détenus par des établissements ecclésiastiques angevins ou par l'hôpital Saint-Jean. Les églises étrangères de la ville n'y avaient aucun rôle.<sup>449</sup> On ne mentionne aucun contrôle des moulins de la part de la communauté urbaine ni de la part de l'évêque d'Angers. Il est intéressant de voir que même le comte n'en dispose pas, au moins, durant le XIII<sup>e</sup> siècle. Nous savons bien qu'au Mans, capitale du comté voisin, le comte d'Anjou posséda un bon nombre de moulins et Charles I<sup>er</sup> mit beaucoup de soin pour leur garde (*custodia*).<sup>450</sup>

Nous observons deux démarches concernant le mode d'exploitation des moulins d'Angers. En partie, ils sont exploités directement, en d'autre cas ils sont affermés. Cette dernière démarche fit entrer certains bourgeois de la ville dans ce secteur de l'économie. Il faut ajouter pourtant que nous n'avons des indices d'affermement qu'à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>444</sup> AN J 747 f. 7.

<sup>445</sup> Concernant le nombre des moulins nous n'avons pas de certitude pour notre période. Des chiffres fiables sont tardifs. Il s'agit notamment de 22 moulins à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Courrant et Cussonneau, „Les sites de la meunerie hydraulique...” op. cit. p. 39.

<sup>446</sup> Les ponts appartenaient (avec les moulins, pêcheries, justice et avec la totalité revenues du *pontonagium*) à l'abbaye de Fontevraud à partir du début du XII<sup>e</sup> siècle issu d'une donation de Foulque V comte d'Anjou (entre 1115 et 1125) Marchegay, *Archives...* op. cit. p. 12-13.

<sup>447</sup> AN J 747 f. 7.

<sup>448</sup> Ce chiffre reste pourtant très inférieur à ce qu'on trouve dans des autres villes de France, certes plus éloignées et avec un poids démographique plus grand, comme Paris (80) ou Toulouse (70) Favreau, *Poitiers...* op. cit. p. 144.

<sup>449</sup> Nous savons qu'au Mans par exemple, l'abbaye de Mont Saint Michel même en détenait trois durant le XIII<sup>e</sup> siècle. De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 670.

<sup>450</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 53, 670, 737, 925, 1109.

Le cadre urbain signifie en même temps qu'il ne s'agit plus de simples moulins banaux, caractéristiques du régime seigneurial. Le fonctionnement des moulins fut réglementé au début du notre période. Malheureusement les légiférants et la date précise de l'acte nous échappent.<sup>451</sup> Ce règlement concerne aussi bien les moulins de la Loire aux Ponts de Cé, que les moulins d'Angers. D'après le texte, le choix libre du porteur de grains devait être respecté par les meuniers. Ceux-ci ne devaient pas recourir à des pratiques de « séduction ».<sup>452</sup> Le règlement voulait clairement insinuer un concours plus égal entre les détenteurs de moulins.

En ce qui concerne les meuniers il constituaient un cas particulier dans la société angevine. Selon les coutumes d'Anjou, le meunier est le serviteur d'une communauté et il est entièrement responsable de la transformation des produits agraires qui lui sont confiés.<sup>453</sup> Leurs travail eut donc un intérêt commun. Ce n'est pas étonnant qu'ils étaient exemptés du service militaire. Souvent, ils poursuivaient leur activité malgré le dimanche et les jours fériés. Ce fait suscita pourtant une réaction de la part de l'évêque Guillaume le Maire.<sup>454</sup>

---

<sup>451</sup> CSL n° 46.

<sup>452</sup> „*nemo deinceps alterius annonam, nec per terram nec per ac[quam ....mole]ndinum devehi faceret...sed unusquisque suam annonam ad quacumque molendinum sibi placuisset ipse per se deportaret....*” La pratique de donner un coup de main ou d'assister transporter des grains par les meuniers afin de faire moudre après dans leurs moulins, fut très répandu d'après le texte, „*hoc non gratia levaminis eorum quorum annone erant sed propter suam cupiditatem, faciebant ut sub occasione talis levaminis facilius eos qui molere opus habebant ad sua molendina atraerent. Hac pec hoc eos qui ultra illos molendina similiter habebant, sed similiter agere non valebant, in tantum gravabant, ut aut rarus aut nullus ad eorum [...]*”. Ibid.

<sup>453</sup> „Nul meunier n'a déffense contre son moulant” Viollet, *Les établissements de Saint-Louis*...op. cit. t. I. p. 105.

<sup>454</sup> Les status du synode de la Saint Luc en 1291 rappellent que malgré l'usage bien répandu, les barbiers et les meuniers sont également obligé d'arrêter le travail le dimanche. „*inhibientes molitoribus eciam quibuscumque sub interminacione predicta et molendinorum dominis, ne ipsi dictis diebus dominicis, maxime a vespera diei sabbati usque ad vesperam diei dominice, molendina molere faciant aut permittant, nonobstante longi temporibus ab usu, qui non usus censendus est aut consuetudo, immo verius corruptela ...*” Avril, *Les statuts synodaux*...op. cit. 156.

## Le marché angevin

### Topographie des marchés et du commerce

Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, le développement des échanges commerciaux conjugué parfois à des décisions politiques, a créé une structure de distribution multipolaire à Angers. Ce processus alla de pair avec l'apparition de nouveaux marchés et avec la revalorisation des anciens.

Au début du XIII<sup>e</sup> siècle l'axe principal du commerce se trouvait déjà hors de la cité mais à peu de distance de celle-ci. L'activité économique et commerciale dans le voisinage de la cathédrale, attestée au XI<sup>e</sup> siècle, a donc beaucoup perdu de son importance. Les causes en sont multiples. D'abord on observe le souci général dans de nombreuses régions de France, d'éloigner les bruits et les immondices des marchés des abords des cathédrales.<sup>455</sup> Deuxièmement, dans un sens plus pratique les travaux de réaménagement de la cathédrale à partir du milieu du XII<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle nécessitaient évidemment de l'espace large pour le chantier ainsi pour l'entassement des matériaux de construction, et des moyens de transport. La transformation de la Cité en une ville ecclésiastique en grande majorité canoniale n'assurait pas davantage le développement du commerce à l'intérieur des murs antiques.

Une très forte densité artisanale et commerciale est attestée, par contre, dans le voisinage oriental de la Cité, notamment dans la rue Baudrière et particulièrement à la Porte Angevine. La présence des étaux (*stallum*) y est attestée à partir des années 1180.<sup>456</sup> Les informations précises sont relativement tardives mais nous n'avons aucune doute concernant l'importance commerciale du lieu à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle. Le commerce du pain et de la viande est signalé à la fin du XIII<sup>e</sup> (1299)<sup>457</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle (1310)<sup>458</sup>. Le bénéficiaire de l'activité commerciale à la porte Angevine fut avant tout l'évêque d'Angers puisque la grande partie de l'emplacement était de son fief.

---

<sup>455</sup> L'exemple du transfert de la foire de Saumur à Montreuil au XII<sup>e</sup> siècle est révélateur dans ce contexte. Geoffroy Plantagenêt visa de désamorcer les fortifications de Montreuil-Bellay car il espérait combler les fossés par des immondices issues de foire. Landais, *Saumur...* op. cit. p. 67.

<sup>456</sup> CHSJ n°10.

<sup>457</sup> ADML G 340 f. 86.



La rue Baudrière caractérisée comme on l'a vu plus haut par une activité artisanale importante devait être animée par une multitude de magasins. Un peu plus loin, en contrebas sur la rive de la Maine au-dessous de la colline de la Cité, le port, (ultérieurement nommé port Lanier) assurait depuis longtemps le chargement et le déchargement des marchandises dépendant du commerce fluvial. Son nom ancien, port Annonez<sup>459</sup>, nous rappelle plutôt le commerce de blé mais au XIIIe siècle le trafic concernait de nombreux produits. Une spécification commerciale de rive de la Maine est pourtant attestable depuis le XIe siècle. Toujours proche de la Cité un peu plus au nord se situait le port dénommé à partir du commerce de bois (*Portus Lignorum*).<sup>460</sup> L'endroit, bien protégé par le château d'Angers et les murs rocheux de la Cité, était un point de départ excellent dans le transport fluviale des passagers.<sup>461</sup> Encore plus au nord le long de la Maine, entre le grand pont et la chaussée des Treilles se trouvait le port *Saunerez* voué à la commerce du sel.

On voit donc qu'avec le port de l'Evière, il existait au moins quatre unités portuaires sur la rive gauche de la Maine. Sur la rive droite, coté Doutre, les sources ne dénomment pas de port aménagé mais grâce à l'activité artisanale importante, au cours du XIIIe siècle déjà, on doit compter avec une circulation fluviale quasi permanente. Certes, l'aménagement d'un port sur le coté Doutre heurtait des problèmes très pratiques. L'île des Carmes et le passage étroit entre elle et la Doutre ne rendaient point possible un aménagement portuaire. En amont, vers la rive proche de l'hôpital Saint-Jean, c'étaient le passage Boinet et la chaussée des Treilles qui aggravaient la variabilité de l'apport de la Maine. L'emplacement des ports «officiels» à Angers restait dans les cadres topographiques des siècles antérieurs, donc ils sont tous situés sur le domaine du comte.

En restant toujours dans le voisinage de la Cité, sur le côté occidental, nous trouvons le vieux marché (*forum vetus*) dans nos sources du dernier tiers du XIIIe siècle. Malgré l'absence des informations antérieures (ainsi nous n'avons aucune mention au début du XIIIe siècle), son nom rappelle une activité commerciale déjà bien connue sur cet emplacement. A partir des années 1230-40 le marché se trouva dans un

<sup>458</sup> „devant la porte où l'en vent la char” ADML G 340 f. 108.

<sup>459</sup> Dénomination de port lors du XIe et XIIe siècles.

<sup>460</sup> CR n° 47.

environnement transformé, en dehors des murailles de la ville et tout près de l'énorme chantier de la nouvelle enceinte du château. Il était donc sous contrôle comtal, puisqu'il se trouvait sur le domaine princier, mais son emplacement, malgré un accès relativement facile, lui assurait une importance limitée vis-à-vis des marchés se trouvant à l'intérieur de l'enceinte urbaine.

Pendant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle le marché le plus important à Angers se trouvait sur les deux ponts (grand pont et petit pont, ce dernier reliant l'île des Carmes à la Doutre) et dans ses environs, surtout côté outre Maine. La présence d'artisans dans le quartier voisin (Doutre) permettait un commerce quotidien. Pourtant nous ne savons pas dans quelle mesure on doit envisager ici un marché hebdomadaire. Les foires sur le pont (*nundinae*) sont mentionnées pour la première fois en 1208.<sup>462</sup> Vers le milieu du siècle, le principal bénéficiaire des trois foires annuelles était l'hôpital Saint-Jean. Ainsi ce fut également l'aumônerie qui fut la plus touchée par déplacement des foires ordonné par le comte. Charles d'Anjou en a pris la décision avant 1255. L'hôpital Saint-Jean trouva nécessaire de multiplier les démarches pour se faire dédommager. C'est par le pape, Alexandre IV, que Saint Louis fut averti de l'affaire et qu'il fut prié d'intervenir auprès de son frère pour dédommager l'hôpital Saint-Jean. L'aumônerie se plaignait de perdre environ 300 livres tournois par an<sup>463</sup>, ce qui donne une idée plus précise des revenus qu'elle tirait des foires. Pourtant l'hôpital Saint-Jean ne fut pas le seul établissement religieux victime de pertes de revenus à cause du déplacement des foires. Le Ronceray et le chapitre Saint-Martin<sup>464</sup> étaient également possessionnés sur le pont, certes dans une mesure largement inférieure par rapport à l'aumônerie. Malheureusement leurs réclamations, si'il y en eut, n'ont laissé aucune trace dans nos sources.

Pendant la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle malgré les changements topographiques du commerce urbain, le grand pont et ses alentours continuèrent à jouer un rôle important dans l'économie d'Angers. La présence des changeurs se lie au pont tout au long de notre période.<sup>465</sup> Il nous faut rappeler ensuite que même l'atelier de la

<sup>461</sup> *LGLM* p. 76. La vocation portuaire de rive de la Maine à l'abri du château persistait longtemps. Ce n'est qu'à la fin de la seconde guerre mondiale que ce terrain perdit tout son importance portuaire et commerciale, ensuite le réaménagement fut accompagné par la démolition d'une très belle ligne d'immeuble.

<sup>462</sup> *CHSJ* n°44.

<sup>463</sup> „*redditus predictae domus annuatim sunt fere in trecentis libris Turonensibus diminuti*” Ibid.

<sup>464</sup> *CHSJ* n°35.

<sup>465</sup> ADML 1 Hs B 188 f. 7 r°; 1 Hs B 48 f. 143; 1 Hs B 24 f. 11; G 785 f. 19; *CHSJ* n°10.

Monnaie se trouvait à l'époque très proche du pont. A partir des maisons et de divers activités artisanales, cités en haut, ensuite des pecheries qui se trouvent sous les arches, le pont se présente comme un pôle économique très complexe.<sup>466</sup> Par conséquent, il n'est pas étonnant qu'il fut lieu de rédaction des actes ou des contrats.<sup>467</sup> Avant la fin du XIIIe siècle le pont d'Angers est déjà doté d'un éclairage pendant la nuit.<sup>468</sup>

### La création des Halles

La création d'un nouveau centre commercial à Angers, qui porta le nom des Halles à partir du dernier tiers du XIIIe siècle<sup>469</sup>, fut l'œuvre de Charles d'Anjou. Ce fut un signe indéniable d'une restructuration des pôles commerciaux. Elle visait à accroître principalement les revenus du comte. Les dates précises de la création des halles et les étapes de ce processus nous sont malheureusement inconnus. Un des indices essentiels de la création, comme nous venons de le voir, fut l'acte de 1255, concernant les réclamations de l'hôpital Saint-Jean. La décision du comte fut donc prise quelques années auparavant. Nous savons également que Charles d'Anjou emprunta 200 livres à l'abbaye de Ronceray en juin 1254 dont le remboursement fut vraisemblablement assuré par ses revenus de foires.<sup>470</sup> En deuxième point nous pouvons exclure l'existence des Halles avant 1246. L'absence totale des mentions dans les sources, l'existence de foires annuelles sur le grand pont encore au milieu du siècle en sont une preuve irréfutable. L'apparition des Halles à Angers est relativement tardive, non seulement par rapport à Paris mais aussi par rapport à une autre ville d'Anjou,

<sup>466</sup> Le pont au Moyen Age se présente toujours comme un élément de circulation (urbain ou rurale, peu importe) de fonctions multiples et très variés. Nous rappelons cette complexité attestable sur les ponts de la Loire. A Ponts de Cé par exemple, on retrouve les moulins, les pêcheries, le lieu de culte. Les activités de la population auprès du pont, s'attachent également à ces fonctions. ADML H 82 f. 7, 9; H 83 F. 9, 20, 339, 341. Cependant, il est à noter que l'on ne peut percevoir un entassement trop dense des bâtis sur les ponts de la Loire du concours des périls du fleuve. Au contraire, au XIIIe siècle, la Maie et ses confluent était enjambé par des ponts avec une densité étonnante de bâtis, contenant parfois de blocs considérables. A Angers, un hébergement est signalé sur le pont à la fin du XIIIe siècle. A Château Gontier le pont enjambant la Mayenne porta déjà au début du XIIIe siècle une aumônerie. Labande-Mailefert, *Essai de reconstitution...* op. cit. n° 836.

<sup>467</sup> CHSJ n° 92.

<sup>468</sup> A partir de l'ordonnance de 1279 faite par Charles prince de Salerne (le futur Charles II, comte d'Anjou): „*que de nuit des lanternes fussent tenues sus le pont d'Angers*”. Rangeard, *Histoire de l'Université...* op. cit. n° 22, p. 180-182.

<sup>469</sup> Les premières mentions des Halles (*halys, halas*) sont tardives et datent des années 1270. De Boüard, *Actes...* op. cit. n°184 (1270); De Boüard, *Actes...* op. cit. n°738 (1274); ADML G. 1195 f.1. (1276).

„*reddendis eisdem...ad pagamentum nundinarum nostrarum Andegavensium*”

<sup>470</sup> Filangieri, *I registri...* op. cit. XI, 276-277.

Saumur<sup>471</sup>. Leur création doit être en rapport avec la construction de l'enceinte qui offrait désormais de larges espaces protégés. Des raisons pratiques aussi ont amené Charles d'Anjou à changer le lieu des foires au détriment du grand pont devenu très occupé. Une solution alternative aurait été de les placer auprès du château sur l'ancien marché qui était bien le domaine du comte mais elles se seraient trouvées hors de la ville enmurée, et elles auraient pu gêner les fonctions militaires du château, très importantes à l'époque de la construction.<sup>472</sup> Le comte apanagé avait bonnes raisons de chercher un endroit protégé à l'intérieur des murailles sur son domaine urbain. De plus, les expériences orientales que Charles a pu connaître durant la Croisade (1248-1251) auraient contribué à sa détermination de se réserver une bonne partie des profits du commerce urbaine.

Les conditions topographiques de ce commerce urbain furent donc restructurées vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle et ces changements donnèrent les cadres de l'activité commerciale pendant des siècles. L'enceinte urbaine ferma la ville et la rendit plus contrôlable. A l'intérieur le grand pont et le quartier d'outre-Maine continuèrent d'attirer les commerçants selon un rythme encore plus dynamique que lors des siècles antérieurs. Pourtant le cœur commercial de la ville se retira discrètement du «centre» vers les limites de la ville enmurée. Le choix de cette direction n'est pas surprenant. Les espaces libres possédés par le comte fournissent des justifications indiscutables. Paradoxalement, deux décennies plus tôt, les frères mineurs s'étaient déjà installés déjà dans ce coin un peu écarté de la ville. Ce caractère un peu rural de nouvel emplacement des foires ne cessa pas aussitôt après le transfert. En 1270 le gardien des halles est encore désigné par le comte comme *custos halarum seu vinearum*.<sup>473</sup> L'enracinement des halles a créé progressivement un entourage urbain dont les signes sont visibles dès le dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle. En 1314 c'est l'aumônerie fondée par Jean Dubois évêque de Dol qui s'implanta dans le voisinage.<sup>474</sup>

<sup>471</sup> D'après le récit de Joinville nous savons qu'en 1241 la cérémonie de l'adoubement d'Alphonse de Poitiers par Louis IX et le repas qui le suivait se déroulèrent dans les Halles de Saumur. Joinville 95.; Landais, *Histoire de Saumur*...op. cit. Ces bâtiments furent construits par Henri II Plantagenet d'après les informations de Joinville. Pourtant les Halles de Saumur de cet époque servaient plutôt à des fêtes ou à des réunions qu'au grand commerce.

<sup>472</sup> cf. Le déplacement du chapitre Saint Laud au début des années 1230.

<sup>473</sup> De Boüard, *Actes* ...op.cit. n° 184. Auparavant certains biens de la couple furent confisqués par le bailli d'Anjou qui devait les restituer d'après une lettre de Charles d'Anjou datée quelques jours suivant la nomination de la couple comme gardien. De Boüard, *Actes* ...op.cit. n° 187.

<sup>474</sup> ADML G 1118 s.n. (1314).

La politique du comte, qui fut à l'origine de ces changements, devint à partir de Charles d'Anjou de plus en plus consciente de ses intérêts économiques. Dans ce contexte les positions de l'Eglise, et surtout celle de l'évêque ou celles de l'hôpital Saint-Jean, furent affaiblies à l'intérieur de la ville. On est déjà loin du XI<sup>e</sup> siècle où l'évêque exerçait le contrôle sur les changes et sur les marchands d'épices. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle l'évêque est contraint de se procurer les épices nécessaires aux foires qui se tiennent dans les Halles.<sup>475</sup>

Il est important de voir que la création des Halles produisit également un pôle de pouvoir politique<sup>476</sup> à l'intérieur de la ville. Au début du XIV<sup>e</sup> siècle (1309) nous apprenons que les assises du comte Charles de Valois se trouvaient aux Halles.<sup>477</sup> Une dernière remarque s'impose: le fait que le comte ait mis sous son contrôle le grand commerce angevin durant les années 1250, correspond parfaitement à ce que l'on peut observer dans de nombreuses villes de Poitou, territoire d'Alphonse de Poitiers.<sup>478</sup>

## Les foires

La création des Halles exigea évidemment des dépenses d'investissement de la part du comte mais leur montant malheureusement nous échappe. Il est pourtant certain que l'entreprise nécessita des centaines de livres comme le prouve le chiffre ultérieur relatif aux halles de Saumur. Là, deux décennies plus tard, l'agrandissement des Halles exigea environ 140 livres de dépense.<sup>479</sup>

Concernant l'évaluation des avantages économiques dérivant du déplacement – dans un certain sens- du cœur économique de la ville, nous avons quelques points de repère. Il faut souligner pourtant qu'il s'agit avant tout des foires d'Angers. Les marchés hebdomadaires ou quotidiens, bien qu'ils s'implantent rapidement aux Halles, sont présents à d'autres points de la ville (comme nous l'avons signalé en haut). Aussi, dans ce domaine nous observons une restructuration moins importante au cours du XIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>475</sup> CNG art. 564, 744, 745, 858, 931, 932, 1114, 1115.

<sup>476</sup> LGLM p. 142.

<sup>477</sup> LGLM p. 283.

<sup>478</sup> Favreau, *Poitiers...* op. cit. p.136-137.

<sup>479</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n°1011.

Durant notre époque, nous connaissons trois foires annuelles à Angers. L'une se déroule à mi-carême donc principalement au mois de mars, l'autre est liée à la fête de l'Angevine (8 septembre) et la troisième à la fête de saint Nicolas (6 décembre).<sup>480</sup> Elles duraient d'habitude huit jours comme une charte de Louis IX le confirme.<sup>481</sup> Les deux dernières se rattachent donc très visiblement à la commercialisation de la récolte, en introduisant en grande masse, au cœur de la ville, les produits des campagnes angevines.

Le montant des dédommagements réclamé par l'hôpital Saint-Jean, comme nous l'avons indiqué, s'élevait à 300 livres par an. La somme ne paraît pas être irréaliste. En 1288 les revenus du comte Charles II furent au-dessus de 200 livres par foire.<sup>482</sup> Certes, les comptes des recettes et des dépenses de Charles II-dressés probablement par le bailli d'Anjou ou par l'un de ses fonctionnaires- ne contiennent que les chiffres d'une période de six mois. Ainsi nous ne sommes informés que des recettes de la foire de saint Nicolas et de la mi-carême. D'après cette source, en décembre 1287, la foire de saint Nicolas représentait pour le comte 214 livres et 7 sous et la foire de mi-carême 1288 201 livres 8 sous. Nous avons des montants proches l'un de l'autre qui supposent des conditions comparables. Si nous donnons un montant au moins identique à la foire de l'Angevine, et nous ne voyons pas d'objection à le faire, nous obtenons un total d'environ 600 livres annuels.<sup>483</sup> La somme, qui n'est pas surprenante, est loin d'être négligeable, et représente le total des revenus annuels de la prévôté d'Angers ou de Saumur.<sup>484</sup> Nous voyons donc justifiée la volonté du comte de se réserver en grande partie les revenus des foires. On sait également que Charles d'Anjou favorisa les foires d'Angers. A partir de 1274 il fit des efforts pour y attirer des marchands en même temps qu'il accordait pour ceux qui les fréquentaient des privilèges identiques à ceux

<sup>480</sup> Les premières mentions des foires de Saint Nicolas et de l'Angevine remontent à la fin du XI<sup>e</sup> siècle. La foire de mi-carême est attesté pour la première fois à la fin du XII<sup>e</sup> siècle.

<sup>481</sup> "nundinas apud Mirebellum, ad usus et consuetudines nundinarum Andegavensium, annis singulis dies octo duratas" *Table chronologique* ...t. V. p. 364 (1229).

<sup>482</sup> BMams.977.

<sup>483</sup> Cependant, nous sommes prudents en estimant identique les revenus de la foire de l'Angevine à ceux qui sont indiqués dans la source de 1288. Nous savons que l'intensité du commerce des produits agraires est d'habitude inférieur au mois de novembre et décembre à celui du mois d'août ou de septembre, moment de l'arrivée des récoltes aux marchés urbains. Desportes, *Reims*...op. cit. p. 380. De ce point de vue les foires de mi-carême et de saint Nicolas ont plus de points communs par rapport à celle de l'Angevine.

<sup>484</sup> Pour Angers c'était 333 livres pour une demi année, pour Saumur, poste vraisemblablement affermé 600 livres par an. Ibid.

des foires de Champagne.<sup>485</sup> Le comte prit donc en charge la police des foires, la sécurité des marchands ainsi que le contrôle des contrats et des opérations. En contrepartie il maintint le montant habituel des droits de location des emplacements.<sup>486</sup> Ce droit pose quelque problème. Nous savons que durant les années 1270 les tanneurs d'Angers refusèrent de payer les droits des étaux lors des foires.<sup>487</sup> Ils obtinrent satisfaction dans le sens où leur droits furent réduits à 20 livres par an, cependant ils étaient contraints d'acquitter ces droits comme les autres marchands. Pourtant il existait des exemptés sur lesquels nous n'avons aucune information supplémentaire.<sup>488</sup> Nous savons donc que le *stallagium* des tanneurs angevins (et certainement celui des autres aussi) était payé à l'année et pour toutes les foires du comte, donc pour celles d'Angers et de Saumur. Il représentait ainsi un caractère de forfait et, par la suite il est difficile de repérer celui-ci dans les recettes de chaque foire. Le rédacteur des comptes de 1288 suit la logique d'une comptabilité détaillée par foire et y rajoute le droit des étaux (*stallagium*) à Angers qui rapporte une somme mince de 4,5 livres pour toutes les foires mentionnées dans le texte.<sup>489</sup> Ce montant est visiblement très faible par rapport à ce qui était prévu. Le droit des étaux mentionné dans les comptes avait donc un caractère complémentaire et différent du *stallagium* des marchands et des métiers angevins. Ceux-ci payaient en effet pour l'année. S'agit-il des marchands étrangers? Cela pourrait constituer une hypothèse mais malheureusement sans appui des sources.

Le comte avait d'autres sources de revenus provenant du commerce des Halles. Les droits de marchés hebdomadaires (*mercatus*) et les droits de balance (*ponderatio*) sur les halles produisirent 60 livres de revenus pour la période de six mois ci-dessus mentionnée.<sup>490</sup>

On a vu qu'une grande partie des activités commerciales sur les Halles était sous le contrôle des comtes d'Anjou. Il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur les efforts

---

<sup>485</sup> „si aliquid in eundo vel redeundo in comitatu Andegavie ammittere ipsos contigerit, totum id quod ammisisse probaverint...juxta consuetudinem nundinarum Campanie” De Boüard 1926 n° 738.

<sup>486</sup> „forum competens de halys...et curialitatem de plateis vacuis in eisdem halys..., ita tament quod de valore solito non sit aliquid diminitum.” Ibid.

<sup>487</sup> De Boüard, *Actes*...op. cit. n° 1011.

<sup>488</sup> „tenatores coriorum Andegavenses stallagium in nundinis nostris recusant solvere sicut ceteri mercatores, quamquam super hoc nullum privilegium vel jus allegent aliud, nisi quod ita extitit consuetum.” Ibid.

<sup>489</sup> BMA ms.977.

<sup>490</sup> BMAMS.977.

des ces derniers pour préserver leurs prérogatives. Faire valoir les règlements et assurer les conditions favorables du commerce, dont on vient de parler plus haut, nécessitait évidemment un personnel spécialisé. Nous sommes informés de l'existence d'un surveillant des foires d'Anjou et du Maine (*custos nundinarum Andegavensium et Cenomannensium*) pour la première fois dans un document de juillet 1275.<sup>491</sup> *Drocon Balene* est démis de ce poste par Charles d'Anjou qui ordonne une enquête contre plusieurs de ses officiers pour être informé d'avantage de l'activité de son administration angevine. Le successeur de *Drocon Balene*, Pierre Doré fut également nommé par le comte.<sup>492</sup> Il resta dans cette fonction pendant plus d'une décennie mais il n'apparaît pas dans les mêmes conditions. Nous le retrouvons en novembre 1276 sous l'unique désignation de gardien (*custos*) des foires d'Anjou et nous savons qu'en 1288<sup>493</sup> Charles II d'Anjou le paya pour la garde des foires de mi-carême, de Saint Nicolas et pour celles de Saint Florent.<sup>494</sup> Son salaire s'éleva à 15 livres pour les trois foires sus-nommées. Cependant nous connaissons un autre office, celle de la garde des halles qui apparaît pour la première fois dans les sources en février 1270.<sup>495</sup> Gilles *de Camera Sanctae* et sa femme sont désignés par Charles d'Anjou et bénéficiaient un salaire (*stipendium*) versé par le bailli d'Anjou. Ils sont désignés à vie. Plus tard, en 1288 on rencontre dans les sources un autre officier pour une charge proche, le portier des Halles d'Angers qui gagnait 10 deniers par jour.<sup>496</sup> Les caractéristiques de sa rémunération, ainsi que le fait qu'il bénéficiait de ce salaire pour tous les jours de la période où la comptabilité a été faite, nous indique que les Halles d'Angers peuvent être caractérisées par une activité commerciale quotidienne dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. L'évêque d'Angers, Guillaume le Maire signale également l'existence des portes des Halles (*halas*) en 1294, qui furent fermées en pleine période de foire par les agents du comte, lors d'une poursuite d'un clerc présumé assassin.<sup>497</sup>

<sup>491</sup> De Boüard, *Actes* ...op.cit. n° 860, 861.

<sup>492</sup> De Boüard, *Actes* ...op.cit. n° 861.

<sup>493</sup> BM Angers ms. 977.

<sup>494</sup> Comme le document ne traite qu'une période d'environ six mois il ne mentionne pas les autres foires comme par exemple celle de l'Angevine.

<sup>495</sup> De Boüard, *Actes* ...op.cit. n° 184.

<sup>496</sup> Ibid.

<sup>497</sup> LGLM 142.



En comparaison, Saumur, autre ville angevine, abritait également un emplacement pour les halles, même plus anciennes qu'à Angers.<sup>498</sup> Néanmoins, le rôle et surtout l'importance du commerce y est en question jusqu'au règne de Charles d'Anjou. Son identification topographique pose également quelques problèmes.<sup>499</sup> En contrepartie, on connaît ici les intentions du comte d'Anjou qui suivant les conseils de Pierre Doré, son gardien des foires fit agrandir à partir de novembre 1276 les halles de Saumur en espérant une hausse de revenu de 60 livres par an.<sup>500</sup>

La politique de Charles Ier visant la prise du contrôle des grandes foires urbaines et l'augmentation de ses revenus issus du commerce est cohérente en Anjou. Il est à noter pourtant qu'on ne retrouve pas les foires rurales dans les comptes de 1288. Les seules foires mentionnées sont donc urbaines, celles d'Angers et de Saumur. Cette dernière ville avait deux foires annuelles, à la Saint Florent au mois de mai et le 15 août.<sup>501</sup> On voit par conséquent que les foires de fin d'été des deux villes angevines se suivaient l'une après l'autre assurant ainsi le maximum de revenus pour le comte et un calendrier idéal pour les marchands et les commerçants tout en animant les routes des bords de la Loire entre les deux foires successives. Cependant, après avoir comparé les revenus du comte lors des foires à Angers et à Saumur une objection s'impose. En 1288, la foire de Saint Florent a fait 212 livres 10 sous et 7 deniers de bénéfices pour le comte<sup>502</sup>, donc légèrement plus que la foire de mars dans la même année à Angers (201 livres et 8 sous). Mais il faut tenir compte du fait qu'à Angers c'était quasi uniquement le comte qui profitait des foires (ainsi dans les comptes contemporains de Nicolas Gellent ne figure aucune mention à cet égard) par contre à Saumur, l'abbaye Saint Florent et l'abbaye de Fontevraud percevaient des recettes non négligeables que malheureusement, nous ne pouvons pas préciser. Ces revenus sont issus des donations antérieures<sup>503</sup> des comtes d'Anjou. Nous savons également qu'au début du XIIIe siècle,

<sup>498</sup> Elles furent établis par Henri II Plantagenêt. Les comptes des baillis et des prévôts de France les mentionnent en 1234, où le bailli dépense 20 livres pour la réparation des halles. *RHGF* t. XXII, 577. Joinville les indique également en récitant la cérémonie de l'adoubement d'Alphonse de Poitiers en 1241. Joinville, *Vie de saint Louis*, 95.

<sup>499</sup> Landais, *Histoire de Saumur*...op. cit. p. 89.

<sup>500</sup> L'investissement devint vite rentable car selon les calculations de Pierre Doré (dont le comte fit référence) il ne coutaient pas plus de 140 livres. Charles d'Anjou sollicita pourtant son fonctionnaire de faire le plus d'économie possible lors des constructions: „*minoribus expensis quibus poteris... fieri facias*”. De Boüard, *Actes*...op. cit. n° 1011.

<sup>501</sup> Landais, *Histoire de Saumur*...op. cit. p. 72.

<sup>502</sup> BMA ms 977.

<sup>503</sup> Henri II donna en 1159 la moitié des revenus de la foire du mois de mai à l'abbaye de Saint Florent ADML H 3715 (Livre Rouge de l'abbaye Saint Florent de Saumur) f. 24 r°.

en 1205 Philippe Auguste donna en fief à Robert de Bornez et à ses héritiers 100 livres tournois (!) à prendre chaque année sur les foires de Saumur au mois de mai.<sup>504</sup> Nous ne savons pas si cette somme fut-elle toujours prélevé à la fin du siècle, mais cela nous montre parfaitement l'importance des foires de Saumur, même par rapport à Angers. Il faut considérer que malgré un nombre de foires plus élevées, à la fin du XIIIe siècle, Angers devait partager avec Saumur son rôle prépondérant dans le commerce régional.

---

<sup>504</sup> BNF coll. TA t. VI. n° 2200. En plus la copie du texte latin donne un chiffre encore plus élevé: 150 livres. Faute d'instrument de contrôle nous ne pouvons pas y trancher.

## Les produits échangés

La ville d'Angers représentait comme chaque ville un centre de re-distribution et un centre de consommation considérable par son poids démographique. Son rôle économique en Anjou fut d'autant plus important qu'elle était pratiquement la seule grande ville dans le comté. Les autres villes, Saumur ou, plus encore Baugé et les villes au nord de l'Anjou Château-Gontier ou Craon n'étaient que des agglomérations d'ordre secondaire. Située au cœur de l'Anjou, Angers était accessible, comme on l'a vu, par de nombreuses voies terrestres et fluviales. Son économie, comme celui de l'écrasante majorité des villes de l'époque, était basée essentiellement sur la production agricole.<sup>505</sup> Afin de voir les conditions de ravitaillement de la ville il n'est pas inutile de présenter en bref son environnement agricole.<sup>506</sup>

### Conditions de l'approvisionnement urbain

Angers était incontestablement dans une position favorable sur le plan de l'agriculture. La plaine au nord d'Angers était très riche en terres labourables surtout entre les rivières Sarthe et Mayenne. Les voies fluviales facilitaient le transport et assuraient une source d'énergie. Les nombreux moulins construits permettaient de transformer la récolte.

Sur les cultures céréalières au XIII<sup>e</sup> siècle nous n'avons pas d'assez d'informations chiffrées pour dresser un tableau représentant les proportions de diverses sortes de blé. Le froment et le seigle apparaissent souvent dans nos sources mais cela ne nous autorise pas à établir des conclusions précises. D'après les données des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles la répartition de la production céréalière fut pourtant très inégale : la part du froment y fut très inférieur à celle du seigle. Le premier représentait 20-30 % des récoltes tandis que la proportion du seigle était aux alentours de 45-50%.

---

<sup>505</sup> Roland Fiétier désigne la ville de Moyen Age comme un centre de production agricole, pourtant il exprime ses doutes de préciser avec exactitude dans le cas de nombreuses villes „la part des activités agraires dans l'ensemble de l'économie” . Fiétier, *Besançon*..op. cit. p. 365, 371.

L'orge et l'avoine étaient tous les deux présents, partageant le reste, mais il nous est impossible de donner un pourcentage fiable.<sup>507</sup>

La Vallée, au sud-est de la capitale était extrêmement riche en terres fertiles. La culture de froment et celle de seigle y étaient plus équilibrées (ainsi plus à l'est, dans le Saumurois le froment emportait). Malgré cette relative abondance céréalière les campagnes angevines ne produisaient pas suffisamment de céréales pour en exporter. Quant aux cadres de production des terres angevines, elles étaient cultivées par des techniques archaïques qui ne permettaient pas l'utilisation de véritables cycles agraires. Cela résultait une grande variété des techniques employées. Il est à noter que l'individualisme dans le secteur agricole qui caractérisait fort les pays de l'Ouest se conjugait avec l'absence d'une organisation collective du terroir.<sup>508</sup>

La vigne, grande richesse de l'Anjou était omniprésente autour d'Angers. Ayant des origines antiques, la viticulture gagna de terrain considérable à partir du XI<sup>e</sup> siècle. Raoul de Diceto, chanoine de Londres n'oublie pas de signaler au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, la présence des vignes sur les collines proches de la capitale angevine.<sup>509</sup> Au début du XIII<sup>e</sup> siècle le chroniqueur Guillaume le Breton mentionne une extrême densité de vignes autour d'Angers.<sup>510</sup> Les documents du XIII<sup>e</sup> siècle reflètent cette abondance. Lors de la construction de l'enceinte urbaine au début des années 1230 de nombreuses vignes sont détruits sur le parcours de la muraille. L'abbaye Saint Aubin et Saint Nicolas, les moniales de Hanelou et le chapitre Saint Martin reçoivent des dédommagements du pouvoir royal au moins en partie.<sup>511</sup> Chaque paroisse autour d'Angers disposait de nombreuses parcelles et parfois de vastes clos de vigne, dont l'énumération nous paraît inutile.<sup>512</sup> Nous observons pourtant des signes à la fin du

---

<sup>506</sup> Concernant le XIII<sup>e</sup> siècle nous ne disposons pas de données suffisantes pour faire un bilan précis. Ainsi nous nous sommes servi de base de l'excellent ouvrage de Michel Le Mené concernant la période du Bas Moyen Age. Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit.

<sup>507</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 273-280.

<sup>508</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 289-290.

<sup>509</sup> Raoul de Dicet, *Ymagines Historiarum*, 1876, p. 291.

<sup>510</sup> „A peine pourrait-on trouver ailleurs une ville plus riche ou mieux ornée, ou plus abondante en vins que celle d'Angers. De tous côtés, on ne voit que champs chargés de vignes, qui fournissent à boire aux Normands et aux Bretons et font que les seigneurs de ces terres ne manquent jamais d'argent” Guillaume le Breton, *La Philippide*, trad; par M. Guizot, 1825, p. 287.

<sup>511</sup> AN J 178 n° 10, 11, 15, 18bis. Publiés en grande partie par Marchegay, *Archives* ...op. cit. t. II. p. 249-253.

<sup>512</sup> Pour la répartition des surfaces viticoles autour d'Angers et plus largement en Anjou au Bas Moyen Age v. Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 360-368.

XIII<sup>e</sup> siècle qui traduisent un ralentissement –mais pas l’essoufflement total- de l’expansion des vignes autour d’Angers.<sup>513</sup> Quant aux cépages cultivés, nous avons beaucoup moins d’informations. Seuls les vignes bordelaises sont mentionnées.<sup>514</sup> Selon Michel le Mené, par leur dénomination on faisait d’habitude différence entre le « pinot » et les autres crus.<sup>515</sup> Concernant la couleur du vin il est indiscutable qu’en Anjou le vin blanc fut beaucoup plus en vogue que le vin rouge. Au delà d’Angers cette disparité n’était pas aussi frappant que vers Saumur.

L’abondance des cépages et la faiblesse de la viticulture dans les pays voisins comme la Bretagne et la Normandie permirent de bonne heure l’exportation du vin. Par conséquent une grande partie des ventes à l’extérieur concernait les territoires voisins de l’Anjou. Par ailleurs, nombreux étaient les seigneurs ecclésiastiques ou laïcs non angevins qui possédaient des clos de vigne en Anjou, ou tout spécialement autour d’Angers<sup>516</sup>. Sans vouloir en surestimer l’importance<sup>517</sup> pendant notre époque, on trouve des exemples de transactions plus lointaines. A la fin du XII<sup>e</sup> siècle les vins d’Anjou accédaient déjà au marché anglais. Ils y sont de mieux en mieux connus durant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>518</sup> Au XIII<sup>e</sup> siècle l’exportation visa également le continent. Les vins d’Anjou sont mentionnés à Paris<sup>519</sup> même plus loin en Artois<sup>520</sup>. Au total cependant, si Angers grâce à sa situation de passage participa à ce négoce lointain, la grande majorité du vin arrivant à Angers fut consommé sur place.

<sup>513</sup> Les dernières informations sur des dîmes noales des vignes datent des années 1270. ADML G 351 f. 143; f. 181; ADML G 355 f. 1. Cela ne veut pas dire évidemment l’arrêt complet des nouvelles implantations du vignes. On trouve des vignes plantés quelques années avant 1294 dans le censier du chapitre Saint Maurice. „*decem arpentum tam terrarum quam nemorum de novo traditis ad plantandum in vineam.*” BMA ms f. 88. Nous avons également une mention des vignes nouvelles à Saint Denis d’Anjou vers 1290. ADML G 573 f.1.

<sup>514</sup> Guillaume Maréchal curé de Sainte Croix d’Angers acheta en 1309 une rente d’une pipe de vin „*puram legalem et bourdeleys ad mensuram andegavensis*” ADML 1 Hs B 32 f. 325; à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle l’évêque de Saint-Brieuc acheta quatre arpents de vignes „les bordeaux” tout près d’Angers. ADML 1 Hs B 53 f. 32.

<sup>515</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 367.

<sup>516</sup> L’abbaye de Mont Saint Michel, l’évêque de Saint Malo au début du XIII<sup>e</sup> siècle Dion, *Histoire de la vigne*...op. cit. p. 275, l’évêque de Saint Brieuc à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ADML 1 Hs B 53 f. 32 l’évêque de Dol au début du XIV<sup>e</sup> siècle ???

<sup>517</sup> Michel le Mené souligne que les marchés conquis par le vin d’Anjou furent toujours très restreints géographiquement durant le bas Moyen Age. Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 372-373. Nous n’avons aucun élément pour dénier cette observation concernant le XIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>518</sup> Voir plus haut.

<sup>519</sup> Ces vins avaient à l’époque la réputation d’être excellents mais forts pour boire sans l’eau. L’évêque de Paris, Guillaume d’Auvergne proposait au roi de boire de vin de l’Anjou lors de sa visite. Dion, *Histoire de la vigne*...op. cit. p. 275 et 401.

<sup>520</sup> Derville, *Saint-Omer*...op. cit. p. 175.

Un troisième élément de la production agraire était représenté par l'économie agro-pastorale. De nombreuses sources des XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles témoignent de la présence abondante des prés autour d'Angers ou près d'elle. Aux abords immédiats de la capitale angevine des prairies alluviales s'étendaient sur de grandes surfaces. L'île de Boinet, les environs de l'abbaye Saint-Serge, la confluence de la Maine, ainsi que les zones inondables des trois rivières au nord d'Angers permettaient de pratiquer un élevage essentiel pour l'économie urbaine. Au sud-est, un peu plus loin, les défrichements de la Vallée entrepris à partir du milieu du XII<sup>e</sup> siècle offrirent également des terrains précieux pour l'activité agro-pastorale. En contrepartie nous manquons de détails sur la composition des troupeaux à cette époque.<sup>521</sup> Les indices de la fin du Moyen Age nous apprennent pourtant que la plupart des métairies disposaient d'une grande variété d'espèces de bêtes. Il est certain que le boeuf –instrument de labour indispensable- jouait un rôle important déjà dans le siècles précédent notre époque, comme l'a montré Jacques Boussard.<sup>522</sup> Si le cheval avait moins d'importance dans le labour, l'élevage chevalin fut présent en Anjou, surtout au nord du comté et en Beaufortain à une trentaine de kilomètres à l'est d'Angers.<sup>523</sup> Une importante foire aux chevaux est signalé à Angers aux milieu du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>524</sup> N'oublions pas également que les officiers du roi de France firent des achats de chevaux à Angers plusieurs fois au début du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>525</sup> Les porcs, qui avaient une place importante dans l'alimentation domestique, sont présents en grande quantité, surtout dans des sources ecclésiastiques et, certes souvent indirectement, à travers des droits de pacage dans les forêts autours d'Angers. Malgré ces indications, nos données sont insuffisantes pour savoir si l'approvisionnement urbain rendait nécessaire d'amener régulièrement de la viande des régions plus éloignées à notre époque.

Les indices du bas Moyen Age montrent, d'une part, un équilibre dans l'économie de l'élevage, et d'autre part une certaine dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour des productions céréalières. La part de l'élevage restait toujours inférieur à la culture des céréales et de la vigne. Aussi, l'Anjou ne songeait pas à en exporter, les

<sup>521</sup> On doit compter avec une pénurie des documents dans ce sujet jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. Souvent les inventaires et les prises de cheptel de tel ou tel domaine qui pourront permettre de dresser un tableau plus précis ne sont pas faites qu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Le Mené 324-326 et 325 note 4.

<sup>522</sup> Boussard, "La vie en Anjou..." op. cit.

<sup>523</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 333 et ibid. note 29.

<sup>524</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 333 note 29.

<sup>525</sup> Voir *Supra*

troupeaux et les cheptels alimentaient les marchés locaux et assuraient la consommation angevine. D'après des informations de la fin du XVe siècle, Angers devait même se ravitailler en certaines éléments de l'alimentation de viande en dehors de la contrée, ainsi des Mauges ou de la Mayenne <sup>526</sup>

Angers était obligée d'amener certains produits alimentaires de base des régions plus lointains. Le commerce de sel sur la Loire avait une longue tradition. En contrepartie le vin était véhiculé vers l'ouest, vers la mer. Le sel arrivait de la région nantaise ou vendéenne. Le transport de vin et du sel apparaît ensemble lors d'acquittement des droits à Rusebouc (Bouchemaine). La majeure partie des navires venant ou partant d'Angers devaient y passer. Le droit de perception de tonlieu fut cédé à l'abbaye de Pontron par le chapitre Saint Laud en 1270 pour un cens de 6 livres (1440 deniers) par an. Nous savons également qu'un denier par tonneau de vin et un denier par navire transportant de sel était perçu à Rusebouc.<sup>527</sup> Ces tarifs témoignent d'une circulation active sur la Loire mais il n'est pas possible de séparer les deux marchandises taxées sur le plan quantitatif.

Les établissements ecclésiastiques avaient certainement leurs propres ressources de sel. Ainsi elles ne dépendaient pas du ravitaillement urbain. Les comptes de Nicolas Gellent rédigée pendant la période de 1284-1290, ne contiennent guère des mentions d'achat de sel. L'hôpital Saint Jean reçut dix muids de sel plus d'autres revenus convertis également en sel de Constance, comtesse de Bretagne, à la fin du XIIIe siècle.<sup>528</sup> Une partie des stocks de sel se trouva également sous le contrôle de l'hôpital. Le débarquement du sel se déroulait à Angers à un endroit précis, notamment au port *Saunerez*. Tout près du port se groupaient des bâtiments de vocation d'entrepôts (*salorgia*). Leur nombre nous échappe malheureusement, mais nous sommes au courant que certains laïcs, comme David de Chateaubriand bourgeois d'Angers, en posséda plusieurs, peu après le milieu du XIIIe siècle. Ce dernier payait seize sous de rente à l'aumônerie pour ces bâtiments mais il les a transmit à un tiers à un certain Jean *Anglicus*.<sup>529</sup>

<sup>526</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines...* op. cit. p. 323 et 352-353. Les marchés et foires ruraux les plus importants pour un ravitaillement en chair se trouvaient en Anjou à Vihiers, à Doué, à Cholet, et à Martigné Briand.

<sup>527</sup> „pro quolibet doli vini deportato in chalando unum denarium et pro quolibet chalando defferente seu vehente salum per loca predicta unum alium denarium” ADML G 958 f. 8.

<sup>528</sup> CHSJ n° 19 et 21.

<sup>529</sup> ADML 1Hs B24 f. 14 (1259).

Angers, au coeur d'un paysage très riche en rivières s'approvisionnait très facilement en poissons de l'eau douce. Curieusement, le point de distribution le plus important à Angers (la poissonnerie)n'avait pas un emplacement riverin, elle se trouvait près de l'enclos de Saint-Gilles du Verger.<sup>530</sup>

Les établissements ecclésiastiques angevins disposaient de la grande majorité des pêcheries à l'intérieur de la ville. Les arches du grand pont ainsi que celles de la chaussée des treilles abritaient les pêcheries de l'abbaye de Ronceray, du chapitre Saint Martin<sup>531</sup> des hospitaliers de Jérusalem et de l'hôpital Saint Jean<sup>532</sup>. Les viviers sont également signalés dans certains établissements à l'intérieur de la ville. La liste de tarification du péage de Brissac<sup>533</sup> (une vingtaine de kilomètres au sud d'Angers) signale les baleines ensuite harengs, seiches, anguilles, lamperois, aloses, saumons et des huitres.<sup>534</sup> Comme il s'agit d'un péage d'un pont on voit que l'entrée des poissons de mer à Angers était donc un phénomène quotidien même en voie terrestre.

Les inventaires des droits de péages perçus en Anjou et tout spécialement aux Ponts de Cé (qui concerne le plus directement la capitale angevine) indiquent une grande variété des produits agraires.<sup>535</sup> Il faut avancer que la liste publiée par Jean-Marc Bienvenu ne contient que des péages de voies terrestres (Brissac, Les Ponts de Cé, Saumur, Château du Loir, Oizé, La Suze). Parmi les céréales les listes de taxe ne font pas de différence. La même observation est valable pour le vin transporté. En ce qui concerne les animaux, là toutes sortes d'espèces sont présents. En cas du cheval même, on observe plusieurs « classes » avec une nette différence dans le montant de la taxe. Le « simple » cheval et le roussin font payer quatre fois moins que le dextrier et six fois moins que le cheval arabe.

Les draps et les divers produits de l'industrie textile montre également une grande variété. Chanvre, lin et laine filée, soieries, des étoffes teintés ou les feutres blanc et teints font tous des catégories de taxe autonomes.<sup>536</sup> A partir de la liste on voit que les

<sup>530</sup> Nous indiquons par ici que les premiers ordonnances qui réglèrent le commerce à la Poissonnerie ne datent qu'au début du X<sup>e</sup> siècle. Marchegay, *Archives...* op. cit. t. II. 293-298.

<sup>531</sup> Le chapitre Saint Martin disposait d'un seul arche et de pêcherie du grand ponr. Les autres appartenaient dès le la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle à l'abbaye de Ronceray. CR n° 63.

<sup>532</sup> CHSJ n° 51.

<sup>533</sup> Il s'agit d'un péage sur le passage de l'Aubance dans une seigneurie de situation stratégique contrôlant les voies vers le sud de l'Anjou.

<sup>534</sup> Bienvenu, "Péages..." ..op. cit. p. 443.

<sup>535</sup> Bienvenu, "Péages..." ..op. cit. p. 441-447.

<sup>536</sup> Bienvenu, "Péages" ..op. cit. p. 444-446.



étoffes de « France » et de Partenay ont un accès aux marchés angevins. Cette information se complète avec les mentions des draps de Reims dans d'autres sources.<sup>537</sup> Les divers produits textiles sont accompagnés des mentions de cuir, courdouan, peau tannée, fourrure d'animal forestier et des pelleteries.<sup>538</sup>

### Problèmes de ravitaillement urbain

Angers, comme toutes les villes médiévales dépendaient profondément de l'approvisionnement en produits alimentaires. L'économie traditionnelle -dans le sens du terme employé par Gérard Sivéry<sup>539</sup>- qui caractérisa Anjou à notre époque était en expansion et ne se modifia pas avant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Elle était cependant victime des crises de courtes durées. Les excès de climat et les opérations militaires en étaient les causes majeures. Les indices directs de problèmes de ravitaillement sont plus rares que l'on aurait pu penser. Il faut pourtant être prudent dans nos conclusions car ce silence est dû certainement à une lacune documentaire qui caractérise hélas, notre période. Les chroniques et les annales des églises angevines s'arrêtent au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Aussi nous sommes privées des informations, certes très courtes et subjectives, fournies avec plus ou moins de régularité sur les événements notables<sup>540</sup> ou exceptionnels. D'autre part nous n'avons pas encore des registres de revenus réguliers qui pourraient nous servir à découvrir des événements économiques cachés dans d'autres sources.

Cependant, certains faits sont très parlants. La période de guerre entre les Plantagenêts et Philippe Auguste qui toucha Angers à partir du tout début du XIII<sup>e</sup> siècle a certainement causé de difficultés dans le ravitaillement urbain. Angers fut pillée en partie détruite et mise en feu (ainsi le grand pont) en fin janvier 1203 par les hommes de Robert Turneham, sénéchal de Jean sans Terre.<sup>541</sup> À partir de cette année là les annales de l'abbaye de Saint Aubin signalent de grande misère en Anjou et dans les

<sup>537</sup> CNG art. 164, 1069.

<sup>538</sup> Bienvenu, *Péages*...op. cit. p. 446-447.

<sup>539</sup> Sivéry, *L'économie*...op. cit.

<sup>540</sup> Ainsi il n'est plus possible de dresser un tableau sur les intempéries aussi détaillé que Jean-Marc Bienvenu l'a fait pour les deux siècles antérieurs. Bienvenu, *„Pauvreté, misères et charité en Anjou”*...op. cit. p. 391-395.

<sup>541</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ...op. cit. p.51-52; Halphen, *Recueil des Annales* ...op. cit. p. 21 et 29-30.

comtés voisins, touchés par les destructions de la guerre.<sup>542</sup> Un nouveau pillage d'Angers est signalé en 1206 accompagné par un nouvel incendie du pont.<sup>543</sup> Nous avons des indices pour la même année qui suggèrent un été assez sec, alors que les troupes du roi de France passent la Loire sans avoir besoin de navire.<sup>544</sup>

Etre coupé de son plat pays et de son aire de ravitaillement représentait pour Angers un risque considérable de troubles économiques.<sup>545</sup> La période de guerre qui dura jusqu'à 1214 produisit des conditions défavorables pour l'économie angevine mais nous n'avons aucun indice qui montrerait dans quelle mesure cela gênait l'approvisionnement d'Angers. Ainsi, aucune famine n'est annoncée pour cette période par les chroniques angevines. Nous avons encore moins d'informations sur la période de 1229-1234. Ces guerres féodales devaient certainement avoir une influence sur l'économie urbaine, mais comme elles ne touchèrent pas directement notre ville les conséquences devaient être différentes de celles de début du siècle. Cela représenta plutôt une perte des marchés et à partir de cela un surplus des produits agraires non vendus.

Concernant les excès de climat lors du XIIIe siècle, les seules indications des intempéries tirées des annales de l'abbaye de Saint-Florent de Saumur désignent les années 1235 et 1236.<sup>546</sup> Le *Breve Chonicon* mentionne des inondations à cause de la grande quantité de neige et de glace. Les ponts de Saumur et de Tours furent rompus ce qui provoqua la mort de nombreuses personnes. Pour l'année 1236 la chronique de Saint Florent annonce de famines graves.

Le fait que les annales ne signalent pas d'autres intempéries pour le début du XIIIe siècle n'est pas insignifiant. Lors du siècle antérieur elles les mentionnent régulièrement. Nous n'avons aucun indice qui pourrait briser ce silence concernant les premières décennies de notre siècle. Cela nous amène à voir cette période moins instable. Nous ne sommes pas pourtant en mesure de généraliser cette relative stabilité favorable du climat pour tout le XIIIe siècle. Le caractère de nos sources pour la période postérieure ne permet pas d'avoir des indices directs sur les intempéries et cette lacune des documents et des textes ne nous autorise pas à former une base d'hypothèse.

<sup>542</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ...op. cit. 52.

<sup>543</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ...op. cit. 55-56.

<sup>544</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ...op. cit. 54.

<sup>545</sup> Les embarras de la période de la guerre de Cent Ans en sont des preuves excellentes. Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 195-252.

## Les prix des produits agraires

Lors d'une étude des prix du marché angevin-quel que soit l'ampleur de cette entreprise- le chercheur doit affronter le côté faible des sources du XIII<sup>e</sup> siècle. Pour faire un tableau ou des courbes des variations de prix de divers produits agraires, on doit respecter des exigences complexes. Les nombreuses mentions concernant une contrée déterminée sont indispensables mais ne sont pas suffisantes. Il est important que les indices chiffrés soient réguliers dans une répartition chronologique. Il est tout aussi important qu'elles concernent la même période de l'année car on peut avoir de différences non-négligables entre deux moments de l'année où les conditions de l'offre et de la demande sont différentes. L'existence d'une grande variété des mesures dans un espace réduit<sup>547</sup> rend nécessaire la sélection et la conversion des unités de mesures.

Nous sommes malheureusement très loin de pouvoir répondre à ces obligations méthodologiques. Nos sources, y compris celles qui signalent certaines répercussions climatiques ne mentionnent même pas les cas exceptionnels, ainsi les prix planchers ou prix haut perchés. Cela nous prive de la faculté de représenter une amplitude, tout aussi subjective, de la courbe des prix. Par conséquent nous ne sommes non plus en mesure de préciser les périodes ou les années de crise de l'économie agraire. Au niveau des prix des grains ou du vin, Michel le Mené trouve les données insuffisantes jusqu'aux derniers tiers du XIV<sup>e</sup> siècle pour avoir une idée claire des phénomènes économiques du XIV<sup>e</sup> siècle comme la grande dépression des prix.<sup>548</sup>

Nous devons nous contenter ainsi de l'expression des tendances plus générales, repérées dans de nombreuses contrées de la France de l'époque. Le développement démographique et l'essor urbain provoquèrent une consommation plus forte et par là une commercialisation très active des produits agricoles. Cela rendit certaines villes, par conséquent, plus sensibles même vulnérables par rapport à la variabilité des récoltes et dans un stade ultérieur, vis-à-vis des conditions complexes du marché. Une

---

<sup>546</sup> Marchegay et Mabilley, *Chroniques* ...op. cit. p.195.

<sup>547</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 33-50.

<sup>548</sup> Le Mené, *Les campagnes angevines*...op. cit. p. 301-308 et 374.

augmentation lente des prix des produits alimentaires est démontrée dans de nombreuses villes à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>549</sup>

Durant notre époque, Angers resta dans les cadres d'une économie traditionnelle exposée avant tout à la concurrence des incidents climatiques ou politiques. Rien n'indique notamment une sensibilité économique plus complexe repérable dans certains régions de France.<sup>550</sup> Nous n'avons aucune signe d'une comptabilité précise qui pourrait traduire un souci de gestion économique dans ce domaine.

S'il est impossible de dresser des courbes fiables des prix durant notre période, nous avons quelques indices de prix. Elles sont très dispersées dans le temps mais leur évocation –que ce soit à titre indicatif– ne nous paraît pas inutile. En 1226 le prix du setier du froment fut aux alentours de 5 sous à Angers.<sup>551</sup> On peut considérer ce chiffre comme un prix moyen car il vient d'échange de cens qui devait refléter des valeurs convenables à tous les deux partis. Vers la fin du siècle en 1286 on voit monter le prix à 6,8 sous.<sup>552</sup> Suivant notre période en 1337, le setier du froment valait 8,4 sous.<sup>553</sup> Ces chiffres confirment donc un taux d'inflation modéré, sans avoir une idée des amplitudes réelles et des crises. En fonction de récolte les cours pouvaient varier sur une échelle très grande. Nous avons encore moins de détails sur le prix des autres céréales. Il paraît certain en générale, qu'ils avaient un cours inférieur au froment.<sup>554</sup> Le setier de l'orge avait un prix légèrement supérieur à 5 sous en 1286.<sup>555</sup>

Concernant le prix du vin, la pénurie des chiffres nous ne réserve pas une situation privilégiée. Au moins un signe témoignant d'un trouble du commerce du vin nous est parvenu. En 1236 les bourgeois d'Angers interdirent l'entrée du vin dans la ville hors de la quinte d'Angers.<sup>556</sup> Ce serait un signe d'une surabondance malgré la famine générale annoncée par les annales de Saint Florent de Saumur.

De la même année (1286) nous avons les prix d'une série d'autres produits. Le riz couta 6 deniers la livre, l'amende 6,5 deniers.<sup>557</sup> Les épices dont nous connaissons

<sup>549</sup> Sivéry, *L'économie...* op. cit. p. 96-97. Le prix du setier du froment augmentait de 3-4 sous à 8-10 sous durant les deux premiers tiers du XIII<sup>e</sup> siècle à Reims. Une accroissement des prix est repérable également entre 1313 et 1328 suivie d'une fléchissement net des prix. Desportes, Reims, 390.

<sup>550</sup> Sivéry, *L'économie...* op. cit. p. 59-63.

<sup>551</sup> *CHSJ* n°93.

<sup>552</sup> *CNG* art. 137.

<sup>553</sup> ADML 1Hs E 19 f. 19 v°

<sup>554</sup> Sivéry, *L'Economie...* op. cit. p. 101.

<sup>555</sup> *CNG* art. 321.

<sup>556</sup> BMA ms. 706 f. 176-177.

<sup>557</sup> *CNG* art. 182, 185.

les cours peuvent être regroupés en trois catégories. Parmi les moins chers l'anis coûtait 1 sous, le cumint 1 sous 4 deniers.<sup>558</sup> Le gingembre, le poivre le sucre et la canelle valaient au moins le double, entre 2 sous 2 denier et 2 sous 6 deniers la livre.<sup>559</sup> Finalement nous avons le safran qui s'avère extrêmement cher par rapport aux autres, c'est à dire 17 sous la livre.<sup>560</sup>

En ce qui concerne le prix des animaux, ce n'est que le cheval dont nous avons des indices précis. Durant la période des années 1285-1287, elles représentent une grande diversité. Leur valeur s'étalait de 5 livres à 50 livres en fonction du cheval vendu.<sup>561</sup> Le plus vertueux était le palefroi (*palefredum*) ayant un cours au moins 30 livres. Cette différence de prix n'est pas pour autant surprenant. A Reims<sup>562</sup>, au nord de la France ou en Touraine<sup>563</sup> (ce dernier d'une ampleur moins particulière), on observe la même variation des prix des chevaux.

Concernant la valeur des chevaux, si nous avons peu de données pour dresser une courbe au XIII<sup>e</sup> siècle on peut constater que les prix augmentaient spectaculairement sur une échelle de temps plus long. Les prix indiqués à la fin du XI<sup>e</sup> siècle et durant la première moitié du XII<sup>e</sup> siècle dans les cartulaires angevins sont beaucoup inférieures. Les coûts fournis par le cartulaire de l'abbaye Saint-Serge et Saint-Bach d'Angers s'étalent de deux à sept livres.<sup>564</sup> Les *palefredi* mentionnés ne se distinguent non plus d'une valeur supérieure à ces chiffres. En dehors de la constatation de la différence notable des valeurs, nous trouvons qu'il serait hasardeux d'en tirer des comparaisons plus directes. Nos informations antérieures au XIII<sup>e</sup> siècle tirées des cartulaires ecclésiastiques ont presque toujours un caractère spécial: elles évoquent des chevaux donnés par les établissements ecclésiastiques à des laïcs en récompense de donations ou d'abandon de contestation.

---

<sup>558</sup> CNG art. 186, 187.

<sup>559</sup> CNG art. 180, 181, 183, 184.

<sup>560</sup> CNG art. 188. D'autres épices comme le girofle, cubène, et galange sont également mentionnés sans avoir une indication de cours. Art. n° 345.

<sup>561</sup> CNG art. 63, 260, 516, 606, 628.

<sup>562</sup> Desportes, *Reims...* op. cit. p. 394.

<sup>563</sup> Sivéry, *L'Economie...* op. cit. p. 107-109.

<sup>564</sup> CSS t.I 124, 137, 210, 231, 249; t. II. 535, 574, 576, 596. Il n'y a qu'une mention qui indique une valeur supérieure, certes cette fois beaucoup plus élevée (15 livres): Ibid. t. I. 229.

## La monnaie

La monnaie angevine avait, au début du XIII<sup>e</sup> siècle une longue tradition de deux siècles.<sup>565</sup> Le système monétaire était pourtant relativement simple dans la mesure où ce n'était que le comte d'Anjou qui disposait du droit du monnayage (droit d'origine régaliennne) sans avoir de « concurrents » à l'intérieur du comté pendant cette période.

Le premier comte dont nous connaissons les espèces est Foulque Nerra. C'est également lui dont le numéraire servait de modèle lors des frappes postérieures.<sup>566</sup> En Anjou, il s'agit à cette époque exclusivement de deniers d'argent et d'oboles.

Mises à part ces quelques informations nous sommes privés de nombreux détails. Nous ne savons pas par exemple où situer l'atelier jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>567</sup> Quant aux bénéfices du monnayage nous n'avons pas de détails précis avant le début du XIV<sup>e</sup> siècle. Evidemment ce furent les comtes qui exploitaient avant tout les profits de la monnaie mais nous avons également des mentions d'autres bénéficiaires. Au cours de la deuxième moitié de son règne Geoffroy Martel offrit en 1050 le dixième des revenus de la frappe au chapitre Saint-Laud.<sup>568</sup> Un peu plus tard sous Foulque Réchin c'est le chapitre de la cathédrale qui obtint le privilège du change pour Angers et ses environs.<sup>569</sup> Pour le XIII<sup>e</sup> siècle, ce n'est plus valable, l'activité de change est dans les mains des bourgeois d'Angers, et la pratique se déroule plus loin de la cathédrale, avant tout sur le pont.

---

<sup>565</sup> Pourtant, l'existence d'un atelier monétaire à Angers est attesté au moins depuis l'époque mérovingienne. Le nom de la cité figure sur des numéraires de cette époque. On a tout droit de supposer un monnayage épiscopale aussi. Alain Planchenault met à l'époque de Charles Chauve à 864 la disparition de l'atelier royal Cette activité fut usurpée et reprise selon lui par les comtes d'Anjou à partir de la première moitié du Xe siècle. Planchenault *Les jetons angevins*...op. cit. p. 23-24. Pourtant rien ne prouve que cette reprise aurait été continue. A. Dieudonné dans son manuel numismatique date le monnayage de Foulque Nerra vers 1030. Dieudonné, *Manuel de numismatique*...op. cit. p. 73.

<sup>566</sup> Ainsi la monogramme Fulco comes s'immobilise sur la monnaie angevine jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Donc même sous les Plantagenets, peu importe le nom réel du comte. Legros, , *Monnaies féodales*...op. cit. n° 254. Le nom de la ville dans la légende ANDECAVIS CIVITAS, ANDEGAVIS CIVITAS, URBS ANDEGAVIS, etc, figure toujours sur les numéraires mais cette pratique remonte à l'époque mérovingien.

<sup>567</sup> Un immeuble sous le nom la Monnaie est attesté peu avant le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle dans la Doutre. Comte et Siraudeau, *Angers. Documents d'évaluation du patrimoine urbain*...op. cit.

<sup>568</sup> CSL n° 25. A partir d'un document de 1318 nous savons que le chapitre Saint-Laud continuait à être un bénéficiaire du monnayage du comte. Planchenault, *La monnaie d'Angers*...op. cit. p. 161-163 n° 2.

<sup>569</sup> CN n°57. ;Guillot, *Le comte d'Anjou*...op. cit. p. 395.

La prospérité de l'atelier d'Angers est considérable pendant l'époque Plantagenêt. Durant la deuxième moitié du XII<sup>e</sup> siècle la monnaie angevine sort d'un contexte régional et devient l'un des plus connues et plus usitées de l'Ouest, essentiellement sur les territoires continentaux des Plantagenêts y compris la Normandie après la suppression du monnayage de Rouen par Geoffroy Plantagenêt.<sup>570</sup> Pour illustrer les limites orientales de son utilisation on la retrouve à Chartres<sup>571</sup> aussi bien qu'en Berry<sup>572</sup>. Le succès de la monnaie angevine s'appuie sur la politique des Plantagenêts qui favorisa le mançois et les Angevins dans leurs territoires ainsi ce n'est pas le résultat d'une conjoncture économique spontanée. L'avantage du denier angevin par rapport au mançois fut sa valeur inférieure c'est à dire deux deniers angevins équivalaient à un mançois, cours d'échange durable qui s'observe même aux XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>573</sup> L'apogée de la réputation de la monnaie angevine se place aux deux dernières décennies du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>574</sup>

Les changements politiques du début du XIII<sup>e</sup> siècle sonnent le glas pour la monnaie angevine. Pendant près d'un demi-siècle nous n'avons pas de trace de l'émission de monnaies à Angers. Il reste pourtant à préciser l'arrêt de la frappe. On le place en 1204 lors du changement de dynastie. Pourtant on sait que la possession de l'Anjou, pour Philippe Auguste diffère de celle de la Normandie jusqu'en 1214. Deux documents de l'hôpital Saint-Jean prouvent qu'à Angers on a frappé de la monnaie en 1208-09<sup>575</sup> et 1210<sup>576</sup>. Nous admettons en même temps que cette émission n'a pas été forcément continue à partir de 1204. La circulation de l'ancienne monnaie dut s'arrêter peu après la cession de la frappe. Le souci de favoriser le tournois au détriment de la circulation des monnaies régionales, ainsi des angevins, se manifeste déjà en 1204 dans l'ordonnance de Philippe Auguste concernant les changes imposés en Normandie.<sup>577</sup> Les deniers angevins dont la valeur baissait sous Jean sans Terre portèrent déjà au le revers l'image du château de Tours emprunté des revers des tournois.<sup>578</sup> Parallèlement

<sup>570</sup> Boussard, *Le gouvernement...* op. cit. p. 303-304.

<sup>571</sup> Chédeville, *Chartres...* op. cit. p. 436.

<sup>572</sup> Devailly, *Le Berry...* op. cit. p.572.

<sup>573</sup> Dieudonné, *Manuel de numismatique...* op. cit. p. 74.

<sup>574</sup> Jacques Boussard met cet apogée tout simplement sous le règne de Henri II. Boussard, *Le gouvernement...* op. cit. p. 303-304. On sait désormais que les dates peuvent être précisées. Cf.

<sup>575</sup> CHSJ n°46

<sup>576</sup> CHSJ n°58. „monete que mittetur in Andegavia”.

<sup>577</sup> Dieudonné, *Manuel de numismatique...* op. cit. p. 73.

<sup>578</sup> Cf. Legros, *Monnaies féodales...* op. cit. n°720.

on découvre la première mention des tournois dans un acte rédigé entre 1203 et 1208.<sup>579</sup> On peut supposer donc, au début du XIII<sup>e</sup> siècle, pendant une période courte, une double présence des monnaies angevines et des tournois à Angers et en Anjou.<sup>580</sup> Cependant nous n'avons pas de doute qu'à partir de 1214 c'est le tournois qui l'emporte définitivement.

Jusqu'à l'arrivée du premier comte apanagiste, c'est indiscutablement la période de la monnaie royale plus précisément celui du tournois.<sup>581</sup> La reprise de la frappe par Charles d'Anjou à Angers ne signifie pas des changements radicaux dans le monnayage angevin interrompu quelques décennies avant. Au début de son règne Charles d'Anjou émit des deniers d'argent et des oboles.<sup>582</sup> En parallèle de l'émission des pièces précédentes, on peut observer le souci de frapper des monnaies de valeur plus forte à partir de la fin des années 1260. Ce fut le double denier, imitation du type mansois.<sup>583</sup> Certainement cette monnaie correspondait non seulement à la tradition du mansois mais à la nécessité économique aussi. L'émission du *Gros* (d'une valeur environ six fois plus élevée que le double denier de Charles d'Anjou) par Saint Louis dans le voisinage de l'Anjou sur les territoires royaux va également dans ce sens.

La frappe des deniers à Angers propre aux comtes d'Anjou persista sous le règne de Charles II d'Anjou<sup>584</sup> et sous Charles de Valois<sup>585</sup> jusqu'en 1319. La présence du double denier est plus problématique. Nous n'en avons plus la trace après Charles I<sup>er</sup>. Il y a seulement mais une mention de « petiz angevins »<sup>586</sup> concernant le paiement d'une rente dans le Loudunais en 1306, montre qu'au moins dans les comptabilités il

<sup>579</sup> CHSJ n°42.

<sup>580</sup> Mis à part d'une multitude d'autre monnaies régionales qui existaient à cette époque mais qui se retrouvent certainement dans un nombre inférieur.

<sup>581</sup> Le trésor de Saint-Gemmes sur Loire près d'Angers enfoui vers 1230-1240 ne contient que des tournois quelques monnaies bretons et sept pièces du denier de Jean sans Terre. J'ai une dette de reconnaissance pour cette information et pour des conseils très utiles sur la monnaie angevine à Monsieur Guy Colin numismate. Une autre information intéressante: les fouilles archéologiques effectuées à l'Evière à Angers en 1985 et 1986 ont mis à jour des deniers de cuivre frappés à Tours durant le règne de Louis VIII ou Louis IX. Comte et Gaborit, „Une gravoire” ...op. cit. p. 149.

<sup>582</sup> L'existence des monnaies frappés par Charles I<sup>er</sup> et par Charles II à Angers est connue depuis longtemps. L'image de ces numéraires furent publiés premièrement dans l'inventaire de Godard-Faultrier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La devise de CAROLUS COMES sur l'avvers s'accompagne de la devise ANDEGAVENSIS et du monogramme modifié de Foulco sur le revers. Ce monogramme deviendra un motif de clé et de fleur de lys après 1266. Legros 1984. n°721 et 734-735. Nous connaissons ces monnaies en particulier grâce à des trouvailles de trésor de Saint-Clair sur Elle (enfouis vers 1266) et de Courcelles-Frémois (enfouis vers 1270). Ibid. Pourtant il est difficile de fixer le moment de la reprise de la frappe. Rien n'indique notamment que Charles eut entamé l'émission de la monnaie angevine aussitôt après son arrivée au pouvoir en 1246.

<sup>583</sup> Legros, *Monnaies féodales*...op. cit. n°731-733.

<sup>584</sup> Legros *Monnaies féodales*...op. cit. n°743-744.

<sup>585</sup> Legros *Monnaies féodales*...op. cit. n°745-755.



existait plusieurs sortes d'angevins. La valeur de la monnaie angevine par rapport au tournois fut inférieure, en général de 15-20 pour cent, tout au long du XIII<sup>e</sup> et début du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>587</sup> La dernière ordonnance royale concernant la valeur de l'angevin par rapport au tournois fut faite par Louis X en 1315.<sup>588</sup> Relatif à la valeur nominale des pièces angevines, les premières informations de l'altération de la monnaie sont tardives, elles datent de 1306.<sup>589</sup>

Cependant au début du XIV<sup>e</sup> siècle les pièces angevines frappées par Charles de Valois eurent une diffusion considérable sortant largement des cadres géographiques de l'Anjou au préjudice du roi de France. Cette monnaie fut également falsifiée, comme nous le montre une décision du Parlement de Paris de 1317 concernant la région de La Rochelle.<sup>590</sup> Malgré les mesures prises par le gouvernement royal, elles atteignent la région parisienne en 1315. Charles menacé de nouvelles sanctions trouve un accord avec Philippe V qui rachète la monnaie d'Angers en 1319.<sup>591</sup>

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle nous avons déjà des informations pour préciser les revenus du comte (dans ce cas il s'agit de Charles de Valois) issus du monnayage. Le chapitre Saint-Laud qui bénéficiait toujours du dixième du profit de la frappe, réclama, 500 livres d'arrérages sur deux ans.<sup>592</sup> Cette somme suggère que le total des bénéfices annuels s'élevait à de 2500 livres.

Pendant cette période l'Anjou posséda donc sa propre monnaie, différente de celle du roi et des pièces des Angevins furent frappées dans d'autres provinces. Malgré ces faits son importance est difficile à estimer. Certainement il fut restreinte.

Il reste la question de la présence des autres monnaies et ce n'est pas toujours facile à préciser. Les contrats ne parlent en écrasante majorité que des monnaies courantes ainsi ils ne donnent pas de point de repères sur l'infiltration d'autres monnaies. Le tournois fut présent, même dominant d'après les sources administratives. Les actes de Charles d'Anjou ne mentionnent que des tournois sans jamais faire

<sup>586</sup> LGLM 202.

<sup>587</sup> Dieudonné, *Manuel de numismatique...* op. cit. 1936. 74.

<sup>588</sup> Le comte d'Anjou et les comtes de Poitou et de Blois „doivent faire leur monnoie à 3 deniers 10 grains, 234 deniers au marc, les 14 deniers pour 12 deniers tournois de la monnoie du Roy” ORF t. I. p. 625.

<sup>589</sup> LGLM 202.; ADML 1 Hs B 48 f. 145 (1308)

<sup>590</sup> APP t.II n°5369.

<sup>591</sup> RHGF XX 615., Petit, *Charles de Valois...* op. cit. p. 193.

<sup>592</sup> „a toto tempore retroacto usque ad festum nativitatatis beati Johanni Baptiste, quod fuit anno domini millesimo CCC° sexto decimo ultimo preterito” Planchenault, *La monnaie d'Angers...* op. cit. p. 161-163 n° 2. Apparemment Charles ne pouvait pas payer par conséquent il vendit ses droits sur ces forêts à Saint-Gemmes-sur-Loire pour 600 livres. Le chapitre n'avait donc à verser que 100 livres.

allusion à la monnaie frappée à Angers. Plus tard en 1300, les rentes offertes par Charles de Valois au chapitre de Saint-Martin et de Saint-Laud sont indiquées en tournois.<sup>593</sup> En 1301 Charles de Valois fixe le montant de l'aide en tournois en Anjou et en mansois en Maine.<sup>594</sup> Cela signifie une nette différence concernant la circulation monétaire entre les deux comtés. Pourtant il nous paraît impossible que les baillis locaux s'abstiennent de paiements en denier angevins. S'il nous paraît fort probable que le tournois fut aussi une monnaie de compte dans la cour de Naples concernant les finances en Anjou son rôle dominant est incontestable. Pourtant nous avons un acte de 1313 concernant une vente de champs de blé dans les Mauges par l'évêque d'Angers où on voit parfaitement qu'il arrivait de compter en tournois mais la composition de la somme était loin d'être aussi simple, on y trouve quatre sortes de monnaie où le tournois en plus était un composant faible (17 %) par rapport au denier parisien (75%).<sup>595</sup> La forte présence du denier parisien est surprenante mais peut être due à la personne de l'acheteur aussi, certes malheureusement inconnue. Nous avons d'autres informations aussi. En 1285, Nicolas Gellant, évêque d'Angers fit changer 300 livres tournois en angevins signalant dans ses comptes 65 s de gain du au change.<sup>596</sup> D'après cette information le stockage de la monnaie royale en réserve n'avait pas forcément une priorité dans la comptabilité de l'évêque. La présence des marchands étrangers anglais ou italiens (voir plus bas) avait certainement introduit des monnaies étrangères. L'activité florissante de changeurs sur le pont d'Angers signale également une intensification des échanges commerciaux.

Le fait que l'Anjou appartienne dès 1246 à une autre ensemble politique et surtout qu'à partir de 1266 Charles d'Anjou devienne roi de Naples-Sicile, aurait dû amener des monnaies provenant d'autres provinces angevines, ou bien la présence de l'or bien connu dans la comptabilité de Charles d'Anjou à Naples. Pourtant les mentions directes sont rares. Dans le trésor de l'évêque Nicolas Gellent on découvre en 1287 100 livres en florins.<sup>597</sup> Nous avons également quelques mentions de l'or dans nos actes. D'après nos documents sa place dans l'économie fut restreinte. Une pièce d'or

---

<sup>593</sup> BMA ms. 757 f. 20.

<sup>594</sup> BNF. ms. lat. 4427 f. 143 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>

<sup>595</sup> LGLM p. 310. La somme totale est 167 livres 5 sous tournois: „octies viginti septem libre et quinque solidi turonenses debilis monete”. „in parisiensibus”: 125 L 7s. 2d.; „in turonensibus”: 29 L 7s. 2d.; „in cenomanensibus” (mansois): 22s.; „in obolis argenteis”: 11 L 8s. 8d.

<sup>596</sup> CNG art. 66.

<sup>597</sup> CNG art. 705

byzantin est mentionnée comme moyen de paiement dans un document de l'hôpital Saint-Jean en 1241.<sup>598</sup> Les ordres de paiement de Charles d'Anjou adressés à ses fonctionnaires angevins indiquent parfois des sommes en monnaie d'or mais elles sont toujours convertis en deniers d'argent en lesquels les acquittements sont effectués.<sup>599</sup> Nous pouvons attester cependant la présence –certes en petite quantité– de monnaie d'or dans les comptes de Nicolas Gellent. Ils sont toujours gardés avec prudence dans le trésor<sup>600</sup> de l'évêque. Leur provenance est exclusivement dû la noblesse de la région.<sup>601</sup> Ces faits signifient qu'ils ne proviennent pas directement de l'économie mais des réserves de monnaie d'or accumulé au sein de la noblesse. Ils ne sont pas convertis dans la circulation économique sauf en cas de change.<sup>602</sup>

---

<sup>598</sup> *CHSJ* n°119.

<sup>599</sup> De Bouïard, *Actes...* op. cit.. n°504, 532, 643, 779 etc.

<sup>600</sup> „*in archa que est in vestibulo ecclesie*”

<sup>601</sup> *CNG* art. 155, 421, 422, 800-802.

<sup>602</sup> En 1285 l'évêque fit changer 4 oboles d'or en denier d'argent (28 sous). *CNG* art. 155.

## Marchands étrangers à Angers

Ville importante de la région, Angers bénéficiait des conditions géographiques relativement favorables pour un accès de marchands et d'hommes d'affaire arrivant de pays ou de régions lointaines. La conjoncture économique, et une longue période de paix ont certainement facilité les échanges. Enfin, la politique des comtes avec tous les changements au cours des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècle a incorporé Angers et l'Anjou dans des espaces politiques qui ont permis d'établir des contacts particuliers avec des pays lointains. Les résultats de ces conditions multiples (attrait, accès, conjoncture économique et politique) favorables ne coïncident malheureusement qu'en partie avec les détails apportés par nos sources.

L'identification des marchands, ainsi ceux des pays lointains, pose un autre problème méthodologique.<sup>603</sup> Mis à part le fait qu'ils sont souvent cachés dans les textes, on doit également séparer les marchands qui vivent du négoce et de l'achat et vente des marchandises des hommes d'affaires dont l'activité principale est la gestion des opérations financières, ainsi du crédit, et qui ne font qu'accessoirement une activité proprement commerciale à partir des stocks de marchandises. Le caractère de ces deux sortes d'activité « marchande » n'est donc pas du tout le même et les marchands de la première catégorie sont souvent dépendants des hommes d'affaires. Malheureusement la terminologie de nos sources ne fait pas cette distinction -sauf en cas d'usure-, et désigne tous les marchands sous le nom « *mercator* » et leur activité avec le mot « *mercari* ». <sup>604</sup> Le contexte où nos informations se trouvent est donc essentiel pour faire la distinction. Premièrement nous allons traiter des marchands vivant du négoce.

A partir du milieu du XII<sup>e</sup> siècle la remarquable montée en puissance du pouvoir Plantagenêt avait permis à Angers de voir un plus grand nombre de voyageurs<sup>605</sup> et de marchands venant d'Angleterre. Ces contacts et la présence occasionnelle d'Henri II à Angers<sup>606</sup> firent connaître l'Anjou et ses produits en Angleterre. Le vin a joué un rôle important dans le commerce malgré le fait que les

<sup>603</sup> Cf. Desportes, *Reims...* op. cit. p. 344.

<sup>604</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 658, 718, 1108,

<sup>605</sup> V. Raoul de Diceto.

vins d'Aquitaine furent en général plus appréciés outre-Manche. Cependant les sources sur les exportations de vin sont tardives, elles datent du début du règne de Jean sans Terre (1199)<sup>607</sup> mais il est intéressant de voir que les marchands anglais continuèrent à fréquenter Angers durant toute la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle donc bien après le changement de dynastie. En 1224 Henri III établit des prix maxima pour le vin blanc arrivant dans son royaume et venant d'Anjou.<sup>608</sup> C'est également Henri III qui, six ans plus tard (1230), concéda un sauf-conduit aux bateaux de Dunwich qui prenaient du fret à Angers pour l'emporter en Angleterre.<sup>609</sup> En ce qui concerne le volume du commerce fluvial, d'après Roger Dion, à une période optimale, un bateau de cent tonnes était capable de remonter la Loire et la Maine jusqu'à Angers.<sup>610</sup>

Après l'arrivée de Charles I<sup>er</sup> d'Anjou au pouvoir, son mariage avec Béatrice de Provence et ses succès politiques en Italie, l'Anjou se retrouve en relation (certes, aussi faibles qu'elle soit) avec le monde méditerranéen. Malheureusement les sources sont très inégalement réparties et ne donnent des informations que du temps de Charles I<sup>er</sup>. Tout laisse à penser que les relations furent très faibles. En ce qui concerne le début du règne de Charles d'Anjou nous n'avons pas de point de repère. La présence des marchands provençaux en Anjou reste à démontrer pour la période 1246-1260.<sup>611</sup> A partir des années 1260, nous avons quelques informations sur les Italiens. Pourtant il est surprenant qu'ils n'arrivent que de l'Italie du Nord, ainsi du Piémont (Asti et Alba) et de la région de Florence (Florence et Lucques), ou de Rome. Par contre il n'y a pas de trace des marchands venant du royaume de Naples.

Les premiers marchands italiens en Anjou, ayant la protection de Charles I<sup>er</sup>, sont des Florentins. Ils sont mentionnés dans nos sources en février 1268 pour la première fois.<sup>612</sup> Leur apparition est liée visiblement à la politique italienne de Charles d'Anjou. En plein milieu du conflit avec Conradin, l'Angevin consolida sa position en

---

<sup>606</sup> Certes, le roi d'Angleterre résida peu à Angers mais largement plus que les comtes d'Anjou au XIII<sup>e</sup> siècle. Pour les séjours d'Henri Plantagenêt à Angers v. Boussard, *Le gouvernement...* op. cit. p. 355, 435, 526, 541, 575-579.

<sup>607</sup> Dion, *L'histoire de la vigne...* op. cit. p. 274.

<sup>608</sup> Ibid., voir aussi: Hardy, *Rotuli litterarum patentium in Turri Londoniensi asserrati*, p. 631.

<sup>609</sup> Ibid., voir aussi: PRO, *Patent rolls of the reign of Henri III A. D. 1225-1232*, p. 418-419.

<sup>610</sup> Dion, *L'histoire de la vigne...* op. cit. p. 275.

<sup>611</sup> Les causes de cette absence peuvent-être multiples. A la pénurie des sources relative à ces années se rajoutent des causes historiques. La participation de Charles d'Anjou à la croisade avec ses frères ainsi que les conflits durant les années 1250, issus de son installation en Provence détournèrent certainement l'attention du comte dans ce domaine. Léonard, *Les angevins de Naples...* op. cit.

<sup>612</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 64.

Piémont et en Toscane en s'appuyant sur nombreuses villes de ces régions.<sup>613</sup> Les marchands-bourgeois de ces villes consentirent des crédits importants à Charles et assurèrent un trafic de marchandise considérable entre la Provence et le royaume de Naples-Sicile.<sup>614</sup> Le niveau des relations entre les marchands de l'Italie et l'Anjou est par contre manifestement plus restreint que dans le cas de la Provence. En Anjou, les Italiens apparaissent avant tout pour des opérations financières (v. plus bas), ou pour encaisser une dette du roi-comte assignée sur ses revenus de l'Anjou et du Maine.

Il y a pourtant d'autres Italiens qui essayèrent de s'installer en Anjou. Des marchands d'Asti<sup>615</sup> (un certain Jacques, son frère et leurs familles) arrivèrent durant la deuxième moitié des années 1260. En mai 1270 Charles intervient auprès du bailli d'Anjou pour faire réparer le préjudice que ses officiers ont fait subir à des marchands cisalpins en saisissant leurs biens à Angers et à Saumur. Dans de nombreux cas nous avons des exemples où Charles Ier émit une lettre de protection pour les marchands italiens valables dans toutes ses provinces. Dans ces cas, sans avoir d'information de contrôle qui confirmerait la présence de ces marchands en Anjou ou à Angers, nous ne savons pas si les bénéficiaires de ces lettres en ont vraiment profité en Anjou. Pourtant, en théorie, le chemin leur était libre. Certes nous ignorons combien sont vraiment arrivés en Anjou.

Trois marchands de Rome et juste après onze de leurs confrères, également de Rome, profitent des lettres de protection de Charles en septembre 1268.<sup>616</sup> A Noël 1269 les marchands guelfes de Siègne (Siena) reçurent des lettres similaires.<sup>617</sup> Il arrive que des marchands italiens apparaissent par délégation à Angers pour encaisser une dette de Charles Ier. Ce fut le cas des marchands florentins arrivant au printemps 1271.<sup>618</sup>

Quelques années plus tard un marchand de Gênes (Genova), *Lanfrankinum Larcharium*, reçoit une lettre de protection de Charles Ier pour ses voyages dans le

<sup>613</sup> Léonard, *Les angevins de Naples*...op. cit. p.372-375.

<sup>614</sup> De Boüard, *Actes*...op. cit. n°74, 139, 162.

<sup>615</sup> Une cinquantaine de kilomètres au Sud-Est de Turin (Piémont).

<sup>616</sup> Le 22 septembre 1268 Charles pomit „*plenam securitatem per regnum nostrum Sicilie ac Andegavie et provincie etc..per dictas provincias per itinera constituta ira libere valeant et redire suaue deferre mercimonia*” à *Matheus Seromaro* et à son frère *Paulus* et à *Deodatus* leur neveu. Filangieri, *I registri* t. I., 156. Le 27 septembre 1268 *Paulus, Johannes et Thomas de Stephano, Angelus Jacobus Senisi, Nicholaus Cutarello, Petrus et Bartholomeus Cutarello, Petrus Comitatus, Nicholaus, Thomas, et Iacobus Petri Stephani* marchands et bourgeois de Rome qui furent en même temps anciens créanciers (*mutuatores*) de Charles reçurent des lettres semblables. Filangieri, *I registri* t. I., 156-157.

<sup>617</sup> Filangieri, *I registri* t. VII., 283.

<sup>618</sup> De Boüard, *Actes*...op. cit. n° 357.

comté d'Anjou mais ses marchandises ne sont pas dispensées des péages et des tonlieux.<sup>619</sup> En octobre 1274, des marchands de Lucques (Toscane) partant pour la Provence et pour l'Anjou obtiennent de lettre de sauf-conduit de Charles.<sup>620</sup> Le souverain se réserve pourtant tous les péages et de droits issus du transport des marchandises.<sup>621</sup> Entre 1275 et 1277 quatre autres marchands de Gênes (Genova) obtiennent la protection de Charles d'Anjou dans toutes ses provinces.<sup>622</sup> Concernant les Italiens, malheureusement nous n'avons pas davantage d'informations pour les décennies postérieures. Il paraît donc, que certains marchands Italiens hors du royaume de Naples ont pu se servir des rapports amicaux avec le souverain angevin. Tout de même, dans l'état actuel de nos connaissances ce fut pendant une période relativement courte (de 1268 jusqu'au milieu des années 1270) que le souverain motiva de cette manière les marchands Italiens. Cet appui n'est pas attestable plus tard pendant le règne des Angevins de Naples (c'est à dire jusqu'en 1290).

Nous avons également quelques connaissances des marchands venant d'autres régions. En 1276 en traversant l'Anjou un certain Jean Catina marchand d'Abbeville (Somme) fut victime d'un vol dans un hospice (*hospitium*) à Saint-Laurent.<sup>623</sup> La présence continue des toiles de Reims durant les années 1280 sur les marchés à Angers témoigne des relations commerciales, directes ou indirectes, avec la ville de sacre.<sup>624</sup> Nous savons que les marchands drapiers de Chartres étaient présents aux foires d'Angers.<sup>625</sup> Les marchands parisiens ou de l'Ile de France devaient également être présents malgré le fait que les sources angevines n'en parlent pas. L'Anjou et ses produits étaient connus à Paris, tout spécialement le vin. Il devait être transporté en grande partie par des Angevins mais il nous paraît logique que des marchands intermédiaires ou même parisiens connurent les marchés angevins. Nous avons quelques mentions du règne de Philippe le Bel où les officiers du roi achetèrent des

<sup>619</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 705.

<sup>620</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 792.

<sup>621</sup> Charles accorda „*omnibus et singulis mercatoribus Lucanis... plenam securitatem per Provincie, Andegavie et Forcalquerii comitatibus... ire libere valeant suaque deferre mercimonia, salvo jure pedagii et alio quod de mercimoniis et rebus orum curie debetur*”. Ibid.

<sup>622</sup> Il s'agit certainement d'une grande famille, *Mussus, Manuel, Cibonus et Antonius Cibus*. Filangieri, *I registri...* op. cit. t. XIII., 57.

<sup>623</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 905. Il s'est fait voler une somme de 170 livres et 12 sous. Il voyageait donc avec du liquide d'un montant considérable. Suivant le conseil de nombreux seigneurs et prud'hommes de la région Charles d'Anjou ordonna qu'il soit remboursé par les habitants du village.

<sup>624</sup> CNG art. 165, 845, 1069.

<sup>625</sup> Chédeville, *Chartres...* op. cit. p.454.

chevaux (*equi et roncini*) ou des attelages hippiques à Angers.<sup>626</sup> Pourtant mis à part de ces quelques informations concernant le nord de la France, on peut exclure l'existence d'une colonie des marchands étrangers à Angers ou en Anjou durant notre période.

### Les hommes d'affaires-le monde de l'argent

Naturellement, notre ville n'était pas privée des ses « propres » hommes d'affaires indigènes. Leur activité était pourtant complexe et certains éléments en restent cachés. Ainsi, les opérations de prêts sont d'habitude beaucoup moins visibles que l'activité de change ou les divers négoce d'immobilier ou de marchandises.

Les informations sur la présence des changeurs nous parviennent souvent et cela depuis les siècles antérieurs. A Angers où les comtes frappaient presque constamment de la monnaie l'existence d'un certain nombre de changeurs paraît normal.<sup>627</sup> Nous savons qu'à la fin du XI<sup>e</sup> siècle leur activité était surveillée par le chapitre de la cathédrale.<sup>628</sup> Le déplacement progressif de leur activité durant le XII<sup>e</sup> siècle auprès du pont témoigne d'une émancipation économique. Il s'explique aisément par l'existence des marchés et des foires. Nous avons quelques cas concrets. Vers 1185, *Letardus Scambitor* prêta de l'argent en compagnie de deux autres à *Burellus Lemeschin* pour acheter des terrains à bâtir sur le pont, qu'il acquit plus tard.<sup>629</sup> Vers 1235, un certain *Dionisios le Changeor* acheta une maison à cens à l'Hôpital Saint-Jean dans la rue Saint Nicolas (Doutre).<sup>630</sup> Un monnayeur d'Angers, un certain Simon a réussi à marier sa fille Laurence durant les années 1270 à un noble d'origine saumuroise, Robin de la Sale. Le couple avait des maisons avec des appartenances dans la Folie. Au début du XIV<sup>e</sup> siècle nous avons connaissance d'un changeur Pierre Coton qui fonda dans son testament une chapelle dans l'hôpital Saint Jean.<sup>631</sup> Le changeur qui habitait sur le pont mourut en 1307 ou 1308. A partir de son testament on voit qu'il vivait dans de bonnes

<sup>626</sup> *RHGF Documents financiers. Comptes royaux.* t. I. n° 3142 (1299); t. II. n° 27758 (1313) et *RHGF Documents financiers et administratives. Les comptes sur tablettes de cire de la chambre aux deniers de Philippe III. le Hardi et de Philippe IV le Bel.* t. VIII. p. 881.

<sup>627</sup> Cette co-existence d'un atelier monétaire et une „aristocratie de l'argent” est très lucide durant le XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles en Normandie, à Rouen et à Bayeux. Musset, 1959, 285-299., Neveux, *La Normandie...* op. cit. p. 265-267.

<sup>628</sup> *CN* n° 57.

<sup>629</sup> *CHSJ* n°10.

<sup>630</sup> *ADML* 1 Hs B188 f. 3v°.

<sup>631</sup> *ADML* 1 Hs B48 f. 142 et f. 145. Il légua entre autres une somme de 200 livres et un revenu de 15 livres par an à l'hôpital Saint Jean.



conditions financières, ses largesses et ses aumônes faites à l'aumonerie ne furent point disproportionnées.

Il nous reste pourtant à remarquer que nous n'avons aucune indice pour l'installation des changeurs pendant notre période dans le secteur des Halles. Cela montre que le pont et ses alentours « gardaient » les changeurs, qui fréquentait évidemment les Halles aussi, sans la volonté particulière de s'y installer.

Les opérations financières cachées derrière des contrats immobiliers sont également des signes de l'existence du crédit au sein de la population urbaine. La constitution de rentes apparaît comme un moyen idéal pour les bourgeois d'obtenir un crédit. Il y avait un avantage incontestable : le remboursement s'étalait dans le temps. Naturellement les propriétaires de terrains urbaines, ainsi un grand nombre d'établissements ecclésiastiques en profitaient. Pourtant le crédit était loin de se limiter aux opérations immobilières enrichissant les ecclésiastiques.

Voici un exemple où ce fut un bourgeois angevin qui consentit de crédit à un chevalier au début du XIII<sup>e</sup> siècle : Guillaume de *Noant* prêta une somme (dont le montant est inconnu) au seigneur de Daon en prenant en gage une part d'un hébergement et un jardin.<sup>632</sup> Il s'agit dans ce cas d'un mort gage, car la totalité de la somme empruntée fut exigée en 1228 par Jacques de *Noant* le fils du créancier. L'immobilier engagé qui se trouvait certainement à Angers fut notamment pris par les frères prêcheurs (nous ignorons dans quelles conditions) récemment installés à Angers. L'exigence de *Noant* envers le débiteur fut maintenu même après le paiement de cinq livres de la part des frères Prêcheurs. Dans ce cas donc, l'intérêt se cache dans les fruits de l'exploitation de l'immobilier pendant des années plus dans la somme de cinq livres indiquée payée par les frères Prêcheurs.

A partir des années 1270 nous sommes témoins de l'apparition en plus grand nombre des créanciers italiens. Ils bénéficiaient de la protection de Charles d'Anjou et en contrepartie ils versaient régulièrement des sommes importantes dans le trésor du souverain. En juin 1273 Charles émit une lettre de protection en faveur des marchands-créanciers d'Alba,<sup>633</sup> ce qui nous donne quelques détails importants sur leurs

<sup>632</sup>Le texte en latin: RA 1885. P.14. Indique également, certes avec une référence d'archives erronée: Levesque, *L'ancien couvent...* op. cit. p. 23-24.

<sup>633</sup> Ville de Piémont à une cinquantaine de kilomètres Sud-Est de Turin.

activités.<sup>634</sup> Dix marchands d'Alba<sup>635</sup> et leurs familles reçurent le droit de mener leurs activités en Anjou et dans le Maine pendant six ans à partir du 11 novembre 1273, en payant une somme annuelle de 950 livres tournois à des termes et en montants variés.<sup>636</sup>

Pour cette somme d'argent ils avaient le droit de s'installer dans n'importe quelle ville des deux comtés, d'avoir deux maisons (*mansiones*) à Angers, mais dans toutes les autres villes une seule. Ils n'étaient pas, par contre, dispensés du cens de l'immobilier (*pensio*) qu'ils devaient acquitter au seigneur de l'endroit où ils étaient installés. Dans leurs activités ils pouvaient consentir des crédits sur gages (*pignora*)<sup>637</sup> mais l'usure leur était naturellement interdite. Ils n'étaient obligés de garder les gages que pendant un an et un jour. Après ce délai réglementaire, il leur était permis d'agir selon leur volonté. En cas d'usure (*lucrum vel usura*) ils étaient obligés de restituer le gage à celui qui le réclamait, sans avoir des fruits. Par contre, ils étaient dispensés des droits d'indemnité de vente (*emenda*). Parmi leurs privilèges, il est important de souligner qu'ils étaient exempts de toutes les tailles (*tallia et tolta*), de toutes les coutumes et exactions ainsi que des services militaires comme la garde (*custodia*), chevauchée (*cavalcata*) ou ost (*exercitum*). Ils étaient également dispensés de la mainmorte et d'autres droits seigneuriaux. Ensuite Charles leur avait permis de rester dans les deux comtés pendant six mois, sans avoir rien à payer, pour recevoir toutes les dettes qu'on leur devait et pour finir leurs affaires sans avoir le droit d'emprunter pendant cette période. En cas de délit commis par l'un d'eux seul celui qui était coupable serait responsable de ses biens ou de ses marchandises et non l'ensemble des marchands-créanciers. Ils étaient, d'après la convention, jugés uniquement par le bailli d'Anjou ou par le représentant du comte.<sup>638</sup>

<sup>634</sup> De Boüiard, *Actes...* op. cit. n°658.

<sup>635</sup> Robert de *Brayda*; Filibert de *Brayda*; Umbert *Guerzium*, Mathieu *Rapa*; Rebaud *Rapa*; Nicolas *Rapa*; Pierre *Rapa*; Obazin *Rapa*; *Danexius Corradendus* et Raymond *Faletus*. Ibid.

<sup>636</sup> Avant le début de leurs activités (fête de Saint Martin d'hiver-11 novembre) ils sont obligés de verser 1800 livres, somme de deux ans de cens (*census*) à un certain Jean Pierre de *Brayda* dont Charles fut le débiteur. Au début de la troisième et quatrième année ils versent 900-900 livres toujours à Jean Pierre de *Brayda*. Les deux dernières années c'est Charles qui reçoit le reste du cens en des termes bien définis. Ibid. Il est donc fort probable que les quatre premières années ils paierent à un de leurs parents qui fut auparavant le créancier de Charles d'Anjou. Charles découvrit ainsi un moyen efficace de rembourser ses dettes. L'Anjou une fois de plus servit donc pour une réserve ou un arrière-pays à des manoeuvres financiers de Charles en Italie.

<sup>637</sup> „*Possint mercari et lucrari et pecuniam tradere super pignora vel sine pignoribus*” Ibid.

<sup>638</sup> De Boüiard, *Actes...* op. cit. n°658.

Suivant cet acte de Charles d'Anjou, les marchands-créanciers d'Alba avaient le monopole des crédits pendant la période prévue en Anjou et en Maine. Les soi-disant lombards et Cahorsins (*Caorzini*) ou d'autres furent interdits dans les opérations de crédit. Ces dispositions restèrent tout de même théoriques vu les nombreux cas de constitution de rente et la présence d'une communauté juive importante.

Au cas où les marchands d'Alba voulaient rentrer chez eux et quitter le pays avant les six ans prévus, ils avaient le droit de partir étant seulement contraints payer le cens de l'année où ils quittaient l'Anjou. A l'inverse, si le comte voulait cesser le contrat, il était obligé de le signaler au début de l'année. S'il ne le faisait pas, les marchands seraient dispensés d'acquitter le cens pour l'année concernée. Pour assurer les fruits de leurs activités le comte s'engagea également à ne pas laisser s'installer d'autres marchands-créanciers en Anjou et en Maine pendant cette période.<sup>639</sup>

Nous venons d'esquisser les divers points et conditions du contrat très instructif conclu entre Chales Ier et les marchands d'Alba. Pourtant cet accord n'eut pas un grand avenir pour les marchands d'Alba car Charles trouva rapidement une solution beaucoup plus intéressante pour son trésor. Un mois plus tard à peine, au début du mois d'août 1273, il parle déjà des marchands-créanciers florentines qui prennent la *gabella* promise à ceux d'Alba.<sup>640</sup> En janvier 1274 il ordonne le remboursement des marchands d'Alba qui avaient déjà versé la somme de la première échéance, donc 1800 livres et pour leurs dépenses faites à la hauteur de 700 livres.<sup>641</sup> Cet argent eut un parcours assez lent avant d'arriver en partie au destinataires primitifs.<sup>642</sup> Trois des marchands d'Alba

<sup>639</sup> Ibid.

<sup>640</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n°704.

<sup>641</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n°718.

<sup>642</sup> Charles manda son bailli d'Anjou et le doyen du chapitre de Saint-Martin d'Angers d'emprunter aux Florentins 1800 livres pour rembourser les marchands d'Alba (cette somme sera ensuite déduite de leur redevance) et de faire payer directement par les Florentins les dépenses de 700 livres annoncées par les marchands d'Alba. De Boüard, 1926, n°718. La logique de Charles était donc claire. D'une part il respecta le contrat conclu six mois avant et fit rembourser (au moins dans ses intentions) la totalité de la somme de 1800 livres. Pourtant il ne prit à sa charge que la somme qu'il a bien encaissé et transmit la charge du remboursement des 700 livres aux nouveaux venants c'est à dire au Florentins. Cinq ans après (en mars 1279), la somme indiquée ne fut remboursée qu'en partie. Des 1800 livres Guillaume le doyen du chapitre de Saint Martin d'Angers (*receptor et expensator curie nostre*) avait rendu 300 livres que deux groupes des marchands ont partagées. Ainsi le bailli resta toujours redevable avec 750 livres à chaque partie. Trois marchands (Robert et Filibert de Brayda et Ubertus Guercinus) restés fidèles à Charles réclamèrent leur part de 750 livres en mars 1279 et le souverain intervint dans leur intérêt auprès du bailli d'Anjou pour que la somme soit rendue immédiatement. En contrepartie l'acquittement de 750 livres qui aurait dû être payé au deuxième groupe de marchands fut catégoriquement dénié par Charles à cause de leur trahison (*ob prodicionem*). De Boüard, *Actes...* op. cit. n°1108.

avec trois autres qui ne figurent pas dans les documents concernant l'Anjou s'installèrent enfin pour dix ans en Provence à partir du mois de l'été 1275.<sup>643</sup>

Tout en sachant que Charles avait pris sa décision de rompre le contrat dès août 1273, il est curieux de constater qu'après le versement de la première somme les marchands d'Alba partirent pour l'Anjou et même au mois de janvier 1274 ils étaient encore là. Nous savons également qu'à ce moment les Florentins n'étaient pas encore arrivés en Anjou.<sup>644</sup> Nous avons moins de détails sur le contrat avec les Florentins, à cause de la disparition du texte, mais il est évident que certaines conditions furent modifiées. Il s'agissait d'onze marchands<sup>645</sup> et de leurs familles qui obtinrent le privilège et le monopole des crédits. A la différence des marchands d'Alba ils étaient prévus qu'ils resteraient 12 ans (au lieu de six) et ils étaient tenus à verser 1500 livres (au lieu de 950) chaque année.<sup>646</sup> Le fait que Charles Ier changea rapidement d'avis n'est pas donc surprenant. A propos du futur champ d'activité des Florentins Charles ne mentionne que les villes d'Angers et du Mans ainsi que les châteaux de Saumur et de Baugé. Le terrain de leur activité fut donc sensiblement réduit.<sup>647</sup> Charles voulait certainement éviter qu'ils échappent à son contrôle en leur proposant également le domaine de ses barons comme il l'avait fait avec les marchands d'Alba.<sup>648</sup> Dans chacune de ces quatre villes les Florentins avaient le droit d'avoir une seule maison (*mansio*) où ils étaient en mesure de poursuivre leur activités.<sup>649</sup> Charles craignait pourtant que les Florentins arrivent avec beaucoup de retard aussi ordonna-t-il à son bailli de trouver quelqu'un qui payerait le rendement (*cabella*) du temps intermédiaire entre le départ des marchands d'Alba et l'arrivée des Florentins sinon c'est le bailli qui serait obligé de le payer.<sup>650</sup>

<sup>643</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n°872.

<sup>644</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n°718.

<sup>645</sup> Raynerius Leclerc; Tuzius Rocze; Falcus Petri; Castagnus Petri; Tyanus Paczus; Jacobus fils de Truffe Paczi; Gualterius Bonavite; Raynerius de Labella; Johannes Rava; Odinus et Franciscus fils de Johannes. Ces trois derniers furent originaires d'Alba mais des marchands Florentins.

<sup>646</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n°718.

<sup>647</sup> Ici nous nous tenons littéralement au texte. Celui rédigé en 1273 en faveur des marchands d'Alba désigne Angers et Le Mans comme *civitas* et Saumur et Baugé comme *villa*. Le texte de 1274 cité en haut dénomme Angers et Le Mans toujours comme *civitas* donc là le champ d'activité n'était pas réduit mais en même temps il ne mentionne que Saumur et de Baugé: „*In civitatibus nostris Andegavis et Cenomannis et in castris nostris apud Baugeium et Salmurum*”. De Boüard, *Actes...* op. cit. n°718.

<sup>648</sup> Boüard, *Actes...* op. cit. n°658.

<sup>649</sup> „*in quolibet dictorum locorum habeant unam tantummodo mansionem ubi possint mercari et lucrari*” De Boüard, *Actes...* op. cit. n°718. Ils n'avaient donc plus la possibilité d'en avoir deux à Angers.

<sup>650</sup> „*si forte cabellam ipsam eodem medio tempore nullus exercuit, vos ob vestri negligentiam tenere volumus nostre curie in solutione pecunie supradicte*” Boüard, *Actes...* op. cit. n°718.

Pour accroître les réserves financières des ses deux comtés de nord-ouest du royaume de France et plus particulièrement des villes, éloignées de ses résidences méditerranéennes, Charles d'Anjou avait besoin d'individus ou de groupes de marchands riches en capital. Jusqu'à son avènement au trône de Naples-Sicile et même pendant les premières années de son règne nous n'avons aucune trace d'hommes d'affaires italiens, malgré les différents privilèges accordés. Il semble que Charles les a trouvés dans la première moitié des années 1270 mais, à partir de ce moment-là le prince angevin comptait régulièrement sur leur concours pour organiser ses revenus. Il nous reste à répondre à la question s'il nous est parvenu d'autres témoignages de la présence d'Italiens à Angers ou en Anjou pendant les douze ans du contrat des marchands florentins? Est-ce que d'autres marchands arrivèrent d'Italie avec une lettre de protection du roi de Naples? Malheureusement nous n'avons aucune trace dans nos sources pour répondre positivement. Les sources administratives de la cour de Naples relatif à Angers sont rarissimes à partir de 1279-80. La liste de revenus et dépenses du bailli d'Anjou en 1287-1288<sup>651</sup> ne contient aucune indice de revenu issu de marchands-créanciers italiens. Il est donc fort probable (certes, *argumentum a silentio*) que Charles II d'Anjou n'a pas renouvelé la pratique de son père pour accorder des privilèges de crédit. L'absence des Italiens à partir de 1290 se comprend ensuite du fait du changement du contexte politique.

Une dernière remarque s'impose pourtant: Pour que les marchands d'Alba et de Florence acceptent de payer des sommes importantes (la somme annoncée à propos des Forentins-1500 livres-était deux fois et demi de plus forte que les revenus des foires d'Angers et deux fois plus que la taille annuelle des juifs en Anjou) c'est qu'ils espéraient un profit considérable chaque année. Ils avaient également investi beaucoup d'argent pour leur déplacement et leur installation. Pour Charles d'Anjou ces contrats ont produit non seulement des revenus importants mais ont permis un certain contrôle des opérations de crédit en reléguant au second plan les autres créanciers, ainsi les juifs.

---

<sup>651</sup> BMA ms 977.

## La présence des juifs

Un part important des opérations de crédit au XIII<sup>e</sup> siècle, en Anjou comme dans d'autres parties de France, est liée à la communauté juive. Leur statut social comme les limites de leurs activités économiques changèrent fréquemment pendant le XIII<sup>e</sup> siècle. Les cadres de leurs possibilités socio-économiques en France au sein d'une société de religion chrétienne furent déterminés avant tout par la législation royale et à partir des mesures prises par l'Eglise lors des conciles généraux (tout spécialement lors du IV<sup>e</sup> concile de Latran) provinciaux, et des synodes diocésains.<sup>652</sup> Compte tenu de leur rôle économique, nous ne trouvons pas inutile de donner une esquisse rapide de leur présence en Anjou.<sup>653</sup>

Dans notre comté, la présence attestable des juifs remonte au milieu du XI<sup>e</sup> siècle. A partir de ce moment nous avons des informations, certes très réduites, mais continues, sur les rabbins en Anjou et leurs présence aux synodes talmudiques du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>654</sup>

Pendant l'époque Plantagenêt les juifs d'Anjou semblent avoir échappé aux manifestations d'hostilité qui se produisirent dans les régions voisines. Nous n'avons pas connaissance de pogroms comparables à ceux qui eurent lieu à Blois en 1171 ou quelques années plus tard en Ile de France (Pontoise et Bray-sur-Seine)<sup>655</sup>. Ceci est paradoxal dans une certaine mesure, mais le fait d'appartenir à l'Empire Plantagenêt représentait un abri pour les Juifs. Ils n'étaient pas concernées par les mesures répressives de Philippe Auguste du début des années 1180.<sup>656</sup> Certes, Henri II se

---

<sup>652</sup> Il est hors de notre tâche de dresser une bibliographie exhaustive sur les juifs en France au XIII<sup>e</sup> siècle. Nous nous bornerons ici à signaler les travaux récents les plus importants qui nous ont aiguillé dans nos recherches et qui peuvent donner un contexte plus large à cette question: Schwarzfuchs, „De la condition des Juifs en France aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles”, 1966; Nahon, „Le crédit et les Juifs dans la France du XIII<sup>e</sup> siècle”, 1969; Wade-Labarge, „Saint Louis et les Juifs”, 1970; Grabois, „Du crédit juif à Paris au temps de Saint Louis”, 1970; Nahon, „Les ordonnances de Saint Louis sur les Juifs” 1970; Nahon, „Pour une géographie administrative des Juifs dans la France de Saint Louis”, RH 1975, 305-343 ; Jordan, *The Frenche Monarchy and the Jews. From Philip Augustus to the Last Capetians*, 1989; Baldwin, *Philippe Auguste*, 1991, 214-245 et 298-301; Le Goff, *Saint Louis*, 1996, 243-245 et 793-814;

<sup>653</sup> L'étude de M. Brunshwicq dans la revue des études Juives en 1894 peut donner une base même si désormais nous disposons de plus d'informations sur le sujet.

<sup>654</sup> Brunshwicq, „Les Juifs d'Angers”...op. cit. p. 229-230.

<sup>655</sup> *Les Capétiens*...op. cit. p. 686. Pour les événements de Blois voir aussi: Chronique de Robert du Mont MGH, *Scriptores*, t. VI., 520.

<sup>656</sup> Baldwin, *Philippe Aususte*...op. cit. p. 80-81.

montra défavorable, même hostile aux juifs en Angleterre<sup>657</sup>, mais nous n'avons pas de trace de mesures hostiles en Anjou.<sup>658</sup>

Cela ne veut nullement dire qu'il étaient «assimilés». De nombreuses mesures distinctives ou discriminatoires les concernaient. Les droits perçus dans certains péages angevins (d'où nous avons quelques chiffres) durant la seconde moitié du XIIe siècle en donnent des exemples. En passant le pont de la Loire à Saumur, les juifs étaient obligés de payer un denier par personne s'ils avaient leurs propres marchandises avec eux, tandis que les chrétiens ne payaient rien.<sup>659</sup> A l'approche d'Angers aux Ponts de Cé ils avaient à payer 1 sou (!) –tarif de six charettes chargées- même s'ils passaient seuls sans marchandises.<sup>660</sup>

Avec le changement de dynastie, au début du XIIIe siècle, les conditions des juifs d'Anjou ne changèrent pas radicalement. Il est bien connu que les mesures prises par Philippe Auguste concernant les juifs, durant la deuxième moitié de son règne, allèrent dans le sens de la stabilisation. Ainsi, alors que l'Anjou devint partie du domaine, le roi tenta plutôt de contrôler les activités des juifs en prescrivant des cadres légaux. Il ne voulait pas se priver de revenus importants. Les contrats juifs devaient être écrits et certifiés par des scribes et prud'hommes locaux ou urbains, leurs transactions devaient être enregistrés en présence des autorités locales et de l'administration royale.<sup>661</sup> Philippe Auguste prescrivit également un taux d'intérêt toléré, c'est à dire de deux deniers par livre par semaine ce qui fait 43 % par an. Cependant il interdit aux juifs toute forme d'intérêt composé –jugé responsable de premier ordre dans le surendettement des emprunteurs.<sup>662</sup> En 1223 Louis VIII émit également une ordonnance concernant les juifs de son royaume.<sup>663</sup> Amaury de Craon sénéchal d'Anjou figure sur la liste des témoins de l'acte. Cette ordonnance, en dehors de la défense de l'usure aux juifs, les défavorisa lors du remboursement des dettes issue

<sup>657</sup> Richardson (H. G.), *The English Jewry under Angevin kings*, Londres, 1960, 109-170 et 201-212. Boussard, *Le gouvernement...*, 1956, 576.

<sup>658</sup> Brunshawicq résuma même l'ère Plantagenêt comme une époque de tranquillité pour les Juifs en Anjou. Brunshawicq, „Les juifs d'Angers”...op. cit. p. 231.

<sup>659</sup> „Judei si detulerint per pontem vadimonia sua ad vendendum, dabunt denarium unum...” ADML H 3714 f. 49(Livre d'Argent de l'abbaye de Saint Florent de Saumur). Indique: Brunshawicq, „Les juifs d'Angers”...op. cit. p. 231 et Bienvenue, „Recherches sur les péages...” ...op. cit. p. 441(tableau).

<sup>660</sup> Bienvenue, „Recherches sur les péages...” ...op. cit. p. 438 et 441(tableau). Pour la confirmation des coutumes des Ponts de Cé vers 1177 par Henri II Plantagenêt -le premier acte qui nous subsiste relatif aux tarifs des péages à cet endroit voir: *Actes de Henri II*, t. II., n° 503.

<sup>661</sup> *RAPHA* t. II n° 955 (1206) n° 1554 et n°1555 (1219).

<sup>662</sup> Ibid.

<sup>663</sup> *Layettes* t. I., n° 1610.

de prêts. Les débiteurs devaient acquitter, pendant trois ans en neuf termes, les dettes envers les juifs mais payer directement aux seigneurs de ceux-ci. Il s'agit donc, d'une « redistribution » des dettes sinon une prise complète cachée. L'usage de sceaux fut interdit aux juifs et ils étaient obligés, comme aux temps de Philippe Auguste, de faire enregistrer leurs opérations financières et leurs débiteurs auprès de leurs seigneurs. Ceux qui avaient manqué de le faire perdaient toutes leurs dettes ainsi que les dettes plus vieilles de cinq ans qui s'annulaient automatiquement.<sup>664</sup> La réglementation royale insista donc toujours sur un contrôle des activités des juifs, en rendant parfois plus pénibles leurs conditions économiques.

Les ordonnances royales durant le début du règne de Louis IX allèrent également dans ce sens. Les ordonnances de 1230 et 1234 représentaient des interventions royales encore plus défavorables pour les juifs. Dans la mesure où il leur était interdit d'emprunter de l'argent, leurs débiteurs furent libérés de leurs dettes. Ces ordres assimilaient déjà l'usure à toute somme qui était au dessus du capital prêté (principal), n'autorisant ainsi aucun intérêt. Un contrôle sévère des prises des gages par les juifs fut prescrit aux autorités.<sup>665</sup>

Dans les ordonnances, à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle on découvre donc une volonté royale qui visait la lutte ferme contre l'usure, qui voulait réduire les activités économiques des juifs et les inciter à se convertir, tout en marginalisant leur statut social au statut de serfs du roi. Ils ne pouvaient pas être nommés fonctionnaires, et ne pouvaient pas avoir de terre, ce qui les empêchait également d'avoir d'autres sources de revenus que celles issues des opérations financières. Cependant, il ne s'agissait pas d'expulsion ou de spoliation complète des juifs lors de ces décennies. La moralisation de la politique de Saint Louis concernant les juifs de son royaume atteignit son apogée durant les années 1250 où l'Anjou fut de nouveau détaché du domaine royal; ainsi les juifs d'Angers dépendaient désormais du comte apanagiste. Les juifs d'Anjou ne furent pourtant pas toujours épargnés par les violences. Peu après Pâques 1236 des croisées provenant surtout de Bretagne commirent des tueries de juifs en Anjou et en Poitou.<sup>666</sup> Cependant cet incident ne concernait pas Angers mais plutôt les marges de l'Anjou. Le

<sup>664</sup> Layettes t. I., n° 1610.

<sup>665</sup> Le Goff, *Saint Louis*...op. cit. p. 800-802.; Richard, *Saint Louis*...op. cit. p. 288.

<sup>666</sup> Brunswicq, „Les juifs d'Angers”...op. cit. p. 233-234. Ce massacre entraîna la mort de 3000 Juifs et suscita la conversion de 500 autres selon Brunswicq.



concile Provincial de Tours (1236) décréta aussitôt des sanctions contre ceux qui avaient des pareilles intentions.<sup>667</sup>

En esquisant le climat politique à partir des ordonnances des rois de France il nous reste la question, souvent posée: dans quelle mesure étaient-elles applicables, quel était leur conséquence. Nous savons bien qu'elles allaient à contre courant des réalités économiques dans un monde où la nécessité de liquide et de crédit ne cessait d'augmenter. Chacun des historiens traitant de l'époque souligne les côtés irréels d'une application conséquente de ces ordonnances. En plus, les rois de France se montrèrent parfois illogiques dans leurs interventions. Les mesures témoignent plutôt d'une atmosphère politique hostile au judaïsme et aux juifs qui a eu pour conséquence la relégation des activités financières des juifs dans un secteur de «petit crédit» ou crédit à la consommation qui se laisse observer en Anjou, au moins en partie, durant la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Cependant, cette série de mesures et surtout celles de Louis IX ont suscité des plaintes de certains rabbins à cause de l'appauvrissement de la population juive.<sup>668</sup> Certes, ces griefs ne concernent pas spécialement l'Anjou.

Les sources de la législation ecclésiastique, surtout locales, ainsi les statuts synodaux, nous apportent également des éléments pour avoir un tableau plus complet sur le statut des juifs. Certes ces statuts synodaux sont de caractère parfois très semblable aux ordonnances du roi. D'ailleurs les deux types de document s'inspiraient, certes d'une manière différente, des canons des conciles généraux de Latran III et surtout de Latran IV qui déterminèrent en grande partie le comportement des autorités laïques et ecclésiastiques en France vis-à-vis des Juifs.

Les statuts ecclésiastiques visent avant tout la répression de l'usure, liée de bonne heure aux Juifs. Un rapport rédigé dans l'esprit du IV<sup>e</sup> concile du Latran, très probablement par Guillaume de Beaumont, évêque d'Angers, est adressé à l'archevêque de Tours vers 1227-1230. Il reprend des accusations bien connues de l'époque de Saint Louis, ainsi l'oppression de nombreux chrétiens, la conversion de certaines d'eux au judaïsme en cas de nécessité financière à cause du remboursement de crédit; blasphème; contestation des dogmes de l'Eglise ; l'usure publique.<sup>669</sup> Un peu

<sup>667</sup> „inhibemus ne cruce signati vel alii christiani judeos occidere seu verberare vel eorum invadere vel auferre vel quascumque minas seu injurias eisdem inferre presumat, cum Ecclesia judeos sustineat...si contra attentarepresumpserint ultionem canonice non evadent”. Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 158-59.

<sup>668</sup> Le Goff, *Saint Louis*...op. cit. p. 809-810.

<sup>669</sup> Avril, *Les conciles*...op. cit. p. 128-131.

plus tard, le concile provincial de Chateau-Gontier en 1231 promulgua plusieurs articles contre les juifs et les usuriers. Il interdit les emplois publics, il empêcha les juifs d'être témoin lors d'un procès contre des chrétiens.<sup>670</sup> Cependant, les conciles provinciaux ne les mentionnèrent pas après les années 1230 sinon sous l'accusation de l'usure sans les nommer spécialement.<sup>671</sup>

Ce n'est pas le cas des synodes diocésains où les juifs n'apparurent que durant la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. On y apprend par exemple que la mise en gage par des ecclésiastiques des ornements de l'église ou des livres liturgiques aux juifs n'étaient pas sans précédent. On voit donc que la manque de liquide dans certains cas, n'empêchait même pas les ecclésiastiques de s'adresser aux juifs.<sup>672</sup> En 1274, Nicolas Gellent, évêque d'Angers interdit à tous les clercs, sous peine d'excommunication et d'interdit (en cas des communautés ecclésiastiques), de louer des maisons ou d'accorder la résidence aux juifs car –dit le texte- dans le diocèse d'Angers ils se livrent publiquement à l'usure.<sup>673</sup> Dans une ville comme Angers où il existait de nombreux fiefs ou possessions ecclésiastiques et en même temps où le contrôle épiscopal était théoriquement plus efficace, les possibilités de résidence des juifs dans la ville furent sensiblement amoindris sous réserve de l'application effective des décisions épiscopales.

### Les juifs en Anjou pendant le règne des comtes apanagistes

En premier temps il convient d'essayer de répondre à la question du poids démographique des Juifs en Anjou et à celle de leur répartition dans le comté et à Angers. Il est généralement admis que les juifs constituaient une communauté importante en Anjou durant les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. Cependant, nous ne voyons personne capable de fournir des chiffres concrets jusqu'à la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Les estimations numériques sont liées à des informations provenant des lettres

<sup>670</sup> Avril, *Les conciles...* op. cit. p. 152-153. Ces décrets sanctionnaient également les Juifs blasphématoires. De nombreux décisions seront repris par les Etablissements de Saint Louis.

<sup>671</sup> Avril, *Les conciles...* op. cit. p. 282-283.

<sup>672</sup> Avril, *Les statuts synodaux...* op. cit. p. 72.

<sup>673</sup> „Manifestum sit judeos dyocesis Andegavensis publice usuriam pravitatem exercere, inhibemus ecclesiis, collegiis, universitatibus, necnon personis singularibus ecclesiasticis cujuscumque dignitatis, condicionis vel status existant civitatis vel dyocesis Andegavensi, ne eosdem judeos in terris suis vel feudis domos conducere, aut conductas habere, aut alias inhabitare permittant, et ne eciam quis eorum eisdem judeis domos locet, vel sub quoculque alio titulo concedat...” Avril, *Les statuts synodaux...* op. cit. p. 122-124.

de Charles d'Anjou. En 1269, concernant la cotisation des Juifs d'Anjou, le souverain parle de 1000 personnes à imposer par le bailli.<sup>674</sup> La lettre de Charles Ier ne permet point de voir que le nombre des Juifs soit inférieur. Le montant exigé est en fait un forfait bâti sur un chiffre de 1000. Charles exigea en plus que dans le cas où leur nombre aurait été supérieur à 1000 les juifs en rajoutent proportionnellement à la somme demandée. Cela traduit, donc une prétention (basée certainement sur une estimation réelle) de la part du comte d'Anjou. Ce chiffre paraît être solide, car nous le rencontrons six ans après dans une autre lettre de Charles d'Anjou.<sup>675</sup> Ensuite, au vu le montant de la cotisation des juifs en 1288<sup>676</sup>, il paraît que leur nombre ne subit pas beaucoup de modification jusqu'à 1289, la date de leur expulsion d'Anjou.

Ce chiffre est donc relativement important mais pas exceptionnel vu les estimations faites (entre 50 000 et 100 000) pour le Royaume de France vers le milieu du XIIIe siècle.<sup>677</sup> Cependant, leur répartition dans l'Ouest de la France reste inégale. Dans le Chartrain ou à Chartres leur présence est très médiocre et ils forment rarement une communauté active.<sup>678</sup> Nous avons encore moins d'informations dans le Vendômois. En Bretagne leur nombre fut également très réduit après les incidents de 1236. En Poitou, au contraire, ils étaient beaucoup plus nombreux jusqu'au moment de leur expulsion à la fin du XIIIe siècle. Ils disposaient à Poitiers d'un quartier particulier, d'une synagogue et d'un cimetière.<sup>679</sup> Dans ce contexte, leur présence en Anjou et leur rôle dans l'économie angevine n'est pas à sousestimer.

Il reste pourtant la question de leur répartition en Anjou. Car, il n'est pas évident qu'ils soient installés en grande majorité à Angers. Les témoignages précis, côté français indiquent qu'ils étaient en général très dispersés, contrairement à ce que l'on peut observer en Espagne par exemple.<sup>680</sup> L'exemple angevin paraît confirmer ces témoignages. A la fin des années 1220, Guillaume de Beaumont affirme qu'il y avait beaucoup de juifs vivant dans de petites localités.<sup>681</sup> Une forte présence ecclésiastique

<sup>674</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 105.

<sup>675</sup> Joubert, 1887, 153. Pourtant, la généralisation de ce chiffre pour la première moitié du XIIIe siècle n'est pas sans problème. L'expulsion des Juifs de la Bretagne en 1236 ou les changements dynastiques ont pu modifier le nombre des Juifs en Anjou hors des tendances démographiques.

<sup>676</sup> BMA 977. Le montant (environ 700 livres) correspond à celui des années 1270.

<sup>677</sup> Le Goff, *Saint Louis...* op. cit. p. 793.

<sup>678</sup> Chédeville, *Chartres...* op. cit. p. 474-476.

<sup>679</sup> Favreau, *La ville de Poitiers...* op. cit. p. t. I. 138.

<sup>680</sup> Nahon, „Une géographie des Juifs”... op. cit. Le Goff, *Saint Louis...* op. cit. p. 793.

<sup>681</sup> „judeos... quorum multi in villis et locis parvis habitant...” Avril, *Les conciles...* op. cit. p. 130.

comme c'était le cas à Angers ne favorisait pas non plus leur installation dans la capitale du comté. Outre la défense (mentionnée plus haut) faite aux ecclésiastiques de leur céder de l'immobilier, la prépondérance de l'Eglise assurait à la population un accès au crédit -et surtout au petit crédit, où les juifs étaient les plus concernés- à partir des simples emprunts<sup>682</sup> jusqu'aux constitutions de rentes, très nombreuses à partir de la moitié du XIIIe siècle. En 1273, Charles d'Anjou les autorisa à s'installer dans des localités angevines ayant au moins 120 feux.<sup>683</sup> Cela dit donc que leur présence angevine n'était pas limitée à Angers, comme l'a prétendu M. Brunswicg<sup>684</sup>, même si sans doute leurs activités se liaient en grande partie à la capitale angevine. C'est peut-être à cause de cela qu'on ne trouve pas les traces de synagogue ni de cimetière des juifs de cette époque malgré leur présence numérique non négligeable.

En Anjou comme ailleurs les juifs étaient soumis à une imposition spéciale du roi ou du comte. A partir de 1206 Guillaume des Roche premier sénéchal des Capétiens fut chargé de la levée de la taille.<sup>685</sup> Consécutive à l'apparition du bailli à Angers (vers 1230), cette imposition sur les juifs retomba certainement sur ce nouvel officier. Cependant nous n'avons pas d'informations sur le montant ou la fréquence des impôts touchant les juifs d'Anjou pendant les deux premiers tiers du XIIIe siècle. Sous le règne de Charles Ier d'Anjou, au moins à partir de 1269 ils ont payé au comte 10 sous par an et par personne, sans distinction de sexe. Au cas où le nombre des contribuants était inférieur à 1000 personnes ou s'il y avait des pauvres qui ne pouvaient acquitter cette somme la communauté se chargeait de payer pour eux afin d'arriver au chiffre de mille personnes.<sup>686</sup> Cela représentait pour Charles au moins 500 livres de revenus par an. A partir du printemps 1271 le syndic des juifs ajouta encore 200 livres par an.<sup>687</sup> C'était un engagement pour 8 ans mais il fut renouvelé à mi-temps en 1275.<sup>688</sup> Des sommes supplémentaires furent exigées par Charles Ier dès 1273, quand l'exemption

<sup>682</sup> Charles d'Anjou emprunta 200 livres à Ronceray en 1254. Filangieri, *I registri...* op. cit. t. XI, 276-277.; durant les années 1260, un citoyen d'Angers Colin Bodin et sa femme empruntèrent 280 livres à l'abbé de Saint-Aubin ADML H 46 f. 164.

<sup>683</sup> „Permittant eisdem in Andegavia, in quacumque villa voluerint, dummodo villa habeat 120 focularia et non minus, morari libere” De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 643.

<sup>684</sup> Brunswicg, „Les juifs d'Angers”...op. cit. p. 235.

<sup>685</sup> AN J 750 f. 11 (mai 1206) publié: *Layettes* t. I., n° 808.

<sup>686</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 105.

<sup>687</sup> Brunswicg, „Les juifs d'Angers”...op. cit. p. 241, Annexe II.

<sup>688</sup> Joubert, 1887, 153-154. Le document mentionne souvent la somme réunie de 700 livres.

de la portée des insignes distinctifs pour les juifs en Anjou ne leur fut accordé qu'en contrepartie d'un prélèvement d'un ou deux<sup>689</sup> augustales (d'une valeur de 12,5- 25 sous tournois) par personne.<sup>690</sup> Tout cela témoigne donc, d'un accroissement considérable des impôts sur la population juive dans un espace de temps relativement court. Cependant, nous avons un chiffre précis de 1288 concernant l'un des deux termes annuels de la *taillia Judeorum*. Le montant s'élève à 660 livres sans compter la taille des juifs de Baugé. L'information est d'autant plus importante que cela concerne le montant de l'impôt du « dernier moment » avant l'expulsion des juifs de l'Anjou. Cette somme correspond à la somme de 700 livres (donc 10 sous par personne plus les 200 livres) prélevé au début des années 1270.

Les relations entre Charles Ier d'Anjou et les juifs d'Angers n'était pas toujours sans problème, même si le comte se montra favorable envers eux. Son administration locale avait suscité des plaintes des dignités juifs auprès Charles Ier. En février 1271 ils adressèrent au comte une lettre avec de multiples réclamations: le bailli d'Anjou les avait forcés à porter des signes distinctifs; leur avait refusé de valider par son sceau leurs contrats qui était l'usage avant (comme ils n'avaient pas le droit d'avoir de sceau); leur avait refusé de juger leurs revendications financières. Ses officiers s'étaient emparés des héritages appartenant légalement aux juifs.<sup>691</sup> Malgré le fait que Charles intervint avec une réponse ferme en faveur de « ses juifs » certaines réclamations réapparurent deux ans plus tard. En 1273 le syndic des juifs d'Angers, un certain Moïse, signalait à Charles que les juifs n'étaient forcés ni en Bourgogne ni en Champagne ni dans d'autres grand-fiefs de France de porter des signes distinctifs, ils demandent donc les même libertés à Charles.<sup>692</sup> Le comte ordonna à son bailli de ne pas les contraindre de porter des signes distinctifs, mais en contrepartie il exigea pendant huit ans une contribution de deux augustales, déjà indiquée plus haut.<sup>693</sup> Les juifs rachetèrent ainsi leur dispense. Charles y régla également la question des héritages. En

<sup>689</sup> En fonction de leur installation en Anjou. Si cela remontait à plus de dix ans ils devaient payer 2 augustales.

<sup>690</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 643.

<sup>691</sup> Brunschwicz, „Les juifs d'Angers”...op. cit. p. 241, Annexe I.

<sup>692</sup> Voir aussi : Joubert, 1887, 153-154. „*Demum vero, Moyse syndico et procuratore universitatis judeorum ipsorum ad nostram presentiam accedente et petente, ipsis concedi licentiam deponendi habitum, sive insignia, quibus a cristianis cogabantur distinguere*”. Paradoxalement, la portée d'un signe distinctif pour les Juifs n'est attestable en Anjou que sous le règne de Charles Ier. Certes, l'idée de cette containte fut déjà antérieure et date du début du XIIIe siècle, notamment du IVe concile de Latran. Contrairement à ce que M. Joubert avait écrit, nous ne voyons aucune trace pour le XIIe et XIIIe siècle.

<sup>693</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 643.

cas de mort d'un homme juif ayant héritier la moitié de l'héritage appartenait au comte, l'autre moitié à la famille. S'il n'y avait aucun héritier tout ses biens revenaient à la cour.<sup>694</sup> Il n'est pas difficile d'imaginer que la prise d'une partie de l'héritage produisait toujours des controverses avec l'administration du comte.

Pour conclure, les juifs présents en nombre à Angers et en Anjou jouaient un rôle important dans l'économie angevine et sur le marché de crédit. Ce rôle fut pourtant limité par des mesures de l'administration du comte et par des conditions spéciales propres à Angers. Ensuite les juifs participaient à la vie commerciale à partir des marchandises issus des gages.<sup>695</sup> Ils représentaient un soutien fiscal non négligeable. Charles II d'Anjou dut prévoir la perte de ces contributions en les chassant de l'Anjou et du Maine.

L'expulsion des juifs et des autres marchands-créanciers ainsi des Cahorsins et des Lombards eut lieu en décembre 1289.<sup>696</sup> Cette expulsion s'accompagna de la spoliation de leurs biens en Anjou et en Maine. La décision fut prise lors de la visite de Charles II le Boiteux à Angers, en plein accord de l'évêque Nicolas Gellent. Maurice de Craon sénéchal d'Anjou fut désigné comme responsable de l'exécution de la mesure.<sup>697</sup>

A partir de 1290, le marché de crédit fut bien simplifié à Angers. Du fait du départ des juifs et d'autres créanciers, et de la cession de l'Anjou à Charles de Valois, le comté et sa capitale perdirent leurs liens directs avec les provinces méditerranéennes et surtout avec l'Italie d'où divers marchands et créanciers arrivaient encore quelques décennies avant. Un historien du début du XXe siècle, Théodore Reinach ne compte plus du tout des juifs en Anjou, sous le règne de Charles de Valois.<sup>698</sup>

Certes, nous n'avons pas de trace de la présence des juifs pendant cette période, mais le rappel des juifs en 1315 en France par Louis X montre une hésitation dans la

<sup>694</sup> Ibid.

<sup>695</sup> Le commerce de l'évêque avec un marchand juif voir: CNG art. 5.

<sup>696</sup> „omnes singulosque Judaeos, masculos et foeminas, adultos, impuberes, pueros et infantes, cujuscumque sexus conditionisve fuerint progeniti, ac etiam educati, a praedictis nostris Andegaviae, Cenomaniae comitatibus expellimus...et a locis omnibus et singulis comitatum eorumdem, non solum pro praesenti, sed pro omni in posterum tempore...itaque nec morari, nec habitare, nec habere vel quasi, ipsis...liceat ...” Rangeard, *Histoire de l'Université*...op. cit. n°24.

<sup>697</sup> Il est important de savoir que Charles II n'appliquait ces ordres qu'à l'Anjou et au Maine. En Provence, où leur nombre était supérieur les Juifs n'étaient pas expulsés.

<sup>698</sup> Reinach, *Charles de Valois*...op. cit. p. 3. L'expulsion des Juifs en 1306 par Philippe le Bel représente un climat également hostile envers les Juifs dans le royaume de France.

politique du royaume.<sup>699</sup> Il ne nous surprendra pas de revoir quelques juifs à Angers de nouveau quelques décennies plus tard. Après un climat tendu qui représente la fin du XIII<sup>e</sup> et le premier quart du XIV<sup>e</sup> siècle, les juifs s'installèrent de nouveau en plus grand nombre vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, Pourtant rien ne prouve qu'ils se regroupèrent dans un quartier distinct à Angers comme M. Brunswicq l'a prétendu.

---

<sup>699</sup> Ils seront bannis à une nouvelle reprise en 1322 par Charles IV.

## **Quatrième partie**

### **La société angevine**



## La population urbaine au XIII<sup>e</sup> siècle

Avant de nous lancer dans une étude approfondie de la société angevine, il convient d'indiquer nos incertitudes concernant les chiffres de la démographie urbaine. Retenons d'abord l'absence d'une documentation susceptible de fournir un appui solide à des estimations démographiques. Cela nous empêche de confirmer les chiffres très vagues qui sont communiqués dans de nombreux ouvrages concernant Angers. Malheureusement, nous ne disposons pas de censiers complets, de rôles de taille ou d'autres documents fiscaux. C'est également valable pour les derniers siècles du Moyen Age et c'est là encore plus grave.

En ce qui concerne notre période, l'existence de censiers de certains établissements comme celui de l'hôpital Saint-Jean, est très importante mais ne nous permet pas d'aboutir à un chiffre général. Pour donner un exemple, l'aumônerie percevait à la fin des années 1230 des cens et des rentes sur plus d'une centaine de maisons à Angers.<sup>700</sup> Cela signifie plusieurs centaines d'habitants qui vivaient à ce moment dans des immeubles appartenant à l'hôpital. Evidemment cette donnée n'est pas utilisable en l'absence des censiers des autres institutions. Voilà donc un problème issu du morcellement particulier des seigneuries et de possessions urbaines.

Concernant les registres fiscaux, la pénurie est encore plus frappante. L'époque apanagiste ne nous a légué que les chiffres d'une somme fixe qui ne sont pas révélateurs. De nombreuses personnes étaient exemptées du paiement de la taille en dehors du clergé et des chevaliers.<sup>701</sup> Les états des feux de 1328 ne concernent pas Angers non plus.

Des méthodes complémentaires, ainsi une comparaison avec d'autres villes à la base de la surface urbanisée risque de nous conduire au-delà des réalités. La surface *intra-muros* fait à Angers environ 105 ha. Cela peut ranger la population de la ville bien au delà de 20 000 habitants. Rappelons cependant les vastes enclos ecclésiastiques et des terrains qui sont encore au XIII<sup>e</sup> siècle à peine urbanisés mais se trouvent à l'intérieur de l'enceinte.

---

<sup>700</sup> ADML 1 Hs B 188.

En liaison avec les estimations pour le début du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>702</sup> nous sommes conduit à proposer une chiffre entre 10 000 et 14 000 habitants à Angers, (*intra muros* et dans les quartiers voisins de l'enceinte) au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

### Les mouvements migratoires

Angers est situé au cœur d'un comté qui connut peu de villes importantes à notre époque. Le prestige des ses nombreux établissements ecclésiastiques ainsi que le développement dynamique de l'économie ont attiré des gens des campagnes angevines. Une immigration dans un rayon de 20-30 kilomètres est tout à fait normale. En ce qui concerne les gens venues en dehors des frontières de l'Anjou, ils sont également attestables dans nos sources.

Nos moyens pour dépister les origines sont tout de même très limités. Mis à part des rares mentions directes de l'origine ou des héritages dans d'autres comtés, nous devons nous appuyer sur l'analyse des noms. Un examen de ce type a des inconvénients. Les liens de parenté sont souvent cachés. Le nom peut refléter une origine précise, mais reculée dans le temps, et enfin les noms tout à fait courants peuvent bien cacher des origines différentes de la population résidente. Nous devons indiquer également que les origines des femmes nous échappent presque entièrement.<sup>703</sup>

L'examen des censiers des institutions a l'avantage incontestable d'être pointu chronologiquement, mais les représentent seulement un choix sélectif des habitants qui ne correspond pas toujours à un seul secteur urbain. Il est donc préférable d'utiliser des bases de données concernant tous les habitants dont le nom nous parvient, selon des coupes chronologiques. Dans notre cas, cette démarche n'élimine pourtant pas le risque d'une erreur due à la répartition très inégale de nos sources.

Le pourcentage des noms qui reflètent une origine étrangère varie entre 5 et 12% dans notre documentation. Dans le censier de l'hôpital Saint-Jean qui date des

<sup>701</sup> Une liste dressée durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle contient plus d'une quarantaine d'immeubles appartenant à l'hôpital Saint-Jean dont les habitants furent exemptés de l'acquittement de la taille. ADML 1 Hs B 28.

<sup>702</sup> Ces chiffres s'appuient sur les estimations de Ferdinand Lot qui propose 12000 habitants à Angers au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Port, *Dictionnaire...* op. cit. t. I. 31-32.

années 1230 la part des personnes d'origine étrangère atteint 10 %. Si nous prenons la liste des bourgeois notables dressée en 1310 ce taux n'est que de 5%. Une base de données constituée à partir des contrats immobiliers témoigne que l'immigration la plus importante arrive de la Bretagne.<sup>704</sup> Nous avons également beaucoup d'allusions à des origines anglaises et normandes. Si la part des Anglais diminue tout au long du siècle, ils figurent encore dans les actes du début du XIVe siècle. Les noms rappelant une origine de l'Ile de France ou des provinces plus à l'est (comme la Picardie ou de la Bourgogne) n'apparaissent que durant la seconde moitié du XIIIe siècle.

A partir du début du XIIIe siècle nous avons également quelques mentions d'origines hispanique et gasconne.

Une migration est également attestable à l'intérieur de l'espace urbain. Le passage massif des bourgeois de la Cité dans les bourgs est déjà signalé au milieu du XIIe siècle.<sup>705</sup> Ce processus s'est achevé durant la première moitié du XIIIe siècle. Après la construction de l'enceinte les zones périphériques de l'espace *intra-muros* sont ciblées davantage par les angevins.

Nous devons rappeler enfin, que la population urbaine de l'époque est en mouvement constant. Les élites se déplacent souvent à cause de leurs possessions extra-urbaines ou de leurs fonctions. La bourgeoisie qui possède en grand nombre des terres et des vignes en dehors de la ville est également absente lors des travaux agraires. Le nombre des résidents varie donc en fonction des saisons. La population augmente durant les mois d'hiver et diminue à partir de l'été jusqu'à la Toussaint.<sup>706</sup>

---

<sup>703</sup> Parfois le heureux hasard nous fournit des informations des origines des femmes. C'est à partir d'un testament que nous apprenons que Robert Morel bourgeois d'Angers épousa la fille d'un riche bourgeois du Mans. ADML G 725 f. 11.

<sup>704</sup> Pour la question de la migration bretonne vers la France voir: Chédeville, „L'immigration bretonne”...op. cit.

<sup>705</sup> Nous pensons particulièrement à l'observation faite par Raoul de Diceto. Rangard, *Histoire de l'Université*...op. cit. n°19 p. 175-176. Une migration à sens inverse est constaté par Pierre Deportes pour Reims au XIIe siècle. Desportes, *Reims*...op. cit. p. 64.

<sup>706</sup> Une phénomène qui de laisse observer dans de nombreuses villes au Moyen Age. Selon des ordonnances de Philippe le Bel (1302) concernant les droits de bourgeoisie dans les villes du royaume: „*Burgensis noster sic receptus...ipse et uxor sua debent personaliter residere in dicta Burgesia a Vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam Sancti Johannis Baptiste*” ORF t. I. P. 367. „Chascuns bourgeois et sa femme poeut aller ensemble ou par partie, là ou leur plaist pour leurs moissons, fenoisons, vendanges et pour leurs autres besoignes faire, dès la veille de la Saint Jehan jusques à la veille de la Toussaints sans plus” ORF t. I. p. 315.

## Les élites urbaines

### Les ecclésiastiques

Angers était imprégné de la présence considérable des ecclésiastiques du fait de ses nombreux établissements religieux. Ce poids numérique s'accompagnait d'un fort pourcentage de détention du sol urbain ainsi que d'une influence dans la vie quotidienne des bourgeois d'Angers.

### Les évêques

Comme on l'a vu plus haut les évêques d'Angers représentaient un pouvoir considérable dans la ville. Au niveau social, il est important de voir que leur recrutement fut au cours du XIII<sup>e</sup> siècle toujours local au sens large du terme. Issus des familles nobles de l'Anjou ou des territoires voisins, ces évêques avaient tous des origines qui permettaient (ou au moins facilitaient) une carrière ecclésiastique importante dans le diocèse. Les origines les plus prestigieuses furent celles de Guillaume de Beaumont (1202-1240) neveu de Raoul de Beaumont, évêque d'Angers, durant le dernier quart du XII<sup>e</sup> siècle. La famille des Beaumont est connue depuis le Xe siècle, et un arbre généalogique du lignage manceau de la famille a été établi par Bruno Lemesle<sup>707</sup> et complété par Karine Boulanger<sup>708</sup> pour le XIII<sup>e</sup> siècle. Les armoiries de la famille Beaumont figurent sur les vitraux de la cathédrale Saint-Julien du Mans dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>709</sup>

Une famille de grand prestige en Anjou, les Mathefelon, donna l'évêque d'Angers Foulque de Mathefelon au cours de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>710</sup> Nicolas Gellent était fils d'un prévôt d'Angers, Robert Gellent. Guillaume Le Maire, dont nous savons malheureusement très peu sur l'ascendance, avait des origines certes hors d'Anjou mais très proche, notamment en Bas Poitou. Hugues Odard, évêque

<sup>707</sup> Lemesle, *La société aristocratique dans le Haut-Maine...* op. cit. , p. 222.

<sup>708</sup> Boulanger, *Les vitraux ...* op. cit. , p. 634.

<sup>709</sup> Guillaume de Beaumont fut chanoine de la cathédrale du Mans avant d'accéder à l'épiscopat d'Angers. Boulanger, *Les vitraux...* op. cit. p. 355-356.

<sup>710</sup> Pour la seigneurie de Mathefelon concernant la période qui précède notre époque voir: Boussard, *Le comté d'Anjou...* op. cit. p. 26-27.

d'Angers du début du XIV<sup>e</sup> siècle (1317-1323) était originaire du Loudunois (partie voisine du sud-est de l'Anjou) et descendait d'un chevalier, seigneur de Verrières.

Ces prélats, après avoir accompli un service auprès des évêques d'Angers ou au sein du chapitre cathédral,<sup>711</sup> furent consacrés à l'âge de la maturité physique et intellectuelle. Le plus jeune était Guillaume de Beaumont, élu évêque à l'âge de 25 ans, tandis que Nicolas Gellent avait presque 50 ans lors de sa consécration en 1260. Il est à noter que tous les évêques de notre période avaient reçu une excellente éducation. Parmi eux dominant encore Guillaume Le Maire et Foulque de Mathefelon, docteurs ès lois, qui étaient également enseignants dans les écoles d'Angers. Il est tout aussi intéressant de voir que nous ne connaissons pas de prélat qui auraient suivi des études hors d'Angers.

Les origines, l'éducation et les responsabilités initiales de leurs carrières attachaient profondément les évêques du XIII<sup>e</sup> et du début de XIV<sup>e</sup> siècle à la capitale angevine. Si l'épiscopat représentait également le sommet de leur carrière<sup>712</sup>, leur prestige, vu le rôle rempli par eux dans la politique ecclésiastique ou dans celle du royaume, ne s'arrête pas là. Nous devons rappeler la présence active des évêques d'Angers aux conciles œcuméniques.<sup>713</sup> Peu après le IV<sup>e</sup> concile de Latran, en 1218, Guillaume de Beaumont entreprit un voyage en Egypte d'où, au retour (de Constantinople), il ramena une relique de la Vraie Croix, vénérée en Anjou avec dévotion lors des siècles suivants.<sup>714</sup> A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle l'évêque Guillaume Le Maire s'illustra avec un prestige notable auprès des prélats de France et du roi Philippe IV le Bel. Il fut présent aux tout premiers états généraux en 1302 à Paris et en 1308 à Tours. Philippe IV exhorta même Guillaume Le Maire à participer au procès des Templiers à Tours.<sup>715</sup>

---

<sup>711</sup> Guillaume de Beaumont fut éduqué par son oncle, Raoul, puis il était chanoine de la cathédrale du Mans. Ses successeurs, Michel Villoiseau, Nicolas Gellent, Guillaume Le Maire, Hugues Odard, Foulques de Mathfelon étaient tous des dignitaires du chapitre Saint-Maurice avant d'entrer dans l'épiscopat.

<sup>712</sup> Nous connaissons d'ailleurs peu d'évêque d'Angers qui accédait à des postes plus prestigieuses au cours des deux siècles précédents. Renaud de Martigné en fit exception, ayant été élu à la tête de l'archevêché de Reims en 1125 grâce à l'appui politique de Louis VI.

<sup>713</sup> Guillaume de Beaumont participa avec une grande activité au IV<sup>e</sup> concile de Latran en 1215.

<sup>714</sup> En effet, l'évêque d'Angers participa à la croisade en compagnie de son frère Raoul, et de nombreux prélats français dont l'évêque de Paris et de Laon ou l'archevêque de Bordeaux. Ils sont embarqués en été de 1218 à Gênes. Avril, *Le gouvernement...* op.cit. p. 573-574.

<sup>715</sup> *LGLM* t.II 206.

Enfin, à partir d'un important travail législateur, les évêques d'Angers rassemblèrent régulièrement au XIII<sup>e</sup> siècle des assemblées d'ecclésiastiques à Angers, qui liées à des fêtes religieuses, donnaient une couleur particulière à la vie urbaine.

### Les chapitres et les communautés des chanoines

En traitant de l'élite urbaine, côté ecclésiastique, nous tenons à insister sur l'importance des collégiales, qui avaient un poids particulier dans la ville.<sup>716</sup> Angers était doté de six communautés de chanoines séculiers et d'une abbaye de chanoines réguliers, ce qui représentait en tout une centaine de chanoines dans la ville. Evidemment, leur importance numérique n'était pas la même partout et ensuite, nous avons également à les séparer en plusieurs groupes en fonction de leur influence et de leur prestige.

Angers, en tant que chef lieu de diocèse, possédait un chapitre cathédral, qui comme ailleurs avait des fonctions multiples tout en ayant la responsabilité d'être le modèle du clergé diocésain. Etre prébendé du chapitre Saint-Maurice, était ainsi un poste prestigieux, qui annonçait souvent une carrière ecclésiastique appréciable, s'achevant parfois hors du diocèse d'Angers.<sup>717</sup> Le chapitre de la Cathédrale (chapitre séculier) possédait 30 prébendes.<sup>718</sup> Ce chiffre représente un effectif équivalent, soit 30

---

<sup>716</sup> L'historiographie des chapitres angevins s'est enrichie de travaux importants depuis les années 1990. Nous pensons tout particulièrement aux travaux de Jean-Michel Matz et de François Comte. Matz, „Chapitres et chanoines séculiers d'Angers à la fin du Moyen Age (milieu XIV<sup>e</sup>-début XV<sup>e</sup> siècle)”, AA 2001, 33-53.; le même, "Collégiales urbaines et collégiales castrales dans le diocèse d'Angers au Moyen Age" AB t. 108 (2001), 5-27. La description et l'analyse des quartiers canoniaux d'Angers figurent dans le tome: *Chanoines dans la ville. Recherches sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, Jean-Charles Picard (dir.), Paris, 1994, p. 89-133. Nous considérons très utile le travail de François Comte sur l'abbaye de Toussaint ainsi que son DEA sur la Cité d'Angers. : Comte, *Le cartulaire de l'abbaye de Toussaint*.....op. cit. Une étude fondamentale concernant les chanoines de la cathédrale vient de paraître dans la série *Fasti Ecclesiae Gallicanae* créé par un groupe de recherche du CNRS: Comte (F.) et Matz (J.-M.), *Fasti Ecclesiae Gallicanae. Répertoire prosographique des évêques, dignitaires et chanoines des diocèses de France de 1200 à 1500*. tome VII. Angers., Paris, 2003.

Nous rapploons ensuite le travail de recherche mené dans les cadres universitaires. Plusieurs mémoires de maitrises à l'Université d'Angers ont été dirigé par Jean-Michel Matz et qui portent essentiellement sur la période du bas Moyen Age. Pour les notes bibliographiques nous renvoyons le lecteur à l'article de J.-M. Matz: "Chapitres et chanoines séculiers "...op. cit. p. 34 note 12. Enfin nous voulons témoigner notre reconnaissance envers M. Matz et M. Comte qui nous ont donné beaucoup de conseils et de suggestions lors de nos recherches sur le sujet.

<sup>717</sup> Jean Du Bois maître-école de la cathédrale Saint-Maurice devint évêque de Dol (Bretagne) en 1314.

<sup>718</sup> Certaines cathédrales, surtout du sud du royaume de France se dotèrent de chapitres réguliers. Ainsi par exemple Narbonne, Béziers, Toulouse, Nîmes, Arles et Commingers. Gerhards, *Dictionnaire historique des ordres religieux*...op. cit.

chanoines dont huit dignitaires.<sup>719</sup> En comparaison, les autres chapitres séculiers de la ville avaient des effectifs bien inférieurs qui ne s'élevaient nulle part au-delà de douze chanoines. Il est à noter cependant que nous ne pouvons pas toujours compter sur la présence de 30 chanoines à la cathédrale. De nombreux exemples témoignent d'un cumul de prébendes des chanoines de la cathédrale. On découvre le plus souvent une simultanéité avec le chapitre de la cathédrale de Tours.<sup>720</sup>

Les sources locales de notre époque ne donnent malheureusement pas d'informations suffisantes pour analyser le recrutement des chanoines. Les études concernant le bas Moyen Age montrent pourtant de fortes disparités entre les chapitres.<sup>721</sup> Par son prestige le chapitre cathédral domine les autres institutions mais nous ne savons pas dans quelle mesure ce prestige se traduisait dans le recrutement.

Quant à la résidence des chanoines de la cathédrale, le XIIIe siècle représente un trait particulier qui caractérise ensuite les siècles postérieurs. Les chanoines de Saint-Maurice avaient renoncé déjà depuis longtemps (dès la fin du XIe siècle) à la vie commune. Ils disposaient de biens personnels et avaient des résidences séparées dans la Cité. Ces maisons canoniales appartenaient au fief du chapitre, les chanoines en étaient les locataires. A partir du XIIIe siècle, on peut considérer la Cité comme l'enclos des chanoines et des autres clercs de la cathédrale.<sup>722</sup> A notre avis, cette transformation se déroula progressivement au cours de notre siècle. Au début du XIIIe siècle nous connaissons encore des seigneurs laïcs dans la Cité possédant un hébergement.<sup>723</sup> Ensuite, les traces des fiefs laïcs tendent à disparaître dans nos sources. La construction du château a dû représenter un moment décisif dans la transformation du secteur. Plus tard, une ordonnance épiscopale de 1271 alla également dans ce sens. L'évêque Nicolas Gellent interdit aux chanoines du chapitre cathédrale de louer des maisons

<sup>719</sup> Le doyen, le trésorier, le chantre, le pénitencier, le maître-école et les trois archidiaques, notamment celui d'Outre-Maine, d'Angers et d'Outre-Loire. Matz, "Chapitres et chanoines séculiers"...op. cit. p. 36-37. Une augmentation du nombre des chanoines avec dix prébendes supplémentaires était à l'ordre du jour à l'extrême fin du XIe siècle mais l'évêque insista « *ut redditus priorum in nullo descresceret* ». CN n° 122 bis. Dans ces conditions leur nombre ne changea pas. Matz, "Chapitres et chanoines séculiers"...op. cit. p. 37.

<sup>720</sup> Girard de *Monte Rebelli* (Montrevault) ou nommé également de *Maugia* (Mauges) fut en 1291 archidiacre de Tours et chanoine de la cathédrale d'Angers LGLM p. 26-29, 78.

<sup>721</sup> Matz, "Chapitres et chanoines séculiers"...op. cit. p. 40. Parmi les statuts conciliaires de la province ecclésiastique de Tours on découvre certaines règles qui concernent les conditions des canonicats mais elles sont peu nombreuses. Une légitime naissance est requise pour l'admission dans les chapitres cathédraux d'après un canon du concile de Saumur en 1253. Avril, Les conciles de la province de Tours op. cit. p; 199.

<sup>722</sup> *Chanoines dans la ville*...op. cit. Pour la reconstitution des maisons canoniales de la Cité au XVe siècle, voir: Comte, *La Cité*...op. cit.

<sup>723</sup> ADML G 340 f. 14.

canoniales de la Cité à des étudiants ou à d'autres personnes étrangères. Seul les membres du chapitre Saint-Maurice, et ensuite les chapelains et d'autres clercs de la cathédrale furent autorisés à habiter ces maisons. L'évêque était intervenu sous prétexte de sécurité, car plusieurs homicides et agressions physiques avaient eut lieu dans ce secteur.<sup>724</sup> A la fin du XIIIe siècle une procédure bien révélatrice, citée par Guillaume Le Maire, nous expose à la réalité d'un enclos canonical à l'intérieur des anciens murs de la Cité. La porte Angevine de la Cité qui s'ouvrait sur la partie nord de la ville se fermait à clé. L'évêque d'Angers qui venait d'être consacré ne put entrer dans la cité sans prêter le serment solennel de respecter les coutumes anciennes de la cathédrale et du chapitre.<sup>725</sup>

Si les résidences des chanoines de la cathédrale sont bien discernables dans le tissu urbain puisqu'elles se regroupent dans la Cité, ce quartier fut loin d'être habité exclusivement par des chanoines. Rappelons ici la décision de l'évêque, Nicolas Gellent concernant la location des maisons canoniales aux chapelains et autres clercs de la cathédrale. Nous ne savons pas combien de chapelains existaient à notre époque dans la cathédrale mais leur nombre ne doit pas être négligeable.<sup>726</sup> Si nous rajoutons les autres clercs et desservants le total doit largement dépasser une centaine de clercs dans la cathédrale. En dehors de cet effectif nous devons également compter des frères prêcheurs, des clercs de la résidence de l'abbaye de Fontevraud et les desservants de l'église paroissiale Saint-Aignan. Par conséquent il est plus précis de parler d'une cité ecclésiastique qui, certes, est dominée par la présence des maisons canoniales. Cependant, les chanoines de Saint-Maurice qui formaient l'élite de cette société étaient souvent absents du fait de diverses circonstances : déplacements dû à leurs fonctions, à leurs études ou tout simplement à leurs biens personnels situés ailleurs.

Il est important de voir, ensuite, les autres chapitres d'Angers. Il s'agit de cinq chapitres séculiers, dont nous connaissons également les effectifs. Le chapitre Saint-

<sup>724</sup> BMA ms 723 f. 268. voir l'annexe.

<sup>725</sup> LGLM p. 70. C'est la première mention de la procédure de l'entrée épiscopale qui va durer pourtant tout au long du Moyen Age.

<sup>726</sup> Les chiffres que nous avons sont largement postérieurs. Cependant ils sont très élevés. Au début du XVIe siècle, pas moins de 120 chapelains seul dans la cathédrale. Matz, "Chapitres et chanoines séculiers"...p. 38. Au XIIIe siècle ils sont déjà nombreux dans l'hôpital Saint-Jean et dans l'église paroissiale de la Trinité. A la fin du Moyen Age les collégiales royales de Saint-Laud et de Saint Martin avaient chacune 26-29 chapelains. Comte, "Topographie des quartiers canoniaux à Angers" in: Matz, "Chapitres et chanoines séculiers..." op. cit. p. 53. Cela laisse supposer au moins une cinquantaine de chapelains dans la cathédrale durant notre époque.



Pierre comptait douze chanoines, celui de Saint-Jean Baptiste et celui de Saint-Martin en avaient chacun onze. Le nombre des chanoines était légèrement inférieur dans le chapitre Saint-Laud qui comprenait neuf chanoines. A Saint-Maurille et à Saint-Maimbeuf nous retrouvons huit chanoines pendant notre époque dans chaque établissement. Ces chiffres semblent être stables à partir du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du Moyen Age. Cependant, nous avons à signaler un effectif un peu plus nombreux pour les deux siècles précédant notre époque. Si la hiérarchie interne de ces chapitres varie d'une collégiale à l'autre, il est certain que l'on y trouve moins de dignitaires en comparaison avec le chapitre de la cathédrale.<sup>727</sup>

Le regroupement de ces chapitres dans des quartiers canoniaux est tout aussi attestable. Il est plus étonnant de voir cinq de ces six collégiales (Saint-Pierre, Saint-Jean Baptiste, Saint-Martin, Saint-Maurille et Saint-Maimbeuf) s'entasser dans la proximité immédiate de la Cité.<sup>728</sup> Cette fois pourtant, la concentration n'avait pas un caractère innovateur, car elle avait ses origines à l'époque carolingienne où la règle d'Aix la Chapelle (816) incitait les chanoines à la vie commune. Malgré l'abandon de cette règle à notre époque, les quartiers autour des collégiales subsistent toujours, s'élargissent même du fait de l'augmentation du nombre des chapelains et de l'effectif du bas-choeur. Nous observons pourtant une tendance qui s'oppose à ce que nous avons vu dans le cas de la Cité. Cette dernière est en train de s'enfermer au cours du XIII<sup>e</sup> siècle derrière ses murailles antiques constituant un quartier clos d'ecclésiastiques liés à la cathédrale. Les autres quartiers restent ouverts, seul celui de Saint-Martin était entouré par une enceinte canoniale dans ce secteur. Ici, la concentration des maisons canoniales n'empêche pas un contact social plus intense même s'il est à dominance ecclésiastique. Enfin, n'oublions pas que les logements des étudiants et les immeubles où se déroulait l'enseignement, se trouvaient davantage parmi ces quartiers.<sup>729</sup>

Le chapitre Saint-Laud constitue dans une certaine mesure un cas à part. Se trouvant dans le château jusqu'en 1230-1232, les chanoines étaient installés dans une aire isolée. La construction du château du XIII<sup>e</sup> siècle leur imposa de quitter leurs

<sup>727</sup> Matz, „Chapitres et chanoines séculiers”...op. cit. p. 37.

<sup>728</sup> Actuelle place du Ralliment.

<sup>729</sup> ADML G 1179 f. 1-3. Pour une présentation topographique de ces quartiers voir: Comte, "Topographie des quartiers canoniaux à Angers" in: Matz, "Chapitres et chanoines séculiers..." op. cit. p. 51-53 et

anciens bâtiments pour s'installer, seule parmi les collégiales, au sud de la ville hors de l'enceinte. Entourés d'une enceinte canoniale, les chanoines de Saint-Laud gardèrent un relatif isolement au cœur d'un quartier dit « populaire ».

Concernant les chanoines séculiers nous indiquons aussi brièvement la mention de chanoines, au nombre de quatre, dans l'église paroissiale de la Trinité appartenant à l'abbaye de Ronceray.<sup>730</sup> Si leur dénomination suggère une communauté de chanoines à l'état fragmentaire, nous sommes entièrement d'accord avec Jean-Michel Matz qui attribue ce fait, à l'absence des données qui pourraient confirmer le contraire, à une imprécision du vocabulaire.<sup>731</sup>

Enfin, nous avons à signaler la seule communauté de chanoines réguliers dans la ville, l'abbaye Toussaint.<sup>732</sup> Nous ignorons malheureusement le nombre de la communauté ainsi que la composition sociale de son recrutement. Il est indéniable pourtant que parmi les communautés des chanoine d'Angers, Toussaint était la plus activement attachée aux campagnes environnantes de la ville et au milieu rural du diocèse. La règle de saint Augustin, le refus de biens personnels, les distinguèrent également des chanoines séculiers. Sans avoir de paroisse en charge dans la ville leurs contacts sociaux dans la vie urbaine étaient dirigés vers les pauvres et les démunis. La dépendance de l'abbaye vis-à-vis de l'évêque est pourtant attestable tout au long du Moyen Age.<sup>733</sup>

En prenant compte de toutes les communautés canonicales, nous avons 89 chanoines séculiers plus les chanoines réguliers de l'abbaye Toussaint, ce qui donne un total de cent chanoines présents à Angers.<sup>734</sup> Nous rappelons ensuite que le nombre des chanoines n'indique qu'une part de l'effectif clerical réel des collégiales où le service est assuré souvent par des desservants n'ayant pas de prébende mais une rémunération beaucoup plus modeste et qui constituent une couche ecclésiastique inférieure dans la ville.

---

*Chanoines dans la ville. Recherches sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, Jean-Charles Picard (dir.), Paris, 1994, p. 89-133.

<sup>730</sup> CHSJ n° 7; ADML 51 G 6 s.n. (1241).

<sup>731</sup> Matz, „Chapitres et chanoines séculiers”...op. cit. p. 34 n. 6.

<sup>732</sup> Les chanoines réguliers étaient présent dans le diocèse d'Angers à l'abbaye de Roë et à l'abbaye de Mélinais et a Saint-Georges-sur-Loire. Tout les trois étaient issus du mouvement de l'érémisme. Avril, *Le gouvernement des évêques*...op. cit. p. 268-272.

<sup>733</sup> Comte, *Le cartulaire*...op. cit., p. 34-37.

<sup>734</sup> Robert Favreau aboutit à un chiffre comparable à Poitiers à la fin du Moyen Age. Favreau, *La ville de Poitiers*...op. cit. p. 450. Indique: Matz, „Chapitres et chanoines séculiers”...op. cit. p. 38.

Leur présence réelle pose pourtant un autre problème. Les visites épiscopales mettaient au jour l'absentéisme qui concernaient déjà le clergé inférieur. Nicolas Gellent voyait même au début des années 1260 le service religieux être en danger dans le chapitre Saint-Maurille. Les chanoines furent incités à rester six mois dans l'année et les chapelains à être présents au moins huit mois dans l'année dans l'église dont ils assuraient la culte.<sup>735</sup> Si nous ne pouvons pas généraliser les leçon de ce seul cas, le phénomène semble refêter un problème réel au sein des chapitres séculiers.

### Les moines

Nous avons déjà esquissé plus haut le rôle et le poids des monastères dans la ville. Si nos sources offrent une riche documentation sur leur emprise dans la vie urbaine, et surtout dans le sens économique, nous avons beaucoup moins de repères pour une analyse de leur statut social.

Les quatre grands monastères bénédictins représentent une communauté de moines très importante. Les effectifs variaient pourtant dans un rythme beaucoup plus fort que pour les chapitres. L'abbaye Saint-Aubin a subi une diminution progressive de l'effectif de ses moines à partir du XII<sup>e</sup> siècle. Au début du XIV<sup>e</sup> siècle cela représentait une cinquantaine de moines par rapport à plus d'une centaine à la fin du XI<sup>e</sup> siècle.<sup>736</sup> Nous ignorons les causes précises mais à notre avis il serait trop hâtif d'attribuer le phénomène uniquement à une décroissance de l'attrait de l'abbaye et à la concurrence des autres établissements ecclésiastiques surtout mendiants. L'élargissement du temporel et surtout celui du réseau de prieurés nécessitait un effectif considérable dans les divers points du diocèse. Ce fait contribuait certainement à canaliser les aspirations des moines, qui étaient d'ailleurs issus des campagnes angevines.<sup>737</sup> Malgré tout, rien qu'à partir de son poids numérique, l'abbaye Saint-

<sup>735</sup> „Qui vero per sex menses residentiam fecerit in ecclesia sepedicta nichil solvere tenebitur servitori...”; „De capellanis vero eiusdem ecclesie statuimus quod per octo menses in anno residentiam faciant, nec in residentia computetur dies in qua non interfuerunt matutinis aut maiori misse vel saltem vesperis.” ADML G 1118 f. 2.

<sup>736</sup> Port, *Dictionnaire*...op. cit. t. I. p. 83. Nous sommes privés, cependant de ces détails importants durant notre époque. Au cours du XI<sup>e</sup> siècle l'effectif des moines de l'abbaye Saint-Aubin est aisément calculable à partir des chartes d'élection où il ne faut qu'additionner les souscriptions des moines. Pour le XIII<sup>e</sup> siècle nous n'avons plus de sources semblables.

<sup>737</sup> Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle les préoccupations des prélats visaient plutôt l'arrêt de la diminution des effectifs des prieurés. Avril, *Conciles* ...op. cit. p. 108-109, 221, 227;

Aubin paraît subir dans la ville un certain recul de son rayonnement dans le contexte social de l'époque.

Nous avons malheureusement beaucoup moins de données concernant les effectifs des autres abbayes angevines au XIII<sup>e</sup> siècle. Le Ronceray devait compter au moins une trentaine de moniales, les deux abbayes extra-muros, les monastères Saint Nicolas et Saint-Serge eut un effectif de moines comparable.

Quant à la composition sociale, au recrutement ou à la vie interne des autres établissements ecclésiastiques, il serait trop poussé de mener une spéculation qui faute de données suffisantes aboutiraient à des conclusions trop incertaines.

### La présence des ecclésiastiques étrangers

Nous devons indiquer brièvement la présence des maisons et des résidences d'ecclésiastiques étrangers. Il s'agit en effet des possessions appartenant à des institutions non angevines ou à d'autres prélats de la province de Tours. Ces acquisitions n'augmentent pas considérablement le taux des ecclésiastiques dans la ville mais témoignent plutôt d'un attrait spécial de la ville. Angers pouvait proposer un séjour à des clercs qui se déplaçaient de la Bretagne à Tours ou dans le sens inverse.<sup>738</sup> Les évêques de Nantes et de Saint-Brieuc avaient des possessions ainsi plusieurs maisons, vignes à Angers.<sup>739</sup>

Parmi les établissements ecclésiastiques du diocèse, notons les possessions urbaines des abbayes cisterciennes de Loroux et de Boissière.<sup>740</sup> L'abbaye de Fontevraud avait des maisons et de dépendances et même un grange dans la Cité à partir du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>741</sup>

<sup>738</sup> Ajoutons que la ville était en chemin également dans le cas d'autres destinations. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle un évêque irlandais, *Malacsius* se précipitant au roi d'Angleterre fit un arrêt à Angers. Devenu malade, il fut mort dans la ville et fut enterré dans la cathédrale d'Angers. BNF coll. Baluze 39 p. 31.

<sup>739</sup> ADML G 1224 f. 17; ADML H 831 s.n. (1291); ADML H 791 f. 1. Les possessions de Jean du Bois évêque de Dol au début du XIV<sup>e</sup> siècle font un cas à part. En tant que chanoine de la cathédrale d'Angers il acquit ses biens à Angers bien avant d'être élu à la tête de l'évêché breton.

<sup>740</sup> ADML G 725 f. 10; ADML 1383 s. n. (1299). Louroux acquit dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle des maisons et de dépendances dans le secteur des arènes et sur le fief du chapitre Saint-Maimbeuf. Pour les possessions urbaines de Loroux voir aussi la mémoire de maîtrise d'histoire de Gaëtan Sourice sous la direction de Noël-Yves Tonnerre: Sourice, *Le Louroux*...op. cit. p. 257-262.

<sup>741</sup> *Recueil des actes d'Henri II Plantagenêt*...op. cit. t. I. n° 413, p. 541.

## Les mœurs du clergé

Force est d'avancer qu'une étude traitant les modes de vie ou les mœurs de tel ou telle catégorie sociale exige une grande diversité de documents. Pour notre époque, nos informations concernent essentiellement le clergé mais là aussi nous avons à traiter des sources avec une extrême prudence. Notamment, nous sommes obligés de travailler avec des documents qui reflètent en général une grande disparité typologique. Si nous avons à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle un bon nombre d'informations tirées des statuts synodaux ou conciliaires, la pénurie des informations de contrôle, que des sources d'origines laïques pourraient fournir en particulier, ne nous permettent pas une collation étendue des sources. Une étude approfondie basée en principe sur des sources normatives ecclésiastiques se heurte ainsi à de nombreux obstacles. Souvent, on ne sait pas dans quelle mesure les cas signalés dans les livres synodaux correspondent au clergé des campagnes et au clergé urbain.<sup>742</sup> Parfois, il est difficile de juger, si les délits ou les négligences suscitant une réaction de la part du pouvoir épiscopal, sont des cas isolés provoquant un scandale particulier et l'intervention de l'évêque ou s'il agit de cas fréquents. N'oublions pas ensuite que les décrets synodaux reflètent souvent les préoccupations des conciles œcuméniques, (leurs influences sont maintes fois démontrées avec une grande précision), mais les réalités régionales peuvent cacher, des problèmes dont la résolution est ainsi moins privilégiée.

Tout en considérant ces réserves, la consolidation des systèmes de contrôle épiscopal<sup>743</sup> sur l'ensemble du clergé laisse voir certains problèmes et tendances caractéristiques de l'époque.

<sup>742</sup> Nous trouvons ces considérations justes, malgré le fait qu'en France au XIII<sup>e</sup> siècle dans certaines domaines on ne peut plus pousser une opposition entre le clergé rural et clergé urbain, et les disparités de comportement et de formation sont considérables même au sein du clergé rural. Sivéry, *Saint Louis...* op. cit. p. 140-141.

<sup>743</sup> Ce renforcement du pouvoir épiscopal n'est pas un phénomène tout neuf du XIII<sup>e</sup> siècle mais dérive de la réformes grégorienne commencée plus d'un siècle avant. Le XIII<sup>e</sup> siècle marque pourtant une période importante vu l'efficacité du contrôle épiscopal. Les moyens directs les plus effiacés sont désormais les visites et l'activité légiférante des synodes. Cette dernière compte du point de vue du pouvoir épiscopal, parmi les résultats les plus caractéristique du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est au début du XIII<sup>e</sup> siècle qu'on est témoin de la transformation du rôle des synodes, qui délaissent leurs fonctions de justice au profit de l'officialité naissante et des archidiares (les lieux de justice des prélats inférieurs sont fixés définitivement à une date relativement tardive, en 1282 voir: Avril, *Les statuts synodaux...* op. cit. p.140-146.)

Cependant, les synodes diocésains qui se déroulent désormais régulièrement selon un rythme semestriel lié à la Pentecôte et la fête de Saint Luc, en hiver devinrent des forums législatifs. Avril, *Le gouvernement...* op. cit. p. 623-633. La détention des caternes synodales par les prêtres ainsi que l'obligation de comparaître dans

Il faut noter dans un premier temps les efforts de l'évêque contre l'illettrisme – sans doute existant dans certaines couches ecclésiastiques- et contre un relâchement des mœurs. L'ignorance du latin de certains clercs est dénoncée plusieurs fois par les prélats mais il nous paraît plus crédible de voir qu'il s'agit là d'un problème qui touche en principe les petites localités et beaucoup moins une ville comme Angers qui a des écoles solides.<sup>744</sup> La négligence d'une partie du clergé angevin est attestable pourtant au niveau de l'entretien du mobilier des églises. Les interventions épiscopales visent à partir du début du XIIIe siècle la conservation des livres et des ornements des églises à Angers, jugés en état de ruine.<sup>745</sup>

Une autre préoccupation des évêques fut de donner une conscience plus forte au clergé concernant les signes extérieurs de leur statut qui les distingue des laïcs. Les avertissements fréquents afin d'éviter de porter des vêtements incorrects, des manteaux ouverts, des habits trop colorés, vont dans ce sens.<sup>746</sup> La prescription du rasage régulier de la barbe et des cheveux, c'est à dire au moins chaque mois en été (de Pâque à Toussaint) et tous les deux mois en hiver (le reste de l'année), concernait tous les clercs ayant un bénéfice d'après une décision de 1314.<sup>747</sup> L'auto-distinction des clercs vis-à-vis de la foule des laïcs se fait également par le jeûne du Carême qui ne semble pas être toujours observé par les prêtres.<sup>748</sup>

Il n'y a rien de surprenant à ce que les contacts sociaux du clergé soient réglementés à partir du XIIIe siècle par de nombreuses interventions épiscopales. Ces dernières concernaient plutôt le clergé séculier, les établissements réguliers ayant leur discipline intérieure. A notre avis l'apparition en masse des étudiants-clercs dans la ville pouvait également susciter un relâchement des mœurs au sein du clergé. Ces faits poussaient les évêques à réagir par le moyen des statuts.

---

un rythme annuel à des réunions consultatives, était prescrit à partir de la seconde moitié du XIIIe siècle. Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p. 82-83, 110.

<sup>744</sup> Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 146 (concile provinciale à Château-Gontier 1231), Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p.158-160. (synode diocésaine de 1293).

<sup>745</sup> ADML G 378 f. 64 et 66. Les inventaires du trésor de la cathédrale d'Angers nous parviennent à partir de 1255.

<sup>746</sup> Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 121, 171, 237, Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p. 86, 248-249. D'après une décision de 1329 nous savons que certaines chanoines de la cathédrale avaient l'habitude de porter des chaussures rouge contrairement aux canons. BMA ms. 723 p. 78.

<sup>747</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p.248-249.

<sup>748</sup> "*sicut discreta debet esse vita clericorum a laycorum conversatione, ita et in jejuniis debet fieri discretio inter eos*" La décision épiscopale demande l'abstention de toutes sortes d'aliments carnés (*carnibus et carnalibus cibariis*) Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p.120.

La prohibition de la fréquentation des tavernes, de la pratique de la chasse limitait pour autant le contact des clercs avec les diverses couches de la société.<sup>749</sup> Il est bien connu par ses

aspects « délicats » que les synodes interviennent souvent dans les contacts entretenus avec les femmes. La fréquentation des courtisanes ainsi que l'union charnelle avec les filles spirituelles, c'est à dire avec les femmes qui appartenaient à la paroisse du prêtre et celles qui avaient été baptisées par eux, était formellement interdite.<sup>750</sup> L'interdiction traditionnelle des domestiques, femmes, auprès des ecclésiastiques, n'apparaît qu'une seule fois parmi les décrets des conciles provinciaux de Tours pendant notre époque.<sup>751</sup>

Les décisions synodales déploraient toute activité qui détournait l'attention des clercs de leur vocation pastorale et spirituelle. La fréquentation des foires et des marchés par les prêtres au détriment du service divin était un phénomène assez courant pour inciter les évêques à intervenir.<sup>752</sup> Les activités commerciales poursuivies par certains ecclésiastiques posaient un problème épineux pour les prélats. Malgré les nombreuses interdictions, le problème ne paraît pas disparaître au cours de notre époque.<sup>753</sup> C'était tellement agaçant pour les évêques qu'ils se sentaient empêchés, en partie par ces pratiques, de lutter efficacement contre les collecteurs de péage, d'impôt ou d'autres coutumes (*publicani*) qui exigeaient l'acquittement de divers droits sans avoir pris en compte l'état d'exemption des ecclésiastiques ne vivant pas du commerce. Les réactions de Guillaume Le Maire à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle (1294) témoignent d'une fermeté particulière.<sup>754</sup>

<sup>749</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. ...p.94. Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 227. Les deux décisions datent du milieu des années 1260, l'influence du concile provincial est évident.

<sup>750</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p.92-94, Un long avertissement contenant le rappel des considérations de divers pères d'Eglise à partir du IX<sup>e</sup> siècle, est formulé par Guillaume Le Maire en 1312 contre les clercs fornicateurs. Ibid. p. 222-232,

<sup>751</sup> Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 175.

<sup>752</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p.246.

<sup>753</sup> Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 203-204.

<sup>754</sup> „...nos quam plurimorum relatu accepimus, quod nonnulli domini temporales civitatis et dyocesis Andegavensium et eorum allocati, qui et publicani dicuntur, eorum pedagia, vectigalia, monagia et costumae colligentes, a clericis et personis ecclesiasticis secularibus et religiosis, pro rebus suis propriis, quas per illorum districtum non causa negociacionis defferunt ...et insuper de rebus, quas in mercatibus et nundinis vel alibi dicte persone ecclesiastice ad proprium usum comparant, contra juris auctoritatem et antiquam consuetudinem, pedagia, vectigalia, monagia, et costumae exhibunt et extorquent in prejudicium et enervationem ecclesiastice libertatis....Sane quare nonnullae de predictis personis ecclesiasticis, maxime beneficiatae,.....obscurant pulvere terrenorum, fumo voluptatum, stercorebus yrundinum excecatae.....laycis predicti fomentum erroris plerumque ministrare noscuntur negociaciones publice exercentes, turpia lucra sectantes, et, quod dolentes referimus, plerumque contractus fenebres ineuntes...” Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p.174-180. voire aussi parmi les décisions conciliaires de la province ecclésiastique de Tours: Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 229.

Certaines négligences conduisaient les évêques à intervenir avec une grande détermination. Les mariages clandestins apparemment en vogue au sein de la population laïque au cours du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>755</sup>, l'absentéisme de certains clercs lors des processions traditionnelles<sup>756</sup>, l'omission de l'administration des sacrements ainsi celle de l'extrême-onction ou bien leur administration en contrepartie d'argent extorqué<sup>757</sup> sont les abus que nous rencontrons souvent pendant notre époque. Quant aux pratiques spirituelles, les ecclésiastiques sont également sollicités d'inciter les laïcs à se confesser et à recevoir l'eucharistie au moins une fois par an,<sup>758</sup> à observer et faire observer par les laïcs les fêtes religieuses surtout les fêtes Mariales, celles des apôtres et de saints patrons du diocèse, en particulier la fête de Saint Maurice (le 22 septembre) et de Saint Maurille (le 13 septembre).<sup>759</sup>

Nous voulons signaler enfin quelques abus qui suscitaient le mécontentement des évêques contre certains groupes de la société ecclésiastique. Suivant les décrets de Nicolas Gellent (1273), parmi les ecclésiastiques on trouve des personnes de « mauvaise réputation » qui sont en fait des individus errants qui après avoir quitté leurs pays d'origine, s'installent en Anjou et se prétendent être prêtres. Pourtant dans de nombreux cas, il s'agit d'une friponnerie contre laquelle il fallait lutter.<sup>760</sup> On voit donc que l'immigration des personnes étrangères n'épargnait pas les églises angevines.

Une série d'abus opposait le clergé séculier aux mendiants. Nous en avons connaissance à partir des années 1260. Il s'agit des contrats contrefaits par certains mendiants à leur profit. Les évêques furent obligés d'intervenir plusieurs fois dans ces affaires.<sup>761</sup>

Pour conclure, il est à noter que les évêques disposèrent à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle de moyen efficaces, tels qu'ils n'en avaient pas encore un siècle plus tôt, pour contrôler le monde des ecclésiastiques. C'est d'autant plus important que notre

<sup>755</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p. 110, 122, . Avril, *Les conciles* ...op. cit. p. 140.

<sup>756</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p..138.

<sup>757</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p..98-100, 112, 172.

<sup>758</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p..182.

<sup>759</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p..146. Il est à signaler la multiplicité des fêtes religieuses importantes au mois de septembre: Une fête mariale, L'Angevine le 8 septembre à cette date étaient reliées en plus des foires à Angers , ensuite les fêtes de aint Maurille et de Saint Maurice.Tout cela en période de vendenge où, l'on sait bien une partie importante des habitants exode de la ville.

<sup>760</sup> Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p..114. Il était d'autant plus nécessaire de réagir selon l'évêque Guillaume Le Maire qu'il s'agissait souvent des malfaiteurs en fuite. Ibid p. 160 (1293).

<sup>761</sup> „prohibemus ne chartula aliqua questorum admittatur, nisi appareat sigillata nostro vel officialis nostri sigillo, cum questores multa falsa in chartulis invenerimus conscripsisse” Avril, *Les statuts synodaux*..op. cit. p..90.voir aussi: ibid. p. 102, 134.



siècle annonce des défis tout neufs à partir du développement urbain conjugué avec l'apparition d'un bon nombre de clercs travaillant dans l'université naissante.

### Le monde des instruits. L'université en formation

#### Le rayonnement intellectuel d'Angers avant le XIII<sup>e</sup> siècle

La réputation d'Angers au niveau intellectuel s'est affirmée à partir du XI<sup>e</sup> siècle dans l'Ouest de la France. Le rayonnement intellectuel déjà caractérisait quelques abbayes de la ville et l'école de la cathédrale. Le XIII<sup>e</sup> siècle représente, cependant un changement important. Les « ateliers » de l'intelligence arrivent à sortir de leurs cadres antérieurs, et commencèrent à fournir une masse de gradués qui désormais présents dans les sources urbaines et même au-delà. Avant de se lancer dans une présentation des écoles à Angers au XIII<sup>e</sup> siècle, nous estimons utile de parcourir en bref les étapes antérieures du développement intellectuel.

Comme, nous l'avons indiqué, on ne peut véritablement suivre les activités intellectuelles d'Angers qu'à partir du début du XI<sup>e</sup> siècle.<sup>762</sup> Toutefois, à partir de ce moment, nous avons des signes réguliers de productions intellectuelles. Il est à noter cependant qu'Angers n'avait pas à l'époque ses propres ressources mais s'appuyait sur des centres prestigieux qui l'entouraient dans l'Ouest. Il s'agit en particulier de Saint-Benoît-sur-Loire, et de Chartres. Quant aux *scriptoria* monastiques, il faut y ajouter encore l'abbaye de Mont Saint-Michel aux confins de la Normandie et l'abbaye Saint-Martial de Limoges au sud de la Loire. Angers s'illustre avant tout par l'existence de ses deux *scriptoria* principaux, celui de Saint-Aubin et celui de Saint-Serge.<sup>763</sup> Il est intéressant de voir, comme Jean Vézin l'a indiqué, que si ces ateliers de copistes fonctionnent brillamment au XII<sup>e</sup> siècle (surtout celui de Saint-Aubin) nous n'avons aucun signe comparable de la part de la cathédrale dont l'importance intellectuelle semble être toutefois évidente. Il paraît donc que nous devons séparer deux choses. D'abord, dans les ateliers des monastères se déroulait un travail excellent et anonyme qui a atteint son apogée vers 1100 et qui assura le développement de bibliothèques importantes dans la ville. Un inventaire de la bibliothèque de Saint-Aubin fait avant le

<sup>762</sup> Vézin (J.), „La vie intellectuelle en Anjou...”op. cit.

milieu du XII<sup>e</sup>, siècle énumère 138 ouvrages, dont 23 de saint Augustin, 6 de saint Ambroise, mais on découvre parmi les auteurs antiques les lettres de Pline le Jeune, les œuvres de Quintilien ou d'Esopé.<sup>764</sup> Il est tout aussi intéressant de voir que les manuscrits produits à Angers, vu leur calligraphie, appartiennent à ceux qui sortirent des ateliers de Chartres ou de Tours.<sup>765</sup> Nous connaissons cependant très peu les écoles monastiques dont le fonctionnement reste ainsi obscur. Toutefois, leur existence est indéniable. Nous avons la preuve d'une école même au Ronceray à partir du milieu du XI<sup>e</sup> siècle.<sup>766</sup>

L'autre pilier de la vie intellectuelle, à côté des monastères, fut l'école de la cathédrale qui était dominée contrairement aux ateliers des moines, par des personnages illustres ayant souvent l'office de maître-école.<sup>767</sup> L'influence de Chartres et tout particulièrement de Fulbert, évêque de Chartres est considérable parmi les premiers intellectuels d'Angers. Bernard et Renaud élèves de Fulbert, ensuite Eusèbe de Brunon, successeur d'Hubert de Vendôme à la tête de l'évêché d'Angers sont les premiers « intellectuels » angevins qui se lient à la cathédrale et qui se nourrissent de l'enseignement de Fulbert. Béranger de Tours, compagnon de l'évêque Eusèbe Brunon est une célébrité intellectuelle du milieu et de la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle et pas seulement à cause de ces considérations agitées sur l'eucharistie. Il était très attaché à Angers.<sup>768</sup>

L'un des personnages plus illustres de l'histoire de l'école de la cathédrale fut indubitablement Marbode qui appartenait déjà à une autre génération. Il dirigea l'école de la cathédrale entre 1076 et 1096.<sup>769</sup> C'est principalement à partir de son activité que l'école de la cathédrale devint un des foyers les plus importants de la renaissance littéraire qui caractérisa le val de la Loire et dans un sens plus vague tout l'Ouest à la fin du XI<sup>e</sup> et durant la première moitié du XII<sup>e</sup> siècle. Il est important de citer les

<sup>763</sup> Vézin (J.), *Les scriptoria d'Angers*..op. cit. p. 211-213.

<sup>764</sup> ADML H 15.

<sup>765</sup> Vézin (J.), „La vie intellectuelle en Anjou...”op. cit. p. 22. (Réponse de Jean Vézin donné à la question d'Olivier Guillot). Les ateliers se trouvant au sud de la Loire appartiennent ainsi à un autre aire distincte, notamment à l'Aquitaine.

<sup>766</sup> .CR n°445.

<sup>767</sup> Le maître-école (*magister scholarum*) de la cathédrale apparaît pour la première fois dans nos sources au début du XI<sup>e</sup> siècle (1025): *Bernerius scolae magister* CN n° 29.

<sup>768</sup> Parmi le bon nombre de ses contacts et offices qui le liaient manifestement à la ville une hypothèse difficilement attestable l'a mis en relation avec le Tertre Saint-Laurent dans la Doutre où il aurait prêché ses convictions considérées plus tard comme hérétiques. Port (C.), *Dictionnaire* t. I p. 344.

<sup>769</sup> Il est bien connu que sa carrière ne s'arrêta pas là mais il fut élu évêque de Rennes sans rompre les contacts avec Angers.

autres protagonistes de ce courant intellectuel, comme Baudri de Bourgueil ou Hildebert de Lavardin, vivant et écrivant dans un milieu politique dominé par les comtes d'Anjou. L'héritage intellectuel de ces personnages est bien connu. Il dépasse largement les bornes de l'Anjou et se laisse connaître rapidement dans tout l'Occident chrétien. Nous n'avons pas ici à décrire longuement cet héritage extraordinaire. La variété des genres est impressionnante. Il s'agit avant tout d'œuvres littéraires, d'hymnes, de rédactions de recueils des miracle (dont celui de saint Florent) compléments aux miracles des saints (en principe des Angevins) ainsi que de nombreuses lettres et des essais.<sup>770</sup>

Nous avons une information complémentaire sur l'enseignement en Anjou. Durant la première moitié du XIIe siècle, Pierre Abélard y signale déjà un grand nombre de maîtres-enseignant.<sup>771</sup> A notre avis, il serait pourtant erroné de les voir tous installés à Angers. Abélard parle de « *pagus Andegavensis* » au lieu de *civitas*. Il s'agit plutôt d'une vaste aire politique dominée par les comtes d'Anjou. Originaire des confins de la Bretagne, Abélard, devait savoir très bien ce qu'il voulait écrire. Le contexte est d'ailleurs moins flatteur pour les maîtres angevins. Abélard fustige notamment un des nombreux maîtres (sans indiquer son nom) à cause de ses vues sur la Sainte-Trinité.<sup>772</sup>

### Les écoles et leurs gradués au XIIIe siècle

En premier temps nous devons indiquer l'existence d'un collège appartenant à la cathédrale, à partir de 1030. Au moins c'est ce que nous apprend un document daté de 1246 rédigé par le notaire de la cathédrale.<sup>773</sup> Il s'agit du collège de fer qui se trouvait proche de la Maine entre le port Lanier et la falaise rocheuse de la Cité. L'accès des ecclésiastiques était assuré par une ruelle descendant de la cathédrale vers le port. Si les détails du fonctionnement primitif du collège nous échappent, le document du XIIIe siècle nous apprend qu'il visait autant l'instruction des ecclésiastiques et des chapelains

<sup>770</sup> Un certain nombre des oeuvres de Marbode sont éditées dans la Patrologia Latina de Migne. Pour les autres éditions et études principales nous renvoyons à la bibliographie de la nouvelle édition de *Dictionnaire des lettres françaises. Le Moyen Age*, Paris, 1993, p. 983.

<sup>771</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université....* op. cit. p. 174 n° 18.

<sup>772</sup>, *Quorum etiam unus qui in Andegavensi pago magni nominis magister viget, in tantam propriere ausus est insaniam, ut omnia creaturarum nomina ad Deum translata, ipsi quoque Deo convenire velit...* Ibid.

de la cathédral, que celle de la jeunesse d'Angers. Si à l'origine le collège devait plutôt servir à l'enseignement des chanoines sa fonction fut réduite plus tard à l'enseignement de la grammaire. Il s'agissait en effet d'une faculté des arts. On voit donc que l'enseignement du clergé inférieur est tout aussi assuré dans les structures de la cathédrale. Le bâtiment du collège était ensuite flanqué d'une chapelle. Ainsi ils faisaient ensemble une unité à l'intérieur du fief du chapitre de la cathédrale.<sup>774</sup>

Au début à Angers, la prépondérance de l'école de la cathédrale semble être d'autant plus importante que nous avons très peu d'informations sur les écoles des autres chapitres, qui devaient pourtant fonctionner.<sup>775</sup> L'héritage prestigieux de cette renaissance littéraire semble subir un flétrissement sous le règne des derniers Plantagenêts. Les *scriptoria* des monastères connaissent un déclin qui devient bien visible à partir du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>776</sup> Les écoles des chapitres ne fournissent plus des intellectuels dont le talent ou l'héritage serait comparable à ceux du demi-siècle précédent.<sup>777</sup> Nous trouvons ce fait d'autant plus important qu'il s'agit, d'après nous, d'une mutation des cadres de l'enseignement à Angers qui se déroulent indépendamment des changements du XIII<sup>e</sup> siècle. Cela ne nous empêche pas d'imaginer un bref intervalle de crises au début du XIII<sup>e</sup> siècle, conséquence des troubles politiques.<sup>778</sup> Il s'agit d'un enseignement dont les bénéficiaires sont de plus en plus nombreux. Les gradués commencent à apparaître dans nos sources et parallèlement les maîtres-écoles semblent perdre de leur monopole de prestige. Ce ne sont plus forcément les œuvres littéraires et les richesses reproduites par les *scriptoria* monastiques qui dominent la production des ateliers intellectuels. Les débuts d'un système universitaire se mettent en place avec un accès plus large aux richesses du savoir. A notre avis c'est le XIII<sup>e</sup> siècle qui acheva ce processus mais ses origines se trouvent dans la deuxième moitié du XII<sup>e</sup> siècle.

<sup>773</sup> RA 1872 p. 115-116 (édition d'Alain Planchenault). D'autres documents concernant le collège fondé par le chapitre Saint-Maurice: BMA ms. 1259 f. 1-4.

<sup>774</sup> A partir de 1246 le responsable de l'établissement le principal-régent chapelain devait acquitter un denier de cens par an pour signe de reconnaissance des droits féodaux. *Ibid.*

<sup>775</sup> Le maître-école de Saint-Maurille est mentionné en 1103: CN n° 115;

<sup>776</sup> Vézin (J.), *Les scriptoria d'Angers*..op. cit. p. 15

<sup>777</sup> Durant la première moitié du règne de Henri II plantagenet on peut encore citer Mathieu d'Angers et Gérard de Galles ce dernier professeur de droit. Après les signes des maîtres de grande réputation sont très rares. Nous ne savons pas si ce fait entraînait automatiquement une dégradation du niveau des études.

<sup>778</sup> Hypothèse formulé par Joseph Avril. Avril, *Le gouvernement*...op. cit. p. 478.

Malheureusement, les étapes de cette évolution ne sont pas bien élucidées. Ainsi, nous avons peu d'informations sur les clercs gradués dans l'administration des Plantagenêts. Il serait logique de croire qu'un comte devenu roi d'Angleterre et qui était rarement présent dans son palais d'Angers, utilisait moins de clercs angevins dans son entourage. Si des officiers à Angers en avaient certainement besoin, on ne peut plus sans doute parler de cour aussi importante qu'un demi-siècle auparavant. Le perfectionnement de l'administration laïque allait sans doute également dans ce sens. Un bon nombre d'intellectuels commencent à participer plus activement à la vie urbaine faute d'un palais qui les aurait plutôt isolés. Dans ce contexte, il est intéressant de voir un fait plus que symbolique : le déplacement du chapitre comtal de Saint-Laud au début des années 1230. Les motifs militaires l'emportent sur les considérations de maintenir une communauté des chanoines à l'intérieur du château.

Parallèlement on observe la présence plus considérable des gradués portant le titre de maître dans les actes urbains à partir du tournant des XIIe et XIIIe siècles. A ce moment, il s'agit d'une bonne quinzaine de personne qui figurent en majorité sur les listes de témoins des actes. La croissance des mentions de maîtres est bien visible par rapport aux sources antérieures. Malheureusement ces types d'indications ne nous donnent pas beaucoup de chance de les identifier avec précision.<sup>779</sup> Il est cependant tout aussi intéressant de voir que ces actes sont issus en majorité écrasante des archives de l'hôpital Saint-Jean.

Il faut rapidement ajouter que nous ne pouvons pas nous réjouir sur le long terme de cette relative abondance des maîtres dans nos sources. Pour avoir une telle fréquence nous devons attendre jusqu'au dernier tiers du XIIIe siècle. Dans le laps de temps intermédiaire nous n'avons que des mentions éparses.<sup>780</sup> A partir du départ des Plantagenêts un certain nombre d'intellectuels auraient eu de bonnes raisons de changer de résidence ou de lieu d'étude mais une diminution du nombre des maîtres de telle ampleur est difficilement explicable. La cause est pourtant très simple. A partir du début du XIIIe siècle les listes de témoins disparaissent de nos actes. Mais l'abondance

---

<sup>779</sup> *CHSJ* n° 8, 9, 11, 18, 20, 27, 33, 34, 41; ADML H 1442 s.n, ADML 1 Hs B 30 f. 205, ADML G 1031 s. n. (1208); BNF coll. TA t. VI. n° 2655. A cause des simples énumérations des prénoms, les listes des témoins sont comme d'habitude très silencieuses. Suite à l'arrêt des cartulaires des grands établissements ecclésiastiques et d'un vide inattendu des sources pour cette époque nous sommes privés des moyens de contrôle.

<sup>780</sup> ADML G 378 f. 64 (1215), ADML 1 Hs B 24 f. 6 (1227), ADML 17 G 1 f. 93 (1234), ADML 91 H 1 f. 5 (1241), *CHSJ* n° 144 (1255).

des archives de l'hôpital Saint-Jean vers le tournant du siècle nous épargne une conclusion fautive qui serait basée sur l'absence des mentions durant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

Nous croyons donc que la présence d'une communauté plus grande d'étudiants et de gradués au début du XIII<sup>e</sup> siècle est bien réelle. Ce fait et le prestige des anciens intellectuels de l'école de la cathédrale devaient jouer un rôle dans l'immigration temporaire de certains étudiants et enseignants parisiens lors de la grève de l'Université de Paris.<sup>781</sup>

Chacun connaît les causes principales des troubles qui ont conduit à une grève de l'enseignement à Paris entre 1229 et 1231. L'évasion des étudiants et de leur maîtres semble renforcer certaines écoles dans quelques villes de province. Le premier bénéficiaire dans ce sens fut sans doute Orléans. Angers devait pourtant avoir de fortes positions lors de cette migration.<sup>782</sup> Parmi les chroniqueurs du XIII<sup>e</sup> siècle, c'est Mathieu Paris qui insiste le plus sur l'importance d'Angers dans cette exode. Il mentionne particulièrement les maîtres anglais dont la plupart de réfugièrent à Angers.<sup>783</sup> Les autres chroniqueurs ne mentionnent que très rapidement les villes choisies par les maîtres et les étudiants. Le *Speculum Historiale*, une compilation de Vincent de Beauvais, mentionne Orléans, Reims, et l'Angleterre à côté d'Angers parmi les endroits vers lesquels les universitaires se dirigèrent lors de la grève.<sup>784</sup> Girard d'Auvergne, chanoine de Clermont, dans sa chronique indique les mêmes villes en ajoutant encore l'Italie et l'Espagne.<sup>785</sup> Le fameux dominicain, Bernard Gui, dont l'œuvre *Flores chronicorum* est déjà largement postérieure, reprend les mêmes mentions en ajoutant encore Toulouse.<sup>786</sup> Il semble donc que les auteurs mentionnent de préférence le groupe des intellectuels ou, faute d'informations directes, les villes et

<sup>781</sup> L'intervention de la politique est imaginable mais nous n'avons pas trouvé des indices directes pour soutenir la thèse selon laquelle ce fut Pierre Mauclerc qui incita les maîtres de venir à Angers. Cette hypothèse fut formulée par J. Levron et reprise par Joseph Avril. Levron, *Pierre Mauclerc...* op. cit. p. 95-96, Avril, *Le gouvernement...* op. cit. p. 546 et 576

<sup>782</sup> Voir plus bas la lettre du pape Grégoire IX.

<sup>783</sup> „Cessant doctorum doctrina et discipulorum disciplina: ita quod nec unus famosus ex omnibus in civitate (Paris) remanserit...Tunc recesserunt famosi Anglici, magister Alanus de Becoles, magister Nicolaus de Freneham, magister Johannes Blundus, magister Radulfus de Maidenston, magister Wilielmus de Dunelmo, et multi quos longum esset numerare. Quorum tamen maxima pars civitatem Andegavensium metropolitanam ad doctrinam elegit universalem” Rangeard, *Histoire de l'Université...* p. 177 n° 20.

<sup>784</sup> „facta est Parisius inter scholares dissensio, quam mox secuta est eorum ad tempus multifaria dispersio, alii namque Remis, alii Andegavis, alii vero Aurelianis alii quoque in Angliam vel in alias mundi provincias studii causa profecti sunt” RGHF t. XXI p. 72.

<sup>785</sup> RGHF t. XXI p. 214.

des régions qu'ils connaissent le mieux. Il n'y a rien de surprenant que Mathieu Paris, un chroniqueur monastique anglais privilégie les maîtres d'origine anglaise dans son récit. La migration des Anglais à Angers paraît tout aussi logique. Le seul problème c'est que nous n'avons aucune source de contrôle dans les archives locales qui pourrait préciser les questions ouvertes. Car, si nous n'avons aucune doute sur la fiabilité des informations de Mathieu Paris, nous ne savons pas combien sont arrivés et dans quelle répartition. Nous ne savons pas non plus dans quelle mesure doit-on envisager la présence des universitaires des autres *natio*s. La brièveté du temps qu'ils ont passé dans notre ville explique en grande partie cette lacune. Il est pourtant clair qu'Angers exerçait un attrait réel à l'époque pour séduire un bon nombre d'intellectuels. En premier temps nous devons compter sur la présence des Anglais, plus familiers dans ce milieu récemment encore sous la domination des Plantagenêts.

Quant aux conséquence de cette migration, nous n'avons pas plus de certitude. L'absence des mentions dans les sources locales nous conduit à croire que les maîtres sont repartis en compagnie de leurs étudiants après 1231. Une lettre du pape Grégoire IX adressée au doyen du chapitre de la cathédrale de Soissons semble confirmer cette présomption. Au mois de mai 1231 le pape demandait la réadmission à Paris des gradués qui s'étaient déplacés à Orléans et à Angers lors de la grève afin de poursuivre et terminer leurs études.<sup>787</sup> L'influence de cet incident sur le système d'enseignement à Angers est difficilement percevable. Malgré la portée d'un contact avec un milieu universitaire beaucoup mieux organisé les conséquences ne sont pas visibles à première vue. L'arrivée des étudiants parisiens a représenté sans doute un tournant dans l'enseignement angevin. La diversification des études sera attestable dans les décennies suivantes. Ainsi, on ne peut pas cacher le développement de la formation des hommes de lois dont les premiers signes apparaissent dans les années 1240.

En 1242-43 le professeur de droit *Otho de Fontana* enseignant à Angers servit d'intermédiaire entre l'archevêque de Tours et l'évêque d'Angers Michel Villoiseau dans une affaire d'excommunication concernant l'abbé de Saint-Florent le Viel.<sup>788</sup> Si la

<sup>786</sup> *RGHF* t. XXI p. 695. Ainsi dans les compilation postérieurs on revoit souvent les mêmes villes.

<sup>787</sup> „*artium et philosophiae facultatis magistros qui in Andegavensi vel Aurelianensi civitate, licentia obtenta rexerunt ad academiam Parisiensem, omnia illis restituendo revocent*” Table chronologique des Diplomes, Chartes, Titres et Actes imprimés concernant l'histoire de France t. V. p. 396. Bulaeus, *Histoire de l'université de Paris* t. III. p. 143.

<sup>788</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*.... op. cit. p. 178-179 n° 21.

mission du juriste n'a pas porté de fruits, elle montre bien l'importance du personnage du médiateur dans l'affaire.

Nous ne devons pas oublier ensuite que la rédaction de la première version des coutumes d'Anjou se fait également pendant les années 1240.<sup>789</sup> Il s'agit là d'une entreprise du pouvoir royal pour codifier et tout en même temps contrôler les cadres juridiques du pays. Une telle rédaction des coutumes locales ne devait pas se passer des hommes de formation.

L'indication des juristes devient de plus en plus fréquente à partir du règne de Charles d'Anjou. Au début de son règne, Angers dut fournir les hommes de loi nécessaires pour le jeune prince dont les ambitions, chacun le sait, étaient vastes. La présence de juristes angevins à Paris auprès de Charles d'Anjou est attestable au début des années 1250 pendant l'absence de Saint Louis. D'après *La vie de Saint-Louis* rédigé par le confesseur de la reine Marguerite, leur réputation était excellente dans la capitale du royaume.<sup>790</sup> Malheureusement, nous n'avons aucun détail sur le nombre et la répartition géographique des ces conseillers tout autant que nous ignorons les étapes de leurs carrières.

Nous avons des signes qui confirment que Charles d'Anjou s'appuyait sur les gradués dans son administration. Jean de *Blensco*, maître, professeur de droit civil fut nommé bailli d'Angers en janvier 1275.<sup>791</sup> Le maître Radoulphe de *Vermacio* fut en juillet 1275 chargé de l'administration des droits de Charles Ier en Anjou.<sup>792</sup> Le maître Jean de Villamaroy bailli d'Angers à partir de 1280 était un des officiers les plus fiables du comte en Anjou.<sup>793</sup> Dans certaines affaires d'ordre juridique nous avons également des mentions de maîtres, en général des juristes, dont le service est sollicité par le comte. Jean *Bulayn*(*Boulon*) chantre du chapitre Saint-Laud et professeur du droit eut la charge d'intervenir dans des affaires juridiques au milieu des années

<sup>789</sup> Viollet, *Les établissements de Saint Louis*...op. cit. t. I.

<sup>790</sup> „monsieur Challes avoit amené avec soi plusieurs conseillers et avocaz des parties d'Anjou et aveques ce il avoit plusieurs de son conseil de touz les meilleurs de Paris” RHGF t. XX p. 115. Le comte d'Anjou se servait de ces conseillers pour se défendre contre les sanctions prévues par son frère (Louis IX) dans l'affaire du seigneur de Coucy ou lors des différends avec des seigneurs du Vendômois. Pour la réputation des juristes de Charles d'Anjou en général voir le récit de Saint-Pathus cité par Carolus Barré, *Le procès de canonisation*...op. cit. p. 89.

<sup>791</sup> RA 1888, p. 217-219 n° 3.

<sup>792</sup> RA 1888, p. 219 n° 4. Il ne resta pas longtemps dans cette fonction. L'année suivante il décéda. *Ibid.* p. 221 n° 6.

<sup>793</sup> Jean de Villamaroy était au service de Charles Ier à partir de 1273. De Boïard, *Actes*...op. cit., n° 656. En Anjou il accomplit des service divers mais réguliers à partir de 1276. *Ibid.* n° 912, 914, 922, 926, 928, 974, 1027-1029, 1036, 1044 etc.



1270.<sup>794</sup> Le maître Haimon *Bili*, frère d'un bourgeois de Saumur, remplit également des services pour le comte, en tant que procureur, à cette époque.<sup>795</sup> Il est d'ailleurs un bon exemple pour illustrer la situation sociale des clercs étant au service du comte. En avril 1276 il reçut la prébende de chanvre dans le chapitre Saint-Laud à Angers à la collation de Charles Ier.<sup>796</sup> Son frère *Oddo* devint, suivant l'ordre du comte, au mois de mai de la même année gardien du château de Saumur.<sup>797</sup>

Le maître Pierre Le Riche fut d'ailleurs lié par ses fonctions à la ville d'Angers. Il était à partir de 1277 le juriste de Charles Ier aux assises d'Angers.<sup>798</sup>

Les sources de l'administration du comte en Anjou, au moins celles qui nous sont parvenues, témoignent d'une croissance visible de ces intellectuels à partir des années 1274-75. Nous ne savons pas pourtant avec précision s'ils avaient reçu leur formation également à Angers. D'un certain point de vue cela n'a pas d'importance. Malgré tout, leur présence à Angers et leur contact avec une partie de la population est un fait bien réel.

Nous soulignons l'impact du fait qui a permis une mobilité spéciale pour une partie des « intellectuels » en Anjou. La première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle tout comme la période des Plantagenêts n'a pas réservé de fonctions particulières à ce groupe social. Si la présence de ces hommes instruits remonte au XII<sup>e</sup> siècle, ils purent se prévaloir d'un réel prestige à partir du règne de Charles d'Anjou. Voilà donc un prince qui était pratiquement toujours absent (comme d'ailleurs ces prédécesseurs) mais qui était déjà capable de se servir de cette réserve intellectuelle. Il faut voir cependant que les tâches poussaient ces hommes instruits à se déplacer souvent et leur mission avait une dimension qui les attachait à peine à la seule ville d'Angers. L'administration locale restait entre les mains du prévôt.

La présence croissante des hommes de lois en Anjou nécessitait des règlements spéciaux. Lors de son séjour à Saumur en 1250, Charles d'Anjou ne refusa pas d'intervenir pour établir des salaires et des remboursements légaux pour les

<sup>794</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit., n° 848, 1022. Il reçut la prébende du chapitre Saint-Laud à la collation du comte au début du printemps 1275. *Ibid.* n° 819 et 824.

<sup>795</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit., n° 742, 747, 803, 968, 974.

<sup>796</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit., n° 970. Il dénonça en même temps de la prébende de Saint-Pierre de la Couture du Mans. De Boüard, *Actes...* op. cit., n° 971.

<sup>797</sup> De Boüard, *Actes...* op. cit., n° 973.

<sup>798</sup> Beauteemps-Beaupré, *Coutumes...* op. cit. t.2/I p. 439-441.

avocats.<sup>799</sup> Le texte confirme une pratique répandue de l'emploi d'avocats devant des cours laïques. Il arrivait également qu'une personne dispose de plusieurs avocats. Ce fait étant tout à fait toléré, le comte voulait pourtant empêcher les abus, ainsi par exemple que l'une des parties soit privée de l'aide juridique par la ruse de son adversaire. Dans ce cas, celui qui avait deux ou plusieurs avocats devait proposer le service de l'un d'eux à son adversaire, s'il était privé d'assistance juridique, moyennant évidemment le salaire de l'avocat.<sup>800</sup>

Le travail des avocats nécessitait pourtant des déplacements fréquents. Pour régler ce problème le comte prit la décision de faire rembourser au-dessus du salaire trois sous à ceux qui avaient besoin d'un cheval pour leur déplacement, cinq sous à ceux qui devaient se servir de deux chevaux, et un sou pour ceux qui se déplaçaient sans cheval ou bien qui habitaient sur place.

En ce qui concerne la présence urbaine des intellectuels, maîtres ou écoliers, leur nombre augmente radicalement à partir du dernier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle. Les écoliers aussi commencent à faire du bruit à partir de cette époque. Si l'on trouve parmi les décrets du concile provincial de Château-Gontier en 1231 un arrêt contre les goliards (*gouliardi*), cela ne concerne cette fois encore que la tonsure prescrite par les prélats.<sup>801</sup> Des incidents plus graves sont mentionnés dans un acte de l'évêque Nicolas Gellent qui rappelle des homicides et des agressions physiques (*mutilationes*) qui se passaient dans la Cité et qui sont liés à la présence des écoliers.<sup>802</sup> C'est là le premier signe d'un comportement hostile de la part de l'évêque contre la présence des écoliers dans la Cité. En 1305, certains écoliers angevins sont de nouveau impliqués dans une affaire de police. Après avoir commis des excès qui justifiaient leur poursuite par les autorités laïques, ils choisirent de fuir dans le couvent des frères prêcheurs, ce qui entraîna une réaction violente de la part des officiers du comte.<sup>803</sup>

<sup>799</sup> BNF ms lat. 4427 113r<sup>o</sup>-114v<sup>o</sup>.

<sup>800</sup> "si aliquis propter potentiam vel calliditatem adversarii sui advocatum in curia nostra vel hominum nostrorum invenire non poterit, ille qui plures advocatos habebit, duos de illis quos secum habebit et quos maluerit eligere compelletur, et ille qui curiam tenebit advocatum adversario non habenti dabit cum moderamine salarii supradicti." Ibid. La rémunération des avocats fut réglée dans le royaume de France aussi, certes un peu plus tard en 1274, par une ordonnance de Philippe III. Le roi fixa un maximum pour les honoraires à trente livres par cause. „pro tota causa summam triginta librarum Turonensium unius advocati salarium non exedat" Le roi exigea également un serment des avocats : „prestant super sacro-sanctis Evangeliiis juramentum quod in omnibus causis in dictis curiis pertractandis ...bona fide et diligenter ac fideliter exercebunt" ORF t. I. p. 300-301.

<sup>801</sup> Avril, *Les conciles*..op. cit. p. 147-148.

<sup>802</sup> BMA ms. 723 p. 268.

<sup>803</sup> Le document publié en français: RA 1873 p. 33-34.

Il arrivait qu'un des maîtres soit inculpé, cette fois, par les autorités ecclésiastiques. Le maître Pierre de Saint-Denis fut excommunié en 1316 suivant les étapes de la procédure ecclésiastique. Par conséquent, les professeurs de droit furent sommés par l'official d'annoncer la sentence pendant trois jours lors des lectures dans les écoles.<sup>804</sup>

En ce qui concerne les gradués, ils apparaissent dans nos sources évidemment dans un tout autre contexte. Au contraire de ce que l'on a vu au tournant des XIIe et XIIIe siècle, à partir des années 1260, les maîtres apparaissent en plus grand nombre dans des contrats immobiliers qui permettent de timides tentatives de précision dans certaines domaines.

Dans un premier temps, on peut percevoir une spécialisation plus spectaculaire des maîtres. Nous ajoutons rapidement que dans plus de 80 % des cas le nom du maître n'est pas accompagné d'une information complémentaire. Toutefois, deux catégories, les médecins et les juristes, se manifestent dans les textes. L'indication des médecins n'est pas tellement extraordinaire, on les retrouve parfois dans les textes des cartulaires provenant des siècles antérieurs, certes sans la dénomination de maîtrise. La présence des maîtres juristes est, au contraire, un produit de notre époque : à côté d'une dizaine de médecins (*medicus, phisicus*) on trouve une douzaine de professeurs de droit (*legum professor*) dont les noms figurent dans nos sources. Leur nombre doit être plus élevé en réalité, surtout le nombre ceux qui avaient une formation de droit. Certains documents cachent en effet la spécialisation du maître. Nous n'avons pas à nous interroger ici sur l'importance des différents grades universitaires et sur le fait que de nombreux clercs ont eu la formation des arts.

Les contextes où ces maîtres sont mentionnés sont très variés. Sous cette réserve il est bien révélateur que parmi les médecins nous en avons un bon nombre qui sont attachés à l'hôpital Saint-Jean.<sup>805</sup> Nous sommes conscients du fait que cela ne dit pas automatiquement qu'ils ont rempli des fonctions là, mais ils doivent être présents pour la plupart à cause de leurs activités plus ou moins régulières auprès des malades.<sup>806</sup>

<sup>804</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université*.... op. cit. p. 192-193 n° 28

<sup>805</sup> ADML 1 Hs B 18 f. 8; ADML 1 Hs B 21 f. 32; ADML 1 Hs B 21 f. 41; ADML 1 Hs B 30 f. 205; CHSJ 150.

<sup>806</sup> Il y a des maîtres qui se font enterrer dans l'aumonerie. Le maître Richard Leclerc (*Clericus*) choisit dans son testament (1306) son lieu d'enterrement dans l'hôpital Saint-Jean. ADML 1 Hs B 18 f. 8.

Au cours des années 1280 un maître Yves est signalé comme le médecin de l'évêque Nicolas Gellent.<sup>807</sup> Pour indiquer le prestige des médecins, nous ajoutons aussi qu'en 1280 Charles Ier fit venir un maître médecin connu en Anjou par l'intermédiaire du bailli d'Angers.<sup>808</sup>

### La richesse des maîtres

Les contrats immobiliers témoignent d'une certaine aisance des hommes gradués. Il est significatif qu'ils aient des résidences ou des investissements en rentes en grande partie en dehors du centre mais près de l'enceinte. La plus grande concentration de maîtres se manifeste dans la paroisse de Saint-Germain, proche du château, aux alentours du vieux marché. Nous connaissons quinze maîtres dont les résidences ou les investissements se trouvent dans ce secteur.<sup>809</sup> Cette concentration forte des intellectuels à la fin du XIIIe et au début du XIVe siècle dans l'Evière semble contredire au moins en partie l'opinion courante selon laquelle l'Evière fut un quartier pauvre de la ville.<sup>810</sup> En 1283 le maître Geoffroi de *Quever*, chapelain de Saint-Laud, acheta par exemple dans ce secteur une dépendance de maison munie d'une cheminée (*appenticium cum cheminesia*) avec un jardin pour neuf livres.<sup>811</sup> Si les prix y étaient modérés la composition sociale du quartier était beaucoup plus complexe. Il est à noter qu'en dehors des maîtres la présence des étudiants y est également attestée. La liste des hommes francs de taille de Charles d'Anjou mentionne une maison au vieux Marché habité par des écoliers (escoliers).<sup>812</sup>

<sup>807</sup> CNG art. 716, 721.

<sup>808</sup> DeBoüard, n°1111. Pourtant nous ne croyons point qu'il était d'origine angevin.

<sup>809</sup> ADML G 959 f. 4; ADML 1 Hs B 31 f. 263; ADML 17 G 1 f. 93; ADML 1 Hs B 21 f. 32; ADML B 28 s.n.; ADML 1 Hs B 24 f. 13; ADML 1 Hs B 24 f. 166; AN série S 4815 doss. 6 n° 3; ADML 1 Hs B 31 f. 263; ADML G 335 f. 119;

<sup>810</sup> *Anjou Historique* (t. 15) p. 253-254. L'Evière était également habité par des bourgeois dont les activités se liaient au château. La présence des barbiers dans ce secteur est déduisible des censiers de l'hôpital Saint-Jean. ADML 1 Hs B 28 et B 188. Les résultats des fouilles archéologiques menées sur l'îlot Quatrebarbes-Pignerolle en 1985-86 semblent confirmer la présence des barbiers. Les archéologues ont trouvé dans le fondement d'une maison un gravoire (instrument de toilette) avec une sculpture spécile et très belle. Selon l'hypothèse de François Comte, elle appartenait à un barbier. Comte-Gaborit, „Une gravoire”...op. cit. p. 151.

<sup>811</sup> ADML G 959 f. 4.

<sup>812</sup> „une meson sise ou Veil Marcheil joust la meson Pierre de Briose en laquele meynent escoliers a present” ADML B 28.

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle un autre secteur proche de l'enceinte apparaît comme lieu d'investissement des clercs instruits avec quatre mentions :<sup>813</sup> c'est le faubourg Bressigny. Le quartier avait un accès très facile dans la ville avec des prix évidemment plus modérés que dans l'entourage de la Cité. Une autre zone où les intellectuels sont également attestés est la Doutre, notamment la Folie.<sup>814</sup> Cependant, les quatre-cinq mentions ne confirment pas là une forte mixité avec les habitants de la Doutre, au moins jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Les zones plus éloignées de la ville sont recherchées par les maîtres pour un but d'investissement. Il s'agit le plus souvent des vignes et des pressoirs arrentés par des établissements ecclésiastiques angevins.<sup>815</sup>

Si nous avons davantage d'information sur les intellectuels à propos des biens fonciers en marge de la ville ou en dehors, nous avons à manier ces informations avec prudence. D'abord, nous avons quelque cas où les possessions apparaissent dans le noyau de la ville, comme dans la rue Saint-Jean<sup>816</sup>, dans l'Aiguillerie<sup>817</sup> dans la rue Baudrière<sup>818</sup> dans la paroisse de Sainte Croix tout près de la cathédrale mais hors de la Cité<sup>819</sup>. Evidemment c'est très insuffisant pour le nombre des clercs gradués que nous avons et qui est certes loin d'être complet. Ce vide est certainement dû à l'absence de certaines archives pendant notre époque. Ainsi le Ronceray, dans la Doutre, devait avoir de nombreux clercs sur son fief. Ensuite nous n'avons pratiquement pas

<sup>813</sup> ADML G 1047 s.n. (1301), *ibid.* s. n. (1314).; *ibid.* s. n. (1330). ); *ibid.* s. n. (1293); *ibid.* s. n. (1294).

<sup>814</sup> ADML G 335 f. 50 et 119; ADML 1 Hs B 31 f. 263; ADML 1 Hs B 24 f. 166; ADML 1 Hs B 24 f. 166. ADML 1 Hs B 18 f. 8.

<sup>815</sup> Sans souci d'exhaustivité nous signalons en bas quelques cas des biens fonciers des maîtres ce que nous pouvons situer avec certitude à Angers ou dans la zone périurbaine. Henri le Bacle chanoine de la cathédrale posséda au début du XIV<sup>e</sup> siècle cinq quartiers de vignes se situant hors d'Angers appartenant au chapitre Saint-Pierre. ADML G 1234 . Pierre de *Villa Mauri* posséda des vignes et un pressoir à Bornay. BMA censier du chapitre de la cath. f. 92; Guillaume de *Curia* avait des vignes et un pressoir à Jonchères à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. BMA censier du chapitre de la cath. f. 91.; Pierre de Cimetière acheta en 1326 sept quartiers de vignes d'un bourgeois d'Angers pour 50 livres sur les fiefs de l'Hôpital Saint-Jean et du chapitre Saint-Laud sur la paroisse de Saint-Barthélémy des Landes près d'Angers. Le maître avait en plus d'autres vignes à Saint-Barthélémy et à Chesnay. ADML G 660 f. 143, 144, 148 et 149. Guillaume Chaperon médecin avait des vignes à Foudon à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. ADML G 657 f. 156. Guillaume *Lireis* posséda vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle des vignes et une maison pressoir pour rente de Guillaume de Riez bailli d'Anjou. *CHSJ* n° 160. Nous avons déjà signalé la richesse et les divers investissements de Jaen du Bois maître école à partir de 1290 et évêque de Dol dès 1311. Le maître Pierre de Saint-Denis excommunié en 1316 avait de nombreuses biens et droits parmi autre des dîmes à Gré (*Greze*) et à Meral donc plus loin d'Angers. On peut avoir une idée de leurs volumes et de leur rendement d'après le grave problème que cette excommunication a causé à l'abbaye de Saint-Serge d'Angers dont ces biens relevaient. Rangeard, *Histoire de l'Université*.... p. 192-193 n° 28.

<sup>816</sup> Jean Huraut chapelain de Saint-Martin ADML H 46 f. 1.

<sup>817</sup> Vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle Gautier de Plessis Grammoire posséda là une maison. *CHSJ* n° 135.

<sup>818</sup> Il s'agit d'un médecin nommé Girard (Giraldus) durant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle BMA ms 73 6

<sup>819</sup> Thomas Conbor chanoine prit une maison en 1273 en mauvaise état qu'il lui fallait rénover d'après le contrat ADML G 786 f. 11.

d'indications de maisons dans la Cité. Pourtant le seul acte issu du chapitre de la cathédrale relatif aux maisons de la Cité, évoque la présence de trois maîtres chanoines.<sup>820</sup> Il est clair qu'une concentration particulière de gradués nous échappe ainsi.

Au niveau topographique la présence des clercs gradués est répartie inégalement dans la ville. La cité et ses environs proches doivent être imprégnés par un fort pourcentage. Malheureusement nous sommes là sans aide particulier pour préciser.<sup>821</sup> Ensuite un exode de certains clercs est bien attestable, en particulier en direction de l'Evière, du faubourg Bressigny et de la Doutre mais pour ce dernier quartier ce n'est encore qu'un soupçon timide faute de preuves. Le secteur des Halles, le quartier de l'abbaye Saint-Serge, donc la partie nord restent très peu imprégnée par la présence des maîtres.

Mis à part les informations tirées des contrats immobiliers nous avons peu de connaissances sur le niveau de vie et la richesse mobilière des clercs gradués. Nous avons pourtant quelque cas qui témoignent d'une aisance particulière. Nicolas Barbetorte, chanoine de la cathédrale dont nous ne connaissons pas le niveau des études, posséda plus de 14 livres annuelles en rente sur diverses maisons dans la ville à Puits Boulet, dans la Cité et dans le secteur des Halles. Il posséda des caves à Angers et aux Plessis Grammoire avec plus d'une douzaine de tonneau de vin et des vignes à Frémur à Pouillé et à Epluchard. Le clerc avait également un manoir à Echarbot avec trois arpents de vigne. Dans son testament il mentionna une belle collection d'ustensiles et de vaisselle en or et en argent.<sup>822</sup>

La richesse déjà évoquée de Jean du Bois est impressionnante. Richard Leclerc, en 1304, dans son testament légua de riches donations et pas seulement à des établissements ecclésiastiques.<sup>823</sup> Il laissa 30 livres et tous ses ustensiles à sa servante (*pedissecca*). Il légua ensuite 80 livres (!) pour assurer une procession lumineuse au

<sup>820</sup> Pierre Albailart, Radoulphe de Fixa (La Flèche), Garin de *Ponceio*. BMA ms. 723 p. 289-290. voir l'annexe.

<sup>821</sup> Il existe pourtant quelques signes. En 1300 d'après une décision de l'official, les oblations des écoliers décédés dans la paroisse de Saint-Jean ou des autres écoliers qui choisissent là leurs sépulture, sont attribués en partage au chapitre de la collégiale Saint-Jean Baptiste et aux chapelains (vicaires perpétuels). ADML G 656 f. 3.

<sup>822</sup> ADML G 322 s. n. (1272).

<sup>823</sup> ADML 1 Hs B 18 f. 8.

jour de sa mort.<sup>824</sup> Trois hanaps (*ciphum*) d'argent furent également distribués parmi les frères de l'hôpital Saint-Jean.

Nous avons peu de connaissances sur l'état des bibliothèques ecclésiastiques au cours du XIIIe siècle sinon une mention de leur mauvais état.<sup>825</sup> Un atelier fonctionnait auprès de l'évêque produisant des copies de Bibles à la fin du XIIIe siècle.<sup>826</sup> L'inventaire du trésor de la cathédrale rédigé en 1297 contient toutefois une liste des livres de la bibliothèque. L'énumération ne contient que des livres liturgiques ou des exemplaires de la Bible. La bibliothèque contient ainsi 80 volumes.<sup>827</sup>

Nous avons aussi quelques informations sur les bibliothèques privées. Elles sont tirées d'habitude des testaments contemporains. Nicolas Barbetorte mentionne dans son testament, en 1272, la riche bibliothèque liturgique qu'il possédait, complétée par quelques ouvrages de médecine.<sup>828</sup> Jean curé de Rochefort-sur-Loire légua dans son testament des glossaires et des *Decreta* aux frères mendiants d'Angers.<sup>829</sup> Nous ajoutons ensuite que Charles d'Anjou donna 120 marcs d'argent au doyen de Saint-Martin d'Angers pour acheter des livres. Cette tâche fut accomplie par Hugues de Mesnil Renard gardien du château d'Angers.<sup>830</sup> Pourtant ces informations sont insuffisantes pour avoir une idée plus large sur les modes de vie des intellectuels de l'époque.

Quant à leur statut ou fonction au sein de la hiérarchie ecclésiastique, on aurait tort de les identifier tous comme des chanoines prébendés. Dans de nombreux cas il s'agit des clercs sans allusion d'état canonial d'un chapitre. Nous avons des clercs

<sup>824</sup> Il est intéressant de voir que cette procession fut composée en majorité des religieuses suivant la volonté du maître. Les religieuses de l'abbaye cistercienne de Perray, de moniales du Ronceray, de la communauté des Filles-Dieu d'Angers en compagnie des prêtres de la Trinité et des frères carmes portaient des torches et des chandelles.

<sup>825</sup> Le chapitre Saint-Pierre doit se tâcher de réparer les livres parmi les autres objets liturgiques qui sont dans un état déplorable au début du XIIIe siècle. ADML G 1172 f. s.n. (1210).

<sup>826</sup> La comptabilité de Nicolas Gellent indique des dépenses régulières pour les scribes travaillant sur des copies de Bible. CNG art. 652, 771, 772, 831, 943.

<sup>827</sup> ADML 16 G11 f. 2-3. publié par Godard-Faultrier, 1867, p. 516-519.

<sup>828</sup> "*habeo in libris bibliothecam unam in parvo volumine de corio nigro desuper tectam, Decretales in magnó volumine, item duo paria decretorum, item unum breviarium ad usum Andegavensem item unum breviarium ad usum Carnotensem, summam magistri Johannis de Abbatis villa de sermonibus, aliam summam angelicam parvam, salterium glosatum, antiphonarium ad usum Andegavensem. DE libris medicinalibus Artem medicinae, dietas universales et particulares, viaticum antidotarium.*" ADML G 322 s.n. (1272)

<sup>829</sup> CHSJ n°153. Ce n'est pas d'ailleurs le seul cas où les mendiants, plus précisément les cordeliers sont bénéficiaires des dons pour développer leur bibliothèque. Pétronille, veuve de Guillaume de Rezay légua 10 livres aux cordeliers de Saumur pour acheter des livres. CHSJ n°160.

<sup>830</sup> De Bouïard, *Actes..op. cit.* n° 123.

mariés qui ont une fonction subalterne comme chapelain dans une église.<sup>831</sup> Jean de *Blenesco* bailli d'Anjou était chevalier et professeur de droit.<sup>832</sup> Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle l'enseignement accueillit plus d'étudiants et les gradués étaient désormais présents dans une plus grande fraction de la société à Angers.

### L'enseignement

Nous savons peu de choses des structures de la formation. Les collégiales abritaient sans doute la plupart des écoles. Une concentration particulière est attestable dans le voisinage nord-est de la Cité. Nous savons peu de choses sur le rôle des mendiants dans l'enseignement. Apparemment, ils n'avaient pas une influence particulière jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>833</sup> Nos textes indiquent rarement l'existence des immeubles où l'enseignement se déroule. Curieusement une des rares mentions s'attache à l'abbaye cistercienne de La Boissière.<sup>834</sup> Dans leurs maisons à Angers, dans la rue des Ecuyers (*vicus armigerorum*) se trouve une école à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. L'enseignement devait se dérouler dans une partie de la maison car une autre partie est louée par l'abbaye à un bourgeois d'Angers. Nous avons déjà indiqué le collège de la porte de fer qui appartenait au chapitre Saint-Maurice. D'autres mentions concernent le chapitre Saint-Pierre. Un immeuble appelé le petit palais (*parvum palatium*) apparaît dans plusieurs textes à partir de 1317 comme une école.<sup>835</sup> L'existence de plusieurs écoles est également signalée dans son voisinage proche.<sup>836</sup>

Les disciplines scolaires ainsi que les pratiques quotidiennes nous échappent encore. Cependant le rôle de l'enseignement du droit est confirmé non seulement par le

<sup>831</sup> Parmi les mariés Guillaume de *Rothomago* (Rouen) ADML 1 Hs B 21 f. 32; Pierre Médecin ) ADML 1 Hs B 21 f. 41 ; Jean Huraut chapelain de Saint-Martin ADML H 46 f. 1; Pierre de *Blesis* (Blois) chapelain du Ronceray BMA censier du chapitre de la cath. f. 91.

<sup>832</sup> RA 1887 p. 155.

<sup>833</sup> En 1305 des écoliers poursuivis par les officiers du prévôt du comte se réfugièrent dans le couvent des frères Prêcheurs. Rangeard, *Histoire de l'Université*.... op. cit. p. 189-190 n°26. Chacun connaît tout de même que les positions des mendiants étaient très fortes dans l'enseignement à notre époque. Citons tout d'abord les cas de Paris et de Toulouse. En ce qui concerne Orléans, leur influence n'était pas moins importante malgré le fait qu'ils s'installaient dans la ville avec un certain retard par rapport à Angers. Vulliez, *Les écoles*...op. cit. p. 1000-1031.

<sup>834</sup> ADML H 1383 s.n. (1299).

<sup>835</sup> ADML G 1180 f. 1, 3, 4. Ajoutons qu'en 1398 le premier recteur de l'Université d'Angers est installé solennellement à Saint-Pierre. Mallet, „L'église Saint-Pierre”...op. cit. p. 213. Le rôle de ce chapitre dans la formation de l'Université semble être déterminant.

<sup>836</sup> ADML G 1180 f. 2. Le texte est pourtant postérieur et date de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.



nombre de juristes mentionnés en haut, mais par un texte de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>837</sup> Il s'agit d'un aide-mémoire, c'est à dire d'un instrument auxiliaire utile dans l'enseignement. Le document rappelle des cas juridiques concrets dans la répartition suivante : question (*questio*), dispute (*oppositio*), décision, sentence (introduit par la formule « *terminavit dominus magister* »). Le texte est visiblement inachevé, toutefois il comprend une quinzaine de cas juridiques répartis suivant cette logique. Nous n'avons aucune doute qu'il provient d'une des écoles d'Angers.<sup>838</sup> Les cas contentieux à trancher sont des exemples qui présument la connaissance de la coutume de l'Anjou et de la Normandie. Certaines questions concernent ensuite Blois et Paris. Il s'agit dans une écrasante majorité de cas de droit civil, des questions portant sur le droit féodal, ainsi sur l'héritage, l'hommage ou même sur le droit à la dot en cas d'adultère. On voit donc clairement que l'enseignement du droit civil ou coutumier avait une place importante à Angers. La connaissance des coutumes des territoires voisins fut également requise dans l'enseignement. Ce fait donnait certainement une base pour les futurs gradués pour se faire valoir ailleurs qu'en Anjou.<sup>839</sup>

### Les angevins dans d'autres villes universitaires

Nous avons à indiquer brièvement la présence des étudiants angevins dans d'autres écoles et surtout à Orléans et à l'université de Paris. Le prestige et la relative proximité d'Orléans durent attirer très tôt des étudiants originaires de l'Anjou. Leur nombre toutefois nous échappe. Quelques indications confirment qu'au cours du XIII<sup>e</sup> siècle il y avait des clercs qui avaient choisi l'autre ville ligérienne pour leurs études.<sup>840</sup>

Les étudiants angevins, certes nous ne savons pas en quel nombre, fréquentaient les écoles de Paris déjà vers le milieu du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>841</sup> Si pendant le XIII<sup>e</sup> siècle nous en connaissons peu, cela ne veut pas dire vraiment qu'ils ont délaissé entièrement Paris. Au contraire, au début du XIV<sup>e</sup> siècle en 1308, Guillaume évêque de Bayeux qui avait suivi auparavant ses études à Angers, fonda un collège à Paris pour des étudiants

<sup>837</sup> BNF ms. lat. 11724 f. 101v<sup>o</sup>-102r<sup>o</sup>.

<sup>838</sup> A la tête du document figure la phrase „*Incipit questiones disputate andegavis*”. De nombreuses allusions et le choix de sujets concrets confirment cette présomption.

<sup>839</sup> Le recrutement essentiel des écoles angevins reste tout de même régional (certes dans un rayon comprenant la Bretagne) tout au long du Moyen Age. Genet, *La mutation de l'éducation...* op. cit. p. 343.

<sup>840</sup> Nicolas Gellent indique une somme modeste versée à Robert *Bandera* de Chantocé en 1285 pour aller poursuivre des études à Orléans. *CNG* art. 289.

d'Anjou et du Maine.<sup>841</sup> Il s'agit d'une fondation pour 12 étudiants (six angevins et six manceaux) au choix de l'évêque d'Angers et de l'évêque du Mans. La base immobilière de cette fondation reflète une aisance incontestable. Elle fut assurée par deux immeubles parisiens: une grande maison-résidence de l'évêque plus une plus petite maison que l'évêque avait acquise initialement. Le prélat y ajouta encore un manoir à Gentilly (près de Paris en direction de sud-est) comprenant des terres, des jardins et des vignes. Parmi les rentes, il mentionne 65 livres à la charge du trésor royal et huit livres acquis par lui-même dans Paris. Le collège fut également doté de livres théologiques et de décrétales ainsi que de vêtements liturgiques et de mobiliers dont huit lits. Les étudiants angevins et manceaux avaient ensuite droit à deux sous de monnaie par semaine. En contrepartie un contrôle des dépenses était requis par l'évêque. Un proviseur choisi parmi les étudiants en fut responsable. L'évêque demanda ensuite une messe anniversaire par an dans l'église Saint-Séverin à Paris.

Il est intéressant de voir que cinq ans après, la somme léguée par Guillaume Bonet ne s'avérait pas suffisante pour la subsistance des étudiants et pour l'entretien convenable de leurs maisons parisiennes. Cela entraîna des préoccupations nouvelles de la part des ecclésiastiques angevins pour leur assurer davantage de revenus. Guillaume Prime, doyen des Mauges, fit don en 1313 des terres et des revenus de blé pour les convertir en rentes au bénéfice des étudiants angevins à Paris.<sup>843</sup> La valeur de ces dons fut considérable. Le montant issu de la vente des biens légués s'éleva à 167 livres. Ces indices nous convainquent que le nombre des étudiants angevins à Paris n'était plus négligeable au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

Si à Paris les cadres financiers et pratiques des études étaient ainsi assurés pour un certain nombre d'étudiants angevins, les études continuaient d'exiger des économies de la famille. Le coût était élevé, si les études nécessitaient un déplacement vers une ville plus grande. D'après un témoignage du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle certaines familles y consacraient des fortunes.<sup>844</sup>

<sup>841</sup> Etienne, archidiacre d'Angers faisait des études à Paris au début des années 1150. ADML G 785 f. 10.

<sup>842</sup> Rangeard, *L'histoire de l'Université....* op. cit. p. 190-192 n° 27. Nous rajoutons qu'il n'est pas le seul maître angevin dont nous ayons connaissance à Bayeux. Le coutumier du chapitre de la cathédrale de Bayeux, rédigé entre 1265-1270, est attribué à un chanoine Raoul L'Angevin (*Radulphus Andegavensis*) ce qui peut être un bon exemple de la dispersion des juristes angevins vers la Normandie. BNF ms. lat. n.a. 380.

<sup>843</sup> *LGLM* p. 309-310.

<sup>844</sup> En 1255 *Juliotus* Tresfarines de Morannes (Cne de Durtal) a émancipé son fils „*Guillermum clericum*” et lui donna de nombreuses biens et des dettes à encaisser pour couvrir les dépenses de ses études: „*dedit in puram et perpetuam elemosinam dicto Guillermo clerico, ut exinde sustentur in scolis omnes terras, vineas,*

Pour conclure, Angers devint pendant le XIII<sup>e</sup> siècle une ville étudiante importante par de nombreux aspects. Si les statuts de l'Université tardent à être promulgués et ils ne sont confirmés qu'en 1373<sup>845</sup>, les étudiants et les maîtres sont déjà bien présents dans la ville.<sup>846</sup> A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle nous avons déjà des informations sur les fêtes étudiantes qui se célèbrent régulièrement au jour de la saint-Lézin (le 13 février).<sup>847</sup> Ils font entendre leur voix dans la vie urbaine quand ils s'adressent à Charles d'Anjou pour régulariser les abus et le travail des boulangers et des poissonniers. Une confirmation de ces règlements royaux par le futur Charles II d'Anjou en 1279 mentionne également la requête des étudiants qui devait être cette fois une nouvelle demande.<sup>848</sup> L'infiltration des gradués dans l'administration du comte aussi bien que les pratiques juridiques réapparues et répandues pendant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle tels que les testaments ou les contrats emphytéotiques témoignent d'une connaissance du droit, et tout particulièrement dans ces derniers cas, celle du droit romain.

## **La société laïque**

### La présence de la noblesse

Dans l'étude de la noblesse urbaine nous sommes confrontés aux problèmes des évolutions sociales de l'époque et aux origines unipolaires de nos sources. Nous pensons ici, avant tout, à l'exode progressif de la noblesse des noyaux urbains et à l'écrasante majorité de nos sources qui sont d'origine ecclésiastique. Ces deux éléments font un mélange qui risquent de cacher des détails importants dont l'absence prive le chercheur de toute conclusion complexe et nuancée. Une chose est pourtant

---

*pratas et res alias immobilis que possidebat sitas in feodo Roberti de Campo Dominico militis. Et etiam omnia debita que debentur dicto Juliano*". Cette donation était faite sous le réserve de ne pas avoir le droit de les vendre avant la mort des ses parents, et s'il meurt avant tous revient à ces parents ADML H 1080 f. 6.

<sup>845</sup> Port, *Dictionnaire...* op. cit. t. I. p. 111.

<sup>846</sup> Nos informations sur la présence des scolaires et d'étudiants à Angers ne se lient pas pourtant à des excès causant d'insécurité et de troubles urbains comme c'était le cas de nombreuses villes d'études. Le cas de Paris est bien connu. Orléans était également exposé à des violences urbaines et à des mouvements „anti-écoliers” qui sont réapparues périodiquement à partir de 1236. Vulliez, *Les écoles...* op. cit. p. 1132-1144.

<sup>847</sup> L'évêque Nicolas Gellent avait l'habitude de subventionner ces festivités, et ces dépenses figurent dans le registre de ces comptes. CNG art. 715, 900.

<sup>848</sup> Rangeard, *Histoire de l'Université...* op. cit. p. 180-82 n° 22.

claire : la position de la noblesse dans la ville est faible. Les moyens et les ambitions des nobles pour participer d'une manière active à la vie urbaine sont très modestes.

Les origines de ce phénomène ne se trouvent pas pourtant au XIII<sup>e</sup> siècle, elles sont bien antérieures. Elles s'expliquent d'abord par les possessions immobilières dans la ville. A travers divers dons des seigneurs laïcs urbains les établissements ecclésiastiques d'Angers se sont enrichis considérablement au cours des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles au détriment des fiefs laïcs.<sup>849</sup> Nous pouvons même affirmer que ce processus est déjà achevé au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Les dons de fiefs laïcs sont désormais extrêmement rares.

Il est également important de dire que l'absence d'une cour princière permanente, au moins à partir du milieu du XII<sup>e</sup> siècle, a contribué à une évasion des chevaliers et des nobles du noyau urbain. Le XIII<sup>e</sup> siècle aggravait ces conditions générales. Les nobles dont les châteaux, seigneuries et biens fonciers se trouvent dans un milieu rural ne voyaient pas beaucoup d'intérêt de demeurer en ville.

Une chevalerie citadine ou castrale, dont la présence est générale dans le Midi, ne s'est pas créée à Angers. Ce n'est pas aussi évident pour le comté car Saumur la seconde ville de l'Anjou a eu un développement un peu différent. La notion de *miles castri* existe au début du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>850</sup> Les changements du XIII<sup>e</sup> siècle représentent, une fois de plus, à Angers un obstacle à la formation de la noblesse urbaine. La transformation de la cité antique en un enclos ecclésiastique, la construction du château qui reflète principalement des préméditations militaires, ne font que « chasser » davantage les nobles. Par contre, nous sommes témoins pendant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle d'une transformation de la société chevaleresque attestée dans de nombreuses régions de France. En ce qui concerne l'Ouest, Dominique Barthélemy a soigneusement analysé ce phénomène dans le Vendômois. D'après ses vues le *militēs castri* se transforment pour devenir beaucoup moins visibles, et parallèlement le château perd considérablement de son attrait de « *melting-pot* ». <sup>851</sup> Une chevalerie de village gagne du terrain en général, éclatant ainsi les mesnies castrales. Ces chevaliers « descendant » des châteaux s'appuient sur leurs domaines dans un milieu rural.<sup>852</sup> Ce

<sup>849</sup> Ces dons et aliénations sont bien visibles dans les cartulaires des églises angevines.

<sup>850</sup> CHSJ n°162.

<sup>851</sup> Barthélemy, *La société* ...op.cit. p. 581-587.

<sup>852</sup> *Ibid.* p. 750.

phénomène est tout aussi observable dans le contexte des villes où l'emprise de la noblesse devient secondaire ou au moins plus faible durant le XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>853</sup>

Si pour l'Anjou nous ne disposons pas d'une analyse comparable, de nombreux signes semblent confirmer cette affirmation. En ce qui concerne la ville, elle se comprend évidemment dans un contexte plus large, mais les tendances restent pourtant valables.

En ce qui concerne le repérage de la noblesse angevine nous avons à signaler quelques caractéristiques du vocabulaire. Dans les textes normatifs, plus particulièrement dans la coutume, les termes ne sont pas identiques à ceux que l'on trouve dans les actes.

Les coutumes de Touraine-Anjou et la *Compilatio* emploient plusieurs mots pour identifier les nobles et pour marquer des clivages essentiels. Ces textes du XIII<sup>e</sup> siècle emploient le plus souvent le terme gentil homme qui est une catégorie générale du statut noble. Un terme générique presque aussi vague s'appliquant à des nobles de condition très différente est le mot chevalier qui apparaît pourtant beaucoup moins souvent.<sup>854</sup> Le *ber*, c'est à dire baron, est un titre pour désigner la haute noblesse et se comprend souvent dans un contexte féodal. Le *sire* apparaît tantôt comme l'équivalent du *ber*,<sup>855</sup> tantôt comme vassal de rang inférieur<sup>856</sup> signifiant toujours le seigneur. Il reste encore le *vavassor* ayant une application purement féodale.

Pour le reste de la société le mot le plus employé est le roturier ou, dans une traduction directe, coutumier (*costumier*) c'est à dire non-noble, assujetti à tel ou telle coutume émanant des droits du seigneur. On découvre ensuite souvent dans le texte le terme bourgeois pour désigner les habitants des bourgs ou de la ville. Le *vilain* est un synonyme de coutumier mais rarement employé. Dans la catégorie des non-nobles on trouve encore les serfs (*mesqueneü*) très rarement indiqué. L'opposition des deux grandes catégories sociale, c'est à dire des gentils hommes et des coutumiers ou bourgeois est très nette dans les deux textes.<sup>857</sup>

<sup>853</sup> Desportes, *Reims...* op. cit. p. 150.

<sup>854</sup> Nous rappelons cependant que la terminologie diplomatique préfère largement le *miles* ou chevalier au gentil homme.

<sup>855</sup> Viollet, *Les établissements...* op. cit. t. III. p. 68 note 15.

<sup>856</sup> Viollet, *Les établissements...* op. cit. t. III. p. 48 (art. 74).

<sup>857</sup> Les traces de cette opposition sont très claires et traduisent les signes d'un assujetissement concret. L'adoubement et la chevalerie est réservé exclusivement à la noblesse. Ce droit se transmet en Anjou exclusivement par le père. Le texte des coutumes est très plastique pour décrire le phénomène d'une chevalerie prétendue suite à une filiation maternelle « *Se aucuns hom estoit chevaliers, et ne fust pas gents*

Si le vocabulaire des textes normatifs reflète une réalité sociale, nous devons être conscients du fait que les catégories dérivant des coutumes ne sont pas toujours précises car ils sont parfois incomplètes. La fiabilité entière de ces sources est remise en cause par une comparaison avec le vocabulaire des actes.

Pour en donner un exemple, le groupe des écuyers (*armiger*) est totalement absent dans les coutumes. Or, nous savons bien qu'ils existent. Ce qui rend la situation encore plus compliquée est que ce mot était déjà employé avant notre période, mais là avec une signification différente. Dans les textes des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècle cela signifie plutôt un valet, appartenant à l'entourage d'un chevalier.<sup>858</sup> Certes, cela n'exclut pas qu'il s'agit parfois d'un parent, même d'un fils en voie vers le statut chevaleresque.<sup>859</sup> Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, le titre écuyer est cependant en pleine transformation et désigne désormais un état alternatif de la chevalerie. Ces gentils hommes représentent l'ouverture de la noblesse vers plus bas vers des personnes ayant une origine noble mais sans avoir les moyens de se faire adouber. Il s'agit donc d'un titre nobiliaire, d'un complément inférieur de la chevalerie.<sup>860</sup> Le développement de l'armigérat peut être également considéré, soulignait Dominique Barthélemy, comme l'appauvrissement des familles nobles.<sup>861</sup> L'apparition de l'armigérat dans ce sens correspond justement à la période de rédaction des coutumes.<sup>862</sup>

---

*home de parage, tout le fust il de par sa mere, si ne le porroit il estre par droit ; ainz le porroit prandre li rois ou li bers en qui chastelerie ce seroit, et li feroit par droit ses esperons tranchier sus I fumier...car usages n'est mie que fame franchise home* » Viollet, *Les établissements* ...op. cit. t. III. p. 82 (123). Pour comparer: la transmission de la noblesse maternelle se maintient plus longtemps en Champagne, c'est à dire encore au XIV<sup>e</sup> siècle. Desportes, *Reims*...op. cit. p. 153. Le noble en Anjou ne doit pas de péage ou d'autre coutumes d'usage ni en cas d'achat ni en cas de vente sauf s'il veut faire la commerce. Ibid. p. 29 (art. 53). L'âge de la majorité des deux catégories sociales diffère également. L'âge de majorité des nobles est 21 ans tandis qu'en cas des coutumiers ce n'est que 15 ans sous réserve que ce dernier ne soit pas obligé de rendre un service militaire avant son âge de 21 ans. Viollet, *Les établissements*...t. III. p. 91 (art. 135). Les amendes devant la justice sont plus sévères dans le cas des nobles qu'en cas des coutumiers. Viollet, *Les établissements*...t. III. p. 55(art. 85).

<sup>858</sup> Barthélemy, *La société* ...op.cit. p. 943. voire quelques exemples angevins: CSS t. II. p.412, 418, 425.

<sup>859</sup> CSS t. I. p. 112.

<sup>860</sup> Pour le statuts des écuyers au XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècle nous renvoyons le lecteur aux analyses de Dominique Barthélemy et de Georges Duby. Barthélemy, *La société* ...op.cit. p. 942-949; Duby, *Hommes et structures*...op. cit. p. 343-352.

<sup>861</sup> Cet appauvrissement de certains nobles est percevable en Anjou aussi. Les cadres de successions ne sont pas tout de même trop rigides. Le droit d'ainesse détermine les successions mais ne gagne véritablement du terrain qu'à partir du XII<sup>e</sup> siècle. En plus le droit exclusif de l'ainesse n'est appliqués sérieusement que dans les cas des baronnies. Dans le cas des autres biens l'ainé reçoit, selon les coutumes du XIII<sup>e</sup> siècle, le deux tiers tandis que les cadets partagent le reste. Le partage égal persistait dans le cas où le noble n'avait que des filles et chez des roturiers. L'institution du parage (*paragium*), une sorte de copropriété familiale très caractéristique à notre époque, laisse les cadets dans l'orbite de leur ainé sans provoquer le sentiment d'une éviction. Au contraire cela renforçait une égalité au moins symbolique entre les frères-héritiers toute en réservant au seul ainé la responsabilité de l'hommage. Ces structures ont causé des problèmes au pouvoir

On voit donc que ce serait une erreur de s'en tenir exclusivement à des textes normatifs. Les écuyers apparaissent vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle dans les textes angevins. La modification du contenu social du mot est claire. Un chevalier (*miles*) et son frère (*armiger*) sont mentionnés dans un texte de 1255.<sup>863</sup> Nous avons des documents d'après lesquels des écuyers possédaient des dîmes dans le Saumurois.<sup>864</sup> Nous avons déjà signalé qu'il existait à Angers une rue des écuyers (*vicus armigerorum*) à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>865</sup> La famille de la Chese posséda à partir de 1300 deux maisons dans la rue Saint-Jean qui furent louées en 1322 à Pierre Chopin professeur de droit.<sup>866</sup> Dans l'acte de location, côté propriétaire nous avons un chevalier (*miles*) Nicolas de la Chese qui acquit les deux maisons 22 ans avant<sup>867</sup>, et deux écuyers (*armiger*) Robin de la Chese et Guillaume de la Chese. Une quatrième personne de la famille Jean de la Chese prêtre et *procurator* fait également partie de l'acte. Nous ne savons pas avec précision s'il s'agit d'un père et de ses trois fils ou bien des ses frères, neveux et fils, mais la répartition des titres au sein de la famille est bien logique. Il reste à savoir pourtant s'il s'agit de jeunes écuyers ou bien si le manque d'une richesse nécessaire pour un adoubement en est la cause.

La constitution d'une liste des fiefs laïques s'avère une piste plus prometteuse pour approcher la présence des nobles dans la ville. Nous ajoutons rapidement que leur nombre et surtout leur valeur ne sont pas considérables. Il s'agit souvent de fiefs fragmentés en quelques terrains ou de parcelles urbaines. Ils proviennent visiblement des partages d'héritages de nobles en voie d'appauvrissement ou représentent des biens fonciers secondaires, à côté des seigneuries rurales.

A commencer par le noyau de la ville, la Cité est concernée plusieurs mentions. En 1247, *Hamericus*, seigneur de Mihervé (*murus Hervei* – Cne de Courchamps) abandonna aux frères Prêcheurs le cens de 5 sous qu'ils devaient au chevalier et à sa

---

royal au début du XIII<sup>e</sup> siècle, et Philippe Auguste voulait briser, en vain d'ailleurs, ce régime pour placer les cadets sous sa surveillance directe. Viollet, *Les établissements*...t. I.. p. 122-126.

<sup>862</sup> Barhélemy, *La société* ...op.cit. p. 950-951.

<sup>863</sup> BNF coll. TA n° 3048.

<sup>864</sup> ADML G 339 f. 111 (1275); ADML G 717 s.n. (1284);

<sup>865</sup> ADML H 1383 s.n. (1299).

<sup>866</sup> ADML G 656 f. 100.

<sup>867</sup> ADML G 656 f. 99.

femme contre la possession de leurs maison (*Recooperta*).<sup>868</sup> Olivier Neuville posséda encore au milieu du XIIIe siècle un fief avec une maison qui assurait ses séjours angevins surtout lors des quarante jours de la garde.<sup>869</sup> Les sires de Craon possédaient également des maisons dans la Cité. En 1288, Maurice V de Craon fit donation au chapitre de la cathédrale d'une petite rue devant le couvent des Jacobins.<sup>870</sup> A travers ces exemples on voit bien que des fiefs laïcs n'ont pas entièrement disparu de la Cité même à la fin du XIIIe siècle.

Hors de la cité dans la proximité des murailles antiques on trouve aussi plusieurs fiefs nobles. La rue Toussaint<sup>871</sup>, la rue Baudrière<sup>872</sup>, la porte Angevine<sup>873</sup> en possèdent. Juliana, nièce du chevalier Philippe de Ramefort et veuve de Guillaume *Malebrarius* avait des fours et maisons dans la rue Baudrière au milieu du XIIIe siècle.<sup>874</sup> C'est d'ailleurs le seul cas où nous avons connaissance de fours aux mains des laïcs dans la ville.

En nous situant toujours sur le côté gauche de la Maine quelques mentions de fiefs nobles sont faites à la Porte Girard dans la rue *Seenor*<sup>875</sup>, ensuite dans la rue Sauneresse<sup>876</sup>, dans l'Evière<sup>877</sup> et à Bressigny<sup>878</sup>.

Côté droit de la Maine (Doutre) nous avons un peu plus de témoignage de fiefs nobles. Durant la première moitié du XIIIe siècle, Geoffroy de Jumièrre (*Jumeleria*)

<sup>868</sup> „ego Hamericus miles et dominus de muro hervei, cum assensu et instanti petitione Johanne uxoris mee, V solidos c. m. censuales super maritagium dicte Johanne mihi assignatos apud recoopertam andegavensem, fratribus de ordine predicatorum andegavensibus in perpetuum et puram elemosinam dedi pietatis intuitu et concessi...” ADML 91 H 1 f. 4.

<sup>869</sup> Il s'agit d'une maison avec cheminée, cuisine et puit. ADML G 340 f. 14.

<sup>870</sup> Brousillon, *La maison de Craon*...op. cit. p. 225 n° 345.

<sup>871</sup> Le chevalier Garin d'Arenchon y avait un fief modeste au cours des années 1220. CT n° 10.

<sup>872</sup> CHSJ n° 143.

<sup>873</sup> Il s'agit d'un fief appartenant vers la fin du XIIIe siècle à un clerc Nicolas Aymer. Il le possédait certainement par héritage. ADML G 1121 f. 303.

<sup>874</sup> Une partie des revenus des fours fut donnée par Juliana à l'hôpital Saint-Jean en 1253. CHSJ n° 143. Au sein de la famille les dons faits à l'hôpital Saint-Jean ne sont pas rares. Philippe de Ramefort se fit ensevelir dans l'aumonerie. Le père de Juliana et frère de Philippe, Geoffroy de Ramefort (mort avant 1230) fit des dons à l'hôpital aux Perrins (*Perrini*) proche d'Angers. Une partie de ces dons fut contestée en 1230 par le chevalier Robert de *Malolebrario* tuteur de la jeune Juliana. CHSJ n° 98.

<sup>875</sup> Le chevalier Jacques Rolland y posséda des fiefs au cours de la première moitié du XIIIe siècle. L'hôpital Saint-Jean qui tenait ces maisons fut poussé par le chevalier de céder ces immeubles, car il voulait les donner à des laïcs. CHSJ n° 104.

<sup>876</sup> Il s'agit de trois maisons dont l'appartenance causa un contentieux entre Amaury Joscelin (*Haimericus Joscelini*) et le chapitre Saint-Martin au début du XIIIe siècle. Amaury contesta apparemment la donation de son père et finalement il y renonça. Les immeubles appartinrent désormais à Saint-Martin. ADML G 1035 s. n. (1202)

<sup>877</sup> ADML G 959 f. 4.; ADML 1 Hs B 31 f. 21. Ces deux actes restent cependant douteux, car nous n'avons pas de moyen véritable pour trancher entre les origines bourgeoises ou nobles des détenteurs de fiefs.

<sup>878</sup> Au début du XIVe siècle des fiefs du seigneur (*dominus*) de Château-Gontier sont signalés.



avait plus d'une douzaine de maisons et en plus des dépendances dans la Folie.<sup>879</sup> Le chevalier tenait ce fief de Guillaume de Fougère futur bailli d'Anjou du roi Louis IX.<sup>880</sup> Cette information est particulière dans le sens où nous avons très peu de cas où les filiations des fiefs urbains sont indiquées. Les maisons étaient d'ailleurs possédées par l'hôpital Saint-Jean pour service.

Un autre nom qui revient souvent dans les textes c'est Macé de *Lineriis*. Le chevalier est mentionné par rapport à ses fiefs dans quartier réservé à la tannerie, donc proche du fleuve. Il s'agit de plusieurs maisons dont la jouissance fut en partie cédée à l'hôpital Saint-Jean. Les mentions sont toutes issues de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle (1274-1296) sauf une qui date de 1228.<sup>881</sup> Cela revêt la question s'il s'agit de la même personne ou du père et de fils ce qui paraît être plutôt vraisemblable.

L'axe principal de la Doutre, la rue Lionnaise et la rue Memberte, contenait également de fiefs de chevaliers. Geoffroy de *Carco*, *miles* qui avait en fief des terres, près et vignes près d'Angers à Reculée, à Tiremont et à Torpinière, posséda également des maisons dans la rue Lionnaise au début du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>882</sup> Les immeubles urbains furent cédés tôt à l'hôpital Sain-Jean par les vassaux de Geoffroy.

Un autre fief avec un hébergement dans la rue Lionnaise appartenait au chevalier Geoffroy de Châteaubriand au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Il donna ensuite cet hébergement à la congrégation de la pénitence de Jésus-Christ (frères Sachets) en 1263, qui est la première mention d'ailleurs de l'installation des frères sachets à Angers.<sup>883</sup>

Le fief noble dans la rue Memberte est moins identifiable, il appartenait au fief (*fé*) de la Mote encore à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>884</sup>

On peut observer donc que les rares fiefs nobles urbains dont nous avons connaissance sont bien dispersés et comprennent rarement un terrain plus vaste que quelques maisons. En nous éloignant de la ville ils deviennent pourtant plus visibles dans les textes.

Nous avons pourtant un problème sérieux émanant de la sélection des sources. Ce sont presque toutes des sources ecclésiastiques qui ne mentionnent que les informations en relation avec les biens d'église. Mais nous n'avons aucun acte sur le

<sup>879</sup> *CHSJ* n° 92, 95, 104.

<sup>880</sup> BNF coll. TA t. XIII n° 10629.; Beutemps-Beaupré, *Les coutumes...* op. cit. 2/I, p. 360-361.

<sup>881</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 31; ADML 1 Hs B 21 f. 40; *CHSJ* n° 95.

<sup>882</sup> *CHSJ* n° 38, 94.

<sup>883</sup> BNF coll. TA t. VII. n° 3166.

domaine urbain du comte qui devait cependant héberger un bon nombre de chevalier. Les actes des fiefs nobles s'inventorient exclusivement dans le cadre de relations avec les fiefs ecclésiastiques. Ces faits peuvent au moins en théorie provoquer de fortes disparités qui ne reflètent pas la situation réelle.

La rareté surprenante des testaments des nobles est encore plus gênante. Cela rend très difficile, voir même, futile l'effort d'un dépistage des rentes urbaines des nobles. En effet nous n'avons de certitudes concernant des biens ou des résidences urbaines que dans un nombre de textes très limité. Parmi eux, nous avons le testament de Pétronille veuve de Guillaume de Rezay, bailli d'Anjou.<sup>885</sup> Dans le cas de Pétronille, les rentes urbaines ne sont pas fréquentes. Des rentes sont signalées dans l'Aiguillerie où se trouvaient une grande maison, probablement un hébergement de Pétronille.<sup>886</sup> Elle disposait également de rentes d'une maison dans l'Evière et de deux autres sans précision topographique. Le montant total de ces dernières ne dépassait pas quatre livres par an. Si le document peut cacher certaines rentes, il est quand même surprenant que le testament d'une femme ayant eu trois maris dans sa vie, ne contienne pas davantage de revenus annuels à Angers.

La veuve de Roger Lanier, *domina* de Breion, habitante de Mazé mentionne dans son testament 10 livres de rente dans la ville d'Angers. Le texte est incomplet certes mais des maisons secondaires ou d'autres biens ne sont pas signalés.

De nombreux témoignages nous conduisent à dire donc que la noblesse n'avait pas de grands fiefs dans la ville et ne portait qu'un intérêt moyen à la course aux rentes urbaines durant notre époque. Dans nos sources si les nobles sont présents c'est avant tout à partir de leurs maisons ou résidences secondaires qu'ils entretenaient pour leurs séjours à Angers.

Nous avons connaissance d'une maison du bailli Guillaume de Rezay dans la rue Memberte.<sup>887</sup>

Certaines obligations poussaient les nobles à résider pendant un certain temps à Angers, ainsi le service de la garde qui nécessitait quarante jours. En contrepartie de

---

<sup>884</sup> CHSJ n° 179.

<sup>885</sup> CHSJ n° 160.

*apud domum meam de l'Aiguillerie Andegavensi*". Ibid. Le montant très élevé de rente laisse penser à un gros immeuble.

<sup>886</sup> Agnès, la nièce de Pétronille recevait là 10 livres de rentes. „*Agneti, nepti mee X libras annui redditus sitas*

<sup>887</sup> CHSJ n° 161.

leur service ils recevaient du comte des maisons-résidences dans la ville. Il paraît pourtant que les chevaliers ne respectaient pas ce temps réglementaire. Cela soutient une fois de plus la faible présence urbaine de la noblesse. Charles d'Anjou dans une ordonnance exigea l'accomplissement de ce service de quarante jours par ses vassaux angevins qui avaient tendance, selon le texte, à le négliger.<sup>888</sup>

Peu nombreuses sont les informations sur les nobles qui choisirent leur lieu d'enterrement dans la ville. Nous savons que Philippe de Ramefort se fit enterrer à l'hôpital Saint-Jean à la fin de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Le choix de la maison de Craon est toutefois surprenant. A partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle la plupart des membres de la famille sont enterrés dans le couvent des Cordeliers à Angers.<sup>889</sup> Il est intéressant de voir que la plus célèbre famille noble de l'Anjou qui manifesta des largesses particulières envers les grandmontains tout au long du siècle, opta pour le couvent des Cordeliers.

### Les bourgeois d'Angers

#### Les approches de la terminologie

L'absence des institutions communales et le caractère des sources qui sont à notre disposition ne permettent pas une stratification des bourgeois d'Angers comme on l'a fait dans de nombreuses autres villes de France.<sup>890</sup> Notre proposition pour un point de départ est de nouveau la terminologie.

<sup>888</sup> „Cum barones et nobiles Andegavensis et Cenomanensis comitatum, pro domibus seu hospitibus que in Andegavensi civitate tenent a nobis, custodias seu hostagia curie nostre facere, ac per quadraginta dies in eadem civitate moram trahere necnon et alia exhibere servitia teneantur...nobis enim vedetur quod si dicti nobiles per longum tempus ab ipsis servitiis remanerent immunes, possent abire in desuetudinem ipsa servitia et nobis exinde magnum prejudicium generari posset, etiam ab aliis occupari domus in quibus debent dicti nobiles residere.” De Boüard, *Actes...* op. cit. n° 1064. (1277)

<sup>889</sup> Le premier des Craon qui est enterré chez les cordeliers d'Angers est Maurice de Craon et Ysabel de la Marche sa mère (+1299). La liste se complète ensuite jusqu'à la fin du premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle par Mahaut de Malines dame de Craon(+1306); Ysabel de Sainte Maure(+1310) dame de Craon, femme première d' Amaury de Craon; Jeanne de Craon(+1312) fille de Maurice de Craon et Mahaut de Malines; Marie de Craon (+1312) fille de Maurice de Craon et Mahaut de Malines et femme de Robert de Beaumont; Béatrix de Roucy (+1328)dame de Craon, seconde femme de Maurice de Craon; Maurice de Craon (+1330); Amaury de Craon(+1332) père de Maurice de Craon. BNF collection Duchesne 58 p. 59. L'obituaire des Cordeliers cite à la date de 10 février Maurice de Craon qui fut le premier d' y être enterré: „obiit nobilis vir Mauricius miles, dominus de Credonio, sepultus in capella, anno 1292”.

<sup>890</sup> Saint-Denis, *Apogée d'une cité...* op. cit. p. 550-593; Desportes, *Reims...* op. cit. p. 132-292.

La terminologie préférée des textes de coutumes est appliquée dans une moindre mesure dans les sources diplomatiques. Le terme « coutumier » y fait entièrement défaut. Les habitants d'Angers, si nous avons la chance de les voir désigner comme tels dans les actes, sont qualifiés de *cives* ou *bourgenses*. Les deux termes sont présents dans la documentation tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle. On serait tenté de voir une distinction topographique dans ces termes mais cela n'est pas valable.<sup>891</sup> Les emplois de *civis* et de *burgensis* se mêle et ne signifient plus habitant de la Cité mais les textes emploient les deux pour les habitants de la ville. Nous n'avons aucun acte ou mention qui pourrait confirmer la résidence ou même les biens acquis d'un *civis* dans la Cité. Nous affirmons cependant que le terme *burgensis* est le seul terme employé pour les habitants des bourgs extra muros. Ajoutons que ces quartiers, comme l'Evière ou le bourg Saint-Jacques continuent d'être dénommé *burgus* même à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>892</sup>

Une distinction de statut et par conséquent une connotation sociale n'est pas moins problématique. L'omission des qualifications (*civis* ou *burgensis*) dans la plupart des cas où les noms des bourgeois d'Angers sont mentionnés, nous conduit à voir des citoyens notables dans l'emploi de ces termes. Cependant il y a des signes qui disent le contraire. Les grandmontains d'Avrillé reçoivent en don quatre *cives andegavensi* de la part du sénéchal d'Anjou en 1222.<sup>893</sup> Très probablement ils habitaient dans la ville sur le domaine du comte-roi, mais ils devaient avoir un statut social inférieur.

Le fait que le terme de *civis* ou de bourgeois ne nous parvienne pas dans un contexte pareil ensuite la fréquence de l'indication exclusive des noms, semblent confirmer une hypothèse que l'emploi de ces termes devient progressivement propre à la haute bourgeoisie.

Il nous reste à signaler qu'à partir du dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle les noms des habitants se complètent dans les actes le plus souvent par l'indication de la paroisse qui est une pratique toute neuve et qui se généralise très vite en dépit de la persistance, certes moins habituelle, des termes *civis* ou *borjois*.

<sup>891</sup> Une distinction topographique n'est pas tout à fait valable en Normandie non plus. Au début du XII<sup>e</sup> siècle le *civis* signifiait encore habitant de la cité et le *burgensis* habitant de des bourgs périphériques. Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle ces dénominations se confondent. Neveux, *La Normandie...* op. cit. p. 264.

<sup>892</sup> ADML G 340 f. 74 (1291).

<sup>893</sup> Broussillon, *La Maison de Craon* t. I. n° 253 p. 165.

Au contraire des villes de commune ou des villes de franchises, Angers qui n'avait aucune franchise communale ne pouvait pas faire évidemment une distinction aussi nette dans les droits de bourgeoisie ou de citoyenneté non plus. De cela résulte que les termes *civis* ou bourgeois n'ont pas de valeur juridique véritable s'élevant au-dessus des autres habitants de la ville. Nous n'avons aucune certitude que ce clivage représente celui des gros et des menus, puisque ces derniers sont entièrement absents dans nos sources. L'emploi de ces termes devait rester plutôt un moyen pour indiquer un prestige social à la personne concernée.

Pour tracer les limites d'une recherche sur la bourgeoisie, force est d'avancer que faute d'une participation active de la bourgeoisie dans le gouvernement de la ville, nous ne pouvons pas parler d'un patriciat urbain non plus. Ensuite les lignages bourgeois sont difficiles à reproduire en l'absence des sources comme des rôles de tailles ou d'autres registres d'impôt. La particularité de la liste des bourgeois notables de la ville d'Angers<sup>894</sup> dressée en 1310 est très révélatrice dans ce sens. Le document fut préparé lors des disputes entre le comte Charles de Valois et les bourgeois d'Angers concernant la légitimité des aides requises par le comte. Il contient une énumération sèche de 231 noms, prétendument ceux des bourgeois notables de la ville. Donc parmi ces 231 noms, à peine plus de 10 % (24) sont identifiables avec des noms que l'on trouve dans de nombreux contrats d'immobiliers et des donations pieuses.<sup>895</sup> Cette information annonce l'autre problème : nos données sont insuffisantes pour représenter le fil de développement des fortunes bourgeoises. Certaines éléments de l'évolution des fortunes sont cependant visibles.

### Les fortunes bourgeoises

A partir du fait que nos connaissances sont plus solides sur les biens immobiliers de certains bourgeois d'Angers, nous considérons nécessaire d'insister sur

<sup>894</sup> Marchegay, *Archives...op. cit.* t. II. p. 91-98.

<sup>895</sup> Voici la liste des noms dont nous avons trouvé la trace dans d'autres documents. Cela ne veut pas dire évidemment qu'il s'agit toujours des mêmes personnes. Richard L'Anglais, Robin L'Anglais, Alain d'Ardane, Jean Le Barbier, Colin Bele, Geoffroy Le Breton, Jean de La Chese, Guillaume Le Champenays, Jeannot Le Chandelier, Raoul Le Chandelier, Pierre de Clarensac, André Le Cordier, Jacquemin Le Filacier, Perrot Le Hanapier, Philippe Le Lambart, Martin de Lanzon, Herbert Lanier, Raoul Muliote, Thomas L'Orphèvre, Robin Le Parcheminier, Geoffroy Pichon, Henri Le Taillandier, Henri Tisserand.

la diversité des modes de possession. Comme nous l'avons vu en haut, le sol urbain est partagé en fiefs dont la plupart appartenaient à des établissements ecclésiastiques. Si les fiefs nobles persistent encore dans la ville ils ne sont plus déterminants. Les habitants de la ville devaient s'accommoder de ces structures de possession de sol d'où ils étaient entièrement exclus à l'origine. Cependant, le XIII<sup>e</sup> siècle introduit un phénomène nouveau, certes il demeure de caractère très minoritaire. La détention des fiefs par des bourgeois est désormais percevable dans certains points de la ville.<sup>896</sup> Malheureusement, les conditions de la transmission de ces biens nous échappent entièrement.

Le fief de Geoffroy Pate d'Oie est signalé tôt, en 1218, dans la paroisse de Saint-Maurille sans davantage de précisions.<sup>897</sup> Il s'agit vraisemblablement d'un patissier-boulangier qui avait détenu d'autres maisons aussi à la porte Girard sur le fief de Saint-Aubin. Une maison avec four lui appartenait à cet endroit mais il la vendit à un prix de 30 livres en 1261.<sup>898</sup> Les héritiers de Geoffroy Pate d'Oie sont encore signalés comme possesseur de plusieurs maisons dans le secteur en 1281.<sup>899</sup>

A propos d'une maison dans la Folie, un acte de 1239 nous parle du fief de David de Chateaubriant bourgeois d'Angers (*civis andegavensis*).<sup>900</sup> La personne en question avait d'autres fiefs aussi notamment au port Saunerez donc sur le côté gauche de la Maine.<sup>901</sup>

Dans certaines cas l'absence de qualification *miles* nous conduit à avoir des doutes sur les origines nobles des personnes en question.<sup>902</sup>

Si les quelques mentions de fiefs dans la main des bourgeois sont importantes car elles nous renseignent sur des processus d'ascension sociale, la majorité écrasante des bourgeois ne détenait un bien foncier (domaine utile) qu'en censive. Nous rappelons ici que la survivance des alleux à Angers et en Anjou n'est pas soutenable même au début du XIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>896</sup> Il s'agit d'un phénomène qui se laisse observer dans beaucoup de villes de France. A Reims, par exemple, on peut suivre, surtout à la fin du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle, la diminution progressive des fiefs nobles dans la ville et parallèlement une augmentation considérable des fiefs qui se trouvent désormais en mains bourgeoises. Desportes, *Reims*..op. cit. p. 219-221.

<sup>897</sup> Geoffroi Pate d'Oie y posséda un fief avec des maisons. ADML 1 Hs B 21 f. 11.

<sup>898</sup> ADML H 44 f. 8.

<sup>899</sup> ADML H 45 f. 6.

<sup>900</sup> *CHSJ* n° 111.

<sup>901</sup> ADML G 871 f. 43.

<sup>902</sup> ADML G 959 f. 4.; ADML 1 Hs B 31 f. 21. Il s'agit des biens qui se trouvent dans l'Evière.

Le cens traduit en principe deux éléments du rapport entre bailleur et preneur. Il s'agit d'une redevance réognitive et d'une rente foncière à caractère économique. Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, le cens et plus particulièrement le statut de détention des biens en censives entra dans une phase de mutation. Le caractère réognitif du cens s'affaiblit considérablement et devint presque symbolique à travers la dévaluation de sa valeur et la diffusion de nouvelles opérations à caractère économique. Ce phénomène a commencé déjà au cours du XII<sup>e</sup> siècle avec la dépréciation de la valeur du cens dont le montant immuable ne reflétait plus le prix et la valeur réelle de la terre. Une renégociation et réactualisation de la valeur du cens était désormais inévitable. Un tel réajustement peut se cacher, en occurrence, derrière des contrats d'arrentements mais les étapes concrètes nous échappent souvent.

Nous avons quelques signes où un investissement complémentaire se manifeste clairement dans les actes de transmission de l'immeuble. Un contrat d'accensement du début du XIII<sup>e</sup> siècle (1205) témoigne de la transmission d'une maison sur le pont par l'hôpital Saint-Jean à Ernulphe de Redon épicier.<sup>903</sup> Le cens était fixé à deux livres de deniers d'argent et d'une livre de poivre. Cependant pour avoir le droit à cet immeuble l'épicier devait s'engager à acheter quatre livres de cens à un prix de 80 livres.<sup>904</sup> Le montant paraît exorbitant, à juste titre, si nous le considérons comme un simple achat mais il s'agit là d'un versement d'environ 40 livres (ce qui est la différence entre le prix réel de quatre livres de cens et le montant exigé par l'aumônerie) par l'épicier afin de s'assurer les droit de possession de son immeuble.

Malheureusement, des informations semblables ne sont pas abondantes dans nos textes. La seule chose qui nous paraît claire c'est le fait que les cens primitifs (*capitalis census*) dus au seigneur persistent longtemps et dans de nombreux cas les principaux bénéficiaires issus de l'augmentation de la valeur furent les détenteurs du domaine utile et non les seigneurs fonciers. Par conséquent, l'intérêt principal des seigneurs fonciers était d'éliminer les intermédiaires et de reprendre les biens en leurs mains pour les arrenter après. La persistance des sous-locations par les bourgeois, même à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, tente de nous convaincre que nombre de bourgeois ont réussi à tirer des bénéfices directs de ces opérations sans laisser de terrain aux seigneurs.

<sup>903</sup> CHSJ n° 31.

<sup>904</sup> „Predicti vero Ernulpus piperarius et Gaufridus frater ejus pro domo illa habenda emerunt ad opus pauperum dicte elemosinarie IV libras annui census pro LXXX libris” Ibid.

On aurait pourtant tort de considérer les seigneurs des immeubles urbains comme démunis de tous moyens. On a vu que la justice, au moins, à un niveau inférieur leur appartient. Ils disposent également des droits de vente ainsi que du droit d'un assentiment préalable à chaque tentative d'aliénation. Même le droit de retrait (*extra manum ponere*) leur revient dans un laps de temps d'un an et un jour suivant le contrat. C'était d'ailleurs un moyen pour intervenir dans un but de reprise du bien. Jacquemin Le Filatier habitant de la paroisse de Saint-Maurille d'Angers acquit une rente de deux livres d'un autre bourgeois d'Angers pour le prix de 20 livres. Quelques mois après, cette rente fut enlevée à l'acheteur par l'hôpital Saint-Jean qui intervint en tant que seigneur féodal (*dominus feodalis*).<sup>905</sup> Durant notre période, des cas semblables ne sont pas rares. Il arrive parfois qu'en cas de compromis, le nouveau détenteur a le droit de garder l'immeuble mais le cens est réajusté c'est à dire augmenté et il est obligé d'acquitter une indemnité supplémentaire.<sup>906</sup>

Entre-temps, le mode de détention des biens fonciers commence à traduire plutôt une dépendance purement économique. La vente de ces biens ainsi que l'échange, la mise en gage ou la transmission par voie successorale sont désormais possibles pour les tenanciers. Ces faits renforcent par conséquent la possession du preneur. La prolifération des baux emphytéotiques à partir du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle conduit à voir ces acquisitions comme une part du patrimoine.

En dehors d'un accès plus facile à la possession, les nombreuses donations pieuses des bourgeois d'Angers permettent de voir qu'une grande partie de leurs réserves sont investis dans des rentes. La voie légale à des revenus annuels réguliers, par la voie même d'un simple achat, permet aux bourgeois détenteurs de rentes une stabilité quotidienne.<sup>907</sup> A l'approche de la mort ils ne devaient plus se sentir démunis, ils avaient la possibilité d'assurer la prière des autres pour le salut de leurs âmes ou pour celui de leurs parents sans toucher véritablement au patrimoine. La prolifération des legs pour des anniversaires ou plus encore les fondations de chapelles témoignent de cette émancipation de la bourgeoisie.

<sup>905</sup> ADML 1 Hs B 22 f. 1.

<sup>906</sup> Ce fut le cas de l'abbaye cistercienne de Loroux qui acquit une maison de la donation d'Etienne d'Azé sur le fief de Saint-Maimbeuf. Les cisterciens furent poussés par le chapitre angevin à la délaïsser. Suivant le compromis de 1251 le cens fut augmenté à 20 sous et une indemnité de 40 livres fut versé par le Loroux en contrepartie de la possession renouvelée de l'immeuble. ADML G 725 f. 10.



## Les investissements périurbains

La richesse des bourgeois se base essentiellement sur le dynamisme du secteur viticole et sur des conditions améliorées de la détention de diverses sortes d'immobiliers. De nombreux bourgeois sont propriétaires des terres et des vignes autour de la ville, qui sont à la fois investissement et sources directes de revenus. L'importance de la richesse issue de la production viticole était déjà signalée par les contemporaines. Guillaume le Breton, chroniqueur de Philippe Auguste en fit mention dans la *Philippide*.<sup>908</sup> Roger Dion considère le commerce de vin comme la principale source de revenu des Angevins jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle.<sup>909</sup> Nos sources semblent confirmer en partie ces observations.

On voit dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle que les bourgeois d'Angers investissent beaucoup dans les environs de la ville sans être particulièrement embarrassés par la distance entre leurs possessions.<sup>910</sup> Guillaume de Noal possède une maison au début du siècle dans la Folie une autre dans l'Evière, un arpent de vigne à Epluchart (Cne d'Angers), un arpent et demi de vigne avec un pressoir et un jardin à Bouchet, un cave (*rocha*) à l'Evière, trois quartiers de vignes à Frémur, un arpent de vigne et trois quartiers de terre (*terra arabilis*) à Ruisseau Doré. Si toutes ces terres se trouvent à l'intérieur d'un périmètre de 15 kilomètres, elles sont bien visiblement dispersées.<sup>911</sup> Laurent Lestorchie bourgeois d'Angers vendit au maître Pierre de Cimetière sept quartiers de vignes valant 50 livres en Saint-Barthélémy d'Anjou, dispersés en plusieurs fiefs.<sup>912</sup>

Le choix des investissements dépendait certainement de l'établissement ecclésiastique dont la paroisse abritait la résidence des bourgeois mais c'était loin d'être une règle exclusive.

<sup>907</sup> Nous sommes conscients du fait que cette évolution n'est pas une particularité locale mais se laisse observer partout dans les villes de France. Toutefois l'impact sociale de ces changements s'avère très important.

<sup>908</sup> Guillaume le Breton, *Philippide* X, 73-77.

<sup>909</sup> Dion, *Histoire de la vigne*...op. cit. p. 276.

<sup>910</sup> Il est important de voir que la surface de ces terres et de vignes variable mais souvent elle ne dépassent pas quelques quartiers voir un arpent par enclos. Pour convertir les mesures agraies angevins voir: Le Mené, *Les campagnes*...op. cit. p. 49. A titre indicatif : un arpent de vigne=quatre quarties= 65,93 ares. Cela fait 0,66 ha.

<sup>911</sup> ADML H 543 f. 111.

<sup>912</sup> ADML G 660 f. 148 (1326).

Nous avons des mentions des biens plus lointaines aussi. Dans ces cas pourtant on peut avoir le soupçon d'origines et héritages plus lointains. Geoffroy Bachelier détenait des terres (deux journées) et un terrain à Chateaubriant qu'il donna en 1270 à sa femme en guise de dot en compagnie d'une maison avec un jardin dans le bourg Saint-Jacques, donc extra-muros.<sup>913</sup> Robert Morel épousa la fille d'un riche bourgeois du Mans et hérita de nombreux biens immobiliers et meubles au Mans.<sup>914</sup>

Nous devons souligner que certes la détention des vignes l'emportait largement, mais il ne s'agit pas exclusivement d'investissements dans le secteur viticole. Les terres labourables ainsi que les près où autres zones agraires sont également recherchés par les bourgeois d'Angers. Jean de *Ruello* boucher d'Angers détenait à la fin des années 1270 une île dans la Maine avec des bois, des marais et des terres et des près à Port Thibaut à une dizaine de kilomètres d'Angers.<sup>915</sup> L'île appartenait à l'hôpital Saint-Jean qui l'arrentait contre le versement d'une somme annuelle de six livres et demi.

D'autres bourgeois d'Angers comme Pierre Barbu et Jacques Aymer avaient des possessions au début du XIII<sup>e</sup> siècle à Tours dans la partie Chateaufort.<sup>916</sup>

A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, Raoul le Blanc bourgeois d'Angers fit donation aux cordeliers de 104 sous de rente sur des moulins de Baugé. Il semble d'ailleurs être assez riche car il maria sa fille, Jeanne, à un noble Geoffroy de Mathefelon.<sup>917</sup>

### Les possessions immobilières dans l'espace urbain

Il est important de voir que la plupart des bourgeois tient son habitation à un cens fixé par le seigneur du terrain.<sup>918</sup> Dans le cas où cet immeuble demeure habité de génération en génération par la même famille et cette famille n'a pas de moyens

<sup>913</sup> ADML H 543 f. 3.

<sup>914</sup> ADML G 725 f. 11 (1273).

<sup>915</sup> ADML 1 Hs B 46 f. 4.

<sup>916</sup> BNF coll. TA t. VI. N° 2546 (1222).

<sup>917</sup> AN J 178 n° 46

<sup>918</sup> Une hiérarchie des prix est évidemment attestable dans l'espace urbain. Les zones économiquement importants, comme le pont, la rue Baudrière connaissent de cens élevés par rapport à la Doutre ou des secteurs des collégiales. Pour les habitation simples sur le pont, à la porte Angevine ou près de la Cité les habitants versaient souvent 4-6 livres de cens ou de rente par an. Ce chiffre diminuait jusqu'à la moitié dans de secteurs moins chères. Dans les faubours le versement annuel était souvent inférieur à une livre. Durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle un monté spectaculaire des prix de rentes n'est pas attestable. Pourtant nous avons beaucoup d'incertitudes car nous ne connaissons d'habitude ni l'état de l'immeuble ni sa superficie. Les opérations financières, comme les rentes constitués sont également cachées

d'investir ailleurs, nous avons peu de chance d'avoir des informations plus précises sur l'immeuble ou sur les habitants sinon à partir des censiers. Nous devons donc accepter que les contrats qui nous parviennent ne représentent pas la totalité de la population mais seulement une partie. La documentation nous renseigne avant tout des bourgeois qui sont en expansion ou qui ont de problèmes financiers. Rajoutons ensuite ceux qui peuvent se permettre de faire de donations pieuses au profit de l'Eglise. Etant conscient de ces faits, nous devons constater une mobilité considérable de la population pendant notre époque. Il s'avère, à l'étude des censiers ou des contrats, que de nombreux habitations et de dépendances changeaient d'habitants dans un laps de temps relativement court.

Les cens fragmentés et dispersés dans la ville n'empêchent pas les bourgeois de s'y intéresser très tôt. En 1216 Pierre Barbu bourgeois d'Angers fit un échange avec l'hôpital Saint-Jean. Il céda un terrain dans la Folie, sans doute à un emplacement important pour l'aumônerie, en échange de six livres de cens annuel fragmentés en une douzaine d'immeubles différents dans la ville.<sup>919</sup>

Dans d'autre cas, les charges et des revenus modestes poussent certains bourgeois à regrouper leur ressources. Jean Olearius (*civis*) et sa femme Isabelle donnent un bel exemple de fortunes familiales détenues en commun entre les générations. Le couple qui avait déjà un âge avancé habitait dans une maison sur le pont d'Angers. Ils détenaient une maison et des vignes à Foudon (Cne de Plessis Grammoire) et à Forbière (près d'Angers, fief de Saint-Lazare) en commun avec leur belle-fille (*Jameta*) et leur petit-fils Jean, alors leur fils Geoffroy était déjà mort. Le couple possédait ainsi sept quartiers de vigne à Foudon et un arpent et demi à Forbière dont la moitié fut léguée par eux à l'hôpital Saint-Jean.<sup>920</sup>

Le cumul des maisons urbaines par les bourgeois n'est pas un phénomène rare. Colin de la Mote prend en 1288 deux maisons dans la rue Lionnaise pour un surcens de 70 sous par an.<sup>921</sup>

---

dans les prix des cens ou des rentes, et très souvent nous sommes incapable de dire si la rente comporte-elle ou non des charges supplémentaires.

<sup>919</sup> ADML 1 Hs B 24 f. 2-3.

<sup>920</sup> CHSJ n° 159.

<sup>921</sup> ADML G 719 f. 169.

Peu avant le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle nous pouvons déjà percevoir la possession par une famille de plusieurs maisons regroupées. Toutefois cela n'empêche pas de voir une mobilité surprenante dans certains secteurs.

Le cas de trois maisons dans la Poissonnerie (*Piscionnaria*; *Piscaria*-zone intitulé auprès de la porte Saint-Gilles du Verger) est un bon exemple à deux égards. En dehors du fait qu'il témoigne de cette mobilité, on peut découvrir la différence entre location et arrentement. Les trois maisons proche, de l'enclos de Saint-Gilles de Verger appartenaient à un chanoine angevin, *Geoffroy de Baloria*, au début des années 1240 mais il les vendit à l'abbaye de Marmoutier en gardant les rentes jusqu'à sa mort.<sup>922</sup> En 1245, après le décès du chanoine, Marmoutier fut capable de louer immédiatement les trois maisons à la famille Borsart. Suit un bref contentieux, Michel Borsart (*civis*) accepta de payer 20 livres (*pro pensionis*) par an pour les trois maisons. Cette somme concernait un complexe immobilier de valeur, ce qui est confirmé par la mention d'une cheminée (*camera cum camino*) et de pièces à fonction économique. On voit pourtant qu'il s'agit d'une location et non d'un contrat emphytéotique de durée perpétuelle.<sup>923</sup>

L'acquittement de cette somme importante s'avéra une charge trop lourde pour Michel Borsart. En quatre ans il accumula une dette de 30 livres envers l'abbaye. En 1249, le remboursement grevait déjà sa famille alors qu'il venait de mourir.<sup>924</sup> Michel Borsart avait trois enfants, deux fils et une fille. Un seul fils, Fouquet, continua de vivre là. Mineur, il était incapable de payer les dettes. A l'aide de son tuteur, Bénévent Borsart, il proposa un arpent de vigne à l'abbaye qui l'accepta en guise de remboursement. Ensuite, Fouquet, eut le droit de garder une maison sur les trois avec un loyer (*pensio*) de six livres par an.<sup>925</sup>

Il est intéressant de voir que cinq ans après en 1254 il n'habitait plus là. Les trois maisons étaient de nouveau louées à un couple Guillaume *Serviens* et sa femme, sans enfants mais censés fonder une famille.<sup>926</sup> Guillaume *Serviens* avait déjà une maison dans l'Evière qu'il garda même après le contrat avec Marmoutier. Le nouveau

<sup>922</sup> ADML G 786 f. 3. Il se trouvaient sur le fief du prieuré de Marmoutier, Saint-Gilles de Verger.

<sup>923</sup> Nous voulons indiquer par ici que la terminologie semble être tout à fait précise concernant les modes de possession. La location (*locatio*) se distingue de la possession emphytéotique dans la mesure où le contrat de location est viager et ne donne pas autant de droit au locataire que le contrat emphytéotique. Dans ce dernier cas on parle des rentes.

<sup>924</sup> ADML G 786 f. 6.

<sup>925</sup> ADML G 786 f. 7.

<sup>926</sup> „*conductionis titulo sibi et liberi suis si liberos de communi presenti matrimonio contingerit procreari...*” ADML G 786 f. 9.

locataire réussit tout de même à prendre ces trois maisons moins chères. Ils ne payait que quatorze livres qui prouve que l'abbaye aussi était obligée de modifier le montant du loyer qui était auparavant trop élevé. A partir de ces trois maisons de la Poissonnerie, on voit bien qu'en moins de dix ans les tenanciers-habitants des immeubles ont changé trois fois. Les gens qu'on voit comme locataires avaient en plus des possessions et d'autres investissements.

### Témoignages de l'aisance

Nos sources distinguent clairement les gros immeubles urbains ou périurbains sous le nom d'hébergement (*herbergamentum*). Ces résidences ont toujours plus de valeur que les simples maisons (*domus*) urbaines à cause de leurs dimensions et de leurs dépendances : bâtiments, jardins ou cours qu'elles comprennent. Il arrive souvent qu'elles portent un nom particulier pour se distinguer des simples immeubles du secteur.<sup>927</sup> On voit également que nombre d'hébergements sont détenus dans la ville par des bourgeois. Ils sont comme les autres biens immeubles arrentés ou à la rigueur accensés à des tenanciers bourgeois à un prix manifestement plus élevé qui traduit leur valeur.

Girard de Clarensac qui figure sur la liste des bourgeois notables de la ville en 1310, détenait au début du XIV<sup>e</sup> siècle un hébergement sous le vocable *Rocha Dourdan* à la porte Girard pour une rente de dix livres par an.<sup>928</sup> Un autre hébergement à la Porte Girard fut dénommé «*Scala Marquer*». Celui-ci était arrenté en 1280 par un couple angevin Gautier de Sauteret et sa femme à un prêtre Jean Chrétien pour une rente de cinq livres par an.<sup>929</sup> Quatre ans après (1284), le couple vendit à l'abbaye de Saint-Aubin toutes les rentes qu'ils avaient à la porte Girard pour une valeur de 6,7 livres par an contre soixante-dix livres.<sup>930</sup>

Gervais Boulanger (*Pistor*) était d'après nos informations l'un des plus aisés parmi les artisans de la ville à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Il détenait avec sa famille une

<sup>927</sup> Force est de constater que ce phénomène se laisse observer dans le cas des maisons (*domus*) mais beaucoup moins souvent. Une maison est dénommée „*La Bourgignonne*” dans la rue Saint-Jean au début du XIV<sup>e</sup> siècle ADML G 725 f. 24; Une autre maison est appelée „*La Denisette*” dans le fief du chapitre Saint-Maimbeuf en 1305 ADML G 725 f. 22;

<sup>928</sup> ADML G 378 f. 426.

<sup>929</sup> ADML H 43 f. 2.

quantité impressionnante de biens immobiliers à la porte Girard sur le fief de l'abbaye Saint-Aubin. Il s'agit d'un hébergement nommé «*Furnus Galardoy*» qui comprenait des fours, des pièces à vocation économique des entrepôts solaires (*solariis cameris*) et d'autres appartenances. En comble, il détenait également trois maisons dans le même secteur et des vignes à Douzillé.<sup>931</sup> La valeur des rentes était tout aussi impressionnante, 22 livres par an. Nous avons de bonne raison de supposer là un noyau de l'activité boulangère de la ville avec un bon nombre d'artisans et des apprentis qui habitaient ces maisons et qui étaient sous les ordres de Gervais Boulanger.<sup>932</sup>

La rue Courte, proche de l'abbaye Saint-Aubin était également marquée par l'existence d'hébergements. Une famille angevine, Pierre Buchennes, sa femme et leur fils, vendirent à l'abbaye Saint-Aubin en 1262 les quatre livres de rentes assignées sur l'immeuble obtenant ainsi 33 livres.<sup>933</sup>

Des hébergements sont parfois indiqués comme synonymes des manoirs (*manerium*). On en trouve à la porte Girard (celui qui est intitulé «*Scala Marquer*»<sup>934</sup>) et ils sont évidemment indiqués aussi dans les zones extérieures de la ville. La définition de ces deux termes et surtout celle du manoir se distingue nettement de celle que l'on a coutume d'adopter pour les campagnes ou les villages. Là, il s'agit des centres d'exploitation à vocation économique tandis que dans un contexte urbain l'accent est mis sur la résidence, principale ou secondaire peu importe. Ils sont en général recherchés aussi bien par les bourgeois d'Angers que par certains membres du clergé séculier.

Nous trouvons deux hébergements considérés à la fois comme manoir, l'un à côté de l'autre dans la rue Saint-Martin. L'un d'eux appartenait à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle à Jean Goupil notaire de l'official d'Angers, dont la signature figure sur de nombreux actes de l'époque.<sup>935</sup> Un peu plus tard en 1314, hébergement et manoir sont employés simultanément dans le cas d'un immeuble urbain sur le fief de Saint-Maimbeuf.<sup>936</sup>

---

<sup>930</sup> ADML H 43 f. 3. Il s'agissait de l'hébergement déjà nommé en haut en compagnie d'une dépendance et d'un terrain vide qui se trouvaient tous à la porte Girard.

<sup>931</sup> ADML H 43 f. 5.

<sup>932</sup> Les autres maisons, entourant les immeubles de Gervais Boulanger, étaient aussi habitées par des boulangers. V. *Ibid.*

<sup>933</sup> ADML H 40 f. 2.

<sup>934</sup> „*Herbergamentum seu manerium*” ADML H 43 f. 2.

<sup>935</sup> ADML H 593 f. 87.

<sup>936</sup> ADML G 717.

Dans la rue Hanelou, sur le fief de Saint-Martin nous avons plusieurs hébergements signalés en 1239<sup>937</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>938</sup> Ils sont tous dotés de jardins de vignes et des bâtiments secondaires. Un peu plus loin, à Bressigny donc en dehors de l'enceinte urbaine, des hébergements apparaissent également entre les maisons dotées de jardins.<sup>939</sup>

Un manoir nommé «*Rocha Bouillon*» sur la paroisse de Saint-Samson, donc extra muros, fut arrenté par l'abbaye de Saint-Serge à Jacques Le Miele à un prix de 50 sous par an. Le montant n'est pas élevé, surtout si nous rajoutons que le manoir comprenait des vignes, maisons appendices, des terres et des jardins ainsi que des terres incultes (*gastis*) et des carrières. En vérité le prix médiocre s'explique cette fois par l'état délaissé de ces biens qui appartenaient auparavant à l'évêque de Nantes.<sup>940</sup>

Colin de Chaut-Tourtrel et sa femme, bourgeois d'Angers détenaient un manoir avec des vignes, jardins, bois et maisons secondaires à Persillière sur le fief de Saint-Aubin et dans la paroisse de Saint-Barthélémy d'Anjou. Ce manoir fut ensuite vendu par eux au scribe de l'official d'Angers, Pierre Guilloux, à un prix de 39 livres.<sup>941</sup>

De l'autre côté de la Maine, dans la Doutre, les mentions d' hébergements sont moins fréquentes à notre époque. Ce fait est dû principalement à l'absence des archives du Ronceray. En apparence, la détention des hébergements est partagée là entre la noblesse et la bourgeoisie urbaine.<sup>942</sup>

Les grosses fortunes bourgeoises sont plus percevables à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle grace aux testaments. Robert Rousseau (*civis*) qui fonda une chapelle dans l'hôpital Saint-Jean, détenait nombre de biens et de rentes. Rien que la liste des biens légués<sup>943</sup> au début du XIV<sup>e</sup> siècle par Robert à l'aumônerie contient 22 quartiers de vignes répartis en quatre endroits autour d'Angers, une maison avec jardin et pressoir à Haie Joulin (*Haya Joulla-Cne* de Saint-Sylvain d'Anjou), plus quatre livres de rente

<sup>937</sup> ADML G 1049 s.n. (1239). Celui-ci contenait une pièce munie d'une cheminé, qui doit être considéré comme un signe d'un luxe incontestable parmi les immeubles urbains de l'époque. ADML G 1044 s.n. (1239)

<sup>938</sup> ADML G 1031 s.n. (1303 et 1313).

<sup>939</sup> ADML G 1047 s.n. (1301)

<sup>940</sup> ADML H 831 s. n. (1291) voir l'annex.

<sup>941</sup> ADML H 51 f.10.

<sup>942</sup> Voir l'hébergement de Geoffroy de Châteaubriand offert aux frères Sachets en 1263. BNF coll. TA t. VII. N° 3166, ou celui (s'intitulant „La Forest”) de Guillaume de la Porte qui fut la base d'une donation pour y installer une aumônerie en 1346. ADML 1Hs B 46 f. 6-7.

<sup>943</sup> ADML 1 Hs B 49 f. 1-3.

tous sur des vignes et terres proches d'Angers à l'exception d'une rente de 10 sous dans la Folie.

Richard Odierno détenait au début du XIV<sup>e</sup> siècle des vignes à Challes, à Empirée et aux Gourronnière. Il avait également une rente de 15 livres annuels sur une seule maison (!) dans la Doutre. Ces revenus étaient complétés par d'autres rentes dans la Doutre d'une valeur beaucoup moins considérable.<sup>944</sup>

Un document de 1283 nous renseigne sur le partage de la succession de Jean Boucher (*Carnifex*) entre ses deux enfants, *Riotus* et *Jameta*.<sup>945</sup> Le père défunt avait des vignes à Reculée, à Avrillé, à Fauconnière, à Beaucousé (*Biaucouseio*) qui se trouvent donc toutes au nord-ouest d'Angers dans une distance maximum d'une dizaine de kilomètres. Il possédait également quatre maisons dans la rue Saint-Michel à Angers, et deux autres dans la rue *Chauviau* et dans la rue Belle Poigne dans la Doutre et 153 sous de rente sur plusieurs maisons dans la ville. \*

Raymald Barbier et sa femme *Helesia* (*cives*) consacrèrent en février 1278 de biens immobiliers importants à une fondation de chapelle dans l'église Sainte Croix à Angers.<sup>946</sup> Le couple fit donation des vignes dont la surface entière atteint 21 quartiers et demi, dispersées à Frémur, à Villesiquard, aux Gourronnières (tous se trouvent dans le cne d'Angers) sur les fiefs des établissements ecclésiastiques angevins. Ils firent de don des cens en froment dans la valeur d'une douzaine de setiers et de deux maisons situées à Angers, l'une à la porte Angevine, l'autre sur le fief du comte mais il n'est pas précisé d'avantage.

Nous avons beaucoup moins d'information sur les richesses matérielle des bourgeois. Dans un certain sens, c'est bien compréhensible. A partir du caractère de notre documentation, les biens immobiliers et les revenus réguliers sont privilégiés. Il existe cependant quelques signes qui suggèrent que le cumul des meubles n'était pas favorisé particulièrement. Nous ne connaissons pas un cas où les arrérages étaient amortis par des biens meubles tandis que les débiteurs disposaient des réserves mais ils étaient d'habitude investis dans des rentes. Le système d'imposition de l'époque était

---

<sup>944</sup> ADML 1 Hs B 46 f. 278

<sup>945</sup> ADML G 871 f. 63.

<sup>946</sup> BMA ms. 723 f. 238.



basé essentiellement sur des meubles et non sur l'immobilier.<sup>947</sup> Ce fait devait certainement inciter de nombreux Angevins à tourner leurs fortunes en immobilier.

Ce sont les testaments, pratiquement le seul type de source, qui peuvent nous venir en aide pour avoir quelques détails sur les richesses matérielles des bourgeois. Toutefois ces données ne se prêtent point à la généralisation. Ils représentent notamment une petite fraction, une partie aisée de la bourgeoisie qui n'a laissé de trace testamentaire qu'à partir de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Nos incertitudes sont justifiées davantage par le fait que ces testaments sont souvent fragmentaires et ils indiquent les legs pieux et ensuite ne mentionnent pas tous les héritiers mais indiquent plutôt les bénéficiaires qui seraient en dehors d'un héritage légal. Ce phénomène n'a d'ailleurs rien d'exceptionnel. Le partage égal (du patrimoine) entre les héritiers subsiste toujours en Anjou au sein de la société non-noble.<sup>948</sup> Par conséquent les testaments des bourgeois ne reflètent que des cas qui diffèrent de l'ordinaire.

Les testaments indiquent le plus souvent des vêtements valeureux du testateur. Ils sont d'habitude léguée à des serviteurs domestiques (*pedisseccus/a*). Greion, femme de Roger Lanier mentionne plusieurs surcots (*supertunicula*) d'origines étrangères notamment de Florence et de Moyen-Orient.<sup>949</sup>

En dehors des preuves sur l'aisance de certains individus, nous devons remarquer à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les premiers témoignages d'une famille bourgeois notable qui jouait un rôle important dans la ville jusqu'à la révolution.<sup>950</sup> Il s'agit des Lanier qui possédaient de plusieurs maisons à Angers, surtout dans la zone du pont, et des bons fonciers en dehors de la ville. En 1259 Guibert Lanier dans son testament fit de dons importants à l'abbaye cistercienne de Perray et aux autres établissements ecclésiastiques angevins.<sup>951</sup> Préoccupé également d'un legs de solidarité, il consacra une ceratine somme à des pauvres filles à marier. Avant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle le

<sup>947</sup> Cela empruntait un caractère anti-économique au système fiscal qui ainsi, n'a pas encouragé l'initiative mais favorisait le placement du capital dans les immeubles. Desportes, *Reims...* op. cit. p. 216-217.

<sup>948</sup> Viollet, *Les établissements...* op. cit. t. I. p. 127.

<sup>949</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 57 (1312).

<sup>950</sup> Port, *Dictionnaire...* op. cit. t. II. p. 336. Guibert le Lanier apparaît dans nos sources en 1261 lors d'un achat d'un rente sur une maison à la porte Girard. ADML H 44 f. 8. Cependant, nous ne savons pas s'il existe un lien de parenté entre lui et la famille de Herbert Lanier qui apparaît sans les sources deux décennies plus tard.

<sup>951</sup> ADML G 340 f. 27. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle nous connaissons un autre Guibert Lanier qui posséda sept livres de rente à côté de l'église Sainte-Croix. ADML G 340 f. 35.

prestige de la famille était déjà considérable. Herbert Lanier posséda une maison élégante (*hostel*) sur le pont d'Angers. C'est dans cette demeure que l'ordonnance concernant les métiers d'Angers fut émise en 1279 par Charles prince de Salerne en présence de nombreux notables de la ville.<sup>952</sup> Un an plus tard en 1280 Herbert Lanier et sa femme Alice fondèrent un oratoire avec un logis pour quatre chanoines réguliers à La Papillaie (dans le voisinage d'Angers, à l'ouest de la ville) où ils possédaient un manoir.<sup>953</sup> Il est révélateur que le garde de Seaux de Charles Ier d'Anjou, Jean Molet, habitait dans une maison appartenant à Herbert Lanier. Celui-ci était également en relation avec Nicolas Gellent, évêque d'Angers<sup>954</sup> et figure sur la liste des bourgeois notables (1310) de la ville.<sup>955</sup> Le testament de la femme de Roger Lanier rédigé en 1312, témoigne également d'un statut social élevé.<sup>956</sup> On voit donc bien que la famille Lanier est solidement intégrée dans les élites de la bourgeoisie urbaine à partir de dernier tiers du XIIIe siècle.

#### Témoignages des problèmes financiers des bourgeois

Nos sources permettent également de voir de nombreux témoignages des soucis financiers chez les bourgeois. L'exemple le plus éloquent est la constitution de rentes qui sont très fréquentes à partir du milieu du XIIIe siècle. Nous savons qu'elles déguisent en réalité des crédits. Cependant c'est notre seule certitude car l'importance du problème financier et les faits qui se cachent derrière nous échappent malheureusement. La constitution de rente peut être motivée aussi bien par des investissements ultérieurs que par des dettes ou par des problèmes de liquidités de nature très différente.

Le contrat immobilier cachant en principe un crédit n'est pas l'invention du XIIIe siècle contrairement à l'opinion générale. Un cas bien avant la fin du XIIe siècle en prouve l'existence. Il s'agit clairement d'une opération qui sera dénommée un peu plus tard rente constituée. Une pancarte rédigée entre 1185 et 1188 mentionne l'affaire

<sup>952</sup> Rangard, *Histoire de l'Université*... op. cit. n° 22 p. 180-182.

<sup>953</sup> BMA ms. 706 p. 220-228.

<sup>954</sup> En 1287, Il fournit à l'évêque 192 livres de cire contre la concession d'une rente. *CNG* art. 518.

<sup>955</sup> Marchegay, *Les Archives*... op. cit. t. II p. 95.

<sup>956</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 57. Elle était d'origine noble. Mis à part ses legs peises, elle légua à sa servante (*Mathea*) de robes élégantes et désigna son lieu d'enterrement dans la chapelle de Mazé auprès des membres de sa famille.

d'un terrain à bâtir sur le pont d'Angers.<sup>957</sup> Ce terrain fut vendu par Guillaume *Qui-non-bibit-vinum* à *Burellus Lemeschin*<sup>958</sup> pour une somme inconnue puis reprise contre le paiement d'un cens annuel de 30 sous. La somme nécessaire pour la vente fut trop élevée pour *Burellus Lemeschin*, ainsi elle fut fournie de trois autres personnes (de Jean *Golenus*, Pierre *Fercardus* et de *Letardus Scambitor*). Les motifs de Guillaume *Qui-non-bibit-vinum* sont clairs. Pour construire une maison sur ce terrain vide, il avait besoin d'argent même avec une charge annuelle de 30 sous. Un autre passage du texte élucide qu'il s'agit bien d'une rente constituée. Guillaume *Qui-non-bibit-vinum* qui avait construit une maison sur ce terrain et sur l'autre paye des cens complètement différents. Trente sous pour cette moitié et douze deniers pour l'autre. Cette dernière somme est tout à fait normale pour un cens (*capitalis census*). Mais le texte parle uniquement de cens sans faire de distinction sur la nature des deux charges. On voit donc bien que la rente constituée existe déjà malgré le retard de la terminologie. Nous avons à rajouter pourtant qu'elle n'était admise qu'en cas de l'accord du propriétaire. Ici l'hôpital Saint-Jean réclama ce droit.

En dehors des rentes constituées d'autres signes peuvent aussi nous informer des problèmes financiers des bourgeois d'Angers. Le maintien de l'état des immeubles, qui est une condition impérative des contrats emphytéotiques depuis le droit romain, représentait parfois des charges insupportables.

La dégradation de certains immeubles urbains est percevable dans nos textes surtout à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Les maisons en ruines ne se trouvent pas

<sup>957</sup> CHSJ n° 10. „*Johannes Goleni et Petrus Fercandi et Letardus Scambitor adjuverunt Burello Lemeschin adquirere quamdam plateam super pontem de Guillemo Qui-non-bibit-vinum in terra domini regis, et miserunt de denariis suis expensam ad eam adquirendam. Et Burellus hac dicta donavit illis illam plateam post decessum suum ad faciendum quicquid vellent. Johannes vero Goleni dimisit in decessu suo quicquid habebat in platea Petro Fercandi et Letardo Canbitori ad donandum pro amore Dei. Similiter Petrus Fercandi dimisit in obito (sic) suo Letardo Cambitori. Letardus postea in fine suo dedit elemosinarie illam plateam integre habendam post decessum Burelli....Postea Burellus tradidit plateam predictam eidem Guillemo Qui-non-bibit-vinum ad XXX solidos de censu annuatim reddendos, quod non poterat juste facere sine assensu elemosinarie. Deinde Guillelmus iste fecit quamdam domum in platea esta et in alia quam habebat iuxta. Doud videns Stephanus sinescallus super hoc misit contentionem pro elemosinaria contra istum Guillelmum. Et Guillelmus non potens de jure resistere dimisit in pace elemosinarie predictam plateam cum medietate domus et alteram medietatem vendidit elemosinarie, et inde habuit centum libras, quas paccavit Stephanus sinescallus pro elemosinaria, hoc autem pacto facto, quod Guillelmus predictus teneat totam domum, vita comite, et pro medietate domus reddat Burello XXX solidos de censu annuatim quamdiu vixerit, et post decessum suum reddat elemosinarie; pro alia vero medietate reddat idem Guillelmus XII denarios de censu ipsi elemosinarie.*”

<sup>958</sup> *Burellus Lemeschin* détenait aussi des terres, vignes et maisons à Pruniers (près d'Angers) ainsi qu'un demi arpent de vigne à Montclerc (près d'Angers). Ses biens étaient donnés ensuite à l'hôpital Saint-Jean par sa femme Pétronille, qui était la première pensionnaire de l'aumônerie qui apparaît dans nos sources. CHSJ n° 11 et 38.

exclusivement hors du noyau urbain. En 1315 une maison dans un état dégradé est signalée dans la rue Baudrière.<sup>959</sup> Perrot Le Hanapier, qui prend l'immeuble en emphytéose de Saint-Maimbeuf, s'engage à mettre 20 livres pendant quatre ans pour la rénovation. Une autre maison ruinée (*ruinosa*) à côté de l'église Sainte-Croix est prise par le maître Thomas Conbor chanoine en mai 1273 pour une rente de 40 sous par an.<sup>960</sup> Le chanoine est obligé en plus de dépenser 30 livres dans un intervalle de trois ans pour la rénovation.<sup>961</sup> Plus de cinq ans après, en décembre 1278 cette somme n'était pas encore dépensée entièrement. Le chanoine, qui était décédé entre-temps avait laissé la moitié, une somme de 14 livres et six sous à dépenser. Ces charges furent requises par le nouveau preneur.<sup>962</sup>

Dans d'autres cas les habitants consacrent un à trois livres par an à la rénovation, ce qui semble être supportable.<sup>963</sup>

La terminologie de l'époque fait nettement la différence entre les dettes issues du fait de non-paiement des cens ou des rentes désignant celui-ci arrérage (*arreragium*), et les autres dettes issues d'un emprunt ou de crédit.<sup>964</sup> Les exemples, pour le premier, deviennent plus abondants à partir du dernier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle.

Pour voir les règles du paiement des rentes il n'est pas inutile de signaler en bref quelques traits caractéristiques des cens et des rentes à Angers. La plupart des échéances de l'acquittement des cens ou des rentes étaient fixés à deux moments de l'année.<sup>965</sup> Les fêtes de saint-Jean Baptiste (le 24 juin) et de Noël figurent dans la plupart des contrats à Angers. Dans la ville, les montants sont presque exclusivement exigés en argent.<sup>966</sup>

<sup>959</sup> ADML G 725 f. 24.

<sup>960</sup> ADML G 786 f. 11.

<sup>961</sup> Le propriétaire, le prieuré de Saint-Gilles de Verger renonça catégoriquement à investir dans la rénovation. „*domum quam dicti religiosi habebant ruinosam ...et quam reedificare nolebant.*” Ibid.

<sup>962</sup> ADML G 786 f. 14.

<sup>963</sup> ADML H 46 f.2 (1299); ADML G 1195 f.2 (1306); ADML 1 Hs B 21 f. 23 (1252); ADML G 1036 f.36 (1320);

<sup>964</sup> Voir ADML G 786 f. 7.

<sup>965</sup> En cas de sommes plus importants nous connaissons plusieurs termes. L'acquittement des vingt livres qui sont à payer par la famille Borsart pour trois maisons à côté de Saint-Gilles de Verger sont répartis en quatre termes aux 24 juin, 8 septembre, Noël, et mi-Carême. ADML G 786 f. 6. Guillaume Le Champanays fourbisseur qui prit en 1303 une maison avec des appartenances et avec une cave dans la rue Baudrière devait 12 livres en quatre termes pour ces biens à une bourgeoise d'Angers, Johanna veuve de Jean. ADML 1 Hs B 19 s.n. (1303).

<sup>966</sup> Au début du XIII<sup>e</sup> siècle Ernoulphe de Redon épicier payait deux livres de deniers d'argent et une livre de poivre à l'hôpital Saint-Jean en guise de cens *CHSJ* n° 31. Les rentes en nature sont en tout cas plus courants à la campagne sans être considérables là non plus. Les aveux des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles en Anjou contiennent dans de nombreux cas des rentes ou cens en nature. AN série P 329. Il est intéressant de voir que les rentes en

La cession complète du versement de la rente vaut l'abandon automatique de l'immeuble.<sup>967</sup> Le non-respect des termes ou le cumul des arrérages entraînait la réaction rapide du bailleur. Le montant à rembourser est pris en premier temps sur les biens meubles du débiteur. Au cas où ils ne s'avèrent pas suffisants, la coutume prévoit la saisie des rentes appartenant au débiteur ensuite celle de l'immobilier possédé par le débiteur. Jeannot Le Chandelier et Perronelle sa femme habitants de la paroisse de Sainte-Croix ont accumulé 16 livres d'arrérage en un an.<sup>968</sup> Notre texte fait mention de l'insuffisance des biens meubles du couple, aussi le bailleur saisit les revenus annuels de 14 sous qui appartenaient à Jeannot Le Chandelier et la somme assignée sur une maison à la porte Angevine. L'extinction de la dette se fait dans ces cas toujours par la voie juridique d'une vente qui nécessite l'acquittement des droits de vente (*venda*) au seigneur du fief. Dans le cas présent, l'hôpital Saint-Jean fut le bénéficiaire, il reçut 11 sous 8 deniers de plus pour la vente.<sup>969</sup>

Des amendes sont affligées, prévus en cas d'arrérages, sont également visibles dans certains contrats, mais ils dépassent rarement dix sous.<sup>970</sup>

Plus embarrassants sont les emprisonnements ou les détentions des personnes accumulant des arrérages. Selon la coutume ils peuvent y être détenus jusqu'au moment du règlement des comptes. Nos textes prouvent que cette pratique existait bien, surtout dans le cas d'une dette plus considérable.<sup>971</sup> Il est important de voir que ces procédures ne sont pas réservées aux seuls seigneurs mais les bourgeois peuvent les faire appliquer par la justice. Guillaume de la Porte, bourgeois d'Angers, le futur fondateur de l'aumônerie dite « la Foret », avait un débiteur qui accumulait une dette de 12 livres. Selon la procédure ses biens meubles furent d'abord pris puis les rentes qu'il détenait. S'il n'avait pas eu suffisamment de ressources il aurait été emprisonné juste après le délai du terme suivant.<sup>972</sup>

---

nature assignés sur des maisons urbaines. persistent dans d'autres villes de la France même au XIV<sup>e</sup> siècle. Desportes, *Reims*..op. cit. 387 note 84.

<sup>967</sup> Cet argument émerge dans un conflit qui opposa l'hôpital Saint-Jean aux Hospitaliers de Jérusalem peu avant le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle à propos la détention d'une maison ruinée dans la rue Baudrière. ADML 1 Hs B 22 f. 73.

<sup>968</sup> ADML 1 Hs B 19 s.n. (1318).

<sup>969</sup> Les charges de l'expédition de l'acte ainsi que celles des jurés qui se portent garant sont également attribués à la charge du débiteur. *Ibid.*

<sup>970</sup> ADML 1 Hs B 32 f. 17 (1252).

<sup>971</sup> ADML H 83 f. 15; ADML 1 Hs B 45 f. 44-45.

<sup>972</sup> Il était ainsi prévu „son corps a tenir hostage le terme passé s'il deffailloit de paiement en la ville dangers sans en yssir juques atant que toute le debte fuste paiee et rendue” ADML 1 Hs B 45 f. 44-45.

Nous avons à ajouter que les structures juridiques ne laissaient pas se relâcher la discipline de paiement. Si nous avons bien des cas d'arrérage accumulés, ils ne sont jamais antérieurs à quelques années.

Les exemples de dettes accumulées par les bourgeois en dehors des arrérages ne font pas entièrement défaut dans notre documentation. Il arrive que les bourgeois investissent dans des stocks de marchandises qu'ils n'arrivent pas à solder. Dans ce cas ils sont obligés de recourir à la vente de biens immobiliers. Gervais Baudin et sa femme, bourgeois de Saumur, font pareil en 1270 pour acquitter une dette de six livres issus d'un achat de draps.<sup>973</sup> Martin Formi et sa femme Horhant (*citaiens*), bourgeois d'Angers, en compagnie d'un chevalier Guillaume le Pauvre ont acheté du poivre en grande quantité pour une valeur de 75 livres. La part du couple représentait 60 livres. Cependant le prix ne fut pas acquitté au vendeur, Bernard de Mont Selve, qui se sentit, par conséquent, obligé de recourir à une procédure judiciaire auprès de la justice du comte. Le couple fut menacé d'une peine de détention et un compromis fut enfin trouvé en octobre 1269 dans le sens où le couple dut rembourser les dettes en moins d'un an (jusqu'à l'Angevine 1270) sinon ils seraient obligés de céder tous leurs biens à Formière dans la paroisse de Saint-Barthélémy-des-Landes. Le couple risquait ainsi de perdre cinq arpents et demi de vigne, deux arpents de terres et la moitié d'un pressoir.<sup>974</sup>

974

Une autre décision judiciaire de 1272 concerne la famille Bodin. La valeur de l'endettement y est plus impressionnante. Il s'agit de 280 livres que Colin Bodin, Tiphaine sa femme et de Pierre Bodin étaient incapables de rembourser sans recourir à leurs biens à Angers. Leur grande maison dans la rue Lionnaise fut ainsi cédée au créancier Guillaume prieur de Méron, ancien abbé de Saint-Aubin d'Angers.<sup>975</sup>

### Formes de solidarité et de la cohésion sociale.

Nous avons déjà indiqué que l'absence totale d'institutions municipales et d'une autonomie urbaine privait la communauté des bourgeois des structures de base pour

<sup>973</sup> RA 1853 "Chartes angevines en langue vulgaire de 1258-1275" n° 15 p. 267.

<sup>974</sup> RA 1853 "Chartes angevines en langue vulgaire de 1258-1275" n° 12 p. 259-262.

<sup>975</sup> RA 1853 "Chartes angevines en langue vulgaire de 1258-1275" n° 20 p. 386-387.

exprimer et surtout faire valoir ses intérêts. Ce défaut ne veut pas dire évidemment l'inexistence de diverses associations au sein de la société.

Si nous avons déjà cité la naissance relativement tardive des métiers, nous devons insister, au contraire, sur la formation précoce des confraternités.<sup>976</sup> Le premier témoignage de l'existence d'une confrérie à Angers date de la fin du XI<sup>e</sup> siècle. Nous pouvons la considérer parmi les toutes premières associations de fraternité en France médiévale. Soulignons pourtant que cet exemple ne fut pas le seul. L'Anjou vit la naissance de nombreuses confréries à des dates précoces. Se présentant avant tout comme des associations pieuses, leurs préoccupations charitables sont bien visibles.<sup>977</sup>

La première confrérie était liée géographiquement à la Doutre et fut créée par des jeunes sous le vocable de Saint-Nicolas.<sup>978</sup> Le caractère urbain de cette confrérie reste pourtant faible, au moins au début. Joseph Avril a mis son existence primitive en relation avec le mouvement évangélique.<sup>979</sup> Nous pouvons pourtant supposer que le recrutement changea au début du XII<sup>e</sup> siècle pour accueillir des bourgeois d'Angers. Ces bourgeois fondèrent aux alentours de 1120 la léproserie de Saint-Lazare qui est le premier signe d'une initiative des habitants d'Angers.<sup>980</sup> Leur attachement à la Doutre montre une société consciente de son ascension sociale dans un secteur urbain relativement neuf.

Malgré quelques informations précoces, nous avons peu de témoignages pour la période postérieure. Ce fait n'est pas trop surprenant car nous avons à accepter un arrêt dans le processus de formation des confréries à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>981</sup> Ajoutons ensuite que nombre de confréries qui existaient bien pendant un certain

<sup>976</sup> Le phénomène n'est pas surprenant dans l'Ouest. En Bretagne les confréries sont également antérieures (souvent plus d'un siècle) à l'organisation artisanale ou commerciale. Leguy, *Un réseau urbain...* op. cit. p. 349.

<sup>977</sup> Nous citons la confrérie de Château-Gontier qui tentait la fondation d'une aumônerie au début du XII<sup>e</sup> siècle. Avril, *Le gouvernement des évêques...* op. cit. p. 184. La confrérie Saint-Flaceau liée à l'abbaye Saint-Vincent du Mans est attestable à partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle. La Flèche en avait une au début du XII<sup>e</sup> siècle. Cependant à Poitiers nous ne connaissons pas l'existence d'une confrérie avant le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. A Saumur cette date se reporte au début du XV<sup>e</sup> siècle. Vincent, *Les confréries...* op. cit. p. 196-197, 200 et 202.

<sup>978</sup> Il s'agit de contentieux entre l'abbaye Saint-Nicolas et l'abbaye de Ronceray à propos des droits d'enterrement d'un jeune appartenant à cette confrérie formée récemment par des jeunes. „*orta est contentio inter nos et ecclesiam Beati Nicholai super corpusculo cujusdam defuncti juvenis, qui Piscis vocabatur... Juvenis ergo ille, cum aliis coequevis suis, inceperat fraternitatem in honore Sancti Nicholai; eratque fraternitas illa, recenter inventa, in maximo honore.*” CR n° 47.

<sup>979</sup> Avril, *Le gouvernement des évêques...* op. cit. p. 183.

<sup>980</sup> CR n° 44.

<sup>981</sup> Vauchez, *Les laïcs...* op. cit. p. 116.

temps, étaient trop éphémères pour être percevables dans une période marqué par une relative pauvreté des sources.<sup>982</sup>

La fin du XIII<sup>e</sup> siècle annonce une prolifération des confréries en France. Parallèlement, à Angers, de nouvelles informations nous parviennent de la confrérie Saint-Nicolas.

Un texte qui date de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle mentionne déjà que la confrérie dispose des statuts depuis un certain temps.<sup>983</sup> Quant aux structures, plusieurs procureurs sont à la tête de la confrérie. Ils sont munis de sceaux et sont responsables de la gestion. Les règles de recrutement ne semblent pas appliquer de préférences concernant les métiers. Notons également que parmi les membres on trouve plusieurs clercs gradués maîtres ou professeurs de droit. Ce fait ne semble pas surprenant sachant que la confrérie est liée visiblement au quartier de l'Evière.

Les membres se rassemblaient régulièrement à l'église paroissiale Saint-Germain où ils possédaient une chapelle dont les desservants sont également membres de la confrérie. D'autres rassemblements avaient lieu régulièrement dans une maison de la paroisse.<sup>984</sup>

La société avait des possessions propres. La base financière était assurée par les contributions des membres et était convertie en rentes. Il était également traditionnel parmi les membres d'offrir à la confraternité cinq sous à l'approche de la mort.

Si à notre époque nous n'avons pas plus de témoignage de l'existence de confraternités à Angers<sup>985</sup>, l'exemple de Saint-Nicolas et surtout la constitution d'un réseau charitable particulier à Angers montrent bien que les diverses formes d'assistance et de la vie associative sont dues au développement urbain et précèdent largement la période des épreuves que notre ville devait connaître à partir du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle.

<sup>982</sup> Vincent, *Les confréries*..op. cit. p. 44.

<sup>983</sup> ADML 43 G 1. Ces statuts étaient rédigés en latin. Peu avant le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle ils étaient traduits en français à cause de nombreux membres qui trouvaient un excellent prétexte dans le texte latin pour s'excuser en cas de négligence: „*in ipsa confratria sint plures fratres et pro majori parte laici qui de huiusmodi statutis non possint ita clare notitiam habere, nec ita bene possint ipsa statuta memoriae commendare ac si essent in lingua materna ordinata....statuta et ordiantiones transferrimus de lingua latina in liguam laicam seu maternam*” Ibid.

<sup>984</sup> „en la meson Guillaume prestre scize en la paroisse Sainct Germain joust le portau Sainct Germain d'Angiers. Laquelle maison fut jadis feu Symon de Durestal fusicien ou est accoustumé a assembler et faire congrégation” Ibid.

<sup>985</sup> Pour les confréries à Angers au bas Moyen Age: Matz, „Les confréries”...op. cit.



## **Cinquième partie**

**La grandeur et la misère de la vie quotidienne. Charité et assistance à  
Angers**

## **La charité et l'assistance à Angers au XIII<sup>e</sup> siècle**

Dans tout l'occident le XIII<sup>e</sup> siècle est caractérisé par une triple croissance démographique, économique et urbaine, avec en contrepartie l'accentuation des inégalités sociales. Le développement de l'action charitable devient dès lors une nécessité dans les villes dans la mesure où c'est là que se concentre le plus visiblement la misère de ceux qui n'ont pas réussi. Certes en Anjou, le début du processus de développement des structures charitables est fort antérieur à notre époque. Les premières manifestations de l'action charitable apparaissent dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle, pour connaître un essor caractéristique durant le siècle suivant.<sup>986</sup> De ce point de vue la question de la charité à Angers au XIII<sup>e</sup> siècle s'intègre dans un cadre plus large, élaboré en grande partie déjà dans des périodes antérieures. Force est de constater que ce siècle fut marqué par des inégalités croissantes entre riches et pauvres d'où le développement des institutions charitables. Notre siècle apporte à ce tableau des éléments complémentaires qui sont loin d'être négligeables. Ensuite il laisse voir, pour la première fois dans l'histoire du Moyen Age, l'enracinement institutionnel, social et économique de certains établissements charitables et donne des idées plus précises sur une pratique de l'assistance dans la ville.

### **Les cadres traditionnels de l'assistance à Angers**

#### **L'intervention des évêques**

Chacun connaît le rôle primordial des évêques dans l'assistance aux pauvres au cours du Moyen Age. Il est étonnant de constater pourtant qu'en Anjou nous n'avons pas de signes de l'action des évêques dans ce domaine durant le XI<sup>e</sup> siècle<sup>987</sup>. Elle n'est visible qu'à partir du XII<sup>e</sup> siècle. La coutume de la distribution de la nourriture aux pauvres devient régulière à l'anniversaire des évêques, ensuite lors de celui des

---

<sup>986</sup> Avril, *Le gouvernement...* op. cit. ; Bienvenu, 1966-1967 « La Pauvreté... »...op. cit..

chanoines et bienfaiteurs.<sup>988</sup> C'est au XIII<sup>e</sup> siècle, sous l'épiscopat de Nicolas Gellent (1260-1291), que nous avons le plus d'informations. Nous disposons alors de certains détails à propos des aumônes, détails qui donnent des idées du montant concret de leur répartition. Nous pouvons ainsi compléter les informations du XII<sup>e</sup> siècle.

Dans nos sources on peut discerner plusieurs sortes d'aumônes. Il y a, dans un premier groupe, les aumônes destinées aux établissements ecclésiastiques les moins dotés, les aumônes attribuées aux ordres mendiants, celles destinées aux établissements à vocation charitable et enfin celles qui touchent à l'assistance sociale. Mises à part les aumônes offertes aux mendiants installés dans la ville à partir des années 1220, on relève la fréquence des aumônes données aux Filles-Dieu<sup>989</sup> et aux religieuses de Saint-Sauveur de Hanelou<sup>990</sup> Cela représente de l'argent (dont la répartition est très inégale par périodes) destiné souvent à acheter des robes, au moins en partie. Il est à noter que d'autres établissements à vocation expressément charitable comme l'hôpital Saint-Jean, Toussaint ou les léproseries ne figurent pas sur la liste des dépenses de l'évêque.<sup>991</sup>

On peut ranger dans un autre groupe les aumônes de l'évêque versées à des individus. Là il s'agit évidemment de cas particuliers où nous avons du mal à discerner les motifs réels de l'aumône. Pourtant on y retrouve souvent des convers<sup>992</sup> qui sont habillés ou dotés par l'évêque, parfois régulièrement<sup>993</sup>.

Le troisième groupe des aumônes est constitué par les dons charitables faits expressément en faveur des pauvres de la ville. En période de carême pendant quarante jours six pauvres sont dotés d'un denier par jour.<sup>994</sup> Dans les comptes de Nicolas Gellent on trouve toujours le montant de l'argent sans allusion à l'achat de nourriture. Même si on ne peut pas exclure ce dernier, les distributions de deniers devaient être courantes. Elles sont liées aux fêtes ecclésiastiques et se déroulent aux portes du palais épiscopal. Parfois les sources nomment également les responsables de la distribution. Il s'agit le plus souvent d'un certain Mathieu Barbier. A la veille de la fête de la Saint Barthélémy, en 1285, un certain Maurice, recteur de Bierné distribua cinq sous parmi

<sup>987</sup> Bienvenu 1967, « La Pauvreté... »...op. cit. p. 12.

<sup>988</sup> Bienvenu 1967, « La Pauvreté... »...op. cit. p. 199-200.

<sup>989</sup> CNG art. 15, 26, 94, 110, 898, 1083.

<sup>990</sup> CNG art. 1084

<sup>991</sup> Pourtant l'évêque versait des aides chaque semaine aux maisons religieuses de la ville dont le montant s'éleva à 354 livres pendant les 6 ans inventoriés. CNG, introd. XX.

<sup>992</sup> CNG introd. XXI.

<sup>993</sup> CNG art. 1091.

<sup>994</sup> CNG art. 37.

les pauvres d'Angers.<sup>995</sup> On découvre de l'argent destiné à être distribué aux Rameaux (20 sous-1286) et à Noël en 1289. Le montant est ici le plus important : cinq livres, en rapport avec l'importance de la fête<sup>996</sup>

Une remarque s'impose pourtant: les aumônes en rapport avec le calendrier ecclésiastique ne se répètent jamais pendant la période de la rédaction des comptes. Cela pourrait signifier deux choses: ou bien notre source est loin d'être exhaustive pour la période indiquée ou bien les distributions de dons sont modifiées chaque année pour des raisons qui nous sont inconnues. En tout cas cela veut dire que les dons n'étaient pas forcément réguliers.

En dehors des fêtes ecclésiastiques, les synodes ont également suscité la générosité de l'évêque accordées sous d'autres formes. En 1289 le vendredi après la Pentecôte, l'évêque fit distribuer 30 sous aux pauvres de la ville.<sup>997</sup> Il faut enfin signaler que dans un cas l'aumône n'est accompagné d'aucune information complémentaire.<sup>998</sup>

La plupart des aumônes pourtant nous restent cachées, car beaucoup étaient financées par des biens ou des rentes offertes expressément pour cela<sup>999</sup> et qui ne figurent absolument pas dans des livres de comptes quotidiens.

### Le rôle des monastères et des chapitres

Inutile de souligner le rôle des monastères qui, tout autant que le rôle des évêques, fut primordial dans l'histoire de la charité médiévale, surtout au cours des deux premiers siècles qui suivirent le premier millénaire. Certes, comme nous allons le voir, le XIII<sup>e</sup> siècle a vu d'importants changements dans ce domaine à Angers. Cependant le rôle de ces établissements est encore loin d'être négligeable. Le réseau monastique urbain et périurbain, comme nous l'avons déjà dit, ne fut achevé qu'au milieu du XI<sup>e</sup> siècle. Le secours aux pauvres conformément à la règle de saint Benoît fut une tâche importante. Jean-Marc Bienvenu apporte de nombreuses preuves pour

---

<sup>995</sup> CNG art . 213.

<sup>996</sup> CNG art . 370, 1078.

<sup>997</sup> CNG art . 1004.

<sup>998</sup> CNG art . 911. La somme y est relativement basse (8 sous).

<sup>999</sup> Voir Bienvenu 1967, , « La Pauvreté... »...op. cit. p. 200-201.

montrer les liens étroits entre les monastères et les pauvres à la fin du XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècle en Anjou et plus précisément à Angers.<sup>1000</sup>

Le rôle des aumôneries, en tant qu'office claustral y était primordial. Les donations visent souvent l'aumônier (ou l'aumônerie) qui est le responsable de la « redistribution » de biens offertes sous d'autre forme. Dans les sources écrites de l'abbaye Saint-Aubin on discerne un bâtiment particulier pour l'aumônerie à partir de la deuxième moitié du 12<sup>e</sup> siècle.<sup>1001</sup>

Les distributions d'aliments sont d'abord celle du pain, comme on l'a vu dans le cas des évêques. Voici un exemple concret qui a persisté longtemps: l'abbaye du Ronceray, le 1<sup>er</sup> avril chaque année, conserve la tradition de la distribution de pain de la comtesse Hildegarde, coutume qu'elle garda jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle.<sup>1002</sup> D'autres documents qui nous sont parvenus montrent qu'on peut observer la distribution d'autres aliments comme du fromage ou des légumes en cas de disette au cours du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>1003</sup> Malheureusement pour le XIII<sup>e</sup> siècle nous avons quelques problèmes à propos des sources. Comme les cartulaires monastiques s'arrêtent, en général, à la fin du XII<sup>e</sup> siècle et que le nombre des archives ne devient considérable qu'à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, nous devons constater un vide parfois très agaçant.<sup>1004</sup> Ainsi, une fois enregistrées les informations du XII<sup>e</sup> siècle, nous avons du mal à y ajouter des détails pour le siècle suivant.<sup>1005</sup>

En même temps les monastères avaient d'autres activités de charité, notamment l'accueil des pèlerins, des infirmes ou des malades. On ne sait pas trop de quelle manière était organisée la répartition de ceux-ci mais, pour le XIII<sup>e</sup> siècle à Angers, avec l'existence de l'hôpital Saint-Jean les monastères avaient des « concurrents » dans ce domaine et leur charge était partagée. Certains nobles, *milites* ou *barones*, surtout s'ils étaient vassaux ou simples donateurs d'un monastère, ont certainement choisi le

<sup>1000</sup> Bienvenu 1967, , « La Pauvreté... »...op. cit. p. 6-7.

<sup>1001</sup> CSA t. II n° CCCCLXXXVIII.

<sup>1002</sup> Port, *Dictionnaire*...op. cit. t. I. p. 89.

<sup>1003</sup> Halphen, *Recueil des annales* ...op. cit. p. 72.

<sup>1004</sup> Ainsi, les premiers documents concernant l'aumônerie dans les archives des offices claustraux ne commencent qu'au XIV<sup>e</sup> siècle mis à part quelques chartes du XII<sup>e</sup> siècle pour l'abbaye Saint-Aubin, en 1258 pour l'abbaye Saint-Serge (avec très peu de documents du XIII<sup>e</sup> siècle, et en 1334 pour l'abbaye Saint-Nicolas. Ils seraient utiles pour une évaluation du temporel géré par l'aumônier mais cela n'est réalisable qu'en partie pour la période avant la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

<sup>1005</sup> Nous serions très curieux, par exemple, de savoir dans quelle mesure les fondations des aumôneries –en premier temps celle de l'hôpital Saint-Jean a-elle modifié le rôle des aumôneries monastiques.

monastère plutôt que l'aumônerie fréquentée par les diverses couches de la société.<sup>1006</sup> A partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle on connaît les infirmiers (*infirmarius*) de certains monastères par leurs noms.<sup>1007</sup> Pourtant ils n'étaient pas des dignitaires claustraux, on les nomme souvent *famulus*.<sup>1008</sup>

L'infirmerie doit être un bâtiment à part comme le prouve le cas du Ronceray où l'infirmerie est reconstruite grâce à l'aide considérable (100 livres) du sénéchal d'Anjou, Etienne Marçay à la fin du XII<sup>e</sup> siècle.<sup>1009</sup>

Le Ronceray avait aussi d'autres vocations charitables: au début du XII<sup>e</sup> siècle (1116-1126) le comte d'Anjou Foulques V ordonna d'entretenir à titre perpétuel treize enfants pauvres (le treizième porta le titre « pauvre de la comtesse Hildegarde »), n'ayant pas de soutien paternel, dans son école. Ces « boursiers » devaient avoir une naissance légitime, en Anjou ou en Maine, et ils étaient désignés personnellement par l'abbesse de Ronceray. Les rentes offertes par le comte visaient une pension quotidienne plus l'allocation annuelle d'une petite somme d'argent (30 sous).<sup>1010</sup> Si la longue survivance d'une fondation aussi prestigieuse, en plus économiquement bien fondée est fort probable, malheureusement nous n'en avons pas davantage de signes pendant notre période.

En dehors du réseau des abbayes bénédictines nous devons indiquer l'abbaye Toussaint qui a eu expressément une vocation charitable à partir de sa fondation au milieu du XI<sup>e</sup> siècle. A l'époque, sa création traduisait une nécessité de l'assistance auprès des pauvres de la ville qui n'avaient ni ressources ni racines dans cette espace urbain qui les accueillait. Ce phénomène est lié à la conjoncture économique et démographique, qui entraîne la croissance urbaine.<sup>1011</sup> La communauté des chanoines réguliers vivant selon la règle de saint Augustin eut la charge d'assister et de soigner les pauvres de la ville, une tâche complémentaire donc, car les abbayes bénédictines refusèrent la mise en œuvre de ce service étant contraire à leur discipline.<sup>1012</sup> Cela

<sup>1006</sup> Ce phénomène évidemment ne concerne pas uniquement notre époque: Un acte de 1059 nous apprend qu'un chevalier (*miles*) nommé *Marchoardus* est hospitalisé dans l'abbaye de Saint Florent « in hospitali sancti Florenti ubi aegrotabat M. » CN n°52.

<sup>1007</sup> Gervais Sobran infirmier de l'abbaye Saint-Aubin en 1275. ADML H 169 f. 282bis.

<sup>1008</sup> Bienvenu 1967, , « La Pauvreté... »...op. cit. p. 10-11.

<sup>1009</sup> CHSJ n° 12.

<sup>1010</sup> Chartrou, *L'Anjou*...op. cit. p. 275, CR n° 445.

<sup>1011</sup> Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. 20.

<sup>1012</sup> Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. 22, 43

n'empêche pas évidemment de dire qu'ils ont accueilli les pauvres frappant à leurs portes.

Deux sources du XV<sup>e</sup> siècle mentionnent une ancienne tradition à propos de l'activité charitable de Toussaint. Ces sources concernent la soirée du Jeudi saint : un repas était assuré pour trente pauvres dans le réfectoire de l'abbaye suivi par la messe et ensuite par le lavements des pieds des pauvres.<sup>1013</sup> Il faut souligner que, par vocation, les actes concrets de charité se complétèrent par un rôle spirituel auprès des pauvres de la ville.

Une mission très importante de Toussaint fut l'enterrement des pauvres dans son cimetière. Dans ce but l'abbaye fut dotée par la veuve de Foulque Nerra, Hildegarde, presque au moment de sa fondation, des biens nécessaires pour acheter le terrain. Le cimetière exista donc très tôt.<sup>1014</sup> Il nous paraît inutile d'expliquer l'importance de ce fait. On dira simplement que les débats et les querelles concernant les droits d'enterrement et leurs issues parfois cruelles (exhumation des cadavres) entre le Ronceray et l'abbaye Saint-Nicolas au début du XII<sup>e</sup> siècle sont révélateurs des enjeux de l'inhumation.<sup>1015</sup>

La mission charitable de Toussaint fut soutenue par deux éléments importants : l'absence des obligations paroissiales à Angers<sup>1016</sup> et l'emplacement de l'abbaye, c'est à dire il était proche de l'enceinte antique dans la ville.

Angers au XIII<sup>e</sup> siècle héritait donc d'un établissement de longue tradition charitable mais au cours du siècle son rôle auprès des pauvres diminua considérablement à cause de l'apparition de l'hôpital Saint-Jean qui eut également son propre cimetière. Pourtant les deux institutions n'ont pas eu les conflits qu'on aurait pu craindre du fait d'une certaine « concurrence ». Le seul désaccord dont nous avons connaissance (qui n'exclut pas forcément l'existence d'autres confrontations) date de

<sup>1013</sup> Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. 41.

<sup>1014</sup> Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. 17. Les donations princières raréfient considérablement à partir de l'époque des Plantagenêt et ne concernent que les prieurés.

<sup>1015</sup> Voir plus haut et Bienvenu (J.-M.), «Les conflits de sépulture en Anjou ...» ...op. cit. p. 673-685. Si le nombre des conflits semblables diminuait considérablement au cours du XIII<sup>e</sup> siècle nous avons à constater que les prestations religieuses à l'occasion des enterrements ou tout simplement des décès ou des extrêmes-onctions donnaient lieu à des abus (on dirait rusés). Les décrets des synodes angevins interviennent plusieurs fois à la fin du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Avril, *Les statuts synaudaux* ...op. cit., p. 172-175, 212-215.

<sup>1016</sup> Pourtant, il est intéressant qu'en dehors d'Angers, de nombreux prieurés de l'abbaye étaient des églises paroissiales en même temps. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle l'abbaye Toussaint avait parmi ses dépendances 29 paroisses que l'on peut appeler aussi prieuré-cures. Ils sont par contre toujours dispersés dans le diocèse d'Angers ou même dans les diocèses voisins comme celle de Nantes du Mans ou de Tours. Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. 54-56.

1216 et il concerne un droit d'enterrement.<sup>1017</sup> Mais la résolution du problème donne l'occasion aux deux établissements de conclure une confraternité entre eux.

Pourtant, outre l'apparition de l'hôpital Saint-Jean, on peut supposer que la topographie de la concentration des pauvres changea également au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. Le développement de la Doutre, la construction de l'enceinte urbaine, la formation d'un quartier canonial privèrent l'abbaye Toussaint de son espace traditionnel. L'abbaye ne constitua plus le pôle le plus important de la charité urbaine. Ces biens à Angers se concentrèrent autour de l'abbaye et le long des murs de la cité.<sup>1018</sup> Il est intéressant de voir que les acquisitions d'immeubles (maisons, jardins, celliers) très proches de l'abbaye ne sont percevables que très tard, à partir de 1224.<sup>1019</sup> D'autres acquisitions de maisons s'y ajoutèrent à la fin du siècle dans la rue Baudrière<sup>1020</sup>, dans la rue Courte<sup>1021</sup> en face de la tour de vieille Chartre de l'enceinte antique de la Cité. Force est à constater que l'abbaye Toussaint avait une emprise foncière modeste même dans son secteur urbain. Les points stratégiques de l'économie ou de la circulation urbaine échappent entièrement à l'abbaye. Il est curieux de voir qu'elle en a pourtant acquis dans d'autres villes comme par exemple à Nantes.<sup>1022</sup> Vu donc le temporel de Toussaint, le rayonnement de l'abbaye gravitait en dehors de la ville. L'absence, dans nos sources, d'un enthousiasme des angevins sur le plan des donations pieuses – n'oublions pas que même dans la proximité, l'abbaye acquit des maisons par achat – semble confirmer le rôle secondaire de Toussaint dans la ville au XIII<sup>e</sup> siècle.

Quant au rôle des autres monastères il faut conclure qu'à partir de leur régime interne et de leur rituel ils avaient moins de souplesse pour répondre aux nouveaux besoins sociaux issus de l'essor urbain, de l'intensification de la circulation des

<sup>1017</sup> Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. n° 44. Voir plus-bas.

<sup>1018</sup> ADML H 1279 f. 2 et les suiv. dont beaucoup du début du XIV<sup>e</sup> siècle.

<sup>1019</sup> Il s'agit de maisons, celliers et jardins dans la rue Toussaint (*in vico Omnium Sanctorum*) qui furent objet de don au profit de l'abbaye au cours des années 1210 ou au début des années 1220. La possession de ces immeubles provoqua un conflit entre l'abbaye et le sénéchal d'Anjou. Maurice de Craon régla le conflit en 1224 en faveur de Toussaint. Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. n° 10.

<sup>1020</sup> ADML H 1278 f. s.n. (1293).

<sup>1021</sup> Cette acquisition est un achat de deux maisons. Le vendeur était Thomas Goenyez bourgeois d'Angers. Le prix fut très élevé (100 livres) conformément à la situation favorable du secteur. ADML H 1278 f. s.n. (1298) l'acte existe aussi bien en français et qu'en latin.

<sup>1022</sup> Grâce aux dons de Conan III, comte de Bretagne (XII<sup>e</sup> siècle) l'abbaye Toussaint posséda les droits et les revenus du pont de Nantes et des emplacements de moulins. Comte, *L'abbaye Toussaint d'Angers*...op. cit. p. n° 61.



hommes.<sup>1023</sup> S'ils gardaient une certaine place dans l'assistance urbaine au XIII<sup>e</sup> siècle, c'était un rôle de plus en plus restreint et il s'avère bien que d'autres établissements ou tout simplement d'autres moyens sont désormais intervenus avec beaucoup de vigueur.

### La charité des particuliers

En dehors des établissements ecclésiastiques, nous avons à remarquer les pratiques charitables des personnes laïques ou ecclésiastiques offrant leurs biens de leur propre initiative. Nous devons, cette fois encore, constater la rareté d'informations dans les sources écrites.

Quand on fait la comparaison entre l'Anjou et le domaine capétien au temps de Saint Louis la différence est éclatante en matière de la charité princière. Chacun connaît les fondations charitables de Saint Louis ainsi que la part des aumônes destinées aux pauvres dans le budget royal.<sup>1024</sup> Ces efforts sont également visibles dans les testaments royaux, notamment dans ceux de Louis VIII<sup>1025</sup> et de Louis IX<sup>1026</sup>. Dans ces testaments royaux l'abbaye de Fontevraud fut la seule bénéficiaire des dons de Louis IX.<sup>1027</sup>

En même temps nous ne trouvons pas trop surprenant le manque de signes de la charité princière en Anjou. Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, contrairement aux siècles précédents le roi ou le comte est pratiquement toujours absent. De ce fait les princes manifestent comme on l'a vu moins d'attachement à la province. Malgré donc les quelques exemples de dons faits aux institutions charitables<sup>1028</sup> il n'y a pas de signes de fondations, ou d'aumônes plus importantes. La même observation s'impose pour les officiers du comte ou du roi. Ils sont pratiquement absents dans le domaine des aumônes charitables.<sup>1029</sup>

Quant aux aumônes des autres particuliers laïcs ou ecclésiastiques, elles sont nombreuses. Dans la grande majorité des cas elles prennent la forme de dons faits aux établissements charitables. L'enrichissement rapide de l'hôpital Saint-Jean est à lui seul

<sup>1023</sup> Dufour et Platelle, *Fondations et œuvres charitables*...op. cit. , p. 10.

<sup>1024</sup> Les préoccupations charitables de Saint Louis voir aussi: O'Conelle, *Les propos*...op. cit. p. 60-62.

<sup>1025</sup> *HFS* t.V. 324-325.

<sup>1026</sup> *HFS* t.V. 438-440.

<sup>1027</sup> L'abbaye reçut 130 livres d'après le testament. *HFS* t.V. 438.

<sup>1028</sup> De Boüard, *Actes*...op. cit. n°1061

un bon exemple de ces générosités. Ailleurs, les aumônes des testaments concernent souvent le prieuré Saint-Sauveur d'Hannelou<sup>1030</sup> et la communauté des Filles-Dieu<sup>1031</sup>

Des aumônes plus directes figurent dans les testaments qui réapparaissent au cours de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. On y trouve des moyens divers pour aider les pauvres de la ville. Les sommes léguées pour la distribution de nourritures aux pauvres se répètent souvent dans nos testaments. Leurs montants sont variables de 20 sous à 20 livres. Ces distributions sont liées d'habitude au jour du décès du testateur, au septième jour suivant ou au jour de l'anniversaire de son décès. Les pitances (*pictancia*) aux jours des anniversaires sont nombreuses. Elles sont financées par des sommes d'argent ou des rentes léguées par le testateur. Elles sont partagées en deux : une pour la communauté des frères et des sœurs, l'autre pour les pauvres et les malades.<sup>1032</sup> Le plus souvent une somme fixe est à distribuer parmi les pauvres. Plus rares sont les cas, où la vente d'une rente ou d'un immeuble garantit le versement de la somme à distribuer.<sup>1033</sup> Il arrive que le testateur décide qu'il y aura plusieurs choses à distribuer. Ainsi, *Mathea* veuve de Pierre de Tours, légua en 1265 20 livres pour acheter du pain et 20 livres pour des vêtements et de chaussures (*XX libris telarum et calciamentorum*).<sup>1034</sup> Les aumônes de rédemption sont parfois divisées en fonction du salut de la personne dont il s'agit. Ainsi, Jacques de Pontorson clerc, consacre en 1274 au total 27,5 livres à distribuer (*pauperibus erogandos pro remedio anime*) pour le salut de sa mère, de sa sœur, de son frère et de son neveu, tous défunts. Ces dons sont répartis très inégalement.<sup>1035</sup> Le testament du chevalier *Matheus de Escarboto* témoigne d'une largesse exceptionnelle en versant 100 livres pour les pauvres de la ville d'Angers et de tout le diocèse. *Matheus* consacra cette somme à des distributions de vêtement et une participation au frais des mariages des pauvres.<sup>1036</sup> Dans son testament (1259), Guibert Lanier fit également de dons pour marier les pauvres filles.<sup>1037</sup>

<sup>1029</sup> On sait bien que ce n'était pas toujours le cas. Il suffit de penser à la famille d'Etienne Marçay, du sénéchal d'Henri II.

<sup>1030</sup> CHSJ n° 154, 160.

<sup>1031</sup> CHSJ n° 153, 154, ADML B 82 f.12.

<sup>1032</sup> CHSJ n° 153.

<sup>1033</sup> ADML B 82 f.12.

<sup>1034</sup> CHSJ n° 154.

<sup>1035</sup> CHSJ n° 161. Ainsi pour le salut de son frère il légua 10 livres, pour celui de sa sœur 2 livres et demie.

<sup>1036</sup> « *Centum libras monete currentis pauperibus puellis maritandis et aliis miserabilibus personis civitatis et diocesis Andegavensis in tunicis, caminis, calceamentis et aliis vestimentibus erogandis.* » BNF coll. TA t. VIII. n° 3317.

<sup>1037</sup> ADML G 340 f. 27.

On voit donc, une fois de plus que les aumônes (comme même la notion de la pauvreté) sont liées à une capacité de contracter un mariage. Ces gestes vont au-delà d'une aumône mais visent à contribuer par un aide à la stabilité sociale du bénéficiaire et en particulier de ses descendants.

Finalement nous devons citer un cas qui nous témoigne des largesses de personnes qui vivaient dans des provinces ou pays lointains et qui avaient eut certainement une relation avec notre ville dans un moment de leur vie mais nous ignorons quand et dans quelles conditions. Les informations sur la pratique charitable de ces personnes nous parviennent souvent au hasard. C'est ainsi que nous connaissons au début du XIV<sup>e</sup> siècle (1313) un chevalier, familier du roi, Guillaume de Harcourt seigneur de la Saussaye qui faisait distribuer une partie de sa fortune parmi les pauvres de plusieurs villes du nord et de l'ouest de la France comme parmi ceux d'Angers.<sup>1038</sup>

### Les léproseries

L'apparition massive des léproseries en France comme dans Occident en général précède notre époque. L'appui pontifical qui encouragea beaucoup ce processus remonte également à la deuxième moitié du XII<sup>e</sup> siècle, c'est à dire au III<sup>e</sup> concile de Latran.<sup>1039</sup> Les fruits de cette politique sont également visibles dans notre comté.

Les établissements voués à accueillir exclusivement les lépreux sont présents à Angers -ou plus précisément dans ses environs proches- dès le début du XII<sup>e</sup> siècle. Pour le XIII<sup>e</sup> siècle on en trouve deux dans le voisinage très proche de la ville. Saint-Lazare au nord-ouest, et la Madeleine au sud-est. En outre, nous avons deux autres institutions un peu plus loin de la ville, vouées à l'assistance (au moins en partie) des lépreux. L'une aux Ponts de Cé, l'autre à Avrillé. Ce dernier établissement faisait partie du réseau des grandmontains. Malheureusement nos informations sur ces institutions au XIII<sup>e</sup> siècle sont très déficitaires et sans aucun fonds d'archives spécifiques. C'est sur la léproserie Saint-Lazare que nous avons le plus d'informations. Fondée au plus tard en 1116, elle est un exemple précoce des préoccupations charitables des bourgeois d'Angers. Tout de même sa création entraîna le mécontentement de l'abbaye de Notre-

---

<sup>1038</sup> *RTCH* t. I. n° 1905

Dame-de-la-Charité (Ronceray) dont le cartulaire garde un document très significatif.<sup>1040</sup> : le fait que les bourgeois n'aient pas demandé l'accord et le consentement (*sine assensu et consilio*) de l'abbesse du Ronceray au moment de la création entraîna un différend sérieux. L'installation d'un prêtre et la perception des bénéfices ainsi que les oblations portaient également préjudice au Ronceray. Le jugement prononcé dans la salle capitulaire du Ronceray montre bien que l'abbaye ne se laissa pas priver de ses prérogatives paroissiales.<sup>1041</sup> L'intervention de Renaud de Martigné, évêque d'Angers eut un caractère indirect dans le sens où il ne figurait pas sur la liste des témoins mais le document fait mention de la reconnaissance préalable, sans doute orale, des prérogatives du Ronceray par les fondateurs en présence de l'évêque.<sup>1042</sup> On est donc ici avec le Ronceray témoin d'un phénomène qui se reproduira moins d'un siècle plus tard avec l'hôpital Saint-Jean. L'initiative de la création d'une institution de charité n'appartient en rien au Ronceray. L'abbaye pourtant s'impose rapidement comme patron et ne laisse échapper aucune de ses prérogatives.

Le choix de l'emplacement de la léproserie Saint-Lazare lui réserve de nombreux avantages. Comme François Comte et François-Olivier Touati l'ont déjà souligné<sup>1043</sup>, elle se trouvait à la limite des espaces économiques urbain et rural, à quelques centaines de mètres d'une entrée principale (Porte Lionnaise) de l'enceinte du 13<sup>e</sup> siècle. Elle était ainsi placée -comme d'habitude les léproseries- à coté d'une artère principale du comté, jouxtant la route d'Angers à Château-Gontier qui mène ensuite à Laval puis en Bretagne ou en Normandie. En deuxième temps le paysage agricole qui l'entoure, ainsi que la présence immédiate de l'eau sont tout aussi importants pour le fonctionnement économique quotidien au sens plus large. Le processus de création de la léproserie et son emplacement « multifonctionnel » justifient parfaitement le propos

<sup>1039</sup> Avril, *Le gouvernement...* op. cit. p. 494.

<sup>1040</sup> CR p. 39. Pour la traduction française du document v. Comte, « La léproserie Saint-Lazare »...op. cit. (1997) p. 10.

<sup>1041</sup> *Burgenses confratres ...concesserunt Deo et Sancte Marie ecclesiam illam solidam et quietam et presbiterium et oblationem et quicquid utilitatis in posterum proveniret. Promiserunt etiam ...quod sacerdoti, qui per manum abbatissae ponentur et serviet pauperibus, darent per singulos annos modium vini vel vineas convenientes et modium frumenti de beneficio suo.* Ibid.

<sup>1042</sup> *...diffinita calumpnia, cognito jure Sancte Marie Caritatis in presentia domni Raginaldi episcopi burgenses confratres venerunt in capitulum Sancte Marie...* Ibid.

<sup>1043</sup> Comte, « La léproserie Saint-Lazare »...op. cit. p. 9 ; Touati 1997 p. 4.

et la réflexion de François-Olivier Touati «sur les mécanismes complexes de l'exclusion médiévale». <sup>1044</sup>

Les rares documents dont nous disposons pour le XIII<sup>e</sup> siècle confirment que la léproserie était entourée par des vignes (1231<sup>1045</sup>, 1261<sup>1046</sup>). La première mention du fief appartenant à Saint-Lazare date de 1269.<sup>1047</sup> Il s'agit bien de vignes sur le terrain dit de « La Forbière » à côté de la léproserie. Le fait que nous ayons mention du fief et des possessions exclusivement dans le voisinage de la léproserie nous fait penser à une pratique de donation qui favorisait moins les léproseries. L'absence du terme « *feudum* » concernant le temporel de la léproserie pendant un siècle et demi suivant sa création va également dans ce sens. La comparaison avec un autre établissement de charité, à savoir l'hôpital Saint-Jean, est tout aussi révélatrice. Ce dernier, fondé un demi-siècle plus tard, s'enrichit très rapidement et -comme on va le voir plus bas- joua un rôle très important dans la vie économique et sociale de la ville. Evidemment son rôle fut beaucoup plus complexe que celui d'un «simple» léproserie. Dans les deux cas, on pourrait supposer l'importance des bourgeois dans la constitution du temporel. Pourtant la léproserie reçut peu de dons des habitants d'Angers. Les testaments en sa faveur sont également rares. Pour notre période nous disposons d'une bonne vingtaine de testaments (mise à part les simples fondations de chapelles dans divers établissements ecclésiastiques) et seuls deux<sup>1048</sup> d'entre eux parlent des legs pour les lépreux malgré parfois une longue énumération des divers établissements bénéficiaires. On voit donc, que ce n'est pas uniquement l'absence d'archives sur les léproseries qui est la cause de la pénurie des informations. Sur le terrain de la charité privée les contemporains dépensent visiblement moins au profit des lépreux.

Evidemment cela ne veut pas dire qu'ils sont invisibles dans toutes les actions à caractère charitable. Parmi les dépenses de Charles II d'Anjou de 1288 on découvre que le comte attribue aux lépreux 24 sous pour des chaussures sans aucune précision d'établissement bénéficiaire.<sup>1049</sup> Une objection s'impose. Dans la même liste figurent deux autres chiffres qui nous renseignent sur les aumônes pour les grandmontains. La Haye aux Bonhommes d'Avrillé : pour le mi-Carême (*media quadragesima*) ils ont

<sup>1044</sup> Touati 1997 p. 5.

<sup>1045</sup> CHSJ n° 99.

<sup>1046</sup> ADML 1 Hs B 45 f.1.

<sup>1047</sup> CHSJ n° 159.

<sup>1048</sup> CHSJ n° 154. (1265) ;

reçu 12 livres et 4 sous puis pour la fête de Saint Nicolas 24 livres 8 sous, c'est à dire le double de la somme précédente.<sup>1050</sup> Le montant est donc beaucoup plus considérable et il traduit plus le respect et l'attachement du comte à cet établissement que la volonté de Charles II de subvenir aux besoins des lépreux.

Quant aux sources épiscopales, nos informations ne sont pas plus nombreuses. Une source dont on souhaiterait avoir beaucoup d'information, *Les comptes des recettes et des dépenses de Nicolas Gellent* relatives à la période de 1284 à 1290 ne nous apporte aucune précision. Dans un tout autre contexte, quelques années plus tard les statuts synodaux de la Saint Luc 1293 nous indiquent que certains vêtements dites malhonnêtes (*inhonesta*) de prêtres -c'est à dire ceux qui ne sont pas fermés dessus- seront confisqués et distribués aux lépreux.<sup>1051</sup> Ici, bien entendu, il ne s'agit pas d'aumônes. Le cas cité montre plutôt comment un groupe en marge de la société devient bénéficiaire des sanctions qui frappent des ecclésiastiques ne respectant pas les canons. Le fait que certains vêtements soient déconseillés ou même proscrits pour les gens d'églises n'est pas surprenant. Les évêques angevins traitent le problème sévèrement depuis la deuxième décennie du XIII<sup>e</sup> siècle comme en témoignent les prescriptions de Guillaume de Beaumont. Pourtant, jusqu'aux statuts de 1293, les vêtements confisqués –les habits luxueux- étaient distribués parmi les pauvres sans davantage de précisions.<sup>1052</sup>

Malgré ces lacunes d'informations nous ne sommes pas toujours privés de détails. Quant à la léproserie Saint-Lazare, comme on la vu, nous connaissons l'existence de quelques fiefs lui appartenant et nous connaissons son propre cimetière<sup>1053</sup>. Ce fait est d'autant plus important que l'on connaît des léproseries qui ont dû attendre plus de 100 ans avoir leurs propre cimetière.<sup>1054</sup> Certains bâtiments de l'enclos des lépreux sont également mentionnés.<sup>1055</sup> La chapelle du XII<sup>e</sup> siècle, qui marque –avec l'existence d'une cloche- une autonomie précoce de l'établissement sur

<sup>1049</sup> BMA ms 977 f.4.

<sup>1050</sup> Ibid. La somme doublée peut cacher un autre terme (date déterminée) dans cet intervalle de plus de huit mois. Les deux dates indiquées correspondent aux foires annuelles d'Angers. Il paraît très logique que la troisième soit également la date d'une foire angevine c'est à dire l'Angevine le 8 septembre.

<sup>1051</sup> « eorum indumenta inhonesta et aperta leprosis largiemur », Avril, *Statuts synodaux* ...op. cit. t. III. P. 166.

<sup>1052</sup> Avril, *Statuts synodaux* ...op. cit. t. III. P. 166. note 11.

<sup>1053</sup>

<sup>1054</sup> Caille, *Les hôpitaux et charité*...op. cit. p. 33.

<sup>1055</sup> Comte 1997. On y trouve les résultats de l'opération archéologique de 1991 aussi, qui complètent les informations des sources écrites à propos de la léproserie.

le plan ecclésiastique, a des mesures modestes. Ses matériaux de construction –schiste ardoisier- se trouvent sur place. Son plan quadrangulaire à nef unique reflète également une simplicité. Les 66 mètres carrés ne permettent d’abriter qu’une communauté restreinte. Cette faiblesse numérique des lépreux à Saint-Lazare est confirmé par François Comte. Les analyses de Christian Davy effectuées sur les peintures murales de la chapelle de la léproserie Saint-Lazare prouvent pourtant un remaniement de la décoration au cours de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>1056</sup> Ces peintures réalisées selon une technique proche de la fresque permettent des comparaisons artistiques et font voir des ressemblances avec d’autres oeuvres angevines de l’époque.

Saint-Lazare disposait également d’une grange et d’un bâtiment communautaire dont on possède moins de détails mais il paraît probable qu’il s’agissait de constructions en partie en bois.<sup>1057</sup> A propos du fonctionnement de l’établissement les premières informations datent de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Nous savons qu’en 1261, la léproserie avait quatre procureurs (*procuratores*) : *Guiterius Potart*, *Michelis Lavenoor*, *Hanulus Allutarius* (mégissier) *Laurentius Cerearius* (cirier)-qui ont baillé à rente un arpent et demi de vigne à la « Bernardière » à côté de la léproserie.<sup>1058</sup> Leurs noms reflètent des activités artisanales mais nous ne savons pas si ces noms indiquent des professions pratiquées. Pourtant nous pouvons supposer qu’ils sont des bourgeois d’Angers.

Nos informations sur la Madeleine sont encore plus lacunaires. L’institution se trouvait à l’extrémité opposée de la ville, elle aussi dans un milieu suburbain à côté de la route menant à Tours dans le faubourg Bressigny. Son existence est sûre à partir du XII<sup>e</sup> siècle. Le testament (1265) de *Mathea* (Macée) veuve de Pierre de Tours, le seul qui fasse mention de la Madeleine (*leprosaria beate Marie Magdalene*), la cite juste après la léproserie Saint-Lazare.<sup>1059</sup> Les sommes léguées aux deux établissements sont identiques (10 sous). Ce fait prouve qu’aux yeux de la testatrice en 1265, les deux établissements avaient à peu près la même importance. Quant aux liens entre les deux léproseries, François Comte a récemment lancé une hypothèse sur une séparation sociale ou de sexe des deux institutions.<sup>1060</sup> Basée abondamment sur des exemples

---

<sup>1056</sup> Davy 1997.

<sup>1057</sup> Comte 1997. 11.

<sup>1058</sup> ADML 1 Hs B 45 f.1.

<sup>1059</sup> CHSJ n° 154

<sup>1060</sup> Comte 1997. 11.

comparatifs, cette hypothèse –bien qu'elle nous paraîsse tout à fait acceptable- n'est malheureusement pas confirmée à Angers par les sources.

Les deux autres établissements qui ont accueilli des lépreux se trouvaient certes un peu plus loin de la ville mais toujours dans son rayon d'attraction. Celui des Ponts de Cé, sur lequel nous avons peu d'informations, se trouvait à proximité d'un des passages principaux de la Loire ainsi que des axes routiers nord-sud et est-ouest.

Un cas spécial: La Haye aux Bonhommes d'Avrillé.

Il nous reste un établissement qui eut un caractère particulier, c'est le prieuré des grandmontains tout près d'Angers, précisément à Avrillé. Là, évidemment il ne s'agit pas vraiment d'une institution de charité. Pourtant nous savons bien que dès sa formation au moins on trouve des lépreux même dans la communauté des frères. Bien entendu cela contredit parfaitement les règles de l'ordre<sup>1061</sup> composées au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, mais n'exclut pas l'existence préalable d'une communauté de lépreux à cet endroit.<sup>1062</sup> A propos de l'activité d'assistance des grandmontains à Avrillé nous connaissons peu de détails. Nous pourrions donc éviter de mentionner leur rôle concret dans la charité urbaine. Malgré son emplacement relativement plus éloigné de la ville, il nous paraît cependant incontournable d'évoquer en bref son évolution à partir de sa création tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle, pour faire voir aussi son enracinement urbain.

Au niveau des sources nous sommes beaucoup mieux pourvus que dans le cas des léproseries proprement dites.<sup>1063</sup> Ensuite, comme nous disposons d'une analyse des sources pour la période initiale (jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle) sous forme de mémoire de maîtrise fait par Catherine Vincent<sup>1064</sup> et dirigé par Jean-Marc Bienvenu nous nous estimons dispensé de refaire la présentation des documents disponibles. Nous nous bornerons donc à l'indication de quelques traits caractéristiques ou révélateurs à notre point de vue.

<sup>1061</sup> Becquet, *Scriptores...* op. cit. p. 88.: « *De viris infra viginta annos, infirmitantibus ac leprosis non recipiendis* » ; « *Quamlibet etiam leprosam manifeste cognitum in nostre religione recipi prohibemus* ».

<sup>1062</sup> Vincent 1986. 12-13.

<sup>1063</sup> Pour le XIII<sup>e</sup> siècle, et en majeure partie elles se trouvent aux Archives Départementales de Maine et Loire sous les cotes G 870, G871, G872. Son cartulaire se trouve sous les cotes 10 H 2. Les tomes VI, VII et VIII de la collection Touraine-Anjou de la Bibliothèque Nationale de France contiennent également beaucoup de transcriptions des chartes de la Haye des Bonshommes.

<sup>1064</sup> Vincent 1986.



Le prieuré de la Haye des Bonshommes « iuxta Andegavensis », un des cinq établissements grandmontains fondés en Anjou même avant la période qui nous concerne <sup>1065</sup> se situe dans un milieu naturel approprié <sup>1066</sup> à une vie de pauvreté, de prières et de charité <sup>1067</sup>. Le site correspond bien aux exigences du mouvement érémitique et de la spiritualité évangélique très présente en Anjou comme partout en l'Ouest de la France depuis le dernier tiers du XI<sup>e</sup> siècle. Le prieuré se fait remarquer d'abord par le prestige que lui apporte son fondateur : créé vers 1178 sur l'initiative de Henri II et au frais de son officier Renaud de Vou <sup>1068</sup> l'établissement bénéficie du soutien et de l'attention privilégiée de Henri II. <sup>1069</sup> Nous rappelons que ce fait n'a rien d'exceptionnel : les grandmontains ont partout beaucoup profité de l'appui du souverain plantagenêt. <sup>1070</sup> En continuité avec son père, on voit les donations faites au profit de la Haye confirmées par Richard de Cœur de Lion en 1196. <sup>1071</sup> Au tournant du siècle, en 1199, Arthur duc de Bretagne, qui revendique le comté d'Anjou, séjourne à Pâques dans cet établissement. Après l'arrivée des Capétiens à Angers cet appui du souverain n'a plus la même ampleur. <sup>1072</sup>

Pourtant la forte présence de la noblesse angevine parmi les donateurs et plus encore parmi les « fondateurs » de prieurés contribue également au prestige des établissements grandmontains en Anjou. <sup>1073</sup> Un autre officier royal, Maurice de Craon, sénéchal d'Anjou fit des dons à la Haye des Bonshommes d'Avrillé en 1222. <sup>1074</sup> En 1236 l'établissement reçoit des dons de rentes de David de Chateaubriant dont le frère est enterré à la Haye. <sup>1075</sup> Malgré le déclin de l'ordre, on aurait tort de croire que ces

<sup>1065</sup> Mot initialement utilisé pour les hérétiques du Languedoc. Voir: Etienne de Tournai *PL*, 211, 369. Indique : Avril, *Le gouvernement...* op ; cit. p. 460 n. 14.

<sup>1066</sup> Il s'agit d'un enclos boisé

<sup>1067</sup> Becquet, *Scriptores...* op. cit. p. 65-99; Mollat, *Etude sur l'histoire de la pauvreté...* p. 229-244.

<sup>1068</sup> ADML G 870 f. 1. Dans le même moment, le frère de Renaud de Vou, Etienne Marçay alors sénéchal d'Anjou est tenu fondateur de l'hôpital Saint-Jean à Angers. En conséquence de leurs donations ultérieures les deux frères peut être donc considérés comme les acteurs principaux du renouveau de l'assistance à Angers à la fin du 12<sup>e</sup> siècle. Voir plus bas.

<sup>1069</sup> ADML G 870 f. 2. Le souverain Plantagenêt y donne parmi d'autres quatre hommes d'Angers au service de la Haye. (fin des années 1180) Ce texte nous dit également que parmi les frères il y avait des lépreux aussi. « ad serviendum fratribus tam sanis quam leprosis ».

<sup>1070</sup> Avril, *Le gouvernement...* op. cit. p. 458-463.

<sup>1071</sup> ADML G 870 f. 3.

<sup>1072</sup> Ici nous ne connaissons que les dons de la femme de Charles d'Anjou à la fin des années 1240 faites à l'ordre des Grandmontains. BNF coll. TA t. VII. n° 2950.

<sup>1073</sup> En premiers temps nous pensons par là aux fondations des maisons de Craon (Cartulaire de la Haye f. 196.) Chateaubriant (Cartulaire de la Haye f. 233-234.) et de Montreuil (ADML 10 H 2 f. 46).

<sup>1074</sup> BNF coll. TA t. VI. N°2585.

<sup>1075</sup> BNF coll. TA t. VI. n°2625.

donations s'arrêtent au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. Parmi les donateurs on aperçoit des riches bourgeois d'Angers.<sup>1076</sup>

L'appui pontifical accordé aux grandmontains et à notre établissement confirme également le prestige évoqué. La bulle de Clément III en mars 1188<sup>1077</sup> prend sous la protection du Saint-Siège la communauté et les biens de Grandmont et, au mois de mai, une autre bulle pontificale<sup>1078</sup> confirme cette protection en mentionnant la maison de la Haye à Avrillé. En 1228 Grégoire IX menace d'excommunication et d'interdiction les clercs et les laïcs qui porteraient atteinte aux revenus ou aux privilèges de Grandmont.<sup>1079</sup> Deux décennies plus tard Innocent IV dans un bulle édité à Lyon confirme les possessions de Grandmont en Anjou.<sup>1080</sup> Cette petite énumération qui est loin d'être exhaustive montre bien l'importance de l'ordre et de notre établissement à la cour pontificale.

Force est de conclure pourtant qu'aussi bien l'appui princier ou pontifical que l'importance de la noblesse parmi les donateurs de la Haye semble s'estomper au cours de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

Outre le prestige de la Haye et des grandmontains en général nous devons signaler un autre fait important, les points d'ancrage du temporel des Bonshommes de la Haye à Angers. Grâce aux nombreuses donations depuis le début de la fondation, la communauté des frères ermites la communauté a réussi à s'enrichir dans les campagnes angevines mais il a gagné aussi des droits et des rentes à l'intérieur de la ville d'Angers aussi. Naturellement, ces biens se trouvent en grande majorité dans la Doutre. Nous n'y connaissons pas de fief, mais des maisons ou des possessions de rentes. Ainsi la Haye a des revenus sur des maisons au tertre Saint-Laurent<sup>1081</sup>, dans la rue des Prêtres<sup>1082</sup>, rue Saint-Nicolas<sup>1083</sup> rue Belle-Poigne<sup>1084</sup>. (Tertre Saint-Laurent) Parfois le document ne mentionne que la *Cuateria* ou la *Veteri Folia* qui rendent difficile une localisation plus

<sup>1076</sup> ADML G 871 f. 5 ( 1246); ADML G 871 f. 63 ( 1283); ADML G 871 f. 64 ( 1293); BNF coll. TA t. VIII. n°3317 (1282).

<sup>1077</sup> ADML G 870 f. 5.

<sup>1078</sup> ADML G 870 f. 1.

<sup>1079</sup> ADML G 870 f. 8.

<sup>1080</sup> ADML G 870 f. 10.

<sup>1081</sup> Là, il s'agit de la première mention d'une possession à Angers. ADML G 871 f. 24. (1196). Un siècle plus tard (1296), l'abbaye achète des rentes des maisons sur le Tertre Saint-Laurent. ADML G 872 s. n.

<sup>1082</sup> Deux maisons arrentées par la Haye ADML G 872 s. n. (1289) et une maison reçue en 1305 d'un legs de testament de Hélie l'Apothicaire (*Multor*) ADML G 872 s. n.

<sup>1083</sup> Deux maisons arrentées en 1265 par la Haye. ADML G 872 s. n.

<sup>1084</sup> ADML G 871 f.64. Legs d'une maison dans le testament (1293) d'une certaine Jamète (*Jameta*). Depuis le début du 13<sup>e</sup> siècle La Haye y disposait déjà une grange. BNF coll. TA t. VI. n° 2389. ( 1214).

précise.<sup>1085</sup> Une de leurs maisons dans la Doutre dont nous n'avons que des renseignements plus tardifs s'est illustrée par le fait que le roi de France y a établi la Monnaie d'Angers au cours de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>1086</sup>

Evidemment, l'arrivée des grandmontains n'a pas échappé à l'attention du plus grand monastère installé dans la Doutre, le Ronceray. Un acte de 1214 nous en donne la preuve.<sup>1087</sup> L'abbesse de Ronceray confirme tous les dons qui se trouvent sur le fief de la Notre-Dame de la Charité.<sup>1088</sup> Cela n'évitera pas pourtant l'émergence de désaccords quelques décennies plus tard<sup>1089</sup> même si pour la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle nous n'en avons plus de traces.

Pourtant ce n'est pas exclusivement dans la Doutre que les Bonshommes de la Haye ont eu des possessions. Ils ont des revenus sur deux maisons au Port Saunerez<sup>1090</sup>, sur une maison près du château<sup>1091</sup>, sur une maison au Puits Boulet<sup>1092</sup> ils ont des maisons (au moins trois) et des rentes dans la rue Saint-Michel<sup>1093</sup>.

Pour conclure, à partir de l'exemple des Bonshommes de la Haye installés près d'Angers, nous avons eu l'intention d'indiquer qu'il existe des différences –et non seulement au niveau des archives- parmi les institutions vouées au moins en partie à la vie charitable. Certes, l'emplacement extra-urbain, les traditions érémitiques pouvaient écarter la communauté de la Haye à Avrillé d'une activité de charité urbaine mais justement leur engagement dans l'accueil des lépreux, (et certainement d'autres engagements charitables déduisibles des règles dites d'Etienne Muret), leurs ressources et présence en ville ne pouvaient justifier une démarche uniquement rurale. Leur prestige et leur implantation, aussi relative que cela soit- à Angers, malgré le déclin visible de l'ordre des grandmontains<sup>1094</sup>, prouve que l'assistance et la charité envers des lépreux avaient des cadres bien différents.

<sup>1085</sup> BNF coll. TA t. VI. n° 2389. ( 1214).

<sup>1086</sup> Cette maison a subi un incendie quelques années plus tard. ADML G 871 f.68. (1345).

<sup>1087</sup> BNF coll. TA t. VI. n° 2389. ADML 10 H 2 f. 92

<sup>1088</sup> La démarche du Ronceray est très pragmatiste. Hors de la confirmation, pour éviter tous les débats ultérieurs elle énumère tous les cens (*census* ou *capitalis census*) qui chargent les dons énumérés d'une manière précise.

<sup>1089</sup> ADML G 871 f.46-48 (1244).

<sup>1090</sup> ADML G 871 f.43 (1236).

<sup>1091</sup> ADML G 871 f.55 (1259).

<sup>1092</sup> ADML G 871 f.63 (1283).

<sup>1093</sup> ADML G 871 f.63 (1283); ADML G 871 f.64 (1293).

<sup>1094</sup> Avril, *Le gouvernement...* op. cit. p. 145.

Enfin, pour conclure nos objections sur les lépreux et les léproseries à Angers, plusieurs remarques s'imposent. D'abord, on a vu que nous sommes pourvus de documents d'une manière très faible. Cela aurait pu aboutir à la conclusion de la présence numérique faible des lépreux à Angers. Tout en tenant compte de l'avertissement de François-Olivier Touati<sup>1095</sup> de ne pas surévaluer le problème et le pourcentage des lépreux à l'époque, nous sommes tenus à souligner que certainement tous les lépreux ne vivaient pas dans ces établissements. Il y en avait beaucoup qui y demeuraient pour une durée courte ou qui erraient. Force est de signaler qu'en Anjou hors des petites léproseries d'importance locale, on trouve des communautés prestigieuses comme Fontevraud qui pouvaient attirer des malades de la ville aussi bien que des campagnes ou des villages.

En deuxième temps, le nombre des léproseries à Angers et dans les zones contacts, c'est à dire trois ou quatre (en fonction du classement des Bonshommes de la Haye), représente un réseau non-négligeable pour l'accueil des lépreux.

---

<sup>1095</sup> Touati 1999 conférence de charité. 30.

## **L'insertion urbaine de l'hôpital Saint-Jean aux XII<sup>e</sup> -XIII<sup>e</sup> siècles.**

Au début du troisième quart du XII<sup>e</sup> siècle, la fondation de l'hôpital Saint-Jean marque un moment très important sur le plan de la renaissance caritative en Anjou et dans sa capitale.<sup>1096</sup> Sa création, sur l'initiative de l'administration Plantagenêt, modifia considérablement le tissu foncier de la ville. Grâce à l'abondance des sources, on peut suivre, souvent en détails, l'enrichissement du temporel de l'hôpital dès les tout débuts<sup>1097</sup>, ainsi que son intégration urbaine au long du XIII<sup>e</sup> siècle. Avant d'aborder ce sujet, nous voulons jeter un coup d'oeil sur la question passionnante des rapports de l'hôpital avec ses fondateurs et avec d'autres établissements ecclésiastiques à Angers.

### **L'hôpital Saint-Jean et les comtes d'Anjou**

On ne connaît pas la date précise de la fondation, mais on peut la mettre en toute certitude aux alentours de 1175.<sup>1098</sup> Dans un certain sens, on hésite aussi sur la dénomination du «fondateur». Une partie des sources fait allusion à Henri II Plantagenêt<sup>1099</sup>, d'autres documents désignent son sénéchal, Etienne Marçais<sup>1100</sup> comme créateur (*fundator, compositor*). Beaucoup d'historiens voient là une dualité : initiative et exécution. La seule précision qu'on peut apporter, à notre avis, est que le sénéchal, qui a certainement suivi les ordres ou les conseils du roi, a contribué lui-même, sur ses propres biens à la fondation.

---

<sup>1096</sup> Avril (J), *Le gouvernement des évêques...*p. 334-336; 494-497.

<sup>1097</sup> La première mention de l'hôpital Saint-Jean date de 1181. C'est dans une bulle pontificale délivrée par Alexandre III. *CHSJ* n°3.

<sup>1098</sup> Port, "Notice historique..." in: *Inventaire de l'hôpital Saint-Jean...*op. cit. p. III-IV.

<sup>1099</sup> *CHSJ* n°4, 5, 6.

<sup>1100</sup> *CHSJ* n°11, 12, 15.

Durant les premières 25 années, les Plantagenêts semblent être généreux. La valeur de leurs donations est très précieuse, surtout quand on compare avec les autres aumônes qui sont certes multiples, mais d'une portée souvent modeste. On observe la même chose, dans le caractère de ces donations. Celles qui viennent de la cour Plantagenêt, sont complètes, sans aucune charge, comme nous allons le voir plus bas. Pourtant, la dernière de ces donations tombe au tournant des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. Après, on ne voit plus les Plantagenêt parmi les donateurs. On pourrait désigner l'instabilité, dérivant des conflits politiques et militaires, comme cause majeure. Mais, par la suite, les Capétiens, eux aussi, font défaut. La seule exception, c'est Charles d'Anjou, qui à la fin des années 1240, donc peu de temps après son investiture dans son apanage, fait des donations relatives à ses forêts en Anjou.<sup>1101</sup>

On retient la même chose en étudiant le rôle et la présence du pouvoir comtal ou royal dans les actes de l'hôpital Saint-Jean. Ainsi, l'administration Plantagenêt est loin d'être absente durant les trois premières décennies. Il ne s'agit pas seulement de son activité donatrice<sup>1102</sup>, mais elle rédige aussi des actes en faveur de l'hôpital lors d'une donation faite par de tierces personnes<sup>1103</sup> ou elle est présente en tant que juge dans des affaires juridiques<sup>1104</sup> concernant l'hôpital. Il est également significatif, que dans la documentation du XII<sup>e</sup> siècle, les noms du sénéchal ou de prévôt, dans quelques cas celui de chapelain du comte, figurent presque toujours sur la liste des témoins des actes, accompagnés souvent par les mentions d'autres membres de leurs familles ou de leurs vassaux. On voit l'influence du pouvoir laïc en d'autres domaines aussi. Dans un acte daté de 1183, on apprend que c'est le sénéchal qui a le droit de nomination des quatre prêtres de l'hôpital. Pourtant, dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle, même si ce droit de nomination du sénéchal persiste, les autres signes d'une présence comtale décroissent d'une manière très sensible.<sup>1105</sup> Certes, une chose reste fortement ancrée dans la mémoire : la tradition d'une fondation illustre.<sup>1106</sup>

---

<sup>1101</sup> CHSJ n° 132; 134.

<sup>1102</sup> CHSJ n° 4, 5, 6, 14, 15, 22.

<sup>1103</sup> CHSJ n° 11.

<sup>1104</sup> CHSJ n° 10, 41.

<sup>1105</sup> Il existe pourtant un acte ce que l'on peut y classer mais cela concerne déjà l'époque royale. En 1214 le prévôt d'Angers du roi (Philippe Auguste) reconnaît (après des polémiques) qu'un homme de l'hôpital est exempt de toutes les exaction du roi en accord avec les privilèges accordés par Henri II Plantagenêt à l'hôpital. CHSJ n° 67.

<sup>1106</sup> Cette tradition percevable dans de nombreux documents angevins se complète par un petit détail curieux tiré de la Chronique de Guillaume de Nangis. L'auteur affirme qu'en 1126 l'empereur Henri V fut enterré à Angers : „*Henricus imperator Romanorum poenitentia ductus reliquit imperium et ... tamen quidam dixerunt*

## Les rapports avec l'abbaye de Notre-Dame de la Charité

En parlant des débuts de l'hôpital, il est nécessaire d'aborder une question incontournable : le rôle de l'abbaye de Ronceray face à l'hôpital Saint-Jean. Nous disposons de documents très importants pour les trente premières années. Ensuite, comme c'était le cas des rapports avec le comte, les textes sont rarissimes. Il convient d'ajouter que cela n'exprime pas forcément un relâchement des rapports. IL est sûr cependant que cette prépondérance sera moins accentuée au XIII<sup>e</sup> siècle offrant ainsi à l'hôpital une certaine autonomie.

Concernant le rôle initial du Ronceray, le premier acte qui nous fournit des informations très riches, date de 1183.<sup>1107</sup> Il s'agit d'un accord entre le sénéchal du comte (Etienne Marçais) et l'abbaye. On pourrait le considérer comme un élément tardif de la fondation. D'un côté, nous avons le fondateur ; de l'autre le Ronceray, qui « accueille » l'hôpital sur son fief et dans sa paroisse. Le document est rédigé par un scribe du Ronceray (*Orricus*) en présence de nombreux témoins des deux parties, ensuite, de Raoul de Beaumont, évêque d'Angers et de neuf autres dignitaires du chapitre de la Cathédrale, comme le doyen, le trésorier, le chantre, les trois archidiacres, etc.

Il est important que, dans ce document, les règles de la nomination de quatre prêtres (ayant un service pastoral) soient déjà fixées, alors que le Ronceray se réserve les droits et les bénéfices paroissiaux. Ainsi, le sénéchal (et ses héritiers) a le droit de nommer les prêtres, même plus de quatre, si leur nombre semblait insuffisant. Pourtant dans ce dernier cas, il est obligé de consulter l'évêque, l'abbesse du Ronceray et les

---

*quod apud Andegavis in hospitali pauperum ...mortuus et sepultus est...*" RHGF t.XX. 728. Evidemment, l'information de Guillaume de Nangis est complètement fausse, pourtant à un certain moment, cela pouvait contribuer à donner encore plus de respect à l'hôpital Saint-Jean.

<sup>1107</sup> CHSJ n° 7

prud'hommes d'Angers.<sup>1108</sup> Par contre, ce droit ne dérive pas du fait de la fondation, mais du propre financement des prêtres par les revenus du sénéchal.<sup>1109</sup>

Malgré l'apparition d'une nouvelle institution, et surtout, des ecclésiastiques chargés de l'office, le Ronceray prend beaucoup de soin de garder les droits paroissiaux qui lui appartiennent.

Il s'agit des droits dont il bénéficie auprès des résidents de la paroisse, même s'ils s'installent à l'hôpital ou si, lors d'un décès, ils lèguent des biens qui ont une charge paroissiale.<sup>1110</sup> Le Ronceray se réserve les oblations des sept grandes fêtes religieuses,<sup>1111</sup> ainsi que le privilège de commencer les messes paroissiales (à l'église de Sainte-Trinité) avant l'office des prêtres de Saint-Jean<sup>1112</sup>. Pourtant, toute la communauté du complexe hospitalier est exempte des droits paroissiaux du Ronceray<sup>1113</sup>.

Il est intéressant de voir qu'à un moment précoce, en 1183, l'abbesse engage le sénéchal à ne pas accepter une aliénation de l'hôpital, sinon au profit du Ronceray.<sup>1114</sup>

Un autre fait caractéristique dans le comportement du sénéchal est le soin d'indemniser le Ronceray pour ses diverses concessions. En 1183, il donne 40 livres

<sup>1108</sup> "Stephano siniscallo Andegavensi, elemosinarie fundatori, et heredibus suis licebit quatuor sacerdotes in elemosinaria, si voluerit, ponere, et si plures fuerint necessarii, eos ponere non poterit, nisi consilio domini episcopi et abbatis et canonicorum beate Marie et proborum hominum ville Andegavensis." *CHSJ* n° 7.

<sup>1109</sup> C'est à dire il y consacre le pontonnage du pont d'Angers (tenu en fief par Etienne Marçais de Hues vicomte de Chateaudun), les biens hors de la ville (près de Moulierne et à Fontaine Bourreau) et des revenus des onze étaux (stalli) à la Porte Angevine. Indique : Port, « Notice historique.. »...op. cit. .p. V. et *CHSJ* n° 15.

<sup>1110</sup> "Parrochiani sancte Marie condonati elemosinarie, quamdiu in parrochia sancte Marie stabunt, sua parochialia jura ei reddent...Quicumque parrochianorum sancte Marie se condonare voluerit, reddendo sua parochialia jura ecclesie beate Marie se condonare poterit. Si quis parrochianorum beate Marie vel infirmitate vel paupertate in elemosinariam delatus fuerit et obierit, si aliquas possessiones habuerit, quas elemosinarie det, de quibus parochialia jura possint reddi, elemosinaria parochialia jura de eo sancte Marie reddet;...sacerdotes elemosinarie et eorum successores alia parochialia jura beate Marie non assumunt..." *CHSJ* n° 7.

<sup>1111</sup> Noël, Pâques, Pentecôte Sainte Trinité, Saint Laurent, Assomption et Toussaint. *Ibid.*

<sup>1112</sup> "...quatuor capellani in elemosinaria positi...non celebrabunt missas nisi lecto Evangelio prime parochialis misse sancte Trinitatis..." sauf en cas de nécessité ou à l'occasion de l'arrivée du sénéchal ou d'autre notables. *Ibid.*

<sup>1113</sup> "...omnes illi et ille, qui infra comprehensionem exterioris muri elemosinarie mansionem et victum habebunt, ab omni parochiali jure Sancte Marie erunt liberi et quieti et parochialia jura eorum pauperum elemosinarie omnino erunt. *Ibid.*

<sup>1114</sup> "...si elemosinariam...alicui alterius religionis ecclesie vellet donare, non donaret, nisi ecclesie beate Marie." *Ibid.* On retrouve la préoccupation de l'abbesse d'empêcher une éventuelle aliénation en 1209 aussi. *CHSJ* n° 47.



pour compenser l'abandon des rentes.<sup>1115</sup> Il s'agit certainement des rentes (ou des cens) exigés par l'abbaye pour le terrain récemment concédé à l'hôpital Saint-Jean.<sup>1116</sup>

D'après un document édité cinq ans plus tard, le sénéchal fait un échange avec le Ronceray, qui donne à l'hôpital Saint-Jean des terrains au bord de la Maine, sans aucune charge, pour continuer des travaux de construction. En échange Etienne Marçais concède trois arpents de vignes et un pressoir à Challe.<sup>1117</sup>

Parfois, nos informations sont insuffisantes pour savoir exactement quelle fût la contrepartie de la somme offerte par le sénéchal. Dans le même acte, on voit qu'il donne au Ronceray 100 livres et fait refaire un pressoir de l'abbaye juste à côté du mur de l'aumônerie. Certes, il peut s'agir d'un signe de générosité (voire une donation), mais vraisemblablement ces versements sont en relation plus étroite avec l'hôpital. Donc si nous ne connaissons pas tous les détails des concessions et des récompenses, on peut admettre que les interventions du sénéchal ont un but évident : assurer une relative indépendance à l'aumônerie, vis-à-vis du Ronceray.

Nous avons bien dit une relative indépendance, car si l'on relève l'exception des droits féodaux et seigneuriaux, on sait très bien que dans l'autre sens, l'abbaye a gardé longtemps sa tutelle sur l'hôpital Saint-Jean. Un document édité en 1209 nous en fournit un parfait exemple.<sup>1118</sup>

A la suite du décès du premier prieur de l'hôpital (Eude), un débat passionné se déroula entre les deux parties concernant la procédure d'élection du nouveau prieur. L'abbesse réclama le droit de présentation du prieur en faisant allusion au territoire seigneurial de l'abbaye où l'aumônerie était installée, et aux nombreux efforts qu'elle avait faits en sa faveur. Une décision judiciaire avec divers participants ecclésiastiques (l'évêque d'Angers par exemple) mit fin à cette controverse.

Il y a de nombreux détails dans l'acte, qui reflètent des signes d'une tutelle et des liens féodo-vassaliques. On voit que l'accord et l'approbation de l'abbesse sont indispensables lors d'une procédure d'élection. L'investissement du prieur dans le

---

<sup>1115</sup> "*ad redditus emendos*"

<sup>1116</sup> Nous n'avons pas d'information du montant précis du cens annuel demandé par le Ronceray, mais en calculant avec une rentabilité de dix pourcent, on arrive à la somme de quatre livre par an qui paraît normal, à la fin du XIIe siècle pour des immeubles non-batis ce qui fut probablement le terrain initialement concédé à l'hôpital. Evidemment, nous ne voulons pas dire par là que l'on sait combien fut-il, à ce moment, le total des redevances de Saint-Jean, comme ces rentes achetées ne couvrent pas forcément la totalité des sommes dues au Ronceray.

<sup>1117</sup> CHSJ n° 12.

<sup>1118</sup> CHSJ n° 47.

temporel se fait par l'abbesse, qui le présente après à l'évêque, où il est investi «*in spiritualibus*» aussi. Toujours au niveau du temporel, l'abbesse (elle-même ou par une personne déléguée par elle) garde un certain contrôle financier sur les dépenses de l'hôpital. Le nouveau prieur est obligé, pour sa part, de jurer d'observer l'honneur et la justice de l'abbaye. En accord avec les coutumes du pays (et les coutumes féodales) le Ronceray retient son droit de contrainte dans le but d'une éventuelle aliénation des biens situés sur son fief.

A l'occasion des sept grandes fêtes de l'année religieuse, les prêtres et les serviteurs de l'hôpital Saint-Jean sont invités à visiter en procession l'abbaye, en guise de révérence.<sup>1119</sup> La promesse de l'aide et de la charité mutuelle en cas de pénurie et de nécessité, montre l'aspect horizontal (propre à l'esprit chrétien mais en partie aux rapports féodo-vassaliques aussi) des liens entre les deux institutions.

Pour en finir, le document de 1209 nous dévoile qu'il existait entre les deux parties d'autres désaccords aussi, sans nous en informer des détails.<sup>1120</sup> Donc, il semble que jusqu'en 1209, les bases d'une relation entre le Ronceray et l'hôpital Saint-Jean sont bien établies. Ainsi, par exemple la prochaine élection du prieur (Guillaume de Bourgueil) en 1221 suit déjà la procédure enregistrée.<sup>1121</sup>

Enfin, une observation que nous trouvons importante: dans le dernier document que nous venons de citer, celui de 1209, on ne découvre plus la présence du pouvoir laïc, contrairement à ce qu'on a vu régulièrement jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Dès lors, la représentation de l'hôpital et l'arbitrage des querelles juridiques sont entièrement passés dans les mains ecclésiastiques.

Après les premières décennies du fonctionnement de l'hôpital, comme nous l'avons déjà indiqué, les informations des rapports entre les deux établissements se raréfient considérablement. Nous savons cependant que les redditions de comptes à l'abbesse du Ronceray persistent toujours. Des certificats du début du XIV<sup>e</sup> siècle en font témoignage.<sup>1122</sup>

<sup>1119</sup> Noël; Epiphanie (le 6 janvier); Chandeleur (le 2 février); Annonciation (25 mars), Ascension, Assomption (15 août), et Toussaint (1er novembre). Ces fêtes ne correspondent pas exactement avec celles où les oblations sont retunues par le Ronceray.

<sup>1120</sup> "*ut autem omnis jurgiorum materia inter abbatiam et elemosinariam sopiatur, in ceteris querelis perpetuum silentium imposuimus abbatisse*". CHSJ n° 47.

<sup>1121</sup> ADML 1Hs E1, fol. 9.

<sup>1122</sup> ADML 1 Hs E 4 f. 1- 8. Malheureusement des documents pareils ne nous sont parvenus du XIII<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne des éventuels confits, nous en sommes informés à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.<sup>1123</sup> Cette controverse qui durait certainement depuis des années, touche le sujet de paiement de redevances à partir des biens immobiliers. Une décision d'arbitrage fut prise le 22 octobre 1294 par un conseil présidé par l'évêque d'Angers, Guillaume le Maire et en présence de nombreux dignitaires du chapitre de la cathédrale. Il s'agit en effet d'un réajustement des rentes versées au détenteur du domaine éminent (fief) et de paiement des *venda* au détenteur du fief. Si le texte insiste sur une réciprocité des obligations, la lecture attentive nous persuade que c'était l'hôpital qui avait intérêt à retarder un réajustement des rentes. A partir du texte, les deux parties devaient verser réciproquement 3 sous par livre en plus des rentes déjà payées sur les biens qui se trouvent dans le fief de l'autre. Cette décision fut applicable à tous les biens acquis depuis les 40 dernières années (c'est à dire à partir de 1254).<sup>1124</sup>

### «L'affaire» des hospitaliers

A la fin du XII<sup>e</sup> et au début du XIII<sup>e</sup> siècle, une affaire épineuse troubla le calme autour de l'hôpital Saint-Jean. Il s'agit d'une intervention des hospitaliers avec le but de mettre la main sur l'aumônerie. Les hospitaliers se rapportent à une donation de Richard de Cœur de Lion faite en leur faveur.<sup>1125</sup> Pour voir l'impact de cette intervention il n'est pas inutile de retourner une dernière fois à l'acte de 1209.

Là, ce n'est plus le sénéchal mais le prieur de l'aumônerie qui s'engage, cette fois par serment, lors de son investiture, à refuser la mainmise sur l'hôpital par un autre

<sup>1123</sup> BMA ms. 854 f.11.

<sup>1124</sup> "*super conquestis factis a quadraginta annis hinc inde ab una ecclesia in feudo alterius quod prior et fratres ememosinarie sancti Johannis teneant et possideant pacifice omnes redditus et res alias sibi datas et ab eisdem acquisitas in feodis dictarum religiosorum sine compulsione deponendi extra manum, ita quod de singulis viginti solidis redditus et de rebus totidem valentibus secundum taxum patrie tres solidi ultra antiquum redditum eisdem religiosi dominabus ab ipsis fratribus vel ab aliis censivam habentibus reddantur salvis etiam eisdem dominabus in eisdem rebus et redditibus omnibus institus (?) et denariis quas ante hunc diem habebant in eisdem. Et similiter hoc idem dicimus et pronunciamus contra easdem religiosas super hiis que a dicto tempore in feodo dicte elemosinarie quacumque titulo extitit acquisitum.*" Ces dernières possessions se trouvent en grande partie sur le pont. ... "*nullas emendas ratione sesinarum tempore preterito fructuarum vel ratione denariorum tempore preterito non solutorum...*" BMA ms. 854 f.11.

<sup>1125</sup> Il manque toujours une charte de donation de Richard I<sup>er</sup> qui mentionnerait la cession de l'hôpital Saint-Jean. Nous n'avons connaissance de cette donation qu'indirectement, à travers des mention faites dans des actes qui sont postérieurs et datent de 1205 et de 1232. Marchegay (P.), *Trois lettres...* op. cit. n° XII, CHSJ n° 101. Si théoriquement un engagement pareil était possible (vue la participation de Richard à la troisième croisade), les faits que nous venons évoqués marquent pourtant un point d'interrogation et ils nous laissent des doutes sérieuses.

établissement religieux.<sup>1126</sup> Pourquoi répète-on cet engagement ? Nous ne croyons pas trop hasardeux de le mettre en rapport avec l'intervention des hospitaliers, quelques années auparavant. Nous supposons même, que l'accord de 1209 aurait été sollicité directement par le Ronceray dans un but de bien maintenir ses positions vis-à-vis de l'hôpital et des autres concurrents.<sup>1127</sup>

Une source de 1200,<sup>1128</sup> nous fournit des informations complémentaires pour mieux comprendre les enjeux de cette période: Dans ce document, on voit les hospitaliers, à l'extrême fin du XIIe siècle, mettre la main sur l'aumônerie qu'ils ont occupée par la force<sup>1129</sup> accaparant tous ses biens. Si l'on ne connaît pas le moment exact, il nous semble que cet incident se déroula peu avant la rédaction de l'acte. Cette question ramène pourtant le problème passionnante du début de la présence des hospitaliers à Angers. Nous ajouterons rapidement, que l'on sait très peu de chose sur cette épisode. D'après la nouvelle édition du dictionnaire de Célestin Port, ils ont une commanderie à Angers à partir de 1206.<sup>1130</sup> Cela ne dit pas, évidemment, qu'ils n'ont pas cherché à s'y installer déjà avant.

Des exemples européens montrent que la pratique de saisir des institutions hospitalières déjà existantes ne leur était pas étrangère. Nous nous demandons s'ils n'y ont pas pensé avant la fin du XIIe siècle. Le serment exigé du Ronceray de ne pas assister à une saisie de l'hôpital va dans ce sens. N'oublions pas que le premier exemple d'un pareil engagement date de 1183. En 1200, on revoit cette ancienne promesse du sénéchal comme un argument de l'abbesse du Ronceray pour repousser l'agression des hospitaliers. Donc les moniales n'ont pas eu tort d'y penser. Mais on ignore si c'est une tentative des hospitaliers, antérieure à 1183 qui a poussé l'abbesse à tenir à cet engagement. Mais si c'était vrai, ce ne fut pas le moment. Il n'aurait pas été une idée sage de s'opposer aux fondateurs, qui vivaient encore. Par contre, les bouleversements politiques qui se produisirent après la mort de Richard de Cœur de Lion (la crise politique de l'empire Plantagenêt touche l'Anjou pour la première fois),

<sup>1126</sup> "...electus statim in presentia abbatisse et fratrum jurabit, quod nulla ratione impertrabit nec etiam pro posse suo sustenebit quod elemosinaria alicui alio monasterio vel ecclesie vel cuicumque religioni subiciatur." CHSJ n° 47.

<sup>1127</sup> "...domus illa in patrimonio abbacie fundata indubitanter dinoscitur et ab ea multa percepit beneficia et commoditates, tum quia abbatia pro tuitione domus et libertate ipsius confirmanda multos sustinuit labores et multa pertulit detrimenda." CHSJ n° 47.

<sup>1128</sup> Boussard, *Le comté d'Anjou...* op. cit. Pièces justificatives n° 10.

<sup>1129</sup> "...violenter intrusi occupaverant." Ibid.

<sup>1130</sup> Port, *Dictionnaire...* op. cit. t. I. p. 99.

et les troubles d' un épiscopat contesté offrirent aux hospitaliers le moment idéal d'intervenir.<sup>1131</sup>

Humiliée par l'agression, Hersende de Sablé, l'abbesse du Ronceray s'adresse aussitôt<sup>1132</sup> à Jean sans Terre qui charge son sénéchal, Guillaume des Roches du jugement de l'affaire. Lors de l'audience, les hospitaliers ne font aucun commentaire, ce qui permet à Guillaume des Roches, après avoir écouté les arguments de l'abbesse, de trancher entièrement en faveur du Ronceray. Plus concrètement, cet arbitrage accorde à l'abbesse la possession, la justice et l'administration de l'hôpital, dont les frères et sœurs lui doivent obédience.<sup>1133</sup> Là, nous avons deux petites remarques : on voit donc, que l'administration Plantagenêt ne fait aucun effort pour se réserver un contrôle sur l'aumônerie ; d'autre part, la suprématie du Ronceray, jusqu'à ce moment, n'a jamais reçu un tel accent. Nous trouvons ce dernier jugement d'autant plus important, que dans ce contexte, on peut considérer un peu différemment l'accord de 1209. Il paraît sûr que le Ronceray était en meilleure position en face de l'aumônerie neuf ans plus tôt. Nous supposons qu'après la décision de 1200, les frères de l'hôpital Saint-Jean cherchèrent à trouver leur autonomie. La nouvelle élection du prieur y représenta une opportunité convenable et c'est ce que l'on retrouve dans l'acte de 1209. Par plusieurs aspects, le compromis qui sortit de l'acte de 1209, fut toujours primordial pour les deux partis.

Cependant on aurait tort de croire que l'affaire était terminée définitivement. D'une part, au tout début du 13<sup>e</sup> siècle, les deux partis ont fait des efforts pour se justifier. Ces démarches s'achevèrent sans succès considérable pour les hospitaliers.<sup>1134</sup>

<sup>1131</sup> Il s'agit des problèmes de l'élection de Guillaume de Beaumont. Voir plus haut. Célestin Port, dans sa notice ajoutée à l'inventaire des archives de l'hôpital Saint-Jean, désigne cette période pour l'adoption de la règle de Saint Augustin par la communauté de l'hôpital. Port, "Notice historique..." ..op. cit. p.V.

<sup>1132</sup> Même au moment de la sentence du sénéchal les Hospitaliers résident dans l'aumônerie. "Convocatis igitur tam abbatissa quam fratribus Hospitalariis qui in supradicta Elemosinaria morabantur et aliis ejusdem domus fratribus..." Boussard, *Le comté d'Anjou...* op. cit. Pièces justificatives n° 10.

<sup>1133</sup> "...justum visum est sapientibus qui aderant abbatisse adjudicandam esse possessionem Elemosinarie et omnium rerum Elemosinariepertinentium. Secundum igitur judicium, abbatissam sessivi de domo supradicta et rebus ad eam pertinentibus, ut res pauperum fideliter ministrentur de cetero per manum abbatis, et omnes domus ministri ejus subiciantur obediencie." Boussard, *Le comté d'Anjou...* op. cit. Pièces justificatives n° 10.

<sup>1134</sup> Marchegay (P.), *Trois lettres...*, n° IX, X et XII. En 1201, 1202, et en 1205 on voit le Saint-Siège et un conseil d'arbitrage composé de dignités notables intervenir dans l'affaire. En 1202 même Philippe de Ramefort, le fils du fondateur s'adressa au pape Innocent III pour trancher en faveur de l'aumônerie, ajoutant qu'il respectera entièrement la décision du pape: "*ne autem status praedictae domus Elemosinarie a compositoribus constitutis de statu suo mutaretur in alium, jamdictum priorem ad sinum paternitatis vestrae desolatum mitto: ut filiae suae periclitanti per adversarios mater subveniat, et quidquid saepedictus prior egerit in hoc negotio a me firmiter et stabile teneatur.*" Ibid. n° XI.

Puis, en 1210, on revoit les hospitaliers en désaccord (en compagnie de plusieurs églises d'Angers) avec l'hôpital au sujet de la chaussée des Treilles, qui aurait fait des dommages dans les biens de celui-là.<sup>1135</sup> Pourtant nous ne croyons pas que ce débat soit en relation avec ceux que nous venons de traiter plus haut.

D'autre part, nous avons un document du novembre 1232<sup>1136</sup> qui prouve que l'ancienne polémique n'était pas oubliée entièrement. Les hospitaliers eurent toujours des revendications considérables face à l'hôpital Saint-Jean. L'accord nous apprend que ce dernier avait concédé aux hospitaliers le domaine de «*Lauberoie*» avec tous ses dépendances ; ensuite trois moulins et des maisons sur la chaussée des Treilles. Du domaine, l'acte nous dit que la possession par l'hôpital Saint Jean fut longtemps contestée par les hospitaliers devant divers tribunaux. Par contre, il ne fait aucune mention pareille relative aux moulins. Ces moulins concédés sont ceux qui s'appellent moulins neufs et celui qui se nomme « Bidaut ». Ils se situent sur la chaussée où il nous semble que l'hôpital continue toujours de posséder des moulins.<sup>1137</sup> En outre, il se réserve la justice, sauf le cas des moulins concédés.<sup>1138</sup>

En contrepartie les hospitaliers renoncent à toutes leurs revendications antérieures face à l'aumônerie.<sup>1139</sup> C'est le dernier moment où l'on retrouve dans les archives expressément le débat violent du tournant du siècle. L'accord est confirmé quelques mois plus tard par Louis IX aussi.<sup>1140</sup>

Il nous reste à noter l'absence du Ronceray dans cette affaire. Nous ne voulons pas dire par-là que l'abbaye n'était pas au courant. Ainsi par exemple, la moitié du verger cédée par l'aumônerie aux hospitaliers pour un cens de 3 sous, se trouve tout proche de lui.

Donc, nous trouvons que l'abbaye s'est retirée discrètement, ce qui va d'ailleurs caractériser son comportement tout au long du 13<sup>e</sup> siècle permettant ainsi à l'hôpital

<sup>1135</sup> CHSJ n°55.

<sup>1136</sup> CHSJ n°101.

<sup>1137</sup> Quand les Hospitaliers exigent le libre passage et accès à leurs moulins, ils le promettent réciproquement: "...nos similiter eis et omnibus venientibus ad sua molendina..." Ibid.

<sup>1138</sup> Pour ce sujet en détails, voire: Cussonneau (C.), *Moulins d'Angers*...p. 10-13.

<sup>1139</sup> "Nos prior et alii fratres Hospitalis Jerusalem in Francia predictam domum suam elemosinarie beati Johannis Andegavie cum omnibus pertinentiis suis fratribus in eadem domo manentibus vel ibidem pro tempore successive mansuris funditus quitavimus et quitamus et omnes actiones personales et reales ex donatione qualibet et maxime ex donatione Ricardi bone memorie quondam illustris regis Anglie vel ex quolibet alio titulo...omnino remisimus ...penitus et expresse." CHSJ n°101. Nous nous demandons pourtant, pourquoi y fait-on mention de Richard comme donateur ?

<sup>1140</sup> BMA m.s. 1155. fol 52. Le document est une traduction du 17<sup>e</sup> siècle.

Saint-Jean de devenir une composante essentielle de l'équilibre des pouvoirs dans la ville.

Pour terminer, on a quelques informations, certes très faibles et indirectes, sur la durée de l'exploitation de moulins par les hospitaliers. En 1303, l'hôpital Saint-Jean baille à vie à Colin de la Ville, bourgeois d'Angers, une partie de la chaussée et la moitié de deux buses à l'emplacement de l'ancien moulin « *Bidaut* ». <sup>1141</sup> Donc, soixante-dix ans plus tard, on a retrouvé l'un des moulins concédés aux hospitaliers. Des autres, on n'a pas de renseignement. Mais le seul dont nous avons le nom, ne fonctionne plus. Les édifices et la chaussée sont en mauvais état. Le couple qui le prend en bail se charge des travaux de rétablissement pour l'année suivante. Donc les hospitaliers auraient du quitter (au moins) ce moulin durant le XIII<sup>e</sup> siècle.

### Les relations avec l'évêque d'Angers

C'est un phénomène général dans la vie des institutions d'assistance que les interventions des évêques sont rares. Leur surveillance est principalement théorique, malgré leur rôle d'assistance auprès des pauvres. <sup>1142</sup> A Angers, comme nous l'avons indiqué, l'hôpital Saint-Jean présentait le prieur à l'évêque lors de chaque mutation. Nous avons un seul cas, en 1292, où l'évêque tenta d'effectuer un contrôle sur le choix du prieur. Cette intervention fut tout de même refusée par les frères de l'hôpital qui apportèrent la preuve que l'élection ne concernait que l'aumônerie et l'abbaye de Ronceray. <sup>1143</sup>

### La protection pontificale

Nous voulons aborder en bref le sujet de la protection pontificale, même si cela ne concerne pas directement le sujet des rapports de l'hôpital avec les autres établissements religieux d'Angers. Le premier acte qui traduit l'attention du pape date

<sup>1141</sup> "in quibus chevrellis et bucis solebat esse quoddam molendinum quod vulgariter vocabatur molendinum *Bidaut*" ADML 1Hs B11, fol. 280-281.

<sup>1142</sup> Caille, *Les hôpitaux et charité*...op. cit. 61-62.

de 1181<sup>1144</sup>, donc, quelques années après la fondation. On pourrait appeler même symbolique le fait que ce soit le plus ancien document qui nous soit parvenu, en faisant mention de l'hôpital Saint-Jean.

Celui-ci, outre les confirmations des privilèges et des biens acquis, prend l'aumônerie sous protection pontificale. Certes c'est plutôt symbolique<sup>1145</sup>, et cela servira le prestige de l'hôpital, En outre le pape l'exempte des dîmes des noales, et lui accorde la célébration de l'office pendant un interdit<sup>1146</sup>.

Les privilèges d'Alexandre III, sont repris en partie ou en intégrité, et confirmés de nouveau en 1208 dans une bulle d'Innocent III<sup>1147</sup>, en 1246 par Innocent IV<sup>1148</sup> ensuite en 1267 et en 1268 par Clément IV<sup>1149</sup>.

Il est remarquable que l'on ne voit nulle part la mention du Ronceray et en lisant les bulles pontificales on a toujours l'impression d'un établissement presque entièrement autonome.

Pourtant, le besoin de protection vis-à-vis d'une saisie arbitraire apparaît, déjà en 1181.<sup>1150</sup> Mais l'intervention des Hospitaliers n'était pas mentionnée. Il est possible qu'en 1181, cela ait été trop tôt, en 1208 l'affaire était déjà réglée, au moins en partie. Tout de même, il reste une mention curieuse d'un risque d'aliénation en 1267 dans une autre bulle du pape Clément IV.<sup>1151</sup> Nous ne voyons pas ce qui est désigné comme «menace», mais nous supposons pourtant que dans tous ces deux cas il s'agit plutôt du Ronceray.

Il existe aussi quelques exemples plus concrets de l'intervention de la Papauté en faveur de l'hôpital Saint-Jean. En 1204 le pape Innocent III tranche pour lui dans un litige avec de divers laïcs au sujet de possession des terres, des vignes et des cens hors

<sup>1143</sup> BMA ms. 854.

<sup>1144</sup> CHSJ n°3.

<sup>1145</sup> Comme il ne soustait point l'hôpital de l'autorité épiscopale,

<sup>1146</sup> "*Cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, suppressa voce, divina officia celebrare.*" CHSJ n°3. A Angers, nous ne connaissons pas d'autre exemple durant cette époque-là.

<sup>1147</sup> CHSJ n°44.

<sup>1148</sup> CHSJ n°127.

<sup>1149</sup> CHSJ n°157; 158. Dans ce dernier-ci les confirmations sont déjà complétées par les droits de paroisse, et ceux de l'interretement. Le pape protège également l'hôpital contre les exactions nouvelles et injustes de toute autorité ecclésiastique. Les confirmations portent aussi sur les biens récemment acquis.

<sup>1150</sup> "*Decernimus ergo ut nulli omnino hominum fas sit prefatam domum tenere perturbare*" CHSJ n°3.

<sup>1151</sup> "...*ad venandum vel alienandum vel ponendum extra manum mortuam possessiones domus vestre, ex quarum retentione perpetua nulli prejudicium generetur quasque in presentiarum rationabiliter possidet aut in futurum justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, cogi per aliquem non possitis, auctoritate*



d'Angers.<sup>1152</sup> Quarante et un ans plus tard, en 1255, Alexandre IV intervient auprès de Charles d'Anjou pour un dédommagement de l'hôpital suite aux pertes qu'il a eu à cause du déplacement des foires d'Angers.<sup>1153</sup>

Il est clair que les interventions multiples de la papauté n'ont fait que renforcer le prestige de l'aumônerie, durant le XIII<sup>e</sup> siècle.

---

*presentium districtus inhibemus, decernentes irritum et inane, si quid super hiis contra inhibitionem hujusmodi fuerit attemptatum, contraria consuetudine non obstante."* CHSJ n°156.

<sup>1152</sup> CHSJ n° 28.

<sup>1153</sup> CHSJ n° 144.

## Les rapports de l'hôpital Saint-Jean avec d'autres établissements ecclésiastiques à Angers

Dans notre cas, ce sont souvent les controverses qui apportent le plus d'informations sur les liens de l'hôpital avec le monde extérieur. Pour découvrir ces confrontations, il faut attendre la fin de la première décennie du XIII<sup>e</sup> siècle. Dans un certain sens, cela paraît normal. Comme dans de nombreux cas, ce n'est qu'après la mort des personnes représentant la première génération des donateurs que les polémiques se déclenchent. On observe le même phénomène parmi les laïcs.

Vers 1210, d'un coup, on a plusieurs exemples de ces polémiques. Une partie des discussions concerne des biens ou des revenus hors d'Angers. C'est le cas du débat entre le chapitre de Saint-Maurille et l'abbaye Saint Serge, en 1211, qui porte sur des biens péri-urbains.<sup>1154</sup>

L'abbaye Saint-Nicolas s'oppose à l'hôpital au sujet des cens et des services dus à l'abbaye par l'aumônerie, suite à la possession de terres et de maisons sur le fief de Saint-Nicolas dans le bourg du même nom.<sup>1155</sup> En réalité, l'accord de 1211 régla plusieurs controverses. Suivant notre document, l'hôpital s'engagea à respecter les droits seigneuriaux de l'abbaye Saint-Nicolas relatifs aux biens en question issus de diverses donations.

Le chapitre Saint-Martin agit d'une manière semblable quand il fit respecter ses droits sur ses fiefs.<sup>1156</sup> L'affaire ne concernait qu'en partie des possessions urbaines. L'accord de 1214 régla les conditions de paiement du cens annuel et des *venda* à chaque changement de prieur pour des vignes dans la paroisse Saint-Germain (donc proche du château) et pour deux maisons sur le pont. Dans ce dernier cas, l'hôpital ne put posséder que pendant douze ans les deux immeubles. Passé ce délai les frères de l'aumônerie furent obligés de les mettre dans les mains de laïcs. Certes ils bénéficièrent toujours de sursens (*supercensus*).<sup>1157</sup>

<sup>1154</sup> Saint-Maurille: *CHSJ* n° 59; Saint-Serge: *CHSJ* n° 60. Dans tous les deux cas il s'agit des possessions à Sancé. Evidemment ces polémiques remontent souvent des années, donc la date de 1211 est plutôt un indicatif pour le terme du débat.

<sup>1155</sup> *CHSJ* n° 61.

<sup>1156</sup> *CHSJ* n° 65.

<sup>1157</sup> *Ibid*

Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, l'hôpital Saint-Jean du affronter un autre problème qui l'opposa à de nombreux établissements ecclésiastiques angevins. Il s'agit de la chaussée des Treilles, une ancienne donation d'Henri II Plantagenêt, dont l'aménagement permettait l'exploitation des pêcheries et surtout des moulins de l'hôpital. Par contre, cet ensemble provoquait, par suite de la modification du niveau d'eau et du courant fluvial durant certaines périodes, beaucoup d'inconvénients, voire des dégâts à plusieurs établissements angevins.<sup>1158</sup> On voit l'abbaye Saint-Aubin, l'abbaye Saint-Serge, l'évêque, les hospitaliers et même le roi (par son représentant, le sénéchal) être concernés dans l'affaire.<sup>1159</sup> Il est donc clair, que c'était un véritable problème urbain.<sup>1160</sup> Nous savons aussi que la controverse nécessita une intervention pontificale au moins lors de la désignation des arbitres.<sup>1161</sup> Un jugement de 1210 mit fin à ce conflit. Pourtant nous n'avons pas d'informations précises sur la durée de la controverse. Rien ne nous autorise à la considérer trop longue (une décennie par exemple). Nous supposons les débuts de la polémique récents, malgré le fait que les chroniques des églises angevines ne soient d'aucun secours et n'indiquent pas d'inondations pour ces années.<sup>1162</sup> Le fait que tous les documents qui concernent l'affaire datent de 1210 témoigne d'une démarche judiciaire rapide. L'absence des mentions antérieures va également dans ce sens. Nous supposons donc que les hommes de l'hôpital venaient de terminer les travaux d'aménagement sur la chaussée des Treilles, ce qui rendait d'un coup vulnérable, -sans avoir provoqué une catastrophe (inondation)-, d'autres biens au bord du fleuve ou sur le grand pont. Dans ce cas une réaction rapide et commune des établissements menacés, paraît tout à fait raisonnable. Pourtant cette solution reste hypothétique en absence de détails complémentaires. Toujours dans les années 1210, nous avons le témoignage d'un autre débat (cette fois, bilatéral) entre l'hôpital Saint-Jean et l'abbaye Toussaint. D'après nos documents de 1216<sup>1163</sup> l'hôpital reprocha à l'abbaye de Toussaint d'avoir accepté la sépulture de

<sup>1158</sup> CHSJ n° 55. Pour les détails voir plus haut et surtout: Cussonneau (C.), *Moulins d'Angers...* op. cit.

<sup>1159</sup> CHSJ n° 53-56.

<sup>1160</sup> Dans les documents de l'arbitrage on voit un bon nombre de témoins de tous les cotés et la mention des notables de la ville. "*In presente... plurimis probis hominibus civitatis... Andegavis (sic)*" CHSJ n° 55., "*presentibus fere omnibus probis hominis civitatis Andegavensis.*" CHSJ n° 56.

<sup>1161</sup> CHSJ n° 54.

<sup>1162</sup> Marcheguy (P.), Mabilley (E) éd., *Chroniques...* op. cit.

<sup>1163</sup> CHSJ n° 74.; François Comte a publié une autre version, certes indentique dans le contenu, la confirmation de l'accord par l'évêque de Nantes délégué du pape Innocent III: Comte (F), *L'abbaye de Toussaint...* op. cit. p.115-116.

Jacquine de Ramefort, une de ses donatrices. La réaction de l'hôpital paraît normale car la personne en question était non seulement une simple donatrice mais aussi une proche parente du fondateur Etienne Marçay. Ce conflit avait manifestement un caractère économique et s'acheva par la remise de divers biens et de cens pour dédommager l'aumônerie. Ces échanges ne concernaient pas des possessions urbaines, mais celles-ci se trouvaient près d'Angers. D'après notre document, les rapports des deux établissements charitables angevins furent renforcés par une union spirituelle entre les prêtres de l'hôpital et les dignitaires de l'abbaye de Toussaint.<sup>1164</sup>

A partir de 1216, les polémiques de l'hôpital Saint-Jean avec les autres établissements ecclésiastiques d'Angers deviennent très rares. Il est donc clair que presque<sup>1165</sup> tous les débats dont nous avons connaissance au cours de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, furent tranchés durant la période du deuxième prieur, Guillaume d'Auberée voire pendant les premières années de son gouvernement.<sup>1166</sup> Faute des renseignements supplémentaires, il serait pourtant abusif de voir un rapport direct avec le changement de prieur.

Pour la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle nous n'avons que deux controverses dans nos sources. En 1250 l'hôpital s'opposa au chapitre Saint-Maurice au sujet de la possession de biens hors d'Angers.<sup>1167</sup> En 1278 on retrouve un débat avec l'abbaye Saint-Nicolas concernant des vignes et des cens sur le fief de Saint-Nicolas.<sup>1168</sup> La polémique avait pour origine un testament de 1274, notamment celui de Jacques Pontorson (*Ponte Ursonis*) qui désigna l'aumônerie parmi les bénéficiaires des ses legs.<sup>1169</sup>

Outre les cas cités l'hôpital Saint-Jean eut aussi, évidemment, des problèmes avec d'autres établissements ecclésiastiques en Anjou comme par exemple avec l'abbaye de Fontevraud à propos de possessions à Saumur<sup>1170</sup>, mais ces exemples ne concernent ni Angers ni les relations avec les autres établissements ecclésiastiques de la ville. On peut donc conclure qu'à partir de nos sources les rapports de l'hôpital avec les autres établissements ecclésiastiques angevins ne furent pas mentionnés par de

<sup>1164</sup> Comte (F), *L'abbaye de Toussaint...* op. cit. p.115-116.

<sup>1165</sup> Seule les accords avec les Hospitaliers, cités plus haut, font exception.

<sup>1166</sup> Comme on l'a vu plus haut, il était prieur de l'hôpital Saint-Jean à partir de 1209. *CHSJ* n° 48.

<sup>1167</sup> *CHSJ* n° 140.

<sup>1168</sup> ADML 1H sup. B 45 f.221.

<sup>1169</sup> *CHSJ* n° 161.

<sup>1170</sup> *CHSJ* n° 76. (l'année 1218)

nombreux litiges et controverses. C'est d'autant plus important que l'on considère comme normal que l'apparition d'un établissement caritatif dans la ville causede gros « scandales » lors de son expansion urbaine. Cependant, avant et après une période « plus active» (1210-1216) les polémiques sont rarissimes dans nos sources durant le XIII<sup>e</sup> siècle.

### Les possessions urbaines de l'hôpital Saint-Jean au XIII<sup>e</sup> siècle

Sans vouloir donner dans ce chapitre tous les détails de la topographie du temporel urbain de l'hôpital, nous voulons pourtant marquer quelques traits caractéristiques dans ce domaine. On considère comme un lieu commun le fait que l'hôpital Saint-Jean fut richement doté de possessions urbaines pendant les décennies qui suivirent sa fondation. C'est également valable déjà pour le XIII<sup>e</sup> siècle. Cependant il faut y ajouter que dès les débuts la majorité des acquisitions de l'hôpital concerne la zone périurbaine dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres sauf quelques cas comme par exemple le village de Fontaine Bresson<sup>1171</sup> ou des possessions à Saumur<sup>1172</sup>. Donc les acquisitions, même si elles se trouvent souvent hors de la ville, « gravitent » autour d'Angers et elles ne sont pas si dispersées et isolées comme c'est le cas de beaucoup de monastères angevins. Tout cela montre le rôle décisif des habitants, des bourgeois d'Angers dans la formation du temporel de l'hôpital Saint-Jean.<sup>1173</sup>

En ce qui concerne les acquisitions urbaines, on aperçoit dès le tout début une rapide expansion de l'hôpital à Angers. Suite à son emplacement et à sa création « tardive » par rapport aux monastères angevins, il est évident que l'hôpital avait plus de possibilité d'extension de son patrimoine sur le côté droit de la Maine que dans la cité et ses environs où les biens immobiliers avaient été répartis et inféodés depuis longtemps. Pourtant, déjà au XII<sup>e</sup> et au début du XIII<sup>e</sup> siècle on voit l'hôpital prendre des positions importantes à Angers à des endroits cruciaux, surtout d'importance économique.

<sup>1171</sup> L'hôpital possédait le village à partir d'une donation (1203) de Marie de Maille. *CHSJ* n° 30.

<sup>1172</sup> ADML 1Hs B 156 f.2; *CHSJ* n° 76, 148 etc.

<sup>1173</sup> voir plus bas.

La donation précieuse d'Henri Plantagenêt de la chaussée des Treilles et de son écluse fait pratiquement partie de la fondation de l'aumônerie.<sup>1174</sup> Une part du péage du pont est offerte à l'hôpital à partir de 1187.<sup>1175</sup> Les premières mentions des acquisitions sur le grand pont datent également de la deuxième moitié des années 1180.<sup>1176</sup> Durant toujours cette décennie nous avons les premiers signes des possessions dans la Reculée<sup>1177</sup> et dans d'autres points de la Doutre, comme la Tornebuie<sup>1178</sup>, rue Saint-Nicolas<sup>1179</sup> ; et surtout, côté gauche de la Maine, à la Porte Angevine et dans la rue Baudrière<sup>1180</sup> artère principale d'Angers.

Il est surprenant que malgré une expansion continue dans la zone périurbaine, nous n'ayons pas d'informations sur l'accroissement des biens urbains de l'hôpital au cours des années 1190. Par contre, dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle, les documents qui témoignent d'une expansion dans la ville même, sont de plus en plus fréquents. D'un part, ils concernent les endroits déjà cités mais, dans un contexte topographique élargi, ils mentionnent des acquisitions supplémentaires. La seule exception est la Porte Angevine où nous devons attendre 1227 pour être renseigné d'avantage sur les nouvelles acquisitions.<sup>1181</sup> Deuxièmement nos sources témoignent d'acquisitions qui n'ont pas été signalées auparavant. Le port Lanier<sup>1182</sup> et le marché neuf<sup>1183</sup> apparurent en 1205 pour la première fois dans les sources de l'hôpital Saint-Jean. Concernant la Doutre, on y découvre la rue Lionnaise<sup>1184</sup> en 1206, la *Cuateria*<sup>1185</sup> donc la Tannerie , et la *Nova Folia* <sup>1186</sup>en 1207, la rue Saint-Jacques<sup>1187</sup> en 1211. Evidemment ces derniers biens sont très proches, les uns des autres, et ces dates sont certainement tardives par

<sup>1174</sup> CHSJ n° 4.

<sup>1175</sup> CHSJ n° 8. C'est en 1342 que l'hôpital acquerra la totalité du pontonnage. Comte (F.), "Les piles des moulins du grand pont..." in: Prigent et Tonnerre, *La construction en Anjou....* op. cit. p. 190

<sup>1176</sup> CHSJ n° 10. Après, des années 1190 nous n'y avons pas d'informations mais à partir des premières années du XIII<sup>e</sup> siècle les acquisitions sur le pont deviennent multiples. P. ex. pour 1205: *Cartulaire* n° 31, 35, 36; ADML 1Hs B. 24 f. 1.

<sup>1177</sup> CHSJ n° 12 (1188).

<sup>1178</sup> CHSJ n° 12 (1188).

<sup>1179</sup> CHSJ n° 14 (1185-1190).

<sup>1180</sup> CHSJ n° 10 (entre 1185-1188).

<sup>1181</sup> En effet c'est la première mention d'un immeuble qui se trouve sur le fief du chapitre de Saint-Maurice. "...possideant [ l'hôpital Saint-Jean] sine coactione vendicionis in feodo nostro ...domum suam de Porta Andegavina..." CHSJ n° 94.

<sup>1182</sup> CHSJ n° 35.

<sup>1183</sup> CHSJ n° 31.

<sup>1184</sup> CHSJ n° 35.

<sup>1185</sup> CHSJ n° 38.

<sup>1185</sup> CHSJ n° 40.

<sup>1186</sup> CHSJ n° 43.

<sup>1187</sup> CHSJ n° 61.

rapport au moment réel de l'implantation de l'aumônerie dans ces secteurs du quartier. Cependant, cela indique bien que nous avons déjà au début du XIII<sup>e</sup> siècle suffisamment de témoignages pour prouver un ancrage solide de l'aumônerie dans un secteur large qui comprend la Doutre, une partie des rives de la Maine, le grand pont, la chaussée des Treilles et les zones proche du pont, sur la rive gauche. Il s'agit donc de pôles économiques et commerciaux de premier ordre dans la ville. La bulle pontificale de 1208, rédigée en faveur de l'hôpital Saint-Jean, qui certes n'a pas le souci de mentionner les détails des possessions, fait une approche semblable.<sup>1188</sup> Naturellement, près de la Cité et aux alentours des anciens établissements religieux initialement *extra muros*, la présence de l'hôpital est beaucoup moins révélatrice. Pourtant, à des endroits, essentiellement, d'intérêt économique l'aumônerie continue son expansion, ainsi, comme on l'a vu dans la rue Baudrière ou dans la paroisse Saint-Germain<sup>1189</sup> et surtout dans le secteur dit du vieux marché à côté du château.

Concernant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle nous avons une source particulière, qui nous permet de préciser dans une certaine mesure l'emplacement topographique des possessions de l'hôpital Saint-Jean durant cette période et d'avoir également quelques renseignements sur les modes de détention des biens en question. Il s'agit d'un censier de l'Hôtel-Dieu, rédigé en grande partie entre 1235-1240.<sup>1190</sup> Certes il faut être prudent. D'une part nous avons un document qui est le seul (et le premier) censier de l'époque, d'où son importance, mais d'autre part les informations qu'il contient sont souvent très partielles et insuffisantes pour en faire une analyse plus profonde.<sup>1191</sup>

Pourtant, on y observe des démarches logiques. En premier lieu une répartition topographique des biens qui nous informe du niveau d'implantation de l'hôpital dans divers secteurs. Les anciens points d'ancrage déjà évoqués sont évidemment présents dans la liste avec quelques informations complémentaires. Ainsi on voit l'hôpital Saint-Jean fort présent sur le grand pont, sur le tertre Saint Michel, dans la rue Senior, au

---

"...capellam sancti Jacobi de Theson cum ponte et omnibus pertinentiis suis, exclusam Andegavensem cum molendinis, piscaturis et omnibus pertinentiis suis,; ...domos vestras que sunt supra pontem Andegavensem et de utraque Folia cum augmentatione nundianarum, medietatem dicti pontis Andegavensis cum pertinentiis suis, justiciam et tenimenta que habetis in feudo regis et aliis dominicis feudis. „<sup>1188</sup> CHSJ n° 44.

<sup>1189</sup> La première mention de l'installation de l'hôpital dans cette paroisse date de 1214. CHSJ n° 65.

<sup>1190</sup> ADML 1 Hs B 188.

<sup>1191</sup> Le document ne détaille pas l'emplacement exact des immeubles, ne donne pratiquement pas d'informations sur leur statut „juridique”, s'il s'agit d'un fief ou de bien accensé et si c'est le cas dans quelles conditions.

nouveau marché, dans la rue de Saint Nicolas et de ses environs et au «Reculée» donc sur le bord de la Maine. D'après les sommes dues à l'aumônerie, rien de surprenant, le point le plus cher c'était le grand pont et ses environs ainsi que le voisinage de la Porte angevine. Par contre nous n'avons pas d'informations dans le censier sur la nature des possessions c'est à dire s'il s'agit de fiefs ou d'un immeuble situé sur le fief d'un autre, et dans ce cas nous ignorons combien devait l'hôpital au seigneur, quels étaient les modes et les conditions de possession, les engagements des divers partis.<sup>1192</sup>

Pour les années 1235-1237 nous avons une liste importante énumérant les cens dus par l'hôpital Saint Jean à d'autres établissements ecclésiastiques ou aux divers individus.<sup>1193</sup> Au total, il s'agit d'une somme annuelle légèrement supérieure à 34 livres. Le document n'évoque ici qu'un seul terme, l'Angevine. La liste est pourtant abondante. Environ soixante-dix noms y figurent, à partir desquels l'aumônerie a construit (au moins en partie) le tissu de ses biens fonciers jusqu'à 1235.

Certes, nous avons trouvé peu de logique dans l'ordre de cette énumération mais il y a des sommes où le nom et l'emplacement des immeubles sont détaillés. Là il ne s'agit souvent que d'un seul titre. Dans d'autres cas où le scribe ne mentionne que la somme due on n'a pas tort de supposer qu'il n'énumère pas les immeubles par commodité c'est à dire, qu'il y en a plusieurs. Dans ce cas il s'agit souvent (mais pas exclusivement) de sommes plus importantes. C'est dans ce second groupe qu'on voit la grande majorité des établissements ecclésiastiques d'Angers qui sont au moins évoqués.<sup>1194</sup> Un autre détail est aussi significatif: l'hôpital doit à l'Angevine 12 s. 2 d. au chapelain du roi.<sup>1195</sup> Dans le même censier nous avons une liste détaillée des cens dus au chapelain du roi.<sup>1196</sup> Pour la somme qui correspond avec celle déjà mentionnée en haut, l'hôpital possédait une vingtaine de maisons plus des jardins et appartenances. Voilà une preuve que derrière un seul chiffre on peut trouver beaucoup plus

---

<sup>1192</sup> Evidemment ce n'est pas la tâche d'un censier de porter des renseignements sur tous ces détails qui se trouvent au moins en partie dans les contrats. Même si nous avons un nombre relativement élevé de ces contrats, vis-à-vis des noms cités dans le censier cela reste très inférieur. Cela indique que dans notre cas, avec l'aide des seuls à l'aide des contrats nous ne pouvons pas tenter de représenter intégralement une expansion foncière mais là où nous avons un censier sous la main, d'autres détails importants nous échappent vu le caractère du document.

<sup>1193</sup> ADML 1 Hs B 188 f.20 r° et v°. voir : Annexe. La liste ne donne des détails que pour l'année 1235, pour les autres ne fait qu'un total.

<sup>1194</sup> L'abbaye de Ronceray; les chapitres de Saint Maurille; Saint Pierre; Saint Laud; et de Saint Maurice; l'abbaye Saint Aubin et l'évêque d'Angers. Ibid.

<sup>1195</sup> Ibid.

<sup>1196</sup> ADML 1 Hs B 188 f.34 v°



d'immeubles. Si pour le reste nous n'avons pas des listes détaillées, il n'est pas trop hasardeux de supposer que les montants plus élevés cités à propos des autres établissements ecclésiastiques « cachent » également plusieurs possessions distinctes.

D'après le censier de 1235, on peut admettre que l'hôpital Saint Jean possédait beaucoup d'immeubles comme fiefs, donc en tant que seigneur mais pour des cens d'un montant très varié. Les modes et les conditions de possession ne sont certainement pas les mêmes dans le cas où l'hôpital payait 20 s. à Gillet de Port pour une maison de la rue Escachboton, et dans le cas des maisons dépendant du comte/roi où la majorité des sommes dues ne dépasse pas 6 deniers. Dans ce dernier cas il s'agit d'un *capitalis census*, tandis que le premier est un exemple brillant des prix de rente de l'époque<sup>1197</sup>. En ce concerne les fiefs, on y a pourtant quelques indices. Notre document de 1235 fait trois mentions de sommes dues pour des *services*<sup>1198</sup> où il s'agit certainement d'un lien féodo-vassalique. Certes ces cas ne concernent pas Angers ou au moins il est difficile d'en décider.

Malgré donc le lieu commun, formulé par les historiens angevins, affirment que l'hôpital Saint-Jean avait vite construit un riche temporel dans la ville et y possédait de nombreux fiefs dès la première époque de l'établissement- nous voyons mal les traces de ce patrimoine concernant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Ni les contrats, ni les folios du censier cité en haut ne font pratiquement pas de mention de *fief* à cette époque. C'est d'autant plus frappant qu'au cours de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle ces indices apparaissent et deviennent de plus en plus nombreux.<sup>1199</sup>

Dans un premier temps nous pouvons pourtant conclure que les positions stratégiques des biens fonciers de l'hôpital Saint-Jean furent acquises durant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Vers 1240 l'hôpital possédait une bonne douzaine de maisons sur le pont, une quarantaine d'immeubles sur la tannerie, donc près du pont, au moins six maisons ou dépendances dans la rue Baudrière et à la porte Angevine, le même nombre au tertre Saint-Laurent. L'aumônerie avait également de nombreux immeubles près du château dans le secteur du Vieux Marché. Au total, les possessions urbaines s'élevaient à plus de cent avant le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Pour la seconde moitié du siècle nous n'avons pas une vue d'ensemble comparable mais nos indices

---

<sup>1197</sup> Voir infra

<sup>1198</sup> ADML 1 Hs B 188 f.34 v°

confirment toujours la poursuite de l'expansion. Les bases et l'orientation de l'accroissement du temporel semblent tout de même jetés avant 1250.

### Les fonctions de l'hôpital Saint-Jean

Institution d'assistance, l'aumônerie remplit des fonctions multiples au Moyen Age. Rien que l'emploi du mot pauvre (*pauper*) traduit cette complexité. Il s'agit de toutes sortes de gens démunies dans le sens physique, économique ou social. Les testaments royaux, ceux de Louis VIII et de Louis IX traitent ensemble des orphelins, des veuves, des pauvres ( qui veut dire pauvres dans le sens strict du terme et malades)<sup>1200</sup> et des jeunes femmes à marier.<sup>1201</sup> Un hôtel-Dieu, *domus pauperum* se chargeait donc de soigner une série de problèmes sociaux ou individuels à notre époque. Ce fut également le cas de l'hôpital Saint-Jean à partir de sa création. Les statuts de l'aumônerie (*Institutio*) rédigés de bonne heure, vers le tournant du XIIe et XIIIe siècles, nous renseignent sur les cadres initiaux du fonctionnement.<sup>1202</sup>

Une tâche importante de l'aumônerie était naturellement le soin des malades. En dehors de l'accueil de ceux qui frappaient à la porte les frères allaient dans la ville deux fois par semaine, mercredi et vendredi, à la recherche des pauvres et des malades.<sup>1203</sup> Pour écarter la propagation de certains types de maladie ou pour décliner une responsabilité en dehors de la vocation de l'hôpital, un certain nombre de personnes n'étaient pas accueillies comme c'était le cas dans de nombreuses aumôneries durant cette époque. Ainsi les lépreux, les aveugles (*orbati*), les ardents (*ardentes*) -maladie contagieuse due à la mauvaise qualité de certains aliments (seigle), les personnes souffrant de rhumatisme articulaire (*contracti*), étaient refusés par l'hôpital Saint-Jean. Une restriction de caractère social pouvait concerner aussi bien les malades que les

<sup>1199</sup> ADML 1Hs A4 f.27 (1273); A5 f.283-84 (1299); B23 f.268 (1269); B24 f.12(1284); B24.13(1293); B29 f.6(1286);

<sup>1200</sup> L'*Institutio* de l'hôpital Saint-Jean emploie le mot *pauper* souvent en synonyme d'*infirmus*. D'autre part le mot *pauper* désigne toute la communauté assistée de l'aumônerie. La traduction "gens souffrantes" représenterait le plus fidèlement cette complexité.

<sup>1201</sup> HFS t.V 324-325 et 438-440.

<sup>1202</sup> Nous ne disposons pas de la version originale de l'*Institutio* mais les archives départementales de Maine et Loire gardent des copies authentiques du XVe siècle. ADML 1Hs E 1 f. 27. publié par Célestin Port: CHSJ n° 183.

<sup>1203</sup> "ad querendum infirmos per civitatem bis in ebdomada proprios nuncios transmittimus, quarta videlicet et sexta feria" *ibid*. D'après le texte il est donc clair qu'il s'agissait de mercredi et de vendredi et non de jeudi et samedi comme Célestin Port l'a indiqué par une erreur certainement involontaire dans l'introduction du *Cartulaire de l'hôpital Saint-Jean*. CHSJ p.VI.

autres arrivants: les malfaiteurs (*latrones*) mutilés ou simplement marqués d'un signe étaient également repoussés. En dehors des personnes représentant un risque pour le bon fonctionnement de l'hôpital, une catégorie sociale entièrement « innocente » fut également refusée: les enfants abandonnés (*pueri expositi*). Cette disposition peut s'expliquer par l'absence d'un personnel compétent et par l'inexistence des conditions adéquates. Il est à noter pourtant que les femmes enceintes étaient acceptées (comme souvent dans les aumôneries) pour la période de l'accouchement et de la convalescence. Dans un autre sens il est important de souligner que le nombre de malades acceptés n'était pas été limité.<sup>1204</sup>

Le personnel assistant dont nous parlerons encore plus bas, comprenait pourtant un nombre maximal de trente individus. Cela signifie dix clercs, dix frères laïcs et dix sœurs au maximum tout en respectant le plafond de dix pour chaque catégorie établie. L'emploi des sœurs (et plus précisément de personnel féminin) fut accepté sous la réserve de ne pas être trop jeunes (*pulchrae mulieres et juvenes*). Il est à noter que la présence de personnes pour assister les sœurs (*pedisseca*) est fort probable comme le règlement de l'hôpital en fait mention. Un personnel nombreux était donc prévu au moment de la rédaction de l'*Institutio*, mais malheureusement nous n'avons aucun moyen de contrôler le nombre précis des membres du personnel hospitalier durant notre période.

Parmi les clercs on peut supposer à juste titre la présence de personnes d'expérience ou de formation médicale. Les témoignages sont pourtant plutôt rares ou indirects. A la fin du XIIe siècle nous pouvons citer un certain maître Girard, *medicus* sur la liste de témoins des actes de l'hôpital Saint-Jean.<sup>1205</sup> Un acte de confirmation de donation émané par Geoffroy Martel, fils de Foulque *Mastaz*, en 1195, mentionne un certain *Haudebertus* maître (*magister*) de l'aumônerie.<sup>1206</sup> Si, au XIIIe siècle, l'hôpital avait de nombreux contrats immobiliers avec des personnes ayant le titre *magister*, ces informations peuvent cacher mais ne prouvent point un lien plus étroit des médecins avec l'hôpital Saint-Jean. Faute d'allusions plus concrètes un rapprochement est encore plus hasardeux à établir avec ceux qui figurent dans les actes de l'hôpital sous le nom barbier ou *barbitunsor*.

<sup>1204</sup> " De infirmis autem non est numerus diffinitus, quia domus eorum est et ideo indifferenter ad omnes, quos recipere debet et quibus sufficere potest domus, recipiendos tenetur. " Ibid.

<sup>1205</sup> CHSJ n° 9, 11.

Il est évident que l'ensemble bâti de l'aumônerie se laisse séparer en entités fonctionnelles. Une infirmerie ou plus précisément une salle pour les malades fut construite peu après la création de l'aumônerie. Il est fort probable qu'au début une construction provisoire, bâtie à la hâte, fut érigée, et durant les années 1190 elle fut remplacée par la grande salle des malades devenue la création très célèbre du gothique « angevin ».<sup>1207</sup> Le règlement intérieur de l'aumônerie (*Institutio*) emploie déjà l'expression « *aula pauperum* » en désignant le bâtiment consacré aux pauvres qui se distingue du réfectoire ainsi que de la maison (*domus*) des frères et de celle des sœurs. Il s'agit d'une espace dont la capacité d'accueil était impressionnante. La grande salle seule représentait plus de 1300 mètres carrés, ce qui permit l'hébergement simultané de plusieurs centaines de pauvres et de malades. Ces chiffres sont justifiés par des données les XVI-XVIIIe siècles.<sup>1208</sup> L'élément essentiel pour l'assistance des malades fut donc créé de bonne heure avant le tournant du siècle.

La complexité de la vocation de l'aumônerie nous amène pourtant à souligner l'aide apportée aux gens vivant dans une nécessité durable (pauvres) ou occasionnelle, souvent volontaire comme c'était le cas des pèlerins ou des voyageurs. Suivant l'*Institutio* cette tâche fut pourtant une activité complémentaire, sans être la préoccupation principale de l'hôpital.

Grâce aux statuts nous avons des renseignements sur les conditions et les règles de l'assistance. Quant à l'alimentation, le règlement du début du XIIIe siècle est peu bavard. Le texte ne mentionne que l'administration du pain et de l'eau aux pauvres, la présence du vin et de la viande dans les repas. Dans ce dernier cas, les malades profitaient même d'une dispense lors des jeûnes. Selon la règle, toute la communauté partageait le même repas sans aucun privilège en faveur des assistants. Evidemment, la

<sup>1206</sup> CHSJ n° 18.

<sup>1207</sup> La question de la date de construction de la salle des malades a poussé de nombreux historiens et archéologues angevins à trancher (D'Espinay, C. Port, Godard-Faultrier, chanoine Urseau). La datation de cet élément de l'ensemble de l'hôpital Saint-Jean mérite l'attention pour plusieurs raisons. D'abord une chose symbolique: l'expression, "style Plantagenêt", qui fut formulée par l'archéologue angevin Godard-Faultrier à la fin du XIXe siècle, se lie à la grande salle de l'hôpital Saint-Jean comme un point initial et un oeuvre remarquable d'un style caractéristique de l'Ouest. D'autre part elle est importante pour comprendre les influences réciproques de l'art et de techniques de construction de l'Anjou et de sa région plus large. Pourtant sur le plan des archives nous ne sommes pas choqués par l'abondance des sources. Une charte d'Henri II Plantagenêt daté de 1181-1185 mentionne déjà les malades qui habitent l'aumônerie. CHSJ n° 6. D'ailleurs tout essai de datation peut se baser sur deux actes émanés par Emma, abbesse de Ronceray en 1183 et en 1188 CHSJ n° 7 et 12. Les résultats des recherches archéologiques et celles des analyses de l'histoire de l'art sont primordiales pour une datation plus précise. Nous acceptons ici la méthode et l'avis d'André Mussat. Mussat, *Le style gothique...* op. cit. p. 215-221.

base de l'alimentation devait être plus large. La place des poissons dans les repas était certainement très importante. Nos informations concernant les diverses espèces de poissons consommés dans l'aumônerie sont pourtant tardives. Elles datent de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et nous mentionnent d'abord la présence de harengs, ce qui n'a pas le moindre effet d'être surprenant.<sup>1209</sup> Nous ne voulons pas beaucoup nous attarder sur cette question très lacunaire dans nos sources du XIII<sup>e</sup> siècle mais la composition très variée des domaines ou des possessions de l'hôpital Saint-Jean et leur proximité relative de la ville devaient permettre un choix satisfaisant de légumes, de fruits, de diverses sortes de viandes.<sup>1210</sup>

Si les dispositions du règlement interne concernent en majorité la vie de la communauté des assistants, il n'oublie pas préciser que la surveillance et en cas nécessaire le service des malades étaient assurés même pendant la nuit. Les assistants devaient également se charger d'avoir suffisamment de couvertures ou de manteaux pour les assistés.

Il faut cependant souligner qu'en dehors des malades qui exigent parfois un soin particulier nous devons compter avec les hôtes de passage, comme des pèlerins vers diverses destinations qui s'assimilaient aux *pauperes Christi*. L'emplacement de l'hôpital près du seul pont de la Maine dans la proximité de l'axe routier principal qui traverse Angers en direction nord-sud, réservait un accès facile aux gens de passage.

En dehors des malades et des pauvres, on découvre dans les sources à partir du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle des pensionnaires parmi les « hôtes » de l'hôpital Saint-Jean.<sup>1211</sup> Durant la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> et surtout vers le début du XIV<sup>e</sup> siècle

<sup>1208</sup> Bienvenu, „Pauvreté”...op. cit. p. 212.

<sup>1209</sup> ADML 1 Hs E 22. f. 1-17. Il s'agit des comptes d'un frère de l'hôpital Saint-Jean (probablement receveur), Guillaume Lépine concernant les années 1378/1379. Le chapitre traitant les dépenses est d'autant plus important qu'il donne des informations en détail sur les besoins actuels de l'aumônerie, ainsi que de ses coutumes alimentaires. A partir des années indiquées l'analyse de comptabilité de l'aumônerie devient plus aisée, des livres de comptes faits par le même frère Guillaume Lépine sont à notre disposition pour l'année 1384/1385, 1387/1388.

<sup>1210</sup> En 1248 l'hôpital Saint-Jean obtint le droit de pasnage dans les forêts du comte: *CHSJ* n° 134; Les comptes du frère Guillaume Lépine mentionnent des dépenses faites pour du raisin début de l'hiver. Dans les comptes, l'achat des pommes est également présent. Le rédacteur fait mention du beurre, des divers épices (surtout au mois d'hiver) des oignons du sucre, des œufs, des poissons (pour en faire de la soupe), des oies, des poulets (ces deux derniers surtout durant les mois d'été). La moutarde est indiquée de nombreuses fois sur la liste, représentant une dépense journalière de quatre deniers en général. On retrouve même la mention de l'achat des avocats (*advocaz*).

<sup>1211</sup> La première mention date de 1249. Il s'agit d'un couple Guillaume de *Prato*, de sa femme Adelina, et de son neveu Robin. ADML 1 Hs B 21 f. 50.

nous avons davantage d'informations sur leur présence.<sup>1212</sup> Il est intéressant de voir donc une certaine mixité sociale qui caractérise l'aumônerie à partir de l'arrivée des personnes de bonne condition matérielle qui souhaitent s'assurer la sécurité et la tranquillité des années de la fin de leur vie en contrepartie des dons au bénéfice de l'aumônerie. Mathea, veuve de Pierre de Tours dans son testament de 1265 fit de dons importants à l'hôpital Saint-Jean en contrepartie de sa réception dans l'aumônerie.<sup>1213</sup> A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle Robin *Lengleys* et sa femme, couple n'ayant pas d'enfant, donnent de nombreuses rentes et surcens, avec des terres, des vignes, et des pâturages qui se trouvent en Reculée. Ils concèdent à l'aumônerie une maison dans la rue Memberte (Doutre).<sup>1214</sup> En général, les pensionnaires gardaient, comme c'était d'ailleurs le cas de Robin *Lengleys* aussi, l'usufruit de leurs biens concédés auparavant à l'hôpital sous réserve de conserver leur état social. Ainsi, ils continuaient vivre dans les cadres originaux tout en assurant en cas de nécessité leur pension. Selon nos sources le nombre des pensionnaires restait pourtant limité et sensiblement inférieur à celui des malades. La date des actes des contrats avec les pensionnaires ne nous renseigne pas sur le moment, ou même le fait réel de l'entrée dans l'hôpital.

### *Cura animarum*

Lors du recensement des fonctions de l'hôpital nous ne devons pas omettre le soin des âmes qui était tout aussi important que l'assistance physique. Dans un premier temps, ce fut réservé aux assistés. Le service fût assuré par les quatre prêtres indiqués déjà en haut. Le service divin est mentionné dans nos sources pour la première fois en 1181 à propos des privilèges pontificaux. L'existence d'une chapelle est antérieure à 1188.<sup>1215</sup> Le service divin était assuré au début par quatre prêtres, mais il est fort probable que leur nombre augmenta du fait des fondations de chapelles ultérieures. Le cimetière propre à l'aumônerie fût béni vers 1197-1198 grâce au soutien de Philippe de Ramefort, fils du fondateur Etienne Marçais.<sup>1216</sup> On voit donc bien que les édifices indispensables pour le culte divin ainsi que pour la vie communautaire (petit et grand

<sup>1212</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 35, *CHSJ* n° 167; *CHSJ* n° 154; B 24 f. 19;

<sup>1213</sup> *CHSJ* n° 154.

<sup>1214</sup> ADML 1 Hs B 24 f. 19.

<sup>1215</sup> *CHSJ* n° 12.

<sup>1216</sup> *CHSJ* n° 22.

cloîtres) existaient déjà avant le tournant du siècle assurant ainsi à l'établissement une autonomie précieuse. Il nous reste pourtant à rappeler que cette autonomie fut contrôlée par l'abbaye du Ronceray qui avait des prérogatives paroissiales. Nous ne trouvons pas ce contrôle trop encombrant à propos de la *cura animarum* auprès des assistés. Les bases d'une cohabitation furent jetées de bonne heure (1209) par le Ronceray. D'autre part nous n'avons pas d'exemple de conflits concernant le service religieux, conflits pourtant loin d'être absents durant le XIII<sup>e</sup> siècle. Nous n'avons qu'à rappeler les conflits néfastes tournant autour des droits d'enterrement où le Ronceray fut maintes fois concerné.

La multiplication du nombre des lieux de culte au sein de l'aumônerie se laisse observer à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle. En 1208 l'aumônerie avait déjà plusieurs chapelles dont l'une fut placée sous le vocable de Saint-Jean, l'autre de Saint-Etienne. En dehors du complexe hospitalier, notre institution à cette date possède déjà une chapelle dite de Saint-Jacques au pont des Treilles.<sup>1217</sup> Malheureusement, encore à cette date précoce, les conditions des fondations nous échappent. Leur existence nous conduit pourtant à leur indiquer un rôle complémentaire à l'hôpital Saint-Jean. L'aumônerie attirait les fondations de messes anniversaire ou de chapelles de nombreux laïcs et ecclésiastiques de la ville.

Il est nécessaire pourtant de séparer les deux sortes de fondations. Les messes d'anniversaires, qui visent la commémoration d'un jour de décès et représentent une prière commune en faveur du salut du fondateur ou de ses parents, nécessitaient moins d'offrandes que les fondations de chapellenies. Elles étaient ainsi plus accessibles pour des individus de modeste fortune. Les fondations d'anniversaires apparaissent dans nos sources à partir des années 1230, mais durant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle elles laissent peu de traces.<sup>1218</sup> Au contraire, pendant la seconde moitié du siècle elles sont beaucoup plus nombreuses. Il s'agit presque exclusivement de dons de rente, ce qui témoigne de l'existence d'investissements ou de revenus complémentaires au sein de la bourgeoisie urbaine, donc du groupe des fondateurs. La somme offerte est pourtant très variable. Les montants des rentes s'échelonnent de 5 sous par an jusqu'à 50 sous. Cependant, durant notre période aucune tendance ne se laisse observer sur le plan chronologique. Quant aux autres établissements ecclésiastiques nous disposons d'une

---

<sup>1217</sup> CHSJ n° 44.

liste des anniversaires du chapitre Saint-Maurice rédigée en 1294.<sup>1219</sup> Elle contient 32 anniversaires, complétés par quelques cinq autres au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Cette liste ne s'avère pas intégrale, elle n'indique que les montants perçus par le cellérier (*que solvit celeraria*) ceux-ci sont pourtant visiblement plus élevés que dans le cas de l'hôpital Saint-Jean. Ce fait suggère donc une hiérarchie parmi les établissements ecclésiastiques angevins au niveau même des offrandes d'anniversaires.

Des montants plus élevés furent consacrés par les Angevins pour des fondations de chapellenies. Le cas de l'hôpital Saint-Jean y est de nouveau très significatif. A partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle nous avons sept documents de fondation de chapellenie. Leur répartition reste pourtant très inégale. Deux seulement concernent le XIII<sup>e</sup> siècle<sup>1220</sup> et les cinq autres le début du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>1221</sup>. Les fondations du XIII<sup>e</sup> siècle sont celles de notables angevins. La première chapellenie fut créée au début du XIII<sup>e</sup> siècle par Etienne Marçay ancien sénéchal d'Anjou et fondateur de l'hôpital. En 1263 c'était Pétronille veuve de Guillaume de Rezay, ancien bailli d'Anjou qui consacra une partie de ses biens à une fondation de chapellenie en plus des anniversaires. Les noms des bourgeois d'Angers nous parviennent à partir du début du XIV<sup>e</sup> siècle. Pierre Coton, jadis changeur sur le grand pont, dans son testament de 1308 fit don de nombreux biens immobiliers et de 200 livres à l'aumônerie.<sup>1222</sup> Au cours des années 1320, les dons immobiliers extra-urbains (vignes, terres et maisons) forment une part importante des dons lors des fondations de Robert *Rousselli* et de Richard *Odierno*, tous les deux bourgeois (*civis*) d'Angers.<sup>1223</sup> C'est également un bourgeois d'Angers, visiblement fortuné, Guillaume de la Porte qui fonda au cours des années 1330 une chapelle dédiée à Saint Jacques.<sup>1224</sup> Il est à noter donc que d'après les sources qui nous parviennent la bourgeoisie urbaine apparaît dans les fondations de chapellenies de l'hôpital à un moment relativement tardif mais sa participation est désormais solide. On voit également que les fondations de chapellenies, contrairement à ce qu'on a vu dans le cas des simples anniversaires, livrent des propriétés immobilières (extra urbaines) à l'hôpital Saint-Jean.

<sup>1218</sup> ADML 1 Hs B 21 f. 16 (1233), *CHSJ* n° 135 (1248).

<sup>1219</sup> BMA ms. le censier de Saint-Maurice f. 94.

<sup>1220</sup> *CHSJ* n°20 et n° 160.

<sup>1221</sup> ADML 1 Hs B 46 f. 6.; 1 Hs B 49 f. 1.; 1 Hs B 49 f. 278.; 1 Hs B 46 f. 279.; 1 Hs B 46 f. 145.

<sup>1222</sup> ADML 1 Hs B 46 f. 145.

<sup>1223</sup> ADML 1 Hs B 49 f. 278.; 1 Hs B 49 f. 1.

<sup>1224</sup> ADML 1 Hs B 46 f. 6.



La répartition inégale des sources nous amène cependant à être extrêmement prudent. Si l'hôpital Saint-Jean était placé au milieu d'un quartier d'artisans et des marchands, il était souvent bénéficiaire de leurs offrandes mais on aurait tort de croire que c'était le seul établissement privilégié par la bourgeoisie urbaine. Malheureusement les archives de l'abbaye de Ronceray et de son église paroissiale (Trinité) font défaut pour le XIII<sup>e</sup> siècle mais les sources qui nous sont parvenues, forcément incomplètes, témoignent d'une densité considérable de fondations dans l'église de la Trinité.<sup>1225</sup> Nous tendons donc à croire que les preuves d'une influence de l'hôpital Saint Jean auprès des testateurs témoignent d'un partage et non d'une prépondérance au sein de la communauté des habitants de la Doutre.

### La vie communautaire des assistants

Nous nous croyons dispensé d'une analyse profonde des statuts, analyse qui a déjà été faite par de nombreux auteurs.<sup>1226</sup> Si leurs conclusions aboutissent à un manque d'originalité de la législation de notre hôpital et à l'influence directe des statuts d'autres maisons hospitalières, Jean-Marc Bienvenu a précisé à juste titre que les statuts de l'hôpital Saint Jean d'Angers sont parmi les tout premiers qui nous soient parvenus. Nous nous bornerons dans la suite à une brève énumération des articles caractéristiques de l'*Institutio*.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la communauté des frères et des sœurs de l'hôpital Saint-Jean adopta de bonne heure la règle de saint Augustin. Une bonne partie de la réglementation intérieure suit donc cette observance. Les principes de la chasteté, de l'obéissance, et de l'absence de biens propres (*sine proprio vivere*) forment les bases de la vie communautaire de l'hôpital. Le précepte d'une simplicité vestimentaire (mais convenable à la saison, puisqu'il est mention de bottes fourrées pour l'hiver par

<sup>1225</sup> De nombreux abus commis par les prêtres de la Trinité ont amené les évêques d'Angers (Michel Villoseau et Nicolas Gellent) de se prononcer sévèrement lors des visites épiscopales en 1241 et en 1265. Il est à noter que les interventions de l'évêque furent suscitées par les paroissiens qui dotaient richement leurs église paroissiale. Cette abondance contribuait largement à la désordre ce que les évêques tenaient à apaiser. Leurs intervention fait naître une hiérarchie dont à la tête se trouve un correcteur en compagnie de trois chanoines cures. En seconde grade on trouve les chapelains majeurs (*capellani maiores*) comme ou chapelains perpétuels, ensuite, à la fin les chapelains mineurs (*capellani minores*) ADML 51 G 6 s.n.

<sup>1226</sup> Port, Notice historique, VI; Bienvenu, „Pauvreté”...op. cit. p. 208-214; Avril, *Le gouvernement*...op. cit. 504-511; Voir aussi Le Grand, *Statuts*...op. cit. 21-33 notes. Pour une analyse des statuts des hôpitaux médiévaux voir aussi: Imbert (J.), *Les hôpitaux en droit canonique*, Paris, 1947, 268-278.

exemple), le respect du silence au réfectoire et dans la salle de dortoir, la défense de sortir sans la permission du prieur sont tous des éléments essentiels de la discipline intérieure complétés par les sanctions éventuelles. L'abstention de la consommation de viande (sauf en cas de maladie) fut prescrite pour les jours de l'Avent et pour les vendredis. Les coutumes de réfectoire n'étaient pas trop rigides.

Il est intéressant de présenter les deux catégories de sanction en cas de non-respect des règles. L'*Institutio* sépare les délits majeurs (*latrocinium parvum*) et mineurs (*magnum furtum*) sans préciser davantage les deux catégories pénales. Une décision d'exclusion perpétuelle n'était prise que dans le cas d'un délit majeur ou de rechute successive d'un délit mineur. La sentence était réservée au conseil de la communauté (*magnum consilium*).

### La gestion de l'hôpital

L'*Institutio* se préoccupe en quelques articles de la gestion des biens de l'hôpital. Les personnes responsables de la gestion étaient les *baillis* (plusieurs en même temps) dont le recrutement se faisait de préférence parmi les laïcs. Un clerc n'était désigné à ce poste qu'en cas de nécessité sérieuse. Nous pourrions penser que l'officier qui s'appelle plus tard souvent économe représentait dans notre *Institutio* un service avec de nombreuses tentations qui risquaient de corrompre le corps et l'âme simultanément. Pourtant le texte fait allusion à l'exemple biblique de Dina, fille de Jacob. Nous avons à penser plutôt à une précaution pour éviter d'être victime des forces d'un environnement étranger.<sup>1227</sup>

Les baillis devaient rendre compte plusieurs fois par an, devant un conseil s'intitulant *capitulum* qui se formait du prieur et de deux frères compétents en gestion économique. Ce conseil avait un contrôle régulier sur l'usage du sceaux de l'hôpital. Une fois par an, ensuite, un contrôle général s'effectuait devant le prieur et l'abbesse de Ronceray. Cette pratique fut maintenue tout au long de notre période. D'ailleurs, une communication quotidienne avait lieu entre les frères et les baillis après le repas qui suivait immédiatement les Vêpres.

<sup>1227</sup> „habentes pre oculis exemplum Dine, filie Jacob, que corrupta fuit, quia exivit, ut videret mulieres alienigenas, et caveant sibi ne sicut illa corrupta fuit in corpore, ita et ipsi corrumpantur in mente.” CHSJ n° 183.

Les archives de l'hôpital Saint-Jean qui nous sont parvenues témoignent d'une gestion sérieuse même par rapport aux autres établissements ecclésiastiques angevins. Le premier censier que nous connaissons fut rédigée à l'hôpital entre les années 1235-1240.<sup>1228</sup> Durant la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, pendant le règne de Charles I<sup>er</sup> ou celui de Charles II d'Anjou une autre liste fut rédigée qui ne concerne que des biens possédés à Angers.<sup>1229</sup> Ce document servait à enregistrer les personnes et les biens exempts de la taille du roi-comte. A partir du début du XIV<sup>e</sup> siècle, plus précisément dès 1313, nous avons plusieurs extraits des cahiers de rentes qui nous donnent davantage de renseignement sur les possessions urbaines de l'aumônerie.<sup>1230</sup>

Cependant, on aurait tort de croire que les archives de l'hôpital Saint-Jean dont la richesse est louée, à juste titre d'ailleurs par tous les historiens, reflète dans tous les domaines une gestion minutieuse des biens fonciers. Au contraire, nous dirions que de nombreuses transactions n'ont pas laissé de traces écrites et nous n'en avons connaissance qu'indirectement à partir des censiers ou des registres. Nous n'avons pas un acte qui nous renseigne sur les concessions de maisons urbaines par le comte. Pourtant nous le savons il en existait plus d'une douzaine.<sup>1231</sup> De nombreux autres biens bâtis possédés par l'hôpital contre un cens en divers fiefs sont également connus par des registres et il nous manque les actes de concession.<sup>1232</sup> On pourrait dire que les maisons se trouvant sur le propre domaine de l'hôpital Saint-Jean n'échappaient pas à sa pratique de rédaction d'actes. Mais si l'on veut retrouver les noms ou les biens immobiliers qui figurent dans la liste de 1240 parmi les baux on sera également déçu. Cependant, il serait erroné d'attribuer ces lacunes la perte d'archives. Lors du conflit entre l'abbaye de Ronceray et l'hôpital Saint-Jean à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle à propos des rentes de divers biens fonciers, les deux parties ne sont pas capables de justifier leurs acquisitions des quarante dernières années par des écrits.<sup>1233</sup>

<sup>1228</sup> ADML 1Hs B 188. Ce ne se limite point d'indiquer les possessions urbaines, mais donne une idée très claire des biens de l'hôpital se trouvant hors d'Angers.

<sup>1229</sup> ADML 1Hs B 28.

<sup>1230</sup> ADML 1Hs A 4 f. 2-5, 11.

<sup>1231</sup> ADML 1Hs B 188 f. 34 v<sup>o</sup>.

<sup>1232</sup> ADML 1Hs B 188 f. 20 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>.

<sup>1233</sup> "Adicientes per idem dictum nostrum quod dominus Johannes nunc prior elemosinarie quem credimus fideliter veritatem super hec scire et procurator elemosinarie ac etiam procurator dictarum abbatisse et conventus per juramenta quod iam prestiterunt coram nobis adinvicem veritatem dicant de acquisitis hinc inde a dicto tempore in feudis predictis." BMA ms. 854 f. 11.

Si malgré tout, de nombreux biens urbains de l'hôpital Saint-Jean sont bien visibles dans les enregistrements, les livres de comptes annuels sont pratiquement absents pour le XIII<sup>e</sup> siècle et ne démarrent qu'à partir de 1309.<sup>1234</sup> La répartition des diverses notes de dépenses et de revenus reste ensuite déséquilibrée pendant le XIV<sup>e</sup> siècle. Si nous en avons plusieurs concernant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>1235</sup>, elles ne reprennent ensuite qu'à partir de la fin des années 1370<sup>1236</sup> pour être dans ce cas beaucoup plus complètes qu'elles ne l'étaient auparavant.

En ce qui concerne les chiffres, nous avons une idée assez claire des revenus de l'hôpital mais, la sélection reste très aléatoire. Le total des revenus de cens et de rentes de l'hôpital Saint-Jean dans la ville et ses environs proches (toujours à l'intérieur de la quinte) donnent environ 190 livres par an à la fin des années 1230.<sup>1237</sup> D'autres sources de revenus peuvent s'additionner mais là, malheureusement, nous n'avons aucun point de repère. Après une longue vacance où nous sommes incapables de dénombrer les revenus de l'hôpital Saint-Jean, les livres de comptes des années du début du XIV<sup>e</sup> siècle nous sont très utiles. Les chiffres qui nous parviennent de ces documents sont très homogènes. Le total de revenus de l'hôpital varie entre 300 et 324 livres lors de la période de 1308 à 1332.<sup>1238</sup> Nous pouvons affirmer une hausse légère entre 1308 et 1320 de 300 à 324 livres. Ensuite une nouvelle phase montante, plus spectaculaire, se laisse observer à partir de 1326. Les comptes de l'hôpital montrent un revenu de 360 livres durant cette année.<sup>1239</sup> Pour l'année 1334 nous avons un total de 376 livres 10 sous<sup>1240</sup>, puis en 1343, 421 livres<sup>1241</sup>. Juste pour indiquer la tendance montante des revenus, les revenus de l'hôpital montent en 1378 à 587 livres dont le montant des cens

<sup>1234</sup> ADML 1Hs E 4. f. 1-8.

<sup>1235</sup> ADML 1Hs E 19, E 21.

<sup>1236</sup> ADML 1Hs E 22-26.

<sup>1237</sup> ADML 1Hs B 188. La somme est le résultat d'une addition systématique (due à l'inexistence d'un *summa* dans la source) des sommes indiquées sur 19 folios. Les chiffres sont répartis en une demi douzaine de termes dont Noël et le 24 juin (fête de Saint-Jean Baptiste) sont cités le plus souvent. La possibilité d'un erreur reste contingente, sans pouvoir modifier considérablement le total.

<sup>1238</sup> Il faut cependant signaler que pendant cette période nous n'avons que de chiffres pour une année sur cinq. La répartition est tout aussi occasionnelle. Les années indiquées en bas représentent toujours l'année de rédaction des comptes mais évidemment les remises des comptes concernent toujours des années intermédiaires. Voici les totaux: 1308-300 livres 10 sous, ADML 1Hs E 4. f. 1; 1320- 324 livres, *ibid.* f. 2.; 1323- 320 (?) livres, *Ibid.*, f. 3.; 1325- 316 livres 18 sous *Ibid.* f. 4.; 1326- 319 livres 18 sous, *Ibid.* f. 4.; 1332- 319 livres 15 sous, *Ibid.* f. 6.

<sup>1239</sup> ADML 1 Hs E 4 f. 4.

<sup>1240</sup> ADML 1Hs E 4. f. 7.

<sup>1241</sup> ADML 1Hs E 4. f. 8.

et des rentes représente 535 livres 11sous, donc plus de 90%.<sup>1242</sup> L'année suivante (1379) représente une recette de 536 livres 6 sous de cens et de rentes qui est complété par une somme inconnue des autres revenus.<sup>1243</sup>

L'analyse des indices du XIVe siècle est hors de notre tâche, nous nous bornerons à affirmer quelques tendances bien visibles. Une hausse des revenus de l'hôpital Saint-Jean est très significative et continue à partir du début du XIIIe siècle tout au long des deux siècles suivants. A partir de la fin années 1230 jusqu'au début du XIVe siècle nous devons compter avec des recettes annuelles d'une valeur de 200-300 livres. Au long du XIVe siècle cette somme doublera, ce qui incite, au moins, à repenser les sentences trop généralistes sur la crise du XIVe siècle.<sup>1244</sup>

Restons pourtant à notre période. L'augmentation légère mais continue des recettes, témoigne d'une croissance significative, à long terme, du temporel de l'hôpital. Nous avons vu que la part essentielle des revenus de l'aumônerie vient de l'immobilier, surtout des rentes et des cens. Cela laisse voir la stratégie adoptée par l'hôpital Saint-Jean. Plutôt qu'exploiter directement ses biens, l'aumônerie avait la plupart de ses ressources dans des rentes ou revenus indirects. Ce caractère des recettes n'a pourtant rien d'exceptionnel. Il montre plutôt une forte implantation urbaine. Les chiffres fournis à la fin des années 1230 nous ont persuadé de l'importance des biens urbains dans le démembrement des recettes. Si l'aumônerie possédait nombre de biens, en dehors de la ville ou à sa périphérie, ils apportaient moins que les bâtis urbains.

Bien entendu, les recettes sont à évaluer dans le contexte entier du budget, c'est à dire en prenant compte les dépenses. Là, malheureusement, nous avons moins de chiffres et en plus ils sont souvent sporadiques et ne concernent qu'une partie spécifique des dépenses. Grâce au censier des années 1230 nous savons que l'hôpital devait chaque année une somme relativement importante aux seigneurs laïcs et ecclésiastiques en forme de cens. La somme fut pratiquement invariable pendant les trois années indiquées. Pour l'année 1235 elle représente 34 livres 15 sous, en 1236, 34 livres 10 sous et en 1237, 34 livres 8 sous.<sup>1245</sup> Cette information est d'autant plus importante que le montant indiqué contient tous les cens, les cens péri-urbains compris. Un total des dépenses fonctionnelles de l'hôpital n'est pas déductible pendant le XIIIe

---

<sup>1242</sup> ADML 1Hs E 22.

<sup>1243</sup> ADML 1Hs E 22.

<sup>1244</sup>

siècle. Suivent les inventaires précieux des années 1330 et les fragments de comptes de dépenses.<sup>1246</sup> Les premiers chiffres complets (46 et 61 livres) nous parviennent en 1378 et en 1379.<sup>1247</sup> Le revenu net de l'hôpital devait donc varier à la hauteur de 140-200 livres durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Pour comparer, cela représente entre la septième et la dixième part des revenus de l'évêque d'Angers au cours des années 1280.<sup>1248</sup> Deuxièmement, n'oublions pas l'indignation de l'hôpital au cours de la première moitié des années 1250 à propos du transfert des lieux de foires aux Halles sous Charles I<sup>er</sup>. La somme réclamée par Saint-Jean s'éleva à 300 livres c'est à dire une somme égale ou même plus que le total des revenus de l'hôpital.<sup>1249</sup> Ce fait éclaire à la fois l'importance des ressources urbaines et la gravité du problème pour l'hôpital Saint-Jean.

Pour conclure, l'apparition de l'hôpital Saint-Jean représente un impact réel aussi bien dans le tissu urbain que dans la vie charitable de la ville. Installé dans un secteur en plein développement, et près d'une population ayant des moyens très variables, l'aumônerie était capable au cours du XIII<sup>e</sup> siècle de se servir des conditions économiques favorables et de sa prépondérance urbaine. En même temps, il réussit à faire respecter son autonomie malgré quelques tentatives d'assujettissement au début du XIII<sup>e</sup> siècle. A partir ses contacts sociaux, l'hôpital Saint-Jean ne remplit pas seulement une fonction charitable de premier rang mais devient également un pouvoir économique très important dans la ville.

### D'autres institutions de charité dans la ville

Dans la Doutre la domination de l'hôpital Saint-Jean reste indiscutable tout au long du Moyen Age. La création d'un nouvel établissement charitable n'est pas à l'ordre de jour au XIII<sup>e</sup> siècle. S'il est en dehors de notre période nous voulons pourtant signaler la création d'une aumônerie au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle d'après le

---

<sup>1245</sup> ADML 1Hs B 188 f. 20 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>.

<sup>1246</sup> ADML 1Hs E 19 f. 6-41 v<sup>o</sup>, f. 102; ADML 1Hs E 21.

<sup>1247</sup> ADML 1Hs E 22.f. 4 r<sup>o</sup>-5v<sup>o</sup>

<sup>1248</sup> Les revenus annuels de Nicolas Gellent entre 1285 et 1290 tournent à la hauteur de 1300-1400 livres. voir *CNG* passim.

<sup>1249</sup> *CHSJ* n° 144.

testament du fondateur, un bourgeois d'Angers, Guillaume de la Porte (1346).<sup>1250</sup> Là aussi il s'agit plutôt d'un refuge qui permet avec ces 20 lits, l'accueil d'un certain nombre de pauvre ou de passants. Il est tout aussi révélateur que l'aumônerie est sous le vocable de saint Jacques. Les conditions matérielles sont en grande partie ignorées mais nous connaissons la maison qui abritait cet établissement. Il s'agit d'un hébergement (*herbergamentum*) portant le nom « La Forest » qui était auparavant propre au fondateur. Son emplacement dans la rue Lionaise lui réservait un accès facile à la marge d'un secteur de grande activité artisanale et commerciale.

Nous trouvons donc important à signaler que les pratiques charitables des particuliers, dans notre cas, celles des laïcs, ne s'arrêtent pas à divers dons faits souvent en contrepartie des anniversaires ou de nouvelles créations de chapellenies. L'initiative laïque visant des fondations charitables se laisse observer encore à la veille de la guerre de Cent Ans (en ce qui concerne les événements en Anjou) et des grandes épidémies comme la Peste noire.

Côté gauche de la Maine, l'abbaye de Saint-Sulpice-la-Forêt de Rennes avait un prieuré sous le vocable du Saint-Sauveur de Hanneloup<sup>1251</sup> qui apparaît dans les sources du XIII<sup>e</sup> siècle sous le vocable « *elemosinaria* ». Il fut fondé au cours du XII<sup>e</sup> siècle avant 1161. L'aumônerie était desservie par une communauté de femmes (*moniales*) avec une prieure (*priorissa*) à sa tête. Situé en dehors de l'enceinte urbaine son emplacement était idéale, avant tout, pour les voyageurs, les pèlerins et des pauvres qui n'avaient plus de place *inta-muros*.<sup>1252</sup> Il se trouvait très proche de la porte Saint-Jean à côté de la route menant vers la Loire. Les travaux de construction de l'enceinte sous le règne de Saint Louis causèrent des dégâts importants à l'aumônerie. Il s'agit de plusieurs maisons démolies, de terres et de vignes détruites, rendues inexploitable. L'aumônerie reçut en 1232 un dédommagement de 100 livres de la part du roi Louis IX, somme qui fut convertie en reconstructions.<sup>1253</sup> Dans les testaments de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle nous retrouvons parfois l'aumônerie.<sup>1254</sup> Quant aux sommes offertes qui sont toujours indicatives, l'aumônerie se trouve au rang des léproseries d'Angers ou d'autres aumôneries du comté mais hors d'Angers, comme celles

<sup>1250</sup> ADML 1Hs B 46 f. 6-7.

<sup>1251</sup> Le nom Hanneloup vient de la dénomination d'une métairie appartenant très tôt à la chapelle. Le bien foncier se trouvait d'ailleurs près d'Angers, en direction des Ponts de Cé. Port, *Dictionnaire* ..op. cit. t.II.

<sup>1252</sup> Nous partageons l'avis du chanoine Urseau: *CNG* p. 97, note 2.

<sup>1253</sup> AN J 178 f. 15. Publié: Marcheguy, *Archives*...op. cit. t. II. p. 252-253.

d'Ambillou, de Doué-la Fontaine, de Saumur<sup>1255</sup> ou de Montreuil Bellay. Nous trouvons instructive l'énumération de ces quatre derniers établissements suivis immédiatement par la mention du Saint-Sauveur dans un acte de 1263.<sup>1256</sup> Tous les cinq se trouvaient près de la route Angers-Poitiers et ils se consacraient essentiellement à la réception des pauvres en route (sauf l'aumônerie de Saumur dont la vocation était naturellement plus complexe). Dans ces cas donc il s'agit plutôt d'un refuge que de lieux de soins pour des malades.

La seconde aumônerie sur la coté gauche de la Maine fut établie, beaucoup plus tard, au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Dans ce cas nous pouvons parler vraiment d'une fondation, faite par un ancien chanoine et maître école du chapitre Saint-Maurice, Jean du Bois. Deux ans après avoir été nommé à la tête de l'évêché de Dol (Bretagne), il fonda en 1314 l'aumônerie de Saint-Michel du Tertre.<sup>1257</sup> Installé tout près des Halles d'Angers à proximité de la porte Saint-Michel l'aumônerie se trouvait dans un milieu commercial ayant un accès facile vers l'extérieur de l'enceinte. Son existence marque pourtant un moment important dans le développement urbain du quartier des Halles. Si, au moment de la construction de l'enceinte, ce coin de la ville rappelait plutôt la campagne, la création des Halles vers le milieu du siècle entraîna une densification du bâti à partir des années 1270-1280, autant de signes importants d'urbanisation du secteur. D'après notre opinion ce processus fut entériné par l'installation d'une institution charitable.

Il est important de noter que la fondation de l'Hôtel-Dieu nécessita l'arrivée d'une grosse somme d'argent et de nombreux biens fonciers. Rien que l'amortissement acquitté par Jean du Bois au comte d'Anjou, Charles de Valois, valait 300 livres.<sup>1258</sup> En ce qui concerne le fief du comte, nous avons une idée claire des revenus concédés par Jean du Bois au profit de l'aumônerie. Il s'agit de nombreuses rentes sur de maisons *intra-muros*, ainsi que dans la rue Saint Nor (rue Saint-Laud), rue Baudrière, sur les ponts (petit et grand pont), dans la Folie, à la porte Boulet, devant l'église Toussaint et tout près de la porte Vielle-Chartre. Il s'agit donc d'immeubles précieux dans le

<sup>1254</sup> CHSJ n° 154, 160. , BNF coll. TA t. VIII n° 3317.

<sup>1255</sup> L'aumônerie fut fondée au XII<sup>e</sup> siècle, à sa tête on trouve un recteur. La chapelle appartenant à l'aumônerie fut desservit par l'abbaye Saint-Florent de Saumur. ADML H 2278 s.n.

<sup>1256</sup> CHSJ n° 160.

<sup>1257</sup> ADML G 1118 s.n. (1314).



voisinage immédiat de la Cité ou dans des secteurs de forte activité économique. En dehors des rentes urbaines l'aumônerie fut dotée de rentes de vignes et de maisons suburbaines ainsi que de clos de vignes et de prés à Vernusson (Cne des Ponts de Cé) , aux Ponts de Cé et dans la Vallée. Les rentes amorties par Charles de Valois en 1316 produisaient environ 24 livres de revenus annuels pour l'aumônerie. Il s'avère qu'ensuite la fondation l'aumônerie ne cessa pas d'accumuler les dons au service des pauvres. De nouvelles acquisitions de vignes et de rentes sont mentionnées au début des années 1320.<sup>1259</sup> Ensuite Jean du Bois concéda en 1321 à sa nouvelle fondation un jardin (*ortum*) près de l'enclos des franciscains.<sup>1260</sup> Au cours des années 1320, l'aumônerie acquit un terrain pour y établir son propre cimetière. Si une controverse opposa à ce sujet le donateur (l'évêque d'Angers) et l'aumônerie à l'administration royale, une décision favorable de Philippe VI mit fin à cette affaire en 1331.<sup>1261</sup> Il est important de voir qu'à partir de l'existence d'une chapelle et d'un cimetière, les bases d'une autonomie de l'hôtel-Dieu de Saint-Michel du Tertre furent jetées dès la fin du premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle.

Nous connaissons cependant très peu le personnel assistant. La communauté des frères et des sœurs dont nous ignorons toutes les données, fut dirigée au début par un gouverneur désigné par Jean du Bois puis, à partir de 1318, nous connaissons le nom du premier prieur Guillaume *Burnost*.<sup>1262</sup>

En ce qui concerne les fonctions et l'aménagement de l'aumônerie, il s'avère qu'il comblait un creux dans l'assistance urbaine en permettant la réception de quatre aveugles, et il contrebalançait au moins à partir d'un secteur en développement rapide la domination urbaine de l'hôpital Saint-Jean. Par rapport à ce dernier, la capacité d'accueil de l'aumônerie de Saint-Michel du Tertre était pourtant modeste. Au moment la fondation il s'agissait de 20 lits pour les pauvres et des malades, les aveugles y compris.<sup>1263</sup>

<sup>1258</sup> ADML G 1118 s.n. (1315) , analysé: Marchegay, *Archives*, t.II., p. 202-203.

<sup>1259</sup> ADML G 1118 s.n. (1320 )Lors de la visite royale en 1323 Charles de Valois, qui accompagna Charles IV le Bel à Angers, amortit de rentes récemment acquises par l'aumônerie. ADML G 1118 s.n. (1323)

<sup>1260</sup> ADML 87 H 3 f. 2.

<sup>1261</sup> Le bailli d'Anjou y était chargé par un enquête qui finit par la décision favorable du roi. Le document nous apprend en plus que le cimetière fut déjà consacré par l'évêque au moment de l'émission c'est à dire en février 1331. *RTCH* t.III. n° 1072.

<sup>1262</sup> ADML G 1118 s.n. (1318).

<sup>1263</sup> ADML G 1118 s.n. (1314).

Pour conclure nous devons constater que le développement urbain fut accompagné par la constitution d'un réseau charitable important à Angers. La transformation des pratiques religieuses et charitables nous permet de voir de plus près les formes de solidarité au sein de la société de l'époque. Parmi les institutions, l'hôpital Saint-Jean jouait incontestablement un rôle prépondérant. Nous dirons même que sa domination bloqua la propagation du réseau charitable urbain pendant tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle. La reprise des fondations à partir du début du XIV<sup>e</sup> siècle se fonda essentiellement sur le développement urbain. Ni les troubles politiques, ni l'affaiblissement de l'hôpital Saint-Jean ne sont encore attestables.

## Conclusion générale

Nous avons fait la tentative d'étudier l'histoire urbaine au cours d'une période où les cadres politiques ont varié à plusieurs reprises. L'Anjou connut un changement dynastique au début du XIII<sup>e</sup> siècle et ensuite, quelques décennies plus tard il fut lié à une nouvelle branche des Capétiens. Dans un intervalle d'à peine plus de 60 ans Angers et le comté passèrent de « l'empire Plantagenêt » qui se développait le long de l'Atlantique à une constellation politique qui l'attacha, malgré les embarras de l'éloignement, à la Méditerranée. A partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'Anjou se retrouva sur le chemin qui le ramenait un peu plus tard, de nouveau, à la Couronne française.

Pendant cette période la ville connut à peine ses princes et encore moins la cour prestigieuse qui se formait autour d'eux. Le roi et les comtes d'Anjou sont présents à partir d'une administration de plus en plus professionnelle. Nous avons de nombreux signes qui suggèrent la croissance lente mais progressive du pouvoir laïc dans la ville. La construction de l'enceinte et du château reflète la résolution et la force réelle du roi. La création des Halles vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle assurait la mainmise du comte sur une partie importante du commerce. Les Halles devinrent également un symbole de la justice du comte. Les assises des représentants du comte sont tenues aux Halles à partir du dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle. L'acquisition des rentes urbaines par le comte au début du XIV<sup>e</sup> siècle témoigne de l'intérêt du pouvoir pour la richesse urbaine.

A partir de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle et surtout dès le règne de Charles de Valois les relations du comte et de l'évêque tournent parfois en conflits importants. Les officiers de l'administration laïque sont désormais omniprésents.

Ajoutons que les mutations politiques du XIII<sup>e</sup> siècle n'entraînèrent pas immédiatement des changements radicaux. Cependant, la ville vit de transformations considérables. Elles déterminèrent les cadres de la vie urbaine à un long terme.

Par conséquent nous avons du mal à partager l'opinion de Louis de Farcy qui a constaté que toute la richesse architecturale et culturelle venait du XII<sup>e</sup> siècle et que le XIII<sup>e</sup> n'ajouta pratiquement rien. Sans vouloir sous-estimer l'importance des interventions architecturales du XII<sup>e</sup> siècle et surtout les initiatives ambitieuses comme

la reconstruction de la cathédrale, nous devons constater que le paysage urbain s'est transformé d'une manière considérable au cours du XIII<sup>e</sup> siècle.

Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, des travaux importants sont engagés ou poursuivis à l'hôpital Saint-Jean, à l'abbaye Saint-Serge. Avant le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle la ville se transforme en un immense chantier. La construction d'une enceinte nouvelle et les travaux de reconstruction du château et de la cathédrale exigeaient des efforts considérables et une participation active de la population urbaine. La renaissance architecturale de l'abbaye Toussaint, la construction de l'église des cordeliers et de celle des jacobins sont également les produits de notre époque.

Le résultat est impressionnant. Sur le plan de l'esthétique et de l'art, nous sommes témoins du succès du gothique angevin ou autrement dit « Plantagenêt ». Pourtant ce style s'épanouit après l'époque Plantagenêt. Il représente une expression architecturale qui se nourrit certes de diverses expériences mais se veut une variante très spécifique de l'art gothique. Les interventions architecturales comme la reconstruction de la cathédrale sont déterminantes dans sa formation.

En deuxième point nous devons remarquer les conséquences urbaines des interventions architecturales. La Cité se transforme en un enclos ecclésiastique dominé par les chanoines de Saint-Maurice. Tout de même, la ville dispose désormais d'un espace large à urbaniser *intra muros*. L'accroissement numérique de la population est attestable dans le secteur des Halles et dans la Doutre. Cependant le développement urbain ne se concentre pas uniquement dans la ville protégée par les remparts. Certains quartiers connaissent un essor remarquable. Rappelons en premier l'Evière (et la zone voisine appartenant à la paroisse Saint-Germain), un quartier riverain, qui se trouve auprès du vieux-marché, point commercial important de la ville. Le faubourg Bressigny qui se trouvait auprès de la porte Saint-Aubin de l'enceinte, attirait également une partie relativement riche de la population. D'autres zones comme le voisinage de l'abbaye Saint-Serge continuaient à avoir un caractère rural. C'est également valable du bourg Saint-Jacques sur le côté droit de la Maine.

Il est important de voir que la vie commerciale s'est également restructurée à Angers au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. La création des Halles vers le milieu du siècle produisit un pôle commercial important. En même temps, le pont demeura un point

déterminant du commerce et de l'artisanat urbain. Cette résistance du pont est due en partie au développement spectaculaire de la Doutre et surtout à des secteurs riverains de ce quartier.

Les points de commerce les plus importants sont désormais intégrés dans l'espace *intra muros*. Le seul marché qui se trouve en dehors des remparts de l'enceinte est le soi-disant vieux marché au pied du château comtal.

En ce qui concerne le rayonnement économique de notre ville au XIII<sup>e</sup> siècle, Angers continuait à dominer un marché local. Les témoignages du commerce de vin ou ceux des foires attestent pourtant que cette domination était partagée avec Saumur. L'importance économique de la ville consiste avant tout dans la distribution des produits agraires.

Quant aux liens de la ville avec les autres provinces de « l'empire Plantagenêt, la rupture avec les marchands anglais ne fut pas pourtant aussi rapide que le changement dynastique. Si les Anglais continuèrent à fréquenter l'Anjou durant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, leur présence diminua progressivement.

Du fait de raisons politiques Angers vit à partir des années 1260, l'apparition des marchands italiens. Leur présence resta limitée et se concentra avant tout sur le crédit. En même temps les produits provenant de la Provence ou d'autres provinces de Charles I<sup>er</sup> faisaient défaut sur le marché angevin. Les bénéfices économiques issus des liens dynastiques entre l'Anjou et la Méditerranée demeurèrent donc très faibles.

Le développement de l'artisanat urbain est également attestable. Leur concentration dans la rue Baudrière, à la porte Angevine, à la porte Girard et dans la Doutre se manifeste clairement. Nous avons vu cependant que la formation des métiers est relativement tardive. Nos premières informations datent du dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle.

Le développement de la société angevine est attestable dans de nombreux domaines. La part du clergé se confirme au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. L'importance des ecclésiastiques passait largement au-delà de leur présence numérique. Ils partageaient en grande partie la domination du sol urbain à partir de leurs fiefs. Suite à l'apparition de nombre d'établissements et d'associations religieuses, le monde ecclésiastique urbain se diversifia d'une manière sensible. Retenons ensuite l'apparition massive des

clercs gradués durant notre siècle. Si la naissance de l'Université fut plus tardive, la croissance des écoles et la part importante des « intellectuels » aussi bien dans l'administration que dans la vie quotidienne témoigne d'un réseau d'enseignement important. Cela représenta une base solide de traditions lors de la fondation de l'Université au cours de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

Contrairement aux ecclésiastiques, la noblesse ne représente pas un élément important à Angers. Du fait de ses domaines ruraux et de ses liens avec les campagnes sa participation dans la vie urbaine fut de plus en plus faible. Les nobles sont attestables par les mentions rares de fiefs et d'autres possessions urbaines. Les obligations de service dues à l'évêque ou au comte d'Anjou conduisent éventuellement les nobles dans la ville. Leurs résidences urbaines se trouvent souvent sur le fief du comte et sont liées à l'accomplissement régulier du service de garde. Les donations pieuses faites aux établissements ecclésiastiques de la part de la noblesse angevine sont bien attestables mais représentent une valeur moyenne. Il est également révélateur que peu nombreux sont les nobles qui choisissent une église angevine comme lieu d'enterrement. Notons toutefois les rares exceptions que nous présente l'hôpital Saint-Jean. Le choix de la famille de Craon pour être enterrée à l'église des cordeliers dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle marque également l'attachement de quelques familles à la capitale angevine.

La participation faible de la noblesse dans la vie urbaine contribue à la pénurie des informations sur les élites laïques avant le second moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Cependant, la ville avait bien suivi la noblesse de la province dans ses rares initiatives politiques. Ce fut le cas au début du XIII<sup>e</sup> siècle lors de la mainmise capétienne et à la fin du siècle quand les Angevins furent prêts à s'opposer en compagnie de la noblesse à Charles de Valois.

La participation de la bourgeoisie dans la vie urbaine se confirme d'une manière sensible à partir du début du XIII<sup>e</sup> siècle. Cependant, les témoignages sont encore en grande partie d'ordre économique. Nos sources fournissent des preuves sur une expansion foncière dans la zone périurbaine. L'accès plus facile des bourgeois à des biens immobiliers et à des crédits assignés sur diverses possessions résultait d'un marché immobilier en plein démarrage. Il est important de voir qu'une partie

importante de la bourgeoisie est capable de faire des investissements mais dans des proportions très variées.

Les donations pieuses faites aux églises angevines ainsi que les fondations de messes d'anniversaires ou de chapelles montrent également la croissance des fortunes bourgeoises. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les établissements ecclésiastiques s'enrichissent principalement de ces donations. Au contraire, les libéralités des princes ou des nobles sont rares.

Nous devons constater l'apparition d'une élite bourgeoise à partir de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Si les lignages nous échappent encore, nous avons beaucoup d'informations sur les possessions et des richesses bourgeoises. L'exemple des Lanier montre bien que certains bourgeois aisés appartenaient aux notables de la ville et avaient de relations particulières avec le comte et l'évêque d'Angers. Nous avons vu également que certains bourgeois avaient des relations matrimoniales avec la noblesse de la province.

Malgré les témoignages d'une croissance, soulignons que la bourgeoisie urbaine n'arrive à faire entendre sa voix collectivement qu'à partir du dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle. Les règlements du comte d'Anjou concernant le commerce en sont les premières preuves. Les Angevins agissent collectivement de nouveau quand ils s'opposent aux exigences fiscales de Charles de Valois à la fin du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Le fait que l'affaire ne prit fin qu'en 1310 témoigne d'une résolution solide de la part des bourgeois.

Le développement urbain suscita la naissance des associations de solidarité et la constitution d'un réseau de charité qui témoigne d'une responsabilité croissante de la population urbaine. La confrérie Saint-Nicolas était déjà solidement implantée dans quartier de l'Evière à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

A Angers, le réseau des aumôneries contient de petits noyaux d'assistance et un établissement particulièrement important, l'hôpital Saint-Jean. Son implantation à Angers ne cesse de se confirmer au long du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'une institution qui fut pratiquement la dernière au Moyen Age à être capable d'acquérir de possessions considérables dans la ville. Par conséquent l'hôpital devint à partir de son temporel un élément essentiel dans la vie urbaine. Il eut des positions importantes dans la Doutre, sur le pont, dans la rue

Baudrière, et aux alentours du vieux-marché dans l'Evière. Tous sont des secteurs déterminants dans l'économie urbaine. Les moulins de l'aumônerie qui se trouvent sur la chaussée des Treilles représentent une capacité meunière importante à l'intérieur de la ville.

La fondation royale assurait à l'hôpital un prestige incontestable. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle l'hôpital Saint-Jean s'enorgueillit d'un complexe architectural formidable et unique dans son élaboration et dans sa capacité d'accueil. Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, ce sont pourtant les donations faites par les bourgeois qui assurent en grande partie le fonctionnement et la richesse de l'établissement. A notre avis, l'impact de l'hôpital Saint-Jean contribua à l'absence de nouvelles initiatives de fondation charitable au long du XIII<sup>e</sup> siècle. A partir du début du XIV<sup>e</sup> siècle, l'essor des quartiers nouveaux et le besoin d'autres institutions charitables réduisirent finalement la domination de l'hôpital Saint-Jean.

Si à Angers, le XIII<sup>e</sup> siècle commença par une phase d'instabilité politique, notre période vit une croissance urbaine équilibrée. Les legs architecturaux sont admirables. Dans son cadre, la société angevine témoignait non seulement d'un développement économique mais d'une responsabilité dont elle fut de plus en plus consciente. Dotée de cet héritage, la population devait faire face à des épreuves rudes à partir du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle.



**Sources et bibliographie**

## **I. Sources manuscrites**

### **Archives départementales de Maine et Loire (ADML)**

#### **Série G**

##### **Evêché d'Angers**

G. 16, 45, 53, 54, 87, 93, 97, 122, 147, 196, 198, 201.

##### **Chapitre Saint-Maurice**

G 322, 334, 336-339, 340\*, 341, 342, 352, 353, 355, 378, 386, 440, 449, 452, 532, 562, 568, 573.

##### **Grand séminaire**

G 652, 655-658, 660, 676, 677, 681, 689, 717, 719, 720, 722, 725, 732, 735, 759, 772, 785, 786, 788, 789.

##### **Séminaire Saint-Charles d'Angers**

G 810, 826, 835, 842, 848, 870, 871, 872.

##### **Chapitre de Saint-Laud d'Angers**

G 943, 958, 959, 1003.

##### **Chapitre de Saint-Martin d'Angers**

G 1019, 1021, 1031, 1035, 1036, 1044, 1047, 1054, 1076.

##### **Chapitre de Saint-Maurille d'Angers**

G 1118, 1121, 1123.

**Chapitre de Saint-Pierre d'Angers**

G 1172, 1180, 1195, 1224, 1234.

**Chapitre de Saint-Denis de Doué**

G 1541.

**Série H****Abbaye Saint-Aubin d'Angers**

H 1, 2, 15, 24, 40-46, 48, 51, 54, 62, 82, 83, 92, 100, 107, 108, 111, 114, 124, 127, 139, 142, 152-154, 169, 170, 176, 197, 224, 229, 249, 299, 311, 315, 360, 368.

**Abbaye Saint-Nicolas d'Angers**

H 397, 398, 405, 407, 424, 513, 541, 543, 552, 593, 640, 720.

**Abbaye Saint-Serge d'Angers**

H 771, 791, 792, 796, 797, 798, 824, 830, 831, 847, 857, 862, 863, 950, 959, 973, 974, 1031, 1052, 1078, 1079, 1080, 1082, 1156, 1242.

**Abbaye de Toussaint d'Angers**

H 1265, 1266, 1278, 1279, 1281, 1333, 1365, 1367.

**Abbaye de la Boissière**

H 1383.

**Série H supplément**

1H A 1-5; 1H B 1, 10-14, 18-25, 28-33, 45, 46, 48, 49, 52-56, 82, 120, 156, 188, 221, 1H E 1, 4, 19-24.

**Séries supplémentaires**

2 G 4; 16 G 11; 17 G 1; 43 G 1; 51 G 6; 78 H 1; 87 H 3; 91 H 1.

**Bibliothèque Municipale d'Angers (BMA)**

MS 288, 636, 707, 714, 723, 736, 757, 798, 831, 836, 837, 838, 849, 852, 854, 855, 868, 977, 1021-1028, 11152, 1158, 1259, 1916.

**Archives Nationales de France (AN)**

Série J: 178, 179, 377/A, 410, 747, 750.

Série K: 1.

Série KK: 241.

Série P: 329, 1334<sup>1</sup>, 1334<sup>2</sup>, 1335, 1336, 1339, 1354<sup>1</sup>.

Série S: 4815.

**Bibliothèque Nationale de France (BNF)****Collections**

Touraine-Anjou (Dom Housseau): t. VI., VII., VIII, XIII<sup>1</sup>

Baluze: vol. 38, 39

Duchesne: vol. 58

Clairambault: ms. 5480 t. I.

Manuscrits latins (ms.lat): 11724, 15067,

Manuscrits français (ms.fr): 2825, 4427, 10988, 14538, 22449, 22450, 24108,

Manuscrits latins nouvelles acquisitions ( ms.n.a.l.): 380, 1736, 2531, 2641.

**II. Instruments de recherche**

*Archéologie en Anjou. Bibliographie* par Alain et Chantal Braguier, Presses de l'Université d'Angers 1984 dactyl.

*Anjou, Atlas Historique*, MHG, Paris, 1973

*Tableau général numérique par fonds des Archives départementales antérieures à 1790*, Paris, 1848.

Auray (L.) et Poupardin (R.), *Catalogue des manuscrits de la collection Baluze*, Paris, 1921.

*Catalogue général des cartulaires des Archives départementales*, Paris, 1847

*Catalogue général des manuscrits conservés dans les dépôts d'Archives départementales*, Paris, BNF; 1956.

*Catalogue général des manuscrits français, Anciens fonds, divers séries, fonds des Nouvelles acquisitions françaises*, Paris BNF, 1868-

*Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France Tome XXXI* par Molinier(A.), Paris, Plon, 1898.

Chevalier (U.), *Répertoire des sources historiques du Moyen Age. Topo-bibliographie*, 2 vol., Montbéliard, 1894-1903.

Chevalier (U.), *Répertoire des sources historiques du Moyen Age. Bio-bibliographie*, 2 vol., Paris, 1905-1907.

*Conseils pour l'édition des textes médiévaux. Fascicule II. Actes et documents d'Archives*, Ecole nationale des chartes, Paris, 2001.

Dieudonné (A.), *Manuel de numismatique française t. IV. Monnaies féodales françaises*, Paris, 1936.

Delisle (L.), *Inventaire générale et méthodique des manuscrits français de la Bibliothèque Nationale*, 2 vol., Paris, 1876-1878.

*Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre et Loire et de l'ancienne province de Touraine*, par L.-X. Carre de Busse Rolle, Tours 1878-1883 (repr. 1977) 3 vol.

*Dictionnaire historique topographique et biographique de la Mayenne* par abbé Angot, Mayenne 1977, 4 vol.

*Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne* par Ogée, Rennes, 1845 (repr. 1979) 2 vol.

Delmas (P.), Fichier des noms de personnes de la série G (G1 à G 2825) manuscrit, 1967-68, 7300 fiches

Favreau (R.), *Atlas historique français. Monumenta Historiae Galliarum, II. l'Anjou*, Paris, 1973.

Giry (A.), *Manuel de diplomatique*, Paris, 1894.

*Inventaire des desseins exécutés pour Roger de Gaignières et conservés aux départements des estampes et des manuscrits* par Henri Bouchot, Paris, Plon, 1891, 2 vol.

*Inventaires des archives départementales de Maine-et-Loire, Série H*

I. C. Port, Angers, 1896, in-4°

II. M. Sachet, Angers, 1926, in-4°

III. J. Levron, Paris, 1954, in-4°

Lauer (Ph.), *Inventaire des collections manuscrites sur l'histoire des provinces de France*, 2 vol., Paris, (BNF), 1905-1911.

Lebouc (R.), *Fichier des noms de personnes de la série H* (tome 1) manuscrit, 1960, 5000 fiches.

Lemaitre (J.-L.), *Répertoire des documents nécrologiques français VII. Obituaires*. 2 vol.+ 2 suppl., Paris, 1980 –1992.

Levron (J.), *Inventaires, répertoires et catalogues des Archives de Maine-et-Loire. Archives départementales, communales et hospitalières*, Angers, 1943

Levron (J.), *Répertoire numérique des sous-séries 1E, 2 E, titres féodaux et titres de familles*, Angers, 1947.

Molinier (A.), *Les obituaires français au Moyen Age*, Paris, 1890.

Port ( C.), *Inventaire des archives anciennes de l' Hôpital Saint-Jean d' Angers*, Paris et Angers 1870..

Poirier-Coutasais (F.) dir., Souchon (C.) dir., *Guide des archives de Maine et Loire*, Angers, 1978.

Port (C.), *Inventaire sommaire des archives départementales de Maine-et-Loire antérieures à 1790: archives ecclésiastiques, série G*, Angers, 1880.

Port (C.), *Inventaire sommaire des archives départementales de Maine-et-Loire antérieures à 1790: archives ecclésiastiques, série H*, Angers, 1898.

Port (C.), *Inventaire des archives anciennes de l'hôpital Saint-Jean d'Angers. Notice historique et cartulaire*, Paris-Angers, 1870.

Port ( C.), *Dictionnaire historique, géographique, biographique de Maine et Loire*, 2e édition, 4 vol., Angers, 1965-1988

Potthast (A.), *Regesta pontificum romanorum*, 2 vol., Berlin, 1875.

Stein (H.), *Bibliographie générale des cartulaires français ou relatifs à l'histoire de France*, Paris, 1907.

### III. Sources imprimées

Bertrand de Broussillon (A.), *La maison de Craon, 1050-1480*, Paris, 1893.

Bertrand de Broussillon (A.), *La maison de Laval(1020-1605)*, Paris, 1895-1900.

Bertrand de Broussillon (A.), éd., *Cartulaire de l'abbaye de Saint Aubin d' Angers*, 2 vol., Angers 1896, Paris, 1903.

Beugnot (comte), *Les Olim ou les registres des arrêts rendus par la cour du roi*, 2 vol., Paris, 1839 et 1842.

Boüard (A. de), *Actes et lettres de Charles Ier, roi de Sicile, concernant la France (1257-1284), extraits des registres angevins de Naples*, Paris, 1926.

Boüard (A. de), *Documents en français des archives angevines de Naples; tome 1: Règne de Charles Ier; les mandements aux trésoriers, tome 2: Règne de Charles Ier: les comtes des trésoriers*, Paris 1933.

Bouquet (M.), *Recueil des Historien des Gaules et de la France jusqu'en 1328*, 13 vol., Paris 1738-1786, continué par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 11 vol., Paris 1806-1904.

Boutaric (E.), *Actes du Parlement de Paris, Première série, de l'an 1254 à l'an 1328*, 2 vol., Paris 1863-1867.

Bréquigny (M. de), Pardessus, *Table chronologique des Diplomes, Chartes, Titres et Actes imprimés concernant l'histoire de France*, t. V-VIII, Paris, 1844-1876.

Chauvin (Y.) ,*Cartulaire de l'abbaye de Saint-Serge et Saint-Bach d' Angers*, Angers, 1996.

*Les Grandes Chroniques de France*, éd. Viard (J.), 10 vol., Paris 1920-1953, Société de l'Histoire de France.

Coornaert (C.), *Les corporations en France avant 1789*, Paris, 1941.

Denifle (H.) et Chatelain (E.), éd., *Chartularium Universitatis Parisiensis*, éd. 4 vol., Paris, 1889-1897.

Delaborde (H.), Petit-Dutaillis (Ch.), Monicat (J.) et Boussard (J.), *Recueil des actes de Philippe II Auguste*, 3 vol., Paris 1916-1966.

Delisle (L.) et Berger (E.), *Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France*, 4 vol., Paris, 1909-1924.

Durrieu (P.), *Les archives angevines de Naples. Etude sur les registres du roi Charles Ier (1265-1285)*, 2 vol. Paris, 1886-1887.

Durrieu (P.), *Notice sur les registres angevins en langue française conservés dans les Archives de Naples*, Rome, 1883.

Fawtier (R.) et Maillard (F.), *Comptes royaux (1285-1314)*, 3 vol., Paris 1953-1956, *Recueil des Historiens de la France, Documents financiers*, t. III.

*Enquêtes administratives du règne de Saint Louis*, publié par Delisle (L.), *Recueil des historiens des Gaules et de la France* t. XXIV, Paris, 1904.

Filangieri (R.), *I registri della cancellaria Angioina*, t. 1-30. 1951-1982.

*Gallia Christiana*, t.XIV, Paris, 1856.

Geoffroy de Beaulieu, *Vita et Sancta Conversatio Piae Memoriae Ludovici quondam Regis Francorum*, in: RHGF t. XX, p. 3-27.

Giry (A.), *Documents sur les relations de la royauté avec les villes de France de 1180 à 1314*. Paris, 1885 (repr.)

Godard-Faultrier (V.), *Inventaire du musée d'antiquités Saint-Jean et Toussaint*, Angers, 1884.

Grandmaison (L. de), éd., *Cartulaire de l' Archevêché de Tours*, publié par Louis de Tours, 892-1894.

Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*, un volume, trad. Robert Latouche, Paris, 1996.

Guibert (J.), éd., *Les desseins d'archéologie de Roger Gaignières*, 3 vol. Paris,

Guillaume de Nangis, *Chronicon*, RGHF t. XX, p. 543-582, XXI, p. 103-123.

Guillaume de Saint-Pathus, *Vie de Saint Louis*, in: RGHF, t. XX, p. 58-121.

Halphen (L.), *Recueil d'annales angevines et vendômoises*, Paris, 1903.



Halphen (L.) et Poupardin (R.), *Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise*, Paris, 1913.

Jean de Joinville, *Vie de Saint-Louis*, Texte établi, traduit et annoté par Jacques Monfrin, Paris, 1998.

Joubert (A.), « L'établissement de la maison d'Anjou dans le royaume de Naples d'après des documents nouveaux (1265-1285) », in: *RA*, 1887, p. 127-164.

Laurière (E. de), *Ordonnances des rois de France de la troisième race recueillies par ordre chronologique*, 14 vol., Paris 1723-1790, continué par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 8 vol., Paris 1811-1849.

Le Grand (L.), *Statuts d'hôtels-Dieu et de léproseries. Recueil des textes du XIIe au XIVe siècle*, Paris, 1901, 21-33.

*Les Grands Chroniques de la France*, édit. Viard (J.), 10 vol., Paris 1920-1953, S.H.F.

Longnon (A.), *Pouillés de la province de Tours (RHF, III)*, Paris, 1903.

Mabille (E.), *Catalogue analytique des diplômes, chartes et actes relatifs à l'histoire de Touraine contenus dans la collection de Dom Housseau*, Tours, 1863.

Mailfert (Y.), *Le premier cartulaire de Saint-Nicolas d'Angers (XI-XIIs.). Essai de reconstitution*, Thèse d'école des Chartes, 1931.

Maillard (F.), *Comptes royaux (1314-1328)*, 2 vol., Paris 1961, Recueil des Historiens de la France, Documents financiers, t. IV.

Marchegay (P.) et Mabille (E.), éd., *Chroniques des églises d'Anjou*, , Paris, 1869.

Marchegay (P.), et Salmon (A.), éd., *Chroniques d'Anjou*, Paris, 1856.

Marchegay (P.), éd., *Archives d'Anjou- Recueil de documents et mémoires inédits sur cette province*, 3 vol., Angers, 1843-1854.

Marchegay (P.), éd., *Choix de documents inédits sur l'Anjou*, Les Roches-Baritaud, 1874.

Marchegay (P.), *Notices et pièces historiques sur l'Anjou, l'Aunis et la Saintonge, la Bretagne et le Poitou*, Angers, 1872.

Marchegay (P.), « Chartes angevines en langue vulgaire » in: *RA*, 1853.

Métais (Ch.), éd., *Cartulaire de l'Abbaye cardinale de la Trinité de Vendôme*, publié par Chartres-Vannes, 1893-1904.

Mignon (R.), *Inventaire d'anciens comptes royaux*, éd. Langlois (Ch.-V.), Paris 1899, Recueil des Historiens de la France, Documents financiers.

*Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. I.-IV., Paris, 1723-

Port (C.), éd., *Livre de Guillaume Le Maire*, Paris, 1874.

Remackers (J.), éd., *Papsturkunden in Frankreich. Touraine, Anjou, Maine und Bretagne*. Neue Folge 5. Band, Göttingen, 1956.

Planchenault (A.), éd., *Cartulaire du chapitre de Saint-Laud d' Angers ( Actes du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> siècle)* Angers 1903.

*Recueil des historiens des Gaules et de la France* t. XX-XXIV, Paris,

*Regesta Pontificum Romanorum inde ab. A. Post Christum natum 1198 ad A. 1304*, publié par Potthast (A.), Berlin, 1874-1875.

Salmon (A.), *Recueil de chroniques de Touraine*, Tours, 1854.

*Scriptores Ordinis Grandimontensis*, éd.:(J.) Becquet, Turnhout, 1968.

Soger (J.) et Trouillard (G.), éd., *Cartulaire de la ville de Blois (1196-1493)*, Paris, 1907.

Teulet (A.), Laborde (J. de), Delaborde (H.-F.), Berger (E.), *Layettes du Trésor des Chartes*, 5 vol., Paris 1863-1909, Archives Nationales, Inventaires et documents.

Ubalde d'Alençon (P.), éd., *L'Obituaire et le nécrologue des Cordeliers d'Angers (1216-1790)*, Angers-Paris, 1902.

Urseau (C.), éd., *L'Obituaire de la cathédrale d'Angers*, Angers, 1930.

Urseau (C.), éd., *Comptes de recettes et de dépenses de Nicolas Gellent, évêque d' Angers*, Angers, 1920.

Urseau (C.), éd., *Cartulaire noir de la cathédrale d' Angers*, Paris-Angers, 1908.

Viard (J.), *Les journaux du trésor de Philippe le Bel*, Paris, 1940.

Viollet (P.), *Les Etablissements de Saint Louis*, 4 vol., Paris, 1881-1886 (Société de l'histoire de France)

#### IV. Travaux concernant Anjou et Angers

Avril (J.), *Le gouvernement des évêques et la vie religieuse dans le diocèse d'Angers (1148-1240)*, Lille-III (Atelier reproduction de Thèses), 1981.

Avril (J.), "Clercs et laïcs devant la richesse d'après les statuts synodaux d'Angers", *Études sur l'histoire de la pauvreté*, Paris, 1974, tome II.

Avril (J.), *Les statuts synodaux du diocèse d'Angers 1247-1423*, Paris, 1971 (dactyl.)

Avril (J.), "La conception du pouvoir politique d'après les écrits de Guillaume Le Maire évêque d'Angers (1291-1317)" *Recueil des mélanges offerts à K.-F. Werner*

*Angers*, 122e Congrès archéol. France, Anjou 1964, 1964

Bachrach (B. S.), *Fulk Nerra, the neo-roman consul, 987-1040: a political biography of the Angevin Count*, University of California Presse, 1993.

Barthélemy (D.), « Les « milites » et la chevalerie dans les actes de Saint-Aubin d'Angers (Xe-XII siècles) in : *Mondes de l'Ouest et villes du monde. Regards sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville*. PUR, Rennes, 1998, 241-261.

Beaunier (Dom), Besse (Dom J.-M.), *Recueil historique des archêchés, abbayes et prieurés de France*, Paris, 1906, tome VIII, *Province ecclésiastique de Tours*, par Dom J.-M. Besse, 1920

Beautemps-Beaupré (L.-J.), *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVIe siècle- Première partie: Coutumes et Styles*, 4 vol., Paris, 1877-1883.

Beautemps-Beaupré (L.-J.), *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVIe siècle- Seconde partie: Recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale*, 4 vol. Paris, 1897.

Beautemps-Beaupré (L.-J.), *Notice sur Guillaume des Roches sénéchal d'Anjou du Maine et de Touraine 1199-1222*, Chaumont, 1889.

Beautemps-Beaupré (L.-J.), « Notice sur les prévôts d'Angers » in : *RA*, 1901 p. 3-22.

Bienvenu (J.-M.), "Recherches sur les péages angevins aux XIe et XIIe siècles", *Le Moyen Age*, t. 63 (1957), 209-240 et 437-467. .

Bienvenu (J.-M.), "Pauvreté, misères et charité en Anjou aux XIe et XIIe siècles", *Le Moyen Age*, t. 72 (1966) 389-424, t. 73 (1967) 5-34 et 189-216.

Bienvenu (J.-M.), « Les conflits de sépultures en Anjou aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles » in: *Bulletin Philologique et Historique*, 1968, 673-685.

Bienvenu (J.-M.), « Fondations charitables laïques au XII<sup>e</sup> siècle. L'exemple de l'Anjou » in Mollat, dir., *Etudes sur la Pauvreté* p. 563-569.

Biguet (O.) et Letellier (D.) et Vacquet (E.), « Le palais épiscopal d'Angers » in : 303, t. 70, 2002, p. 111-117.

Blomme (Y.), *Anjou gothique*, Paris, 1998.

Boulanger (K.), *Les vitraux du chœur de la cathédrale d'Angers (XIII<sup>e</sup> siècle)*, Thèse de doctorat, Paris, 2000, (microfichée).

Boussard (J.), *Le comté d'Anjou sous Henri II Plantagenet et ses fils, 1151-1204*, Paris 1938.

Boussard (J.), « La vie en Anjou aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles » *Le Moyen Age*, t. 56 (1950), 29-68.

Bouton (A.), *Le Maine. Histoire économique et sociale des origines au XIV<sup>e</sup> siècle*, Le Mans, 1962.

Broque (J.-A.), *Droits et usages de la féodalité en Anjou*, s.l.n.d.

Brunschvicq (L.), « Les Juifs d'Angers et du pays angevin », *Revue des études Juives*, 29 (1894), 1-20.

Chamard (F.), *La vie des saints personnages de l'Anjou*, 3 vol., Paris, 1963.

Chartrou (J.), *L'Anjou de 1109-1151*, Paris, 1928.

Chaumot (F.), « L'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste d'Angers. Typologie d'une crise hospitalière (1407-1559) », in : *Fondations et œuvres charitables au Moyen Age*, 121<sup>e</sup> Congr.nat. soc. hist. scient., Nice, 1996, p. 251-264.

Chotard (S.), *Les forêts d'Anjou à la fin du Moyen Age, Mémoire de maîtrise*, Nantes, 1996.

Comte (F.), "L'implantation des chanoines réguliers dans le diocèse d'Angers aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles: le rôle des évêques" *Naissance et fonctionnement des réseaux monastiques et canoniaux*, Saint Etienne, 1991, p. 409-423.

Combe (M.), « Le quartier de la Doutre à Angers à partir du censier du Ronceray de 1460. Implantation des élites. » in *Archives d'Anjou* n°5 (2001), 35-53.

Comte (F.), *L'abbaye Toussaint d'Angers des origines à 1330*, Angers 1985.

Comte (F.), *La Cité d'Angers : topographie d'un quartier canonial (XIIe-Xve siècle)*, Mémoire de DEA sciences de la ville (histoire), 1997. (dactyl.)

Comte (F.), « Angers sous les premiers comtes apanagés (2<sup>e</sup> moitié du XIIIe siècle) », in : *L'Europe des Anjou*, p. 249-253.

Comte (F.), Gaborit-Chopin (D.), « Un gravoir médiéval au faubourg de l'Evière d'Angers », in : *RAO* 4 (1987) p. 149-152.

Comte (F.) et Siraudeau (J.), *Angers. Documents d'évaluation du patrimoine urbain (DEPAU)*, Tours, 1990

Comte (F.), « L'île des Carmes à Angers au Moyen Age » in : *AA* (2000), p. 141-163.

*Congrès Archéologique de France. Anjou (1964)*, éd. par la Société française d'archéologie, Paris, 1964.

Courant (H.) et Cussonneau (C.), « La chaussée et le pont des treilles » in: *Les ponts d'Angers*, Angers 1998, p. 99-135.

Courant (H.) et Cussonneau (C.), « Les sites de la meunerie hydraulique sur la Loire et la Maine, du XIe au XIXe siècle » in : *AA* (2000) p. 7-45.

Dubois (G.), « Recherches sur la vie de Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, du Maine et de la Touraine » in : *BEC* 30 (1869) p. 377-424; 32 (1871) p. 88-145; 34 (1873) p. 502-541.

Dauphin (V.), "Recherches pour servir à l'histoire de l'industrie textile en Anjou" *Revue de l'Anjou* 1913 p.5-41; p.357-398.

Dauphin (V.) "Les anciennes corporations d'Angers: Les métiers de l'alimentation" *La Province d'Anjou*, t.5, Angers, Société anonyme des éditions de l'Ouest 1930 p.1-19; p.241-258 et p.354-361.

Dauphin (V.), « Tableau des mesures ou expressions de mesures usitées en Anjou avant l'introduction du système métrique » in : *Revue d'histoire économique et sociale*, 1931, p. 77-96.

Demezil (M), "Saint-Martin d'Angers: dates de la construction de la Collégiale du XIe siècle"

Dion (R.), *Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIXe siècle*, Paris, 1959.\*

Dion (R.), *Histoire des levées de la Loire*, Paris, 1961.

Dion (R.), *Le Val de Loire. Étude de géographie régionale*, Tours, 1934.

Dillay (M.), *La propriété foncière en Anjou du IXe siècle à la fin du XIIIe siècle*, Paris, 1923.

Ducouret (H.), "L'abbaye de Saint-Aubin d'Angers aux XIe et XIIe siècles", in *L'Anjou historique* (1949) 97-112.

Enguehard (H.), « L'abbaye Saint-Nicolas d'Angers », *Congrès Archéologiques de France, Anjou*, 1964, 88-96.

Espinay (G. d'), *Les cartulaires angevins. Etude sur le droit de l'Anjou au Moyen Age*, Angers

Espinay (G. d'), *Institutions judiciaires de l'Anjou et du Maine, compte rendu sur l'ouvrage de M. Beautemps Beaupré*, Angers, 1897.

Espinay (G. d'), *Le droit de l'Anjou avant les coutumes*, Angers, 1901.

Espinay (G. d'), *Notices archéologiques* 2 vol. Angers 1876.

Fillon (Bénédicte), « La chapelle paroissiale de la cathédrale d'Angers » in *Archives d'Anjou* n°5 (2001), 5-16.

Farcy (L. de), *L'ancien trésor de la cathédrale d'Angers*, Arras, 1882.

Farcy (L. de) et Houdebine (abbé Th.-L.), *Monographie de la cathédrale d'Angers*, 4 vol., Angers, 1901-1926.

Farcy (L. de), « Fouilles de la cathédrale d'Angers » in: *Bulletin Monumental* t. 66 (1902) p. 448-498.

Farcy (L. de), « La tour Saint-Aubin » *Bulletin Monumental*, 1906, 550-565.

Farcy (L. de) et Pinier (P.), *Le palais épiscopal d'Angers. Histoire et description*, Angers, 1903.

Foreville (R.), « Innocent III et les élections épiscopales dans l'espace Plantagenêt de 1198 à 1205 », In : *Recueil d'études en hommage à Lucien Musset*, Caen, 1990, 293-299.

Fourage (G.), *Le territoire de Saint-Florent-le-Vieil au Moyen Age*, Tours, 1967. (dactyl.)

Godard-Faultrier, « La cathédrale d'Angers » in *MSASAA*, 1866, 140-147.

Guillot (O.), *Le comte d'Anjou et son entourage au XIe siècle T I-II*, Paris, 1972.

Halphen (L.), *Le comté d'Anjou au XIe siècle*, Paris, 1906.

Halphen (L.), *Etude sur les chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise*, Paris, 1905.

Houdebine (T.-L.), *La Haie-aux-Bonshommes*, Angers, 1899.

Houdebine (T.-L.), *Histoire religieuse de l'Anjou*, Angers, 1926.

Labande-Mailfert (Y.), *Essai de reconstruction du cartulaire de Saint-Nicolas d'Angers*, Thèse de l'Ecole des chartes, 3 vol., dactyl. 1931.

Landais (H.), *Etude sur la géographie, l'histoire et l'administration de l'Anjou au XIIIe siècle*, Thèse de l'Ecole de Chartres, 1946 (dactyl.)

Landais (H.), *L'histoire de Saumur*, Toulouse, 2002.

Latouche (R.), " l' Exploitation agricole dans la Maine du XIIIe au XVIe siecle", *Annales de Bretagne*, 1944, p. 219-229.

La Tuilerie(P. de), *Description de la ville d' Angers*, Angers, 1878.

Lebrun (F.) dir., *Histoire du diocèse d'Angers*, Paris 1981.

Lebrun (F.)dir., *Histoire d' Angers*, Toulouse, 1975.

Lebrun (F.), *Les hommes et la mort en Anjou aux XVIIe et XVIIIe siècles. Essai de démographie et de psychologie historique*, Mouton, Paris, La Haye, 1971.

*Les métiers au Moyen Age, aspects économiques et sociaux*. Actes du colloque international de Louvain La Neuve 1993, Louvain La Neuve 1994.

Lefèvre-Pontalis (E.), « L'église abbatiale du Ronceray. Etude archéologiques. In *Congrès archéologiques de France*, Angers-Saumur, 1910 t.II 121-145.

Lemarchand (A.), « Saint Louis en Anjou » in : *RA*, 1853, p. 1-51.

Le Mené (M.), *Les campagnes angevines à la fin du Moyen Age*, Nantes, 1982.

Le Mené (M.), « La chambre des comptes d'Anjou et les libéralités princières » in: *La France des principautés*, Paris, 1996.

Levesque (J.-D.), "Corporations, communautés séculaires, confrairies et fraternités du Thiers-Ordre dans l'ancien couvent des Frères Prêcheurs d'Angers (1219-1789)" *Anjou historique* 1953, p.121-146.

Levron (J.), *L'abbaye Saint-Aubin d'Angers*, Angers, 1936.

Levron (J.), *Pierre Mauclerc*, Paris, 1935.

Maillard (J.), *Le pouvoir municipal à Angers de 1657 à 1789*, 2 vol. Angers, 1984.

Mallet (J.), « L'église Saint-Pierre d'Angers d'après les fouilles et les textes » in : *Actes du 97<sup>e</sup> Congrès nat. des Soc. sav.*, Nantes, 1972 p. 205-240.

Mallet (J.), "Les enceintes médiévales d' Angers" *AB*, t. 72, p. 237-62.

Mallet (J.), *L'art roman de l'ancien Anjou*, Paris, 1984.

Mallet (J.), *Les comptes de Macé Darne*, Angers, 2000 (dactyl.).

Mallet (J.), «La construction au château royal (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles) » in: Prigent (D.) et Prigent (D.) et Tonnerre (N.-Y. ), dir., *La construction en Anjou au Moyen Age*, Angers, 1998.

Marchegay (P.), "Chartes angevines des XI<sup>e</sup> et XIII siècles" *Revue de l'Anjou*, 4e série, 1876, p. 64-78.

Martin (X.), «Note sur la littérature coutumière angevine au Moyen Age » in La littérature angevine médiévale. Actes du colloque (1980), Angers, 1981. 40-45.

Matz (J.-M.), « La noblesse angevine et l'Eglise au temps de la seconde maison d'Anjou( vers 1356-vers 1480) » in : Coulet (N.) et Matz (J.-M.), dir. *La noblesse dans les territoires angevins à la fin du Moyen Age (actes du colloque d'Angers-Saumur, 1998)*, Rome, 2000, p. 619-637.

Matz (J.-M.), " Chapitres et chanoines séculiers d'Angers à la fin du Moyen Age. (milieu XIV<sup>e</sup> –début XVI<sup>e</sup> s.) " in: Archives d'Anjou 1999 p.33-50.

Matz (J.-M.), «Collégiales urbaines et collégiales castrales dans le diocèse d'Angers au Moyen Age », in : *AB* t. 108 (2001), p. 5-28.

Meslay (S.), *Les métiers à Angers à la fin du Moyen Age (1279-début du XVI<sup>e</sup> siècle)*. Mémoire de maîtrise sous la direction de Nicole de Pena, Angers, 1996.(dactyl.)

Miyamatsu (H.), *Bourgs et bourgeois dans l'Ouest de la France (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles)*, 2 vol. Thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Rennes, 1986 (dactyl)

Miyamatsu (H.), " A-t-il existé une commune à Angers au XII<sup>e</sup> siècle" in : *Journal of Society on industrial economies* (University of Kurume-Japan) t. 34 (1993).

Mussat (A.), *Le style gothique de l'Ouest de la France ( XII-XIII)*, Paris, 1963.

Mussat (A.), "Saint-Serge" *Congrès Archéologique*, 122<sup>e</sup> session, Paris, 1964.

Pinier (P.), «La première enceinte d'Angers» in *RA*, 1911, 400-425.



Péan de la Tuillerie (M.), *Description de la ville d' Angers et de tous ce qu' elle contient de plus remarquable*, Angers, 1778, 3e éd., Marseille 1977.

Pecha (Michael), «Origines d'une abbaye cistercienne: Notre-Dame de Pontron» in *Archives d'Anjou* n°6 (2002), 5-28.

Pipon (B.), « Quand l'Anjou écrit sa coutume, ou les seigneurs du Maine et de l'Anjou présentent leur coutume à Saint-Louis », in : *Archives d'Anjou. Mélanges d'histoire et d'archéologie angevines*, t. 2, 1998, p. 39-50.

Planchenault (A.), *Les jetons angevins*, Chalon-sur-Saône, 1901.

Planchenault (A.), *La Monnaie d'Angers. Origines de la Monnaie royale (1319-1738)*, Angers, 1896.

Pontal (O.), "Les Plus anciens statuts synodaux d' Angers et leur expansion dans les diocèses de l'Ouest de la France" *R.Hist. Eglise France*, 1960, t.46, n°143 P.54-67.

Port (C.), "Les boulangers d'Angers" *Revue de l'Anjou*, 1868, p;462-471.

Provost (M.), *Angers gallo-romaine. Naissance d'une cité*, Angers, 1977.

Provost (M.), *Le Val de Loire dans l'Antiquité*, 52<sup>e</sup> supplément à Gallia, CNRS, Paris, 1993.

Provost (M.), « Thermes de l'Evière », in: *Andes*, 1978, p. 20-34.

Rangeard (P.), *Histoire de l'Université d'Angers*, éd. A. Lemarchand, 2 vol. , Paris, 1968.

Rondeau (L.), *Histoire de la paroisse Saint-Michel du Tertre d'Angers*, Angers, 1891.

Saillot (J.), *Histoire (et histoires) des rues d'Angers à travers les ages*, Angers, 1998.

Sauvestre (S.), « Le chantier du château de Saumur au XIV<sup>e</sup> siècle d'après les comptes de Macé Darne » in *Archives d'Anjou* n°5 (2001), 19-33. (résumé d'une mém. de maîtrise).

Soland (A. de), "Histoire des corporations d'Angers: Les maîtres bouchers" *Bulletin historique et monumental de l'Anjou*, 1859-1860 p.45-63.

Sourice (G.), *Le Loroux. Une abbaye cistercienne dans le Baugeois. Essai de reconstitution du patrimoine (11121-vers 1350)*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Noël-Yves Tonnerre, Angers, 1996.

Subes-Picot (M.-P.), *Le cycle peint dans l'abside de la cathédrale d'Angers et sa place dans l'art du XIII<sup>e</sup> siècle*, Thèse microfiché, Paris, 1996.

Thorode (L. M.), *Notice de la ville d'Angers*, éd. E.Longin, Angers, 1897.

Werner (K. F.), "Les premiers Robertiens et les premiers Anjou (IXe siècle-début du Xe siècle)" in: *Pays de Loire et Aquitaine de Robert le Fort aux premiers capétiens*, éd., O. Guillot et R. Favreau, Poitiers, 1997, p. 9-67.

Verry (E.), "Charles de Valois et les seigneurs d'Anjou (1290-1325)" in: in : Coulet (N.) et Matz (J.-M.), dir. *La noblesse dans les territoires angevins à la fin du Moyen Age (actes du colloque d'Angers-Saumur, 1998)*, Rome, 2000, p. 15-37.

Vézin (J.), *Les scriptoria d'Angers au XIe siècle*, Paris, 1974.

Vézin (J.), « La vie intellectuelle en Anjou pendant le XIe siècle », in : *La littérature angevine médiévale. Actes du colloque (1980)*, Angers, 1981. 13-20.

## **V. Ouvrages concernant la France médiévale (bibliographie sélective)**

Baldwin (J.), *Philippe Auguste, et son gouvernement*, Paris, 1991.

Barrel (Y.), *La ville médiévale. Système social, système urbain*, Grenoble, 1977.

Barthélemy (D.), *L'ordre seigneurial, XIe-XIIIe siècle*, Paris, 1990.

Barthélemy (D.), *La société dans le comté de Vendôme de l'an mil au XIVe siècle*, Paris, 1993.

Baune (C.), *Naissance de la nation France*, Paris, 1985.

Bautier (R.-H.), *La France de Philippe Auguste. Le temps des mutations*, Paris, 1992.

Becquet (J.), *Les chanoines réguliers du Moyen Age*, Londres, 1986.

Billot (C.), *Chartres aux XIVe et XVe siècles: une ville et son plat pays*, Paris, 1980.

Blévec (D.), « Fondations et œuvres charitables au Moyen Age » in : *Fondations et œuvres charitables au Myen Age*, Paris, 1999, 121<sup>e</sup> Concr.nat. soc. hist. scient., Nice, 1996 p. 7-22.

Bloch (M.), *La société féodale*, Albin Michel, Paris, 1994.

Bourin-Derruau (M.), *Temps d'équilibre, temps de rupture. XIIIe siècle*, Paris, 1990.

Bouton (A.), *Le Maine. Histoire économique et sociale. Le Moyen-Age*, Le Mans, 1976.

Boussard (J.), *Le gouvernement d'Henri II Plantagenêt*, Paris, 1956.

Boutruche (R.), *Seigneurie et féodalité*, 2 vol., Paris, 1970.

Bulst (N.), et Genet (J.-Ph.), éd., *La ville, la bourgeoisie et la genèse de l'Etat moderne (XIIIe-XVIIe siècles)*, Paris, 1988.

Caille (J.), *Les hôpitaux et charité public à Narbonne au Moyen Age*, Privat, Toulouse, 1978.

Caille (J.), « Hôpitaux, assistance et la vie urbaine au Moyen-Age : le cas de Narbonne révisité » in : *Mondes de l'Ouest et villes du monde. Regards sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville*. PUR, Rennes, 1998 585-591.

Cardon (D.), *La draperie au Moyen-Age. Essor d'une grande industrie européenne*. CNRS éd. , Paris, 1999.

Carpentier (E.) et Le Mené (M.), *La France aux XIVe et XVe siècles. Population, société, économie*, Paris, 1996.

Cazelles (F.), *Nouvelle histoire de Paris, Paris de la fin du règne de Philippe Auguste à la mort de Charles V. (1223-1380)*, Paris, 1972.

Chédeville (A.), « L'immigration bretonne dans le royaume de France du XIe siècle au début du XIVe siècle » *Annales de Bretagne* t. 81 (1974) 301-343.

Chédeville (A.), « Le rôle de la monnaie et l'apparition du crédit dans les pays de l'ouest de la France, XIe-XIIe siècle » in : *CCM* 17 (1974) p. 305-325.

Chédeville (A.), La charte de franchises de Chartres (1297) et sa place dans l'historiographie urbaine, in: *Villes, bonnes villes, cités et capitales. Mélanges offertes à Bertrand Chevalier*, Tours, 1989. P. 193-200.

Chédeville (A.), *Chartres et ses campagnes (XIe-XIIIe siècle)*, Paris, 1991.

Chédeville (A.) et Tonnerre (N.-Y.), *La Bretagne féodale*, Rennes, 1994.

Chédeville (A.), « Immunités, franchises et communes: les libertés dans l'Ouest de la France (XIIe-XIIIe siècles) » in : *Liberté et libertés -VIIIe centenaire de la charte des franchises d'Aoste*, Aoste, 1993 54-72.

Chédeville (A.), «La commune de Saint Malo (1308)», in: *La ville médiévale, en deçà et au de là de ses murs. Mélanges offerts à Jean-Pierre Leguay*, Rouen, 2000, 219-228.

Chédeville (A.) ; Le Goff (J.) ; Rossiaud (J.), *La ville en France au Moyen Age*, Paris, 1998.

Chevalier (B.), *Tours, ville royale (1356-1520) : Origine et développement d'une capitale à la fin du Moyen Age*, Louvain, Paris, 1975.

Contamine (Ph.), éd., *La noblesse au Moyen Age, XIe-XIVe siècles. Essais à la mémoire de Robert Boutruche*, Paris, 1976.

Contamine (Ph.), *La guerre au Moyen Age*, Paris, 1980.

Coulet (N.), *Aix-en Provence, Espace et relations d'une capitale*, 2 vol., Publications de l'Université d'Aix, 1987.

Dauvillier (J.), *Le mariage dans le droit classique de l'Église depuis le décret de Gratien (1140) jusqu'à la mort de Clément V (1314)*, Paris, 1933.

Demurger (A.), *Temps de crise, temps d'espoir, XIVe-XVe siècle*, Paris, 1990.

Derville (A.), *Saint-Omer des origines au début du XIVe siècle*, Lille, PUL, 1995.

Devailly (G.), *Le Berry du Xe au milieu du XIIIe siècle.*, Paris, 1973.

Desportes (P.), *Reims et les rémois au XIIIe et XIV siècles*, Picard, 1979.

Desportes (F.), *Le pain au Moyen-Age*, Paris, 1987.

Duby (G.), *La société aux XIe et XIIe siècles dans la région mâconnaise*, Paris, 1971.

Duby (G.), *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, 2 vol. Paris, 1977.

Duby (G.), *Hommes et structures du Moyen Age*, Paris-La Haye, 1973.

Duby (G.), *Le dimanche des Bouvines*, Paris, 1973.

Duby (G.), dir., *Histoire de la vie privée*, t.II., Paris, 1985.

Duby (G.), dir., *Histoire de la France rurale*, t.I., Paris, 1975.

Duby (G.), et Le Goff (J.), dir., *Famille et parenté dans l'occident médiévale*, Rome, 1977.

Dumas (F.), "Les monnaies dans le royaume de France au temps de Philippe Auguste", dans *La France de Philippe Auguste, le temps des mutations*, Paris, 1982.

Esquieu (Y.), *La ville au Moyen Age. L'exemple français*. Editions Alan Sutton, Joué-les-Tours, 2001.

Faral (E.), *La vie quotidienne au temps de Saint Louis*, Paris, 1938.

Favier (J.), *Philippe le Bel*, Paris, 1978.

Favier (J.), *De l'or et des épices. Naissance de l'homme d'affaire au Moyen-Age*, Paris, 1987

Favreau (R.), *La ville de Poitiers à la fin du Moyen Age. Une capitale régionale*, Poitiers Société des antiquaires de l'Ouest, 1978.

Favreau (R.), « Réseau hospitalier et fait urbain (début du XIVe siècle) » in : *Mondes de l'Ouest et villes du monde. Regards sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville*. PUR, Rennes, 1998 593-598.

Fiétier (R.), *La Cité de Besançon de la fin du XIIe siècle au milieu du XIVe siècle. Étude d'une société urbaine*, Lille-Paris, Champion, 1978.

Fossier (R.), „La démographie médiévale: problèmes de méthode, du Xe au XIVe siècle” in: *Annales de démographie*, 1975.

Fossier (R.), *La société médiévale*, Paris, 1994.

Fournial (E.), *Les villes et l'économie d'échange en Forez au XIIIe et XIVe siècle*.

Ganshof (F.-L.), *Etude sur le développement des villes entre Loire et Rhein au Moyen Age*, Paris et Bruxelles, 1943.

Guillot (O); Rigaudière (A); Sassier (Y), *Pouvoirs et institutions dans la France médiévale*, 2 vol., Paris, 1994.

Heers (J.), *La ville au Moyen Age*, Paris, 1990.

Higounet (Ch.), *Villes, Sociétés et Économies médiévales*, Bordeaux, 1992.

Imbert (J.), dir., *Les hôpitaux en droit canonique: histoire des hôpitaux français*, Paris, 1947.

Imbert (J.), dir., *Histoire des hôpitaux en France*, Toulouse, 1982.

Kiesewetter (A.), *Die anfänge der Regierung König Karls II. Von Anjou (1278-1295). Das Königreich Neapel, die Grafschaft Provence und der Mittelraum zu Ausgang des 13. Jahrhunderts*, Husum, 1999.

Langlois (Ch-V.), *La règne de Philippe III*, Paris, 1887.

Langlois (Ch.-V.), *La vie en France au Moyen Age, de la fin du XIIe siècle au milieu du XIVe siècle*, 4 vol. Paris, 1926-1928.

Legros (D.), *Monnaies féodales françaises*, 1er vol., Bruxelles, 1984.

Latouche (R.), « La commune du Mans (1070) » in : *Mélanges d'histoire du Moyen Age offertes à Louis Halphen*, Paris, 1967.

Le Goff (J.), *Marchands et banquiers au Moyen Age*, Paris, 1956.

Le Goff (J.), *Les intellectuels au Moyen Age*, Paris, 1985.

Le Goff (J.), *Saint Louis*, Paris, 1996.

Le Goff (J.), « Ordres mendiants et urbanisation dans la France médiévale. Etat de l'enquête », in : *AESC*, 1970, p. 924-946.

Leguay (J.-P.), *Un réseau urbain au Moyen Age : les villes du duché de Bretagne aux XIVe et XVe siècles*, Paris, Maloine, 1981.

Leguay (J.-P.), « La propriété et le marché de l'immobilier à la fin du Moyen-Age dans le royaume de France et dans les grands fiefs périphériques » in : *D'une ville à l'autre : Structures matérielles et organisation de l'espace dans les villes européennes (XIIIe-XVIe siècle)* EFR t. 122, 1989, 135-199.

Leguay (J.-P.), « Un aspect du patrimoine breton : bâtiments utilitaires urbains au Moyen-Age d'après les textes, l'archéologie, les plans et les gravures anciennes » in : *Mondes de l'Ouest et villes du monde. Regards sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville*. PUR, Rennes, 1998, 241-261.

Leguay (J.-P.), *La rue au Moyen Age*, Rennes, 1984.

Leguay (J.-P.), *La pollution au Moyen Age, dans le royaume de France et dans ses grands fiefs*, Paris, 1999.

Lemarignier (J.-F.), « La dislocation du *pagus* et le problème des *consuetudines* (Xe-XIe siècle) », in : *Mélanges offertes à Louis Halphen*, Paris, 1951, p. 401-410.

Lemarignier (J.-F.), *La France médiévale. Institutions et sociétés*, Paris, 1990.

Le Mené (M.), « La population nantaise à la fin du XVe siècle », *AB*, t. LXXI, 1964, p. 189-220.

*Le paysage urbain au Moyen Age*, Congrès de la Société des Historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public, Lyon, 1981.

Lestocquoy (J.), *Etudes d'histoire urbaine, villes et abbayes, Arras au Moyen Age*, Arras, 1966.

Léonard (É. G.), *Les angevins de Naples*, Paris, 1954.

Lopez (R.), « Economie et architecture médiévale. Ceci aurait-il tué cela? », in: *AESC* 1952. p. 433-438.

Lot (F.), « L'état des paroisses et des feux de 1328 », in *BEC* 90, 1929, p. 51-107 et 256-315.

Luchaire (A.), *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, Paris, 1890.

Male (E.), *L'art religieux du XIIIe siècle en France*, Paris, 1948.

Martin-Saint-Leon (E.), *Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791*, Paris, 1922.

Menant (F.) ; Martin (H.) ; Merdrignac (B.) ; Chauvin (M.), *Les Capétiens. Histoire et dictionnaire, 987-1328*. Robert Laffont, Paris, 1999.

Mesqui (J.), *Le pont en France avant le temps des ingénieurs*, Paris, 1986.

Mollat (M.), dir., *Etudes sur l'histoire de la pauvreté*, Paris, 1974, 2 vol.

Mollat (M.), *Assistance et assistés*,

Musset (L.), "La renaissance urbaine des Xe et XIe siècles dans l'Ouest de la France" in : *Etudes de la civilisation médiévale. Mélanges offerts à E. R. Labande*, 1975 p.563-575.

Musset (L.) et Bouvris (J.-M.) et Gazeau (V.), *Aspects de la société et de l'économie dans la Normandie médiévale (Xe-XIIIe siècles)*, Caen, 1988.

Neveux (F.), *Villes épiscopales de Normandie. Etude d'histoire sociale (XIVe-XVe siècle)*, Thèse microfiché, 1993.

Neveux (F.), *Bayeux et Lisieux, villes épiscopales de Normandie à la fin du Moyen Age*, Caen, Éd. Du Lys, 1996.

Neveux (F.), *La Normandie des ducs aux rois, Xe-XIIIe siècle*, Rennes, 1998.

O'Connell, *Les propos de Saint Louis*, Paris, 1974.

Petit-Dutaillis, *Les communes françaises. Caractères et évolution des origines au XVIIIe siècle*, Paris, 1970.

Petit (J.), *Charles de Valois (1270-1325)*, Paris, 1900.

Poly (J.-P.) et Bournazel (E.), *La mutation féodale. Xe-XIIIe siècle*, Paris, 1980.

Richard (J.), *Saint Louis*, Paris, 1983.

Rigaudière (A.), *Saint-Flour, ville d'Auvergne au bas Moyen Age. Etude d'histoire administrative et financière*, 2 vol., Paris, 1982.

Rigaudière (A.), *Gouverner la ville au Moyen Age*, Paris 1993.

Roche (J.-L.), « Le jeu de l'aumône au Moyen Age » in: *AESC* 1989 p. 505-528.

Saint-Denis (A.), *Institution hospitalière et société. L'hôtel-Dieu de Laon, 1150-1300*, Nancy, 1983.

Saint-Denis (A.), *Apogée d'une cité, Laon et le Laonnois aux XIIe et XIIIe siècles*, PUN, Nancy, 1994.

Sadourny (A.), « Les rentes à Rouen au XIIIe siècle » in : *Annales de Normandie*, 1971, p. 99-108.

Schneider (J.), *La ville de Metz aux XIIIe et XIVe siècles*, Nancy, 1980.

Sivéry (G.), *L'économie du Royaume de France au siècle de Saint Louis*, Lille, 1984.

Sivéry (G.), *Saint Louis*, Paris, 1983.

Sivéry (G.), *Louis VIII le lion*, Paris, 1995.

Stouff (L.), *Arles à la fin du Moyen Age*, Aix-en-Provence, 1986.

Tonnerre, *Etre chrétien en France au Moyen Age*, Paris, 2001.

Touati (F.-O.), « Un dossier à rouvrir : l'assistance au Moyen Age », in : *Fondations et œuvres charitables au Moyen Age*, Paris 1999, 121<sup>e</sup> Congr.nat. soc. hist. scient., Nice, 1996, p. 23-38.

Touati (F.-O.), *Archives de la lèpre. Atlas des léproseries entre Loire et Marne au Moyen Age*, Paris, 1996.

Touati (F.-O.), *Maladie et société au Moyen Age. La lèpre, les lépreux et les léproseries dans la province ecclésiastique de Sens jusqu'au milieu du XIVe siècle*, De Bock Université, Paris-Bruxelles, 1998.

Vachez (A.), *Les Laïcs au Moyen Age. Pratiques et expériences religieuses*, Paris, 1987.

Werner (K. F.), "Untersuchungen zur Frühzeit des französischen Fürstentums", *Die Welt als Geschichte*, (1958) p. 256-289, (1959) p. 146-193, (1960), p. 87-119.



Vincent (C.), *Les confréries médiévales dans le royaume de France*, Albin Michel, Paris, 1994.

Vulliez (Ch.), « Les étudiants dans la ville : l'hébergement des « scolaires » à Orléans au Bas Moyen-Age » in : *Villes, Bonnes villes, cités et capitales. Etudes d'histoire urbaine (XIIe-XVIIIe siècle) offertes à Bernard Chevalier*, Publications de l'Université de Tours, Tours, 1989, 25-35.

Vulliez (Ch.), *Des écoles de l'Orléanais à l'université d'Orléans (Xe-début XIVe siècle)*, Thèse microfiché 1994.

## **Les annexes**

**Les évêques d'Angers de la fin du Xe jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle.**

**Rainaud (973-1005)**  
**Hubert de Vendôme (1006-1047)**  
**Eusèbe de Brunon (1047-1081)**  
**Geoffroy de Tours (1081-1093)**  
**Geoffroy de Mayenne (1093-1100)**  
**Geoffroy le Jeune (1100-1101)**  
**Rainaud de Martigné (1101-1125)**  
**Ulger (1125-1148)**  
**Normand de Doué (1149-1153)**  
**Mathieu de Loudun (1156-1162)**  
**Geoffroy-la-Mouche (1162-1177)**  
**Raoul de Beaumont (1177-1197)**  
**Guillaume de Chemillé (1197-1202)**  
**Guillaume de Beaumont (1203-1240)**  
**Michel Villoiseau (1240-1261)**  
**Nicolas Gellent (1261-1291)**  
**Guillaume Le Maire (1291-1314)**  
**Hugues Odard (1314-1324)**  
**Foulques de Mathefelon (1324-1355)**

**Les comtes d'Anjou**

**Foulques Ier le Roux**  
**Foulques II le Bon (942- vers 960)**  
**Geoffroy Ier Grisegonelle (vers 960-987)**  
**Foulques III Nerra (987-1040)**  
**Geoffroy II Martel (1040-1060)**  
**Geoffroi III le Barbu (1060-1068)**  
**Foulques IV le Réchin ( 1068-1109)**  
**Foulques V (1109-1129)**  
**Geoffroy V le Bel (Plantagenêt) (1129-1151)**  
**Henri II Plantagenêt (1151-1189)**  
**Richard de Cœur de Lion (1189-1199)**  
**Arthur de Bretagne (1199-1202)**  
**Jean sans Terre (1202-1214)**

**Comtes apanagés**

**Charles Ier (1246-1285)**  
**Charles II (1285-1290)**  
**Charles de Valois (1290-1325)**  
**Philippe de Valois (1325), roi de France à partir de 1328.**



**I. Lettre de Louis IX concernant l'impôt qui fut assigné à des immeubles et à toutes transactions commerciales dans la quinte d'Angers pour financer les fortifications urbaines pendant deux ans. (1230)**

Source BMA ms. 683 f. 240 (Transcription de XVIIe siècle)

Ludovicus Dei gratia Francorum rex universis ad quos litterae pervenerint salutem. Noveritis, quod dilectus et fidelis noster episcopus, decanus et capitulum ad preces nostras ex mera gratia concesserunt nobis assisiam super homines suos in feodo suo infra quintam Andegavensem, videlicet quod de quolibet arpento vinearum et pratorum solvent quolibet anno praedicti homines duodecim denarios et de quolibet arpento terrae arabilis solvent sex denarios et de omnibus rebus, quas dicti homines infra quintam Andegavensem vendent, ipsi homines quatuor denarios de qualibet libra solvent, ita quod emptor solvet duos denarios et venditor duos. De vino vero et blado praedicti homines solvent de quolibet modio duodecim denarios, ita quod emptor solvet sex et venditor sex. Item quolibet modio salis dicti homines solvent sex denarios, ita quod emptor solvet tres et venditor tres, dum tamen milites hoc idem faciant fieri supra suos homines infra quintam. Ista vero assisia in terra praedictorum episcopi et capituli infra quintam fiet per manum legitimorum hominum episcopi et capituli praedictorum, qui homines praesente mandato nostro, dummodo non sint burgenses Andegavenses, jurabunt praedictam assisiam faciendam et fideliter observandam, et certo mandato nostro, quod levationi et receptioni intererint, reddendam ad firmitatem villae Andegavensis faciendam. Ab ista vero assisia erunt omnes clerici et omnes religiosi et omnes propriae res eorum mobiles et immobiles liberi penitus et immunes. Clerici tamen mercatores, quantum ad mercatores pertinet, ad dictam assisiam tenebuntur. Sane abbates, priores, decani et aliae ecclesiasticae personae, qui istam assisiam in suos homines infra quintam Andegavensem commorantes voluerunt concedere in propriis personis et propriis rebus suis mobilibus et immobilibus eadem gaudeant libertate. Ex ista vero assisia praedictis episcopo, decano et capitulo et aliis ecclesiasticis personis vel eorum hominibus nullum volumus praejudicium generari, vel hoc in consuetudinem posse trahi. Haec autem concedimus in posterum jure nostro, jure clericorum et religiosarum personarum et consuetudinibus Andegavensibus hactenus



observatis. Verumtamen praedicta assisia tantummodo durabit a proximo Paschate in duos annos, ita quod duae levationes praedictae assisiae tantummodo fient. Actum Parisiis 1229 mense februario.



## **II. Bulle de Grégoire IX en faveur de l'Eglise d'Angers concernant le commerce du vin (1236)**

Source: BMA ms. 706 f. 176 (Transcription de XVIIe siècle)

Gregorius episcopus servus servorum Dei venerabili fratri archiepiscopo et dilecto filio archidiacono Transvigensi Turonensis Ecclesie salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte dilectorum filiorum decani et capituli Andegavensis nobis est oblata querela, quod cum cives Andegavenses duxerint statuendum, ut nullus eorum vinum, quod habet extra territorium ipsorum, quod quinta vulgariter appellatur ad civitatem Andegavensem audeat deportare, iidem statutum huiusmodi ad personas ecclesiasticas extendere non verantur in suum et Andegavensis ecclesiae prejudicium et gravamen. Cum igitur nec ecclesiae nec persone ecclesiasticae statutis subjaceant laicorum, discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus, quatinus si est ita dictos cives ut a tali presumptione desistant, monitione praemissa per censuram ecclesiasticam sublato appellationis obstaculo compellatis, proviso, ne in universitatem Andegavensem excommunicationis vel interdicti sententiam proferatis, nisi super hoc a nobis mandatum receperitis speciale. Testes autem, qui fuerint nominati, si se gratia odio vel timore subtraxerint, per censuram eandem appellatione cessante cogatis, ne veritatis testimonium perturbaverint. Datum Viterbii 1236.



### III. La décision du chapitre Saint-Maurice et de l'évêque Nicolas Gellent concernant la location des maisons de chanoines dans la Cité. 1271

Source: BMA ms. 723 f. 268 (Transcription de XIV<sup>e</sup> siècle)

Cum ex locatione domorum tam canonicorum, quam capellanorum ecclesie nostre, que fiebat forensibus scholaribus seu personis extraneis, homicidia et mutilationes membrorum et alia turpia perpetrata fuerint in generalem denigrationem ecclesie nostre, et fame (*sic*) canonicorum detrahetur et aliarum personarum in eadem civitate manentium, timeatur etiam, ne hac occasione deteriora perpetrantur. Nos decanus et capitulum Andegavense de prudentium virorum consilio venerabilis patris N(icolai) dei gratia Andegavensis episcopi interveniente consensu statuimus ac etiam ordinamus, quod nullus canonicorum aut capellanorum domos tenentium ab ecclesia in civitate Andegavensi vel habentium ratione beneficiorum in ecclesia nostra possit locare scholaribus vel extraneis personis, nisi ceteris canonicis, capellanis vel clericis ecclesie nostre. Insuper statuimus ac ordinamus, quod si aliqui canonici, qui domos habent vel habebunt in ecclesia nostra, gratia studii se absentaverint, et predictas domos personis superius expressis locare non possint, pro eo tempore medietatem pensionis, in qua tenentur, capitulo solveere teneantur. Quod si domum vel domos locari contigerit pro maiori summa, quam sit ea, in qua tenetur capitulo, illud superexcedens canonico remanebit, si vero minori pretio deducto canonicus medietatem illius residui persolvat. Et si per negligenciam canonici vel eius procuratoris domus pro minori summa locaretur, vel non locaretur omnino, vel non infra tempus competens, hoc est inter festum pentecostes et festum nativitatis Beati Johannis Baptiste, canonicus totam summam sive pensionem solveere teneatur. Et quod de reparatione domorum canonicorum post mortem eorundem difficultates sepius oriebantur, et videbantur aliqui magistri persequi mortuos, quam indemnitati ecclesie providere, statuimus et ordinamus, quod de cetero in receptione domorum fiat inventarium, et status earum describatur, et in eque bono statu vel meliori canonicus eam tenere et reddere teneatur. Et ne super hiis fraus adhibeatur, ordinamus, ut dicte domus de anno in annum a capitulo visitentur, denunciante canonico capitulo, quam denunciationem facere tenebunt inter festum pentecostes et nativitatis Beati Johannis Baptiste. Et si negligencia capituli denunciante canonico domus minime visitetur et canonicum mori contigerit infra annum, dictus canonicus seu



executores testamenti ad reparationem dicte domus minime teneatur. Quod si negligens fuerit canonicus in denunciando capitulo totum periculum reparationis in ipsius incommodum redundabit. Et quod iidem canonici ex antiqua et approbata consuetudine ecclesie nostre tenentur residentiam facere in civitate, alias pro residentibus non habentur, et ecclesia diverso iure censi non debeat, hoc idem, quod supra in capellanis habentibus capellanas in ecclesia nostra duximus statuendum, exceptis aliquibus, qui ad presens parrochiales ecclesias in civitate et suburbio Andegavensi optinent, quas cum vacare contigerit, ad observationem predicti statuti in alio<sup>1264</sup> teneantur. Si vero predicti capellani dictum statutum observare contempserint, et per tempus sue residentie in civitate non pernoctaverint, etiam si ad ecclesiam venerint, pro non residentibus habeantur, et ipsis predictis capellaniis privatis ex tunc potestas conferendi eorum capellanas personis earum conferatur. Acta, statuta et ordinata fuerunt hoc in capitulo nostro generali celebrato die Iovis post nativitatem Beati Johannis Baptiste anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo. Nos vero decanus et capitulum supradictum presentibus statutis sigilla nostra ... cum sigillo reverendi patris N(icolai) Andegavensis episcopi supradicti apposuimus, ut maioris optineant roboris firmitatem anno et die supradictis.

---

<sup>1264</sup> Dans le manuscrit, il est inséré d'une main différante une lettre „s” à la fin du mot „alio”.



#### IV. Le testament de Mathieu d'Escharbot, chevalier. Le 4 février 1282.

Source: BNF coll. Tourraine-Anjou t.VII. n° 3317. (Transcription de XVIIe siècle)

In nomine Domini amen. Ego Matheus de Escharboto miles Andegavensis diocesis sanus mente, eger in corpore, testamentum meum facio et de bonis meis dispono et ordino et volo, quod si non valeat iure testamenti, valeat tamen jure codicillarum vel cuiuslibet alterius ultime voluntatis. In primis animam meam commendo Deo altissimo creatori et corpus meum ecclesiastice sepulture et ab omnibus excommunicationis sententiis in me latis a iudicibus quibuscumque humiliter peto absolutionem. Item capio et deputo omnia bona mea mobilia et semoventia quaecumque et utracumque sint et quacumque iure et nomine censeantur, et quae pro mobilibus censentur de consuetudine vel de jure et quae nemora mea super terram vendantur per manus executorum meorum ad executionem testamenti mei faciendam, de quibus praecipio debita, quae debeo meis creditoribus reddi et emendas meas fieri et in ea legata legatorum persolvi. Et si ad hoc non possint sufficere et ad alia quae inferius extiterint ordinata, capio et deputo totam terram meam et fructus, redditus, exitus et proventus eiusdem quoscunque percipiendos, levandos, colligendos et habendos per manus executorum meorum praesenti testamenti quousque omnia fuerint plenarie et integre adimplenda et nichilominus supradictam terram meam et fructus, redditus, proventus et obventus eiusdem quater centum libras monete currentis pauperibus puellis maritandis et aliis miserabilibus personis civitatis et diocesis Andegavensis in tunicis camisiis, calceamentis et aliis vestimentibus erogandis et ad expensa mei funeris facienda per manus executorum presentis testamenti mei prout saluti et remedio animae meae sibi videbitur expedire. Et de quibus bonis meis mobilibus et semoventibus volo et praecipio, quod domina Burgodia uxor mea habeat omnia mobilia et semoventia existentia in manerio meo de Pratellis et medietavam et pertinentiam eiusdem ad suam voluntatem penitus faciendam ex eis dumtaxat mesnagiis, utencilibus et supellectilibus in dicto manerio de Pratellis existentibus, quae volo et praecipio, quod ipsa eadem teneat et possideat quamdiu vixerit et post eius decessum medietatem eorundem haeredi meo futuro in dicto manerio et pertinentiam eiusdem pleno jure deveniat. De alia vero medietate dicta domina suam faciat plenariam voluntatem. Item volo et praecipio, quod ipsa teneat in dotem seu donationem pro tempore, quo advixerit, praedictum manerium meum de



Pratellis cum eis pertinentiis et tertiam partem totius alterius terre meae de Escharboto et aliunde, prout in prolocutione matrimonii contracti inter me et ipsam alias fuerat ordinatum. Hae sunt legata, quae delego personis et locis inferius nominandis. Primo Johanni de Vallete meo valetio centum solidos pro servitio suo mihi impenso ab eodem. Item Puetre pedissece meae XXV solidos ex causa praedicta. Item Radulphi Loeseleois XXX solidos ex causa praedicta. Item dicto Anglichello XX solidos ex causa praedicta. Item Johannaie pedissece meae X solidos ex causa praedicta. Item Gaufrido Guenart XXV solidos. Item Gaufrido Pellipetio XX solidos. Item Nicholao Quadrigario XX solidos. Item dicta Mashegau XX solidos. Item Morello sutore de Escharboto XX solidos. Item Morello Pipereau LX solidos. Item fratribus predicatoribus Andegavensibus XXV solidos. Item fratribus Omnium Sanctorum Andegavensibus XXV solidos. Item monialibus de Perrodio XXV solidos. Item filiabus Dei Andegavensibus XV solidos. Item pauperibus elemosinarie Andegavensibus XXV solidos. Item monialibus de Haneloup Andegavensibus X solidos. Item conventui Sancti Sergii Andegavensi XXV solidos. Item monialibus beatae Mariae Andegavensibus XXV solidos. Item fratribus minoribus Andegavensibus penes quos meam eligo sepulturam decem libras, videlicet centum solidos ad pittanciam et alios centum in tunicis eisdem erogandis. Item volo et praecipio, quod omnia mesnagia, utensilia et suppellectilia mea in manerio de Escharboto existentia haeredi meo futuro inibi remanenti ad suam voluntatem penitus faciendam. Item delego correctori et fratribus domus de Haya prope Andegaviam grandimontis ordinis centum solidos annui redditus percipiendos et habendos singulis annis in perpetuum ab eisdem et eorum successoribus, quos eisdem assedo et assigno super censibus meis sitis in vico Andoeni Andegavensis et super rebus, quas habebant et tenebant apud Plessiacum Gramaticae a Gaufrido de Longo Campo milite vel alibi super terram meam, nisi ibidem fuerint situati. Ita tamen quod ipsi religiosi et eorum successores teneant in futurum celebrare unam missam de requiem singulis diebus pro anima mea et deffuncte uxoris meae ad unum altare de nivis ab ipsis construendum ante tumbam seu tumulum, ubi ipsa jacet in ecclesia eorundem. Et super hoc executoribus et heredibus meis per suas litteras superiores eorundem idoneas et sufficientes praestiterint primitus cautiones. Residuum vero bonorum meorum, si quod fuerit, solutis debitis et legatis ac emendis et expensis mei funeris factis, illud residuum do et lego Gaufrido filio meo, quem in omnibus bonis meis, de quibus supra non extitit ordinatum, heredem meum instituo, qui ordinatum presentis testamenti ratum habuit penitus et acceptum et fidem dedit corporalem se contra non venire sed premissae et singulo fideliter adimplere una cum aliis executoribus praesentis testamenti, quos instituo,



videlicet Girardum de Sancett, Johannem de Rocha, Gaufridum Le Raule militem, magistrum Hubertum Charuellum legum professorem et dictum Gaufridum filium meum ad praemissa omnia et singula per tres vel duos eorumdem fideliter exequendum. Dictum vero testamentum sigillo curie Andegavie ad supplicationem meam petii et obtinui sigillari. Datum die mercurii post purificationem Beatae Mariae Virginis a. D. 1282.



**V. Contrat emphytéotique concernant le manoir *Rocha Boullon* appartenant à l'abbaye Saint-Serge. 1291.**

Source: ADML H 831 s.n. (original)

Universis... frater Johannes permissione domini monasterii sancti Sergii Andegavensis abbas humilis et eiusdem loci conventus salutem in domino. Noveritis, quod cum nos haberemus et possideremus nomine monasterii nostri quoddam manerium situm in parochia sancti Sansoni prope Andegaviam in feodo nostro, quod manerium vocatur Rocha Boullon una cum vineam, terris, ortis, gastis et aliis pertinentiis. Manerium predictum, que quondam tenuit et possedit reverendus pater Durandus, divina providentia episcopus Nannetensis, quod manerium una cum domibus et clausuris eiusdem versum erat, quia totaliter in ruinam et nichilominus vinee et terre ad dictum manerium pertinentes facte erant steriles et infructuose, et maxime que longa tempora fuerant et adhuc sunt suis legitimis culturis et factionibus defraudare, quequid res nobis et monasterio nostro penitus inutiles habebantur. Nos pensata et considerata utilitate nostra et monasterii nostri super hec inter nos diligenti tractatu in generali capitulo nostro unanimi consensu et voluntate tradimus et concedimus Jacobo dicto Lemiele clerico in perpetuam emphytheosim predictum manerium cum omnibus domibus, ortis, terriis, gastis et aliis pertinentiis manerii antedicti, prout videlicet expletabatur predictus reverendus pater Nannetensis episcopus, exceptis letis in quibus effosse seu aperte lapidicine, habendum, tenendum, possidendum et explectandum (propriam etiam et singulariter dicto Jacobo et eius heredibus ac successoribus et quibus omniumque causam habebamus) ab eodem in perpetuum libere, pacifice et quiete, exceptis dictis letis in quibus sunt aperte seu effosse lapidicine, pro quinquaginta (50) solidi monete currentis annui census seu redditus. Quos dictus Jacobus et eius heredes ac successores nobis et monasterio nostro tenentur et perpetuo tenebuntur reddere, ratione premissorum, in ramis palmarum annuatim. Quorum quinquaginta solidorum redditus quatuor solidi octo denarii et obulum spectant ad nos abbatem et toto



residuo dicti ad celarium dicti monasterii pertinente. Hoc tamen expresse et specialiter acto in conventionem, et concessione huiusmodi quod dictus Jacobus vel eius successores quicumque in rebus predictis nec in alia parte eorundem non poterunt aperire effodere ... habere quoquomodo lapidiciam propterquam ad usum dicti manerii et eius pertinentii tantummodo scilicet aliis eiusdem rebus utentur pro sue libito voluntatis, solvendo annuatim ut promittitur, redditum supradictum, iure feodali quocumque nobis semper salvo in predictis omnibus remanente, quod manerium cum domibus et aliis pertinentiis dictus Jacobus tenetur et promisit in competenti statu ponere et tenere, ita quod nobis et monasterio nostro non possit in posterum deperire redditus supradictus. Hoc etiam acto, quod si idem Jacobus et eius heredes processu temporis acquirere poterunt L solidi annui redditus, vel etiam minorem summam, nos dictus L solidi redditus vel etiam minorem summam per ipsum Jacobum in feodo monasterii nostri acquisitam acceptabimus in extenuationem seu diminutionem dictorum L solidi annui redditus, si nobis et monasterio nostro istud videmus expedire, et si dictos L solidos vel minorem summam per ipsum Jacobum acquisitam, ut promittatur ... acceptare nos non poterimus ipsos a dicto Jacobo retrahere ratione feodi nec alias ipsum compellere dictos L solidos vel minorem summam supra ponere extra manum. Nos vero tenemur dicto Jacobo et omnibus successoribus deffendere et garantizare ab omnibus et contra omnes. Ad L solidos annui redditus supradicti pro omni redevantia extra decima et eo, quod loco decime solvi consuerit de fratribus premissorum, quam decimam idem Jacobus et eius heredes perpetuum solvere, singulis annis reddere tenebuntur. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum et actum in nostro generali capitulo, die mercuris in festo apostolorum Philippi et Jacobi, anno Domini 1291.



## VI. La liste des cens dus par l'hôpital Saint Jean à d'autres établissements ecclésiastiques ou à de divers laïcs.

Source: ADML. 1Hs B 188 fol. 20 r°-v°(original)

Census quos reddimus ad Andegavinam.

- Johanni Manssel-19 s. dominica ante Andegavinam
- Monachi Claris Montis-3 s. 10 d. pro vinea de Morin et Quiberto Paenne 8 d.
- Abbatie beate Marie-8 d.
- Gaufridus de Monz-2 s. 6 d. de rebus de Morin
- Stephanus Dazai-7 s.
- Domine Gille de Portu-20 s. de domo Escachbot
- **Sancto Martino-13 s. 4 d. de platea G. Melion supra pontem**
- Item capitulo-5 s. pro B. Denoeleit
- Item pro arpento Andre Serban-5 d.
- Gaufrido Iorlem-23 d. de vinea apud Charle
- Archembando Scissori-7 d. de pratis de Ioan.
- Abbatie Beate Marie –83 s. Item sacriste 2 s. 7 d. et valorem 2 laguene
- Elemosinarie Beate Marie-6 s. 1 d. pro Osha Burel ad pondium de forg. (duplicati fuerunt)
- Domine Thalami-5 s. de domo in Normannia et 8 d. pro quodam cellariam
- Monachis Font. Damel. ?-19 s. 6d. et 3 sextaria siliginis value 45 s.
- Sancto Maurillo-17 s.
- Sancto Floris-1d.
- Sancto Albino-30 s. pro vinea de Moruz dou chemin et de Ponte Seii et 2 s. de servitio
- Sancto Magnobodo-10 s. 1 d. pro domo vital lorp ibi retro
- Item-10 s.
- Sancto Georgio-12 s. de domo ad barram Guiberg.
- Sancto Sergio-6 d. de domo G. Adelee et 2 d. de gastis et de quodam domo 2 s.
- Item pro vinea Menart le Forbeor –6 d. + alia 6 d.
- Item cellario de tenemento de Bellemonte-5 s.
- Sancto Petro-13 s. 9 d.



- Sancto Laudo 3 s. item cellario 3 d.
- Sancto Mauritio-55 s. 8 d.
- Domino episcopo-5 s. 7 d. (et sancto Laudo et R. clerico 5 s.)
- Domine de Feldon-19 s. de rebus de Foldon
- W. de Sodai militi-10s. 3ob. videlicet 17 d. pro altamila et pro Henri dou Val 4 s.
- Fulconi de Mastac-5s. et 3 mines avene et 4 d. (+4 s. 4 d.)
- Gaufridis de R.-25 s.
- Guidoni Torpin-5 s. pro rebus de Vernusson
- Domine de Charlle-3 s. 3 d. de domo B. in Reculeta
- Gustacie d'Escharbot-2 s. 6 d. de servitio longi campi; (et monachi de Valle 8 d.); W. 26 d.
- Patri Orello-25s.
- Pro stulto?? frater-3 s.6 d. apud Piré
- Capellano domini Regis- circa 12 s. 2 d.
- Parro Rag.-5 s. 6 d. pro domo Johanne de Raiz
- Gauffrido de Maire-12 d. pro furno
- Filio p. Chinart-17 s. 10 d. de vinea apud Bolun
- Cellario Sancti Nicolai-10 s. 1 d. pro domo in riparia
- W. Borsse-9 d. de vinea a Vile Chein
- Relicte P. Saninel-6 d.
- Sym. Laumon. Heredi de Sovigne-2 s. 2 d. census et 2 s. de talleya et 15 d. servitio
- Domine de Vernusson-20 d. pro G. la Hoire et 14 d. pro angevin de freitet 6 d. +2 d.+26 d.
- Pagano Chamaillart-pro vinea in Angleta-5 s. et P. Dalencon 22 s. 8 d.
- Heredibus Philippi Ramo forti-8 s.
- Bibenti vinu-10 s.
- Raginaldi Anqtin.-4 s. 6 d.
- P. Ermenart-12 d.
- Beatrici de Chemille-12 d.
- W. de Fougere-5s. de medietaria Despinatz de servitio et 5s. de medietaria Sancti silvini
- Hamerico Joceaume—8 d

- G. de Jumlere-6s. 8 d. servitio
- Perreio-12 s.
- Rag. Bibenti aqua-1 ob
- Robino Relion-6 d.
- Priori de la Pignonnerie-6 d.
- Garino Gonneile-7d. et Johanni Berart 5 s.
- W. Mahon-14 d. servitio et Sancti Roberti 2 s.
- Johanni Bomer-12 s 8d.
- Vilano Blanc-3 s. 3 d.; domino de la Baudoinere 4 d. servitio et Jolleno de Roisse 6 d.
- A Borgoinnon-2 s.
- W de la Roche-12 d. +2 s.+16d.
- Domine de Tigne-8 s. 8 d.
- Davidi de Castobrien-2 s.
- Stephano Frembaut.-5 .+8 s.8 d.

1235-34 L. 15 s. 8 d.

sequenti anno (1236) 34 L.10 s.

sequenti anno (1237) 34 L. 8 s.



## VII. Liste des personnes exemptées de la taille du comte d'Anjou. Vers 1270.

Source: ADML 1Hs B28 s. n. (original)

Cez sunt les homnes les ques le piour et les freres de laumonerie dangers dient qui deivent estre frans de la taille nostre segnor le roy de Secile et les mesons qui sunt tenues des diz freres et queles il aunt toz jorz explectie que les (estage ?) qui i estrent et qui i aunt este toz jorz frans de ladite talle et maement avant ce que nostre (...) le rey de Secile seu perceist de cest parst. Cest a savoir-Pierres Laguillier prestre, une meson en Laguillerie joust la meson de (?)

Berthelot Hanart prestre une meson en Laguillerie en laquelle meut Odin le Vitrier

Perronele (?) une meson sise en Laguillerie en laquelle icele Peronele maent

Les hers feu Guillaume Chrétien barbir et chindelier meson ise a la porte angevine en laquelle il maynent

Ameline fille feu Miloche une meson sise en la poterie devant le chatel dangers

Mestre Nicolas Bali clerc dans mesons en la (paterie ?) devant le chatel es queles meignent Alen de Clarice

Jouffrey Agnaret clerc dans mesons sises en la paterie en une des queles meut le dit Jouffrey et Michel (Banete ?) en l'autre

Gilet le Borgoignan une meson en la paterie en laquelle il meut

Pierres Peset une meson au viel marcheil joust la meson feu Gautier Partens

Johan de Toarce une meson au vieil marcheil joust la meson Pierres Peset en laquelle meut Michel le Tessier

Guillaume de Glatigne une meson joust le portail Saint Germain dangers et joust la meson mestre Simon de Chinon en laquele il meut

Jouffrey de Malle clerck une meson en la rue dou champ de la bataille joust la meson mestre Guillaume de Roem

Mestre Guillaume de Roem une meson illec meimes en laquel meut Richete la betriere

Raoul le chandelier de Chanbrie une meson en la rue sant Germen dangers joust la meson Symon de Chinon en la quele meut Guillaume le Chandelier

Pierres le Riost une meson au veil marcheil joust la meson feu Johan Brochesat en laquele meut Guillaume Dragee

Jamet et Haman de Brachesac une meson sise ou veil marcheil joust la meson Pierres de Briose en laquele meynent escoliers a present

Michel de Chasteau Gantier une meson au veil marcheil joust la meson Guillaume Pradomme en laquele ment Lucas le Vachier

Fouques de sant (Garge?) une meson au veil marcheil joust la meson Guillaume (Hemme?) en laquele meut Pierres Disognan clerck

Guillaume (Hemme?) une meson en Bart Gargie joust la meson Thomas du Chasteau

Pierre de Briase tres mesons en Bart Gargie ens queles mayent Johane la Lavandière et Raoul le Marchant

Jouffrey (Plancan?) bufetaur une meson sise en la rue Sannerece joste la meson Jouffrey Boigne

Richard Inquines une meson joust le fornail neuf

Aubin le Tallander une meson sise joste ledit fornail neuf



Pierres (James?) de Salmur une meson en la rue esquache boton en laquele meut Johan Letamegur prevost dangers—le fornil neuf an laquel maynent Nicholas Mansseau et Richart Belier et Olivier Relullart prestre

Jouffrey Beigne dons 2 mesons cestassavoir une sise joust la meson Johane de Loppital et lautre entre les places dou dit Michel dune partie et dautre labbe dou pont Levey une meson sise an russeau qui (?) joust la meson Jamet le miele en laquele meynt

(Jues?) (Adelamare?) une meson sise an russeau qui pnt joust la meson Johan Trandeau en laquele ment la dit (Adelamare?) et Lucas de Longue vile

Les hers feu ( ?) une meson sise en val de Meene joust la meson nicholas vallin en laquel ment alen lebreton clerc

Johan Pinceau une meson sise en la rue Baudriere joust la meson Raoul de Raaem en laquele il meut

Ban Joh. une meson en (freude banche?) en lequele il meut

Berthelot Langleis une meson en la rue Baudreire joust la meson Julien de Tars

Pierres Belin une meson sise en la rue Baudreire joust la meson Julien de Tars en laquele meut Jacet Larmier

Michel le Taneour dons mesons sises sus le pont dangers et queles (?) Darlens tient

Guillaume de Glacigne une meson sus le pont dangers en laquele meut (marquis lar?)

Hamelin Largois une meson sise ala barre Gui borget en laquele meut Raoul le Perner

Johan Oliver trois mesons sises a la garre gui barget qui furent feu Michel des Cartiz et queles meynent escoliers

Richart le vieleur une meson a la barre gui barget en laquele meut Guillaume Cherubin de  
(B ?) une meson en la rue sant Michal (sic !) joust le fournil de la bretesche

Johan le tarneur prestre une meson en la rue sant Michel joste la meson Pierres Bodin la  
femme feu Pierres le Page une meson en la nove folia joste la meson Perranelo la Sechiere  
en laquele ment Alen le Forery

Johan Malet dous mesons en la folie

Mace de Semur une meson en laquele il ment en la folie

Johan de Partenay qui tient les mesons Guillaume de Renes

Feu Pierres le Picart tallandier une meson sise en la folie. Derechief les diz ont une meson  
au port anonier si (?) et une autre en la ruee seynt Johan en lermeyn et une autre de tres  
seynt menbouf en lormeyn derchief une place que fut Johan Norri liquele Herbert Leneir  
tyent.



VIII. Liste des personnes qui devaient un cens au chapitre Saint-Maurice pour la possession des maisons du chapitre qui se trouvent à Angers, en dehors des remparts de la Cité. Constituée à partir du censier du chapitre Saint-Maurice. BMA ms. 714 f.89-94 (1294) (original)

D.: *Domus*

Cell.: *Cellaria*

Pl.: *Platea*

App.: *Appendicium*

L'emplacement de l'immeuble est souligné.

1. **Pierre DOREE**-D-Corduaria, à coté de ma maison de Jean la Vie (tenait Richard le Chapelier et après Petit Pierre *Aurifaber* et maintenant Geoffroy de *Buxta*)-habité par *Americus Allutarius*-**40 s.**
2. **Geoffroy P.** (chanoine et chapelain de Saint-Maurice)-D-Porte Angevine-auparavant appartenait à Gautier de *Ulmulo* et après Philippe *Normannus*-habite Pierre *Illuminator*-**26 s.**
3. **Robert HUREL**(prêtre, sacristain de Saint-Maurice)-D-dans la maison où se trouve le four du chapitre Saint-Maurice(Porte Girard).-**80 s.**
4. **Jean BARBEROTE**(prêtre)-2D+2Cell.-Extra muros civitatis- auparavant appartenait à N. Barberote-**17 s.**
5. **Martin LARDON**-D-rue Baudrière- auparavant appartenait à Jean *Picardus* et avant Jean Lingaut-**30 s.**
6. **Pierre de FONTE**(chapelain de Saint-Maurice)-Pl-, sous la maison de Thomas Taillendus-**12 d.**
7. **Pierre NADAL**-Cell.-Puit Boulet- auparavant appartenait Pierre le Page et avant à la veuve d'Andree Jaleit-**7 s.**
8. **Jacques de BELLA VALLE**-D-- auparavant appartenait à Jean le Cordier-habité par Jean de Bella Valle-**10 s.**
9. **Gilles de FABRICA**(notaire)-D-rue Sancti Nori-habité par Radulphe *Cenommanensis* -**50 s.**
10. **Thomas APOTHECARIUS**-D +Cell.- rue Baudrière-habité par Jean Lardon-**100 s.**
11. **Laurent de BARRA**(clerc, notaire)-Civitas-**100 s.**



12. Note postérieure: D- Puit Boulet (fief de l'évêque-maison donné au chapitre par Guillaume Le Maire pour anniversaire)- auparavant appartenait au déf. Roland Lebaudraier et tient maintenant Jean de *Cenommanensis* tailleur (*taillandarius*)-20 s.
13. Jean *CARPENTARIUS*(frère de Lucas *Carpentarius*)-D-Val de Maine ( *iuxta*: moulin d'Angers)- auparavant appartenait au déf. Radoulphe *Pestre Moul* et après Gilles *Michaelis* de Saumur-8 s.
14. Hilaire *BABION*-D- Puit Boulet- auparavant appartenait à Julien de *Turonis*-14 s.  
(1)
15. Roger *LANIER*-D-Port Lanier (*portus anlenner*)- auparavant appartenait Colardus de *Portis*-11 s.
16. Colardus de *PORTIS* et G (frère)-App.-rue Escachboton-tient Symon Anglicus(à coté de sa maison et devant la maison «la vaierele»)-5 s.
17. Henri *LANIER*-D-devant l'église Sainte Croix- auparavant appartenait à Robert Lanier et avant Benedictus La(nier?)-40 s.
18. Abbé de Saint-Serge-D-Porte Angevine-tient Roger le Long-15 s.



# Liste des gradués portant le titre de *magister*

ch.: chapitre

HSJ.: hôpital Saint-Jean

m.: maison

par.: paroisse

T.: témoin

test.: testament

	Nom	Année	Objection	Source
1.	Aymericus	1255	Prieur de l'hôpital Saint-Jean	<i>CHSJ</i> n°144
2.	<i>Egidius</i> de MEZ ( <i>legum professor</i> )	1309	Il posséda une m. à Chemillé	G 677 f. 29
3.	Etienne de BOURGUEIL ( <i>legum professor</i> )	1291- 1321	Il habita dans la par. de Saint-Germain	ADML 1 Hs B 31 f. 262 ; <i>LGLM</i> p. 54.
4.	Etienne LORIER	1294	Chanoine de Saint-Pierre Il fonda une chapelle à Saint-Pierre. Il posséda 2 m. à Bressigny sur le fief de Saint-Martin. Il en fit don à Saint- Pierre.	ADML 1047 s.n.
5.	Foulques PICHIER	1293	Il posséda une m. au vieux-Marché Avant, elle appartenait au maître Thomas la Forêt.	ADML 1Hs B24 f.13
6.	Galerandus	1205	T	<i>CHSJ</i> n°34
7.	Gautier de PLESSIS GRAMMOIRE	1235- 1253	Posséda des m. <sup>s</sup> dans la Folie (Doutre) et dans l'Aiguillerie. Il figure dans les enquêtes de 1247 : Il fit emprisonner à Angers un habitant de Piré en 1244.	ADML G 340 f. 17; 1Hs B 188; <i>CHSJ</i> n° 135; <i>RHGF</i> 24, p. 80.
8.	Geoffroy de QUEVER	1283- 1285	En 1283, il acheta une m. avec cheminée dans la par. de Saint- Germain	<i>CNG</i> art. 101 ADML G 959 f. 4.
9.	Geoffroy de <i>VERMOLIO</i>	1274	Doyen du ch. Saint-Pierre. Exécuteur du testament de Jacques de Pontorson clerc.	<i>CHSJ</i> 161
10.	Gervais <i>Homini Dei</i>	1287		<i>CNG</i> art. 696
11.	Gilles <i>COOPERTORIS</i> ( <i>legum professor</i> )	1312- 1314	T	<i>LGLM</i> p. 309, 316.
12.	Girard ( <i>medicus</i> )	1185- 1188		ADML 1Hs B30 f.205; <i>CHSJ</i> n°9,11
13.	Girard	1215	T	ADML G 378 f. 64
14.	Girard ( <i>medicus</i> )	1208	T	ADML G 1031
15.	Girard ( <i>phisicus</i> )	Milieu du XIV <sup>e</sup>	Il fit donation à la cathédrale	BMA ms. 736



16.	Girard + ( <i>fisicus</i> )	1241	Il habita dans la Cité dans une m. appartenant à Fontevraud mais ascencée par les jacobins.	ADML 91 H 1 f. 5.
17.	Girart de MONTREVAULT (Monte Rebelli)	1294	Il fit un don d'anniv. au ch. de la cathédrale. (50 s.)	BMA ms. censier de Saint-Maurice f. 92.
18.	Gui d'ATHEE	1199-1208	T	CHSJ n°41
19.	Guillaume CHAPERON+	1296	Il légua au ch. Saint-Maurice des vignes à Foudon	ADML G 657 f. 156
20.	Guillaume de CURIA	1294	Il posséda des vignes et pressoir à Jonchères	BMA ms. censier de Saint-Maurice f.2.
21.	Guillaume de MONTTENDRE	1202-1215	T	CHSJ n°27 ADML G 378 f. 64.
22.	Guillaume de REDON	1260	Il posséda une m. appartenant à HSJ au vieux-marché	AN Série S 4815 doss. 6 f. 3.
23.	Guillaume de ROUEN ( <i>medicus</i> )	1276 et fin du XIIIe	Il loua une m. au vieux-Marché de HSJ (par. Saint-Germain) -marié	ADML 1Hs B21 f. 32 ; B 28
24.	Guillaume de SAINT-AUBIN	1281-1286	Archiprêtre de Bourgueil. Le neveu de l'évêque Nicolas GELLENT	ADML H 154 f. 10 CNG art. 405
25.	Guillaume LE MAIRE		<b>Evêque d'Angers (1291-1314)</b>	
26.	Guillaume LI REIS	1273	Il posséda contre un cens des vignes et un pressoir du Guillaume de Rezay bailli d'Anjou	CHSJ n° 160.
27.	Guillaume ODART ( <i>legum professor</i> )	Fin XIIIe	Membre de la confraternité Saint-Nicolas	ADML 43 G 1
28.	Hamon BILI	1276	Chanoine de Saint-Laud. Son frère est bourgeois de Saumur. Clerc de Charles d'Anjou	Actes CH Ier n° 964-968, 973
29.	Henri de VERZELAY ( <i>legum professor</i> )	Milieu du XIVe	Il fit donation à la cathédrale	BMA ms. 736
30.	Henri LE BACLE	1307-milieu du XIVe	Il posséda 5 quart. De vignes appartenant à Saint-Pierre. Il posséda une m. à la porte Girard (« <i>domus mirabile</i> ») qui fut habitée par un boulanger G. Charretier.	ADML G 1234 BMA ms. 736.
31.	Hervé	1187	T	CHSJ n°8
32.	Hervé HENOU	1309	Chanoine de Saint-Maurice Il posséda des vignes près d'Angers	ADML 1Hs B31 f.93
33.	Holdebaldus	1195	T	CHSJ n°20
34.	Houdebertus	1195	Maître de HSJ	CHSJ n°18
35.	Hubert (maitre-école)	v.1200		ADML H 1442 s.n.



36.	Hubert	1205	Maître-école	CHSJ n°27, 33
37.	Hubert CHARUELLUS ( <i>legum professor</i> )		En 1282, il fut désigné exécuteur du test. du chevalier Mathieu de Escarboto. En 1287, dans son test. il légua 75 s. de rente au ch. de la cathédrale. Il figure dans le necr. de Saint-Maurice au milieu du XIV <sup>e</sup> siècle.	ADML G 335 f. 119; BNF c. TA n°3317; BMA ms 736.
38.	Jacques de DOUARDANO (DOURDAN)	1293	Chamoine de Saint-Martin Il eut des possessions à Bressigny	ADML G 1047
39.	Jacques de PONTORSON	1289		CNG art. 946,1025
40.	Jean	1291	Maître-école	LGLM p. 26
41.	Jean BLENESCO ( <i>legum professor</i> )	1275- 1277	Chevalier <b>Bailli d'Anjou</b>	Actes CH Ier n° 1058, 1060
42.	Jean BOULON ( <i>legum professor</i> )	1275- 1277	Chantre de Saint-Laud Clerc de Charles d'Anjou	Actes CH Ier n° 848, 1022
43.	Jean de ANGIATO	1304	Il posséda des rentes à la porte Angevine	ADML 1 Hs B21 f. 53.
44.	Jean de Areolis	1290- 1291	Chanoine de Saint-Maurice	CNG art. 1122 LGLM p. 54
45.	Jean de BOURT NOEF	1314	Il eut des possessions à Bressigny	ADML G 1047
46.	Jean de MAREMBERT	1288- 1311	Maître-école de la cathédrale d'Angers Jusqu'à 1290. En 1291, il est archidiacre de Tours. En 1293 il achète des rentes à des bourgeois d'Angers. Il eut des possessions ( <i>firma</i> ) à Plessis Grammoire Il fit son testament en 1296.	CNG p. 32; ADML H 1278 s.n. ; G 717 f. 8 bis; BNF c. TA n°3460; BMA ms. 736; censier de Saint-Maurice f. 92-93.
47.	Jean de ROTA	1260	Il échange des possessions (vignes) avec l'abbaye Saint-Nicolas	ADML H 397 f. 26.
48.	Jean de SAINT-LAURENT	1330- 1336	Il posséda une m. à Bressigny Il l'a louée en 1336.	ADML G 1047
49.	Jean de VILLAMAROY	1280-	Bailli d'Anjou	Actes de Ch. Ier
50.	Jean DU BOIS ( <i>legum professor</i> )		Maître-école de la cathédrale d'Angers à p. de 1290 <b>Evêque de Dol</b> à p.de 1311.	
51.	Jean DU BOIS ( <i>scolasticus</i> )	1230	Il possède des rentes dans la rue Baudrière	ADML G 725 f. 9.
52.	Jean HACHA	1301- 1322	Il posséda une m. dans la rue des Filles-Dieu (Doutre)	ADML 1Hs A4 f.25
53.	Jean HURAUT	1285	Il posséda une m. dans la rue Saint-Jean. Il l'a donnée à l'abbaye Saint-Aubin en 1285.	ADML H 46 f. 1.
54.	Jean L'AIGNEAU	Fin XIII <sup>e</sup>	Membre de la confraternité Saint-Nicolas	ADML 43 G 1
55.	Jean TORTUS	1277	Il construisit une m. à côté de la fosse du château, sur le fief du comte.	Beautemps-Beaupré 2/I. n°24
56.	Julien LIDORELLI	1301	Il loua une m. à Bressigny appartenant au ch. Saint-Martin	ADML 1047 s.n.



57.	Martin ( <i>physicus</i> )	1260	Il habite à Saumur	CHSJ n°150
58.	Matheus	1285	Il accomplit des services à l'évêque Nicolas Gellent.	CNG art. 193.
59.	Mathieu de LANGON	1271	Curé de Saint-Maurice	ADML G 339 f. 50
60.	Mathieu PIQUOT (Chanoine de Saint-Maurice)	1286- 1302	Il accomplit des services à l'évêque Nicolas Gellent. En 1294 il possède un <i>firma</i> du chapitre de la cathédrale. En 1302, il achète des rentes à Perrières.	CNG art. 10, 126, 434, 435. ADML G 725 f. 21.
61.	Mathieu RIGOURT	1305- 1315	Il habita dans la par. de Saint-Germain	ADML 1 Hs B31 f. 263; G 1054 s.n.
62.	Michel de HAGIAU	1234	Habita dans la par. de Saint-Germain Il reçut prébende dans le ch. Saint-Laud à la nomination de Saint Louis.	ADML 17 G 1 f. 93
63.	Michel LE PAGE ( <i>legum professor</i> )	1313	Dans son test. il fit donation de 70 s. de rente à HSJ. Il posséda des rentes dans la Folie(Doutre)	
64.	Michel LE PAPE ( <i>legum professor</i> )	1307- 1313	Il posséda des vignes à Piré. Dans son testament (1313) il légua des m. <sup>s</sup> dans la Folie (Doutre) à l'hôpital Saint-Jean.	ADML 1 Hs B24 f. 166; G 1234 s.n.
65.	Nicaise	1313	Maître-école	
66.	Nicaise BLONDEL	1312		ADML 1Hs B21 f.57
67.	Nicolas BALI	Fin XIIIe	Il posséda une m. appartenant à HSJ devant le château. Il l'a louée	ADML B 28
68.	Olivier	1294	Neveu d'un ancien doyen de la cathédrale Chapelain de Saint-Laud	BMA ms. censier de Saint-Maurice f. 91.
69.	P. de BUTIRE	1202	T	CHSJ n°27
70.	Philippe NICOLAS ( <i>legum professor</i> )	1317		LGLM p. 349
71.	Pierre BLESIS	1294	Chapelain du Ronceray	BMA ms. censier de Saint-Maurice f. 91.
72.	Pierre CHOPIN ( <i>legum professor</i> )	1312- 1322	En 1322, il acheta des m. <sup>s</sup> à cens dans la rue Saint-Jean et derrière l'église Saint-Denis	ADML G 656 f. 100.; LGLM p. 309, 316
73.	Pierre CIMETIERE	1323- 1328	Il acheta des vignes à des bourgeois d'Angers à Saint-Laurent, à Chesnay et à Saint-Barhélémy	ADML G 660 f. 143, 144, 148,149.
74.	Pierre de <i>Malo Jacere</i>	1286	.Il est délégué à Rome par l'évêque Nicolas Gellent.	CNG art. 441
75.	Pierre de <i>VILLA MAURI</i>	1294	Il posséda des vignes et de pressoir à Bornay	BMA ms. censier de Saint-Maurice f. 92.
76.	Pierre FINE	1304- 1313	Il posséda une m. dans la rue Haneloup	ADML G 1047

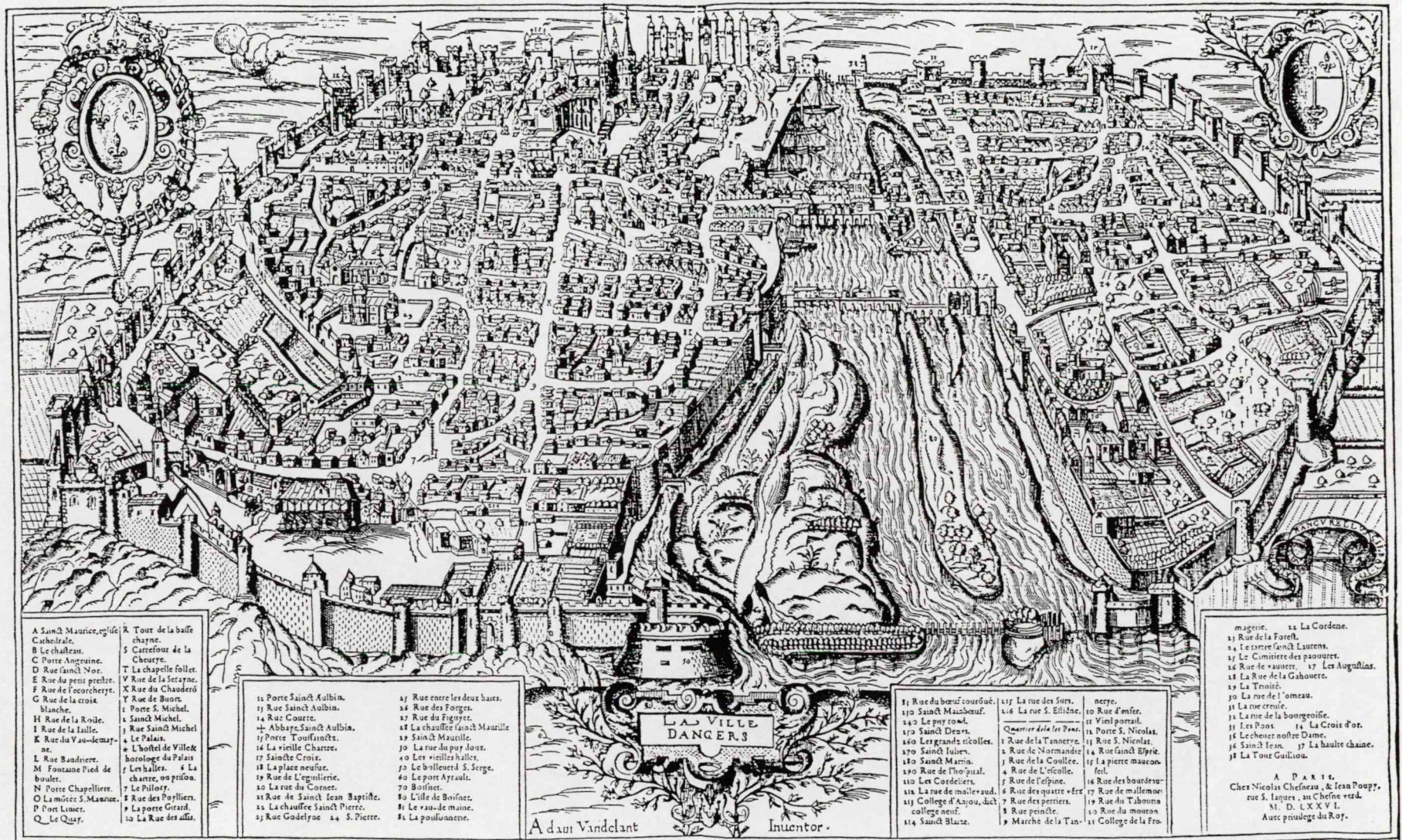


77.	Pierre FORTI	1202	T	CHSJ n°27
78.	Pierre LE RICHE ( <i>legum professor</i> )	1277	Juriste de Charles d'Anjou	BB II:I p. 439-441.
79.	Pierre MEDECIN	1296 +	Il posséda une m. du ch. Saint-Maurille, près de la collégiale -marié (sa femme: Odeline)	ADML 1Hs B21 f. 41.
80.	Radoulphe de TREYOLAN	1280	Il habita dans la rue Escacheboton	ADML H 44 f. 9.
81.	Radoulphe de VERMACIO	1276	Clerc de Charles Ier	Actes de CH Ier n° 912
82.	Raginaldus	1227	official	BNF c. TA n°2655
83.	Raimbaldus	1284		CNG n 6
84.	Richard LE CLERC ( <i>phisicus</i> )	1306	Il habitait sur le tertre Saint-Laurent. Dans son testament, il élit sa sépulture dans HSJ.	ADML 1Hs B18 f.8
85.	Robert de LASNIERIE	1227	Il consentit un crédit contre une rente constituée sur une m. à Puit Boulez	ADML 1Hs B24 f.6.
86.	Rogierius	1205	T	CHSJ n°33
87.	Symon de DURTAL ( <i>phisicus</i> )	Fin XIIIe	Membre de la confraternité Saint-Nicolas Il consacra sa m. dans la par. de Saint-Germain aux assemblées de la confraternité.	ADML 43 G 1
88.	Symon GUILLAUME	Milieu du XIVe	Il fit donation à la cathédrale	BMA ms. 736
89.	Thomas de la FORET	1293 +	Il posséda une m. au vieux-Marché Cette m. fut acquise par le maître Foulques Pichier en 1293. -marié, (sa femme: Johanna)	ADML 1Hs B24 f.13
90.	Thomas de STO? ( <i>legum professor</i> )	1323	Exécuteur du test. de Richard ODIERNE	ADML 1Hs B49 f.279
91.	Thomas COMBOR	1273	Il acquit une m. dans la par. de Sainte-Croix. m. à rénover. En 1278 il fut déjà mort.	ADML G 786 f. 11, 14.
92.	Yves	1187	T	CHSJ n°9
93.	Yvonus ( <i>phisicus</i> )	1287	Médecin de l'évêque Nicolas Gellent.	CNG art. 716, 721

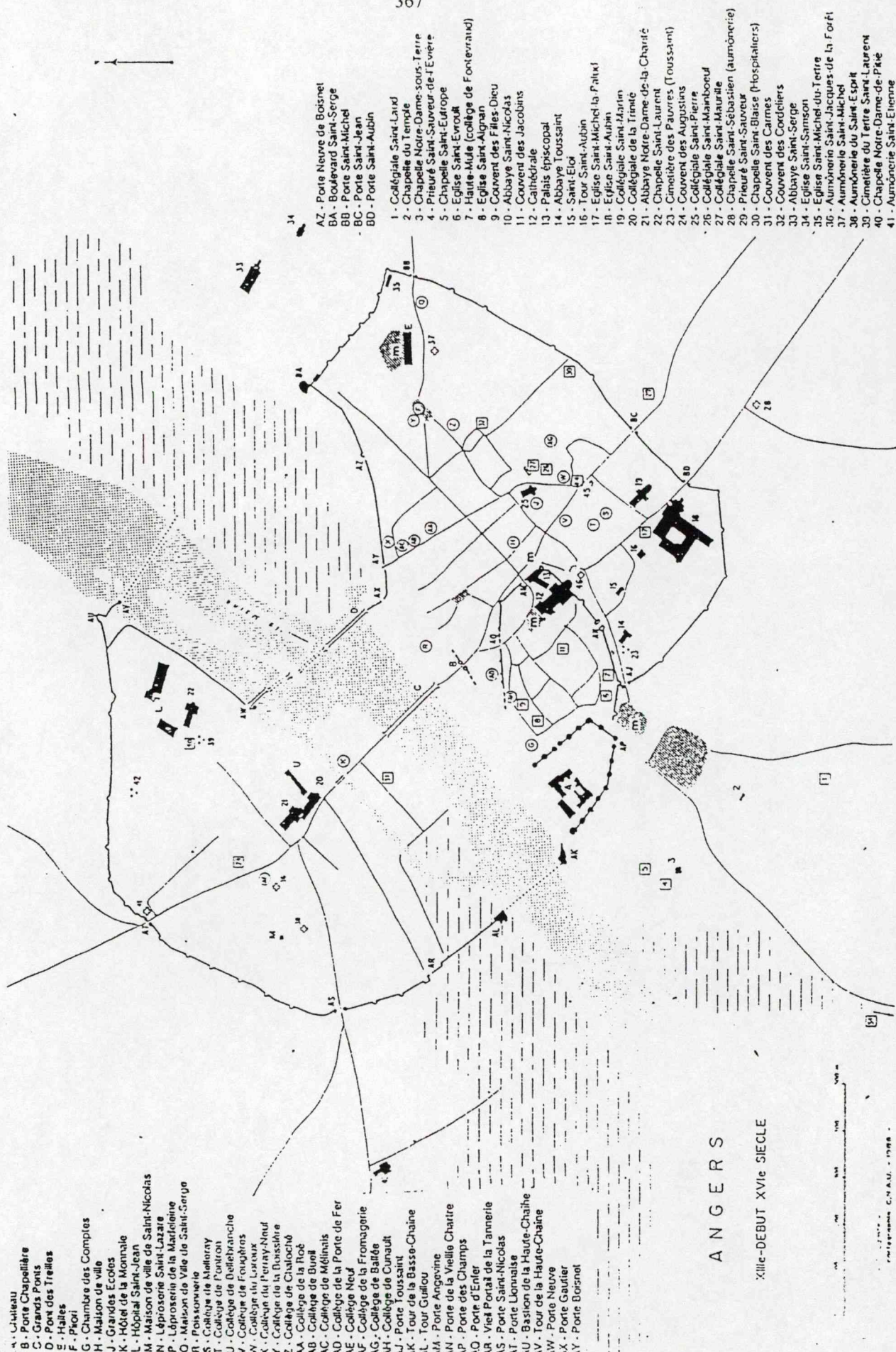


# LA VILLE, CITE, ET VNIVERSITE D'ANGERS.

I. Plan d'Angers par Vandellant. 1576.





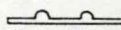
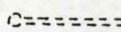





## II. Plan d'Angers XIIIe-XVle siècle


Source: Comte et Siraudeau, *Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France:Angers*, Angers, 1990.

# A LA FIN DU XIII<sup>e</sup> s.

## LÉGENDE

-  Enceinte gallo-romaine (III<sup>e</sup> s.)
-  Deuxième enceinte (IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> s.), partie attestée.
-  Troisième enceinte (XIII<sup>e</sup> s.)
-  Établissement religieux :
  - ABBAYE
  - COLLEGIALE
  - ▲ Couvent
  - ★ Prieuré
  - ◆ Paroisse
  - ▽ Almshouse
  - Chapelle (dépendance de)
-  Autre édifice

## III. Plan d'Angers à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle

 S<sup>t</sup> Lazare

Porte Lionnaise

S<sup>t</sup> Etienne

Rue Lionnaise

Frères sachets

LE RONCERAY

LA TRINITÉ (Le Ronceray)

 S<sup>t</sup> Carme

Porte S<sup>t</sup> Nicolas

vers S<sup>t</sup> Nicolas

Hôpital S<sup>t</sup> Jean

S<sup>t</sup> Laurent

Terre S<sup>t</sup> Laurent

Cimetière  
des pauvres

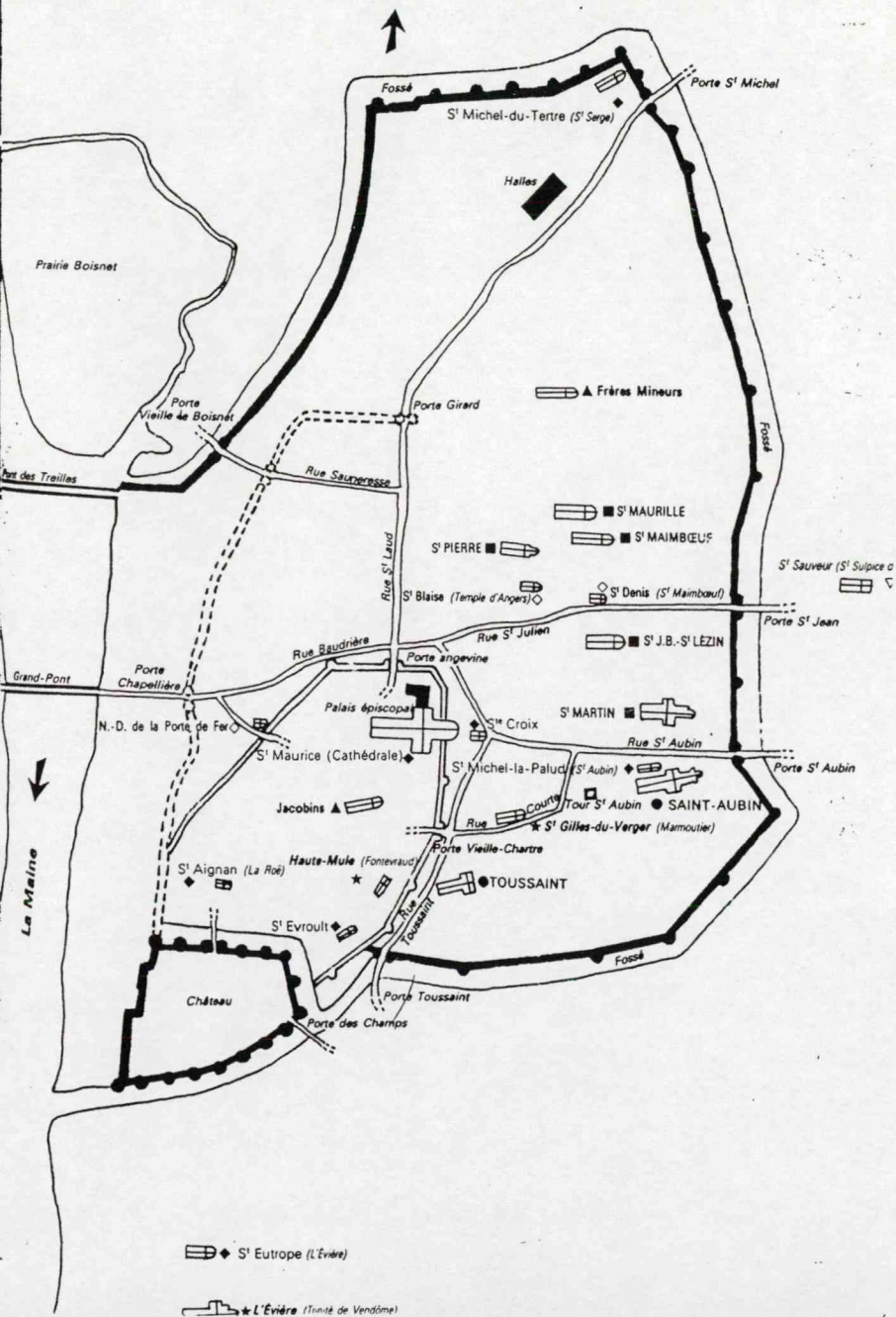
Fosse

Fosse

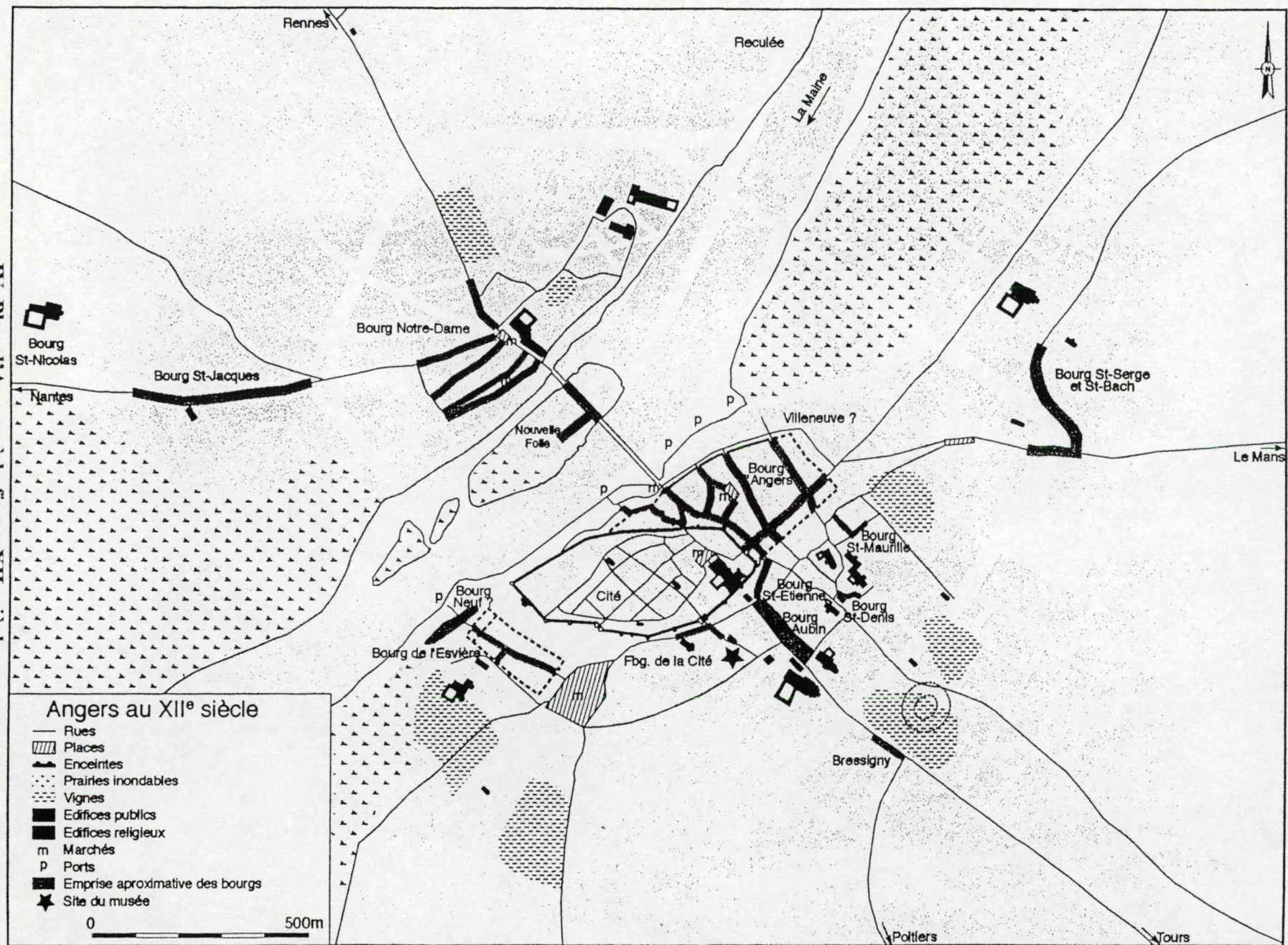
Fosse

Fosse

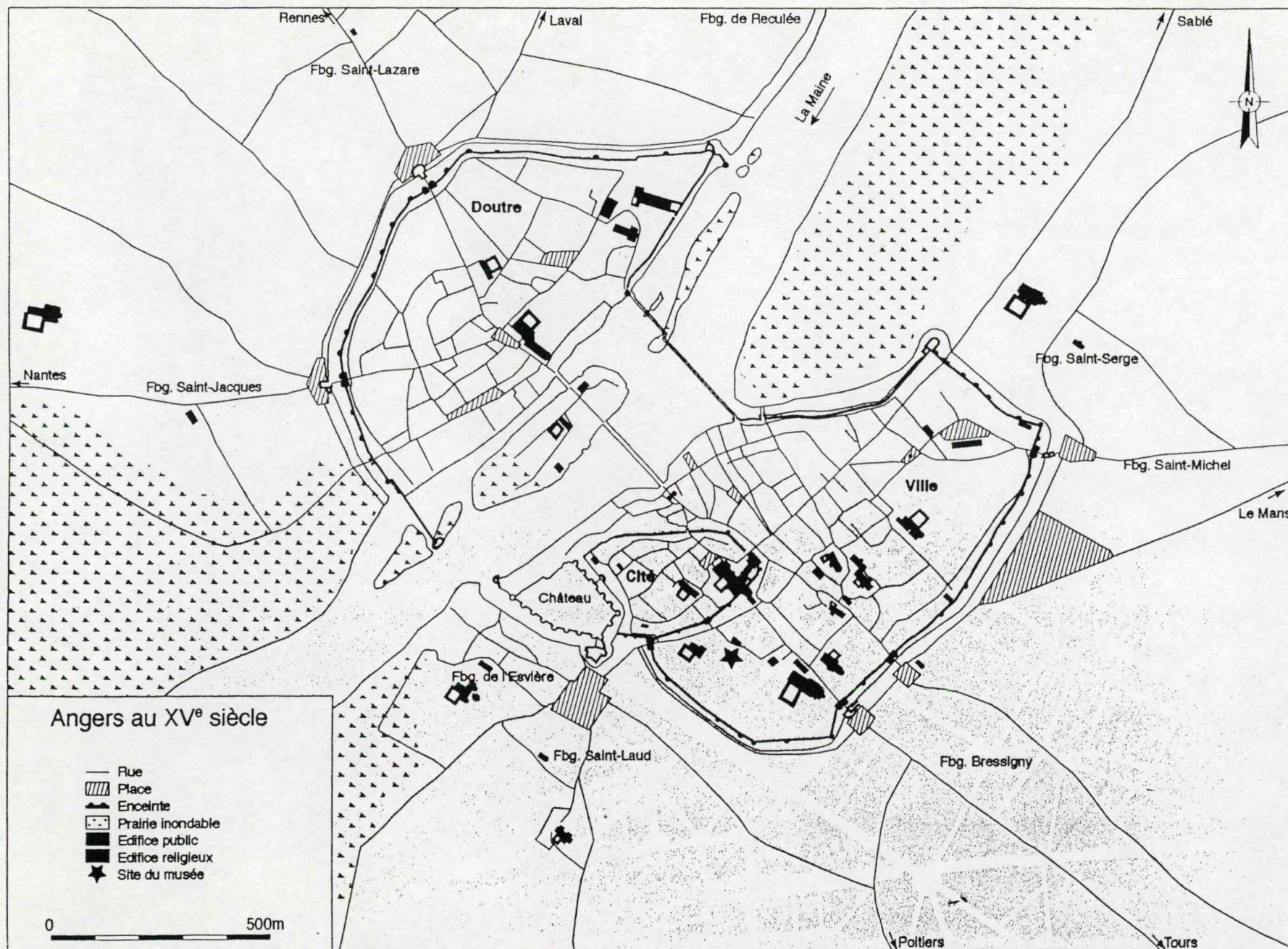




IV. Plan d'Angers à la fin au XIII<sup>e</sup> siècle  
Conception: François Comte

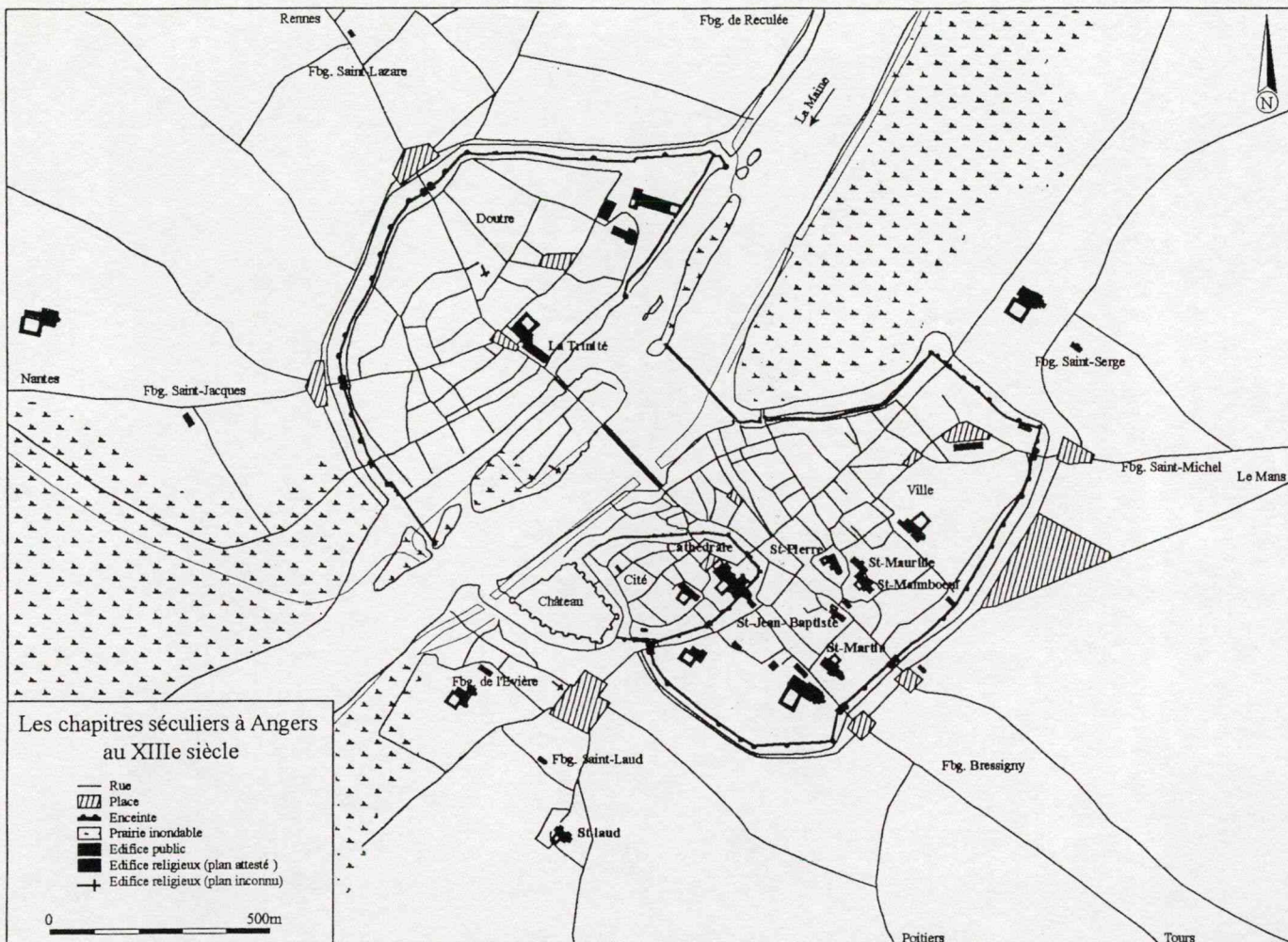




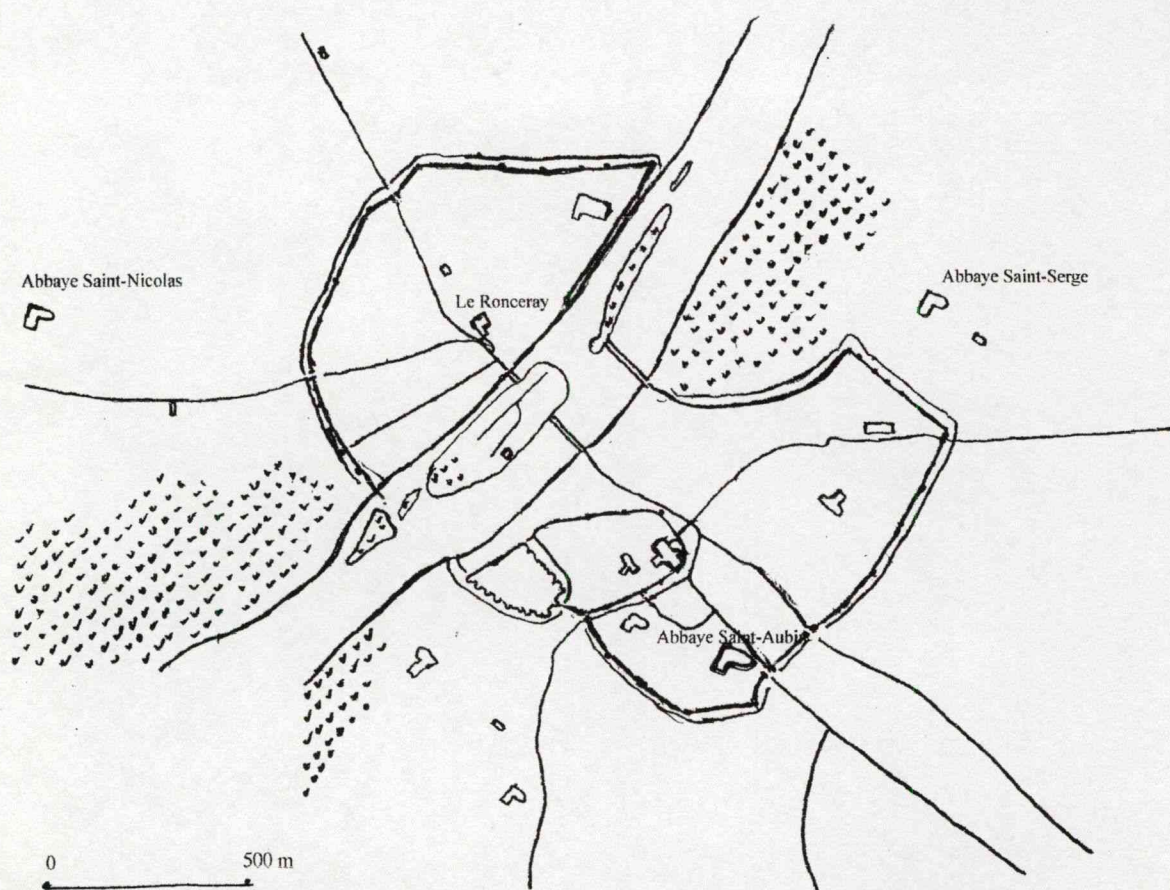




# VI. Les chapitres séculiers à Angers au XIII<sup>e</sup> siècle Conception: François Comte

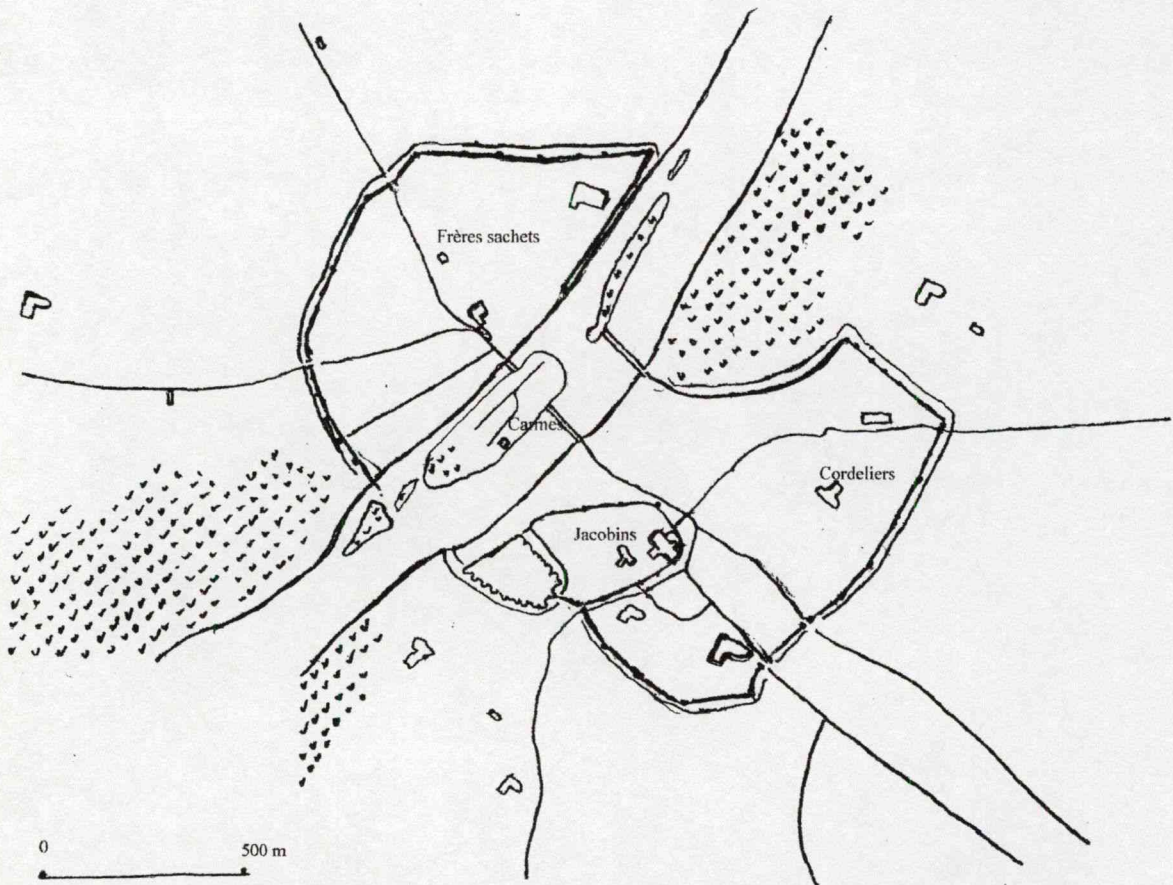






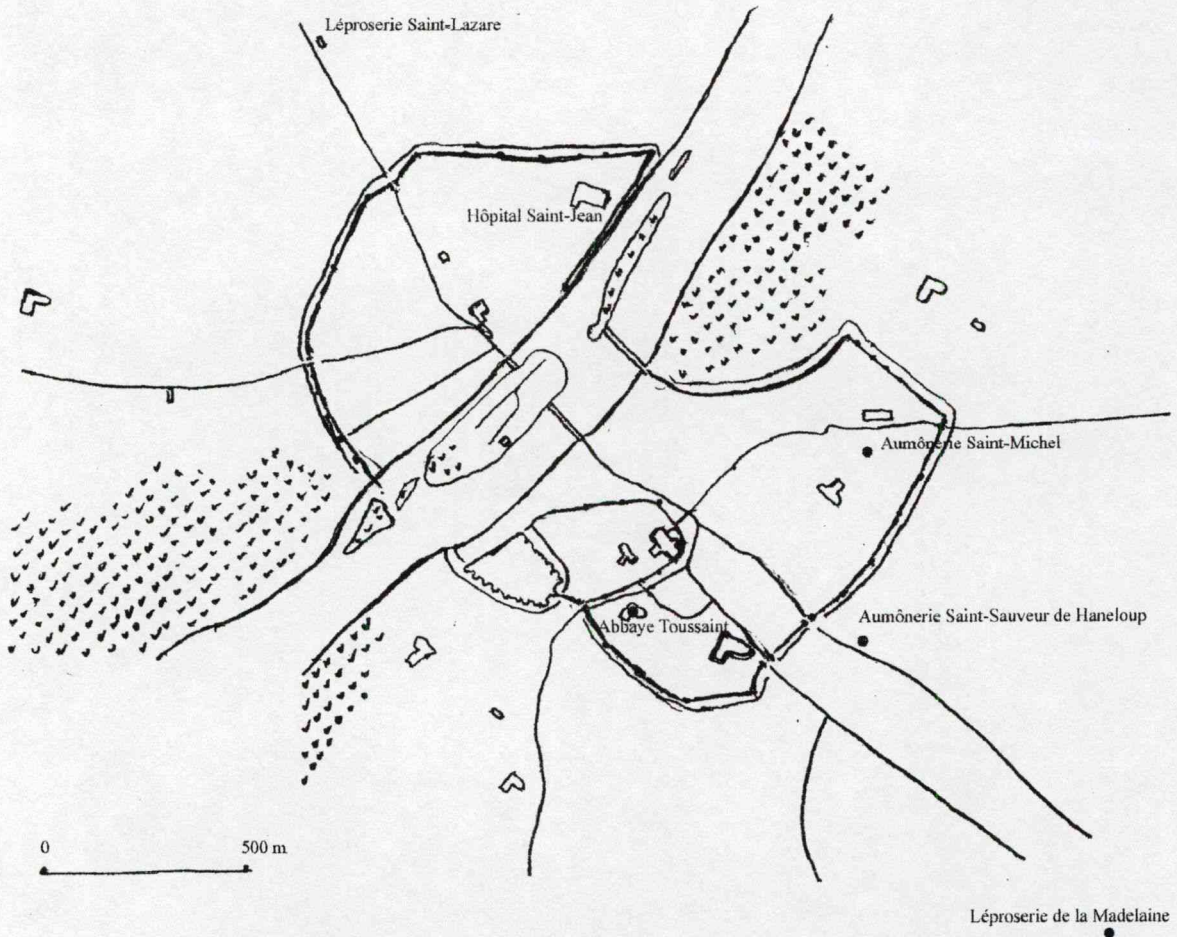
Les abbayes bénédictines à Angers





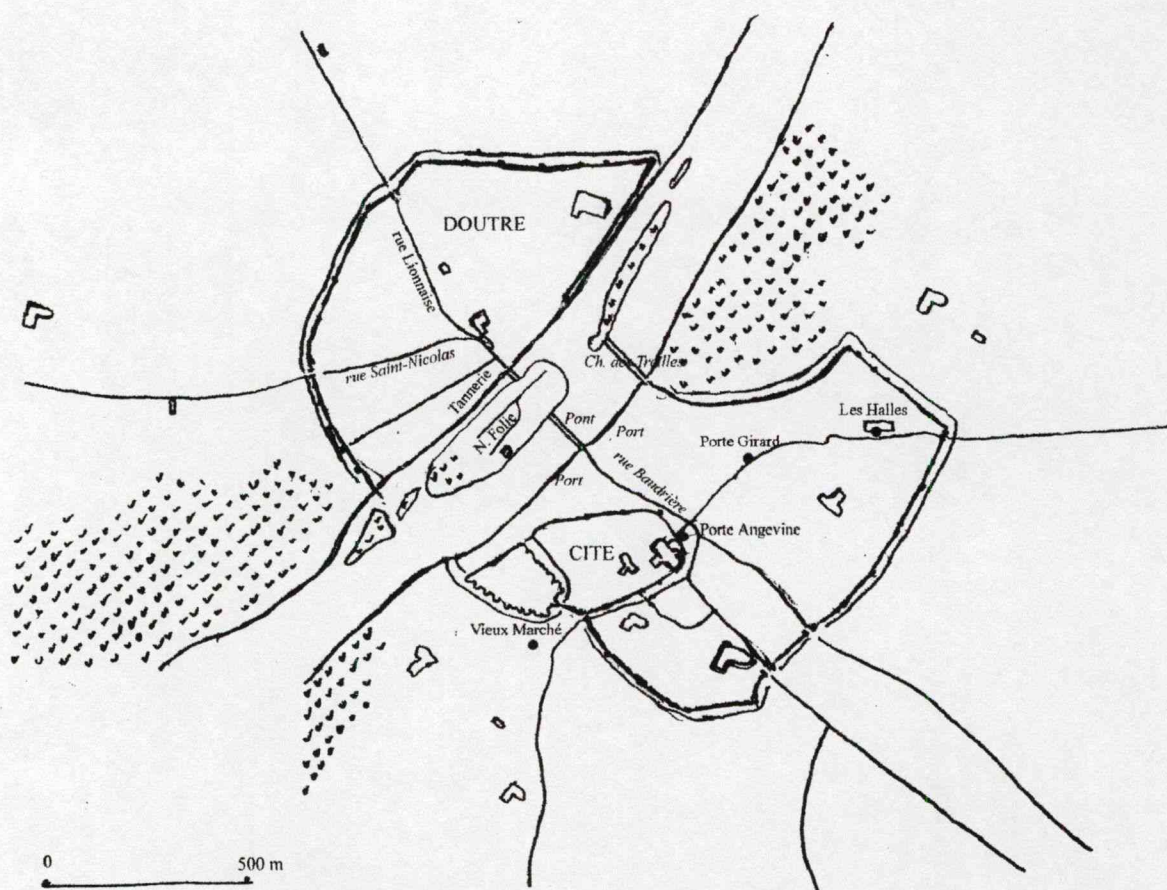
Les couvents des ordres mendiants à Angers à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle





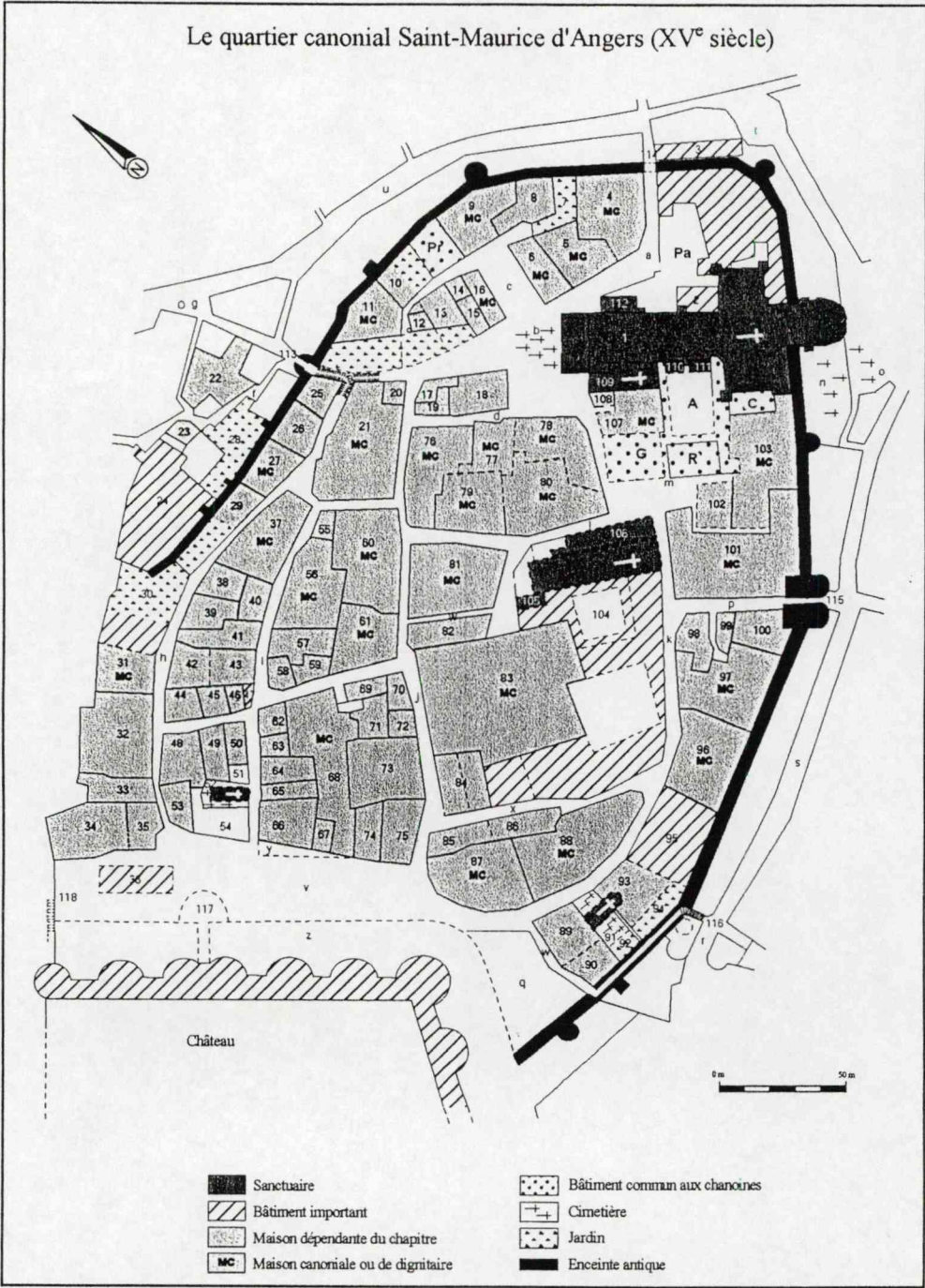
Les institutions d'assistance à Angers au début du XIV<sup>e</sup> siècle





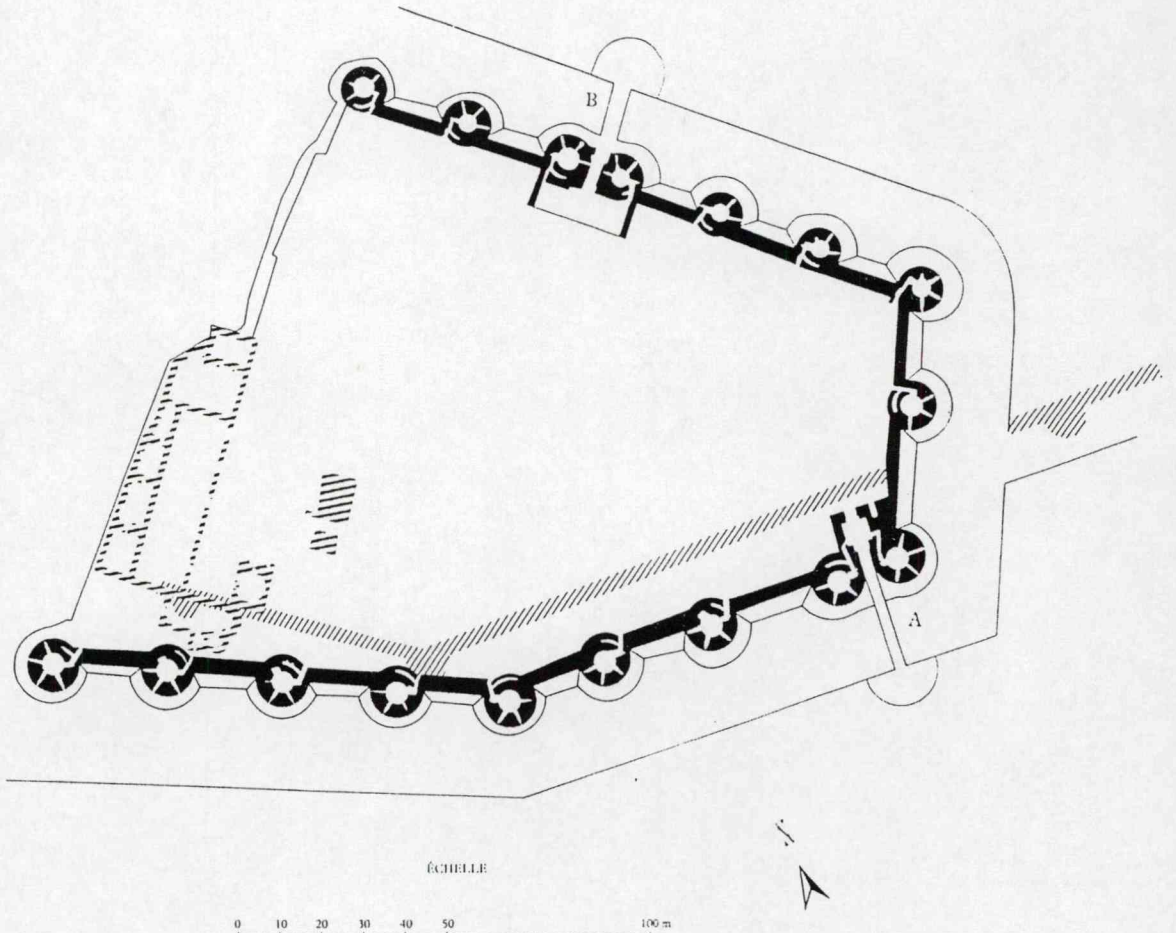
Les zones avec une activité économique importante à Angers au XIII<sup>e</sup> siècle





**XI. Le quartier canonial Saint-Maurice d'Angers (XV<sup>e</sup> siècle)**  
Conception: François Comte

## XIII<sup>e</sup> siècle



L'enceinte de Saint Louis (après 1230).

Enceinte gallo-romaine.

Bâtiments des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles.

Enceinte de Saint Louis.

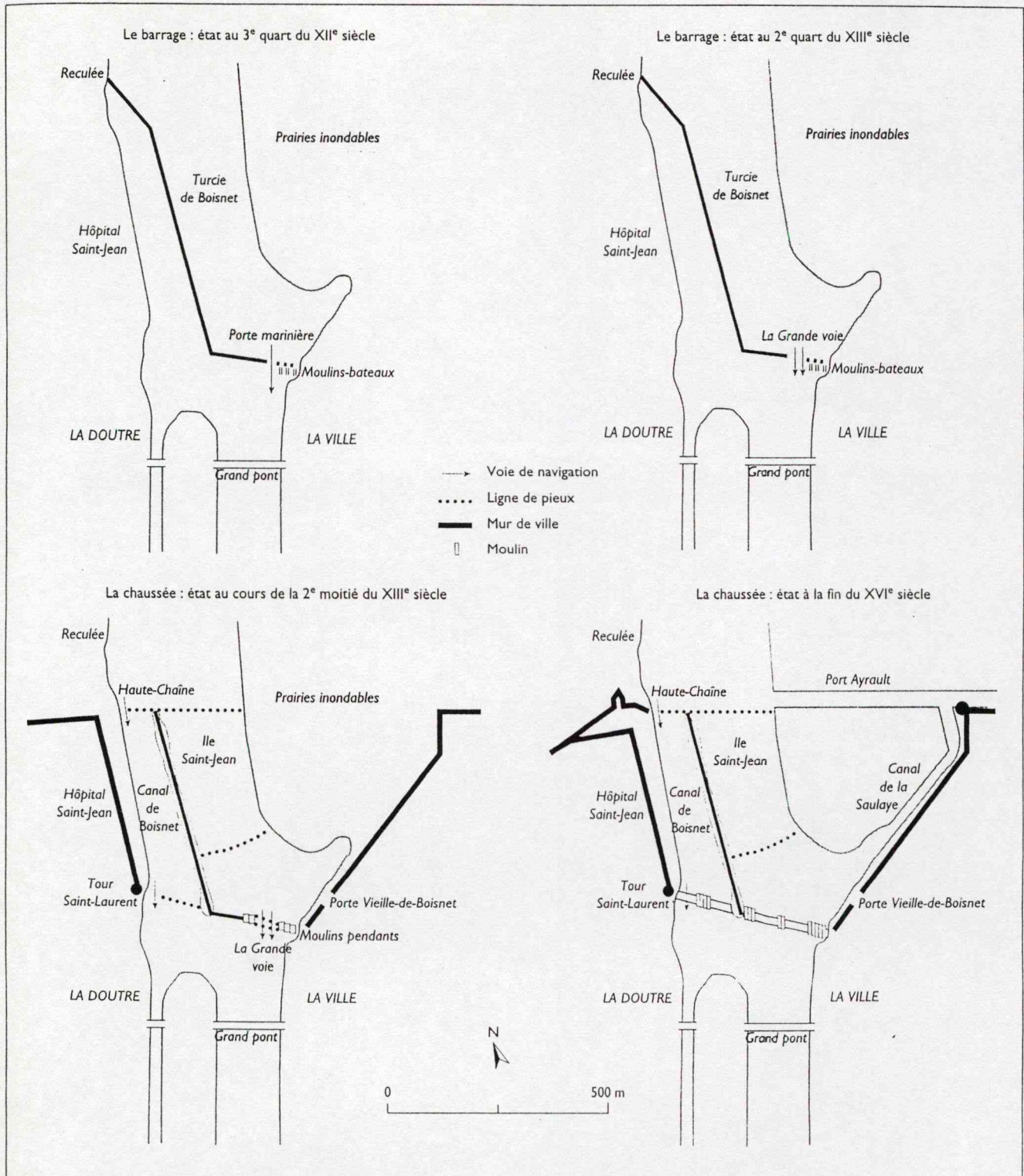
A - Porte des Champs.

B - Porte de Ville.

### XII. Plan du château d'Angers (XIII<sup>e</sup> siècle)

Source: *Angers. Le Château*, Images du patrimoine, Angers, 1991.

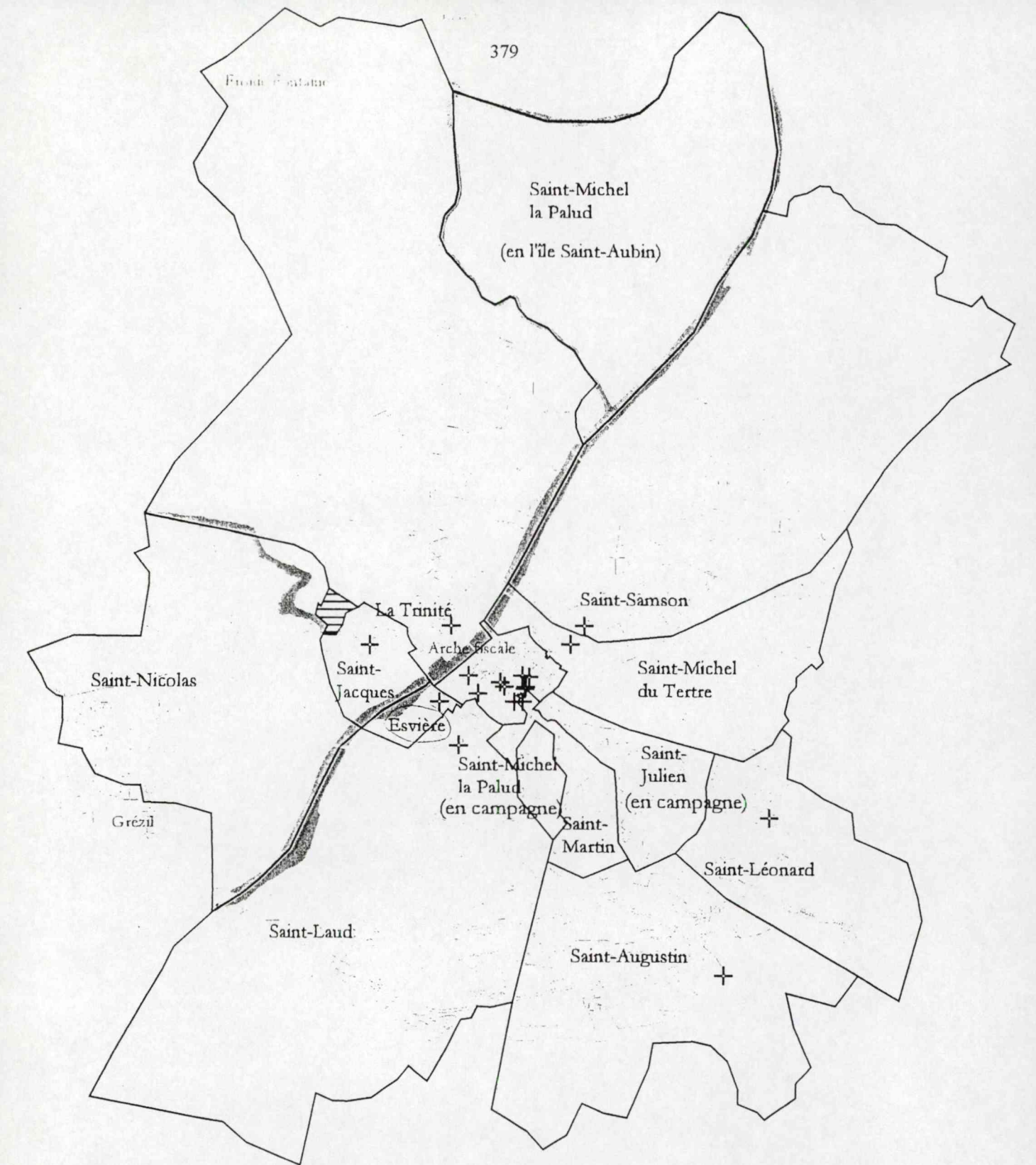




### XIII. La meunerie hydraulique à Angers. La chaussée des Treilles

Source: Courant et Cussonneau, « Les sites de la meunerie hydraulique sur la Loire et la Maine, du XI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle » in : *AA* (2000) p. 33.

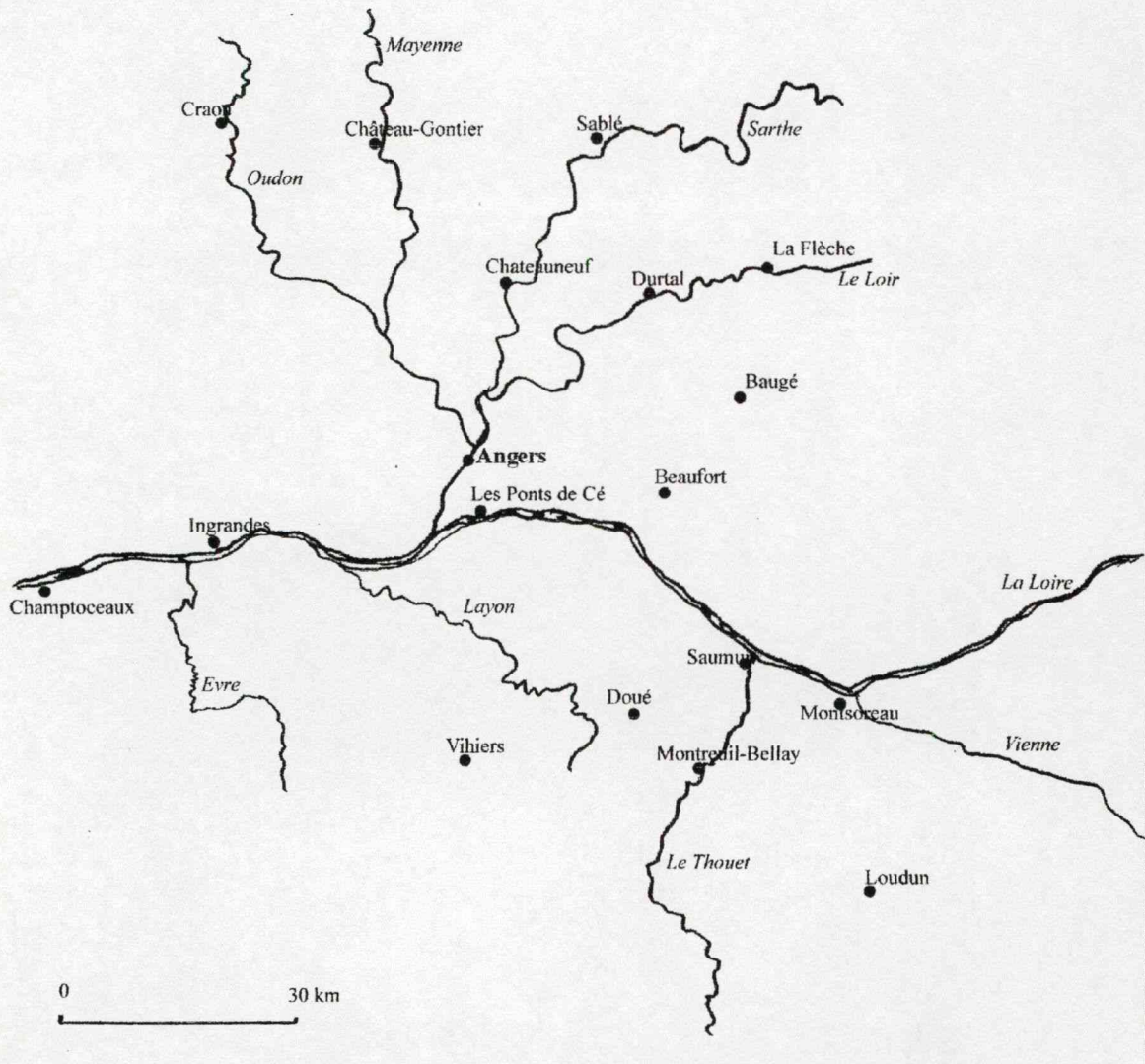




#### XIV. Les paroisses à Angers

Conception: François Comte

Limite d'ilot (Angers 1999)





















Les villes de l'Anjou



bénédictins dont le chef-d'ordre  
est situé hors du diocèse

abbaye	prieuré	
●	■	Trinité de Mauléon
▲	●	La Roë
⊙	▲	Toussaint d'Angers
□	⊙	S <sup>t</sup> .Georges
▽	□	Mélineis
	⊗	Grandmont
	○	Prémontré
	○	autres

abbaye	prieuré	
		S <sup>t</sup> -Florent
		Asnières
		S <sup>t</sup> -Maur
		Bourgueil
		S <sup>t</sup> -Aubin d'Angers
		S <sup>t</sup> -Serge-lès-Angers
		S <sup>t</sup> -Nicolas-lès-Angers
		Le Ronceray d'Angers
		Nyoiseau

pièrre	
●	Fontevraud
■	La Trinité de Vendôme
▣	Mont-S'-Michel
△	Tournus
▽	S'-Jouin de Marnes
▧	La Couture du Mans
□	S'-Julien de Tours
☒	S'-Mesmin-Micy
①	N.-D. de Saintes
⊙	S'-Sulpice de Rennes
●	Beaulieu-lès-Loches
◆	Marmoutier
⊖	S'-Sulpice-la-Forêt

## ANGERS



0 5 10 15 km



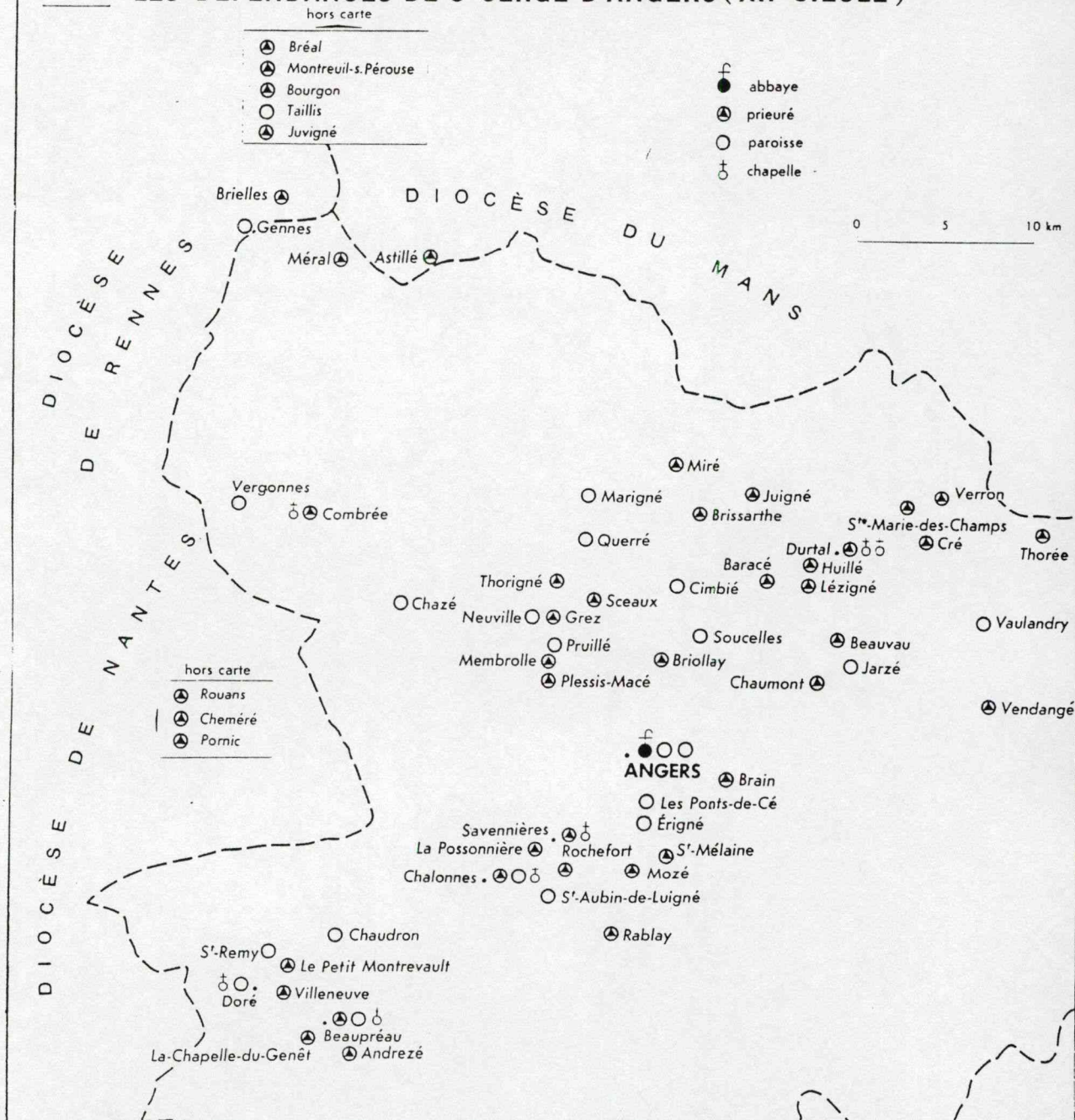


## XVII. Les dépendances de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers (XII<sup>e</sup> siècle)

Source: Favreau (R.), *Atlas historique français. Monumenta Historiae Galliarum, II. l'Anjou*, Paris, 1973.



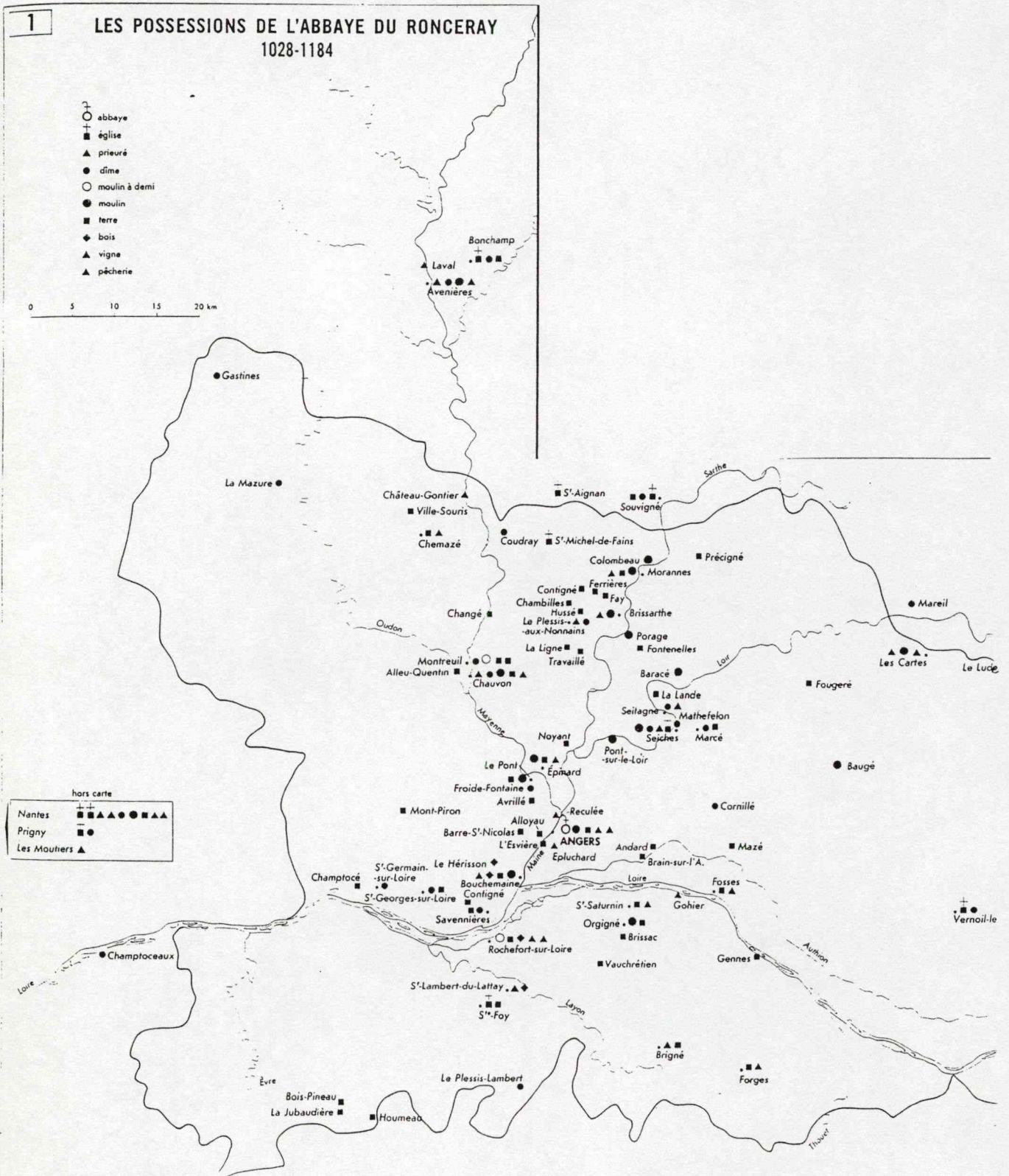
### 3 LES DÉPENDANCES DE S<sup>t</sup>-SERGE D'ANGERS (XII<sup>e</sup> SIÈCLE)



#### XVIII. Les dépendances de l'abbaye Saint-Serge d'Angers (XII<sup>e</sup> siècle)

Source: Favreau (R.), *Atlas historique français. Monumenta Historiae Galliarum, II. l'Anjou*, Paris, 1973.



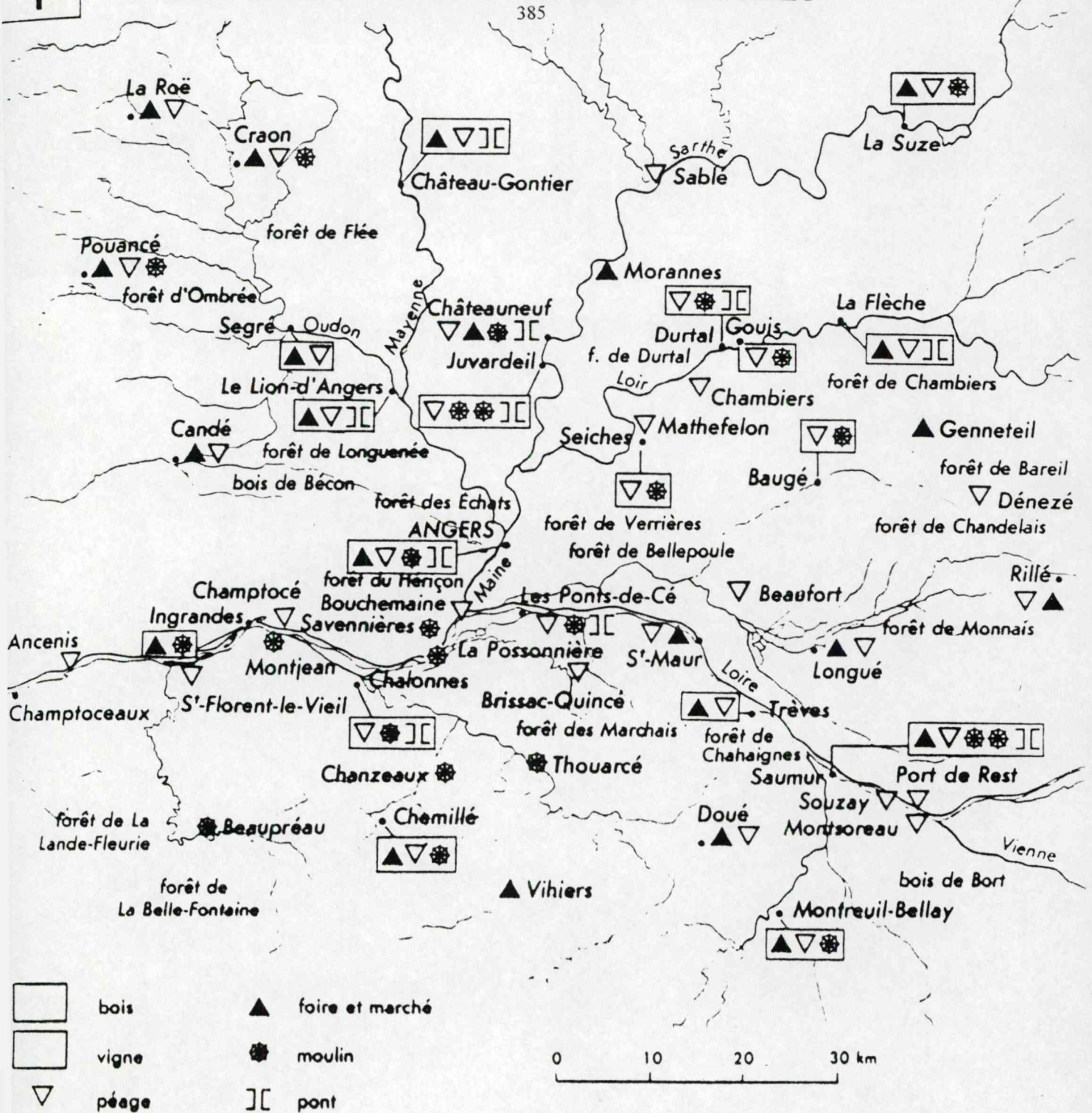


### XIX. Les possessions de l'abbaye du Ronceray d'Angers (XII<sup>e</sup> siècle)

Source: Favreau (R.), *Atlas historique français. Monumenta Historiae Galliarum, II. l'Anjou*, Paris, 1973.



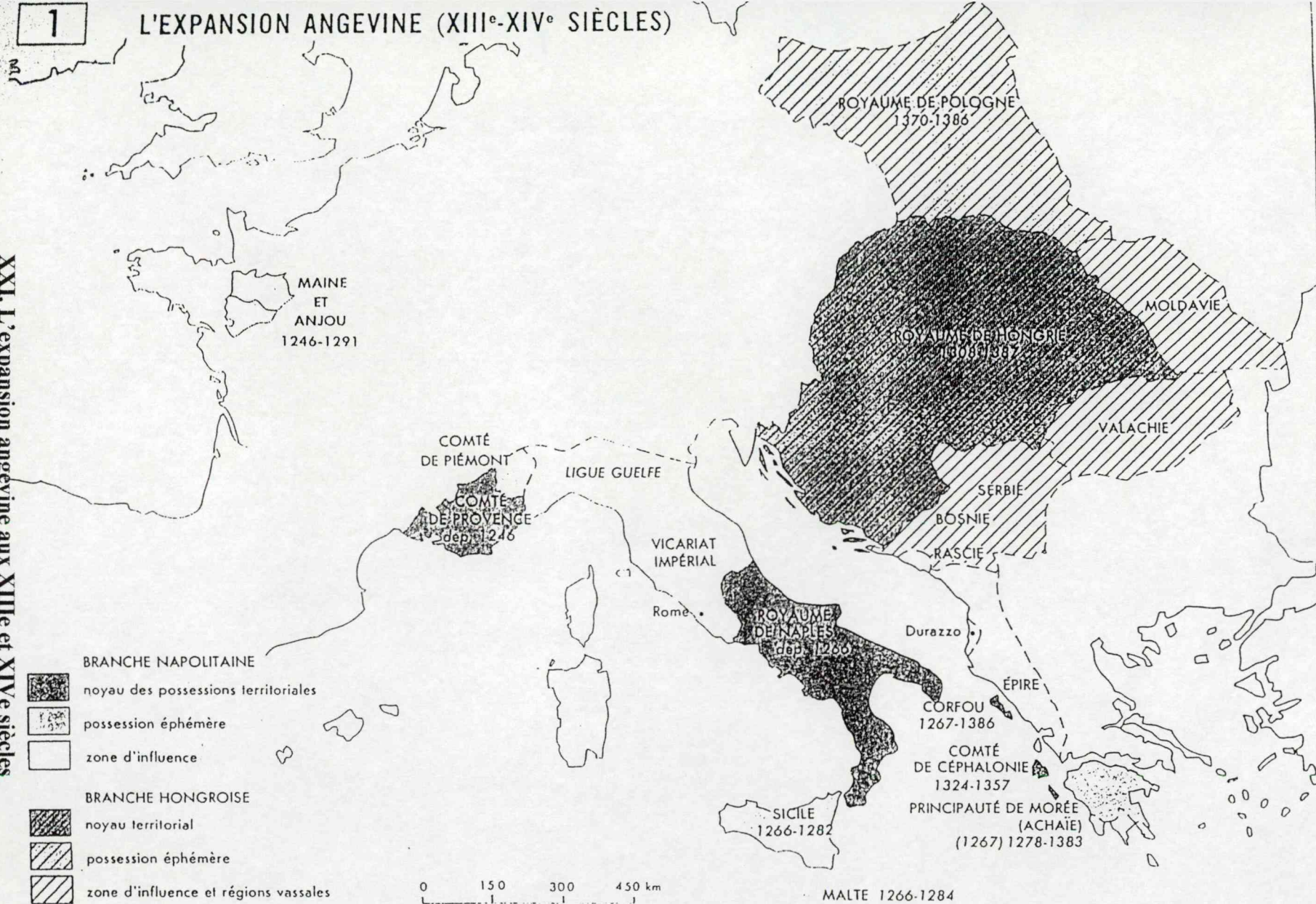
1

ÉTAT ÉCONOMIQUE XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> SIÈCLESXX. L'économie en Anjou au XII<sup>e</sup> siècle

Source: Favreau (R.), *Atlas historique français. Monumenta Historiae Galliarum, II. l'Anjou*, Paris, 1973.



XXI. L'expansion angevine aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles  
 Source: Favreau (R.), Atlas historique français. Monumenta Historiae Galliarum, II. l'Anjou, Paris, 1973

L'expansion angevine XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> s.



